

LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°15 • SESSION ORDINAIRE 2010-2011

Convention entre Parlement et Université



M. Rolf Tarrach (à gauche) et M. Laurent Mosar signent la Convention en présence de M. Philippe Poirier et M. Claude Frieseisen.

En date du 15 juillet 2011, M. Laurent Mosar, Président de la Chambre des Députés, a signé avec le Recteur de l'Université du Luxembourg, M. Rolf Tarrach, une convention qui liera avant tout les deux institutions par sa finalité, à savoir la connaissance, l'étude ainsi que le fonctionnement du parlementarisme dans les processus décisionnels national et européen.

Elle permettra de

- soutenir financièrement et logistiquement des projets de recherche,
- développer des recherches doctorales,
- procéder à des publications académiques et grand public
- et de créer un programme de stage professionnalisant au sein du

Parlement pour des étudiants du master en gouvernance européenne de l'Université du Luxembourg.

Autre aspect non négligeable: la convention permettra aussi de soutenir des activités de recherches en sciences politiques requises par la Chambre des Députés dans les domaines de la démocratie, de la législation et de la procédure et réglementation parlementaires.

Pour mener à bien ses travaux, la convention de recherche initiera notamment une coopération scientifique de recherche avec les entités suivantes:

- le Centre européen de recherche et de documentation parlementaires (CERDP),
- le Center of Legislative Studies, University of Hull (Royaume-Uni),
- le Centre de recherche sur la démocratie et les institutions parlementaires, Université Laval (Québec)
- et le Groupe d'études sur la vie et les institutions parlementaires de l'Institut d'études politiques de Paris (GEVIPAR).

Notons finalement que c'est M. Philippe Poirier, coordinateur à l'Université du Luxembourg du programme de recherche sur la gouvernance européenne, qui sera chargé de mettre en application le contenu de la convention signée entre le Parlement et l'Université.

Recherche sur le cancer à Kirchberg



Des députés conduits par leur Président écoutent les explications du Dr Marc Diederich.

Le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, a visité le Laboratoire de Biologie Moléculaire et Cellulaire du Cancer (LBMCC) à l'Hôpital de Kirchberg. Il était accompagné des membres de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace, présidée par M. Lucien Thiel.

Les parlementaires ont suivi avec grand intérêt les explications fournies par le Dr Marc Diederich et ont pu

rencontrer les 30 chercheurs qui travaillent à l'heure actuelle pour le compte du laboratoire.

Le laboratoire se focalise principalement sur la recherche appliquée étudiant les liens entre inflammation, cancer et leucémie. Ceci implique notamment une recherche très pointue sur les mécanismes moléculaires qui se trouvent à la base de la formation d'agents résistants contre les traitements chimiothérapeutiques.

Autre point fort de la recherche menée à Kirchberg: l'étude des cellules cancéreuses immatures (ou moins différenciées) qui connaissent un taux de prolifération nettement supérieur à celui des cellules saines chez les malades atteints d'un cancer.

Finalement, le LBMCC s'implique également très fortement dans la recherche sur les biomarqueurs, susceptibles de détecter les cancers à un stade précoce de leur formation.

Le LBMCC de Kirchberg est un laboratoire de recherche sur le cancer à but non lucratif. Ses projets de recherche sont notamment cofinancés par

- l'association «Recherches scientifiques Luxembourg»,
- la «Fondation de Recherche Cancer et Sang»
- et le «Télévie».

Le LBMCC reçoit également un support financier de la part de «Een Häerz fir kriebskrank Kanner» et du Ministère de la Recherche.

38 ^e séance	mardi	28 juin 2011
39 ^e séance	mercredi	29 juin 2011
40 ^e séance	jeudi	30 juin 2011
41 ^e séance	mardi	5 juillet 2011

Politique de migration de l'UE



M. Fernand Boden (CSV) lors de son intervention.

chaîne réunion une discussion sur les ressources propres de l'Union européenne plutôt que de se concentrer exclusivement sur la politique de cohésion.

Dans le cadre de leurs travaux, les parlementaires ont suivi un exposé de Mme Cecilia Malmström, membre de la Commission européenne chargée des affaires intérieures, sur la dimension extérieure de la politique de migration de l'Union européenne.

La commissaire a mis l'accent sur les relations de l'Union avec les pays partenaires de la politique européenne de voisinage et sur le dialogue sur la mobilité en relation avec les pays de la rive sud de la Méditerranée.

«La migration est liée étroitement à des événements qui se passent à l'extérieur de l'Union européenne. Ceci explique la nécessité de renforcer la dimension extérieure de la politique de migration de l'Union européenne», a-t-elle rappelé.

Les développements récents dans nombre de pays voisins - que ce soient des pays de l'Afrique du Nord ou de l'Europe de l'Est - font clairement ressortir ce besoin.

De surcroît, la nécessité de renforcer les relations de voisinage a également trait à la démographie de l'Europe. En effet, malgré un taux de chômage élevé, de nombreux pays européens sont confrontés en fait à un manque de main-d'œuvre dans des secteurs spécifiques.

Analyse des mouvements révolutionnaires arabes et de leurs répercussions

Mmes Nancy Kemp-Arendt (CSV) et Lydie Polfer (DP) ont assisté du 3 au 5 juillet 2011 en Sardaigne à un séminaire organisé par l'Assemblée parlementaire de l'OTAN. Les thèmes principaux étaient l'analyse des révolutions démocratiques dans les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient ainsi que le rôle et les moyens de l'OTAN face à ces mouvements. Ont été relevés plus particulièrement le rôle primordial de la jeunesse et

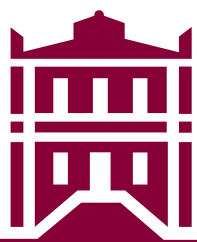
des moyens de communication modernes dans l'évolution de ces mouvements dont les valeurs phares sont la liberté et la démocratie.

Les interlocuteurs des parlementaires étaient des personnalités aussi prestigieuses que M. Samuel J. Locklear III, Commandeur des Forces Navales Américaines en Europe et en Afrique, et M. Iyad Hashem Allaoui, ancien Premier Ministre d'Irak.



DANS CE NUMÉRO

Protection des enfants	p. 530
Écart de rémunération hommes-femmes	p. 534
Constructions à Belval	p. 538
Sommaire des séances publiques n°s 38-41	p. 571
Sommaire des questions parlementaires	p. Q247



NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU N° 15 • SESSION ORDINAIRE 2010-2011

Statec: nouvelle loi organique

5972 - Projet de loi portant organisation de l'Institut national de la statistique et des études économiques et modifiant la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

Le projet de loi 5972 abroge la loi modifiée de 1962 devenue obsolète et qui, jusqu'à présent, régit le fonctionnement et les activités du STATEC.

Cette nouvelle loi organique réforme le STATEC au niveau de ses attributions, de son organisation et de ses procédures et méthodes et apporte des solutions à des questions pendantes concernant le cadre du personnel.

Ainsi, les missions du STATEC sont précisées et étendues et, afin d'assurer la coordination du système de la statistique publique luxembourgeoise, un Comité des statistiques publiques est institué. La création d'un Conseil scientifique reflète le renforcement de la mission «études et recherche» du STATEC. Le principe de l'obligation statistique est maintenu, le projet de loi prévoit toutefois une série de dispositions visant à réduire la charge de réponse statistique.

Même si la désignation du «Service central de la statistique et des études économiques» est modifiée en «Institut national de la statistique et des études économiques», l'ancien acronyme «STATEC» est maintenu, pour des raisons d'image de marque et de repérage plus commode.

Dépôt par M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 10.12.2008

Rapporteur: M. Alex Bodry

Travaux de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire (Président: M. Alex Bodry):

- 03.06.2010 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi
- 04.01.2011 Examen de l'avis du Conseil d'État
- 12.01.2011 Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État
- 27.01.2011 Continuation de l'examen du dispositif proposé par le Conseil d'État (à partir de l'article 8)
- 03.02.2011 Finalisation de l'examen de l'avis du Conseil d'État
- 17.03.2011 Examen d'un amendement supplémentaire
- 19.05.2011 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
- 26.05.2011 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 30.06.2011

Aménagement communal et développement urbain

6023 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain et modifiant

1. la loi communale modifiée du 13 décembre 1988,

2. la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales,

3. la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles,

4. la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau

L'objet du projet de loi sous rubrique est un ajustement de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain. Le but poursuivi est un assouplissement des procédures, une meilleure praticabilité de la loi et des textes réglementaires, ainsi qu'une simplification administrative.

La philosophie de la loi modifiée de 2004 est maintenue, à savoir que le PAG (plan d'aménagement général) continue à être exécuté systématiquement par le PAP (plan d'aménagement particulier); la hiérarchie des instruments de planification reste inchangée.

Le fait que d'autres procédures, notamment dans le domaine de la protection de l'environnement, comme les législations sur la protection de la nature, l'évaluation des incidences sur l'environnement et les établissements classés, viennent se greffer sur ou s'imbriquer dans celles relatives à l'aménagement communal, rend les procédures extrêmement complexes, longues, onéreuses et incertaines.

Il s'agit donc d'aboutir à une simplification administrative considérable en ce qui concerne la procédure d'adoption d'un plan d'amé-

nement général et d'un plan d'aménagement particulier. La durée des procédures d'adoption des deux plans précités est réduite à moitié par l'introduction d'un parallélisme des consultations des différents organes compétents et du public.

En matière de plans d'aménagement particulier, la possibilité d'introduire des réclamations contre le vote du conseil communal auprès du Ministre est abolie, de sorte que lesdits plans peuvent directement recevoir l'approbation ministérielle. Cette mesure est justifiée par le fait que le plan d'aménagement général, ensemble avec le schéma directeur, lequel fait dorénavant partie intégrante de l'étude préparatoire, retiennent d'ores et déjà le principe de la constructibilité d'une zone définie ainsi que les grandes lignes de son orientation urbanistique. Le projet d'exécution et la convention prévus pour la mise en œuvre d'un plan d'aménagement particulier sont regroupés dans un document unique, soumis au vote du conseil communal et à l'approbation du ministre ayant l'aménagement communal dans ses attributions.

Des ajustements sont faits aussi, notamment au niveau

- de la commission d'aménagement qui comporte désormais en son sein une cellule d'évaluation;
- de la personne qualifiée pour élaborer un plan d'aménagement général;
- de la position du plan directeur dans la hiérarchie des instruments de planification (schémas directeurs);
- de la récupération des frais de planification par les communes;
- de la cession obligatoire de 25%.

Par ailleurs, en vue d'une meilleure coordination des procédures d'approbation de plans d'aménagement général, le projet de loi intègre des dispositions modificatives de l'article 5 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.

Dépôt par M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 30.03.2009

Rapporteur: M. Ali Kaes

Travaux de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire (Président: Marco Schank):

06.04.2009 Présentation du projet de loi

Travaux de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police (Président: M. Ali Kaes):

- 15.04.2010 Désignation d'un rapporteur
Nouvelle présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
- 27.04.2010 Continuation des travaux
- 06.05.2010 Continuation des travaux
- 11.05.2010 Continuation des travaux
- 20.05.2010 Continuation des travaux
- 09.06.2010 Continuation des travaux
- 24.06.2010 Continuation des travaux
- 28.06.2010 Continuation des travaux
- 05.07.2010 Continuation des travaux
- 19.07.2010 Continuation des travaux
- 19.07.2010 Continuation des travaux
- 14.09.2010 Continuation des travaux
- 15.09.2010 Continuation des travaux
- 20.09.2010 Continuation des travaux
- 21.09.2010 Continuation des travaux
- 30.09.2010 Échange de vues avec M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
- 05.10.2010 Continuation des travaux
- 13.10.2010 Continuation des travaux
- 15.11.2010 Échanges de vues avec le SYVICOL, le Mouvement Écologique, le Klimabündnis Lëtzebuerg et l'Ordre des Architectes et des Ingénieurs-Conseils
- 13.01.2011 Échanges de vues avec l'Ordre Luxembourgeois des Géomètres et la Ligue Luxembourgeoise du Coin de Terre et du Foyer
- 17.01.2011 Continuation des travaux
- 18.01.2011 Continuation des travaux
- 27.01.2011 Adoption d'une série d'amendements
- 15.06.2011 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
- 29.06.2011 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 06.07.2011

Protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels

6046 - Projet de loi

portant:

1. approbation

a) de la Convention du Conseil de l'Europe pour la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels ouverte à la signature à Lanzarote les 25-26 octobre 2007

b) du Protocole facultatif à la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants

2. modification de certains articles du Code pénal et du Code d'instruction criminelle

1. Objectifs poursuivis par le projet de loi

Le rapport explicatif de la Convention du Conseil de l'Europe pour la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels ouverte à la signature à Lanzarote les 25-26 octobre 2007 (ci-après la Convention de Lanzarote) fait état, sur base d'estimations de l'UNICEF, d'environ deux millions d'enfants qui travaillent dans le monde chaque année dans l'industrie du sexe et de plus d'un million de photographies qui circulent sur Internet représentant 10.000 à 20.000 enfants qui sont des victimes d'abus sexuels¹. En Europe, il n'existe aucune statistique sur l'ampleur de la violence

sexuelle à l'égard des mineurs et il faut admettre que l'écart entre le nombre de cas réels et le nombre de cas signalés aux autorités est très important².

Le Comité des droits de l'enfant (ci-après le Comité) contrôle, sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies, le respect par les États membres de la Convention des Nations Unies sur les droits de l'enfant du 20 novembre 1989. En ce qui concerne l'Europe, le Comité a conclu que «[...] les enfants en Europe ne sont pas suffisamment protégés contre l'exploitation et les abus sexuels³». Le Comité souligne en particulier que, dans les États membres «[...] une législation pénale nationale exhaustive fait défaut dans ce domaine, surtout en ce qui concerne le trafic d'enfants, le "tourisme sexuel" et la pédopornographie, l'absence d'un âge minimum clairement défini pour le consentement à des relations sexuelles, et le manque de protection des enfants contre les abus sur Internet. Ainsi, il recommande que les États mettent en place un système efficace de signalement et d'investigation dans le cadre d'enquêtes et de procédures judiciaires respectueuses des enfants, en évitant les auditions répétées des enfants victimes afin de mieux les protéger, notamment en raison de leur droit au respect de leur vie privée⁴».

Le projet de loi a, en premier lieu, pour objet d'approuver deux instruments de droit international pris dans le domaine de la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels. Il s'agit, d'une part, de la Convention de Lanzarote et, d'autre part, du Protocole facultatif à la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants (ci-après le Protocole facultatif).

Les auteurs du projet de loi poursuivent encore l'objectif d'adapter le droit luxembourgeois à la

¹ Rapport explicatif de la Convention du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels (ci-après le Rapport explicatif), paragraphe (2) <http://conventions.coe.int/Treaty/FR/Reports/Html/201.htm>.

² Idem, paragraphe (3).

³ Rapport explicatif, paragraphe (3).

⁴ Idem, paragraphe (7).



décision 2000/375/JAI du Conseil de l'Union européenne du 29 mai 2000 relative à la lutte contre la pédopornographie sur l'Internet et à la décision-cadre 2004/68/JAI du Conseil du 22 décembre 2003 relative à la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants et la pédopornographie. Ces deux normes européennes obligent les États membres d'incriminer certains comportements et de prévoir un minimum de peines maximales encourues pour ces infractions.

Il importe cependant de noter que la proposition de directive relative à l'exploitation et aux abus sexuels concernant des enfants et à la pédopornographie⁵ abroge la décision-cadre 2004/68/JAI. Ce nouveau texte fait suite aux deux normes européennes prémentionnées⁶, de sorte que l'intérêt de leur transposition en droit national reste limité.

Le projet de loi sous rapport entend donc adapter le droit luxembourgeois aux dispositions pénales de ces différentes sources de droit communautaire et de droit international et propose en conséquence de modifier le Code pénal ainsi que le Code d'instruction criminelle luxembourgeois.

Les principales dispositions concernées sont:

- l'attentat à la pudeur commis sans violence ni menaces et l'attentat à la pudeur commis avec violence ou menaces (articles 372 et 373 du Code pénal);

- le viol (articles 375 et 376 du Code pénal);

- l'exploitation sexuelle des mineurs (article 379 du Code pénal);

- le commerce, la distribution ou l'exhibition publique de supports à caractère pornographique et la diffusion de messages à caractère violent et de nature à porter gravement atteinte à la dignité humaine (articles 383 et 385bis du Code pénal);

- l'incrimination de la consultation sur Internet de contenus pédopornographiques (article 384 du Code pénal);

- l'incrimination du fait de solliciter des enfants à des fins sexuelles (article 358-2 nouveau);

- l'extension de la compétence personnelle du Luxembourg pour certaines infractions aux auteurs qui sont régulièrement établis au Luxembourg (article 5-1 du Code d'instruction criminelle).

2. La mise en place progressive d'un droit pénal international

Le Conseil d'État rappelle à juste titre dans son avis du 9 mars 2010 que «*le projet sous rubrique est une illustration de la mise en place progressive d'un droit pénal international et de l'impact de ce droit international sur le droit pénal national*»⁷.

a. La Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant

La CDE est entrée en vigueur le 2 septembre 1990. Elle a été ratifiée au Luxembourg par une loi du 20 décembre 1993⁸. La Convention est «*l'instrument international principal existant dans le domaine de la protection des droits de l'enfant, y compris contre l'exploitation sexuelle [...]*»⁹. Certes, la CDE protège les enfants contre toutes les formes d'exploitation et de violence sexuelles, d'enlèvement, de vente et de trafic, contre toute autre forme d'exploitation et contre les traitements cruels ou inhumains, mais les dispositions pertinentes de la CDE sont formulées en des termes plus généraux que les dispositions de la Convention de Lanzarote¹⁰.

Ce constat tient à l'objectif bien plus large qui est attribué à la CDE. Celle-ci ne se limite en effet pas à la protection des enfants contre les abus et l'exploitation sexuels mais vise, d'une manière générale, à garantir un épanouisse-

ment individuel optimal de l'enfant dans son milieu familial et dans sa communauté¹¹.

b. Le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants

Le projet de loi poursuit également l'objectif d'approuver ce Protocole facultatif qui vient d'élargir les mesures que les États parties devraient prendre pour garantir la protection de l'enfant contre la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants¹². Il définit les notions de «*vente d'enfants*», de «*prostitution des enfants*» et de «*pornographie impliquant des enfants*». Le Protocole facultatif prévoit tout d'abord un nombre minimal d'infractions à réprimer par les États parties¹³. Le Protocole facultatif demande également aux États parties d'étendre leur compétence à l'auteur présumé qui a sa résidence habituelle sur le territoire de l'État partie concerné ou qui est un ressortissant de cet État. Le Protocole facultatif exige par ailleurs que les États parties appliquent le principe *aut dedere aut judicare* qui veut que l'auteur présumé d'une infraction soit poursuivi par l'État dans lequel il se trouve, lorsque cet État n'extrade pas au motif que le présumé coupable est un de ses ressortissants¹⁴.

Le Protocole facultatif prévoit par ailleurs une série de mesures destinées à protéger l'enfant victime dans les procédures pénales et reconnaît à ces enfants le droit d'obtenir une indemnisation¹⁵.

Il est précisé dans l'exposé des motifs du projet de loi que le droit luxembourgeois tient déjà, du moins en partie, compte des infractions prévues par le Protocole facultatif. La loi du 13 mars 2009 relative à la traite des êtres humains¹⁶ incrimine à l'article 382-1 nouveau du Code pénal le fait de recruter, de transporter, de transférer, d'héberger, d'accueillir une personne, de passer ou de transférer le contrôle sur elle, en vue de l'exploitation ou du travail ou des services de cette personne sous la forme de travail ou de services forcés ou obligatoires ou en vue du prélèvement d'organes ou de tissus en violation de la législation en la matière.

Cette incrimination est exigée par l'article 3, paragraphe (1) du Protocole facultatif qui oblige les États parties à incriminer pénalement le fait d'offrir, de remettre ou d'accepter un enfant aux fins de transfert d'organes de l'enfant à titre onéreux et aux fins de soumettre l'enfant au travail forcé.

À part cette précision contenue dans l'exposé des motifs, le projet de loi ne se réfère plus aux dispositions du Protocole facultatif. Cette circonstance tient, sans doute, au fait que l'article 42 de la Convention de Lanzarote précise que «*[...] elle (la Convention de Lanzarote) a pour but de renforcer la protection instaurée par ces*

¹¹ UNICEF souligne que «[d]ans 54 articles et deux Protocoles facultatifs, la Convention énonce les droits fondamentaux qui sont ceux de tous les enfants du monde: le droit à la survie; le droit de se développer dans toute la mesure du possible; le droit d'être protégé contre les influences nocives, les mauvais traitements et l'exploitation; et de participer à part entière à la vie familiale, culturelle et sociale. Les quatre principes fondamentaux de la Convention sont la non-discrimination; la priorité donnée à l'intérêt supérieur de l'enfant; le droit de vivre, de survivre et de se développer; et le respect des opinions de l'enfant. Tous les droits reconnus dans la Convention sont inhérents à la dignité humaine et au développement harmonieux de chaque enfant. La Convention protège les droits des enfants en fixant des normes en matière de soins de santé, d'éducation et de services juridiques, civils et sociaux.» <http://www.unicef.org/french/crc/>.

¹² Le Protocole facultatif prend appui sur les articles 1^{er}, 11, 21, 32, 33, 34, 35 et 36 de la CDE.

¹³ Conformément à l'article 3 du Protocole facultatif «1. Chaque État Partie veille à ce que, au minimum, les actes et activités suivants soient pleinement saisis par son droit pénal, que ces infractions soient commises au plan interne et transnational, par un individu ou de façon organisée: a) Pour ce qui est de la vente d'enfants visée à l'article 2: i) Le fait d'offrir, de remettre, ou d'accepter un enfant, quel que soit le moyen utilisé, aux fins: a. D'exploitation sexuelle de l'enfant; b. De transfert d'organe de l'enfant à titre onéreux; c. De soumettre l'enfant au travail forcé; ii) Le fait d'obtenir indûment, en tant qu'intermédiaire, le consentement à l'adoption d'un enfant, en violation des instruments juridiques internationaux relatifs à l'adoption; b) Le fait d'offrir, d'obtenir, de procurer ou de fournir un enfant à des fins de prostitution, telle que définie à l'article 2; c) Le fait de produire, de distribuer, de diffuser, d'importer, d'exporter, d'offrir, de vendre ou de détenir aux fins susmentionnées des matériels pornographiques mettant en scène des enfants, tels que définis à l'article 2. 2. Sous réserve du droit interne d'un État Partie, les mêmes dispositions valent en cas de tentative de commission de l'un quelconque de ces actes, de complicité dans sa commission ou de participation à celle-ci. 3. Tout État Partie rend ces infractions passibles de peines appropriées tenant compte de leur gravité. [...]».

¹⁴ Article 4, point 3 du Protocole.

¹⁵ Article 8 du Protocole.

¹⁶ Mémorial A, n° 51 du 20 mars 2009, page 672.

instruments (la CDE et le Protocole) et de développer et compléter les normes qu'ils énoncent.

c. La Convention du Conseil de l'Europe pour la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels ouverte à la signature à Lanzarote les 25-26 octobre 2007 (désignée ci-après Convention de Lanzarote)

La Convention de Lanzarote, qui puise sa source dans pas moins de 12 instruments juridiques de droit international et communautaire¹⁷, est basée sur «*[...] la nécessité d'élaborer un instrument international global [...]*»¹⁸ et juridiquement contraignant pour lutter contre les abus et l'exploitation sexuels des enfants.

Les notions d'abus et d'exploitation sexuels concernant les enfants à introduire en droit national sont définies par référence à un large éventail d'infractions prévues aux articles 18 à 23 de la Convention de Lanzarote¹⁹. Les auteurs de la Convention de Lanzarote précisent que «*[...] les instruments internationaux énonçant des règles de protection des enfants traitent principalement des faits commis à des fins commerciales ou lucratives (la prostitution, la pornographie enfantine, la traite des enfants). Toutefois, l'expérience montre que cette approche est trop limitée pour assurer une protection des enfants contre tous les abus qu'un adulte peut commettre à l'encontre de leur intégrité physique et psychique. Les enfants peuvent tout autant être victimes d'abus au sein de leur famille ou dans leur environnement social proche. Ces cas, dans lesquels l'aspect commercial dans la plupart des cas est inexistant, sont pourtant les plus fréquents: les statistiques montrent que les auteurs d'abus sexuels sur les enfants sont habituellement des personnes proches des victimes (parents, grands-parents, voisins, enseignants, etc.). Les principaux instruments internationaux en vigueur ne font pour la plupart référence qu'aux «agressions sexuelles», terme générique désignant tous les types d'atteinte sexuelle sur les enfants. Les négociateurs ont considéré qu'il était préférable d'employer l'expression d'abus sexuels, plus appropriée dans ce contexte.*»²⁰.

La Convention de Lanzarote est ainsi le premier instrument à ériger en infraction pénale les abus sexuels envers les enfants, y compris lorsqu'ils ont lieu à la maison ou au sein de la famille, en faisant usage de la force, de la contrainte ou de menaces.

Outre les infractions plus généralement rencontrées dans ce domaine - abus sexuels, prostitution enfantine, pornographie enfantine, participation forcée d'enfants à des spectacles pornographiques -, le texte traite aussi de la mise en confiance d'enfants à des fins sexuelles (encore désigné par le terme anglais «*grooming*») et du «*tourisme sexuel*»²¹.

La Convention de Lanzarote contient un volet préventif et de protection visant, entre autres, à sensibiliser les personnes qui, dans leur vie professionnelle ont des contacts réguliers avec des enfants, aux signaux possibles qui peuvent se manifester chez l'enfant et qui pourraient révéler un abus ou un fait d'exploitation sexuelle.

Le corollaire d'une découverte d'un indice d'abus sexuel ou d'exploitation sexuelle doit être, aux termes de la Convention de Lanzarote²², la dénonciation de ce fait aux autorités compétentes.

D'autres dispositions de la Convention de Lanzarote visent les règles de compétence, l'enquête, la poursuite en justice et le droit procédural. Les États parties devront punir les infractions commises sur leur territoire et celles commises par un de leurs ressortissants ou par une personne qui a sa résidence habituelle sur leur territoire. Les États parties sont également compétents pour connaître des infractions commises à l'encontre d'une victime ressortissante de leur État ou à l'encontre d'une victime qui y a sa résidence habituelle (article 25, paragraphes (1) et (2)). La Convention de Lanzarote exige également une application du principe *aut dedere aut judicare* (article 25, paragraphe (7)).

¹⁷ Pour de plus amples détails il est renvoyé au Rapport explicatif.

¹⁸ Préambule de la Convention du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels du 25 octobre 2007.

¹⁹ Les abus sexuels consistent principalement dans le fait de se livrer à des activités sexuelles avec un enfant qui n'a pas encore atteint l'âge légal pour entretenir des relations sexuelles (article 18); les infractions de prostitution enfantine (article 19); les infractions se rapportant à la pornographie enfantine (article 20); les infractions se rapportant à la participation d'un enfant à des spectacles pornographiques (article 21); la corruption d'enfants (article 22); la sollicitation d'enfants à des fins sexuelles (article 23); la complicité et la tentative (article 24).

²⁰ Rapport explicatif, paragraphes (48) et (49).

²¹ Conseil de l'Europe, Résumé de la Convention du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels; <http://conventions.coe.int/Treaty/FR/Summaries/Html/201.htm>.

²² Article 12, paragraphe (2).

Les règles d'enquête, de procédure et de poursuite en justice doivent encore tenir compte de la vulnérabilité particulière des enfants témoins ou victimes d'abus ou d'exploitation sexuels²³.

La Convention de Lanzarote prévoit encore un certain nombre de mesures d'assistance aux victimes (article 14) et à leur entourage (article 11).

Enfin, la Convention de Lanzarote organise l'échange d'informations et la coopération internationale dont les dispositions ne se limitent pas à la coopération judiciaire en matière pénale. Elles visent également la coopération en matière de prévention de l'exploitation et d'abus sexuels concernant des enfants, de protection et d'assistance aux victimes.

d. Une mise en œuvre limitée aux dispositions pénales

Le projet de loi se limite essentiellement à adapter le droit pénal luxembourgeois aux infractions prévues par la Convention de Lanzarote. Il prévoit également quelques dispositions de procédure pénale.

Cette circonstance s'explique par le fait que de nombreuses dispositions du droit luxembourgeois sont déjà conformes aux exigences de la Convention de Lanzarote et du Protocole facultatif. D'autres obligations sont contenues dans des projets de loi actuellement déposés à la Chambre des Députés.

Le Chapitre IV de la Convention de Lanzarote relatif aux mesures de protection et d'assistance aux victimes est couvert par le projet de loi n°5156 renforçant le droit des victimes d'infractions pénales et améliorant la protection des témoins. À cet égard, il est à noter que ce projet de loi a été scindé en deux parties. La première partie est devenue la loi du 6 octobre 2009 renforçant le droit des victimes d'infractions pénales²⁴. La Convention de Lanzarote prévoit la possibilité d'enregistrer les auditions de mineurs et fixe des règles précises à respecter dans ce contexte. La loi précitée du 6 octobre 2009 a inséré ces exigences à l'article 48-1 du Code d'instruction criminelle. La même loi prévoit que, pour les infractions d'attentat à la pudeur et de viol (articles 372 à 377 du Code pénal) ainsi que pour les infractions de traite des êtres humains (articles 382-1 et 382-2 du Code pénal), la prescription ne commence à courir qu'à partir de l'âge de la majorité donnant ainsi satisfaction à l'article 33 de la Convention de Lanzarote²⁵.

D'autres dispositions, comme celles ayant trait au suivi des délinquants sexuels, sont mises en œuvre par le projet de loi n°6047 relatif à la prévention de la récidive chez les auteurs d'infractions à caractère sexuel.

Enfin, l'exigence de signalement des soupçons d'exploitation ou d'abus sexuels formulée par l'article 12 de la Convention de Lanzarote est mise en œuvre dans le cadre du projet de loi n°6138 portant incrimination des entraves à l'exercice de la justice et qui érige en infraction pénale le fait de ne pas dénoncer aux autorités compétentes un crime dont il est encore possible de prévenir ou de limiter les effets, ou dont les auteurs sont susceptibles de commettre de nouveaux crimes. Cette obligation de dénonciation s'applique sans exception à toute personne, y compris l'entourage proche de l'auteur et du complice, qui a connaissance d'un crime commis à l'égard d'un mineur de moins de 18 ans.

Si l'on doit mettre en évidence un changement fondamental induit par le projet de loi, c'est bien la modification de l'article 372 du Code pénal traitant de l'attentat à la pudeur. La nouvelle disposition opère une distinction entre (i) l'attentat à la pudeur commis sans menaces ni violence sur des personnes et (ii) l'attentat commis avec violence et menaces. Dans les deux cas, l'âge de la victime, que le projet initial propose de fixer à 14 ans, constitue une circonstance aggravante et non plus un élément constitutif de l'infraction, de sorte que la nouvelle disposition est également applicable à un adulte ou un mineur ayant dépassé l'âge de 14 ans. Il faut d'ores et déjà souligner que la Commission juridique a décidé de relever le seuil d'âge de 14 à 16 ans.

²³ Voir paragraphes (209) à (242) du Rapport explicatif.

²⁴ Mémorial A, n°206 du 19 octobre 2009, page 3538. Veuillez noter que la 2^e partie est devenue le projet de loi n°5156A.

²⁵ Cette disposition prévoit que «Chaque Partie prend les mesures législatives ou autres nécessaires pour que le délai de prescription pour engager des poursuites du chef des infractions établies conformément aux articles 18, 19, paragraphe 1. a et b, et 21, paragraphe 1.a et b, continue de courir pour une durée suffisante pour permettre l'engagement effectif des poursuites, après que la victime a atteint l'âge de la majorité, et qui est proportionnelle à la gravité de l'infraction en question.»

⁵ COM(2010)94 final, 29 mars 2010.

⁶ Idem, page 10.

⁷ Avis du Conseil d'État du 9 mars 2010, page 2 (doc. parl. 60462).

⁸ Loi du 20 décembre 1993 portant 1) approbation de la Convention relative aux droits de l'enfant, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 20 novembre 1989 2) modification de certaines dispositions du code civil, Mémorial A, n° 104 du 29 décembre 1993, page 2189.

⁹ Rapport explicatif, paragraphe (4).

¹⁰ Voir Rapport explicatif, paragraphe (4). L'article 34 de la CDE oblige les États parties à s'engager «[...] à protéger l'enfant contre toutes formes d'exploitation sexuelle et de violence sexuelle», afin «a) Que des enfants ne soient incités ou contraints à se livrer à une activité sexuelle illégale; b) Que des enfants ne soient exploités à des fins de prostitution ou autres pratiques sexuelles illégales; c) Que des enfants ne soient exploités aux fins de la production de spectacles ou de matériel de caractère pornographique.».



Enfin, il y a lieu de préciser que plusieurs éléments constitutifs peuvent aujourd'hui être à l'origine de l'infraction de viol. Il s'agit de violences ou de menaces graves, de la ruse ou de l'artifice, du fait d'abuser d'une personne qui est hors d'état de donner un consentement

libre ou d'opposer la résistance. Le projet de loi propose de retenir l'absence de consentement comme seul élément constitutif. La violence, les menaces, la ruse et l'artifice subsistent non comme éléments constitutifs, mais comme des illustrations du non-consentement.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 25.05.2009
Rapporteur: M. Lucien Weiler

Travaux de la Commission juridique (Présidente: Mme Christine Doerner):

- 21.04.2010 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
- 28.04.2010 Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
- 30.06.2010 Échange de vues sur l'avis de l'Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand
- 06.10.2010 Suite de l'échange de vues sur l'avis de l'Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand
- 20.10.2010 Présentation et adoption d'une série d'amendements
- 02.02.2011 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
- 01.04.2011 Présentation et adoption d'une série d'amendements
- 25.05.2011 Examen du 2^e avis complémentaire du Conseil d'État
- 15.06.2011 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 28.06.2011

Belval: quatre constructions pour les besoins de l'Université

6202 - Projet de loi relative à la construction de la Maison du Nombre, de la Maison des Arts et des Étudiants, du Centre de calculs et de la première unité de production de froid à Belval

Le projet de loi 6202 a pour objet d'autoriser le Gouvernement à procéder sur le site de Belval à la construction de la Maison du Nombre, de la Maison des Arts et des Étudiants ainsi que du Centre de Calculs et de la Centrale de production de froid pour les besoins de l'Université du Luxembourg. Les dépenses engagées ne peuvent pas dépasser le montant de 52.000.000 euros pour la Maison du Nombre, de 16.400.000 euros pour la Maison des Arts et des Étudiants et de 14.600.000 euros pour l'équipement de la Centrale de production de froid.

Ce projet immobilier fait partie du programme de réalisation de la Cité des Sciences que le

Gouvernement est en train de réaliser sur le site de la friche industrielle reconvertie de Belval pour les besoins de l'Université du Luxembourg.

L'activité scientifique à abriter dans la Maison du Nombre portera tant sur la recherche que sur l'enseignement universitaire. Le bâtiment hébergera en outre des activités secondaires, dont le Centre de calculs qui fournira le support informatique des services administratifs et des activités de recherche de l'Université ainsi que du lien avec l'Internet par le biais du réseau Restena.

Quant aux affectations de la Maison des Arts et des Étudiants, il y est prévu l'aménagement d'une grande salle polyvalente, de salles pédagogiques, d'un club des étudiants et celui de commerces.

Quant à la Centrale de production de froid, l'accent est mis sur le raccordement du site de Belval au réseau de chauffage urbain permettant des économies d'échelle en matière de production d'énergie ainsi que l'utilisation à terme de l'énergie produite par la centrale TGV (Turbine-Gaz-Vapeur) de Raemersch.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 04.10.2010
Rapporteur: M. Lucien Clement

Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):

- 18.10.2010 Désignation d'un rapporteur
- 11.11.2010 Examen du projet de loi
- 15.06.2011 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 29.06.2011

6255 - Projet de loi relative à la construction de la Maison du Livre à Belval

Le projet de loi 6255 fait partie du programme de réalisation de la Cité des Sciences que le Gouvernement est en train de réaliser sur le site de la friche industrielle reconvertie de Belval pour les besoins de l'Université du Luxembourg. Il autorise le Gouvernement à procéder à la construction de la Maison du Livre (bibliothèque universitaire). Les dépenses engagées ne pourront pas dépasser le montant de 59.500.000 euros.

Le lieu retenu pour l'implantation de la Maison du Livre se situe dans la partie sud de la Terrasse des Hauts Fourneaux où sont prévues les fonctions universitaires qui, par leur nature, sont moins directement liées à l'enseignement. La bibliothèque universitaire sera intégrée dans l'ancienne «Möllerei».

La Maison du Livre fait partie du pôle socioculturel qui intégrera également le futur Centre National de la Culture Industrielle et les Archives Nationales. Elle sera encadrée dans son

contexte urbain, d'un côté par la place Agora et de l'autre par la place des Hauts Fourneaux.

Les collections proposées dans la Maison du Livre correspondront aux besoins documentaires des facultés présentes sur le site de Belval, tant pour les activités d'enseignement que de recherche.

Le schéma fonctionnel de la Maison du Livre répondra aussi bien aux besoins du personnel dans les surfaces administratives, qu'aux besoins des usagers. La bibliothèque comprendra quatre zones fonctionnelles, à savoir le hall d'entrée, les espaces de consultation, le magasin et les espaces de travail du personnel.

Les services offerts par la bibliothèque universitaire découleront des besoins des étudiants, du personnel enseignant-chercheur, du Rectorat, du personnel administratif et technique et de tous les collaborateurs de l'Université du Luxembourg. Néanmoins, la Maison du Livre sera également accessible gratuitement à tous les usagers non membres de la communauté universitaire.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 23.02.2011

Rapporteur: M. Lucien Clement

Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):

- 09.03.2011 Désignation d'un rapporteur
- 16.03.2011 Examen du projet de loi
- 15.06.2011 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 29.06.2011

6256 - Projet de loi relative à la réalisation des aménagements urbains et à la création d'espaces de parcage dans la Cité des Sciences à Belval

Le projet sous rubrique fait partie du programme de réalisation de la Cité des Sciences que le Gouvernement est en train de réaliser sur le site de la friche industrielle reconvertie de Belval pour les besoins de l'Université du Luxembourg. Il autorise le Gouvernement à procéder à la réalisation des aménagements urbains de la Cité des Sciences.

La Cité des Sciences est un ensemble urbain composé de 21 immeubles différents, réalisés par des maîtrises d'œuvres différentes et sélectionnées à la suite de concours d'architectures différents. Ces projets s'inscrivent parfaitement dans le concept global établi au départ et répondent aux prescriptions d'ordre urbanistique et architectural figées dans les plans d'aména-

gements particuliers respectifs. Il n'en est pas moins vrai que chacun de ces projets est autonome et particulier. Pour parfaire le concept global de la Cité des Sciences et réaliser un projet d'ensemble, il est indispensable de créer le lien nécessaire à leur intégration. Les aménagements urbains reprennent ce rôle fédérateur en créant un environnement commun à ces projets. Les aménagements en question couvrent le revêtement de sol, des bassins de fontaines, des jardins d'hiver, l'éclairage et le mobilier urbain. Le projet comporte en outre la création d'un parking souterrain et d'un parking en plein air.

Les dépenses engagées pour les aménagements et le parking ne pourront pas dépasser le montant de 58.000.000 euros. Les aménagements urbains représenteront une dépense de 45.000.000 euros, et les deux parkings une dépense de 13.000.000 euros.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 23.02.2011

Rapporteur: M. Lucien Clement

Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):

- 09.03.2011 Désignation d'un rapporteur
- 16.03.2011 Examen du projet de loi
- 15.06.2011 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 29.06.2011

6260 - Projet de loi relatif à la construction de la Maison de l'Innovation à Belval

Le projet 6260 fait partie du programme de réalisation de la Cité des Sciences que le Gouvernement est en train de réaliser sur le site de la friche industrielle reconvertie de Belval pour les besoins de l'Université du Luxembourg. Il a pour but d'autoriser le Gouvernement à procéder à la construction de la Maison de l'Innovation pour les besoins de l'Université du Luxembourg et du Centre de Recherche public Henri Tudor. Les dépenses ne pourront pas dépasser le montant de 36.700.000 euros.

Le Pôle de l'Innovation sera implanté sur la Terrasse des Hauts Fourneaux en plein milieu des anciens vestiges industriels représentant ainsi une continuité de progrès scientifique et technologique du site de Belval.

La Maison de l'Innovation regroupera en son

sein des départements et unités du CRP Henri Tudor et de l'Université du Luxembourg, le premier étant l'utilisateur principal. Il est plus particulièrement prévu de transférer dans ce bâtiment celles des 524 personnes occupées par le CRP Henri Tudor qui ne travaillent pas au bâtiment JFK Kirchberg mis à la disposition du Centre par l'État, mais dont les lieux de travail sont installés dans d'autres bâtiments loués par le CRP, soit un effectif de quelque 250 agents. Quant aux services universitaires à y implanter, il s'agit du „Luxembourg Centre for Systems Biomedicine“, de la Faculté des Sciences, de la Technologie et de la Communication, des services universitaires de l'informatique et de la logistique, soit un effectif supplémentaire de 100 personnes. Le programme fonctionnel de la Maison de l'Innovation comprend les surfaces pour les besoins de l'Université du Luxembourg et du CRP Henri Tudor ainsi que des surfaces commerciales.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 09.03.2011

Rapporteur: M. Lucien Clement

Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):

- 09.03.2011 Désignation d'un rapporteur
- 16.03.2011 Examen du projet de loi
- 15.06.2011 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 29.06.2011

Agents de l'EPT

6271 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications

Le document stratégique «Agenda 2012» de l'Entreprise des postes et télécommunications (EPT) prévoit la mise en commun des activités commerciales de la téléphonie mobile et de la téléphonie fixe. Cette convergence consiste dans la commercialisation des produits et services fixes et mobiles de télécommunications



par une société incorporant la société filiale LUXGSM S.A. Afin de réaliser cette convergence, il est nécessaire d'affecter des agents de l'EPT, revêtant le statut de droit public, à cette société de droit privé.

Le projet de loi sous rubrique vise à permettre à

l'EPT ces affectations d'agents bénéficiant d'un statut de droit public (fonctionnaires ou des employés de l'État), à cette société de commercialisation télécom, dont l'EPT est l'actionnaire unique, et détermine également les modalités afférentes.

Navigation par satellite: coopération UE-Norvège

6276 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération concernant la navigation par satellite entre l'Union européenne et ses États membres et le Royaume de Norvège, fait à Bruxelles, le 22 septembre 2010

Le projet de loi a pour objet d'approuver l'Accord de coopération concernant la navigation par satellite entre l'Union européenne et ses États membres et le Royaume de Norvège, signé le 22 septembre 2010, à Bruxelles.

Cet accord prévoit des activités de coopération en matière de spectre radioélectrique, d'installations au sol des GNSS européens, de sécurité, d'échange d'informations classifiées, de contrôle des exportations, du service public réglementé et de coopération internationale.

Cette coopération sera régie dans le respect de cinq principes:

- 1) L'utilisation de l'accord sur l'Espace Économique Européen (EEE) comme base de coopération. L'accord sur l'EEE n'englobe pas le domaine de la navigation par satellite. Le présent accord permet donc d'étendre les principes énoncés dans l'accord sur l'EEE à ce domaine.
- 2) La liberté de fournir des services de navigation par satellite sur les territoires des parties.
- 3) La liberté d'utiliser tous les services GALILEO et EGNOS, y compris le service public réglementé (PRS).
- 4) Une coopération sur les questions de sécurité liées au GNSS par l'adoption et l'application de mesures de sécurité équivalentes dans l'Union et la Norvège.
- 5) Le respect des obligations internationales en ce qui concerne les installations au sol des GNSS européens.

Dépôt par M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 07.04.2011

Rapporteur: M. Claude Haagen

Travaux de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire (Président: M. Alex Bodry):

26.05.2011 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

09.06.2011 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 30.06.2011

Loi du 10 juillet 2011

Mémorial A 2011, n°142, page 1992

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 07.04.2011

Rapporteur: M. Lucien Thiel

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace (Président: M. Lucien Thiel):

09.05.2011 Désignation d'un rapporteur

20.06.2011 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 28.06.2011

Protection physique des matières nucléaires

6273 - Projet de loi

1) portant approbation de l'Amendement à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires, adopté à Vienne, le 8 juillet 2005;

2) modifiant la loi modifiée du 11 avril 1985 portant approbation de la Convention sur la protection physique des matières nucléaires, ouverte à la signature à Vienne et à New York en date du 3 mars 1980

Le projet de loi a pour objet l'approbation de l'Amendement à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires, adopté à Vienne le 8 juillet 2005.

L'objectif de l'Amendement soumis à approbation consiste à élargir le champ d'application de la Convention sur la protection physique des matières nucléaires, adoptée à Vienne le 26 octobre 1979 et approuvée par la loi du 11 avril 1985, ainsi qu'à en renforcer certaines dispositions.

La Convention sur la protection physique des matières nucléaires a été ouverte à la signature à Vienne et à New York, le 3 mars 1980. Cette Convention s'applique en premier lieu aux matières nucléaires employées à des fins pacifiques en cours de transport international et dans une moindre mesure aux matières nucléaires en cours d'utilisation, de stockage et de transport sur le territoire national.

En effet, alors que la Convention engage les États à prendre les dispositions nécessaires pour que les matières nucléaires, en cours de transport international, soient protégées selon un niveau déterminé dans les annexes de la Convention, tel n'est pas le cas pour l'utilisation, le stockage et le transport sur le territoire national.

La Convention sur la protection physique des matières nucléaires décrit aussi toute une série d'infractions relatives à l'acquisition et/ou à l'utilisation illicites de matières nucléaires, infractions que les États s'engagent à pénaliser de manière appropriée. La Convention règle également la coopération judiciaire interétatique relative à ces infractions.

En raison de la montée en puissance du terrorisme international, qui a renforcé la crainte de voir des terroristes saboter des installations nucléaires ou voler des matières nucléaires afin de les utiliser dans la fabrication de bombes dites «sales», un renforcement des dispositions de la Convention est devenu nécessaire.

L'Amendement à la Convention renforce et étend le champ d'application de la protection physique à toutes les activités comportant des matières nucléaires et notamment aux installations nucléaires, pour autant qu'elles soient utilisées à des fins pacifiques.

L'amendement responsabilise ceux des États qui ont décidé de posséder des matières ou des installations nucléaires en les enjoignant de fournir un niveau de protection physique adéquat pour que des matières dangereuses ne tombent pas dans de mauvaises mains.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 07.04.2011

Rapporteuse: Mme Claudia Dall'Agnol

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale (Présidente: Mme Lydia Mutsch):

19.05.2011 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

09.06.2011 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 28.06.2011

Échange d'informations Luxembourg-Espagne

6275 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de sécurité entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume d'Espagne concernant l'échange et la protection réciproque des Informations classifiées, signé à Luxembourg, le 12 novembre 2009

L'accord sous rubrique s'inscrit dans la continuité des autres accords bilatéraux déjà ratifiés entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et les Gouvernements français, allemand, letton et portugais, adoptés par la Chambre des Députés.

L'objet de ces accords consiste à créer le cadre juridique dans lequel s'inscrit l'échange d'informations et de matériels classifiés entre les États Parties.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 07.04.2011

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration (Président: M. Ben Fayot):

15.06.2011 Désignation d'un rapporteur

20.06.2011 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 28.06.2011

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Biermereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Biwer an zu Wecker *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Bous *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Conter *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Dikrech *um Kanal S19 / 287.25 Mhz*

•

An der Gemeng Dippech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Esch-Sauer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Gréiwemaacher *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Hesper *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Hiefenech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Iermsdref *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt,

Ollem an Nouspelt *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Mamer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Manternach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

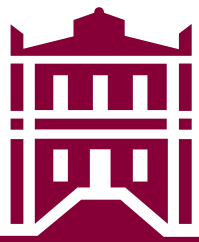
An der Gemeng Miedernach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Nidder- an Uewerfeelen *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Walfer *um Kanal S29 / 367.25 Mhz*



Sommaire

1. Communications

- M. le Président

2. Ordre du jour

- M. le Président, M. Xavier Bettel

3. Heure de questions au Gouvernement

- Question n°118 du 28 juin 2011 de M. Félix Eischen relative au transfert d'une partie de l'Agrocenter à Perl en Allemagne, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures et
- Question n°119 du 24 juin 2011 de M. Fernand Etgen relative à l'implantation de l'«Agrarcenter», adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures
- M. Félix Eischen - M. Fernand Etgen - M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures
- Question n°120 du 28 juin 2011 de Mme Claudia Dall'Agnol relative à la réforme des services de secours, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région
- Mme Claudia Dall'Agnol - M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région
- Question n°121 du 28 juin 2011 de Mme Viviane Loschetter relative au projet de directive européenne relative au congé de maternité, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration
- Mme Viviane Loschetter - M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration
- Question n°122 du 28 juin 2011 de M. Norbert Hauptert relative à l'incidence de la réduction du contingent de l'armée belge en Afghanistan sur le contingent luxembourgeois, adressée à M. le Ministre de la Défense
- M. Norbert Hauptert - M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de la Défense
- Question n°123 du 27 juin 2011 de M. André Bauler relative à la prise en charge des élèves subissant des mesures disciplinaires, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle
- M. André Bauler - Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle
- Question n°124 du 28 juin 2011 de M. Roger Negri relative à la liaison ferroviaire entre Bruxelles et Bâle, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
- M. Roger Negri - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures
- Question n°125 du 28 juin 2011 de M. Claude Haagen relative au problème des champs électromagnétiques autour du Centre de radiodiffusion de Marnach, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration
- M. Claude Haagen - M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration

4. 6046 - Projet de loi portant:

1. approbation

- a) de la Convention du Conseil de l'Europe pour la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels ouverte à la signature à Lanzarote les 25-26 octobre 2007

- b) du Protocole facultatif à la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants

2. modification de certains articles du Code pénal et du Code d'instruction criminelle

- Rapport de la Commission juridique: M. Gilles Roth
- Discussion générale: M. Xavier Bettel, M. Félix Braz, M. Jacques-Yves Henckes, M. André Hoffmann
- M. François Biltgen, Ministre de la Justice, M. André Hoffmann, M. François Biltgen
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

5. 6273 - Projet de loi

- 1) portant approbation de l'Amendement à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires, adopté à Vienne, le 8 juillet 2005;
- 2) modifiant la loi modifiée du 11 avril 1985 portant approbation de la Convention sur la protection physique des matières nucléaires, ouverte à la signature à Vienne et à New York en date du 3 mars 1980
- Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale: Mme Claudia Dall'Agnol
- Discussion générale: Mme Martine Mergen, M. Carlo Wagner
- M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

6. 6276 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération concernant la navigation par satellite entre l'Union européenne et ses États membres et le Royaume de Norvège, fait à Bruxelles, le 22 septembre 2010

- Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace: M. Lucien Thiel
- Discussion générale: Mme Anne Brasseur
- M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

7. 6275 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de sécurité entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume d'Espagne concernant l'échange et la protection réciproque des Informations classifiées, signé à Luxembourg, le 12 novembre 2009

- Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel
- Discussion générale: M. Fernand Kartheiser, M. Marc Angel
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

8. Heure d'actualité du groupe déi gréng au sujet de l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes

- Exposé: Mme Viviane Loschetter
- Débat: Mme Sylvie Andrich-Duval, M. André Bauler, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Kartheiser, M. André Hoffmann,
- Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre de l'Égalité des chances, (M. André Bauler pose une question)
- M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. François Biltgen, Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler, Nicolas Schmit, Marco Schank et Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

1. Communications

Ech hu par contre folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) D'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Bureau déposéiert.

2) Folgend Projekte goufen an der Administration parlementaire déposiert: fir d'Éischt den 10. Juni vum Ausseminister de Projet de règlement grand-ducal 6294 iwwer eng Mission d'État de droit am Kosovo; de 16. Juni vum Nohaltegkeetsminister de Projet de loi 6295 iwwer d'Sécherheet vun de Stroosseninfrastrukturen; de 17. Juni vum Ausseminister de Projet de règlement grand-ducal 6296 iwwer eng EU-Observatiounsmiessiou a Georgien; den 21. Juni vum Gesondheitsminister de Projet de loi 6297 iwwer d'Schafe vun engem Laboratoire National de Santé; a schliesslech de 27. Juni vun den Deputéierte François Bausch, Xavier Bettel, Lucien Lux, Lucien Thiel a mir selwer d'Proposition de modification du Règle-

ment 6298 iwwer de Statut vun de Chambers-fonctionnaire souwéi d'Proposition de loi 6299 iwwer de Changement d'administration.

3) Vum 26. bis de 27. Mee huet zu Kiev d'Réunion vum Comité des Présidents, dem Bureau an der Commission permanente vun der Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe stattfonnt. D'Chamber war vertrueden duerch d'Madame Anne Brasseur an den Här Jean Huss.

4) Vum 20. bis de 27. Juni war zu Stroossbuerg den drëtten Deel vun der Session ordinaire 2011 vun der Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. D'Chamber war hei vertrueden duerch d'Madame Lydie Err, den Här Norbert Hauptert souwéi d'Madame Anne Brasseur an déi Häre Jean Huss, Fernand Boden a Marc Spautz.

5) De 7. Juni huet trennung.lu d'Petitioun N°307 fir d'Trennung vu Kierch a Stat iwwerreicht.

6) Den 22. Juni ass d'Petitioun N°308 géint den Trafic vu Mannerjähregen zu sexuellen Zwecker vun der A.s.b.l. ECPAT-Lëtzebuerg iwwerreicht ginn.

Communications du Président - séance publique du 28 juin 2011

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de règlements grand-ducaux, les projets de loi, la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés et la proposition de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

6294 - Projet de règlement grand-ducal relatif à la participation du Luxembourg à la mission «État de droit» menée par l'Union européenne au Kosovo (EULEX Kosovo)

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 10.06.2011

6295 - Projet de loi concernant la gestion de la sécurité des infrastructures routières

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 16.06.2011

6296 - Projet de règlement grand-ducal portant modification du règlement grand-ducal modifié du 27 septembre 2008 relatif à la participation du Luxembourg à la mission d'observation de l'Union européenne en Géorgie (EUMM Georgia)

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 17.06.2011

6297 - Projet de loi portant création de l'établissement public «Laboratoire National de Santé» et modifiant:

- la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

- la loi modifiée du 16 juillet 1984 relative aux laboratoires d'analyses médicales;

- la loi modifiée du 15 juin 1994 relative à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses;

- la loi modifiée du 13 janvier 1997 relative au contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés;

- la loi modifiée du 31 mai 1999 portant création d'un fonds national de la recherche dans le secteur public;

- la loi modifiée du 24 novembre 2002 relative aux produits biocides;

- la loi du 3 août 2005 relative à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses

Dépôt: M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, le 21.06.2011

6298 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative au statut et au régime des traitements des fonctionnaires de la Chambre des Députés

Dépôt: M. François Bausch, Député; M. Xavier Bettel, Député; M. Lucien Lux, Député; M. Laurent Mosar, Député; M. Lucien Thiel, Député, le 27.06.2011

6299 - Proposition de loi modifiant

- la loi modifiée du 27 mars 1986 fixant les conditions et les modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut se faire changer d'administration,

- la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État et

- la loi électorale du 18 février 2003

Dépôt: M. François Bausch, Député; M. Xavier Bettel, Député; M. Lucien Lux, Député; M. Laurent Mosar, Député; M. Lucien Thiel, Député, le 27.06.2011

3) Les 26 et 27 mai se sont réunis à Kiev entre autres le Comité des Présidents, le Bureau et la Commission permanente de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Y ont assisté Mme Anne Brasseur, Présidente du groupe ADLE, et M. Jean Huss.



L'objectif principal des deux premières réunions consistait dans la préparation de la prochaine session de juin.

En ce qui concerne la Commission permanente, l'ordre du jour et les textes adoptés (cinq résolutions et une recommandation) ont été distribués.

On peut citer parmi les points à l'ordre du jour entre autres:

- Observation de l'élection présidentielle au Kazakhstan

- Programme nucléaire de l'Iran: nécessité d'une réaction internationale efficace

- L'impact du Partenariat oriental de l'Union européenne sur la gouvernance et le développement économique en Europe orientale

- Promouvoir le microcrédit au service d'une économie plus sociale

- Réformes de la politique commune de la pêche et de la politique commune de l'agriculture

Il faut relever aussi que notre collègue M. Jean Huss a présenté deux rapports dont l'un avait pour titre

- Le danger potentiel des champs électromagnétiques et leur effet sur l'environnement

et l'autre

- Les risques sanitaires des métaux lourds

La prochaine réunion de la Commission permanente se tiendra à Edinburgh le 25 novembre 2011 et la prochaine session de l'Assemblée parlementaire aura lieu à Strasbourg du 20 au 24 juin 2011.

4) Du 20 au 24 juin 2011 s'est tenue à Strasbourg la 3^e partie de la session ordinaire de 2011 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Y ont participé la Présidente de la délégation luxembourgeoise, Mme Lydie Err, le Vice-Président, M. Norbert Hauptert, et les Membres effectifs et suppléants, Mme Anne Brasseur et MM. Jean Huss, Fernand Boden et Marc Spautz.

L'ordre du jour de la session avec le relevé des textes adoptés (douze résolutions, sept recommandations et un avis) ont été distribués.

Parmi les points à l'ordre du jour il y a lieu de relever:

- Rapport d'activité du Bureau de l'Assemblée et de la Commission permanente

- Communication du Comité des Ministres à l'Assemblée parlementaire, présentée par M. Kostyantyn Gryshchenko, Ministre des Affaires étrangères de l'Ukraine, Président du Comité des Ministres

- Les budgets et priorités du Conseil de l'Europe pour les exercices 2012-2013

- Les dépenses de l'Assemblée parlementaire pour les exercices 2012-2013

- La demande de statut de Partenaire pour la Démocratie auprès de l'Assemblée parlementaire présentée par le Parlement du Maroc avec les interventions de:

- M. Abdelwahed Radi, Président de la Chambre des Représentants du Maroc

- M. Mohamed Cheikh Biadillah, Président de la Chambre des Conseillers du Maroc

- La situation en Tunisie

- Demandeurs d'asile et réfugiés: pour un partage des responsabilités en Europe

- L'interception et le sauvetage en mer de demandeurs d'asile, de réfugiés et de migrants en situation irrégulière

- Vivre ensemble dans l'Europe du XXI^e siècle: suites à donner au rapport du Groupe d'éminentes personnalités du Conseil de l'Europe avec l'intervention de M. Thorbjørn Jagland, Secrétaire général du Conseil de l'Europe

- Réforme de l'Assemblée parlementaire

- Les parlements nationaux: garants des droits de l'Homme en Europe

- Le rôle des parlements dans la consolidation et le développement des droits sociaux en Europe avec les interventions de:

- Mme Sabine Leutheusser-Schnarrenberger, Ministre fédérale de la Justice de l'Allemagne et

- M. Dominic Grieve, Procureur général pour l'Angleterre et le Pays de Galles

- Davantage de femmes dans les instances de décision économiques et sociales

- Renforcement de la démocratie par l'abaissement de la majorité électorale à 16 ans

- L'évolution de la procédure de suivi de l'Assemblée

- Vers une convention-cadre européenne relative aux droits des jeunes

- La forte baisse du taux d'emploi des jeunes: inverser la tendance

Il s'est tenu lors de la susdite session un seul débat d'actualité, à savoir sur les conséquences politiques et humanitaires de la situation en Syrie et en Libye.

Il faut aussi souligner les discours de:

- M. Viktor Ianoukovitch, Président de l'Ukraine,

- M. Serge Sarkissian, Président de l'Arménie et

- M. Nikolai Mladenov, Ministre des Affaires étrangères de la Bulgarie.

La 4^e partie de session de 2011 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe se tiendra à Strasbourg du 3 au 7 octobre 2011.

5) La pétition n°307 pour la séparation de l'Église et de l'État a été déposée en date du 7 juin 2011 par trennung.lu.

6) Le 22 juin 2011, la pétition n°308 contre le trafic des mineurs à des fins sexuelles a été remise par Éradication de la prostitution infantile, de la pornographie mettant en scène des enfants et de la traite d'enfants à des fins sexuelles (ECPAT) Luxembourg A.s.b.l.

2. Ordre du jour

An hiner Réunion vum 20. Juni huet d'Présidentekonferenz fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer fir d'Éischt eng Froestonn un d'Regierung; duerno de Projet de loi 6046, zwou Konventionne géint de Mëssbrauch vu Kanner zu sexuellen Zwecker, nom Basismodell; duerno de Projet de loi 6273, eng Ofännerung vun der Konvention iwwert de physische Schutz virun Nuklearmaterial, och nom Basismodell; duerno de Projet de loi 6276, en Accord tëschent der EU an Norwegen iwwert d'Satellitennavigatioun, nom Basismodell; duerno de Projet de loi 6275, en Accord mat Spuenien iwwert den Austausch vu klassifizierten Informatiounen, nom Basismodell, an da schlussendlech eng Aktualitéitsstonn vun deene Gréngen iwwert de Lounënnerscheid tëschent Fraen a Männer.

Muer de Mëtteg hu mer fir d'Éischt véier Projeten iwwer Belval, d'Projet-de-loien 6202, 6255, 6256 an 6260, déi mer zesummen an enger Diskussioun behandle wäerten, nom Modell 1. Duerno hu mer d'Question avec débat N°17 vum Här André Bauler iwwert de Logement encadré, an duerno eng Motioun vum Här Félix Braz iwwert de Projet de loi 6266 iwwert d'Coopération au développement.

Den Donneschdeg de Mëtteg hu mer fir d'Éischt de Projet de loi 5972 iwwert d'Organisation vum Institut national de la statistique et des études économiques, nom Basismodell; duerno de Projet de loi 6271, eng Ofännerung vum Postgesetz, och nom Basismodell; dann de Projet de loi 5816 iwwert d'Konkurrenz, nom Basismodell, an dann eng Konsultatiounsdebatt iwwert de Klimapak, och nom Modell 1.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

Den Här Bettel freet d'Wuert.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Här President, mir wësse jo, dass an e puer Woche grouss Vakanz ass an da wäerte mer net méi kënnen hei intervenéieren. Dofir profitéieren ech vun der Geleeënheet vun haut, fir lech ze soen, dass eis Fraktioun nach néng Froen huet, déi op stinn, wou mer wierklech gären hätten, dass virun der grousser Vakanz och Äntwerte sollte kommen.

Ech sinn net hei de Spriecher vum Här Thiel, vum Här Fayot, vum Här Gibéryen oder vun lech selwer, wou Froe schonn iwwer zwee oder dräi Joer - oder véier Joer souguer fir den Här Fayot - op eng Äntwert waarden.

Mir missten eng Kéier wëssen, wat mer domadder maachen. Kréie mer eng Äntwert, jo oder neen? Oder d'Regierung soll eis soen, ob mer keng Äntwert kréien. Mir wëlle wierklech insistéieren, soss musse mer d'Reglement en usage huelen an dann d'nächst Woch och déi Froen hei mëndlech stellen.

Ech muss lech och soen, et ass schued, dass haut den Här Krecké net do ass. Ech hunn elo just eppes am „Wort“ gelies - Här President, ech sinn e bëssen émgéfall -, dass den Här Krecké d'Politik wollt verloossen, fir President vun der Cargolux ze ginn. Et wier zimlech interessant gewiescht, hei mat him kënnen dat ze diskutéieren.

(Interruption)

Ech wäert lech haut de Mëtteg eng Drénglechkeetsfro stellen a wier fro, wann den Här Krecké eis dann och déi Äntwerten hei kéint ginn.

(Brouhaha général)

Mä wéi gesot, bei eis geet et elo emol virun allem, Här President, drëms, dass mer néng Froen hunn, déi op sinn. A mir wëllen net, wann elo nees déi Sommervakanz kënnt, dass mer keng Äntwerte kréien. Mir insistéieren, soss froe mer d'nächst Woch mëndlech hei an der Chamber.

An, wéi gesot, et wier net oninteressant, wann den Här Krecké dës Woch eng Kéier hei an der Chamber och wier.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Bettel. Mir ginn dat nach eng Kéier virun un d'Regierung.

Ech ginn dovun aus, datt domadder den...

(Interruption)

...Ordre du jour ugehall ass.

Mir géifen dann ufänke mat der Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 83 vum Chambersreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen. D'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten. D'Froe kommen ofwiesselnd vun der Majoritéit a vun der Opposition.

Als Éischt hu mer d'Fro N°118 vum Här Félix Eischen souwéi d'Fro N°119 vum Här Fernand Etgen un den delegierte Landwirtschaftsminister iwwert den Agrocenter. Da kritt fir d'Éischt d'Wuert elo den Här Eischen.

3. Heure de questions au Gouvernement

- **Question n°118 du 28 juin 2011 de M. Félix Eischen relative au transfert d'une partie de l'Agrocenter à Perl en Allemagne, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures**

- **Question n°119 du 24 juin 2011 de M. Fernand Etgen relative à l'implantation de l'«Agrocenter», adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures**

► **M. Félix Eischen (CSV).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, virun e puer Deeg war et nëmmen eng Rumeur, zënter gëschter - wéi et schéngt - ass et Gewëssheet. Dee laang geplangten, dachs an der Diskussioun gewieschten Agrarcenter gëtt awer net hei am Land gebaut, net zu Pëtten an net zu Colmer-Bierg, mä hei vir an Däitschland zu Pärel. Dëst, obschonn d'Gemeng Colmer viru Kuerzem d'Émännung vun PAG gestëmmt huet, dëst en faveur fir do kënnen ze bauen. Ugangs 2012 hätt kënnen ugefaange ginn.

Mat Erstaunen, souguer plazeweis mat Entsetzen, huele ganz vill Leit, déi sech vun no oder wäit mat der Lëtzebuerger Landwirtschaft beschäftegen, dës Décisioun zur Kenntnis. Eng Décisioun, déi ganz vill Spillraum léisst fir etlech Froen a grundsätzlech Iwwerleeungen.

Gëschter sinn déi responsabel Acteuren aus dem Verband virun dem concernéierte Minister virstellet ginn an hunn hir Décisioun begrënn. Well awer haut de Mëtteg den Agrarminister Romain Schneider net kann hei sinn, geet meng Fro dann un de Minister vum Développement durable Marco Schank.

Här Minister, gewosst ass, datt Dir lech zënter Joer an Dag asetzt, den ideale Site fir den Agrarcenter ze fannen, en Zenter, deen déi Lëtzebuerger Landwirtschaft esou dréngend brauch. No laangem Hin an Hier, deen néideg war - oder och net -, gouf sech fir de Site Colmer-Bierg decidéiert.

Meng Fro ass déi: Wat huet déi Responsabel, hires Zeechens jo och Vertrieher vun der Lëtzebuerger Landwirtschaft, schlussendlech wierklech derzou beweegt, dës Plaz zu Colmer awer net ze berücksichtegen?

Ass vu politescher Säit wierklech alles ënnerholl ginn, fir d'Décideuren zefridden ze stellen? Sinn ieren och zu Colmer, ähnlech wéi zu Pëtten senger Zäit, nei Obstaclen opgedaucht, sou datt de Verband schlussendlech mat der Gedold um Enn war a sot: „D'Mooss ass voll. Et geet elo duer a mir ginn.“

Fir elo just mam Argument ze kommen, Pärel hätt e Waasserwee a Colmer-Bierg net, dat ass en Argument, wat wackelt, well virun all Diskussioun ronderëm Pëtten an och ronderëm Colmer-Bierg war jo awer gewosst, datt do keng Musel leeft. An an d'Groussregioun kann een och vu Lëtzebuerg aus liwweren.

Wat gedenkt d'Regierung ze maachen? Hëlt si dës Décisioun hin? Oder probéiert si, nach eng Kéier mat den Acteuren ze schwätzen? A wat sinn déi geplangte Konsequenzen?

Erlaabt mir just ze soen, datt dat doten net nëmmen e Schlag an d'Gesicht fir déi Lëtzebuerger Landwirtschaft ass, wou ganz vill Acteure Problemer hu mat där do Décisioun. Hei geet et och ëm den Image vun engem ganze Berufsstand, vum ganzen Agroalimentaire.

Wa mir et zouloossen, datt dat buedemstännegst Standbeen vun eise Land ausgelagert gëtt an de Grand-Duché drop ugewisen ass, seng eege Landwirtschaftsproduktioun veraarbecht erëm mussen ze importéieren, ass et eiser Eier keen décke Koup a stellt alles a Fro, wat an de leschte Jore probéiert ginn ass opgerichten. Fir d'Flexibilitéit vum Standuert Lëtzebuerg ass dat doten och keng Reklam!

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Eischen. An elo kritt d'Wuert den Här Fernand Etgen.

► **M. Fernand Etgen (DP).**- Här President, net schlecht gestaunt hu mer d'lescht Woch, wéi gesot ginn ass, Deeler vum neien Agrarcenter géifen zu Perl an Däitschland gebaut ginn.

An der Vergaangenheet ass vun den Acteuren vun der Landwirtschaft an der Politik ëmmer erëm betount ginn, datt d'Landwirtschaft net ouni effizient an zentral Strukturen auskomme kann. D'Primärprodukter missten hei am Land weiderverschaft ginn, fir eng Plus-value ze schafen. Mir dierften eis op kee Fall vum Ausland ofhängeg maachen. Et wär ee Projet vun nationaler Bedeitung. Mir missten d'Landwirtschaft als ee vun de Motore vun der Lëtzebuerger Économie stärken. Mir missten d'Genossenschaftswiese méi no un d'Bauere bréngen, fir d'Genossenschaftsbewusstsein ze stärken an hir Arichtungen op eng breet Basis ze stellen. Den neien Agrarcenter hätt d'Landwirtschaft méi no beieneebruecht.

Duerfir wollt ech den delegierten Nohaltekeetsminister, deen zoustänneg ass fir d'Implantatioun, froen, wat d'Grënn si vum Verband, fir an d'Ausland ze goen. Sinn et déi onendlech a kompliziert Prozeduren?

Hu se keng bindend Ennerstëtzung vun der Regierung kritt, wat d'Genehmigungen, wat d'Subsiden, wat d'Accésinfrastrukturen, wat d'fiskalesch Froen ubelaangt?

Hu se kee Licht am laangen, schwaarzen Tunnel gesinn, well et zu Colmer-Bierg och kritesch Stëmme ginn ass? Oder wat sinn d'Grënn?

Ass et richtig, datt de Stat kierzlech nach Terrain bäikaaft huet, fir de Projet a senger Gesamtheit ze erméiglechen, an zu wéi engem Präis? Wéi eng Funktioun soll den Agrarcenter schlussendlech nach hei zu Lëtzebuerg behalen?

Ass et net esou, datt den initiale Projet ee Ganz war? War et esou geduecht, datt een eenzel Elementer vun deem ganze Projet kann eraushuelen, sou wéi dat elo geschitt ass? Elo gëtt jo och gesot, verschidden Abteilungen géifen zu Aangelsbiere bliwen.

Während méi wéi zéng Joer ass no engem adequate Terrain gesicht ginn. Entsprécht den Terrain zu Colmer-Bierg elo nach de bleiwende gestallten Uspréich? Huet déi Décisioun en Afloss op der Regierung hir Ennerstëtzung, wat Subsiden an d'Accésinfrastrukturen ubelaangt fir de Projet Colmer-Bierg?

Wat gedenkt d'Regierung iwwerhaupt ze ënnerhuelen, datt déi Produkter, déi mer hei am Land consomméieren, och weider kënnen hei transforméiert a veraarbecht ginn? Ass d'Regierung net der Meinung, datt d'Primärprodukter hei am Land sollte weiderverschaft ginn, fir eng Plus-value ze schafen?

Riskéiert déi ganz Polemik net, d'Landwirtschaft ze dividéieren?

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Etgen. An elo kritt d'Wuert den Här delegierten Nohaltekeetsminister Marco Schank.

► **M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures.**- Här President, fir direkt ze soen, wat de Verband wëlles huet: Mir krute gëschter - mir, de Romain Schneider an ech selwer - gesot, datt si um Agrarcenter zu Colmer festhalen, mä ouni d'Fuddermittelproduktioun. Ech hunn och dunn direkt hannendru gesot, datt ech der Meinung wier, datt d'Häerzstéck wier. Ech kommen awer nach dorop zrëck.

Firwat geet de Verband ënner anerem op Pärel? Si soen: „Well mir méi kompetitiv wëlle sinn.“ Et gëtt virun allem zwee ekonomesch, reng ekonomesch Grënn, hu se eis gesot. Et hätt och guer näscht domadder ze dinn, datt dat elo scho relativ laang schleeft, well an engem Joer wiere mir esou wäit gewiescht zu Colmer, si mer esou wäit zu Colmer - well Colmer net vum Dësch ass -, an zu Perl an Däitschland hei vir dauert et och nach mindestens ee Joer, bis si sech kënnen do installéieren.

Éischtens wëlle se Transportkäschte spueren: de Waasserwee, si hunn en Autobunnuschloss, si kënnen un d'Bunn uschléissen - dat ass awer de Moment nach net ginn. An et geet hinnen drëm, grouss Quantitéite Wuren ëmzeschloen. An dat wier do méi bëlleg ze maache wéi bei eis am Land.

Elo hu mer dann d'Fro gestallt, firwat datt dat dann elo eréischt en Thema wier. Si hu gesot, si wëllte sech an der Groussregioun verstärkt implantéieren. Mir hu gemengt, datt den Zentrum vun der Groussregioun zu Lëtzebuerg wier.

Si hunn eis awer eng Kaart gewisen, fir ze weisen, datt virun allem am Raum Saarland an am Raum Tréier keen d'selwecht grouss Fuddermittelproduzent sétt, sou datt si elo verstärkt wëlle sech niddlerloossen. Dat heescht, dat Expansionsgebitt, wat si fir sech gesinn, dat geet 100 km ronderëm Perl. Sou wéi si dann och argumentéiert hunn - och mat deenen Zuelen, déi ech natierlech net ka kontrolléieren, déi se eis gesot hunn -, si kéinten an Zukunft wesentlech méi bëlleg produzéieren op där Plaz, Fuddermittelproduzéieren, an elo schonns hätte se 48% Émsaz an deem Deal vun der Groussregioun, während se 52% zu Lëtzebuerg hätten.

„Wachstum ist nur in der Großregion möglich“, stoung op engem Slide. Ech hu mer dat opgeschriwwen. Déi Produktiounsanlagen, déi wiere virgesi fir 120.000 Tonnen.

Da soen ech lech, wat se wëllen zu Colmer loossen a wat se wëllen zu Perl installéieren - Perl huet 3 ha, Colmer huet gutt 9 ha: Zu Colmer géif d'Zentral vun dem Unternehmen hikommen, e Logistikzentrum géif dohinner komme mat engem zentralen Ausliwwerungslager, dann e Käresilo, en Düngelager an d'Landtechnik; an net, wéi gesot gëtt, datt d'Landtechnik géif zu Aangelsbiere bleiwen, déi géif och dohinner kommen. Also, déi fënnel Objeten. An op Perl géif dann d'Fuddermittelprodukt komme mat deenen 120.000 Tonne Leeschung, an och do ee Käresilo an en Düngersilo nieft dem Quai un der Musel, fir entsprechend kënnen vun deem Waasserwee ze profitéieren.

Ech hunn dann och d'Fro gestallt, mir hätten all déi Jore gesot kritt, et wieren Argumenter, déi an d'Feld gefouert si ginn, déi och elo vun de Frosteller nach eng Kéier opgeluecht goufen: éischtens d'Zentralitéit, zweetens d'Accessibilitéit, drëttens d'Dimensioun, d'Topographie, dann awer och kompatibel mam Naturschutz, d'Traçabilitéit, alles dat, ware mir der fester Iwwerzeugung, well mer et ëmmer gesot kritt hunn, zu Colmer géife mer dat fäerdeg bréngen. Si hunn dann nach eemol argumentéiert, jo, et géif jo awer quasi alles nach wie vor op Colmer kommen, ausser d'Fuddermittelproduktioun.

Dann hu mer mam nationalen Intérêt argumentéiert. Ech selwer hunn déi Meinung vertrueden, datt, wann ee seet, mir ginn aus ekonomesche Grënn anzwousch, datt Economie och mat Confiance ze dinn huet, wéi gesot, mat der Traçabilitéit. De President vum Verband huet mer gesot, datt hien nëmme mat Bauere geschwat hätt, déi dat eng gutt Démarche géife fannen. Dann hunn ech mat där aner Halschent Bauere geschwat an deene leschten dräi Deeg, well do ganz vill onzufrieden, fir net ze soe rose Baueren derbäi waren, an och mat ville Konsumentinnen a Konsumenten, déi veronséichert op jidde Fall...

(Interruption)

...geschéngt hunn.

Et ass och gesot ginn, wéi gesot, dat Argument, datt méi Confiance fir „made in Luxembourg“ ass, och dat hu mer nach eng Kéier virbruecht. Si hu gemengt, d'Bauere géifen dohinner kafe goen, wou et am bëllegsten ass. A mir hunn eis da schlussendlech d'Fro gestallt, ob dat déi richtig Démarche ass.

Mir hunn och d'äitlech gemaach, datt d'Regierung dat eng ganz droleg Virgoensweis fënn, fir eis a leschter Minutt ze soen, mir ginn da mat deem wichtege Deal, wat den Agrarzentrum ausmécht, mat der Fuddermittelproduktioun an d'Ausland, gewëssermoossen. A mir hunn och gesot, datt mir natierlech eis als Regierung entsprechend wäerte behuelen am Kontext mat deem, wat weider geplangt ass.

Selbstverständlech si mir nach wie vor bereet, fir zu Colmer eis Verantwortung ze iwwerhuelen. D'Gemeng huet do gewisen, datt se wëllt, datt do en Zenter hikënn, a vun dohier maache mir Eist, wat mir do versprach hunn.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här delegierten Nohaltegekeetsminister. Elo komme mer zu der Fro N°120 vun der Madame Claudia Dall'Agnol un den Innenminister iwwert d'Reform vun den Hëllefsgescheiter. Madame Dall'Agnol, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°120 du 28 juin 2011 de Mme Claudia Dall'Agnol relative à la réforme des services de secours, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région**

► **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP).**- Merci, Här President. Dir Häre Ministeren, virun enger Rei vu Méint hunn d'Experten hire Rapport fir eng Reform vum Lëtzebuergeser Rettungswiese clôturéiert a si hunn dëse Rapport och virgestallt. Doropshi waren déi Concernéiert der Meenung, datt elo endlech séier géif eppes an deem Domän a puncto Reform geschéien. Et goufen do Aarbechtsgruppe gegrënt, an d'Angscht vun de concernéierte Leit aus dem Pompjees- a Rettungswiesen ass, datt d'Virschléi vun den Experten elo géifen zerriert ginn an datt géif ze vill Zäit verluer goen, ier eppes Konkretes um Terrain géif geschéien.

Duerfir meng Froen un den Här Minister: Éischtens emol, wéini kënnen d'Leit aus dem Pompjees- a Rettungswiese mat där ugekënnegter Entschiedegung rechnen, well och dat hu se an öffentleche Stellungnahme beklot, datt dee klengen Obolus, deen hinne versprach gouf, nach ëmmer net an d'Wierklechkeet ëmgesat gouf. U wat happert et do a wéini kënnen se domat rechnen?

Firwat sinn nom Rapport vun den Experten do nach eng Kéier Aarbechtsgruppe gegrënt ginn? A wat ass d'Aufgab respektiv de But vun deenen Aarbechtsgruppen?

An da schlussendlech natierlech: Wéini ass mat engem Projet de loi ze rechnen, deen dem Rapport vun den Expertë Rechnung dréit an deen natierlech och de Wënsch vun de Leit um Terrain kéint Rechnung droen?

Domat Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. le Président.**- Merci der Madame Dall'Agnol. An elo kritt den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf d'Wuert.

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Madame Dall'Agnol huet mech gefrot, wou mer mat der Reform am Rettungswiesen dru sinn, wat um Terrain geschitt ass, wat et Konkretes gëtt.

Gutt, ech kann lech soen, mir gi sécher a konsequent an eng Richtung vun engem Rettungswiesen, wat eis et wäert méiglech maachen, dass all Bierger flächendeckend hei am Land déiselwecht Servicer kritt am Rettungswiesen. Dat heescht, wann e krank ass oder en Unfall huet, dass en do eng séier Reaktioun kritt, respektiv wann Unfall sinn, dass mer do e System hunn, deen deene groussen Erausforderungen, déi mer eis stellen, ka begéinen.

Dir hutt als Éischt d'Fro iwwert d'Entschiedegung gestallt, d'Entschiedegung, wou misst eppes Konkretes geschéien. Do kann ech lech soen: Am Budget vun 2011 sinn 1,4 Milliounen Euro ageschriwwen fir Indemnitéite fir déi Fräiwëlleg vun der Protection civile. Do ass e Règlement grand-ducal ausgeschafft ginn. Do gesäit et vir, dass jiddwereen, deen doheem d'Permanence mécht, een Euro kritt, a jiddwereen, deen an engem Zentrum d'Permanence mécht, an engem Centre de secours, dee kritt véier Euro.

Déi Décisioun ass geholl. Do mussen awer verschiddé minimal Qualifikatiounen erfëllt si respektiv Konditiounen, déi ee muss erfëllen, fir kënnen an dee Genoss vun deenen Indemnitéiten ze kommen. Dat steet alles an deem Règlement dran. Dee gëtt deemnächst dann ëmgesat.

Mir hunn och eng Initiativ geholl, fir e Congé anzeféiere fir d'Kadere vun de Service-de-secours, dat heescht fir d'Pompjees gradessou gutt wéi fir d'Protection civile, déi Leit, déi am Fong geholl d'Zentere féieren, dass déi d'Méiglechkeet kréien, e Congé ze huelen an dass si sech kënnen fir déi Gestiou, déi se do mussen maachen, Zäit huelen. Och dee Projet de loi oder dat Element vum Projet de loi ass fäerdeg, an dat gëtt och deemnächst an de Regierungsrat geholl.

Dir hutt mer d'Fro gestallt, wéi et mat den Aarbechtsgruppen ass. Mir hu sechs Aarbechtsgruppen op d'Bee gestallt. An déi sechs Aarbechtsgruppen, déi schaffen déi ganz Propositionen aus, déi am Fong geholl d'Expertë gemaach hunn. Et ass ganz wichtig, dass ee sech am Fong geholl kann op eppes baséieren an dann um Terrain freet, wat lass ass.

Déi Aarbechtsgruppen, déi wäerten Enn des Joers bis Métt d'nächst Joer hir Aarbechten ofgeschloss hunn, esou dass mer da kënnen der-vun ausgoen, dass d'Saachen da konkret ginn

an dass ech am Fong geholl - dat ass mäin Zil - am Juli 2012 e Projet de loi kann déposieren, e Projet de loi, deen de Soutien vun der Basis esou wäit wéi méiglech huet. Well ech soen et nach eng Kéier: Et ass net dem Halsdorf seng Reform, mä et ass d'Reform vun de Leit um Rettungswiesen! An ech versichen, mat hinnen zesummen dës Elementer op den Dësch ze bréngen.

Dir hutt de Règlement grand-ducal ugeschwat. Dee wäert ech deemnächst mat an de Regierungsrat huelen. Mä virdu wäerte mer awer nach Métt Juli e sougenannt „Conseil supérieur des services de secours“ hunn, wou dann och déi Leit alleguerten vum Gemengesecteur derbäi sinn, fir och do ze kucken: Wéi setze mer dat ëm, déi ganz Dispositionen am Gemengesecteur?

Do soll e Règlement communal type ausgeschafft ginn, deen am Fong geholl dann de Gemengepappen a -mammen d'Méiglechkeet gëtt, fir dann och déi Indemnitéierungen an hir Leit weiderzeginn. Dat soll also an dësen nächste Woche geschéien. Och dee Congé, wou ech elo gesot hunn, fir Gestiouen ze maachen, soll et an de Gemengen a beim Stat ginn.

Déi Diskussiounen ginn elo konkret. Déi Règlement-grand-ducalen an dee Projet de loi wäerten also an deenen nächste Wochen an d'Regierung komme respektiv am Hierscht an d'Regierung kommen. Mir kommen also konkret awer sécher weider. A mir versichen, dat esou gutt wéi méiglech mat de Leit um Terrain ze maachen, fir dass mer herno esou mann wéi méiglech Problemer kréien.

E wichtege Moment wäert ginn, wa mer Enn des Joers déi Risikokaart wäerten op den Dësch leeën, wou mer gesinn: Wou sinn d'Risiken hei am Land a wat brauche mer dann do am Fong geholl vu regionalen Äntwerten?

Duerfir ass et wichtig, dass een d'Expertise vun de Leit um Terrain huet. An duerfir wär et falsch, wann een dat géif maachen, wat elo gefuerdert ginn ass, notament vum Comité des sages, fir ze soen: „Ma Dir misst am Fong geholl Saache konkret soen a lassfueren.“ Wa mer dat géife soen, da géif gesot ginn: „Jo, Dir schwätzt net mat eis.“

Also, et ass besser, mir schwätze mat der Basis, mat de Leit um Terrain. Dat maache mer. An déi Fro, déi Der mer haut gestallt hutt, war gutt. Esou kënnen mer de Point maachen. An ech sinn iwwerzeugt, wa jiddwereen eng Hand mat uepekt, da kréie mer dat och hin, bis Juli 2012 e Projet de loi hei an der Chamber ze déposieren.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Innenminister. Mir kommen elo zu der Fro N°121 vun der Madame Viviane Loschetter un den Aarbechtsminister iwwert de Projet de directive iwwert de Congé de maternité. Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°121 du 28 juin 2011 de Mme Viviane Loschetter relative au projet de directive européenne relative au congé de maternité, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration**

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).**- Jo, Merci, Här President. Et ass scho säit enger Zäitchen, wou d'EU-Parlament sech mat enger Adaptatioun vun der Direktiv vum Congé de maternité beschäftegt. An den 20. Oktober 2010 ass effektiv e Voté geholl ginn am Europäesche Parlament fir mindestens 20 Woche Congé de maternité ouni Reduktioun an der Pai, dovunner mindestens sechs Wochen direkt no der Gebuert. A gläichzäitig sollten d'Memberstater an Congé fir de Papp vu mindestens zwou Woche während der Mamm hirem Congé och ausschaffen.

Géint Enn des Joers 2010 hunn eng Rei Memberstater - acht, fir se ze nennen - hir Reserve während enger Debatt ausgedréckt an hu sech och a priori net mat där Proposition vum Europaparlament d'accord erkläert. Bon, d'Argumenter louchen eigentlech um Dësch: Mir wäiche vun den europäesche Prinzipien of, vu Mindeststandarden erop op Maximalstandarden; déi finanziell Laascht vun 20 Woche bezueltem Congé a Krisenzäite wär och net esou evident, wär vläicht och sozial ongerecht, well ondifferenziert, an, an, an, bis hin zur Angscht, datt da vläicht d'Betriber keng jonk Frae méi wëilten astellen.

Elo de 17. Juni - dat war d'lescht Woch - war effektiv e Conseil, wou den Aarbechtsminister och ons, dat heescht Lëtzebuerg, vertrueden huet. An et wär och vläicht interessant fir d'Chamber ze wëssen, wéi Lëtzebuerg sech positionéiert a wéi Lëtzebuerg sech virstelle kann, datt déi do Diskussioun sech um Niveau vum Conseil kéint weiterentwéckelen.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci der Madame Loschetter. Elo kritt den Här Aarbechtsminister Nicolas Schmit d'Wuert.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.**- Här President, éischtens begrëissen ech et, datt et hei an der Froestonn zu engem europäeschen Thema kënn. Ech mengen, dat hei ass eng wichtege Fro, wat d'sozial Harmoniséierung an Europa ubelaangt. Duerfir fannen ech, datt et richtig ass, sech op esou Themen och ze beruffen an déi hei an der Plénière ze erörtern.

Déi Direktiv iwwert de Schutz vun de schwangere Fraen huet eng laang Geschicht. Éischtens gëtt et eng Direktiv. Déi huet schon 18 Joer, an dat huet eigentlech d'Kommissioun derzou verleet, am Oktober 2008 eng nei Proposition zu maachen, fir eigentlech d'Rechter vun de schwangere Fraen op der Aarbechtsplaz ze verbesseren.

Eng vun deenen Hauptverbesserungen an där Proposition de directive, déi am Oktober 2008 vun der Kommissioun presentéiert gouf, war d'Verlängerung vun dem Congé de maternité vun engem Minimum vu 14 op 18 Wochen. Dobäi war och eng aner Proposition vun der Kommissioun, datt d'Frae mindestens sechs Woche missten no der Gebuert vum Kand huelen - mindestens sechs Wochen! -, mä eigentlech, wat déi aner Wochen ubelaangt, dann e gewëssene Choix hätten.

Vu datt déi doten Direktiven am Kader vun engem Codéisioun mam Parlament décidéiert ginn, huet d'Parlament och säin Avis an éischer Lecture ginn. An d'Parlament huet déi Direktiv - wann ech mech gutt erënneren - op 70 Punkten amendéiert. Elo wëll ech net op all déi 70 Punkten agoen. Net all déi 70 hunn och dat nämlech Gewicht, mä eent vun deene wichtege Amendementer ass den Amendement, vun 18 op 20 Wochen ze goen.

D'Parlament beriff sech hei op d'OMS, well et seet, datt an Etüde vun der OMS 20 Wochen eng méi appropriéiert Zäit wieren, wou d'Mamm kéint à la fois sech vun enger Schwangerschaft eruelen an op där anerer Säit och eng genügend Zäit mat dem Nouveau-né hätt.

En anere wichtege Amendement ass d'Introductioun effektiv vun engem Congé paternité. An deen ass och aus enger Iwwerleeung, datt sech eben d'Gläichheet vu Fra a Mann am Aarbechtsprozess soll verbessern. Ech muss do d'ailleurs op dat hiweisen, wat d'Presidentin vum MEDEF, dat heescht, vun där franséischer Patronengewerkschaft oder -associatioun, viru kuerzer Zäit proposéiert huet. Déi huet sech nämlech fir e Congé paternité ausgeschwat, fir eben dat Gläichgewicht zwësche Fra a Mann och op der Aarbechtsplaz hierstellen.

Nun, wéi dat elo scho vun der Madame Loschetter gesot ginn ass, huet sech bis elo um Conseil hei keng Eenegung op der Basis vun den Amendementer vum Parlament kënnen maachen. Lëtzebuerg huet eigentlech elo schonn de facto 20 Woche Mutterschaftsurlaub, dat heescht, wann ee kuckt, datt ee véier Woche kritt, wann d'Mamm allaitéiert, da komme mer do op 20 Wochen.

Dat wier also fir ons kee groussen Drama, wann deen Amendement vum Parlament géif duerchgoen. Dat ass awer net vun enger Majoritéit vu Länner esou gedroen. An och dee leschte Conseil d'lescht Woch huet eigentlech keng Majoritéit dégageiert, fir mam Parlament hei op der Basis vun den Amendementer vum Parlament eng Eenegung ze fannen.

Mir hunn ee kleng Problem, dat heescht, déi Flexibilitéit, déi proposéiert gëtt, datt eigentlech d'Frae kënnen choisieren, ob se de Congé de maternité méi virdrun oder méi hannendrun huelen. Do hu mer e Problem op zwee Niveauen.

Deen éischten ass natierlech, wann ee méi Latitüde gëtt, wann ee méi Flexibilitéit gëtt, huet dat natierlech eng Incidence op d'Organisatioun am Betrib, well da weess een net méi: Déi Fra, déi ass elo schwanger; hëlt se elo hire Congé direkt ganz an hëlt wéineg hannendrun, oder hëlt se elo wéineg a si hätt gären eigentlech méi Congé nom Accouchement? Dat ass also e Problem, dee vun de Lëtzebuergeser Betriber besonnesch ervirgehuewe gëtt, datt d'Flexibilitéit am Choix natierlech d'Betriber ka viru gewëssen Organisationschwierigkeete setzen, fir och eventuell de Remplacement ze organisieren.

Mä dobäi kommen natierlech och aner Bedenken, well et kann en natierlech dovun ausgehen, datt, wann een dee Choix do esou léisst, jiddweree probéiert, e Maximum net virdrun ze huelen, mä e Maximum nom Accouchement, an datt dat net onbedéngt eng gutt Saach ass, och fir d'Gesondheet vun der Mamm a besonnesch...

► **M. le Président.**- Här Minister, Dir misst elo lues awer sécher zum Schluss kommen.



► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.** - ...vum Kand. Dat do weist eng Saach - an domat schléissen ech dann -, datt et ëmmer méi schwiereg gëtt, fir d'Sozialpolitik an Europa ze harmoniséieren, obwuel dat och eng essenziell Konditioun ass vun enger ekonomescher Harmoniséierung. Mir brauchen en Europa, wat Minimumstandarden och am Sozialwiesem huet. A wann dat soziaalt Europa net weiderkennt, dann ass et och a senger Substanz gefährdet, well da verstinn d'Bierger eigentlech de Sënn an d'Finalitéit vun deem Europa ëmmer méi schwéier.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Aarbeitsminister. A mir kommen elo zu der Fro N°122 vum Här Norbert Hauptert an de Verdeedegungsminister iwwert de Lëtzebuergeschen Arméiskontingent an Afghanistan. Här Hauptert, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°122 du 28 juin 2011 de M. Norbert Hauptert relative à l'incidence de la réduction du contingent de l'armée belge en Afghanistan sur le contingent luxembourgeois, adressée à M. le Ministre de la Défense

► **M. Norbert Hauptert (CSV).** - Merci, Här President. No Amerika a Frankräich huet d'Belsch och elo decidéiert, fir hire Kontingent vun den Zaldoten am Afghanistan ëm d'Halschecht ze reduzéieren, an zwar fir den 1. Januar vum nächste Joer, a besonnesch dee Kontingent zu Kabul vun 360 Zaldoten op 60 erofzesetzen.

Mir wëssen, datt eis Zaldote just zu Kabul um Flughafen stationéiert sinn, an do ënnert dem Kommando vun der belscher Arméi. Dofir meng Fro un de Minister vun der Défense: Eischtens, mécht et nach Sënn, datt mir e Kontingent zu Kabul am Afghanistan behalen? A wa jo, wéi laang nach? A besonnesch: Mécht et Sënn, fir eise Kontingent mat zéng Leit eventuell am Afghanistan ze reduzéieren?

► **M. le Président.** - Merci dem Här Hauptert. An elo kritt den Här Verdeedegungsminister Jean-Marie Halsdorf d'Wuert.

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de la Défense.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dee leschte Sonndeg huet effektiv de belsche Verteidigungsminister De Crem annoncéiert, dass en à moyen terme géif d'Präsenz vum belsche Militär an Afghanistan reduzéieren. A sech mécht en do datselwecht, wat d'Fransouse respektiv d'USA och annoncéiert hunn a gemaach hunn oder amgaange sinn ze maachen.

A wann ee sech gutt erënnert, weess een och, dass virun zwee Joer d'USA gradesou gutt wéi d'Belsch hir Effektiver verduebelt haten, well se deemools gemengt hunn, dat wär néideg, fir eben déi sougenannten „Transitioun“ oder „Afghaniséierung“ besser ze preparéieren. An a sech komme si elo nees zréck op déi Situatioun, déi mer virun zwee Joer haten.

D'Lëtzebuerg sinn 2003 mat néng Leit an Afghanistan gaangen a mir hunn elo nach néng Leit, dat heescht, mir sinn an der Kontinuitéit. Mä et muss een och wëssen, dass déi Iwwerleeungen, déi de Minister De Crem gefouert huet, sech am Fong geholl an enger genereller Reflexioun maachen iwwert d'Missioun vun de Belsch am Ausland am Kader vun der NATO, am Kader vun den Nations Unies an och am Kader vun der Union européenne.

Dir wësst, dass si Fligere do ënnen hunn, si hu Militärfliigere do ënnen, si sinn an de sougenannten „Omeletten“, si sinn an der Formation, och zu Kabul. Et ass also kloer, dass si op ville Sitë waren an och nach wäerte bleiwen. Just wat de Flughafen ugeet, d'Partie militaire vum Flughafen, do wëlle se sech also dann zréckzéien, an eis néng Leit si jo do dran integréiert.

Den Här De Crem - ech hat de leschte Weekend perséinlech mat em geschwat -, dee sot zu mir, et wär ganz kloer, an en huet och insistéiert: D'Belsch zéie sech net aus dem Afghanistan zréck - dat ass e kloer Message -, a si géifen hir Engagementer och halen, déi si gradesou gutt wéi mir Lëtzebuerg Enn November, Ufank Dezember zu Lissabon beim NATO-Sommet gemaach hunn, wou mer gesot hunn: „2014, Enn 2014 si mer am Afghanistan präsent, fir déi sougenannten «Transitioun», déi sougenannten «Afghaniséierung» anzeleeden.“

Et ass ganz wichteg, dass een dat ëmmer am Hannerkapp behält. An et geet drëm, dass d'Afghanen hiert Land selwer an d'Hand huelen an dass si ebe mussen dorobber virbereet ginn.

Kloer ass et, dass mer all Dag Kontakter hu mat dem belsche Militär, an déi sinn och an deenen nächsten Deeg. Ech hunn och eisem Chef d'état-major gesot, e soll mat de Belsch kucken, wéi eng Répercussiounen déi Iwwerleeungen

do op eist Land kréien a wéi mer eis do kënnen ofstëmme, deen een op deen aneren.

Kloer ass et, doduerch, dass mer deen neie Faktum do kréie betreffend de Flughafen, dass do eng nei Situatioun entsteet, mä et muss een awer och wëssen, dass op deem Flughafen weder och muss an Zukunft d'Sécherheet vun deem Flughafen garantéiert sinn. A mir si jo och eleng do. Mir sinn - zwar mat de Belsch -, mä mir sinn awer och an Afghanistan. A vläicht kënne mir do eng aner Roll spillen an der Ofsécherung vum Flughafen KAIA zu Kabul. Dat muss eben elo gekuckt ginn.

Mir kënnen dat eréischt richteg preziséieren, wa mer d'Elementer alleguerten hu vun deene Reflexiounen, déi d'Belsch maachen. Déi Elementer, déi kommen an deenen nächsten Deeg.

Kloer ass et, dass ech wäert regelméisseg d'Kommissioun an d'Bild setzen. Duerfir hunn ech och mam President vun der Kommissioun, dem Här Ben Fayot, ausgemaach: Deen nächste Méindegmoien um hallwéi néng hu mer Rendez-vous. An déi nei Elementer, déi an deenen nächsten Deeg wäerte kommen - an déi kommen doudsicher -, déi wäert ech dann och... Här Hauptert, Dir sidd jo och Member vun där Kommissioun, da wäert ech lech do am Detail soen, wéi mer weiderfuere.

Wat fir mech selbstverständlech ass, dat ass, dass eis Präsenz an Afghanistan zréckgeet op eng Motioun, déi mer hei am Januar dëst Joer geholl hunn, an zwar ass déi, dass mer sollten alles maachen, dass eise Lëtzebuerg Kontingent an Afghanistan derzou bäidréit, dass mer am Fong geholl iwwer eng integréiert Approche et faerdeg bréngen, zesumme mat der internationaler Communautéit, fir de Biergerinnen a Bierger an Afghanistan am Fong geholl eng Souveränitéit an hiert Land ze bréngen, dass si hiert Schicksal kënne selwer an d'Hand huelen an dass se kënnen - wéi géif ech soen? - e wäertvollt Liewen, oder en anstännegt Liewen an hirem Land féieren. Dat ass dat, wouop mer zesumme hischaffen a wou ech ëmmer wäert d'Chamber an d'Bild setzen.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Innenminister. A mir kommen elo zu der Fro N°123 vum Här André Bauler un d'Erzéiungsministesch iwwert d'Prise en charge vu Schüler, déi eng Disziplinarstrof kréien. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°123 du 27 juin 2011 de M. André Bauler relative à la prise en charge des élèves subissant des mesures disciplinaires, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

► **M. André Bauler (DP).** - Här President, ech wollt eng Fro un d'Madame Éducatiounsministesch stellen. Mir wëssen alleguer, datt d'Disziplinsproblemer an eise Schoulen, besonnesch am Postprimaire, ëmmer méi besuergnerregend ginn. Eng vun den disziplinaresche Moosnamen, déi applizéiert ginn, ass, datt d'Schüler vum Cours ausgeschloss a fir eng bestëmmten Zäit aus hire Klassen erausgeholl ginn.

An deem Kontext wollt ech d'Madame Éducatiounsministesch Folgendes froen: Aus wéi enge Grënn dierf een dës disziplinaresche Moosnam ergräifen? Wéi laang dierf dës Mesure daueren? Wéi ginn déi Schüler en charge geholl? Wat fir eng erzéieresch Aarbecht gëtt do mat hinne geleescht? Wéi gëtt assuréiert, datt dës Schüler, déi dacks schonn net zu deene stäerkste gehéieren, net weider Retardé kréien?

A wat fir enge Raimlechkeete vun der Schoul dierf se betreit ginn, an duerch wéi ee Personal? Virun allem dëst schéngt mer e wichtege Punkt ze sinn: Wa mer et mat méi schwéier erzéibare Kanner ze dinn hunn, mussen dann déi Leit, déi mat deene Jonke schaffen, net Erzéier oder Enseignant sinn, déi beschtefalls nach eng spezifesch Formatioun kritt hunn, oder kënn et och alt vir, datt dat administratiivt Personal dofir agesat gëtt?

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här André Bauler. Elo kritt d'Madame Erzéiungsministesch Mady Delvaux-Stehres d'Wuert.

► **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.** - Merci, Här President. D'Gesetz vum 25. Juni 2004 regelt d'Fro vun de Mesures disciplinaires. An ech wëll direkt hei soen, dass ech déi Dispositiounen net gutt fannen. Ech sinn och amgaangen, ze consultéiere mat de Schoulen, fir dat ze änneren. An deem grouse Projet, dee mer maachen iwwert d'Reorganisatioun vun de Lycéeën, wäerte mer dorobber zréckkommen.

Ech kann lech awer soen, dass d'Gesetz virgesäit, dass den Direkter oder de Conseil de

classe kann e Schüler während engem oder aacht Deeg eraussetzen, vun alle Coursen dispenséieren. Dat ass also d'Attributioun vum Direkter oder vum Conseil de classe. Et gëtt och eng ganz Lëscht - an ech muss elo passen, ech kann lech d'Lëscht net auswennege opsoen -, déi kann een awer ganz einfach noliesen. Dat steet och am Gesetz, fir wéi eng Fäll dass een dat däerf maachen.

Da gesäit datselwecht Gesetz vir, dass de Conseil de classe ka vun néng Deeg bis dräi Méint e Schüler aus de Coursen eraussetzen, wat ech perséinlech immens laang fannen. Well e Schüler dräi Méint ausschléissen aus de Coursen, dat heescht, dass en e ganz Trimester praktesch net do ass! Sou, dat wëll ech änneren.

Mä ech hunn awer dunn e Bréif gemaach, well et ass jo net gutt, d'Gesetz ze vill schnell ze änneren. Dat hei sinn Dispositiounen, déi sinn deelweis op Wonsch vun de Schoulen drakomm. Ech hunn dunn e Bréif gemaach, de 26. Juni 2007, un d'Lycéeën, fir e bëssen Instruktioun ze ginn, wéi se dat solle behandelen, an ech wëll lech dat einfach virlesen.

Do soen ech dann: «L'exclusion temporaire des cours n'équivaut pas à un renvoi de l'école. Toute décision d'exclusion temporaire doit être accompagnée de mesures destinées à garantir la poursuite de la scolarité de l'élève. Il doit bénéficier d'un accompagnement pédagogique adéquat qui lui permet de continuer son apprentissage et de se présenter aux épreuves d'évaluation de façon à ne pas compromettre son parcours scolaire.»

An och e Schüler, deen nach an der Obligation scolaire ass, dass dee muss an der Schoul encadréiert ginn an accueilliéiert ginn. Dat ass elo largement an der Hand vun de Lycéeën, wéi se dat organiséieren. An ech muss soen, mir froen dat net extra no. Déi gi jo och net alleguerten am Ministère gemellt. Ech mengen, dass dat ganz vun de Schoulen ofhänkt, wéi se den Encadrement maachen.

Mir hunn awer säit 2005 Classes mosaïques an de Schoulen, déi jo eigentlech fir esou Schüler geduecht sinn, fir ze verhënnere, dass een aus der Schoul, aus de Coursen ausgeschloss gëtt, wann e sech wierklech onméiglech behëlt. Dass déi also an eng extra Struktur kommen, wou dann och Educateurs gradués dra sinn, fir se ze begleeden. A mir soen och, dass all Direktioun muss de Schüler informéieren, dass e sech kann am SPOS oder am CPOS berode goe loosse.

Sou vill zu de Froen, déi den Här Bauler hei gestallt huet. Also, wéi gesot, ech hu wëlles, an net ze vill laanger Zäit d'Chamber mat engem Projet ze befaassen, dee vläicht méi op déi Froen do ageet, well e Renvoi vun der Schoul oder souguer e Renvoi temporaire bis zu dräi Méint huet nach ni engem Schüler genotzt, dass en a sengem Apprentissage an a sengem Parcours weiderkomm wier.

Merci, Här President.

► **M. le Président.** - Merci der Madame Ministesch. Als nächst Fro hu mer d'Fro N°124 vum Här Roger Negri un den Nohaltegkeetsminister iwwert d'Zuchstreck Bréssel-Basel. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°124 du 28 juin 2011 de M. Roger Negri relative à la liaison ferroviaire entre Bruxelles et Bâle, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

► **M. Roger Negri (LSAP).** - Merci, Här President. Här President, „Aus für viel genutzte Bahnverbindung?“, esou stoung et de 24. Juni am „Tageblatt“ am Kader vun der direkter Eisenbahnverbindung Bréssel-Lëtzebuerg-Basel. An de leschte Joren ass dësen direkten Zuch Bréssel-Lëtzebuerg-Basel also ëmmer manner attraktiv gemaach ginn.

Am Benelux-Parlament hate mer de 4. Abrëll eng Auditioun, wou vu belschen Experten iwwert dës Zuchverbindung informéiert gouf. Hei ass vu Pendolino-Zich geschwat ginn, déi an Zukunft do sollen op där Streck agesat ginn. Deemo wëll ech eisen Nohaltegkeetsminister froen, ob et esou ass, dass déi Direktverbindung Bréssel-Lëtzebuerg-Basel ofgeschaf soll ginn, a wéi wäit Lëtzebuerg do mat involvéiert ass, fir dësen Zuch ze erhalen.

Hei geet et jo net nëmme drëm, d'Fahrzäite vu Lëtzebuerg-Bréssel ze verkierzen, vun deene mer schonn oft geschwat hunn, mä hei geet et wierklech carrément drëm, dass eist Land contournéiert gëtt, fir vu Bréssel via TGV Paräis, Stroossbuerg oder Dijon op Basel an d'Schwäiz, Richtung Italien ze kommen. Soll dës beléiften Zuchverbindung ewechfalen an d'Clientë vu Lëtzebuerg-Basel souwuel zu Metz als och zu Stroossbuerg ëmklamme mussen? Da verléiere mer domadder e ganz wichtege Piliéer am internationalen Zuchverkier hei zu Lëtzebuerg.

Bon, anstatt esou Verbindunge méi attraktiv ze maachen, wier et vu grousem Schued fir eist

Land, wann dës international Verbindung mat Lëtzebuerg verschwanne géif. Ech mengen, wat hëllef et dann, wa mer dauernd iwwer Kyoto an CO₂-Reduktioune schwätzen, dobäi d'Leit opfuere, aus hirem Auto an den Zuch ze klammen, fir de „modal split“ ze verbessere, mä an der Praxis schafe mer dann einfach real zukunftsfaeg an ausbaufaeg Zuchverbindungen einfach of?

Ech mengen, dat kënne mer net akzeptéieren. Duerfir wollt ech lech, Här Minister, froen, wat an där Saach ënnerholl gouf a wat Dir nach gedenkt, do ze ënnerhuelen?

Ech soen lech Merci fir Är Äntwert.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Roger Negri. An elo kritt d'Wuert den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Merci, Här President. Op d'Fro vum Här Negri wëll ech soen, datt et effektiv esou ass, datt vun deenen dräi deeglechen Zuchverbindungen, déi direkt tëschent Basel a Bréssel fueren iwwer Lëtzebuerg, eng - dat ass de Jean-Monnet-Zuch, den 295/296 fir d'Experten, Dir sidd een - dovunner momentan a Fro gestallt ass.

Firwat ass en a Fro gestallt? Mä dat ass, well dat en Zuch ass, dee mam elsässesche Material momentan gefuer gëtt, an dat elsässesche Material gëtt eis vun den elsässeschen Autoritéite wahrscheinlech net méi zur Verfügung gestallt an der nächster Zäit. Déi aner zwee Zich, den 91 an de 97, déi gi mat Schwäizer Material gefuer. Do ass och keng Fro driwwer, déi ginn och an Zukunft weider gefuer.

Dat ass eng Situatioun, iwwert déi mer net froen sinn, weder déi belsch Autoritéiten nach déi Lëtzebuerg Autoritéiten. Ech hunn och driwwer mat dem belschen Transportstatistiksekretär eng Diskussioun gehat. Mir hu gefrot, datt d'CFL an d'SNCB sech eng Kéier Gedanke sollen iwwer eventuell Alternative maachen. Dat maache se och. Wat elo aus deene Reflexiounen do erauskënn, musse mer kucken. Dat ass de Stand, wou mer elo dru sinn, wat dee prezisen Zuch, deen Der ugeschwat hutt, ugeet.

Dat empêcheiert awer net - an dat ass och richtig, wat Der gesot hutt -, datt dat do eng vun eise wesentleche Strecken ass. An déi Investissementer, déi mussen op där enger Säit an op där anerer Säit an déi dote Streck gemaach ginn, sinn och Investissementer, déi nach wie vor op der Dagesuerdnung stinn.

Wann een op där belscher Säit kuckt, da si se amgaangen, eng ganz Rei Investissementer an d'Streck Bréssel-Lëtzebuerg, wat jo dann hiren Deel ass, ze maachen, notamment och driwwer ze diskutéieren, fir deen dann „Pendolino-gerecht“ ze maachen. Dat ass e supplementaart Investissement op dat normaalt Investissement.

Bei eis, op eiser Säit gi mer an dräi Phasen an de Renouveau vum där doter Streck erun. Déi éischt Phas, iwwert déi hu mer schonn an der Kommissioun geschwat, déi besteet do dran, datt mer d'Postes directeurs op där Streck wellen transforméieren. Dat soll vun 2012 un ugoen. Déi zweet Phas ass d'Réelectrificatioun vun der Linn. An déi drëtt Phas ass d'Modernisatioun vun der Linn, vun de Garen a vun den Ouvrages d'art.

Dat ass e relativ kostpillege Projet, deen awer nach wie vor bei eis um Ordre du jour an deenen nächste Joren u sech steet, mä awer an dräi Phasen. An op där anerer Säit ass dann d'Weiderféierung erof a Frankräich an duerno an d'Schwäiz och zu Lëtzebuerg, wéi Der wësst, eng vun eise Prioritéiten, fir déi Beetebuerg Streck op zweemol zwee Gleiser auszubauen.

Ech sinn net froen iwwert déi Situatioun op deem engen Zuch, n'empêche datt mer kucken no Alternativen. Elo weess ech net, ob der fonnt ginn oder noutwendeg sinn oder net. Dat gesi mer dann, wann déi zwou Gesellschaften dat matene gekuckt hunn. Mä op jidde Fall stellt dat doten déi Investissementer, déi op der Eisebunn solle gemaach ginn an déi fir mech absolut noutwendeg nach wie vor bleiwen, net a Fro! Domat fuere mer weider.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler. An elo komme mer zu der leschter Fro fir de Mëtteg, nämlech d'Fro N°125 vum Här Claude Haagen un den Aarbeitsminister iwwert de Problem vun den elektromagnéitesche Felder ronderëm de Centre de radiodiffusion vu Maarnesch. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°125 du 28 juin 2011 de M. Claude Haagen relative au problème des champs électromagnétiques autour du Centre de radiodiffusion de Marnach, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration

► **M. Claude Haagen (LSAP).**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'elektromagnétesch Strahlungswärter vum Site Maarnech, dee vun der BCE an der CLT bedriwwen gëtt, si schonn zënter Laangem am Gespréich a féieren zu kontroversen Diskussiounen iwwert d'Auswierkung vum dese Strahlungen op d'Gesondheet vun de Bewunner an op d'elektroresch Geräter an den Haiser an der Émgegend vun deem Site. Ouni elo hei wëllen a kënnen an d'Detailer ze goen, kann ee resüméieren, datt verschidde Geriichtsuertheeler elo duerch den Tribunal administratif confirméiert gi sinn an datt d'Bedreier sech mussen un d'Strahlungswärter halen, déi an der Exploitations-genehmigung festgeschriwwen sinn.

Den 30. September 2009 hutt Dir, Här Minister, d'Bedreier vum Site offiziell opgefuerdert, fir Stellung zu deene verschidde gemeossene Strahlungswärter ze bezéien an innerhalb vu sechs Méint eng akzeptabel Léisung ze proposéieren. D'Autorisatioun ass dunn op zwee Joer verlängert ginn a leeft ufanks Oktober - ech géif mengen, den 3. Oktober - vun deem Joer aus.

An deem Kontext wollt ech lech, Här Minister, froen: Hunn déi zoustänneg Bedreier lech eng akzeptabel Léisung proposéiert? Wa jo, wat fir eng? Gëtt d'Autorisatioun verlängert, a wa jo, zu welche Konditiounen? Dat heescht, wéi laang gëtt se verlängert? A wéi héich däerfen d'Emissionswärter an deem Fall sinn? Am Fall, wou d'Autorisatioun net géif verlängert ginn, wat fir eng Répercussiounen hätt dat fir de Bedreier? A wat géif dann och mam zoustänneg Site geschéien?

Ech soen lech Merci fir Är Äntwerten.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Haagen. D'Wuert kritt elo den Här Aarbechtsminister Nicolas Schmit.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.**- Här President, wann ee mat de Leit vun där Uertschaft do schwätzt, dann héiert een, wat fir engen Nuisancen déi Leit ausgesat sinn, wann op eemol all elektresch Geräter verréckt spillen, wann d'Garagepaarten opginn, d'Telefonen net méi ginn, d'Computeren ausfallen an esou weider. Ech mengen, et ass ganz kloer, datt et do Nuisance gëtt.

Wéi mer den 30. September 2009 dann nach eemol eng Verlängerung gemaach hunn, do hu mer gläichzäiteg eng Mise en demeure gemaach un d'BCE, fir ze soen, si missten déi Norm vun dräi Voltmeter, déi d'Gerätenorm ass, respektéieren. Nun ass et awer esou, datt wahrscheinlech aus technesche Grënn, wat d'Emissionstäerkt ass vun deem Émetteur, datt déi net ka respektéiert ginn.

Mir hunn also probéiert, mat der CLT a mat der BCE eng Léisung ze sichen. An déi éischt Léisung war déi: en alternative Site. Dat ass natierlech net einfach, en alternative Site ze fannen, obwuel d'BCE domat d'accord war. Mir hunn och zesumme mam Minister Schank probéiert, Alternativen ze sichen, wou et séchergestallt gewiescht wier, datt et keng Nuisance fir d'Leit géif ginn.

Mä en fin de compte huet awer d'BCE eigentlech e Volte-face gemaach, wéi se gesinn hunn, datt et fir ons ganz kloer wier, datt se net méi eng Autorisation illimitée géife kréien. Si hunn also hir Strategie iwwerducht, an en enger Réunioun, déi mer mat hinnen haten - dat war de 5. Mee 2011 -, hu se ons gesot, datt se eigentlech déi Aktivitéit wëllen zoumaachen. Mir hu se also hei beim Wuert geholl a mir hu gesot, datt dat effektiv déi bescht Optioun wier.

Mir sinn elo amgang, mat hinnen ze kucken, a wat fir engen Délai dat ka geschéien. Et ass natierlech esou, datt d'CLT/BCE och léiert ass duerch Kontrakter, well si émetteiere jo fir aner, haaptsächlech och fir auslännesch Gesellschaften oder Länner souguer. Mir sinn also elo amgang ze kucken, wéini datt dat kéint geschéien.

Ech hunn och déi Biergerinitiativ iwwert déi Décisioun do informéiert. Ech hunn hinne gesot, datt et keng Autorisatioun méi géif ginn - well effektiv steet déi Autorisatioun erëm an der Diskussioun Enn Oktober -, déi net en definitive Fermetésdélai géif beinhalten. Dat heescht, mir mussen elo kucken, mat der BCE en Arrangement ze fannen. Fanne mer keen Arrange-

ment, da féiere mer de Krich virun den Tribunaler weider, wat kengem dénglech ass.

Et ass also ganz kloer, datt et, wann et nach eng Verlängerung sollt ginn, dann eng Verlängerung ass, déi e klaren Datum huet, wou déi ganz Operatioun zougemaach gëtt. An deem Datum, deem do am Raum steet - an dat wëssen déi Leit och vu Maarnech -, dat ass spéitstens iergendwann am Joer 2014. 2014 soll et definitiv Schluss mat deem Spuk zu Maarnech sinn!

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Aarbechtsminister. Domadder wiere mer um Enn vun eiser Froestonn a mir kommen elo zu der Diskussioun vum éischte Projet de loi vun haut de Mëtteg, nämlech dem Projet de loi 6046, zwou Konventiounen géint de Mëssbrauch vu Kanner zu sexueller Zweck.

D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeloucht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Bettel, Henckes an Hoffmann. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Lucien Weiler. Well den Här Weiler awer verhënnert ass, wäert de Rapport virgedroe gi vum Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

4. 6046 - Projet de loi portant:

1. approbation

a) de la Convention du Conseil de l'Europe pour la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels ouverte à la signature à Lanzarote les 25-26 octobre 2007

b) du Protocole facultatif à la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants

2. modification de certains articles du Code pénal et du Code d'instruction criminelle

Rapport de la Commission juridique

► **M. Gilles Roth (CSV), remplaçant M. Lucien Weiler (CSV), rapporteur.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, 223 Milliounen Kanner sinn all Joer weltwäit Affere vu sexueller Ausnutzung. 1,8 Milliounen Kanner ginn all Joer fir Kannerpornografie a Prostitutioun mësbraucht. Zwou Milliounen Kanner schaffe weltwäit an der Sexindustrie. A méi wéi eng Millioun pornografesch Fotoe vu Kanner zirkuléieren um Internet. Dës Zuele si Schätzung vum der Unicef. D'Donkelziffer däerft wuel nach méi grouss sinn.

D'Kanner ginn net genuch geschützt. Et gëtt ze oft an ze vill grouss Énnerscheeder tëschen de Gesetzgebunge vun den eenzelne Länner an deem Beräich. D'Kannerpornografie, de Sex-tourismus an de Kannerhandel kruten do, duerch déi nei global Kommunikatiounstechnologie wéi den Internet, nei Méiglechkeeten. Mir brauchen duerfir international an europäesch Konventiounen, fir effektiv géint des Verbrechen an hir nei Formen unzegoen. Esou Verträge an nationaal Recht ëmzesetzen ass d'Zil vum Gesetzesprojet 6046.

Här President, mir huelen haut déi sougenannte „Konventioun vu Lanzarote“ fir de Schutz vun de Kanner géint sexueller Exploitatioun a sexueller Abusen un, grad wéi en Zousazprotokoll zu der UNO-Kannerrechtskonventioun. Mir änneren och eis Strofgesetzgebung an deem sensibelen Beräich vun de Sexualdelikter.

Här President, an dem Beräich vun dem Schutz vun de Kanner ware mir hei am Land awer net ontäteg. Lëtzebuerg huet schonn am Joer '93 d'Konventioun vun der UNO iwwert d'Rechter vum Kand vum Joer 1989 ëmgesat. Haut stëmme mir iwwert d'Émsetze vun engem Zousazprotokoll zu dëser Konventioun of.

Et geet drëms, fir bestëmmten Handlungen am Beräich vun dem Verkauf vu Kanner, der Kannerprostitutioun an der Kannerpornografie weltwäit strofbar ze maachen. D'Justizsummenaarbecht an deem Beräich soll verbessert ginn. Wann eng Persoun sech an engem Land wéinst esou Handlung strofbar mécht, da muss des Persoun do poursuivéiert ginn, oder dat Land muss des Persoun ausliwweren.

Wann zum Beispill e Lëtzebuurger am Ausland sech an engem Kand vergeet, da muss hien an deem Land viru Geriicht kommen oder déi auslännesch Autoritéit mussen des Persoun u Lëtzebuerg ausliwweren. Dat ass de sougenannte Prinzip vun dem „aut iudicare aut dedere“, dee mir fir Sexualstrofdoten elo an eise Code d'instruction aschreiwten. Dat hu mir an der rezenter Vergaangenheet awer schonn am Kontext vun

dem Wäisswäsche vun de Suen an der Korruptioun gemaach.

Kanner, déi als Affere viru Geriicht aussoen, mussen speziell geschützt ginn. Deene meeschte Verpflichtungen aus dem Zousazprotokoll zur UNO-Kannerrechtskonventioun komme mir elo schonn an eiser nationaler Léiglatioun no, besonnesch opgrond vun enger ganzer Rei vu Gesetzter, déi mir kierzlech an der Chamber gestëmmt hunn, wéi zum Beispill den Afferschutz, d'Justizbehënnere oder den Zeieschutz duerch d'Gesetz iwwer speziell Ermittlungsmethoden am Kader vu schwéiere Verbrechen.

Här President, mir setze mat deem Gesetzesprojet och déi sougenannte „Konventioun vu Lanzarote“ ëm. Si gouf vum Europarat, dem Conseil de l'Europe, am Joer 2007 ausgeschafft. Déi meescht international Konventiounen an deem Beräich vum Kannermissbrauch betreffen de sexuelle Mëssbrauch vu Kanner fir kommerziell Zweck. D'Konventioun vu Lanzarote geet elo méi wäit. Et ass dat éischt internationalt Rechtsinstrument, wat och sexueller Abuse vu Kanner am familiären Ëmfeld bestrooft. D'Auteurs vu sexueller Abuse kommen nämlech ganz oft direkt aus der Famill. D'Konventioun bestrooft och net nëmmen déi sexueller Handlung als solch. De Fait, zu Kanner e besonnescht Vertrauensverhältnis opzebauen, mat dem Zil, se spéider ze mësshandelen, gëtt mat der Konventioun strofbar.

D'Prostitutioun vu Kanner, d'Kannerpornografie, d'Zwänge vu Kanner, u pornografesch Spektakelen deelzehuelen, an de Sextourismus mussen vun de Memberstate vum Conseil de l'Europe bestrooft ginn.

Leit, déi mat Kanner an hirem Berufsliewen ze dinn hunn, mussen sensibiliséiert ginn, fir esou fréi wéi méiglech eventuell Unzeeche vu Mësshandlungen ze entdecken. Verdachtsfäll mussen direkt un d'Autoritéit weidergeleet ginn. Dës Matdeedungsflucht hu mir virun dräi Wochen an eis Strofgesetzgebung, am Kader vun dem Gesetz iwwert d'Justizbehënnere, agefouert. All Verdacht op eng Strofdot géint eng Persoun vu manner wéi 18 Joer muss den Autoritéit gemellt ginn, an dat vun all Persoun, och der Famill, déi iwwer esou eng présuméiert Mësshandlung Bescheed weess.

D'Konventioun gesäit och eng ganz Rëtsch vu prozedurale Regele vir, déi zu enger besserer Kooperatioun tëschen de Memberstate féiere sollen. Dëst zielt souwuel um Niveau vun der Kooperatioun vun de Justiz- a Polizeiautoritéit wéi och um Niveau vun der Preventioun vum Kannermissbrauch.

Här President, dese Gesetzesprojet ass dorriwwer eraus e gutt Beispill, wéi eis Strofrecht, wat jo oft als Zeeche vun eiser nationaler Souveränitéit verstane gëtt, lues mä sécher duerch europäesch an international Texter beaflosst gëtt.

Folgend Ännerunge maache mir deemno direkt an eiser Strofgesetzgebung: Éischtens, d'Artikelen 375 an 376 vum Code pénal iwwert de Viol, also d'Vergewaltegung, ginn ëmgeännert. Haut gëtt et dem Gesetz no dräi Fäll, wou ee Viol virläit, also keen Averstännis vum Affere: Dat ass eng sexueller Penetratioun mat Uwendung vu Gewalt an/oder Menacen; de Viol duerch Trickserei oder Manipulatioun; de Viol duerch d'Ausnotze vun enger Persoun, déi net an engem Zoustand ass, an deem si kéint hiren Accord ginn oder sech dem sexueller Akt widersetzen.

Dës Elementer sinn awer an der Praxis net esou licht nozeweisen. De Gesetzesprojet gesäit elo just nach ee Bestanddeel vum Viol vir. Et ass dat d'Feele vum Averstännis vum Affere. Déi fréier Elementer vum Viol si just nach Forme vum Feele vum Accord. Et gëtt also an Zukunft méi einfach, eng Vergewaltegung ze beweisen.

Zweetens, d'Vergewaltegung vun engem Kand ass eng sougenannte „circonstance aggravante“, also en erschweierenden Tatbestand. Den Alter vum Kand läit haut bei 14 Joer. De Gesetzesprojet setzt diesen Alter op 16 Joer erop. E Sexualakt an engem Kand vu manner wéi 16 Joer géllt prinzipiell als Vergewaltegung, virausgesat natierlech, déi psychesche Elementer vun dem allgemenge Strofrecht, an deem Fall de sougenannte „dol“, si ginn. Dorop stinn dann tëschen zéng a 15 Joer Prisong.

Drëtens, den Artikel 372 vum Code pénal iwwert den Attentat à la pudeur, also een on-sittlecht Behuelen, gëtt geännert. Bis elo ass en on-sittlecht Behuelen ouni Gewalt an ouni Bedrohung just strofbar, wann d'Affere manner wéi 16 Joer huet. Mat dem Gesetzesprojet ass den Attentat à la pudeur ouni Gewalt an ouni Bedrohung strofbar, ob d'Victime e Kand ass oder net. Wann d'Victime awer manner wéi 16 Joer huet, da gëtt dat als Circonstance aggravante betruucht. D'Strofmooss ass da méi héich. Dat ass och dann de Fall, wou den Attentat à la pudeur mat Ausübung vu Gewalt oder Bedrohung geschitt.

Véiertens, den Artikel 379 vum Code pénal iwwert d'sexueller Ausbeutung vu Kanner gëtt vereinfacht. Haut ass eng Konditioun, datt deen, deen d'Kanner verféiert, se bestécht oder prostituéiert, dat muss maachen, fir d'Passiounen vun enger anerer Persoun ze befriddegen. Dës restriktiv Konditioun vun der Befriddegen vu Passiounen kënnt elo aus dem Artikel 379 eraus. D'sexueller Exploitatioun vu Kanner kann domat méi einfach bewise ginn.

D'Strofdot vun der Ausbeutung vu Kanner, déi mat bis zu fënnf Joer Prisong beluecht ass, gëtt ausgeweit op d'Prostitutioun vu Kanner an d'Organiséiere vu kannerpornografesche Spektakelen.

Fënneftens, den Artikel 383 vum Code pénal bestrooft am Moment d'Fabrikatioun an d'Vebreede vu gewalttätigem a pornografeschem Material zu kommerziellen Zwecker. De Gesetzesprojet limitéiert des Infractionen net méi op déi kommerziell Zweck, mä dehnt se souguer op gewalttätig a pornografesch Messagen aus, déi vu Mineure kënnen gesi ginn an déi d'menschlech Dignitéit a Gefor bréngen.

Sechstens, de Gesetzesprojet féiert déi strofrechtlich Verfolgung vun dem sougenannten „grooming“ an. En Erwuessenen, deen zum Beispill iwwer Internet Kontakt zu Kanner ophëlt mam Zil, hinne sexueller Propositionen ze maachen, mécht sech an Zukunft strofbar.

Siwentens, d'Vebreedung, d'Ophuelen, d'Importéieren an d'Exportéieren an d'Offer vu kannerpornografeschem Material gëtt méi streng bestrooft. Dat wessentlech Erofluende vu Kannerpornografie vum Internet ass eng Strofdot. Dorop stinn an Zukunft bis zu dräi Joer Prisong. Laang huet sech d'Commission juridique och d'Fro gestallt, ob d'Tentative, also de Versuch, fir kannerpornografesch Material unzeschafte respektiv ze kucken, misst bestrooft ginn.

An enger éischer Phas huet d'Commission juridique proposéiert, déiselwecht Strofe fir d'Tentative, also de Versuch, virzugesi wéi déi Hauptstrof. Dës Propos gouf vum Statsrot kritiséiert, well d'Tentative eigentlech am Strofredt ni gradesou haart bestrooft gëtt wéi déi Hauptinfraction. Aus praktesche Grënn huet d'Kommissioun decidéiert, de Versuch, also d'Tentative vun dem Halen oder dem Kucke vu kannerpornografeschem Material aus dem Text erauszehuelen, well et an der Praxis quasi on-méiglech ass, esou eng Tentative nozeweisen.

Aachtens a schliesslech leschtens: Um prozeduralen Niveau gëtt et eng Émännerung vum Artikel 5-1. vum Code d'instruction criminelle. Dësen Artikel gëtt engem Lëtzebuurger Gericht d'Kompetenz, fir Strofdoten ze ermëttelen, déi e Lëtzebuurger oder eng Persoun, déi zu Lëtzebuerg residéiert, am Ausland begaangen huet. Dat zielt och am Fall, wou des Handlung am Ausland keng Strofdot ass, mä wuel hei zu Lëtzebuerg. Dës Moossnam muss een am Kontext vun sougenannte Sextourismus kucken.

Här President, mir kënnen et eis als Rechtsstat net erlaben, Lacunen am Beräich vun Schutz vun eise Kanner ze hunn. D'Commission juridique recommandéiert duerfir, dese Projet ze stëmmen. An ech gi fir main Deel d'Zoustëmmung derzou vun der CSV-Fraktioun.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Rapporteur Gilles Roth. An als éischt Riedner ass den Här Xavier Bettel agedroen. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt wëll ech dem Här Roth Merci soen, deen esou kuerzfristeg sech an den Dossier ageschafft huet. An ech wëll him Merci soen fir säi schrëftlechen a säi mëndleche Rapport.

Ech mengen, et gëtt keng méi schrecklech Strofdot, wéi sech u Kanner ze vergräifen, ob dat ass fir Film, Viol, pädopornografesch Material ze sammelen. An ech mengen, dass et keng streng genuch Strof gëtt, wou ee selbstverständlech och muss kucken, wat de Suivi ass no enger Strof, well een anzespären huet net ëmmer déi richteg Répercussiounen duerno, mä de Suivi och. Mä dofir muss een och en Arsenal vu Léiglatiounen hunn a vu repressiven Uerteeler, fir kënnen all Behuelen, wat e Kand fir ëmmer wäert markéieren, och ze bestrofen.

Här President, dofir wäerte mir och als Fraktioun deen doten Text stëmmen.

De Problem an deem doten Text - dofir wollt ech och d'Wuert ergräifen - ass deen neien Artikel 383. Den alen Artikel 383, dat ass dee vun den «Outrages publics aux bonnes mœurs», och justement iwwert de Fait vun enger Distributioun, Écrit, Imprimé, Fotografie, Film. Deen huet sech ëmmer beruff op Pornografie: «à caractère pornographique». Dat heescht, de Caractère pornographique wor deen Element vum Artikel 383.



Am deem neien Text 383, dee mer elo am Code pénal wäerten hunn, steet: «Le fait soit de fabriquer, de transporter, de diffuser par quelque moyen que ce soit et quel qu'en soit le support un message à caractère violent ou pornographique ou de nature à porter gravement atteinte à la dignité humaine...».

Dat heescht, mir hunn zwee nei Qualificatif dran, déi net kumulativ sinn, well et ass en „ou“. Dat heescht, et ass net eng Condition cumulative, dass se muss «de caractère violent ou pornographique» sinn an «de nature à porter gravement atteinte à la dignité humaine», mä et ass en „ou“. Dat heescht am Fong, à côté vun der Pornografie hu mer elo den «caractère violent ou de nature à porter gravement atteinte à la dignité humaine».

Ech muss lech soen, dass mer deem Text net gären hunn, deen doten Artikel, einfach, well et keng Definitiou gëtt vun engem Caractère violent oder enger Nature à porter gravement atteinte à la dignité humaine. Dat heescht, dass elo d'Gerichter...

A mir kenne jo verschidde Bierger, jiddwereen huet eng Sensibilitéit, déi verschidden ass vis-à-vis vun engem Mail, deen e kritt, vis-à-vis vun engem Video, deen e geschéckt kritt. An am Fong ass haut een, deen en E-Mail „post“, en also engem schéckt, wou e Mineur e kéint kucken - dat steet jo am Text: «...lorsque ce message est susceptible d'être vu ou perçu par un mineur.» -, deen ass am Fong Auteur vun där Strof, wann ech den Text richtig liesen.

A vill vun lech si jo och op Facebook. Dat heescht, wann Der iergende Message kritt, dee brutal kéint sinn, deen e Caractère violent kéint hunn a vun engem Mineur ka gekuckt ginn - well déi meescht Message kenne jo gekuckt ginn -, sidd Dir am Fong - «diffuser par quelque moyen que ce soit», dat heescht, Internet ass dann och dran -, sidd Dir méiglecherweis, wann een dat kuckt, deen dat e bësse brutal féinnt oder féinnt, dass et «de nature à porter gravement atteinte à la dignité humaine» ass, kéint Dir enner esou een Artikel fällen.

Dat heescht also, als Fraktioun vun der Demokratescher Partei hu mir esou vag Texter net gären, wou mer am Fong soen, duerno ass et um Gericht ze decidéieren, wat am Fong violent ass oder net violent ass, well d'Susceptibilitéit vun deem engen a vun deem anere Bierger wierklech ganz large ass. Mir hätte léiwer gehat, et hätt ee sech op Pornografie beschränkt.

An, bon, mir sinn eis ganz eens, dass et Spiller gëtt oder Message gëtt, déi d'une violence grave sinn. Do soll et jo och déi Kommissioun gi fir d'Videospiller, déi geféierlech sinn, wou et och soll e legale Kader sinn, fir ze soen, wat verbueden ass, wat net verbueden ass bei Mineuren.

Mir fannen esou een Text, deen e bësse fourre-tout ass, wou et em d'Pornografie gaangen ass, e bësse denaturéiert, an deem ee seet, dass och elo Caractère violent oder Atteinte grave à la dignité humaine mat dräifält. Also, d'Gerichter wäerten dann duerno mussen definéieren, wat dat ass oder net. Mir hätte léiwer gehat, et wier net dran.

Mä wéi gesot, Här President, sou wéi ech et vir-dru gesot hunn: Eisen Här Minister hat net vill Choix. Ech mengen, et ass eng Konventioun, déi aus dem Ausland kënn, déi mer och ratifiéieren, dat heescht, mir hunn do net ëmmer grouss Marge-de-manceuvres, mä mir hunn einfach esou Texter, déi flou sinn a wou et keng Definitiou gëtt.

Bei der Violence gëtt et zum Beispill - dat wësst Dir, Här President, als Jurist jo selwer - d'Violence légère, et gëtt d'Voies de fait, d'Violence grave, an et gëtt d'Violence ayant entraîné une incapacité de travail. Do ass et dann de Certificat médical, deen am Fong definéiert, wéi schlëmm duerno d'Amende oder also d'Stof ass, selon d'incapacité totale de travail. Hei hu mer just en Text, wann et violent ass, kéint een do drënnerfallen. Mä ech ka mer virstellen, dass d'Gerichter do en âme et conscience wäerten tranchéieren.

Mir wäerten op jidde Fall, well et en Text ass, deen d'Kanner protegéiert, derfir stëmmen, mä wéi gesot, mat deem kleng Bémol. Mir hätte léiwer gehat, dass déi doten zwee Punkte vum Caractère violent an der Nature à porter gravement atteinte à la dignité humaine net an deem heiten Text gewiescht wieren an dass mer vläicht en aneren Text gehat hätten, wou mer, wéi gesot, déi Konditioun gehat hätten, bei Spiller oder bei anere Messagen, déi ze diffuséieren sinn.

Mir freeën eis, wann een esou Texter huet, déi, wéi gesot, den Intérêt vun de Kanner priméieren. Mir wieren och frou, wann de Parquet an deenen dote Fäll awer och eng gewëssen Energie hätt, wéi ee se an anere Fäll hätt, wann ee schwätzt vu Caractère violent oder vun Dignité humaine.

Ech erënneren lech, Här President, un eng Question parlementaire, déi ech gestallt hat iwwert d'Tracté vum Här Peters, iwwer fir mech rassistes an inakzeptabel Proposen. Dat fällt och fir mech enner Propos-violenten. Op jidde Fall, mir hunn elo net deen doten Text gebraucht, fir ze intervenéieren. Ech hunn elo viru Kuerzem gelies, dass nach eng Kéier esou Tracten ausgedeelt gi wieren.

Ech wier frou, wann de Parquet, wann et esou Fäll sinn, op jidde Fall eng gewëssen Energie géif beweisen, wéi e se an anere Fäll och hätt. Mä dofir muss e se och d'Moyenen hunn.

Den Här Justizminister huet eis schonn zwar ugekënnegt, dass et also méi Moyene géif gi fir d'Justiz iwwert d'Reform och vun de Riichter, a mir hoffen, dass dat och seng Friichten dréit.

Mir soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bettel. An als nächste Riedner ass den Här Braz agedroen. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Här President, déi gréng Fraktioun wëllt fir d'Éischt emol dem Rapporteur, dem Här Weiler, Merci soen, a mir bréngen, vu dass alles - mengen ech - scho gutt an am Detail erkläert ginn ass, och just eis Zoustëmmung.

Den Här Bettel huet eng Rei Froen opgeworf, déi berechtigt sinn. Mä mir mengen, dass et effektiv un de Gerichter wäert sinn, op d'Applikatioun vun deem Gesetz hin esou ze schaffen, dass et eng sënnavoll Applikatioun ass. An den Text, sou wéi en ass, erlaabt deen néidege Spillraum, fir och mat e bësse Fangerspéizegefill kënnen zu gudden Uerteeler ze kommen.

Dofir hu mer keng Bedenken, dëst Gesetz ze stëmmen. Et ass eng gutt Saach am Intérêt vun der Protektioun vun de Kanner. Lëtzebuerg huet mat deem Gesetz eng besser Gesetzgebung, wéi wa mer et net géife stëmmen. Dofir bréinge mer gären zu deem Text eis Zoustëmmung.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Braz. Als nächste Riedner ass den Här Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Merci, Här President. Et ass wichtig, dass mer déi Konventioun vu Lanzarote hei an ons Gesetzgebung integréieren, dass mer haut dat Gesetz stëmmen, well mir wëssen alleguerten, dass d'Zuel vun de Leit, déi sech u Kanner vergreifen, steigt, dass et ëmmer méi international Infractiounen gëtt. Duerfir muss och eng global europäesch, ech géif souguer soen, weltwäit Législatioun entsto, fir géint déi Zorte vu Kriminalitéit kënnen virzegoen. Well déi Leit, déi an deem Gebitt tätég sinn, an där Kriminalitéit tätég sinn, déi wëssen ëmmer direkt déi Länner auszesichen, wou se sech kënnen nidderloosen, ouni e Risiko anzegoen.

Eng vun de wichtige Neierungen, déi gemaach gi sinn, dat ass déi vun dem Artikel, wou mer soen, dass den Alter vum Mannerjähregen, deen eng speziell Protektioun huet, vu 14 op 16 Joer eropgesat gëtt.

Woufir? Ma well mer wëssen, dass deen Ablack, wou et e Mannerjähregen ass, deen enner dee Statut do fällt, dann d'Charge de la preuve anescht ass. Dat heescht, wann et sexuell Relatioun ginn ass, da muss den Täter beweisen, dass d'Victime, dass den Mannerjähregen consentant wor.

Dat ass eng aner Situatioun deen Ablack, wou e 16 Joer al gëtt oder groussjähreg gëtt, well do ass d'Charge de la preuve anescht. Do muss déi Person, déi eng Plainte mécht géint en Täter, beweisen, dass se violéiert ginn ass. An et weess ee ganz genau, dass, wann d'Charge de la preuve bei deem ass, dee violéiert ginn ass, een deen Ablack no den ablackleche Statistiken nure 6% Condamnatiounen kritt. Duerfir geet et drëm, fir hei dese Punkt awer ganz speziell ervirzestrichen, well ech mengen, et ass eng gutt Avancée.

Mä mir wëssen natierlech awer och, dass et Prostituéierter gëtt vum Alter vu 15, 16 Joer un, déi Internetsiten hunn. Ech brauch nuren déi Affären ze ernimmen, déi kierzlech an der franséischer Fussballnationalmannschaft diskutéiert gi sinn, fir ze weisen, wéi wäit esou Saache kënnen goen.

Ech wëll och dem Rapporteur, dem Här Weiler, an och dem Corapporteur, dem Här Gilles Roth, villmools Merci soen, well se hei e ganz wichtige Text och mat deene lëtzebuergeschen Iwwersetzung vernimm, mä nach hunn ech esou d'Impressioun, dass et och an deenen Texter nach vill Interpretatiounen wäert ginn; ech wëll also hinne Merci soe fir hir Rapporten, mä ech wëll awer och nach soen, dass et vill Interpretatiounen gëtt, och wat de „grooming“ ueget.

Woufir? Well deen Ablack, wou e Jonken iwwer Internet, iwwer verschidde Siten - adulte.fr, oder ech weess net, wat et soss dorëmmer gëtt - sollicitéiert gëtt, muss deen, deen op där anerer Säit um Internet ass, och wëssen, dass et e Mineur ass. Och ganz oft gi verschidde Mineuren hin an déi maachen dat. Do ginn d'Jurisprudenzen hei an Europa relativ duerjenaner, well verschidde Leit falsch Indikatiounen uginn.

Bref, et bleift, wéi ëmmer am Stofrechtlechen, och ze kucken, wat d'Intentiounen woren, wat d'Realitéit woren. An do hu mir op jidde Fall d'Vetrauen an ons Gerichter, an ons Stofgerichter, dass se do déi néideg an déi richtig Décisioun wäerten huelen.

Ech wollt awer den Accord vun der ADR zu deem Gesetzesprojet bréngen.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Henckes. An als leschte Riedner ass den Här André Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Här President, mir si selbstverständlech mat deem Gesetzesprojet d'accord an ech wäert en och stëmmen. Ob mer et allerdéngs fäerdeg bréngen, opgrond vun deene Bestëmmungen all dat, wat iwwert déi modern Kommunikatiounsmëttele leeft, ze bremse respektiv ze bestrofen, doriwwer ass eng gewësse Skepsis - mengen ech - erlaabt.

Et dierf een an deem Zesammenhang vläicht och drop hiweisen, ouni falsch verstanen ze ginn, dass et heiansdo Mannerjähreger selwer sinn, déi Acteuren an de Circuite sinn, also, an hirer Inconscience, mä awer méi oder wéineger bewusst Acteure sinn oder Multiplicateurs sinn oder Iwwermittler sinn. Wat heiansdo an eise Schoule geschitt tèschent de Kanner, dass ass oft gradesou erschreckend wéi dat, wat mer als Pornografiemessagen um Internet gesinn. Do ass also munch Informatioun an Opklärung méi wéi Repressioun also onbedéngt noutwendeg.

Duerfir wëllt ech och eng Remarque opgräife vun der Mënscherechtskommissioun. Engersäits steet an hirem Avis ee Saz, deen eis e bësse desillusionéiert an - ech mengen - mat deem mer eis awer mussen ausenanersetzen. Si schreiwen an hirem Avis: «La Commission consultative des droits de l'Homme s'est longuement intéressée au projet de loi en question et a abouti à la conclusion que la criminalisation des faits d'abus sexuels n'empêchera aucunement les abuseurs de jouir d'une assez grande impunité.» An: «Il n'y aura pas d'effet dissuasif.»

Also, och bei deem Gesetz muss mer wëssen, dass mer domadder de Problem net komplett geléist hunn.

An eng aner Remarque och aus deemselwechten Avis fannen ech wichtig, fir opgegraff ze ginn. Dat ass déi, wou se soen: Et muss een deene Leit, déi konfrontéiert si mat engem Signalement, engem Verdacht also emol un alleréischer Stell vun engem Abus sexuel, dass déi sollte gesot kréien, wéi eng Démarche dass se sollten aschloen, fir dass se net méi Schued wéi Guddes maachen. An déi Démarche, déi soll kodifizéiert ginn.

Si mengen do an hirem Avis haaptsächlech domadder natierlech Genre Polizei/Riichter, an ech mengen domadder eigentlech och jiddwereen, dee mat Kanner ze dinn huet: Enseignants, Éducateurs, Moniteurs an de Sportsveräiner, déi oft net wëssen, wa se e Fall signaléiert kréien, wou se jo nach net wëssen, ob e stëmmt oder net, wéi se dermat émginn.

An ech mengen, do wär et also och net abwegig, fir déi Suggestioun vun der Mënscherechtskommissioun ze suivéieren an ze kucken, d'Leit ze informéieren, op eng net hysteresch Aart a Weis wuelverstanen, op eng sachlech Aart a Weis: Wéi ginn ech an där jeeweileger Situatioun mat engem Signalement em, ouni dass ech dem Kand, wat sech méllt, dobäi méi Schued wéi Guddes maachen an ouni dass ech natierlech och e Verdacht schonn als e Beweis huelen? Well dat ass jo och eng aner Säit vun der Gefor, op déi ee muss e bësse oppassen.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Hoffmann. An elo kritt den Här Justizminister François Biltgen d'Wuert.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.** - Merci, Här President. Ech sinn emol fir d'Éischt frou, dass mer dese Projet elo endlech an der Chamber hunn. D'Konventioun vu Lanzarote huet jo schonn eng gewësse Liwenzäit. Ech wëll awer och soen: Mir sinn eréischt dat 14. Land, wat déi Konventioun ratifizéiert. Ech sinn awer frou, dass mer dat 14. Land sinn, wat déi Konventioun ratifizéiert!

Dann hu mer an der Chamberskommissioun eng gewëssen Zäit gebraucht, fir dee Projet ze finaliséieren. Well dat eent ass, Prinzipien unze-

huelen, déi an enger Konventioun stinn, an dat anert ass, d'Gesetzgebung esou ze maachen, dass d'Gesetzgebung och richtig ass, dass se engersäits der Konventioun entsprécht an dass se op där anerer Säit awer och applicabel ass.

Ech hunn elo héieren: „Jo, den Droit pénal kann net alles léisen.“ Et ass ganz kloer, dass den Droit pénal net alles léise kann. Ech warnen jo och ëmmer virun enger penaliséierter Welt. Ech muss och soen, dass ech déi Remarque vun der Mënscherechtskommissioun net deelen, fir ze soen: „Et dierf keng Intention de nuire méi do sinn.“ Den Droit pénal muss op der Intention de nuire baséiert sinn, well soss riskéiere mer wierklech, alles ze penaliséieren. An ech warnen dervir, fir ze mengen, well et nëmme gutt kléngt, et misst een alles penaliséieren. An dofir ass a bleift d'Intention de nuire e wichteg Element an der Application vum Droit pénal.

En Droit pénal huet e puer Funktiounen. Déi éischt ass emol déi, fir effektiv Regeln ze fixéieren an ze dissuadéieren, déi Regeln ze brieden. Dat maache mer och hei. Den Droit pénal kann net do sinn, fir dass elo d'Parqueten Honnerte Leit beienee kréien, fir iwwerall nozekucken, wou dann effektiv eppes kéint schifgaange sinn oder net. Mä wichtig ass, dass fir d'Éischt duerch den Effet dissuasif verhënnert gëtt, dass eppes schifgeet.

Et geet net duer, dass eppes am Code pénal steet, do gehéiert och ganz vill Éducatioun iwwerall derbäi. Dat kann den Droit pénal net maachen, dat muss op anere Plaze geschéien, dass d'Leit och wëssen, wa se eppes...

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Den „Nuire“ ass net ëmmer ginn.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.** - Neen, awer... Jo!

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Coups et blessures involontaires...

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.** - Jo, de Prinzip vum Droit pénal muss d'Intention de nuire bleiwen. Et gëtt Exceptionen. Déi Exceptionen mussen ganz strikt limitéiert sinn a mussen d'Exception vum Prinzip bleiwen.

Dofir nach eng Kéier: Ech ka mech dofir do net op deem dote Punkt mat der Commission des droits de l'Homme eenssetzen. Ech setze mech awer mat der Commission des droits de l'Homme eens, fir ze soen: Et geet elo net eleng duer, eppes am Droit pénal ze maachen, et muss een effektiv kucken, dass d'Leit och forméiert ginn, informéiert ginn, dass dat weidergeet.

Ech wëll och drop hiweisen, wat Internet ubelaangt - mir hu jo an där heiter Konventioun, an där Ëmsetzung verschidden Dispositiounen - ech huelen elo emol eleng dat vum Internet eraus. Do fannen ech et awer emol scho richtig, dass mir an eise Gesetzestext soen, dass „grooming“ enner Strof steet, dass dat op d'mannst gewosst ass.

A wann ech dann - ech si jo och Kommunikatiounsminister - kucken, wat mer awer vill Efforté maachen, zum Beispill iwwert d'Initiativ CASES, fir wierklech - net nëmme, mä och - déi Jonk ze informéieren, wat et alles vu Gefore gëtt, dann ass dat awer eppes Wesentlech, wat mir méi hu wéi am Ausland. Mir maache wierklech eng ganz grouss preventiv Campaigne, wat alles d'Suerge sinn a Gefore sinn, déi op Internet sinn. Do ass iwwert de CASES-Programm ganz vill opgebaut ginn, wou och ganz vill mat de Schoulen zesummegeschafft gëtt.

Dat ass also eppes, wat niewent dem Droit pénal muss sinn. Den Droit pénal kann ëmmer nëmme nokommen. Ech bleiwen derbäi, dass et am beschten ass, et geschitt näischt Béises, well de Polizist rennt ëmmer deem Béisen handendrun, a bis dass de Béise gefaangen ass a virun de Riichter kënn, ass erëm Zäit vergaangen. Also, wichtig ass et awer, dass den Droit pénal Limitéiert setzt. Zum Beispill „grooming“ ass eppes, wat wichtig ass, dass dat an eise Text enner Strof gesat gëtt.

Zweetens, eng Applikatioun muss ëmmer kënnen flexibel sinn, och am Droit pénal, flexibel an deem Sënn, dass se awer net arbitraire ass. Ech kommen op déi Suergen zréck, déi den Här Bettel hei hat beim Artikel 383. Et ass net nëmme „violent“, wat ee kann diskutéieren, och „pornographique“ ass ëmmer diskutéiert ginn.

Wat virun 30 Joer als Pornografie ugesi ginn ass, gëtt haut net méi onbedéngt als Pornografie ugesi. An dofir, mengen ech, ass et awer wichtig, dass den Text herno am Endeffekt dem Riichter d'Méiglechkeet gëtt ze jugéieren,

wéi dat adaptéiert gëtt. Well déi doten Termen, déi änneren och mat der Akzeptatioun vun der Gesellschaft.

An ech hu léiwert, mir maache franséisch Texter - an ech kommen nach op d'Wuert „franséisch“ zréck -, wéi mir géifen elo Kasuistik maachen a ganz am Detail definéieren, wat dann „violent“ wär a wat „pornographique“ wär. Ech mengen, do gëtt et och gesellschaftlech Akzeptatiounen, déi evoluéieren. An ech mengen, do ass nach ëmmer d'Opportunité des poursuites vum Parquet wichteg. Dat ass e wichtegt Element, d'Opportunité vum Parquet. Dee muss dat doten indépendant kucken an net politesch Injunctiounen kréien.

Ech kommen net op vergaange Geschichten zréck iwwer „Jours tranquilles à Clichy“ a wéi ech e kleng Jong war an ech sinn an d'Schoul gaangen - ech hat zwee Kilometer ze Fouss ze goen -, an deemno, laanscht wat fir eng Bibliothéien ech komm sinn, dann hounge ëmmer esou Pechpunkten op verschiddenen Zeitungen, an esou weider.

Do ass eng Evolutioun an der Gesellschaft. An dofir ass et bei Pornografie eng Evolutioun ginn. Bei Violence ass et datselwecht. Ech plädéieren awer vehement derfir, dass mer d'Violence awer och wierklech als Gefor fir d'Jugend ugesinn. Wa mer gesinn, wéi och zum Beispill an de Schoule Violence ass - zu eiser Zäit gouf et dat, mengen ech, net -, mä wat mer awer haut ëmmer erëm méi signaléiert kréien, wat an der Schoul vu Violence geschitt, huet och eppes mat Banalisierung vu Violence ze dinn.

Also ass och d'Banalisierung vu Message-violentes awer eppes, wat doudsicher eng Influenz huet. Dass och do d'Opportunité des poursuites vum Parquet muss zielen an och do herno de Richter muss decidéiere schlussendlech am Endeffekt, wat Violence ass oder net, ass richtig, mä ech sinn awer frou, dass mer hei och d'Violence emol als jugendgefährdend ugesinn, wat bis elo nach net de Fall ass. An dofir plädéieren ech fir diesen Text.

Da kommen ech op dat zréck, Här Bettel, wat ech gesot hunn: „franséisch“. Mir hunn hei strikt de franséischen Text am Wortlaut iwwerholl. Déi Diskussioun, déi mer an der Chamberskommissioun haten, war eng schwierig. A selbstverständlech hu mer dat och an der Chamberskommissioun duerchdiskutiert, well selbstverständlech kann ech lech dat alles net direkt falschmaachen.

Mä wann ech soen, mir hunn d'Opportunité des poursuites vum Parquet, mir hunn d'Richter a mir hunn dann e franséischen Text, dee mir och hei iwwerhuelen, wëllt dat net soen, dass mer mussen d'franséisch Jurisprudenz tel quel iwwerhuelen. Mä et ass awer eng Jurisprudenz, déi eis awer ëmmer erëm ka guidéieren, och de Parquet ka guidéieren, dass net iergendwéi op iergendeng Plainte egal wat geschitt, mä dass do de Parquet - wéi ëmmer zu Lëtzebuerg - seng Saach awer probéiert uerdentlech ze maachen an d'Richter och probéieren, en Droit ze sprächen, dee motivéiert ass.

Dofir wëll ech Är Bedenken net einfach esou vum Dësch werfen, mä ech soen, ech wëll awer plädéieren, dass deen Text franséisch inspiréiert ass. An ech plädéieren nach eng Kéier dofir, dass et scho gutt ass, dass mer an Zukunft net nëmme Pornografie oder wat och ëmmer, sexuell Méfaiten, als jugendgefährdend ugesinn, mä dass mer och d'Violence als jugendgefährdend ugesinn.

Ech maache mer zum Deel do méi Suergen, ëmsou méi wou déi zwee och heiansdo kënnen beienee kommen. Och wa mer kucken, wat geschitt, kënnen déi zwee beienee kommen. Dofir sinn ech der Meinung, dass den Text och am Artikel 383 e gudden Text ass.

Dat gesot, si mer net au bout de nos peines, wat alles ubelaangt, wat d'Bekämpfung vun Abus-sexuellen ubelaangt. Mir sinn amgaangen, am Justizministerschrot en Text ze diskutéieren, eng nei Direktiv, déi net vill Changementer fir eis Texter wäert mat sech bréngen, well mir scho relativ wäit an dem Text gaange sinn, mä wou mer ee Punkt hunn, wou d'Lëtzebuurger an d'Hollänner zesummen en Amendement virbruecht hunn, op deen ech och hei wëllt agoen.

Nämlech, dass een, dee condemnéiert ass fir Abus-sexuellen, dass deen an Zukunft net nëmme, wéi d'Direktiv et virgesäit, verbuede kritt, e bezueltene Beruff auszeüben, deen eppes mat Kanner ze dinn huet, mä, wéi d'Hollänner an d'Lëtzebuurger zesumme froen - et war eng gemeinsam Initiativ vun Holland a Lëtzebuerg, an d'Europaparlament huet dat relativ

positiv och duerno gesinn, dass vläicht eisen Amendement géif duerchkommen -, wou mer soen: „Ma neen, dee muss och kënnen verbuede kréien, iergendeng fräiwëlleg Aktivitéit auszeüben, wou en a Kontakt mat Mineurë kënn.“

Dat eleng geet awer net duer. Elo kann ee jo och soen: „Ma mir maachen dat am Lëtzebuurger Gesetz!“ Am Lëtzebuurger Gesetz gëtt et do och scho Méiglechkeeten, dat esou ze interpretéieren. Mä wat ass wichteg? Et ass wichteg, dass mer dat als europäesch Gesetzgebung kréien, well mir jo d'libre Circulation hunn.

An dozou gehéiert dann en anere Projet, un deem mer amgaange sinn ze schaffen. Dat ass d'Vernetzung vun de Casiers judiciaires. Well wann dann iergendee Sportsveräin zum Beispill wëllt e Jugendtrainer astellen, da muss e jo kënnen gewuer ginn - an do kommen der jo ganz oft aus dem Ausland: Ass deen dann am Ausland och condemnéiert ginn oder ass en nëmme zu Lëtzebuerg condemnéiert gi fir Abus sexuel?

Woubäi ech natierlech als Dateschutzminister drop halen, dass dann den Accès nëmme op déi Donnéeë muss beschränkt sinn, an net wou een alles gewuer gëtt iwwert deen, wat en eventuell am Ausland kann a sengem Casier hunn. Mä ech mengen, dass dat och wichteg Saache sinn, fir preventiv ze wierken.

Dofir nach eng Kéier: Den Droit pénal léist net alles. Wa mer nämlech alles ënner Strof setzen, wéi et a verschiddene Regimer geschitt ass, hätte mer awer keng gutt Gesellschaft. Den Droit pénal muss preventiv wierken, andeem e seet: „Dat doten ass eng Regel, déi däerfs de net iwwerschreiden.“ E muss kënnen herno verfollegt ginn. Mä dat Wichtigst ass nach ëmmer, dass mer preventiv och mat op anere Pläng wierken, fir ze verhënneren, dass iwwerhaapt eppes geschitt, respektiv dass mer och kucken, dass matzäite kann intervenéiert ginn.

An ech kommen nach eng Kéier op d'Diskussioun zréck, déi mer virun zwou Wochen haten iwwert d'Entrave à la justice, just deen Artikel, dee mer do haten, fir ze soen: Wann s de Kenntnis hues vun engem Crime, dee ka répétéiert ginn, da muss de deen dénoncéieren. Ech hu schon deemools gesot, dass dat eng wichteg Saach wär, fir dass bei Abus-sexuellen, wou een awer emol eppes héiert oder esou weider, dass et net dann op eemol de Mantel des Schweigens ass, wéi et oft an der Vergaangenheet war, mä dass déi Leit da wëssen, dass se dat och dann dee Moment mussen dénoncéieren.

Dat gesot, alles zesumme muss ee kucken, an alles zesumme si mer net au bout de nos peines. Mä ech mengen, dass dat heite Gesetz e wichtegt Gesetz ass, fir effektiv ze kucken, eis Jugend besser ze protegéieren.

(Interruption)

Wann den Här President lech léisst, ech sinn à disposition.

► **M. le Président.**- Dem Här Minister seng Zäit ass zwar eigentlech eriwuer,...

► **Une voix.**- Oh!

► **M. le Président.**- ...mä da loosse mer emol nach den Här Hoffmann eng lescht Fro stellen.

(Interruptions)

Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Just zu deem leschte Saz, deen den Här Minister elo gesot huet, nämlech deen vun der Obligation de dénoncer. Sou, grad an deem Zesammenhang nach eng Kéier déi Fro vun enger Opklärung iwwert d'Démarchen, déi déi Leit da solle maachen, an och wat d'Menscherechtskommissioun..., ënner Ëmstänn eng kodifizéiert Démarche.

Wat maacht Der? Well ech soen lech, ech weess net aus direkter, awer aus indirekter eegener Erfahrung, Enseignant beispillsweis, déi mat esou engem Fall konfrontéiert sinn, déi wëssen einfach oft net, wéi si iwwerhaapt dermat ëmginn. U wie wënnen ech mech? Wat maachen ech elo, fir net méi Schiebelen ze maache wéi Guddes ze maachen?

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.**- Ech mengen, dat ass eng Démarche, déi muss vun de verschiddene Ministère koordinéiert ginn. Mir sinn - an ech hunn dat och e puermol de Kollege gesot -, selbstverständlech ass de Justizministère, mä och nach méi de Parquet - mir hu jo eng Jugendsektioun beim Parquet -, déi sinn ëmmer bereet, fir de Leit Informatiounen ze ginn, wéi een an deenen dote Fäll weidergeet.

Ech mengen, dass dat eng Saach ass, déi muss an der Schoul..., respektiv weess ech och, dass ganz vill am Familljeministère do koordinéiert gëtt, fir effektiv d'Leit opzeglären. Dat ass eppes, wat extrem wichteg ass. An déi noutwendeg... An déi kompetent - net déi noutwendeg;

se sinn do! -, déi kompetent Justizinstanz si selbstverständlech do ëmmer bereit matzehelfen. Ech weess och, dass zum Beispill de Jugendparquet och ganz vill Öffentlechkeetsaarbecht mécht, ebe just fir d'Leit drop opmerksam ze maachen, dass et do e Jugendparquet gëtt, wuer se sech kënnen wënnen.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Justizminister. Domadder wäere mer um Enn vun den Diskussiounen. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6046 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi n°6046 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Aedem, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner (par Mme Nancy Arendt), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Marcel Oberweis), Lucien Weiler (par M. Paul-Henri Meyers), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Marc Spautz);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Scheuer), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Fayot), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helmingier (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Claude Meisch) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Félix Braz), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da komme mer elo zum Projet de loi 6273, eng Ofännerung vun der Konventioun iwwert de physesche Schutz virun Nuklearmaterial. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Mergen an den Här Wagner. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madame Claudia Dall'Agnol. Madame Dall'Agnol, Dir hutt d'Wuert.

5. 6273 - Projet de loi

1) portant approbation de l'Amendement à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires, adopté à Vienne, le 8 juillet 2005;

2) modifiant la loi modifiée du 11 avril 1985 portant approbation de la Convention sur la protection physique des matières nucléaires, ouverte à la signature à Vienne et à New York en date du 3 mars 1980

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

► **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP), rapportrice.**- Merci, Här President. Dir Häre Ministeren, Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi 6273 gouf vum Ausseminister, dem Här Jean Asselborn, de 7. Abrëll dëst Joer déposéiert. E koom den 19. Mee dunn an der Santékommissioun op den Ordre du jour, wou ech als Rapportrice genannt gouf. Mir hunn och direkt den Avis vum Statsrot gekuckt, deen zwee Deeg virduen, also de 17. Mee, publizéiert gi war. Den 9. Juni huet d'Santékommissioun mäi schrëftleche Rapport ugeholl, deen ech lech dann elo nach eng Kéier mëndlech hei duerleëen.

De Projet de loi huet als Objet en Amendement zu der Konventioun iwwert de physesche Schutz vu Nuklearmaterial - „matières nucléaires“ op Franséisch - ze approuvéieren. D'Konventioun applizéiert sech op d'Kernmaterial

während senger Notzung, der Lagerung souwéi natierlech der Uwendung an den Anlagen. Dat Ganz natierlech à des fins pacifiques.

Den Amendement, dee mer mat deemem Gesetz solle stëmmen, huet wou Zil de weltwäite wirksame physesche Schutz vu Kernmaterial, dat genotzt gëtt, wéi gesot, nëmme fir friddelech Zwecker. En huet och als But d'Bekämpfung an d'Vermeidung vu Strofnoten am Zesammenhang mat Matériel nucléaire (veuillez lire: Matières nucléaires) an natierlech den nuklearen Anlagen. An zu gudder Lescht soll och d'Zesammenaarbecht zwëschen de Vertragsstaaten erlichtert ginn.

Den Amendement, deen datéiert iwwregens vum 8. Juli 2005, woubäi d'Konventioun selwer schonns vum 1979 ass. Béides gouf 1979 wéi och 2005 zu Wien guttgeheescht. Ab dem 3. März 1980 konnt d'Konventioun ënnerschriwwen ginn, dëst och erëm zu Wien, mä och zu New York.

Et gëtt eng Rei Verpflichtungen an dëser Konventioun fir den internationalen Transport vun Nuklearmaterial, dat heescht wann deen Transport iwwert déi eenzel Landesgrenzen erausgeet. Wat awer feelt, ass eng Ausso iwwert de Stockage oder den Transport am eegene Land.

Et ginn och eng Rei Infrastrukturen opgezielt, wat net erlaabten Acquisitiounen oder d'Utilisatioun vu Kernmaterial ueget. Dës Infrastrukturen mussen vum jeeweilige Land penaliséiert ginn. D'Konventioun regelt och d'Zesammenaarbecht vun der Justiz aus deene verschiddene Länner, wat eben dës genannten Infrastrukturen ubelaangt.

An Zäiten, wou d'Gefore vun Terrorismus reell sinn, ass natierlech och d'Thema vun der eventueller Sabotage vun nuklearen Anlagen oder dem Vol vu Kernmaterial, fir Bomben ze bauen, en Thema. Dofir ginn d'Amendement an doduerch, dass mer eben haut dëse Projet de loi stëmmen, d'Dispositiounen vun der Konventioun renforcéiert, wat esou vill heescht wéi: Se gi méi streng.

D'Länner ginn elo nach méi responsabiliséiert, wat den Niveau de protection physique ueget fir hiert geféierlecht Material, a se mussen natierlech derfir suergen, dass hiert Material net an déi falsch, also geféierlech Hänn kënn.

Et muss och eng Stell chargéiert ginn, déi d'Dispositiounen vun der amendéierter Konventioun ëmsetzt. Am Exposé des motifs vum Projet de loi kënn Der liesen, dass fir Lëtzebuerg dëst d'Division de la radioprotection sollt sinn, déi zum Santéministère gehéiert. Et gouf dunn an der Gesondheitskommissioun d'Fro gestallt, ob dat iwwerhaapt méiglech wär, well d'Radioprotektioun eng Verwaltungsstell wär, déi der Direction vun der Santé ënnersteet.

De Gesondheitsministère huet eis du folgend Informatiounen ginn, nämlech dass d'Radioprotektioun als Autorité nationale unzegeséiert wär an dass se den Interlocuteur wär fir d'Agence internationale de l'énergie atomique. Si hätt - an ech zitieren - «compétence pour toutes les questions concernant la protection contre les rayonnements ionisants et non-ionisants et la sécurité nucléaire», mä dass d'Regierung eng aner Autoritéit géif chargéieren fir de Rescht vun de Missiounen, déi am Artikel 2A vun der Konventioun definéiert sinn.

Ze soe bleift nach, dass Lëtzebuerg jo keng Nuklearinstallatiounen huet an dass och keen Etablissement autoriséiert ass, fir Nuklearmaterial ze transportéieren, ze gebrauchen oder awer och ze stockéieren. Well awer eis geographesch Situatioun déi ass, déi se ass, a mer eben am noen Ausland... respektiv och ganz no un der Atomzentral vu Cattenom liewen, huet eist Land natierlech e ganz kloren Intérêt drun, dass all Nuklearanlage vun eisen Nopeschläner effektiv protegéiert si géint Sabotage oder eventuell Akte vun Terrorismus.

Voilà, Dir Dammen an Dir Hären, wann Der lech deem wëllt uschlëssen, dass dat e wichtige Projet ass, da géif ech lech bieden, deen ze stëmmen. Ech ginn heimat den Accord vun der sozialistescher Fraktioun an ech soen lech alleguerter Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci der Madame Rapportrice. An elo kritt d'Wuert d'Madame Martine Mergen.

Discussion générale

► **Mme Martine Mergen (CSV).**- Merci, Här President. Ech wollt am Numm vun der CSV-Fraktioun der Madame Dall'Agnol Merci soe fir deen ausféierleche schrëftlechen a mëndleche Bericht vun deem Projet, deen zwar elo net esou eng grouss Envergnung huet wéi en aneren, mä deen awer grad an dësen Zäite wichteg ass an an deem déi Fro beäntwert ass, déi den Här

Meyers an der Kommissioun gestallt hat, iwwert d'Zoustännegkeet an d'Missioun vum Service de radioprotection national. An ech mengen, et kéint een dat Gesetz roueg esou stëmmen. Ech wëllt jiddefalls den Accord vun eiser Fraktioun ginn.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci der Madame Mergen. Den Här Carlo Wagner.

► **M. Carlo Wagner (DP).** - Merci, Här President. Och ech wëllt der Rapportrice, der Madame Claudia Dall'Agnol, villmools Merci soe fir hire ganz prezisen an och ganz komplette Rapport. En ass esou komplett, dass ech mengen, dass net méi vill bäizefüge wier, an ech ginn och domadder den Accord vun der Demokratescher Partei zu dësem Projet.

► **M. le Président.** - Merci. Vu datt och soss kee Riedner méi ageschriwwen ass an ech mengen, Här Gesondheetsminister, datt d'Madame Rapportrice esou kloer war, datt et net méi onbedéngt noutwendeg ass, datt de Gesondheetsminister nach muss Stellung huelen...

Wëllt Der awer Stellung huelen?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.** - Ech wëll net laang Stellung huelen, Här President, mä ech wëll awer net d'Geleehheet verpassen, fir der Chamberskommissioun Merci ze soe fir hir schnell Aarbecht, der Rapportrice Merci ze soe fir hire kompetente Rapport, a feststellen, dass, och wa mir keng Nuklearmuecht sinn, déi heite Konventioun, déi déi eenzel Natiounen, déi Atomanlagen hunn, dozou zwéngt, dozou bréngt, fir de physische Schutz vun deenen Anlagen ze verstärken, haaptsächlech mat Visée vun terroristeschen Attacken, dass Lëtzebuerg och dovun profitéiert, wann dee Schutz renforcéiert gëtt.

An ech wëllt och meng Satisfaktioun ausdrécken, dass mer zu deenen éischte Länner gehéieren, déi net nëmmen ënnerschriwwen hunn, mä déi och déi heiten Ännerungen un der Konventioun stëmmen.

Villmools Merci, Här President.

► **M. le Président.** - Merci. No där zousätzlicher Prezisioun vum Här Gesondheetsminister si mer um Enn vun der Diskussioun a mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6273 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner (par Mme Nancy Arendt), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Jean-Paul Schaaf), Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Fayot), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Scheuer), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Fernand Etgen) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Félix Braz), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da komme mer elo zur Diskussioun iwwert de Projet de loi 6276, en Accord tëschent der EU an Norwegen iwwert d'Satellitennavigatioun. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht. Et huet sech bis elo just ageschriwwen: d'Madame Brasseur. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Lucien Thiel. Här Thiel, Dir hutt d'Wuert.

6. 6276 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération concernant la navigation par satellite entre l'Union européenne et ses États membres et le Royaume de Norvège, fait à Bruxelles, le 22 septembre 2010

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace

► **M. Lucien Thiel (CSV), rapporteur.** - Merci, Här President, fir d'Wuert. Kolleeginnen a Kolleegen, déi Sojus-Rakéit, déi den 20. Oktober vun der Weltraumgare Kourou an der franséischer Guyane ofhiewe soll, wäert u Bord déi zwee éischt vun am Total 30 Satelliten hunn, déi vun 2014 un den europäeschen Navigatiounssystem Galileo assureiere wäerten. Et sinn zwar net déi éischt Galileo-Satelliten, well et sinn der scho véier ënnerwee, mä déi si geduecht, fir de System en place ze bréngen. Si stelle souzesoen d'Avant-garde duer, déi am Moment fir déi noutwendeg Miessungen, Positionnement an Ofstëmmung mat de Buedemstatiounen suergt. Bis 2019 soll de Projet Galileo ganz, komplett duerchgezunn an och dee leschte vun deenen 30 Operatiounsatelliten op Orbit sinn.

Et gesäit also duerno aus, datt déi Entreprise, déi 1999 demarréiert war, sech awer gläich als eng Feelgebuert erausgestallt hat, dach nach zu engem gudden Enn ka bruecht ginn. Den éischten Ulaaf war bekanntlech dernieftgaangen, well dee Private Public Partnership, deen dat Ganzt realiséiere sollt, séier ausernegebrach war. Déi néng Privatfirmaen, déi de Galileo am Partenariat mat den europäeschen Instanzen op Orbit bréngen sollten, hate kal Féiss kritt an hu sech aus dem Deal zrëckgezu gehat. Der EU blouf du soss näischt iwwreg, wéi entweder de Projet stierwen ze loossen oder awer en eleng an d'Hand ze huelen.

Eigentlech haten d'EU-Partner och keen anere Choix, well ouni eegenen Navigatiounssystem wier Europa weiderhin op den Amerikaner hire GPS ugewisen, dee längst vu jiddwengem als eng Selbstverständlechkeet ugesi gëtt, deen awer als feste Bestanddeel vum amerikanesche Militärsystem riskéiert, zu jiddwer Moment ofgeschalt ze ginn. Eng Situatioun, déi haut kee sech méi virstelle kann, mä déi duerchaus am Beräich vum Méigleche läit an déi och schonn iergendwann - während dem Golfkriich, mengen ech - ageetratt war.

Well awer op där anerer Säit kee private Partner méi bereet war, mat an d'Boot ze klammen, huet den ECOFIN Enn 2007 decidéiert, datt d'Unioune de Milliardeprojet sollt eleng weiderféieren. Woumat de Galileo dann iwwregens och deen éischten Infrastrukturet gëtt, deen der EU, an hir ganz eleng, gehéiert. Allerdéngs huet se dat Ganzt un en techneschen Exécutant weideregerecht, nämlech un d'Europäesch Weltraumagence, an der Ofkierzung ESA, där eng Rëtsch EU-Staten ugehéieren a bei där Lëtzebuerg schonn 2005 als 17. Aktionär ageklomme war.

Domadder ass de Galileo elo definitiv op der Weltraumschinn, zwar mat etlecher Verspéidung op säin urspréngleche Fahrplang, an och eréischt nodeems sech erausgestallt huet, datt den definitive Käschtepunkt sech vun 3,4 Milliarden Euro op gutt 5 Milliarden Euro eropgeschrauft huet.

Herno wäerten d'Fonctionnementskäschte vum Navigatiounssystem sech op ronn 800 Millioune pro Joer belafen, deenen dann awer och eng etlech Recetté géintiwwerstoe wäerten, well och wann, wéi scho beim GPS, eng fräi Notzung fir den eenzelnen EU-Bierger garantiert ass, wäert de Galileo och professionell Servicer, zum Beispill fir d'Fluch- a fir d'Schëffs-navigatioun, offréieren, an déi muss bezuelt ginn.

Dann dierf een och net vergiessen, wann ee schonn ufänkt, déi Rechnung ze maachen, datt de Galileo och Retombéeën am Beräich vun der Météo, vun de Rettungsdéngschter a vun der Sécherheetsiwwerwaachung wäert hunn, ouni vun den indirekten Inzidenzen ze schwätzen, déi den Navigatiounssystem am Fuersuchungs-an am Industrieberäich elo schon huet an nach wäert hunn. Et gëtt domat gerechent, datt de Galileo summa summarum an 20 Joer der europäescher Economie eng Plus-value vu 60 Milliarden Euro wäert bréngen!

Och mir Lëtzebuurger kréien e Stéckelchen dovunner of, well et si fir de Moment zwou Lëtzebuurger Firmaen am Projet engagéiert, déi eng opgrond vun hirer Experienz an der Satellitesteuerung...

Här President, frot emol, ob den Här Bausch sech net interesséiert fir d'Ried. Et stéiert, wann ee soll hei schwätzen.

► **M. le Président.** - Den Här Bausch lauschtert elo ganz opmierksam no.

► **M. Lucien Thiel (CSV), rapporteur.** - Also, neen, nolauschtere geet duer, et muss net opmierksam sinn.

Déi eng opgrond vun hirer Experienz an der Satellitesteuerung - ech mengen d'SES -, an déi aner, d'Firma HITEC, am Antennebau. Si hu schonn zwou Installatiounen geliewert, déi zu Kourou an a Schweden fir d'Satellitesteuerung suerge wäerten. A si hunn och eng Spezialantenn hei vir an den Ardennen - Dir kennt vläicht déi Buedemstatioun zu Redu - opgeriicht, déi eng wichteg Roll bei der Areguléierung vum Galileo-System spillt.

Här President, den internationalen, eigentlech de ganze Globus ëmspannende Charakter vum Projet bréngt et mat sech, datt eng sëllege bilateral Accorden tëschent der EU an Drëttlänner muss getraff ginn, fir d'Vernetzung vum Galileo-System ze assureieren.

Well de Galileo engersäits net a Konkurrenz mam GPS steet, mä déi zwee sech géigesäitig stäipen a compléiere sollen, gouf scho virun enger Zäit esou een Accord mat Amerika ofgeschloss. Och mat China ass sech iwwer eng Zesummenaarbecht geeenecht ginn, well d'Chineesen un engem eegenen Navigatiounssystem schaffen, dee spéider emol soll, genee wéi de Russen hiren, an dat globaalt Weltnetz integréiert ginn. Weider Accord goufe mat Israel, mat der Ukrain a mat Südkorea ënnerschriwwen. An et sinn der nach mat Brasilien, mat Malaysien, mat der Schwäiz a mat Argentinien am Tube.

Haut geet et ëm d'Ratifizéierung vum Ofkommen, dat d'EU-Kommissioun virun néng Méint mat Norwegen ënnerschriwwen huet. De Fall vun Norwegen ass insofern e bësse speziell, well dat Land bekanntlech net EU-Member, mä awer Member vun der ESA ass an domat scho mat engem Fouss am Galileo steet. Als Net-EU-Member brauch Norwegen esou en Accord, also mat der Unioune, een Accord, deen op Géigesäitgeeket berout. Norwegen autoriséiert d'Installatioun vun zwou Suiveursantennen op sengem Territoire an dierf am Géigenzuch zu deeneselwechte Konditiounen vun de Galileo-Servicer profitéiere wéi d'europäesch Memberstaaten.

Dat géllt och fir déi net public Déngschter, wéi eben d'Schëffs-navigatioun oder de Sécherheetsschëld, dee bei der Ofwier vun Terrorismus oder aneren Iwwergrëffer hëllef soll. Natierlech bréngt dat op där anerer Säit och gewësse Verflüchtunge fir Norwegen mat sech, notament wat d'Protektioun vun deenen net öffentlechen Déngschter ubelaangt. Well, och wann de Galileo un a fir sech kee militärescht Instrument ass, kann en dach vun de Benotzerstate fir Zwecker gebraucht ginn, déi net jiddwereen eppes uginn an déi dofir eng gewëssen Diskretioun viraussetzen.

Här President, och de Statsrot huet net dee gréngsten Zweifel un der Noutwendegkeet vum Galileo-System an dofir och vun enger méiglechst breeder internationaler Zesummenaarbecht. Hien huet deemno näischt un deem Accord mat Norwegen auszesetzt gehat.

Ech mengen, d'Chamber kéint deem dann och hir Zoustëmmung ginn. Ech huelen dat un, dofir kann ech och schonn den Accord vun der CSV-Fraktioun ginn. Ech waarden och drop, datt e vun där anerer Säit kënnt.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Rapporteur Lucien Thiel. An als éischt Riednerin ass d'Madame Anne Brasseur agedroen.

Neen, Madame Brasseur?

Discussion générale

► **Mme Anne Brasseur (DP).** - Ech géif den Accord vun der DP-Fraktioun ginn.

► **M. le Président.** - Merci der Madame Brasseur. Ech mengen, dat war alles ganz kloer. Ech weess net, ob den zoustänneg Minister nach wëllt eppes derbäifügen.

► **M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias.** - Och fir de Minister war alles ganz kloer.

► **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6276 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner (par M.

Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Marc Lies), Lucien Weiler (par Mme Nancy Arendt), Raymond Weydert et Michel Wolter (par Mme Martine Mergen);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roger Negri), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Scheuer), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Fayot), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Xavier Bettel) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Félix Braz), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da komme mer elo zum leschte Projet de loi fir de Mëtteg, de Projet de loi 6275, en Accord mat Spuenien iwwert den Austausch vu klassifizierten Informatiounen. Hei ass d'Riedezäit och nom Basismodell festgeluecht. D'Wuert kritt elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marc Angel. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

7. 6275 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de sécurité entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume d'Espagne concernant l'échange et la protection réciproque des Informations classifiées, signé à Luxembourg, le 12 novembre 2009

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

► **M. Marc Angel (LSAP), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei dësem Projet geet et, wéi gesot, ëm d'Approbatoun vun engem Accord tëschent dem Kinnekräich Spuenien an eise Land, fir dass mer e rechtliche Kader kënne schafen, wat den Échange an d'Protektioun - déi géigesäitig Protektioun - vu klassifizierten Informatiounen ugeet.

Fréier gouf dës Notioun éischer gesinn am Kader vu Krichssituatiounen oder Militäroperatiounen. Haut ass dat anescht. Et gëtt zwee Type vu Menacen, éischters, alles wat géint eis Sécherheet geet: Terrorismus, d'Proliferatioun vu Massevernichtungswaffen an d'organiséiert Kriminalitéit. An en aneren Typ vu Menacen ass, wou et dréms geet, eise Patrimoine économique et scientifique ze schützen, fir ebe géint den Espionnage industriel virzegoen.

Dir dierft mer net béis sinn, wann ech lech haut net vill iwwert dee Projet erkläre, well ech hu scho véiermol genau deen nämlechte Rapport hei gemaach, mat der Belsch, mat Däitschland, mat Frankräich a mat Lettland. Haut ass et, wéi gesot, mat Spuenien.

Et ass ëmmer deen nämlechten Opbau: 16 Artikelen. Dat Ganzt ass nëmme méiglech ginn, well mer eis 2004 e Gesetz ginn hunn «relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité». Dëst Gesetz ass d'Basis, fir dass mer déi bilateral Accorden kënnen ofschléissen. Et ass opgebaut: 16 Artikelen, d'Definitiounen, en Tableau d'équivalence, wien dierf wat kucken, protegéieren, wéi eng Autoritéit sinn zoustänneg.

Wéi gesot, et ass genau d'nämlecht wéi déi véier aner Projeten. Dofir hunn ech mer erlaabt, mech kuerz zefaassen, an ech ginn heimadder och den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Angel, deen esou kloer war, datt keen anere Riedner sech ageschriwwen huet. Ech ginn dovun aus...



Dir sidd net ageschriwwen, Här Kartheiser. Dir kritt awer gär d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Fernand Kartheiser (ADR)**.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och e grouse Merci un de Marc Angel fir säi gudden Rapport, mä ech fäerten, mir hu schlecht Neiegkeete fir den Här Angel. Well, wat mir gären hätten, ass u sech, datt en deeslewechte Rapport nach ongeféier 25-, 26-mol misst maachen. Eis ass opgefoll, datt an esou engem wichtegen Domän wéi dem Schutz vun de klassifizierten Dokumenter Lëtzebuerg eréischt fënnef där Accorden huet, nodeem mer awer säit Joren un deenen Accorden misst schaffen.

Mir froen eis: Wéi ass et méiglech, datt d'Regierung net méi séier virumécht, fir esou Accorden mat eise Partner an der Allianz, an der Union ofzeschléissen? Et ass ëmmer praktesch deeslewechten Text - den Här Angel huet dat jo och a sengem Exposé hei ugedeit -, et ass praktesch ëmmer deeslewechten Opbau. Wéi kann et sinn, datt mir eréischt fënnef där Accorden mat eise Partner hunn, wou et awer kann net nëmmen em staatlech, mä och em wirtschaftlech a wëssenschaftlech Interesse goen?

Mir hätte gär, Här President, datt d'Regierung virumécht. Si huet jo genuch Personal an aneren Domänen. Ech wëll déi elo hei net opziehen. Firwat gëtt an deem dote Beräich, dee fir eis wichteg ass, net méi séier geschafft? Dofir wäre mer frou, fir Erklärungen vum Här Minister ze héieren.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président**.- Merci dem Här Kartheiser. Den Här Angel freet elo nach eng Kéier d'Wuert.

► **M. Marc Angel (LSAP)**, rapporteur.- Fir eppes ze soen, wat mer an der Kommissioun hatten: Eng ähnlech Fro hat ech an der Kommissioun och opgeworf a gefrot, wéi dat méiglech ass, dass mer dat esou drëpsecherweis kréien. Elo hu mer ee mat Spuenien. Mir haten et eng Kéier, wou mer dräi Länner regroupéiert haten. Ech hat déi Fro opgeworf, an den Här President - den Här Ben Fayot - vun der Kommissioun huet gesot, mir géifen eis bei deene Responsabelen am Ministère doriwuer erkundegen. An an enger vun deenen nächste Sëtzungen wäerte mer dann hoffentlech och eng Äntwert op déi interessant Fro do kréien, déi mer, wéi gesot, och an der Kommissioun opgeworf hunn.

Merci.

► **M. le Président**.- Gutt, Merci. Wann da soss kee méi dozou wëllt Stellung huelen, wäre mer um Enn vun der Diskussioun.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6275 ass uegheoll mat 60 Jo-Stëmme.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par Mme Nancy Arendt), Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Ben Scheuer), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Fayot), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helmingier (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Claude Meisch) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Félix Braz), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Fir haut de Mëtteg huet d'Fraktioun vun deene Gréngen eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Lounënerscheeder tëschent Fraen a Männer ugefrot. D'Riedezäit ass hei am Artikel 84, zweeten Alinea vum Chambersreglement festgehalen a gesäit Folgendes vir: där Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn zéng Minutten zou; deenen anere Fraktiounen jee weils fënnef Minutten; de Sensibilités politiques zwou Minutten an der Regierung eng Véirelstonn.

Et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Andrich-Duval, den Här Bauler, d'Madame Dall'Agnol, den Här Kartheiser an den Här Hoffmann. D'Wuert huet elo déi honorabel Madame Viviane Loschetter als Verriederin vun der Fraktioun vun deene Gréngen.

8. Heure d'actualité du groupe déi gréng au sujet de l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes

Exposé

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng)**.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, déi gréng Fraktioun huet am Kader vun internationale Fraendag am Joer 2011, dat heescht dëst Joer, dës spezifesch Heure d'actualité ugefrot, nämlech déi besonnesch och d'Fraepolitik betrëfft, à savoir d'Ongläichheet, spriech d'Ongerechtegkeet tëschent Männer a Fraen, déi manifestement nach ëmmer besteet an de Salären.

Déi leschte Kéier, wou mer an dësem Haus doriwuer debattéiert hunn, dat war am Februar 2010 - dat war och eng Heure d'actualité, och am Kader vun internationale Fraendag - an dat war op Ufro vun der sozialistescher Kolleegein.

Mir waren ons eens - virop d'Gläichheitsministesch an den Aarbechtsminister hunn ënnerstrach -, datt et Ongereimtheeten, Ongläichheete gëtt, datt eng Fra bei gläicher oder gläichwäerteger Aarbecht manner verdéngt zu Lëtzebuerg. Mir waren ons och eens, datt mir zu Lëtzebuerg net nëmme géint e Verfassungsprinzip verstoussen, mä carrément och géint eng bestehend Législatioun!

Déi zwee Membere vun der Regierung hu sech engagéiert, 2010 eng approfondéiert a fundéiert Analys vun der Situatioun ze maachen an dann an d'Chamber zrëckgekomen, fir ons matzedeelen, wou mir zu Lëtzebuerg konkret an novellzéierbar dru sinn an dësem Dossier a wat fir eng konkret, notament legislativ Schrëtt si proposéieren.

Dat ass eigentlech och d'Zil vun der Heure d'actualité vun der grénger Fraktioun haut. Mir géife gäre vun der Regierung, vertraueden duerch hir zoustänneg Ministeren, héieren, wat si ënnerholl hunn, fir de Wëssensstand ze aktualiséieren, a wat si der Chamber als Moossnam proposéieren, fir ëmzesetzen.

Virun zwee Joer - e kuerze Rappel - huet ons Gläichheitsministesch opgezielt, wou mir ons iwwerall verflucht hunn, gläichwäerteg Aarbecht mat gläichwäertegem Loun ze entschiedegen:

Éischtens, am Reglement vum 10. Juli 1974, wat virschreift, datt den Employeur verflucht ass, bei gläichwäerteger Aarbecht gläiche Loun auszebezuelen. Zweetens, 1989 hu mer d'CE-DAW-Konventioun ratifizéiert. Drëtens, 1999 ass d'Application du principe d'égalité de rémunération tëschent Männer a Fraen am Kollektivvertragsgesetz ënnerschriwwen ginn. A véiertens, duerch den EU-Traité si mer als Memberstat gehalen, d'Égalité de traitement ze applizéieren op allen Niveaun an an alle Politiken.

Den Aarbechtsminister an d'Gläichheitsministesch hunn 2010 ënnerstrach, datt den aktuellen Zoustand inakzeptabel ass, egal wéi grouss oder wéi kleng de Lounënerscheed ass. Si hatten deemools eng Rei Mesuren an d'A gefaasst, notament, fir d'Gesetz vu '74 erëm op de Leescht ze huelen. Dat war notament eng vun den Iwwerleunge vun Aarbechtsminister. Och d'Gläichheitsministesch konnt sech gräifbar Sanktiounen virstellen, déi et haut nach net gëtt.

D'Gläichheitsministesch hat deemools gesot, datt déi Heure d'actualité vun der leschter Kéier ganz wichteg wär, datt ee sech wierklech eng Kéier misst méi Zäit huelen, vill méi Zäit, fir am Detail op dat Ganz anzegoen. Elo, e bësse méi spéit, misst eigentlech Zäit genuch gewiescht sinn, fir ons kënnen Detailler virzeleeën.

Ech wëll och ganz bewusst, Här President, mech haut beschränken op Aussoen, déi entweder op offiziellen Donnéeën vun onser Regierung oder vun der Europäescher Kommissioun baséieren. Dëst si bekanntlech zwee Gremien, déi net grad besat si vu feministeschen Aktivistinnen. Doduerch kann een hiren Donnéeën wierklech keng tendenziéis Interpretatioun virwerfen.

Zousätzlech zu de kloren Aussoen vun de Ministeren Hetto a Schmit an der Chamber féint een haut um Site vum „Mega“ den Text: «Depuis 1975, l'égalité de salaire est inscrite dans la législation luxembourgeoise. Les femmes et les hommes ont droit à un salaire égal pour un travail égal ou de valeur égale. Il subsiste néanmoins un écart de salaire entre femmes et hommes qui ne trouve pas d'explication objective. En 2009, au Luxembourg, un écart salarial de 15% entre femmes et hommes a été répertorié. Le salaire horaire brut moyen féminin reste à 85% de celui des hommes.» Dat ass dat, wat ech de Samschdeg um Site fonnt hunn.

Um Site vun der Europäescher Kommissioun am Département Emploi, Affaires sociales an Inclusion fanne mer schonn eng méi détailléiert Analys vun den net objektiven Explikatiounen, sou wéi dat beschriwwen ass um Site vum „Mega“.

Véier verschidde Foyere vun Ursache sinn do ugin: Éischtens, d'«Sous-évaluation du travail des femmes, le mode d'évaluation des compétences des femmes». An e bësse méi wäit ënnerdrënner steet op deem Site vun der Europäescher Kommissioun dat Beispill an engem Supermarché, datt zum Beispill d'Caissière, déi meeschtens Frae sinn, manner verdéngt wéi zum Beispill jonk Männer oder Männer, déi an de Rayone vum Supermarché d'Saache rangéieren. Do ass en Écart de salaire, deen eigentlech objektiv net ze rechtfertegen ass, erëmfonnt ginn. Dat ass einfach en Exemple, dee fannt Der um Site vun der Kommissioun.

Zweete Foyer, dee se do beschreiwen, ass d'«Ségrégation sur le marché du travail». An do beschreiw se de Choix vun den Aarbechten, vum Beruff, déi oft no Gender deklinéiert ginn. Do, wou haaptsächlech sech méi oder vill méi Fraen erëmfinden, handelt et sech praktesch oft, wann net ëmmer, em Beruffer, wou méi schlecht bezuelt gëtt. Si ënnersträchen - d'Europäesch Kommissioun -, datt d'Fraen zimmlech krass feelen op gutt bezuelte Postes dirigés, obwuel d'jonk Meedercher besser Studienofschlëss hunn.

Drëtten Foyer, d'Ségrégation huet oft eppes mat Stereotyp an Traditionen ze dinn. D'Meedercher féint een nach ëmmer méi a soi-disant Fraeberuffer erëm. Obwuel 55% vun de jonken Dammen en Unisdiplom hunn, si se nëmmen zu 8% vertruede bei den diploméierte Mathematiker, Informatiker an Ingenieren.

Da schreift d'Europäesch Kommissioun am Département Emploi, Affaires sociales et Inclusion, datt Beruffer, déi sech mat Kapital beschäftegen, vill méi ageschat gi wéi Beruffer, déi sech mat Leit beschäftegen, an och besser bezuelt ginn. Dat ass eppes, iwwert dat mer eigentlech ons misst Gedanke maachen, denken ech.

Véiertens a leschte Foyer, deen ernimmt ass, dat ass - wéi soll et och anescht sinn: D'Veereinbarung vu Famill a Beruff belaaucht nach ëmmer méi d'Mamme wéi d'Pappen.

Mir kënnen ons awer och bei onsen Nopeschlänner ëmkucken an do kucken, wéi eng Programmmer a „best practices“ se hunn. Ech wëll der just e puer ernimmen, mä et gëtt do och e ganz flotte Site, voire eng ganz flott Broschür, déi eng ganz Retsch vu Programmmer, Aktiounen, „best practices“ aus de verschiddene Länner ernimmen.

An Éisträich zum Beispill hu se e Plan d'action national op d'Bee gesat. Deen heescht „Gender, Equality, Labour Market“, wou se 2011 mat alle Betriber, déi méi wéi 1.000 Salariéen hunn, dee Plan d'action national uginn, an ab 2014 deklinéiere se et erof bis op Betriber mat 150 Salariéen. Do gëtt och regelméisseg e Rapport gemaach. Dat ass - mengen ech - eng ganz interessant Aktioun.

An der Belsch hei just niewendru maache se e Rapport annuel iwwert den „gender pay gap“, also ganz spezifesch iwwert den Écart de salaire tëschent Männer a Fraen. Dee kann ee sech e bësse virstelle wéi de Rapport annuel, dee bei ons zum Beispill de Médiateur mécht.

Frankräich ass op de legislative Wee gangen. Déi hu schonn am Joer 2006 e Gesetz gestëmmt, fir där Saach entgéintzewierken.

A Finnland ass zum Beispill och eng ganz interessant Aktioun geschitt, nämlech en „Equal-pay“-Programm, deen ofgeschloss ginn ass - mir géifen dat nennen - an enger Tripartite, nämlech mat de Sozialpartner. Eng 30 Aktiounen si festgehalen. Déi gi koordinéiert vum Égalitéitsministère a vum Aarbechtsministère. An et gëtt och e Koordinatiounsgrupp, en Tripartiteskoordinatiounsgrupp, deen eng Evaluatioun mécht.

Fir ofzeschléissen an a menger Zäit ze bleiwen, Här President, si mer gespaant, wat mer elo vu Propositionen gemaach kréie vu Säite vun der Regierung, éischtens, fir déi bestehend Engagementer a Gesetzer le cas échéant ze adaptéieren, an zweetens, ob si sech och scho konkret

Gedanke gemaach hunn, fir déi Programmmer, déi si hei maachen, auszeweiten, voire fir sech aus e bësse méi progressistesche Programmmer aus deenen aneren EU-Länner vläicht eng Schëpp matzehuelen.

An da wëll ech, well ech elo lech och matdeelen, datt ech keng Motioun déposéieren, all deene Leit, déi mer elo nogelasschert hunn, en häerleche Merci ze soen.

► **M. le Président**.- Merci der Madame Loschetter. An als éischt Riednerin ass déi honorabel Madame Sylvie Andrich-Duval agedroen. Madame Andrich-Duval, Dir hutt d'Wuert.

Débat

► **Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV)**.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi mer den 3. Februar 2010 zum Thema Paiendifferenz tëschent Männer a Frae geschwat hunn, hat ech ofgeschloss mat der Feststellung, dass mer bestëmmt net fir d'Lescht an dësem héijen Haus iwwert dat Thema geschwat hätten. An esou ass et dann och.

Laut den Donnéeën vun der Sozialer Sécherheitsinspektioun war 2009 d'Moyenne vun Bruttostonneloun vun de Fraen tëschent 15 a 64 Joer 90% vun deem vun de Männer. Dës Differenz ass positiverweis vu 26% op 10% erofgaangen tëschent 2001 an 2009. Insgesamt gëtt et Differenzen an der Situatioun vun de Männer a Fraen um Niveau vum Aarbechtsmaart, an dat trotz den Efforten, déi gemaach goufen.

Zum Beispill hu mer hei zu Lëtzebuerg ee vun deenen niddregste Beschäftigungstauxen vun de Fraen an der EU. Dësen Écart hält awer schonn zënter e puer Joer of. Ëmmer méi Frae sinn dann och zu Lëtzebuerg berufstäteg. Mä déi auslännesch Fraen, déi hei wunnen, hunn e méi héije Beschäftigungstaux ze verzechnen wéi d'Lëtzebuergerinnen. Och si wäit méi Frae wéi Männer vun der Deelzäitarbecht betraff, quitta dass zënter der Kris och méi Männer en Deelzäitjob hunn.

Par contre kruten d'Fraen d'Kris manner ze spiere wéi d'Männer, wat d'Aarbechtslosegkeet ueget, well si a Berufssparte schaffen, wou d'Kris keen oder en net gradesou groussen Impact hat wéi zum Beispill am Bausecteur.

D'Sectoren, wou d'Fraen nach ëmmer dra schaffen, sinn net onbedéngt finanziell a carrièresméisseg interessant a stelle präkar Aarbechtsplazen duer. Sou bezéie 15% vun de Fraen de Mindestloun géigeniwwer 9% bei de Männer. Ausserdem sinn d'Frae wäit ënnerrepräsentéiert um Niveau vun de Poste mat Verantwortung.

Et ass net verwonnerlech, dass ënnert dësen Émstänn d'Fraen an der Regel manner verdéngt wéi hir männlech Kolleegeen. An dëst, obscho mer d'Gläichheet vun de Gehälter zënter 1975 gesetzlech verankert hunn. Et gëtt eng Rei Erklärungen. Och jonk, gutt ausgebildete Frae maachen de Choix, fir doheem ze bleiwen oder deelaant ze schaffen. An et ass och gutt, dass se dee Choix hunn.

An anere Fäll ass et éischter en imposéierte Choix. Esou ass et fir vill Fraen net rentabel ze schaffen. Hei spille steierlech Aspekter mat. Och hu si Schwieeregkeeten, Beruff a Famill ënner een Hutt ze kréien, an trotz Ausbau vu Kannerbetriebsstrukturen an Aféierung vum Chèque-service brauche mer nach méi an och flexibel a bezuelbar Strukturen, fir der Demande gerecht ze ginn.

Villes spillt sech awer an de Käpp vun de Leit of, bei de Männer wéi bei de Fraen. Gewollt oder ongewollt ass d'Handelen an d'Denke vun traditionellen Astellungen a Viruerteeler konditionéiert. Et ass normal oder zumindest nozevollzéien, dass eng Fra doheem bleift a sech em hir Kanner këmmert, awer et ass leider hautdésdags nach net selbstverständlech, dass d'Männer deeslewechte Choix maachen. Dat ännert sech eréischt lues a lues duerch politesch Impulser wéi d'Aféierung vum Congé parental - och fir Pappen!

Déi privat, mä och déi öffentlech Sphär ass nach ëmmer männlech ausgeriicht a geprägt. Wann een nämlech déi strukturell Elementer wéi d'Qualifikatioun oder d'Responsabilitéit, déi d'Gehälter bestëmmen, ewechléisst, bleift nach ëmmer eng onerkläerlech Gehältdifferenz - d'Madame Loschetter huet et och gesot - tëschent Männer a Frae bestoen, déi op kengem objektive Kritär berout, zumindest am Privatsektor. Also ass och e Mentalitéitswiessel erfuert, soss risikéier mer, dass all aner Instrumenter, déi mer eis ginn, net allze vill wierken.

Mir kënnen als Politiker Impulser ginn, fir dass dese Mentalitéitswiessel méi schnell kënn, andeems mer d'ënnerscheeder tëschent Mann a Fra um Aarbechtsmaart ëmmer nees thematiséieren.

D'CSV steet jiddefalls hannert den „Actions positives“, déi d'Chancégläichheitsministesch



duerchféiert. Et wär interessant ze wëssen, wéi dës Mëttele gräifen, wéi zum Beispill de LOGIB - dat informatescht Loungläichinstrument, fir Gehaltsécarten an den Entrepreneuren ze ervaassen - weider evoluéiert. Wéi kréie mer hei méi Betriber mat an d'Boot? Wéi kann een den Accès vereinfachen an och op d'Betriber mat manner wéi 50 Leit ausweiten? Dat si Froen, déi ee sech ka stellen.

Den Aarbechtsminister huet och d'lescht Joer bei der Heure d'actualité zum selwechten Thema eng Rei vu Propose gemaach: d'Sozialpartner méi ze mobiliséieren, fir dass endlech den Accord iwwert d'Égalitéit tëschent Mann a Fra, deen 2009 ofgeschloss gouf, ëmgesat gëtt; dass d'Chancgläichheedsdelegéiert méi Moyene solle kréien, nottamment am Kader vun enger Reform vum Gesetz iwwert d'Delegatiounen; och d'Schafung vun enger neier Ulafstell bei der ITM, déi sech géif mat der Problematik vun der Diskriminatioun tëschent Männer a Fraen auseruesetzen; an de Reglement vun 1974 op de Métier ze huelen, dee jo d'Gläichheet vun de Gehälter gesetzlech verankert.

Wéi wäit steet et mat der Ëmsetzung vun dese Proposen?

Wa mir vu Mentalitéitswiessel schwätzen, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, da sinn net nëmmen d'Männer gefuerdert, mä och d'Frae selwer. Si solle sech insgesamt méi zoutrauen, sech méi ënner Beweis stelle wéi bis elo. Si solle kämpfen a soen, wat si gär hätten. Et ass un eis Politiker, dat opzehuelen a si konkret ze ënnerstëtzen, awer net nëmmen all Joer fënnf Minutten zum Thema ze schwätzen.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci der Madame Andrigh-Duval. Als nächste Riedner ass den Här André Bauler agedroen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Bauler (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, „alle Jahre wieder“ kéint de Motto vun dësem Débat sinn, well net méi spéit wéi d'lescht Joer am Februar hu mir hei an der Chamber iwwert de sougenannten „salary gap“ diskutéiert.

Bei der Geleehheet vum leschten Débat hat den honorablen Här Kartheiser sech bereet erkläert, e Rapport zu der Fro vum Gehaltsënnerschied tëschent Fraen a Männer ze maachen. Ech wier frou, wann den Här Kartheiser eis herno vläicht kéint soen, wou hie mat sengen Aarbechten drun ass a wat fir Konklusiounen hien aus sengen Iwwerleeunge wéilt zéien.

Ech wollt awer och d'Madame Ministesch froen: Wou sinn d'Pilotprojeten drun, vun deenen d'Madame Hetto 2009 geschwat hat an déi a verschiddenen Entreprisén sollten duerchgefouert ginn? Gëtt et do schonn en éischte Bilan?

Här President, mir hunn an de leschte Joren eng Hällewull vu Gesetzer gestëmmt an Instrumenter geschaf, déi fir méi Chancgläichheet solle suergen, net nëmmen tëschent Fra a Mann, mä och wat d'Bekämpfung vun der Diskriminatioun vu Minoritéiten ugeet. All dës gesetzlech Initiativ bleiwen awer reng Pabeier-tigeren, wann déi Objektiv net an d'Realitéit ëmgesat ginn.

Mir als DP sinn der Iwwerzeugung, dass déi bestehend legislativ Dispositiounen duerginn, mä dass se endlech och konsequent mussen ugewannt ginn. Mir mengen dofir, dass een, ier een no neie Gesetzer rífft, fir d'Éischt emol muss derfir suergen, dass déi aktuell Dispositiounen och wierklech ëmgesat ginn. Wier dat nämlech de Fall, bräichte mer dësen Débat net schonn nees eng Kéier ze féieren.

Här President, ronn 17% ass den Ënnerschied an de Paien tëschent Männer a Fraen an der EU. Lëtzebuerg läit ënnert dëser Moyenne. Alerdéngs ass dat kee Grond, houfreg ze sinn, well et dierft iwwerhaupt keng Differenz bestoen. An dat, obwuel mir zënter 1975 an eiser Législatioun de Prinzip verankert hunn, dass fir déiselwech Aarbecht déiselwech Pai muss ausbezult ginn, an dat onofhängeg vum Geschlecht vun der betraffener Persoun.

Als DP geet eis de Bléck eleng op d'Gehaltsënnerscheeder oder de Gehaltsënnerschied net wäit genuch. Wann ee sech nëmmen op dës Fro fokusséiert, gräift een ze kuerz. D'Situatioun allgemeng vun de Fraen um Aarbechtsmaart muss verbessert ginn. Ech wëll dat mat e puer Zuelen ënnersträchen.

An deene 27 EU-Länner louch den Taux d'emploi vun de Fraen 2010 bei 58,2%, dee vun de Männer bei ronn 70%. Lëtzebuerg läit lichter ënnert der europäescher Moyenne. Bei eis läit den Taux d'emploi vun de Frae bei 57,2%. Datt et anescht geet, weist zum Beispill e Land wéi Dänemark, wou den Taux d'emploi vun de Fraen iwwer 70% läit. Hei ass et, wou eiser

Meenung no d'Kromm an der Heck läit, net eleng beim Écart vum Gehalt. An d'Madame Loschetter huet an hirer Ried schonn eng ganz Rei Ursachen opgezéit.

Firwat brénge verschidde Länner et fäerdeg, méi Fraen an den Aarbechtsmaart ze integréieren? A firwat brénge mir dat zu Lëtzebuerg net fäerdeg? Wat sinn d'Ursachen, firwat den Taux d'emploi vun de Frae bei eis zënter Jore stagnéiert?

Här President, mir als DP sinn der Meenung, dass een, ier een iwwert d'Differenzen am Gehalt schwätzt, de Frae muss déiselwech Chance ginn, fir kënnen um Aarbechtsmaart Fouss ze faassen. Mat knapp 57% schaffende Frae si mer dovunner awer nach wäit ewech. Aus deem Grond trëtt d'Demokratesch Partei zënter Jore fir eng Familljepolitik an, déi Beruff a Famill besser matenee verbënnt. D'Kärstéck vun esou enger Politik ass dobäi d'Afféierung vun enger flächendeckender Kannerbetreuung.

Esou eng Moosnam hätt eng ganz Rei vu positiven Effeten. Éischens, contrairement zu der heiteger Situatioun kéinte vill méi Fraen no enger Gebuert berufflech aktiv bleiwen, och wa se eng gewëssen Zäit nëmme 50% schaffen. Dat géif et hinnen erlaben, am Aarbechtsprozess ze bleiwen a verschidden Entwécklungen do net ze verpassen, a si géifen awer och Zäit behalen, fir sech virun allem an den éischten dräi bis fënnf Joer ëm hiert Kand perséinlech an intensiv ze këmmen, well och dat ganz wichteg fir d'Entwécklung vum Kand ass.

Zweetens, méi Fraen um Aarbechtsmaart géif gläichzäitig och heeschten, dass méi Steieren an de Statsbudget fléissen an och méi Cotisatiounen an eis Sozialsystemer.

Drëttens, Etüde weisen eis, dass all investéierten Euro an d'Kannerbetreuung um Enn zwee Euro generéiert, dëst eben duerch déi virdrun ugeschwate Plus-value bei de Steieren a bei de Cotisatiounen.

Véiertens, eng flächendeckend Fréiförderung vun de Kanner, speziell vun de Kanner aus sozial schwache Milieuen, bréngt mëttelfristeg enorm Avantagé fir dës Kanner. Eng Rétsch vu Studië beleëen dëst méi wéi daitlech. Dës Punkte weisen, wou mer den Hiewel wierklech mussen usetzen. Et muss ee virun allem derfir suergen, dass all Fra déiselwech Startchancen um Aarbechtsmaart wéi hire männleche Kolleeg kritt an dass si och do gläichwärtig behandelt gëtt.

Här President, ech schléissen: Gradesou wéi mer et bedauern, dass bei gläicher Qualifikatioun dacks de Mann de Virzuch virun der Fra kritt, kann et awer och net sinn, dass eng Fra, sou wéi dat sporadesch vu verschidde Säite verlaangt gëtt, eleng opgrond vun hirem Geschlecht an eng spezifesch Positioun kënn, egal ob si iwwert déi néideg Formatioun oder Kompetenz verfügt oder net. Quote féieren eiser Meenung no net zu méi Chancgläichheet. Quote sinn also an eisen Aen net déi adequat Léisung.

Wat d'Präsenz vu Fraen an de Verwaltungsréit vun den Établissements publics a vun Entreprises commerciales, an deenen de Stat eng Participatioun huet, ugeet, wollt ech d'Madame Hetto froen, ob si wéisst, wéi vill Dammen dass dat sinn, an ob si sech perséinlech derfir agesat huet, dass de Stat eng Virbildfunktions...

(**Interruption**)

...anhält an à qualification et à profil égaux enger Fra de Virzuch gëtt.

An der Diskussioun ronderëm d'Gläichstellung solle mer eis wierklech net nëmmen op de Punkt vun der Differenz tëschent Mann a Fra a puncto Revenu limitéieren. De Problem ass vill méi villschichteg, vill méi nuancéiert an differenziert. A mir hunn an dësen an aneren Domänen etlechen Nohuelbedarf.

► **M. le Président.** - Här Bauler, Dir musst zwar zum Schluss kommen.

► **M. André Bauler (DP).** - Dat ass elo de Fall. Et ass also nach e wäite Wee bis zur wierklecher Gläichstellung vu Fra a Mann an der Aarbechtswelt.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bauler, an als nächst...

(**Interruption**)

Jo, den Här Bettel.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Ech hu just gesinn, dass d'Madame Ministesch... Den Här Bauler huet d'Fro gestallt, wéi vill Fraen a Verwaltungsréit vu Betriber sinn, wou de Stat eng Part huet. Wéi vill Frae si genannt ginn an - Dir sidd jo elo zwee Joer Ministesch vun der Égalitéit - wéi vill...

► **M. le Président.** - Här Bettel, dat do ass zwar elo eng gelunge Prozedur!

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Ma neen...

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre de l'Égalité des chances.** - Et ass awer léif. Ech soen him Merci, well ech hat dat effektiv net matkritt.

► **Une voix.** - Den Här Bettel war ganz opmierksam, Här President.

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre de l'Égalité des chances.** - Et ass kee Problem!

► **M. le Président.** - Ech apprécieieren d'Opmierksamkeit vum Här Bettel, nach hu mer awer hei gewisse Regeln, un déi mer eis sollen halen. Elo kritt d'Madame Claudia Dall'Agnol d'Wuert.

► **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP).** - Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Dammen an Häre Ministeren, „Wir sind noch immer zu großen Teilen eine patriarchalische Gesellschaft. Frauen müssen weiter für ihre Rechte kämpfen“. Dat soen net ech, mä dat sot de Jean-Paul Lehnens, President vun der Mënscherechtskommissioun an Unisproff, d'lescht Joer op enger Séance académique.

Dobäi ass de Prinzip vun der gläicher Bezuelung fir gläich Aarbecht schonn zënter 1978 gesetzlech festgeschriwwen! Et dierf ee sech also d'Fro stellen - an dat koud och scho vun de Virriedner hei -, firwat mer dat haut leider erëm eng Kéier mussen an enger Heure d'actualité behandelen, eppes, wat eigentlech scho laang sollt Realitéit sinn, an zumools och, well d'lescht Joer vun enger Rei Riedner gesot ginn ass - an d'Madame Minister war och deemools där Meenung -, dass ee sech eigentlech vill méi Zäit misst huelen, fir iwwert dese komplexen Thema ze schwätzen.

Datt de Problem weider besteet, weist den Datum vum „Equal Pay Day“, deen dëst Joer déi éischte Kéier op europäeschem Niveau festgesetzt gouf. Den „Equal Pay Day“, dat ass also kee festen Datum, e gëtt villméi all Joer nei ausgerechent. Op EU-Niveau war dat dann dëst Joer de 5. März, well eng europäesch Fra am Duerchschnitt dat ganz lescht Joer a bis de 5. März huet misse schaffen, fir dat ze verdéngen, wat e Mann d'lescht Joer verdéngt huet.

Wichtig ass awer och ze betounen, dass et net duergeet, de Lounënnerschied einfach op e Mount ze kucken! Mä op e ganz Liewe gekuckt, sinn do ganz aner Zommen am Spill, an net ze schwätzen natierlech vun de Konsequenzen, déi esou Lounënnerscheeder op d'Pensiounen vun de betraffene Fraen hunn.

Wéi soll een dem Problem bäikommen? Ech mengen, d'Virriedner hu schonn eng ganz Rei Pisten opgeworf, op déi ech net méi nach eng Kéier wëll zrëckkommen. D'Égalitéitskommissioun vun der Assemblée parlementaire vum Europarat - deen huet och e Rapport an eng Recommendation iwwert dësen Thema ausgeschafft -, och si recommandéieren de Länner, fir d'Patronen ze zwéngen, d'Recht op d'Égalité salariale ze respektéieren. D'State sollen natierlech och Sanktiounen virgesinn, wann dat net de Fall ass. A se sollen de Salariéen d'Méiglechkeet ginn, fir juristescht Schrëtt ze ënnerhuelen, fir dass dëst Recht ebe respektéiert gëtt, ouni dass se mussen fäerten, doduerch hir Aarbecht ze verléieren.

Fir de Fraen hir Situatioun um Aarbechtsmaart ze verbesseren, sollen d'State fir e besseren Accueil vun de Kanner suergen, mä och fir eng méi gerecht Opdeelung vun der Aarbecht doheem a natierlech am Stot. Da kréien d'Männer och geroden, fir sech um norwegesche Modell ze inspiréieren. Do mussen jo a munchen Entrepreneuren op d'mannst 40% Fraen am Verwaltungsrat setzen.

Alles dat dote sinn natierlech och keng nei Iddien, mä se sinn dacks einfach nach net an d'Realitéit ëmgesat ginn. Zuele wëll ech elo weider keng méi soen. Och dat gouf schonn hei opgeworf, respektiv et si keng méi nei wéi déi, déi mer d'lescht Joer schonn hei diskutéiert hunn.

Wat awer menger Meenung no erwähnswäert bleift, dat sinn déi 15,6% vun de Fraen zwësche 25 a 54 Joer, déi hei am Land laut Eurostat aussoen, dass se wéinst der Famill an de Kanner net um Aarbechtsmaart aktiv sinn. Déi Chifferen, déi soen natierlech nâchst iwwert d'Fräiwëllegkeet aus. Dat heescht, mir gesinn net, wéi vill Frae forcéiert sinn, doheem ze bleiwen, well se keen hunn, dee sech ëm d'Kanner këmmert, respektiv wie gären doheem bei senger Famill a bei de Kanner bleift. Woubäi ee sech déi Fräiwëllegkeet natierlech och nach muss finanziell kënnen erlaben.

D'lescht Joer gouf hei och iwwert de Plan d'action «égalité», dee vun 2009 bis 2014 leeft, geschwat. Ech froe mech, ob et net méiglech ass, hei eventuell froe kënnen an Tëschebilan ze zéien. Datselwech géif och fir de LOGIB-Pro-

gramm gëllen, dee Programm, deen et den Entrepreneuren erlaabt, d'Differenzen am Salaire zwësche Mann a Fra opzerechnen.

D'Fro wär och hei: Wéi vill hunn der vun dëser Offer bis elo profitéiert? A wat koud eraus? A virun allem: Wat ass och duerno op déi Resultater hi geschitt? Well et geet jo net duer, eppes festzustellen, et muss och op déi Feststellung reagéiert ginn!

Madame Minister, Dir hutt och d'lescht Joer hei drop opmierksam gemaach, dass d'Fraen elo scho kënnen eng Plainte maache respektiv d'ITM aschalten, wa se sech ongerecht bezuelt fillen. Do wär et och, mengen ech, wichteg, emol Chifferen ze hunn, wéi vill Fraen deen dote Schrëtt da gewot hu respektiv wéi vill Fraen déi Méiglechkeet iwwerhaupt genotzt hunn. A wann net, firwat net? Vlâicht ganz einfach aus Angscht virun de Suiten.

Zum Schluss bleift festzehalen, dass souguer, wa mer alles um Pabeier, also gesetzlech alles an der Rei hunn oder hätten, dass mer mussen weider um Mentalitéitswiessel schaffen. Dat kann d'Chamber natierlech net eleng, dat kann och d'Regierung net eleng, do brauche mer d'Zivilgesellschaft, mir brauchen awer och d'Gewerkschaften, déi hei gefuerdert sinn. Well ouni Sensibiliséierung, ouni Drock och op d'Patronen bei de Kollektivverträg, do geschitt net dat, wat mir eis alleguerten heibanne wënschen, nämlech dass mer an e puer Joer net méi mussen an enger Aktualitéitsstonn op dësen Thema zrëckkommen, respektiv, wa mer drop zrëckkommen, dass mer da kënnen festhalen: Mission accomplie!

Domat soen ech lech Merci fir d'Nolauschten.

► **M. le Président.** - Merci der Madame Dall'Agnol. An elo kritt den Här Fernand Kartheiser d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn nëmmen zwou Minutten, a wann den Här Bauler mer et erlaabt, géif ech fir d'Éischt véier Bemierkunge maachen, a wann den Här President mech dann iwwert déi zwou Minutten nach eng Sekonn, zwou Sekonne schwätze léisst, äntwerten ech och op Är Fro. Also, véier Bemierkunge vlâicht.

Dat Éischt ass: Mir si wäitgehend am Beräich vum Arbiträren e bëssen, well wa mer schwätzen „fir gläich Aarbecht gläiche Loun“, dat ass statistesch vérfiabel an dat kann ee genau kontrolléieren; wa mer awer vu gläichwärtiger Aarbecht schwätzen, da si mer wierklech voll an der Interpretatioun an, wéi gesot, am Arbiträren. Et gëtt statistesch Modellen, déi d'Gehaltsënnerscheeder wëllen analyséieren, déi vun enger Gläichwärtigkeit ausginn zwëschen der Aarbecht vun enger Botzfra an där vun engem Polizist, als statistesch Modell.

Elo ka jiddweree vun lech sech seng Meenung maachen, ob e Polizist, dee säi Liewe riskéiert a meeschtens en aneren Niveau vu Formatioun huet wéi dee vun der Botzfra, ob dee soll méi verdéngen oder net. Menger Meenung no: jo! Mä wann ee vu gläichwärtiger Aarbecht schwätzt, ass ee matzen dran a statisteschen Iwwerleeungen, déi heiansdo wierklech reng arbiträr sinn.

Zweet Bemierkung: Mir als ADR, mir hätte gär, dass déi Ënnerscheeder, déi wierklech an der Vergaangenheet bestanen hunn - et gouf jo virun 30 Joer nach zum Deel ënnerschiddlech Léin zwësche Fraen a Männer, an dat heescht och ënnerschiddlech sozial Kontributiounen, an dorauer resultéieren ënnerschiddlech Pensiounen fir déi Leit, déi haut an der Pensioun sinn, also déi Fraen...

Mir hätte gär, well mer jo haut d'accord sinn, dass dat net richtig an net gerecht ass, dass déi Pensiounen nogerechent ginn op dem Loun, deen d'Männer deemools haten, an dass deen Ënnerschied ausbezult gëtt. Et geet jo net duer, fir ze soen: „Haut gëtt et Ënnerscheeder“, mir sollen och dat korrigéieren, wat an der Vergaangenheet falschgelaft ass, an déi Léin upassen.

Nach eng Bemierkung: Mir hätten och gär, an dat soe mer ëmmer erëm, dass déi Hausfraen an déi Hausmänner, déi doheem bleiwen, fir sech selwer ëm d'Erzéiung vun hire Kanner ze këmmen, eng Pai kréien an dovunner och d'Sozialleeschtunge kënnen bezuelen, fir dass se eng eege Pensioun kréien. Dass ass eng ADR-Fuerderung, déi mer scho jorelang stellen an op déi mer weider insistéieren.

Da wëlle mer och nach eng Kéier soen, dass déi Législatioun, déi hei geholl ginn ass géint eis Meenung, fir d'Mammerent ze reforméieren,



datt déi vu 60 op 65 Joer eropgesat gouf, datt dat och eng Diskriminatioun ass an der Rémunératioun. Eng Rent ass jo och eng Rémunératioun. An zwar ass do och eng Diskriminatioun zwëschen Fraen: Déi eng kréie se, déi aner kréie se net.

Här President, ech wollt och nach op dem Här Bauler seng Fro äntwerten, wann Der dat erlaabt.

► **M. le Président.** - Jo, Dir hutt awer elo scho genau 32 Sekonnen iwwerzunn. Da kritt Der nach zéng Sekonnen an dann ass awer d'Riedezäit definitiv ofgelaf.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Merci, Här President. Also, Här Bauler, mir hunn effektiv elo scho ganz vill Gespréicher gefouert mat enger ganzer Rei vun interesséierte Leit, och mat der Madame Hetto hirem Ministère, mam Conseil National des Femmes, mat Gewerkschaften, mat Patronatsvertrieeder, mat ganz ville Leit, déi an deem do Beräich interesséiert sinn, och de Statec, d'Inspection du Travail et des Mines, a mir sinn zur Konkursioun komm, datt, wa mer gläich Aarbecht (veuillez lire: gläiche Loun) fir gläich Aarbecht huelen, praktesch keng Reklamatiounen am Land existéieren.

Wou et Ënnerscheeder ginn ass, ass kontrolléiert ginn. Et ass meeschtens festgestallt ginn, datt déi Reklamatiounen net begrënnert woren. An do, wou se begrënnert woren, ass intervenéiert ginn an et ass direkt korrigéiert ginn. Esou datt mir am Abléck dervun ausginn, datt dee Prinzip „gläiche Loun fir gläich Aarbecht“ hei am Land respektéiert gëtt. Vläch net perfekt, mä op jidde Fall an engem Mooss, datt mir net dervun ausginn, datt, wa mer eis un déi konkret a vérfiabel Donnéeën halen, dann nach en notablen Ënnerscheid besteet.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Kartheiser. An als leschte Riedner ass den Här André Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Här President, fir d'Éischt emol e Merci un d'Madame Loschetter, fir dat Thema nach eng Kéier opgeworf ze hunn. Ech sinn och gradesou gespannt wéi si, wéi eng Äntwerten dann elo vun der Regierung kommen, wat d'konkret Ëmsetzung vun deenen Deklaratiounen betrëfft, déi mer alt ëmmer erëm esou ze héiere kréien.

Wat jiddefalls net däerf sinn, dat ass, wann objektiv gläich Aarbecht ënnerschiddlech bezuelt gëtt. Wat net däerf sinn, dat ass, wann d'Gesetzer, déi mir hei gestëmmt hunn, net agehale ginn. A wat da muss sinn an deem Fall, well dat gehéiert zu gesetzleche Bestëmmungen, dat gehéiert zum Begrëff vum Recht, da muss et och méiglech sinn, Sanktiounen ze ergräifen.

Ob Frae beruffstäteg sinn oder net a wou se beruffstäteg ginn, dat kann een awer och net einfach mat Mentalitéiten erklären oder de Problem ewecherkläre mat Mentalitéiten. Well Mentalitéite si gesellschaftlech geprägt, an déi Prägung duerch d'Gesellschaft, déi kann een duerch politesch Initiativen änneren. Dat ass jo och an där leschter Zäit an eiser Gesellschaft zum Deel geschitt.

Ee Punkt, dee ganz wichteg ass, deen elo e puermol hei genannt ginn ass, dat ass natierlech, dass ee Moosnamen hält, fir dass Beruff a Kannererzëiung vereinbar sinn duerch genügend Betreuungsmeiglechkeeten. Vereinbar sinn - muss ee jo da betounen - fir Fraen a Männer selbstverständlech.

Bei mir wërft dat awer ëmmer och d'Fro vun der Aarbechtszäit op. Mä déi ass hei zu Lëtzebuerg tabu. Mir sinn zënter engem hallwe Jorhonnert bei der 40-Stonne-Woch als legal Aarbechtszäit, an ech muss lech éierlech froen: Ass et wierklech méiglech, wann zwee Partner mat der 40-Stonne-Woch schaffen - déi zwee! -, déi zwou Belaaschtungen ze erdroen? Awer dat Thema, hei zu Lëtzebuerg, vun der Aarbechtszäit, dat ass jo tabu, oder d'Tendenz ass éischer souguer a Richtung vun enger Erhéijung.

Den Här Bauler huet absolut Recht, wann e seet, d'öffentlech Hand muss an där heiter Fro och Virbild sinn: de Stat an d'Gemengen. Do si mer awer och nach e gutt Stéck dervun ewech. E konkret Beispill: De Service de nettoyage beim Stat, bei de Gemengen ass nach ëmmer an der Regel vu Frae besat an ass an der Regel och nach ëmmer ënnerbezuelte par rapport zu iergendwéi vergläichbare Männerberuffer.

An da muss ech awer och derbäisoen: Dann däerf een awer och net e Service de nettoyage auslagere an d'Privatindustrie, well mer wëssen, wat et do erëm eng Kéier fir d'Aarbechts-

konditiounen an d'Lounbedéngunge vun de Frae bedeit.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Hoffmann. Elo kritt d'Madame Gläichheitsministerin, d'Madame Françoise Hetto-Gaasch, d'Wuert.

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre de l'Égalité des chances.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Loungläichheet, oder besser gesot d'Lounongläichheet tëscht Fraen a Männer ass ee vun de Käridicateure vun der Nach-ëmmer-net-Gläichstellung tëscht Männer a Fraen an eiser Gesellschaft. An deem engen Indicateur, also der Relatioun tëscht dem Brutogehalt vun engem Mann a vun enger Fra, sinn am Fong geholl quasi all d'Problemer dra vereent, mat deenen d'Fraen am Berufsliewe vun haut konfrontéiert sinn:

déi typesch Berufswielen, déi se uginn, d'Barrieren an der Carrière - ech denken do un de gliesene Plafond -, déi traditionell Rollebiller, déi mer nach ëmmer hunn, dann déi tatsächlech, awer och eventuell déi gefillte Sueren, wann et drëms geet, Beruff a Famill ze conciliéieren, a virun allem och d'Schwierigkeiten, fir no enger Paus als Mamm doheem erëm an de Beruff eranzeklammen.

Mir schwätze regelméisseg, och an deem Haus, doriwwer, dass mer als Gesellschaft net wëllen a virun allem och net kënnen toleréieren, dass Frae manner verdénge wéi Männer fir déiselwecht Aarbecht. Mä ech froe mech allerdéngs, ob mer alleguer ëmmer vun deemselwechte Problem schwätzen.

An de Länner vun der Europäescher Unioun louch de Lounënnerscheid - den Här Bauler hat et och gesot - bei 17,1%; zu Lëtzebuerg si mer bei 12,5%. Dir hutt et och gesot, Madame Loschetter: Een Deel ass ganz kloer duerch objektiv Facteuren ze erklären, deen aneren Deel, dee bleift awer ouni Erklärung. Vläch hu mer eis an der Vergaangenheet ze vill drop konzentriert, deen onerklärbaeren Deel ze erfuerschen, deen, deen also eng direkt Diskriminatioun géif bedeiten.

Esou Diskriminatiounen, déi sinn zënter de 70er Joren hei zu Lëtzebuerg verbueden. Wa mer probéieren erauszefannen, wou et se dann trotzdeem nach gëtt, da stousse mer ganz séier un eis Grenzen. An do ginn ech dem Här Kartheiser Recht - wat hie gesot huet -, wann ee wëllt eng Ongläichheet, eng Ongläichstellung detektéieren, da si mer wierklech och drop ugewisen, dass déi Fra, em déi et jo dann hei geet, iwwerhaapt emol mierkt, dass se manner verdéngt wéi hire männleche Kollege. An dann, wa se et gemierkt huet, da muss se awer och nach de Courage hunn - an dat huet d'Madame Dall'Agnol ganz richtig gesot -, fir eppes dergéint ze ënnerhuelen.

Déi zoustänneg Instanzen, déi soen eis awer alleguer - an ech mengen, de Minister Schmit wäert herno och dorobber agoen -, dass si mat ganz wéineg konkrete Fäll respektiv mat Plainté befaasst sinn. Wat kann also d'Politik konkret maachen niest deem, wat mer eigentlech hunn? Ech denken, mir sollten eis un éischer Stell och emol mat deenen objektive Kritäre beschäftegen, déi mat sech bréngen, dass vill Frae manner verdénge wéi Männer, déi déiselwecht Aarbecht maachen.

Mir brauchen duerfir keng nei Gesetzer, mir brauchen och duerfir keng nei Contrainten, mä mir brauchen einfach den Engagement an de gudden Wëlle vun allen Acteuren, an dat sinn d'Chefen an de Betriber, awer och déi Responsable vun de Ressources humaines, déi jo dacks d'Rekrutementer maachen, da vun de Leit selwer, déi och mussen de Courage hunn, sech ze wieren, wa se d'Gefill hunn, dass se ongläich behandelt ginn.

Mir brauchen awer och d'Sozialpartner, déi mussen matschaffen, déi hir jeeweileg Memberechen och sollen an deem Sënn ënnerstëtzen. A mir brauchen en Ëmdenken an eiser ganzer Gesellschaft, well a ville Beräicher muss dat Ëmdenken nach geschéien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat Instrument LOGIB war ugeschwat ginn, dee Logiciel, dee mer zënter dem November 2009 och hunn an de Betriber zur Verfügung stellen, gratis an anonym. LOGIB steet jo als Ofkierzung fir „Lohngleichheit in Betrieben“. Abee, dat Instrument, dat erlaabt den Entrepreneuren, eng Autoevaluatioun vun hirer Lounpolitik ze maachen an erauszefannen, ob se Fraen a Männer gläich bezuelen.

Et bleift awer de Responsable an de Betriber fräigestallt, wat si mat de Resultater vun deem Exercice maachen. Mä eleng de Fait - soen ech mer awer -, dass se d'Instrument benotzen, weist, dass se sech mat der Thematik auseerseen setzen. An dat ass och e richteg Schrack an déi richteg Richtung.

LOGIB ass um Internetsite vum „Mega“ disponibel, mä vu dass et fräiwëlleg an anonym ass,

hu mir keng genau Chifferen, wéi vill Betriber dass et notzen. Mä aus de Réckmeldungen, déi mer awer kréien, schléissen ech, dass et der net ganz vill sinn. Dat kéint och dermat zesummenhängen, dass dat informatesch Format, wat mer am Moment do hunn, net ganz attraktiv ass an och relativ schwéier ze handelen ass.

Mir sinn duerfir amgaangen ze kucken, wéi een de LOGIB ka méi gebraucherfrëndlech maachen. Mir hunn eis do bei eisen däitschen Noperen inspiréiert, déi nämlech deeslewechte Problem haten, an déi hunn e LOGIB-D ausgeschafft, also e Webtool, dee si entwéckelt hunn, deen einfach vill méi einfach ze benotzen ass wéi dat, wat mir am Moment hunn.

D'Betriber mussen do ganz einfach higoen an eng Rei Donnéeën an de System eraffidderen, an da kréie si en individuelle Rapport iwwer hir Lounpolitik opgestallt, deen awer och - an dat, mengen ech, ass wichteg - Recommandatiounen enthält, fir d'Situatioun, wann et da misst sinn, ze verbesseren.

LOGIB ass awer net géeeigent, fir eenzel Fäll vu Lounënnerscheeder elo tëscht Fraen a Männer erauszefilteren. D'Zil ass éischer, fir d'Lounstruktur an d'Lounpolitik vun de Betriber ze hannerfroen, andeems gekuckt gëtt, ob a wéi déi eenzel Kritäre, déi gebraucht ginn, fir zum Beispill d'Paieen ze fixéieren, eventuell Frae benodelegen.

Domadder sinn ech erëm bei deenen objektiven Elementer, déi en Deel vum Lounënnerscheid erklären. Dat sinn: d'Ausbildung, d'Anciennetéit, d'Erfahrung, d'Responsabilitéit am Betrib an och d'Plaz an der Hierarchie. Mir acceptéieren déi Erklärungen dacks als eng Fatalitéit, mä et misst ee se awer vläch och hannerfroen. Wann ech zum Beispill d'Anciennetéit huelen, dat heescht, déi geschaffte Joren an engem Betrib, ass a bleift et jo, dass et gréisstendeels eng Fra ass, déi dann op jidde Fall sécher emol d'Kanner kritt, mä et ass meeschtens si, déi awer och decidéiert, doheem ze bleiwe méi oder manner laang.

Ass et dann awer normal, dass déi Ënnerbriechung, déi se vun hirer Carrière mécht, hir ganz Carrière beaflosst? An anere Wieder: Ass et normal, dass eng Fra mat 50 Joer nach ëmmer finanziell bestrooft gëtt, wa se, soe mer, mat 30 eng oder e puer Familjepause gemaach huet?

Mat der Erfahrung ass et ähnlech. Wéi ass et mat der Erfahrung, déi d'Frae sammelen, éier se an d'Familjepaus gaange sinn? Ass déi Erfahrung nëischt méi wäert? Verpasse si esou vill Neies am Betrib, dass se, wa se eng länger Zäit net do waren a si kommen erëm, vun all deenen aneren, déi do waren, iwwerholl gi sinn a se am Fong geholl och ni méi erëmkréien?

Mat deenen neien Technologien ass et am Fong geholl méiglech, och vun doheem aus mam Betrib a Kontakt ze bleiwen. Wann d'Betriber an - an dat betounen och wierklech - och déi betrafte Frae méi Flexibilitéit an déi Richtung géife weisen an och bereet wäeren, sech domadder auserneezen, da misst et dach méiglech sinn, no esou enger Paus net onbedéngt erëm bei Null unzefänken.

Weiderhin, a vläch nach méi, géif et och hëllef, wa méi Männer a Pappen de Courage hätten, verlängert Familjepausen ze maachen; wann eng Ënnerbriechung vun der Carrière emol géif genausou vill Männer wéi Frae betreffen, oder soe mer, wa genausou vill Papp sech géife betraff fillen, wéi Mammen et biologesch bedéngt sinn; wa Congés parentaux oder Congés sans solde vu Männer emol d'Regel wäeren an net d'Ausnahm. A wa Familjepausen emol géifen als selbstverständlech ugesi ginn, an net onbedéngt als eng Katastroph fir de Patron, da géifen esou Pausen sécher de Verlaf vun enger beruflecher Carrière och net méi esou negativ beaflossen.

D'Ausbildung kann hei zu Lëtzebuerg sécher net de Problem sinn, well déi jonk Fraen hu souwuel am Lycée wéi och op den Unien d'Nues wäit vir. Et bleiwen also d'Facteuren, déi méi un de Betrib wéi un d'Persoun gebonne sinn, nämlech den Niveau vun der Responsabilitéit an d'Plaz an der Hierarchie vum Betrib.

Jiddwereen ass d'accord fir ze soen, dass déi Facteuren eng Roll ze spillen hu bei der Opstellung vun enger Pai. Fait ass awer, dass an deem Kontext d'Frae meeschtens ganz schlecht ewechkommen, well ee si net dacks an de sougenannte Féierungspositiounen erëmfënt.

Ech sinn och duerfir vun Ufank vum Joer amgaangen, Gespréicher mat deene Responsable aus der Wirtschaft ze féieren, fir ze kucken, wéi si sech kéinte virstellen, déi Situatioun ze verbesseren. An ech benotzen am Fong geholl déi Diskussioun, déi d'Madame Reding lassgetrëppelt huet, vun de Quoten, de gesetzleche Quoten, fir méi eng breet Diskussioun hei zu Lëtzebuerg ze féieren, fir am Fong geholl de Fraen eng Plaz am Betrib och zouzegestoen,

wou se iergendwann och Accès hunn an den Direktionsgremien a spéider dann och an de Verwaltungsgremien.

Mir hu bei deenen eenzelne Secteuren och eng Bestandsopnahm gefrot, fir dass mer herno am Joer 2013 kënnen vergläichen: Huet sech eppes gedoen, huet sech näischt gedoen an deene Joren? An ech si frou, dass déi Initiativ gréisstendeels, muss ech wierklech soen, an der Wirtschaft positiv opgehoen ginn ass.

D'ABBL huet sech zum Beispill bereet erkläert, eng Charte ze ënnerschreien, d'Fedil huet proposéiert - an Zesummenaarbecht mat dem Ministère de l'Égalité des chances -, fir ganz geziilt Formatiounen an och en Encadrement vu Fraen, déi interesséiert sinn, Verantwortung am Betrib ze iwwerhuelen, unzebidden. Mir ënnerstëtzen als Ministère och punktuell Projeten, déi als Zil hunn, de Fraen deen néidege Bagage ze ginn a se duerno och fir d'Wirtschaft, d'Allgemengheet visibel ze maachen.

Dann dee Problem, deen ugeschwat ginn ass: D'Conciliatioun ass meeschtens e Problem, wann ee wëllt an der Carrière weiderkommen. Do ass d'Iddi, fir en Appel à candidatures ze maache fir Betriber, déi zum Beispill extraflexibel Horairen ubidden. Där Betriber hu mer hei am Land, an ech mengen, et sollt een déi Betriber och an d'Fenster stellen, esou als „best practice“, fir dass vläch aner Leit och encouragéiert ginn, mat op dee Wee ze goen.

Ech wëll ofschléissend soen, dass all déi Elementer, déi ech virdrun och opgezielt hunn - Lounongläichheet, Vereenbarkeet vu Famill a Beruff, Féierungspositiounen -, zënter Jore Bestanddeel si vun eisem Programm „Actions positives“, dee mer zesumme mat grouse Betriber aus dem Privatsecteur realiséieren. Viru Jore waren dat haaptsächlech Betriber aus dem Finanzsecteur. An ech muss soen, ech si wierklech frou...

► **M. le Président.** - Madame Minister, erlaabt Der, datt den Här Bauler lech eng Fro stellt?

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre de l'Égalité des chances.** - Wann Der mer duerno erëm meng Zäit erëmgitt, jo.

► **M. le Président.** - Dir kritt bien entendu Är Zäit erëm.

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre de l'Égalité des chances.** - Dann ass et gutt.

► **M. le Président.** - Här Bauler.

► **M. André Bauler (DP).** - Madame Minister, ech wollt lech eigentlech net ënnerbriechen, mä ech wollt just en Zeeche maachen, dass ech, wann Der fäerdeg wäert, eng Fro géif stellen. Da stellen ech se elo.

Ech wollt lech just nach eng Kéier froen: Kéint Dir eis awer vläch preziséieren, ob Der Informatiounen hätt iwwer d'Zuel vun de Fraen, déi Der an Entreprises commerciales geschéckt hutt, wou de Stat eng Participatioun bezéiungsweis...

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre de l'Égalité des chances.** - Dat ass meng lescht Äntwert, déi ech lech wäert ginn, Här Bauler.

► **M. André Bauler (DP).** - Très bien.

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre de l'Égalité des chances.** - Ech mengen dorobber zréck.

► **M. André Bauler (DP).** - Voilà. Merci.

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre de l'Égalité des chances.** - Et ass gär geschitt.

Ech hat gesot, dass mer an deene leschte Joren haaptsächlech „Actions positives“ gemaach hu mat Betriber aus der Finanzbranche. Ech sinn elo frou, an dat ass och wichteg, dass mer och elo konnten Entrepreneuren iwwerzeegen, Secteuren am Fong geholl, wou ganz vill Frae schaffen, zum Beispill d'Hôtellerie, d'Restauration, de Commerce an och den Nettoyagebereich. Do si vill Fraen, an ech mengen, dat ass och ugeschwat ginn, dass een do ganz dacks Diskriminatiounen féint. Do wäerte mer also mat deene Leit zesummen eng „Action positive“ maachen, e Plan d'action opstellen, fir dann déi Situatioun an hire Betriber, wann et da sollt schlecht Situatiounen ginn, ze verbesseren.

Zënter dass dee LOGIB - wou mer elo d'éinescht Rieds haten dovunner - opérationell ass, verflichten nämlech déi Entreprise sech, déi elo déi „Actions positives“ maachen, fir dat Instrument och ze benotzen. Dat heescht, si fanne dann och do eraus, wou se kënnen hir Lounpolitik verbesseren. Ech erwaarde mer och vun de Responsable vun deenen Entrepreneuren, dass si herno eng Roll vum Multiplicateur spille bei hire Kollegeen aus anere Secteuren.

Wichtig ass et, dass ëmmer erëm iwwert dat Thema Lounongläichheet geschwat gëtt. Wichtig ass virun allem, mengen ech, dass mer eis eens sinn, dass et esou séier wéi méiglech keen



Thema méi däerf sinn. A wichteg ass et awer och, dass mer d'Ursaache vum Lounënnerscheid méi genee erfuerschen. Wichteg ass et, dass mer weiderfueren, Informatiouns- an Opklärungsarbecht bei allen Acteuren ze maachen.

A wichteg ass et schlussendlech och, dass mer parallel op aneren Dossieren, déi direkt domadder verbonne sinn, och weiderschaffen. Ech denken do un d'Beruffswiel, wou et schonn ugeet, a wéi eng Richtung ee sech wëllt orientéieren. Dann d'Conciliatioun vu Vie familiale - Vie professionnelle, de Rôle vun de Pappen, an dann, an eiser Gesellschaft, deen néidege Mentalitéitswiesel.

Fir op dem Här Bauler seng Fro anzegoen - ech hunn dat elo nogefrot: Dir wollt wëssen, wéi vill Fraen an de Verwaltungsréit vun den Établissements publics wäeren. Dat si 15,63%. De Privatsecteur, deen ass de CEPS amgaangen de Moment ze ënnersichen. Dat heescht, do hunn ech elo nach keng Chifferen, dat kann ech lech nach net soen. Mä soubal mer dat hunn, sinn ech awer gär bereet, lech dat...

(Interruption)

15,63%. Neen, et ass nach net, fir sech ze bretzen! Do ginn ech lech Recht.

► **M. Xavier Bettel (DP)**.- Sidd Der amgaangen, dat ze änneren?

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre de l'Égalité des chances**.- Mir sinn amgaangen, drun ze schaffen. Mir maachen iwwregens och - wann dat lech interesséiert - „Actions positives“ beim Stat. Do hu mer eng ganz Rei Verwaltungen, déi sech gemellt hunn, ënner anere dem de Stateg, d'Uni Lëtzebuerg, d'ADEM. Ech denken, wa mer do dann esou Saache feststellen, da kann een dann do och an déi dote Richtung goen.

Ech géif elo dem Här Schmit - dee steet scho prett hei, deen och vu sengem Point de vue aus dee Sujet hei bestëmmt nach ka compléieren - dann d'lescht Wuert weiderginn.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président**.- Merci der Madame Gläichstellungsministesch. An elo kritt nach d'Wuert den Aarbechtsminister.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration**.- Wéi vill Zäit hunn ech nach?

► **M. le Président**.- Ma Dir hutt, wann Der elo direkt ufänkt, nach gutt dräi Minutten.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration**.- Bon, da maache mer dat am Eilverfahren. Ech mengen, elo experimentéieren ech dat emol.

Här President, ech mengen, et ass scho gesot ginn, de Stateg a senger leschter Analys - dee jo zur Konklusioun kënn, dass mer en Écart hu vun 12,5%, dat heescht, besser wéi d'Moyenne communautaire, déi bei 17% läit -, mécht en direkte Lien tëschent Ségrégation professionnelle an Écart salarial.

Dat heescht, et mierkt een, do wou Fraen an der Minoritéit sinn oder an der Majoritéit, do ass den Écart salarial och deementsprechend grouss. Wou ass en am gréissten? En ass eigentlech am gréissten an deenen héijeren Etagen. Do läit e bei 20%. Dat heescht, an de Führungsgremie vun den Entreprises, wou relativ weineg Frae sinn, do ass den Écart am gréissten.

Wat kann ee maachen? Ech mengen, et kann een natierlech iwwer Gesetzer probéieren, dat dote richtzbeéien, an et muss een och de Maximum iwwer Gesetzer maachen. Mä ech zitieren nach eemol ee vu menge Lieblingsätz vun dem Soziolog Crozier, dee sot: «On ne change pas une société par décret.» En tout cas géif ech soen: «On ne la change pas uniquement par décret.»

Et ass gesot ginn, mir brauche Sensibilisatioun, mir brauchen e gewissenen Drock och vun de Sozialpartner am sozialen Dialog, fir déi Gewunnechten do ze änneren, well et ass natierlech och ganz einfach un de Strukturen, wou villes hält. Wann d'Frae majoritär am Partiel schaffen, dann ass et ganz kloer, dass fir déi nämlechte Aarbecht ganz oft d'Fraen net genau deen nämlechte Salaire kréien. Dat läit och an enger Struktur, an déi läit natierlech och an der Gesellschaft, wat de Rôle vun de Fraen an der Gesellschaft awer nach ëmmer ubelaangt. An op deem Terrain muss mer schaffen, fir datt och an de Betriber an op der Aarbechtsplaz munches geännert gëtt.

Wat kënnen mer legal maachen? Ech mengen, d'Inspection du Travail et des Mines huet e Rôle. Mä wéi vill Plainté kritt se da weinst ongläicher Bezuelung? Null kritt se. Null! Dat heescht, mir hunn en Help Center an der ITM

agericht, wou jiddweree ka Froe stellen respektiv jiddwereen och ka Plainten areeche iwwert deen dote Wee. Wéi vill Plainté sinn erakomm fir déi dote Fro? Null. Mir hunn ee Betrib analyséiert, wou gemengt ginn ass effektiv, dass eng Ongläichheet do wier. Dat ass och gekläert gi mat deem Betrib.

Mä mir gesinn also: Sanktiounen, déi sinn esou schwach ëmmer nëmmen oder esou staark ëmmer nëmmen, wéi een natierlech och d'Leit motivéiert, eventuell eng Plainte anzerechen. Do ass also eng vun deene Schwaachstellen, wann een nëmmen iwwer gesetzlech Texter fiert. Well gesetzlech Texter ass eng Saach, se utiliséieren, drop zrëckgräifen, Plainten areeche, oft och dem Drock entgoen, fir ze soen, ech fille mech hei benodelegt an ech maachen déi Plainte, dat ass natierlech en anere Problem.

Mä trotz allem solle mer d'ITM weider stäerken. Mir sinn amgaang, esou e Service de médiation informelle an d'Plaz ze setzen, wou d'Leit kënnen op eng diskret Aart a Weis hir Problemer duerleeën, wann et ëm déi dote Saache geet; wou dann och kann nogefuehrt ginn, ob se effektiv Victime vun esou enger Ongläichheet sinn.

D'Pist vun den Amendes administratives ass d'lescht Kéier ugeschwat ginn, mä dat hänt natierlech ëmmer erëm mat der Plainte zesummen. Wa keng Plainte do ass, kann et keng Amende ginn.

Wat mer onbedéngt wëlle maachen, dat ass, d'Moyenen, d'Rechter, d'Positioun vum Délégué à l'égalité verstäerken. Dat soll an deem Gesetz iwwert d'Reform vun den Delegatiounen kommen. Do soll den Délégué à l'égalité méi Méiglechkeete kréien, fir besonnesch deen doten Terrain ze kontrolléieren an och Initiative kënnen ze huelen, wann e feststellt, dass Inégalitéite sinn.

Iwwert den Taux d'emploi wëll ech nëmme just soen: Natierlech muss mer méi Fraen op den Aarbechtsmaart kréien. Natierlech! Mir hunn ons d'ailleurs dozou engagéiert: Wa mer soen, 73% Taux d'emploi, dann heescht dat, méi Fraen op den Aarbechtsmaart. Well d'Frae sinn onsen haaptsächleche Réservoir, dee mer hunn, fir op den Aarbechtsmaart ze bréngen, d'autant plus, dass d'Frae ganz oft besser forméiert si wéi d'Männer.

Mir mussen natierlech och déi Segregatiounen brieche iwwer „Job Days“ oder „Girls and Boys Days“, wou probéiert gëtt, och do méi Gläichheet eranzebréngen. Sécher: Garderie, Kannerbetreieung flächendeckend, iwwert déi normal Zäiten eraus, fir déi Beruffer, wou oft vill Fraen dra schaffen. Dat ass kruzial! Et ass kruzial, fir de Fraen eng normal Carrière ze garantéieren. Et ass natierlech och kruzial fir e gewëssen Traitement vun de Kanner, fir d'Gläichheet och fir d'Kanner, d'Égalité des chances ze verbesseren.

Mä d'Horairen an de Crèche sinn oft e Problem. Mir gesinn dat jo, zum Beispill, wa mer soen, an der Geschäftswelt sollen d'Butteker méi laang opmaachen. Dat ass eng schéin Intentioun. Mä wie schafft am Commerce? Haaptsächlech Fraen. Wien huet d'Problemer vun der Garde des enfants? Natierlech ganz oft d'Fraen, besonnesch déi Fraen, déi eleng stinn. An do kommen dann eng ganz Rei Problemer zesummen, an déi muss mer ugoen.

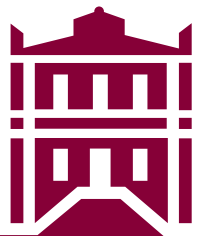
Wéi och dee ganze Volet, deen och vun der Madame Minister ugeschwat ginn ass: Vie professionnelle - Vie privée. Mir haten déi Fro elo, déi d'Madame Loschetter gestallt huet, iwwert de Congé de maternité. Ech mengen, do muss mer aus deenen Normen erauskommen a mir mussen eng gewësse Gläichheet do kreéieren tëschent Mann a Fra.

An ech kommen nach eemol drop zeréck: Wann d'Madame Presidentin vum Medef schonn eng Iddi lancéiert, dass et soll e Congé paternité ginn, firwat soll een net op déi Pist goen an och an deem Sënn an de Betriber eng gewësse Gläichheet preparéieren. Nëmme esou, progressiv, iwwert d'Sensibiliséierung bréngt mer et fäerdeg, déi skandaléis Ongläichheet vum Loun fir déi nämlechte Aarbecht ze brieche an esou schnell wéi méiglech ze reduzéieren op Null.

► **M. le Président**.- Merci dem Här Aarbechtsminister. Domadder wär dese Punkt ofgeschloss, a mir sinn dann och um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënn muer ëm hallwer dräi nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehewen.

(Fin de la séance publique à 17.52 heures)



Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Sommaire

- 6202 - Projet de loi relative à la construction de la Maison du Nombre, de la Maison des Arts et des Étudiants, du Centre de calculs et de la première unité de production de froid à Belval,
6255 - Projet de loi relative à la construction de la Maison du Livre à Belval,
6256 - Projet de loi relative à la réalisation des aménagements urbains et à la création d'espaces de parcage dans la Cité des Sciences à Belval
et
6260 - Projet de loi relatif à la construction de la Maison de l'Innovation à Belval
- Rapports de la Commission du Développement durable: M. Lucien Clement
- Discussion générale: M. Marc Spautz, M. Eugène Berger (dépôt d'une motion), M. Roger Negri (remplaçant Mme Lydia Mutsch), M. Jean Huss, M. Gast Gibéryen, M. André Hoffmann
- M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures
- Votes sur les projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel

- Motion 1: M. Ben Fayot, M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures
- Vote sur la motion 1 modifiée (adoptée)
- 2. Question avec débat n°17 de M. André Bauler sur le logement encadré pour personnes âgées
- M. André Bauler - Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration - M. André Bauler - Mme Marie-Josée Jacobs
- 3. Motion de M. Félix Braz relative au projet de loi n°6261 modifiant la loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement
- Exposé: M. Félix Braz
- Discussion générale: Mme Nancy Arendt, M. Xavier Bettel, M. Marc Angel, M. Fernand Kartheiser, M. André Hoffmann
- Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire
- Vote sur la motion (rejetée)

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Marie-Josée Jacobs et M. Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

► **M. le Président**.- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Als éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg hu mer véier Projeten iwwer Belval, d'Projets de loi 6202, 6255, 6256 an

6260, déi mer zesummen an enger Diskussioun behandelte wäerten. D'Riedezäit ass hei nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Spautz a Berger, d'Madame Mutsch, den Här Huss, den Här Gibéryen an den Här Hoffmann. An...

(Interruption)

Dat kucke mer emol, wann Der bis hei sidd, Här Hoffmann.

(Brouhaha général)

► **Une voix**.- Ech ënnerstëtzen den Här Hoffmann.

► **Mme Anne Brasseur (DP)**.- D'Spillregele mussen virdru fixéiert ginn, Här President, net während dem Spill!

(Interruption)

► **M. le Président**.- D'Wuert huet elo emol de Rapporteur vun dese véier Projeten, den ho-

norabelen Här Lucien Clement. Deen ass mat zwielef Minutten ageschriwwen. Här Hoffmann, huet lech e Beispill.

(Brouhaha)

1. 6202 - Projet de loi relative à la construction de la Maison du Nombre, de la Maison des Arts et des Étudiants, du Centre de calculs et de la première unité de production de froid à Belval

6255 - Projet de loi relative à la construction de la Maison du Livre à Belval

6256 - Projet de loi relative à la réalisation des aménagements urbains et à la création d'espaces de parking dans la Cité des Sciences à Belval

6260 - Projet de loi relatif à la construction de la Maison de l'Innovation à Belval

Rapport de la Commission du Développement durable

► **M. Lucien Clement** (CSV), rapporteur.- Hâr President, Dir Dammen an Dir Hären, an elei déi nächst, kann ech bal soen, well et si jo bëi Wäitem net déi éischt Projeten, déi de Site Belval betreffen, an et wäerte mat Sécherheet och net déi lescht sinn, iwwert déi mer heibannen diskutéieren an och ofstëmme wäerten.

Ze soen ass, datt et sech elei, wéi de President elo grad gesot huet, gläich ëm véier Projets de loi handelt. Zu e puer méi allgemengen a méi globalen Iwwerleeungen iwwert d'Entwécklung vum Site selwer, iwwert d'Konzept vum Projet Belval wäert herno mäi Fraktiounskolleeg, de Marc Spautz, Stellung huelen.

E Wuert nach zur Prozedur. Well déi véier virleidend Projeten alleguete mam Site Belval enk verknäppt sinn a well se alle véier méi oder wéiniger nom nämlechte Schema opgebaut sinn, huet d'Conférence des Présidents decidéiert, fir se alle véier mateneen heibannen ze diskutéieren. Eng Décisioun, déi, denken ech, och richtig war an déi ech dann och ka voll ënnerstetzen.

Duerfir ginn ech dann och direkt ganz „kurz und bündig“, wéi se déi Säit der Musel géife soen, op déi véier Gesetzesprojeten an, ëm déi et haut geet. Ech wäert een no deem aneren traitéieren, dat Ganzt wéi gesot awer an enger Kéier.

Déi üblech Antécédentes, déi sech an deene véier Projete gläichen, spueren ech lech, an ech spuer mir se och. Ech wëll just betounen, datt mir dës Projeten all a ganz kuerzer Zäit an och ouni weider Problemer duerch déi parlamentaresch Prozedur kritt hunn. Dat ass och wichteg, fir datt dës Bauprojeten esou séier wéi nëmme méiglech kënnen entaméiert ginn an deemno och da virukomme sollen.

Alle véier Projete sinn Deel vun der sougenannter Cité des Sciences fir d'Besoinen vun der Uni, déi, wéi mer all wëssen, op deenen ale Frichen zu Esch/Belval gebaut gëtt.

Hâr President, Dir Dammen an Dir Hären, am éischte Projet geet et ëm de Bau vun der Maison du Nombre, der Maison des Arts et des Étudiants, dem Centre de calculs an der éischter Produktionsunitéit vun der Unité de production de froid.

Awer elo eent nom aneren: Den Numm Maison du Nombre léisst jo schonn drop schléissen, wat déi künfteg Bestëmmunge vun deem Gebai wäerte sinn. Wëssenschaftlech gesi gëtt elei Recherche gemaach; et gëtt awer och ënnerriicht, an zwar an dräi Zyklen: Bachelor, Master an Doktorat. Wat d'Organisatioun ugeet, ënnerscheede mir elei an deem Projet tëscht siwen Zonen: der Entréeshal, der Logistik, der Administratioun, de Büroen, dem Beräich vun der Technik an der Recherche an dem Enseignement, dem Rechenzentrum an der Centrale de production de froid.

Architektonesch gesinn ass d'Maison du Nombre am Geescht vun der Nohaltegkeet gebaut ginn. Et ass eng relativ simpel Architektur, e kompakte Volume, virun allem e fonctionnelt Gebai mat niddregen Entretien- an Exploitationskäschten, ouni awer de Confort vun de Benotzer ze vernoléisegen.

D'Centrale de production de froid ass Deel vum Energiekonzept vum Site selwer, gradesou wéi doranner och d'TGV-Zentral vu Raemerech eng Roll spillt. Fir den Detail vum Energiekonzept verweisen ech op déi verschidde parlamentaresch Dokumenter.

Hâr President, e weidere Bau an deem Projet ass d'Maison des Arts et des Étudiants, an där

een eng grouss Salle polyvalente fanne kann. Des Weidere gëtt et an deem Bau déi sougenannte Salles pédagogiques fir Atelierien oder Seminaren an awer och e Clubraum fir d'Studenten, an och sinn an deem Gebai Geschäfte virgesinn. Dat ganz Konzept vun deem Haus ass ronderëm dee groussen Hall polyvalent opgebaut. Dee ganzen Ensemblen vun deene Gebaier, déi ech elo grad opgezielt a virgestallt hunn, gëtt um nördlechen Deel vun der Héichuewenterrass ugesiedelt.

Ofschléissend wëll ech awer och nach soen, wat dat Ganzt elo kaschte wäert. D'Maison du Nombre: 52 Milliounen Euro. D'Maison des Arts et des Étudiants: 16,4 Milliounen Euro. D'Centrale de production de froid: 14,6 Milliounen. Zesumme mécht dat fir deen éischte Projet 83 Milliounen Euro. Sou vill zum éischte Projet, deen d'Nummer 6202 dréit.

Ech kommen elo zum zweete Projet, dem Projet de loi 6255 iwwert de Bau vun der Maison du Livre op Belval. Dëse wichtige Bau fir déi zukünfteg Uni kënn op d'Südtérasse stoen. D'Unisbibliothék gëtt an déi al Mëllerei integreiert an ass Deel vum sougenannte Pôle socioculturel vum Site, op där enger Säit d'Place Agora an op där anerer Säit d'Place des Hauts-Fourneaux. D'Mëllerei gëtt an zwee Deeler opgespléckt: Deen ee fir d'Maison du Livre, deen aneren ass fir deen zukünftegen CNCI. Dësen Deel, deen dem CNCI virbehalen ass, gëtt allerdéngs fir de Moment just esou erhalten, wéi en elo ass, bis dat definitiivt Konzept vum CNCI steet.

Wat elo d'Bibliothék selwer ugeet, sollen déi Kollektiounen, déi do ugebuede ginn, engersäits souwuel de Besoinen vun der Dokumentatioun vun deene verschiddene Fakultéite Rechnung droen an anersäits sämtlechen Aktivitéite vum Enseignement an der Recherche. D'Bibliothék gëtt als ganz villsäiteg Plaz beschriwwen, op där gefuerscht, geschafft, géleiert, mä virun allen Déngeger och gelieft gëtt. Et soll e ganz fonctionnelt Gebai si souwuel fir déi Leit, déi do schaffen, wéi och fir déi jéineg, déi se benotze sollen.

Et sief awer och nach ënnerstrach, datt d'Maison du Livre fir all Mënsch zougänglech ass, och wann een net méi Student ass. Si wäert deemno fir de grouse Public op sinn. Jiddweree kann elei gratis op déi verschidde Kollektiounen a Servicer zrëckgräifen. Wat d'Gestioun ugeet, sou ass eng Zentralisatioun vun de Prêté virgesinn iwwer e Katalog mat der Nationalbibliothék zesummen.

A puncto Energiekonzept soll nach gesot sinn, datt dat Gebai eng ganz performant thermesch Isolatioun kréie soll an och soss de moderne Besoinen a Standard gerech gi wäert. Dëse wichtige Projet dréit d'Nummer 6255, wéi ech schonn aganks gesot hunn, a kascht 59,5 Milliounen Euro. Verbrauch an Entretien belaf sech op ronn 1,1 Millioun Euro, an dat pro Joer.

Hâr President, elo zum drëtten Projet, deem vun den Aussenaménagementen an de Parkanlage vun der Cité des Sciences. Déi ganz Cité besteet aus 21 verschiddene Gebaier, déi vu verschiddenen Architekten entworfen gi sinn, an dat am Kader vun deem Gesamtkonzept. Duerfir sinn dës Aussenanlagen e wichtige Facteur, fir déi eenzel Gebaier zesammenzeféieren, fir dann och e stëmmege Gesamtbild ofzeginn. Si maachen de Lien tëscht de Gebaier. Konkret geet et heibäi ëm Buedembelägg, ëm Belichtung, ëm Basengen, ëm Wangergärt an esou weider.

Des Weidere gesäit dëse Projet souwuel de Bau vun engem ënnerierdesche Parking wéi vun deem Parking dobause vir. Wat d'Mobilitéitskonzept ugeet, sou ass fir de Site Belval e „modal split“ vu 40/60 fir d'Personal vun der Uni virgesinn an ee vun 80/20 fir d'Studenten. An enger éischer Phas dréit et sech elei ëm 2.500 Parkplazen.

Déi Waasserbasengen, déi de Projet virgesäit, hunn net just en esthetesche Grond, mä si fänke Reewaasser op, wat dann an deenen ale Waasserbasenge stockéiert gëtt. Eleibäi ass ze soen, datt d'Waasser mat Turbinnen, déi mat Wandkraaft ugedriwwen ginn, an déi al Waasserbasengen eropgepompelt gëtt.

D'Suen, déi fir dëse Projet, deen dann d'Nummer 6256 dréit, virgesi sinn, belaf sech op 58 Milliounen Euro. Den Entretien a Verbrauch gëtt op 382.000 Euro pro Joer geschat.

Ech kommen elo zu deem leschte vun deene véier Projete vun haut, deem vun der Maison de l'Innovation. Dëse Projet dréit d'Nummer 6260. An deem Gebai si verschiddene Departementer an Unitéite vum Centre de recherche public Henri Tudor an der Uni Lëtzebuerg regroupéiert, woubäi den CRP-Tudor den Haaptbenotzer vum Gebai wäert ginn. Den CRP huet zirka 524 Mataarbechter an d'Halschent vun deene schafft net am John-F.-Kennedy-Gebai um Kierchbiere, mä an anere Lokalitéiten uech-

tert d'Land. Dës 250 Leit ginn elo an der Maison de l'Innovation ënnerbruecht.

D'Uni-Servicer, déi dohinner kommen, sinn de Luxembourg Centre for Systems Biomedicine, d'Faculté des Sciences an Informatesch a logistesche Servicer. Insgesamt sinn dat ronn 100 Leit. D'Gebai kritt circa 15.000 m² an huet eng rechteckeg Form vun 53x43 m. Vum Energiekonzept hier gëtt et natierlech och de moderneren Ufuerderungen an den heitege Standard gerech.

Den Total vun den Ausgabe beleeft sech op 36,7 Milliounen Euro. Den Ennerhalt vun deem Gebai soll 671.300 Euro kaschten.

De Conseil d'État huet fir déi véier Projete säin Accord ginn. E puer redaktionell Ännerunge säitens dem Conseil d'État souwuel bei den Intitulé wéi bei den eenzelnen Artikelen hu mir als Kommissioun och iwwerholl.

Hâr President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir gesitt, och wann ech elei bal a Rekordzäit dës véier Projete virgestallt hunn, sou wëllt dat awer net heeschen, datt et keng wichteg Projete wieren. Eleng schonn de finanzielle Volet mat engem Total vun 237,2 Milliounen Euro léisst sech weisen.

Dat ass Geld, Hâr President, ganz vill Geld. Mä ech denken awer, datt dës Suen an d'Zukunft vum Land an an d'Chancé vun eiser Jugend gutt investéiert ginn.

► **Une voix.**- Ech menge jo!

► **M. Lucien Clement** (CSV), rapporteur.- Wien A seet, muss och B soen. A mir hunn heibannen A gesot zur Uni Lëtzebuerg a mir hunn A gesot zum Site Belval. D'Kommissioun huet déi véier Rapporten op Belval selwer diskutéiert an och eestëmmege uegholl.

Ech hunn am Verlaf vun deenen Diskussiounen deene Responsabele vum Ministère an dem Fong Belval d'Fro gestallt, wéi vill lëtzebueresch Betriber dann elei um Site géife schaffen. Ech krut d'Antwort net direkt, mä ech krut se schréfflech nogeliwwert, an hei ass se. Ech zitéieren och aus der Antwort: «Je peux vous informer que 85% des adjudications ont été liquidées à des soumissionnaires luxembourgeois, ce qui équivaut à partir de 2002 à environ 216,5 millions d'euros liquidés. Cependant nous pouvons aussi vous informer concernant les adjudications attribuées à des soumissionnaires étrangers pour un montant de 39,7 millions d'euros, soit un total de 256,2 millions d'euros.» Signé: Germain Dondelinger, Président.

Ech wëll vun dëser Plaz aus dem Hâr Dondelinger Merci soe fir déi prompt an och korrekt Antwort.

Ech kann als Rapporteur all déi Leit, déi sech Gedanken maachen iwwert d'Zukunft vum Lëtzebuerger Handwierk an iwwert d'Zukunft vun eise Betriber elei zu Lëtzebuerg, denken ech, mat dëser Antwort zefridde stellen. Ech denken, datt heimadder verschidde Crainten, datt d'Lëtzebuerger Betriber elei op Belval bei der Vergab vun de Projeten an der zweeter Rei géife stoen, konnten aus dem Wee geraumt ginn.

Hâr President, wéi schonn ufanks gesot, wäert de Kolleg Marc Spautz am Numm vun der CSV elo gläich nach op e puer méi spezifesch Aspekter vu Belval agoen.

Sou vill vu mir als Rapporteur. Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren a wënsche mer, datt déi véier Projeten eng grouss Zoustëmmung heibannen an der Chamber fanne wäerten.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Hâr Rapporteur Lucien Clement. An als éischte Riedner ass den Hâr Marc Spautz agedroen. Hâr Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Hâr President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, et ass elo eng grouss Begeeschterung, wann et ëm de Projet Belval geet. Wann een dann awer den Historique mécht a verschidde Saache kucke geet... De Lucien Clement als Rapporteur, deem ech wëll Merci soen, huet gesot, mir investéieren haut 237,2 Milliounen op Belval. Et sinn insgesamt 21 Projeten. En Deel hu mer scho gestëmmt. E weideren Deel wäert an deenen nächste Wochen, Méint a Joren nach op eis zoukommen.

Wann ee sech dann awer e bëssen domat beschäftegt an et geet een e bëssen an d'Geschicht vun där Entwécklung vu Belval...; a wann ech dat soen, mengen ech net 1910, wéi Belval als Schmelz gegrennt ginn ass, mä esou 1990, wéi déi Diskussiounen ëm Belval an d'Zukunft vu Belval lassaange sinn.

1990, wéi deemools nach d'ARBED d'Entscheidung geholl huet, opzehale mat der Héichuewefiläre, huet natierlech och d'Fro sech ge-

stallt: Wat geschitt mat deem Site? Dat war jo e gigantesch Site op Belval. An 1992 huet d'Tripartite decidéiert, e GIE anzusetzen, fir ze kucken, wat een op deem Site kéint maachen a wat een och kéint maache fir Aarbechtsplazen, a wat een awer och kéint maache fir Esch a Bieleles oder d'Gemeng Suessem, déi zwou Uertschaften, wou d'Schmelz just dozwësche läit, fir deen Terrain awer och kënnen ze benotzen.

Am Juli 1997 huet den deemolegen Innenminister, de Michel Wolter, déi éischt Sitzungen aberuff mat de Forces vives vun der Natioun am Süde vum Land, an der Kulturfabrik, fir ze kucken, wat sech do alles kéint maachen. An 1999 war am Koalitionsaccord tëscht der CSV an der DP festgehalleg ginn, dass eppes op deenen Industriebroche misst investéiert ginn, an dat fir d'Zukunft vum Land.

Ech hu mer awer och erlaabt, do verschidde Kommissiounsrapporten an Artikelen vun där Entwécklung erauszehuelen, wou déi komescht Saachen drastinn. Sou ass sech opgereegt ginn an der Kommissioun Intérieur, Economie an Travaux publics am Joer 2000 - dat war eng gemeinsam Sitzung -, firwat de Fonds Belval aneschtens géif behandelt gi wéi de Fonds Kierchbiere, firwat am Fonds Belval all Projet misst eenzel gestëmmt ginn, deen herno dohinner kéim, a beim Kierchbiere net.

Et ass sech d'Fro gestallt ginn iwwert d'Transparenz vun deene jeeweilege Projeten, déi do géife virgestallt ginn, wien déi elo géif maachen, ob dat Agora wier, ob dat de Fonds Belval wier, ob dat Privatinvestisseure wieren.

Et fënnt een eraus an den Debatte vun 2002, wou heibannen de Masterplang gestëmmt ginn ass, dass Leit sech opregen, dat do wier e Faass ouni Buedem. Haut - wann ech de Lucien Clement verstanen hunn, a well ech och an där Kommissioun sinn - sinn d'Rapporten unanime uegholl ginn.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Sou dass da muss verschidde Leit sech d'Fro stellen, firwat se dann deemools vum Faass ouni Buedem geschwat hunn?

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, mir sinn elo alleguete frou, dass déi Projeten op Belval kommen.

► **M. André Hoffmann** (déi Lénk).- Hâr Spautz, däerf ech eng Fro stellen?

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Dir däerft eng Fro stellen, Hâr Hoffmann.

► **M. le Président.**- Hâr Hoffmann, da stellt dem Hâr Spautz d'Fro.

► **M. André Hoffmann** (déi Lénk).- Et wär jo interessant ze wëssen, wien dat dann deemools gewiescht wär, deen esou Bedenke gehat hatt par rapport zu...

(Interruption)

► **M. Camille Gira** (déi gréng).- Et ware Leit vun der CSV!

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Neen, Hâr Gira, et ware keng Leit vun der CSV.

► **Une voix.**- Da lauschtert elo emol!

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Hei steet en Numm: Robert Garcia. Hei war emol ee Robert Garcia, dee geschwat huet.

(Interruption)

► **M. le Président.**- Hei, den Hâr Spautz äntwertt elo op d'Fro vum Hâr Hoffmann.

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Wann Der mer d'Fro stellt: Et war en Hâr Robert Garcia, dee geschwat huet. Et war e gewëssenen Hâr Aly Jaerling,...

(Interruption)

Et war e gewëssenen Hâr Alex Bodry.

► **Une voix.**- Aha!

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Et war e gewëssenen Camille Gira.

► **Une voix.**- Oh, allez! Allen zweel!

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Hei sinn d'Ënnerschrëften nach.

► **M. François Bausch** (déi gréng).- Dir kënn et net gewiescht sinn, well Dir waart deemools nach net hei.

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Ech war nach net hei. Dir hutt Recht, Hâr Bausch, well hei sinn d'Ënnerschrëfte vun deene Leit deemools um Procès-verbal vun 2000, déi déi Froen - an déi kritesch Froen - gestallt hunn.

► **Une voix.**- Kritesch Froe sinn ëmmer gutt!

(Interruptions)

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Ech kann lech herno de Rapport gäre ginn.



Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, da sinn der och nach derbäi, Här Hoffmann, awer och, fir lech ze soen, am Escher Gemengerot - do stoung am Gemengerotsbericht vun Esch vum 26. Oktober 2002 -, do sinn och Leit, déi sech ganz kritesch Froe gestallt hunn, ob dat iwverhaapt an der Rei wier, esou an e Faass ze investieren.

Ech muss awer och soen, et waren awer och Leit, déi ganz positiv driwwer geschwat hunn, an ob do net géif vu Sprengkommandoe geschwat ginn. Dat war och nach am Kader, wéi...

(Interruption et hilarité)

Här Braz, wann dat...

► **M. Camille Gira** (*déi gréng*).- Ech ka mech erënnere, dass d'Madame Frank gesot hätt, fir d'Héichwien ofzerappen.

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Neen, dat war net 2002. Dat war méi fréi.

(Brouhaha général)

► **Une voix**.- Dat war ganz rezent.

► **Une autre voix**.- Ganz rezent!

► **M. Camille Gira** (*déi gréng*).- Dir sidd net wäit genuch siche gaangen, mengen ech. Dir sidd net wäit genuch siche gaangen.

► **M. le Président**.- Sou, den Här Spautz fiert elo virun hei mat senger Interventioun.

(Interruptions diverses)

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Da war et och nach am Escher Gemengerot, wou Leit gefrot hunn, ob et net kéint méiglech sinn, dass mer misste mat deem ganzen Dossier bis virun den Tribunal administratif goen, well esou, wéi déi Terrainen elo klasséiert wieren an ëmklasséiert géife ginn, dat wier jo awer eng ganz komesch Aart a Weis.

Léif Frëndinnen a Frënn, firwat hunn ech deen Historique gemaach? Well ech mengen, dass et wichtig ass, dass een dorop hiweist, dass do Visiounen néideg waren, fir dass dee Projet zu deem ginn ass, wat en ass, an dass vill Leit, déi deemools déi Iddien haten, belächelt gi sinn. Ech denken un de Michel Wolter; ech denken un de Fred Sunnen, deen do och vill mat dru geschafft huet deemools, fir dass déi Projeten do Realitéit ginn an dass mer elo haut alleguerte kënne soen, dass et awer eng gutt Saach ass, wat...

(Interruptions diverses)

...mir um Belval gemaach hunn.

► **M. le Président**.- Den Här Braz stellt lech nach gär eng Fro, Här Spautz.

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Dat ass och kee Problem.

► **M. Félix Braz** (*déi gréng*).- Här Spautz, bei all Sympathie, et si jo an dräi Méint Gemengewahlen, ech verstinn dat doten och, dass Der do probéiert, elo déi Decken e bësse bei lech ze zéien, mä ganz serio: Hutt Der net awer d'Gefill, dass Der elo e bëssen onverschimmt iwverdreift?

Ech mengen, dass an deem heiten Dossier zënter zéng Joer praktesch all d'Parteien, iwwegens an all de Gemengeréit, déi betraff waren, zu Esch wéi zu Suessem, all d'Parteien - an all hir kritesch Froen a Remarquen hunn de Projet verbessert, net verschlechtert -, dass mer hei wierklech, och wa mer zéng Joer zrëckkucken, alleguerte kënne soen, dass mer alleguerte Mériten hunn. Déi Aart a Weis, wéi Dir elo wëllt hei d'Mérité bei d'Säit vun der CSV zéien, fannen ech, éierlech gesot, e bësse penibel.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Dat ass typesch CSV.

(Hilarité)

► **Une voix**.- Dat ass typesch!

► **M. Félix Braz** (*déi gréng*).- Ech fannen et e bësse penibel.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Mir kenne se dach!

► **M. le Président**.- Hei, den Här Braz huet elo d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Mir kenne se dach!

► **M. Félix Braz** (*déi gréng*).- A fannt Der net awer, Här Spautz, dass Der dem Succès vum Projet an Zukunft net méi géift déngen, wann Der do géift weider bei deem bleiwen, wat wierklech während zéng Joer d'Realiteit war?

► **Une voix**.- Très bien!

(Interruptions)

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Här Braz, mir sinn eis jo awer eens, dass et den Här Wolter war als Innenminister, deen de Masterplang hei vertrueden huet, an dass et den Här Sunnen war als Rapporteur, deen de Projet hei virgedroen huet. Si mer eis do eens?

► **M. Félix Braz** (*déi gréng*).- An dat geet duer, fir dass Dir mengt, et hätten der nëmmen zwee Stéck dru geschafft?

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Neen, neen. Dat hunn ech net gesot.

► **M. Félix Braz** (*déi gréng*).- Ma dann haalt dach op domadder! Fuert elo weider an haalt op...

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Ech hu gesot, dass si zwee grous Mériten dorop hunn.

(Interruptions)

Dat hunn ech gesot. Mä Här Braz, Dir hutt jo d'Chance, Dir gitt net mat an d'Gemengewahlen, dofir braucht Der...

► **M. Félix Braz** (*déi gréng*).- Raison de plus.

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Voilà!

► **M. Félix Braz** (*déi gréng*).- Raison de plus. Ech ka fräi driwwer schwätzen. Raison de plus.

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Ma da kënnt Der jo herno driwwer schwätzen. Den Här Huss léisst lech bestëmmt...

► **Une voix**.- Dir net!

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn...

► **M. le Président**.- Sou! Den Här Gibéryen stellt och elo nach eng Fro, an da fiert den Här Spautz emol virun, soss komme mer net vun der Plaz!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Ech wollt den Här Spautz froen, ob en och nogekuckt huet, wat sengerzäit d'CSV-Ministeren heibannen deklaréiert hunn, wat d'Sanéierung vun deem Site géif kaschten an déi d'Arcelor géif bezuelen, a wéi vill datt d'Allgemengheet huet herno misen derfir bezuelen.

(Interruptions diverses)

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Also, ech kann lech just soen, ech kann lech hei dee ganze Finanzbericht virleeën, deen deemools gemaach ginn ass. Mä ech gi jo awer dervun aus, Här Gibéryen, Dir wëllt och nach eppes soen, wat da mat deene Chifferen a mat deenen Opdrägg...

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Ech hunn lech eng Fro gestallt.

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Ma neen, ech soen lech jo...

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Sot mer d'Chifferen.

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Ech hunn lech dee ganzen Dossier hei...

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Ma da sot mer d'Chifferen. Sot mer d'Chifferen, wat d'Sanéierung d'Allgemengheet kascht huet. Dir hutt jo alles nogesicht, dann hutt Der dat bestëmmt fonnt.

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Ech hu verschidde Saachen nogesicht.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Awer net alles, wéi et schéngt, hein!

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Neen, net alles.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Aaahhh!

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Här Gibéryen, et sinn insgesamt 21 Projeten. Mir sinn nach net...

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Dat do wier awer... Et ass awer keen onwesentleche Facteur gewiescht.

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Mir sinn awer nach net an der... Mir sinn eréischt an der Halschent ukomm mat de Projeten.

(Interruptions)

► **M. le Président**.- Hei elo! Ech géif lech elo wierklech bieden, dem Här Spautz nozelauschteren.

(Interruption)

Den Här Bausch. Dat ass awer elo wierklech déi lescht Fro, an da fiert den Här Spautz virun. Här Bausch, wann ech gelift.

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Neen, Här President, ech muss awer soen, ech fannen, den Här Gibéryen huet awer Recht, déi Fro ze stellen, well vill vun deene Kritiken, déi deemools komm sinn, an déi kritesch Awänn sinn dowéinst komm. Dann hätt den Här Spautz dat awer och missen éierlechteetshalber soen, respektiv da soll en eis de Chiffer soen, wéi vill datt dat da war, wat dat d'Allgemengheet kascht huet.

► **Mme Viviane Loschetter** (*déi gréng*).- Dat ass d'Fro!

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Dat ass jo eng Fro. Ech fannen et awer berechtigt, datt mer dorop eng Äntwert kréien. Well dat waren d'Kritiken, déi déi Zäit komm sinn.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Ech sinn och iwverzeegt, datt den Här Spautz et fonnt huet.

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Oh, Här Gibéryen, Dir hutt esou vill Zoutrauen a mech.

(Hilarité)

Dat ass einfach - wéi soll ech dat soen? - onbezuelbar!

Also, déi ganz Previsiounen: Deemools war e Méijoresplang opgesat ginn, wat all déi Investissementer géife maachen. An Dir wësst esou gutt wéi ech, dass och déi Chiffere vun deemools, déi 2002 gestëmmt gi sinn, an der Tëschenzäit och hu missen ugepasst ginn.

Mä elo zrëck zu Belval. Fréier hunn op Belval d'Héichwien gedämpft, an Zukunft wäerte Käpp dämpfen. Och dat waren Aussoen, déi heibannen an der Chamber gemaach gi sinn. D'Uni Belval, wat ass d'Uni Belval? Ech mengen, fréier hunn d'Leit sech identifiziéiert mat Belval, wat d'Schmelz ubelaangt. Eis Papp sinn op d'Schmelz gaangen op de Belval, an eis Kanner wäerten an Zukunft op d'Uni goen op Belval. An déi wäerte sech och domadder net méi kënne virstellen, dass do eng Kéier an der Zäit iwver 8.000 Leit op deem Site Belval geschafft hunn. An Zukunft sollen, laut dem Masterplang vun deemools, och iwver 8.000 Leit op deem Site wunnen.

Ech mengen, dass et wichtig ass, dass mer et fäerdeg bréngen, dass déi Industriebrooche revaloriséiert ginn. An haut kann een net méi vu Brooche schwätzen. De Lucien Clement huet et gesot, mir waren och als Kommissioun e puer mol sur place, a verschidde Kollege waren och derbäi, wéi déi eng oder déi aner Projekte gestart gi si vum Bauteminister. Déi Entwécklung, déi um Belval geschitt: All Dag, wann Der dohinner fuert, ass et anescht, all Dag, wann Der dohinner fuert, gesäit et aneschters aus.

Deen eenzege Problem, deen nach heiansdo ass: dass een net weess beim Zougank vum Site - wou et och gutt ass, dass elo ganz vill dru geschafft gëtt -, wann heiansdo de Problem besteet, fir en Zougank mam Auto op dee Site ze hunn, well do vill Leit sech heiansdo d'Fro stellen: Sinn ech elo schonn an der Gewan oder sinn ech wierklech amgaangen, op dee Site ze kommen?

(Interruption)

Och do konnte mer eis déi leschte Kéier, wéi mer als Kommissioun dohinner waren, iwverzeegen, dass do amgaangen ass, eppes gemaach ze ginn, an dass och do d'Entrée fir dee Site ëmmer besser wäert ginn.

E grouse Punkt, dee sech awer ëmmer nach stellt, dat sinn déi éischt Aktivitéiten, déi do stattfonnt hunn - ausser der Privatinvestitioun vun enger gréisserer Lëtzeburger Bank -, dat ass, wéi an de Soufflanten, an där Hal, déi Ausstellung „All we need“ war, wat doudsécher ganz interessant war a wat och vill derzou bäigedroen huet, dass d'Leit sech konnte mat deem Site vu Belval identifiziéieren.

Och duerno, wéi d'Rockhal komm ass, ass et virun allem eis Jugend: Wann déi Leit fréier mam Zuch op Belval-Usines gefuer sinn, esou sinn et haut d'Kanner, déi op Belval-Université ginn, fir duerno kënne sief et an de Kino ze goen, sief et an d'Rockhal ze goen; wou och domadder eppes gemaach ginn ass, fir dass den öffentliche Transport deen Zougank huet, fir op dee Site ze kommen. Wat och ganz wichtig ass a wat och herno eng ganz grous Bedeitung huet, fir op de Site ze kommen, wann d'Universitéit bis do ass a wann alleguerten déi Studenten do sinn - d'Universitéit, wou de Lucien Clement jo elo haut déi dräi (veuillez lire: véier) Projekte virgestallt huet, wou mer insgesamt 237,2 Milliounen wäerten investieren.

Et ass awer och wichtig, déi Verbindung, déi gemaach gëtt: d'Uni, wat eppes Neies ass, zesumme mat den Héichwien, wou mer jo och hei de Projet gestëmmt hu fir d'Erhale vun den Héichwien a fir d'Renovatioun, dass een do och gesäit, dass domadder d'Basis vum Lëtzeburger Land, déi awer mat an deenen Héichwien geluecht ginn ass, dass dat do bliwwen ass, an d'Entwécklung - et ass ëmmer gesot ginn: „Mir mussen d'Matière grise entwéckelen“ -, dass och do Lëtzebuerg déi richtig Décisioun geholl huet, a) mat der Schafung vun der Uni, an och den 23. Dezember 2005, wéi d'Chamber den Accord de principe geholl huet, fir en Deel vun der Uni op de Site Belval ze verleeën.

Eis Papp sinn op d'Schmelz schaffe gaangen, eis Kanner ginn op Belval op d'Uni. Dat ass wichtig, virun allem fir eist Land. Et ass wichtig, dass mer esou e Site hunn. Et ass awer och wichtig fir déi zwou Gemengen, fir Esch a fir Suessem, déi direkt concernéiert sinn, awer och déi Gemenge ronderëm, ob dat Monnerech oder Schëffleng ass.

Et ass wichtig fir eis am Commerce. Et ass wichtig fir déi Aarbechtsplazen, déi do geschaf

ginn. A verschidde Leit geet et dofir och an deene Projeten net séier genuch, an heiansdo géif een am léifsten dohinner goen an et géif een eng Hand upaken, fir dass et nach méi séier virugeet. Well mir hu festgestallt, dass Projeten, déi sti vun haut op muer, a bei aneren - ech denken elo un de Bâtiment administratif - komme mer einfach net vum Fleck.

Vu dass et och do wichtig wier, dass mer och do deen néidege Stullgang géife kréien, well et domadder och wichtig ass, dass ee gesäit, dass déi Entwécklung do ass, a wat alles de Stat investéiert, wat d'Privatleit investéieren an och, wat d'Universitéiten investéieren, fir dass dee Site nach méi attraktiv ka ginn.

Et stellt een och fest, dass de Commerce, wou am Ufank ganz vill Schwierigkeete waren, dass déi Geschäfte elo gutt fonctionnéieren an dass et och wichtig ass, dass se zwar nach besser un d'Fonctionnéiere kommen. A wann déi nei Entrée bis fäerdeg ass, fir op dee Site ze kommen - respektiv och bei der Liaison Micheville, wou et jo elo och erëm e bësse virugeet -, da wäert dat sécherlech derzou bäidroen, dass dee Site nach vill méi interessant gëtt.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, et ass awer och wichtig, wa mer vum Site Belval schwätzen, dat net nëmmen aus dem Kader vun der Uni ze kucken, mä och alles dat, wat vum Wunnengsbau nach geplangt ass. Dofir ass et och gutt, dass mer deemools de Prinzip vun deene Projeten alleguerten net an engem Masterplang festgehalten hunn, mä dass d'Chamber sech intensiv mat deenen eenzelne Projekte wäert beschäftegen.

Dat hei ass elo am Kader vum éischte Volet, wou dee Projet verabschit ginn ass. Mir wäerten elo, wann ech mech net verzielt hunn, mat de Projeten an der Halschent sinn, an déi de Stat wëlls huet ze investéieren; an dass déi aner Halschent och nach wäert nokommen, an dass et wichtig ass fir d'Lëtzeburger Land, wichtig ass fir eis Kanner a Kandskanner, dass mer och weiderhin a Belval investéieren, an dass et wichtig ass, dass mir och alleguerte mat derzou bäidroen, fir Belval nach méi attraktiv ze maachen, dofir dass et, dass mer als Chamber des Projeten och eestëmme solle stëmme.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. le Président**.- Merci dem Här Spautz. Als nächste Riedner ass den Här Eugène Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Eugène Berger** (DP).- Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, et ass net evident, wann ee vun der Musel ass a vu Berwert Metzler ass, fir datt deen e Rapport iwwert d'Rekonversioun vun engem Industriestanduert...

(Interruption)

...aus dem Minette muss hei an der Chamber maachen. Mä ech muss awer soen, datt de Lucien Clement...

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- ...wann een op engem héije Bierg war...

(Hilarité)

► **M. Eugène Berger** (DP).- Här President, ech...

► **M. le Président**.- Här Berger, fuert elo virun. An ech géif lech bieden, keng Remarqué vun där doter Zort méi ze maachen!

► **Une voix**.- Ooohhh!

► **M. Eugène Berger** (DP).- Neen, ech hu se emol net richtig matkritt, Här President. Duerfir, herno kann dann den Här Gibéryen mer se nach eng Kéier schrëftlech noginn.

Just awer, fir ze soen, Här Gibéryen, meng Virfahre sinn zum Deel och vun der Musel, an deen aneren Deel, deen ass eben aus dem Minette. Mäi Grousspapp huet do geschafft, mä et war kee Metzler.

Wat ech awer eigentlech wollt soen, Här President, dat ass awer, datt den Här Lucien Clement hei awer e ganz gudder Rapport gemaach huet.

► **Plusieurs voix**.- Aaahhh!

► **M. Eugène Berger** (DP).- Ech wëllt him duerfir och félicitéiere fir seng mëndlech a schrëftlech Berichter an him duerfir Merci soen.

Et handelt sech hei ëm véier verschidde Rapporten, déi mer an enger Diskussioun zesummen hei behandelen, an dat mécht och Sënn, well et hei jo verschidden Deeler an Elementer vun engem grouse Projet sinn, nämlech deem vun der Cité des Sciences vu

Belval. Et ass e Projet, deen net nëmme grouss a senge baulechen Dimensionen ass, et ass och e Projet, dee grouss a senger finanzieller Dimension ass, mä ech mengen, awer och e Projet, dee grouss a wichteg ass fir de Süden a fir d'ganzt Land.

Här President, et ass am Süden, an dem Minette, wou virun iwwer honnert Joer eis Grousspapp, eis Urgrousspapp de Räichtum vu Lëtzebuerg geschafent hunn, andeems se mat den Héichwien an de Schmelzen de Grand-Duché zu enger Industrienatioun gemaach hunn an e Wuelstand geschafent hunn, vun deem mer bis haut profitéieren.

Aus Belval gouf iwwer Jorzéngten ee vun de wichtege Standuerter vun dëser industrieller Entwécklung vu Lëtzebuerg, wou jo och nach haut Stol veraarbecht gëtt. Et war an et bleift duerfir och eng richteg Entscheedung, onofhängeg vun deene kontroverse Punkten, déi och virun hei kuerz vum Här Spautz opgezielt gi sinn, mä et bleift an et war eng richteg Décisioun, d'Entscheidung vun der Regierung vun 1999 bis 2004, fir dës Site an déi Friche ze rekonvertéieren a fir op Belval erëm e Stéck Zukunft vun eisem Land ze schreiwen.

Do, wou fréier mat Schweess a mat Muskele Geschicht gemaach ginn ass, soll elo an Zukunft mat Wëssen - mat „brain“, géif den Engländer soen -, mat Technologie an Innovatioun e wichteg neit Kapitel fir d'Lëtzebuerg vum 21. Jorhonnert geschriwwen ginn.

Duerfir war et och eng richteg Décisioun, fir aus Belval den Haaptsite vun der lëtzebuergescher Universitéit ze maachen. Doréms dréie jo och hei déi véier Projeten, déi mer haut diskutéieren: d'Maison de l'Innovation, d'Maison du Nombre, d'Maison des Arts et des Étudiants, de Centre de calculs an den Aménagement urbain. Dat sinn d'Schlüsselementer vun där zukünftiger lëtzebuergescher Uni op Belval, der Cité des Sciences.

Sécherlech gëtt et déi eng oder déi aner, déi vläicht mengen, datt hei vill Suen investéiert ginn - ronn 240 Milliounen - mat dësem Projet, wou een awer och nach eng ganz Rei aner Sue misst mat arechnen, ob dat elo nach d'Infrastrukture sinn, den Zuch, ob dat zum Beispill Assainissement sinn, déi sech duerch déi nei Liaison Micheville erginn.

Mä et muss een awer soen: Generell sinn dat awer gutt investéiert Suen. Dat sinn nämlech Suen, déi mer och an de Standuert Lëtzebuerg investéieren. Well et ass wichteg fir d'Attraktivitéit vun eisem Land, och op ekonomeschem Plang, datt mer nei Standbeen schafen. Wa mer zum Beispill wëlle Biotechnologien - et ass jo a leschter Zäit, wou do vill dovunner geschwat gëtt -, wa mer wëllen hei op déi setzen, wa mer op d'Fuerschung doranner wëlle setzen, da muss mer dofir och en optimaalt Émfeld mat der Recherche an der Uni oder mat enger Recherche a mat enger Uni ronderëm kreéieren.

D'Uni Lëtzebuerg an d'Cité des Sciences sinn zwar nëmme een Deel vun där ganzer Rekonversion vun der Friche Belval, mä si wäerten awer d'Haaptimpulser gi fir dee ganze Site. Duerch kommen da Start-upen, nei Entrepreneuren dohinner, Fuerscher, Professoren a Studente kommen dohinner wunnen a liewen, Geschäfte kommen dohinner, Fräizäit a Kultur, all déi Aktivitéiten, déi dann do eigentlech praktesch duerch d'Cité des Sciences mat erugezu ginn.

Hei entsteet also net nëmme eng Cité des Sciences, mä hei entsteet en neie Quartier. Et kéint ee praktesch soen: Hei entsteet eng nei Stad.

Wa sech déi Cité des Sciences entwéckelt, da bréngt dat nei Méiglechkeete fir de Site, fir Belval, fir Esch, mä net nëmme fir déi zwou Gemengen. Den Développement vun der Cité des Sciences ass och eng Chance fir eng Rei Nopeschgemengen an aner Gemengen am Süden, an och doriwwer eraus. An et gëllt also och, déi Chancen ze notzen.

All déi Leit, déi spéider op Belval schaffen, studéieren, fuerschen - et geet Rieds vun deenen éischte Projektiounen, datt dat der bis 2020 ronn 10.000 kéinte sinn -, mä op alle Fall, alle guerten déi Leit, déi dann do schaffen, Business maachen, studéieren, fuerschen, déi bleiwe wahrscheinlech dann och e bëssen zu Belval selwer, eventuell fir Fräizäitaktivitéiten, fir akafen ze goen, fir ze wunnen eventuell. An dat heescht, dat zitt also eng ganz Rei aner Développementementer mat sech.

Wann een also elo 240 Milliounen an déi Cité des Sciences investéiert, da muss ee wëssen, datt dat net eleng nëmme...

► **M. le Président.** - Ech bieden Iech, dem Orateur hei e bëssen nozelaschteren.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. Also, et weess een also, datt déi 240 Milliounen net nëmme eleng do si fir déi Cité des Sciences, mä déi bewierken, datt eng ganz Rei aner Investissementer do gemaach ginn, datt aner Aktivitéiten entstinn zu Belval selwer, mä awer och doriwwer eraus an den Nopeschgemengen.

Huele mer nëmme d'Beispill vun de Studenten: Wa Studenten do op der Uni sinn, wunne se wahrscheinlech net all op Belval. Déi gi vläicht a Studentewunnengen oder a Wunnenge ronderëm wunnen, wat dann natierlech och nämlech e positiven Effekt huet fir déi Gemengen, well da jo do och vläicht nei Besoine vu Restauratioun oder soss Aktivitéite kommen, wou eben d'Studenten da sinn.

Och muss ee wëssen - dat ass och scho viru vum Rapporteur gesot ginn -, datt, wa mer do investéieren, dat och e Plus ënner anerem fir d'Handwierker ass, fir lëtzebuergesch Entrepreneuren, well déi jo och do dann eng Rei Aarbechte wäerte fannen, bis datt déi ganz Cité fäerdeg ass respektiv och, wann dann nei Aktivitéiten dohinner kommen.

Ech mengen, dat sinn eng Rei Ursachen - ech wëll se elo net all opzielen -, déi op alle Fall derzou bäidroen - respektiv déi fir eis och kloer sinn -, datt mer dann och als DP dës véier Projete wäerte stëmmen.

Här President, Projete stëmmen ass eng Saach, mä se dann effizient ëmsetzen op dem Terrain, dat ass en aner Puer Schong. An hei hapt et op verschidde Punkten. Wat eis, der DP, am meeschte Kappzerbrieches mécht, dat ass, datt den Timing fir d'Realisatioun vun der Cité des Sciences net agehale gëtt an datt d'Regierung awer e bëssen amgaang ass Zäit ze verléieren, oder datt do e bëssen den Dossier verschleift gëtt, verschlof gëtt.

Et muss ee wëssen: All Dag, deen hei verluer geet, ass eng wichteg Zäit, déi verluer geet fir den Opbau vun der Uni. An doriwwer eraus ass et och e verluerene Dag da fir d'Entwécklung vun de Friche op Belval.

Esou hu mer zum Beispill 2009, dat war kuerz virun de Wahlen, den éischte Spuetestéich fir d'Maison des Sciences gemaach. Den Här Spautz ka sech och nach erënneren. Mir souzen do schéin um Bagger, fir do ze soen: „Elo geet et lass. Hei steet elo an zwee, dräi Joer eng Universitéit.“ Mä elo leider, zwee Joer méi spéit, do muss ee feststellen, datt hei nach net vill gebaut ass, datt do nach ëmmer an engem Lach gebuddelt gëtt.

Nach d'lescht Woch oder - wéini war et? - virun zwou Woche konnte mer dat am Anschauungsunterricht feststellen, wéi mer eng Visite mat der Kommissioun vun der Nohaltegkeet gemaach hunn. Et ass kloer - dat ass bedauerlech an dat wäert da wahrscheinlech och esou sinn -, datt d'Uni net 2014, wéi dat ursprénglech virgesi war, hir Diere wäert opmaachen.

Dat ass net gutt, esou Zäitverzögerungen, well dat kann zum engen de Projet e bëssen op d'Kipp bréngen. Dat ass net gutt fir de ganze Site an dat kann och dat Konzept vun der Uni benodelegen. Well, ech mengen, all Retarden, déi elo déi Cité des Sciences huet, hunn dann och negativ Auswierkungen op aner Aspekter vun der Entwécklung vu Belval, ënner anerem och d'Entwécklung vun de Commercen, de Geschäfte dohannen.

Mir hu jo héieren, an der rezenter Vergaangeneheet - et war jo och an der Press -, hunn zum Beispill eng Rei Geschäfte missen zoumaachen, well se sech op eng Clientèle agestallt haten, déi awer nach net um Site präsent ass an och nach net wäert an deenen nächsten zwee, dräi Joer do sinn. Wa mer also ëmmer méi Zäit verléiere mat dem Bau vun där Cité des Sciences, wäert et och eréischt méi spéit ginn, datt d'Studenten, datt nei Leit dohinner kommen, sou datt also déi Geschäfte wäerte weider do schlecht dru sinn.

Ech mengen, d'Regierung muss hei wierklech vollen Asaz beweisen, fir datt et virugeet, a si muss wierklech hei aus deem Dossier - Här Minister Wiseler, Dir musst wierklech - do eng Prioritéit dorauer maachen!

Mat de Gebaier, mat den Infrastrukture muss et méi schnell virugeen, net och zu Lescht, well soss den Essor vun der Universitéit Lëtzebuerg hypothéquéiert ass. Hei gëtt jo zum Deel eng nei Uni aus dem Buedem gestampft, déi schéin op de Maquette ass, déi schéin op de Pläng ass, och dat konnte mer jo bei der Visite kucken, mä déi Uni, déi muss sech jo och nach - an dat huet manner mat den Infrastrukturen ze dinn - an Zukunft bewahren. Déi ass an der Konkurrenz mat enger ganzer Rei aner Unien an der Groussregioun. An och do ass et net gutt, wa mer Retarden hunn. All Retard - aus deem Point de vue, aus deem Bléckwénkel - ass och en Désavantage, fir datt d'Uni Lëtzebuerg sech kann effizient entwéckelen.

Ech wëll hei och net en détail op verschidde Froen elo agoen, wat d'Konzept vun der Uni ugeet, mä et wier awer gutt, wann een och hei géif vläicht och an der Kommissioun respektiv an aneren zoustännege Kommissiounen kucken, datt een do dann och an dëselwecht Richtung zitt, datt ee wierklech och e Gesamtkonzept fir déi Uni kritt, datt een net nëmme Gebaier do stoen huet.

Et ass jo gewost: Op Belval kënn de Siège vun der Universitéit Lëtzebuerg mat der Faculté des Sciences, de la Technologie et de la Communication, der Faculté des Lettres, des Sciences Humaines, des Arts et des Sciences de l'Éducation. Et dierf een awer och net vergiessen, datt zum Gesamtkonzept vun der Uni Lëtzebuerg och d'Faculté de Droit, d'Économie et de Finance derzougehéiert. Och do dierfe keng Retarden entstoen.

Wa mer also elo soen, mir müssen zu Belval virumaachen, solle mer dat anert och net vergiessen, well herno ass d'Uni e Ganz, an dozou gehéiert eben och déi Fakultéit. An ech mengen, bei all eiser Begeeschterung - och menger Begeeschterung, muss ech soen - fir Belval dierf also net vergiessen ginn, datt awer och op anere Plazen am Land déi Dealer vun der Uni, déi ech elo erwähnt hunn, schnell musse virugeen, fir datt mer eng gesamt attraktiv Uni hei zu Lëtzebuerg kreieren, datt mer kënnen mat den Nopeschinstitutionen mathalen.

Här President, ech hunn duerfir och eng Motion préparéiert, déi ech dann och hei wäert déposéieren, fir eben ze soen: Kommt, wa mer wëlle wierklech eng attraktiv an eng kompetitiv Universitéit hei zu Lëtzebuerg maachen, dann dierf et net sinn, datt mer just op enger Plaz elo wierklech virumaachen, mä fir datt dann déi ganz Uni, och deen Deel, deen ebe soll dann an d'Haaptstad kommen, net vergiessen gëtt.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que la Chambre des Députés vient d'autoriser le Gouvernement à entreprendre une nouvelle tranche d'investissements importants au bénéfice de l'Université du Luxembourg sur le site de Belval;

- rappelant que le programme gouvernemental prévoit que «Pour des raisons de proximité avec la place financière et les institutions judiciaires luxembourgeoises et européennes et en vue de pérenniser le site de la capitale, le centre de compétences spécialisé pour les domaines du droit et des finances sera localisé à Luxembourg-ville, y inclus les services de support nécessaires à son fonctionnement.»;

- considérant que l'implantation de ce centre de compétences revêt d'un enjeu stratégique pour le Luxembourg;

invite le Gouvernement à

- entreprendre dans les meilleurs délais toutes démarches utiles pour faciliter l'implantation définitive de la Faculté de droit, d'économie et de finance sur son territoire;

- lancer dans les meilleurs délais une étude pour examiner, ensemble avec l'Université, les divers besoins résultant de cette implantation sur le site actuel du Limpertsberg ou sur tout autre site approprié afin de garantir que la ville de Luxembourg puisse héberger dès 2015 et sur le long terme l'ensemble des activités de la Faculté de droit, d'économie et de finance.

(s.) Eugène Berger, André Bauler, Anne Brasseur, Fernand Etgen, Claude Meisch.

Här President, no deene méi generelle Considérations... Ech gesinn hei, d'Auer funktionéiert net méi. Ech weess also net, wou ech dru si mat menger Zäit, mä ech mengen, et bleift mer awer nach e bësselchen Zäit.

Duerfir wëll ech nach kuerz - no deene méi generelle Considérations - zu der Cité des Sciences - zum Schluss op ee Punkt agoen, deen op den éischte Bléck méi als en techneschen Aspekt ofgedoe kéint ginn, deen awer am Gesamtkonzept vun enger Uni, mä awer och vun der Mobilitéit a vum Klimaschutz net onwesentlech ass.

Dat ass de Punkt vun de Parkplazen. 3.500 Parkplaze sollen op de Site Belval kommen, eleng fir d'Universitéit. Wa mer elo eng Projektion maachen an den éischte Jore vun - loosse mer soen, gutt geschätzt - 5.000 Studenten, da mécht dat nawell e ganz gutt Angebot fir d'Studenten. An esou eppes gëtt et eigentlech net an der Groussregioun bei deenen aneren Universitéiten. Et gëtt et net zu Tréier, et gëtt et net zu Saarbrécken, zu Metz, zu Bréssel. Dat féint een net.

Wëlle mer also elo dann hei eng Uni am Süde maachen op Esch oder Belval, an der Géigend vun Esch, wou eigentlech awer herno am Endeffekt, géif ech soen, dat keng Verwuerzelung gëtt mat den Nopeschgemengen, mä wou dat

eigentlech do awer herno e bësselchen esou eng Insel ass, wou d'Leit da moies dohinner kommen an owes nees fortueren, mat deene ville Parkplazen?

Well mat 3.500 Parkplazen hätt eigentlech praktesch, wéi gesot, um Ufank all Student do seng eege Parkplaz. Da kann een an der Stad wunnen, da fiert ee mam Auto dohinner, et léiert een do, et fuerscht een do, owes fiert een zréck. An da léisst een eigentlech all déi Uertschaften niewendrun, ob dat Esch, ob dat Suessem ass, ob dat Déifferdang ass, ob dat Monnerech ass, déi léisst een dann eigentlech léns leie mam Auto. Dat heescht, et huet ee keng Ursach, fir do dann ze bleiwen.

Dat ass och net positiv fir déi gesamt Iddi, déi Gesamtentwécklung vum Site a vun der Regioun, wou mer jo gären hätten, datt d'Leit awer e bësse méi do bleiwen. Dat ass och net am Sënn vun enger moderner Mobilitéit, déi mer ustriewen, wa jiddweree kann och schonn als Student mat sengem Auto op d'Uni kommen.

Muer diskutéiere mer zum Beispill hei an der Chamber iwwer de Klimapak. An do gëtt da gesot, mir müssen Efforté maachen, fir den CO₂ ze reduzéieren. Ech mengen, hei ass dat awer sécherlech dann net dee richteg Wee, fir 3.500 Parkplaze fir eng Uni ze kreéieren, wou dann herno all Student praktesch seng Parkplaz huet. Ech mengen, wa mer och wëlle glafwierdeg bleiwen an der Iddi vun „modal split“, fir eis Efforté vum öffentlichen Transport, dann ass dat also keng gutt Saach.

Ech ginn elo net weider op aner Aspekter an, déi och méi mam Klimaschutz ze dinn hunn. Den Här Oberweis hätt déi vläicht kënnen maachen. En huet dat och zum Deel an de Kommissioun gemaach. Mat deem ganze Konzept, dat ass eng positiv Saach, datt een do versicht, och Konzepter vun Energiespueren an erneuerbaren Energien anzubringen. A wéi gesot, ëmsou méi ass dat wierklech a mengen Aen, an eisen Ae kontraproduktiv, wann een dann esou vill Parkplazen op dee Site mécht, an datt dann och am Endeffekt dat Gesamtkonzept vun der Uni a vun de Friché riskéiert, dorënner ze leiden, well d'Leit net do bleiwen an ëmmer nees schnell mam Auto vläicht méi wäit fort heemfuere.

Här President, déi puer méi kritesch Remarquen och gemaach, géif ech also den Accord vum menger Fraktioun zu deene véier Projete bréngen an nach eng Keier d'Regierung opfuere, wierklech hei Dampf dohinner ze maachen, net lasszeloossen, fir datt wierklech d'Cité des Sciences zu Belval esou schnell wéi méiglech ka realiséiert ginn an datt dann och domadder déi ganz Friche sech kann développéieren.

Ech soen Iech Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Eugène Berger. An als nächste Riedner ass den Här Roger Negri agedroen, deen och en remplacement vun der Madame Mutsch wäert interwenéieren.

► **M. Roger Negri (LSAP), remplaçant Mme Lydia Mutsch (LSAP).** - Merci, Här President. Wéi gesot, ech wëll d'Madame Lydia Mutsch entschëllegen. Si ass verhénnert duerch en Incident, deen um Lëtzebuerg Flughafen ass, an huet mech da gebieden, hir Ried hei virzedroen, déi domadder ufänkt, fir dem Rapporteur Lucien Clement en décke Merci ze soe fir säin interessanten an ausféierleche Rapport. Hien huet a relativ kuerzer Zäit véier Projete presentéiert, déi an der Realität awer eng ganz grouss Envergure hunn, souwuel vun der Héicht - wéi mer héieren hunn - vun den Investitiounen hier, mä och virun allem, wat hir Bedeutung fir eist Land ugeet.

De Rapporteur huet eis déi wesentlech Informatiounen zu deene véier Projeten zesummegefaasst, sou dass ech an der Interventioen vun der Madame Mutsch fir eis Fraktioun zum Gesamtprojekt wéilt Stellung bezéien an net méi op den Detail vun deenen eenzelne Projete wäert agoen.

Mat der Zoustëmmung zu dëse véier Gesetzesprojete kënn d'Uni Lëtzebuerg a méi konkret d'Cité des Sciences op Belval e Riseschrëtt virun. Wa mir eis an aneren Dossieren oft doriwwer bekloen, dass et net schnell genuch virugeet, dass mer ze laang plangen, ier mer ufänken ze realiséieren, da muss een op en Neits hei positiv feststellen, dass dat fir de Site Belval net gëllt. Hei gëtt un allen Ecken an Enner gebaut, wouvun d'Nohaltegkeetskommissioun sech nach rezent bei hirer Visite op der Plaz iwwerzeege konnt.

Et gëtt geschafft, et entstinn nei Gebaier, mä virun allem entsteet op dëser Plaz eng nei Dynamik, vun där sech zu Lëtzebuerg nach vill erwaart an erhofft gëtt an déi och an der Groussregioun hir Spure wäert hannerloossen.



Et ass richteg: Ronderëm de Masterplang an de Gesamtprojet fir d'Revaloriséierung vum Site Belval gouf iwwert d'Jore vill an ausféierlech diskutéiert a geplangt, an oft genuch gouf et skeptesch Téin. Zu Zäiten, wou der nach vill gezweifelt hunn, dass Lëtzebuerg iwwerhaapt eng komplett Universitéit géif brauchen, war et schwéier virstellbar, dass an engem vergläichsweis klengen Zäitraum e groussen Universitéitscampus op Belval géif entstoën.

Et war awer derwäert, fir all déi Diskussiounen ze féieren. Un de Fortschreitter, déi am Moment gemaach kënnen ginn, an un der Ausgeräiftheet vun de Projeten, déi eis haut virleien, gesäit een, dass all déi wichteg Aspekter berücksichtigte ginn an dass bei deene getraffenen Décisiounen eng beschtméiglech Komplementaritéit entstanen ass.

Ech wëll dovunner e puer Aspekter speziell ervirhiewen. Als Éischt geet et natierlech a virrangeg ëm d'Entwécklung vun eiser Universitéit. Obwuel déi véier Projeten, déi eis haut virleien, trotz hirer Envergure just een Deel vun engem Ganze sinn, weisen si dach ganz gutt, wéi duerch hir Vernetzung ennereneen an och tëschent deene verschiddeenen Acteuren um Site wichteg Synergie kënnen gebilt ginn.

Si weisen, wéi an der Cité des Sciences Enseignement a Fuerschung aneneegräifen, engersäits mat spezifeschem affectéierten Universitéitsgebaier, an deene virrangeg Coursé fir Studente kënnen ofgehalde ginn, an anersäits der Maison de l'Innovation, wou de CRP Henri Tudor a Luxinnovation wäerte schaffen, dertëscht Gebälchekeete mat soziale Fonctioniounen, wou en informellen Austausch tëschent deenen eenzelnen Acteuren ka stattfannen.

D'Maison du Nombre gëtt eng Plaz fir ze studéieren a fir ze fuerschen. Gläichzäitg gëtt e Centre de calculs integréiert, deen déi informatesch Infrastruktur fir déi gesamt Universitéit zur Verfügung stellt. Dorun ugeschloss gëtt déi sougenannte Centrale du froid, déi fir d'Klimatiséierung vun de Gebaier an donieft och fir de Fonctionnement vum Centre de calculs ganz wichteg ass. Zesumme mat der Maison de l'Innovation entsteet hei e Ganz, dat vernetzt a complémentaire fonctionnéiere kann.

En anert fundamental wichteg Aarbechtsinstrument ass d'Universitéitsbibliothék, déi d'Fachliteratur zur Verfügung stellt, déi an deene verschiddeene Beräicher gebraucht gëtt. Un éischer Stell fannen d'Studenten, Enseignanten, Chercheuren an dëser Bibliothék eng Basis fir hir Aarbechten an Dokumentatiounen. D'Bibliothék soll a wäert awer och fir Aussestehender an deemno och fir eng öffentlech Nutzung zougänglech sinn. Net zulescht gëtt eng breet Zesummenaarbecht mat der Nationalbibliothék unviséiert, déi jo och geschwënn en neit Gebai soll kréien.

En Universitéitscampus ass net nëmme eng Plaz, wou intensiv geschafft gëtt; et soll eng oppe Plaz sinn, wou ee sech wuelfillt. Den Aménagement vum gesamt Site muss deem Rechnung droen a Plaze virgesinn, wou d'Leit sech kënnen zesumme begéinen, wou ee sech och kann hisetzen, fir ze liesen oder ganz einfach nëmme fir ze raschten. De gesamt Site muss accueillant sinn an e Gefill vu liewegem Mateneen a vu Sécherheet vermëttelen - eng Plaz, wou ee sech gären ophält, wou een zu Fouss vun engem Gebai an dat anert oder an e Park ka goen, mam Vélo fueren, déi gewuesse Quartiere ronderëm entdecke kann.

Och d'Maison des Arts et des Étudiants dréit dës Bedierfnesser Rechnung a bitt eng Plaz, wou ee kann iessen, akafen oder - firwat net? - gemeinsam Veranstaltungen organiséiere kann.

Léieren, fuerschen a schaffe solle Freed maachen. An dëst Gefill soll de Campus vun der neier Cité des Sciences am Escher Quartier Universitéit gläichermoosse vermëttelen.

Här President, an deene leschte Jorzéngten hu mir eis oft beim Enseignement supérieur prioritär op déi Beräicher konzentriert, fir déi mer en direkte Bedarf hatten, sief dat bei der Formation vum Léierpersonal a vun eisen Educateuren, sief dat a Relatioun mat der Banken- a Finanzplaz. Ze kuerz komm sinn dobäi enner anerem d'Sciences naturelles an d'Grundlagefuerschung.

Mir hunn éischer d'Iddien aus dem Ausland hei iwwerholl, déi schon hir Preuve gemaach hunn, als dass mer selwer an engem gréisseren Mooss a systematesch nei Iddien hei zu Lëtzebuerg entwéckelt hätten.

D'Cité des Sciences awer bitt an deem Kontext eng enorm Chance, fir nei Impulser ze ginn a weider un akademeschem Selbstvertrauen ze gewinnen. Et ass e gewaltege Virdeel, wann dat, wat hei schonn ervirgestraucht gouf, grad net an engem Elfebeenturm geschitt, mä an engem modernen a liewege Stadquartier, wou liewen, wunnen a schaffe Spaass mécht, a Quartieren, wou Jonker an d'Schoul ginn, déi all Dag virun Ae wäerten hunn, dass Studium a

Fuerschung eppes ganz Interessantes a Spannendes ass an e konkrete Projet kann ëmgesat ginn.

Dobäi dréit dat insgesamt jo och zu engem Mentalitéitswandel hei am Land bäi, wann d'Recherche an déi nei Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologien net, wéi dat leider nach ëmmer de Fall ass, als eng potenziell Gefor, mä als eppes Positives, als Chance fir d'Zukunft gesi ginn.

Haut zweifelt wuel kaum nach een drun, dass d'Uni Lëtzebuerg an eise Land nei Chancen opmécht. Mir mussen deemno derfir suergen, dass dës Institutioun all Moyenen zur Verfügung huet, déi si fir eis a fir hir eegen Zukunft brauch. Dozou gehéieren onbedéngt an ausdrécklech déi Gebaier an Infrastrukturen, iwwert déi mer haut ofstëmme. De gesamt Bauprogramm gouf vun Ufank un esou ausgeleucht, dass an Etappe verfuert gëtt an dass um gesamt Site Ausbauméiglechkeete bestinn, jee nodeem, wéi schnell d'Cité des Sciences sech entwéckelt.

Bis elo kann ee feststellen, dass d'Zuel vun de Studenten a Chercheuren sech ganz positiv entwéckelt, wat net zulescht de Verdéngscht vun engem dynamesche Rektorat an engem professioneller Gouvernance ass. Et ass ugeduecht, dass d'Uni Lëtzebuerg am Joer 2020 ronn 7.000 Studenten an 3.000 Beschäftegter huet. D'Bauprogramm sinn doriwwer eraus flexibel genuch ausgeriicht, fir sech och an Zukunft u Verännerungen upassen ze kënnen.

Fir de Site Belval bedeit dat, dass déi néideg Masse critique garantéiert ass, déi gebraucht gëtt, fir e liewegen Unisbetrieb an engem dynamesche Quartier kënnen ze garantéieren.

Ech wëll an deem Zesammenhang nach eemol rappeléieren, dass et hei net nëmme ëm den Opbau an d'Entwécklung vun engem Cité des Sciences an engem Uni-Campus geet, mä ëm e groussen urbanistesche Projet mat Modellcharakter. Et ass deen éische grousse nationale Projet vun engem bewossten Dézentraliséierung, bei deem een daitlech gesäit, wat eng gezielte Landes- a Regionalplanung kann errechen.

Hei kann ee sech konkret virstellen, wat mat deem extrem technesche Begrëff vun der Décentralisation concentrée gemengt ass. Eng vun den Zilsetzungen ass, dass d'Leit an Zukunft ouni laang Transportweeër an engem nohaltege geplangte Quartier wunnen, schaffen, studéieren an interessante Kultur- a Freizäitaktivitéiten nogoe kënnen. Zousätzlech schafe mir déi néideg Voraussetzungen, fir e „modal split“ vu 40/60 ze errechen, e virbildleche Parkraummanagement ze maachen an domat dem öffentlechen Transport an der Mobilitéit douce de Virrang ze ginn. E wichtegen Aspekt gouf op d'Energieeffizienz vun de Gebaier geluecht an op en innovativ Killsystem.

Bref, all déi zukunftsorientéiert Iddien, déi fir en nohaltege an IVL-kompatibel Entwécklungskonzept onerlässlech sinn, gi bei de Projeten, déi um Belval entstinn, ëmgesat.

D'Chance, fir vu Grond op en neie Quartier ze plangen an ze entwéckelen, erlaabt et gläichermoosse, eis Virstellungen iwwer e schonnenden Émgang mat eisen natierleche Ressourcen zesumme mat enger héijer Liewensqualität ëmzesetzen.

Dozou gehéiert, dass sech deen neie Quartier mat senger gewënschter Mixitéit besonnesch an dat bestehend a gewuesent Émfeld afüge soll. Den neie Quartier Belval ass enk verknäppelt a verbonne mat deenen zwou Gemengen, op deenen hirem Terrain e läit, der Stad Esch op där enger an der Gemeng Suessem op där anerer Säit. Sou wéi et an all eise landesplanerische Konzepter gewënscht wor, féiert déi gemeinsam Entwécklung vu Belval zu enger Stärkung vun der Zesummenaarbecht vun deenen zwou Gemengen, sou dass iwwert d'Grenze vun deenen eenzelne Gemengen ewech e regionalen Entwécklungszentrum fir dee ganze Süden entstoe kann.

Wéi grouss de Potenzial vum Site Belval ass, weist net zulescht den Intérêt, deen eis franséisch Noperen dorunner weisen. Wa si laang Zäit éischer schonn eng ofwaardend Haltung ageholl hatten, esou plange si och elo ganz hefteg op der franséischer Säit vum Belval mat Aménagement an Aktivitéiten, déi vun hirer Säit och eng national Envergure hunn. Hei kënnen enner anerem ganz interessant Synergien am Ausbildungs- a Gesondheetsberäich entstoën, déi souwuel der Entwécklung vum Standuert wéi och der Populatioun an der Groussregioun wäerten zeguttkommen.

Här President, meng Fraktioun wäert deene véier Gesetzesprojeten, déi haut zur Diskussioun stinn, mat Iwwerzeugung den Accord ginn, well se e wichtige Grondstee leé fir eng positiv Entwécklung vun eiser Universitéit, vun eise Land a vun der Groussregioun.

An domat soen ech lech Merci fir d'Nolauschterein.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Roger Negri. Als nächste Riedner ass den Här Jean Huss agedroen. Här Huss, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jean Huss (déi gréng).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun der grénger Fraktioun, mä och als Vertrieeder aus dem Südbezirk an als Gemeengevertrieeder vun der Stad Esch wëll ech natierlech och haut e puer Wuert soen zu dese wichtegen neien Entwécklungen op Esch/Belval - Entwécklungen a Bauprojeten, déi fir d'Stad Esch, fir Suessem an déi aner Gemenge vum Süde vum Land an iwwer eis Landesgrenzen eraus vun onschätzbarer Bedeitung sinn, souwuel wat déi ekonomesch Rekonversiou, mä och wat déi soziolesgesch, sozial a kulturell Émstrukturéierung an Integratioun betrëfft.

Ech wëll awer gläich hei och nach eng kéier kuerz rappeléieren, besonnesch no der Interventioun vum Här Spautz, dass déi gréng scho ganz fréi, ufanks den 90er Joren, fir eng ekonomesch an ekologesch Rekonversiou vun de Friche-industriellen hei am Land plädéiert hatten. Et war dat eise fréiere Kolleg, mä Frënd Robert Garcia, deen iwwerregens an deem Sënn och schonn 1997 an 1999 dräi detailléiert Proposition-de-loien hei virgeluecht hat.

A vun deem Moment un, wou dunn 2003 d'Décisiounen gefall waren, fir aus Belval en Haaptstéiz vun der Uni ze maachen, hunn déi gréng virun allem an de Schaffen- an de Gemengeréit vun Esch a vu Suessem, enner anerem also och mäi Kolleg Félix Braz an de Ringse Rob, ganz aktiv dobäi matgeschafft, fir dass den Unisprojet, mat allen zousätzlechen administrativen, kommerziellen oder kulturellen Infrastrukture ronderëm, méiglechst schnell aus der Planungs- an d'Realiséierungsphas géif kommen.

Mir waren och vun Ufank u ganz staark dorunner bedeelegt, fir ze errechen, dass dee Gesamtprojet mat alle Gebaier an Infrastrukturen an eng méiglechst durabel Richtung géif evoluéieren, sief et um Gebitt vun der Notzung vun den Terrainen, vun der Mixitéit vun de Fonctioniounen, vun enger verantwortlecher Mobilitéit a Parkraumgestioun oder enger méiglechst ekologescher Energieversuergung, wat grad haut an an Zukunft vun enger ëmmer méi grousser wirtschaftlecher a sozialer Bedeitung wäert ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll op dës Plaz awer och net vergiessen, fir dem Rapporteur vun dësem Projet, dem Här Clement, Merci ze soe fir seng Aarbecht als Rapporteur vun dese Gesetzer a fir säi Rapport hei op der Tribün.

Well hien hei virdrun déi bautechnesch a finanziell Aspekter vun deenen neie Gebaier mat hiren zukünftege Fonctioniounen an Detail duerleguecht huet a well och scho meng Virriedner viles iwwert des nei Gebaier fir Uni a fir Fuerschung gesot an erkläert hunn - Stéchwieder: Cité des Sciences, Maison du Savoir, d'Maison du Nombre, d'Maison de l'Innovation, d'Maison des Arts et des Étudiants, Centre de calculs, d'Maison du Livre, dat heescht d'Universitéitsbibliothék, an esou virun -, wëllt ech als véierte Riedner lech heibannen, d'Press an d'Leit dobussen net méi domadder langweilen, fir all déi Descriptionen hei nach eng kéier ze widerhuelen.

Wichtig fir eis ass virun allem, dass mam Vote vun haut elo an an de kommende Méint endlech mat der Realiséierung vun dese wichtegen Deelaspekter vun där neier Uni an de Fuerschungsarbechte ka weidergefuert ginn an dass de Gesamtprojet Uni a Recherche a Wëssensgesellschaft ëmmer méi schnell konkret Forme kann unhuelen.

A mir hoffen als Gréng, dass och méiglechst schnell mat aneren Deelprojeten, wéi zum Beispill der Maison de la Vie, de l'Environnement, de l'Ingénieur kann ugerappt ginn, fir dass och des noutwendeg Ausbauprojeten an de kommende Jore méiglechst schnell kënnen realiséiert ginn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Jean Huss (déi gréng).** - Net nëmme aus landes- a regionalplanerischer Vue ass d'Realisatioun vun der Uni Belval mat hire complémentaire Fuerschungszentren vun zentraler Bedeitung. Virun allem och aus ekonomeschen a soziale Grënn a fir vill nei Aarbechtsplazen ze schaffen am Raum Esch, Suessem, mä och an der Südregioun insgesamt, virun allem am Intérêt vun der Zukunft vun eise jonke Leit, d'fir ass dës Unisprojet, ass dës decisivé Schrëtt haut a Richtung vun enger Wëssensgesellschaft absolut essenziell.

Wat zum Beispill den Zouwuess un Aarbechtsplaze betrëfft, sou sinn dat natierlech engersäits

nei Aarbechtsplazen am universitären an am Fuerschungsberäich selwer, absolut héich qualifizéiert Aarbechtsplazen, mä duerch déi konnex Aktivitéiten - Bau- an Entretiensarbechten, Kommerz-, Finanzinstituter, soziokulturell Aktivitéiten an esou virun - wäerten och vill aner Qualifikatiounen an Aarbechte fir manner qualifizéiert Jonker kënnen do derbäikommen.

Als Gréng si mir natierlech och frou, dass bei der Konzeptioun, der Realisatioun vun all dësen neie Gebaier relativ wäitgehend och nohaltege Kritären zum Droe komm sinn, zum Beispill am Beräich vun enger rationeller Notzung vun der Energie, vun Niddregenergiebauweisen an der Abezéierung vu regenerativen Energien.

Op esou munch aner europäesch Universitéiten, déi virun 30, 40 a méi Joren no deenen deemools übleche Bau- an Energienorme gebaut goufen, dierfte jiddefalls an deene kommende Jore ganz sécher gréisser Finanzéierungsproblemer zukommen, wann d'Pétrols- a wann d'Gaspräisser wäerten explodéieren. Fir dës eisen Unisprojet wäert sech an deene kommende Jore jiddefalls déi virleidend energetesch Konzeptioun vun de Gebaier bezuelt maachen.

Um Gebitt vun der Mobilitéit, wou och mäi Kolleg Félix Braz sech immens drëm bekëmmert huet, hat sech...

(**Interruption**)

...den Escher Schaffen- a Gemengerot zesumme mat eise Suessemer Kollegeen och vun Ufank u ganz staarkgemaach fir méiglechst vill öffentlechen Transport, Vélos- a Spadséierweeër, fir um Terrain vun der Universitéit Belval selwer, mä och an den Uertschafte ronderëm, en Autosverkéierschaos ze verhënnere.

Ech mengen hei op dës Tribün och kënnen ze soen, souguer wann et vläicht nach an deenen éischten een, zwee Joer an enger Iwwergangphas wäert eng Rei Autosproblemer, Verkéiersproblemer ginn, dass mer insgesamt awer mat dem ugestriefften „modal split“, mat der Liaison Micheville engersäits, der Gare Belval, engem performante Bussystem an auszubauende Vélos- a Spadséierweeër anersäits de Verkéiersproblem wäerten an de Grëff kréien, um Terrain selwer, mä och a Richtung Stadzentrum vun Esch, a Richtung Bieles, Suessem an aus der Südregioun eraus.

Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll haut elo hei, wéi scho gesot, net nach eng kéier am Detail all déi enzel Gebaier beschriewen - dat ass gemaach ginn -, mä just nach op e puer Punkten zum Schluss agoen: éischtens op des nei Universitéit an dës neien an erweiderbare Fuerschungsstanduert a senger Fonctionioun als neit Standbee vun enger Diversifikatioun vun der Lëtzeburgerger Economie am Süde vum Land.

Do muss ech allerdéngs soen, dass, wann een de kommerziellen Aspekt ukuckt, dass heescht déi kommerziell Aktivitéiten, déi och um Site do stattfannen, dass dat aus landesplanerischer Vue allerdéngs net ganz positiv oder éischer souguer kontraproduktiv ass, wat am Moment en anere Regierungsprojet ass, deen zu Léiweng soll geplangt ginn. Ech mengen, dass do zwou Saache sech wäerte vis-à-vis stoen, an ech mengen net, dass dat eng positiv Entwécklung ka sinn.

Dovunner ofgesi ware mir awer generell vun Ufank un mat d'accord mat där relativ virsichtiger Ausso, wat d'Ausrichtung vun der Universitéit Lëtzebuerg ubelaangt, och wat d'Ausrichtung vun der Fuerschung betrëfft. Virsichteg, well gesot ginn ass, mir kéinten net alles maachen, weder op Belval nach Belval an d'Stad zesummen, mä dass mer insgesamt missten e Choix maachen. Déi Ausso ass verständlech, wann een eng nei Universitéit wëllt ugoen a wann een iwwerhaapt nach keng Erfahrung mat enger Universitéit an deem Sënn hat oder op jiddwer Fall net vill Erfahrung mat Universitéiten an deem Sënn hat.

Wat d'Fuerschung ubelaangt, sinn ech allerdéngs der Meenung, dass, wann elo do gestart soll ginn am Beräich zum Beispill vun Émwelt- a Gesondheetsfuerschung mat Beräicher wéi Systembiologie a Beräicher wéi de Genomics a Proteomics a Richtung vun enger predictiver a personaliséierter Medezin, dat si Saachen, déi alles an eisen Ae ganz positiv sinn, déi mer och ennerstëtzen. Ech mengen awer, dass den déi Saache kéint - kéint oder sollt - nach weider ergänzen d'Émweltspäitungsfuerschung, d'Émweltmedezin, d'Émweltfuerschung, d'Émweltgenetik, genetesch Polymorphisme bei der Détoxycatioun an esou virun. Dat sinn an eisen Ae

ganz wichtig Créneauen, déi déi zukünfteg Medezinentwécklung an deenen nächsten zéng, ofzéng Joer wäerte bedéngen.

Mir mengen, datt esou eng zousätzlech Fuerschung net nëmme sénnvoll ass, mä datt mer dozou och d'Kompetenzen hei am Land deelweis scho mindestens hätten, an datt mer do hei am Land eng interessant Nisch kéinte besetzen.

Datselwecht gëllt iwwregens am Beräich vun der Materialfuerschung, fir zum Beispill besser, méi sécher baubiologesch recycelabel Baustoffe oder Materialkomponente kënnen ze entwéckelen.

En zweete wichtige Projet - an domadder kommen ech dann erëm zréck op déi véier Projeten, déi hei virleien - ass an eisen Aen och de Projet 6256 iwwert den Aménagement urbain vum Site insgesamt, wou mir dës Konzeption vu Buedembelägg, vu Waasserbasengen a Waasserfontainen, vun Espaces publics mat Sëtzbänken, Belichtung a geplangte Wantergärt nëmme kënnen begréissen.

D'Unisgebaier selwer, mä och dës Aménagement wäerte ganz sécher an de kommende Joren en immensen Attraktiounspôle gi fir d'Leit net nëmme hei am Land, mä och fir vill auslännesch Visiteuren. A wann et eis da geléngt, an Zesummenaarbecht mat de Gemengen, déi ronderëm leien, mat Pro-Sud a mat all de Gemengen, déi am Minette do sinn, wann et eis geléngt, dann dat ze verbannen, déi Attraktivitéit ze verbanne mat eisen Naturlandschaften am Minette an och mat eiser Culture industrielle, déi mer do entwéckelt hunn, da mengen ech, datt mer de Süde vum Land och touristesch kënnen ganz staark weiderentwéckelen, wat e weidere positiven ekonomeschen a soziale Plus wier fir déi ganz Region.

Drëtt Remarque: Sou wéi an de vergaangene Jore wäerten och an de kommende Joren d'Gemengen, virun allem Esch a Suessem, mä och anerer, gefuerdert bleiwen, fir datt et zu enger positiver Integratioun vun dësem wierklech groussen Unisprojet an déi ekonomesch, kulturell a sozial Landschaft vun eise Gemenge wäert kommen, eng Integratioun, déi fir d'Acteuren allegueren insgesamt nëmme ka positiv sinn, souwuel fir d'Gemenge wéi fir d'Universitéit a fir de Süde vum Land.

Et kann net sinn - ech mengen, den Här Bausch huet dat virdrun ugeschwat -, datt do reng eng Insel géif entstoën, eng Insel, déi isoléiert wier vun deem, wat ronderëm ass. Mir trieden aktiv derfir an, datt et muss zu enger positiver Integratioun sozial, soziologesch, kulturell an esou virun téschent der Uni an deene Gemenge ronderëm kommen.

An déi véiert Remarque, dat ass déi lescht Remarque, dat ass méi eng perséinlech Remarque: Och wann ech da selwer net méi wäert hei präsent sinn, fir dorivwer nach mat ofzestëmmen,...

► **Plusieurs voix.** - Ohh!

► **M. Jean Huss (déi gréng).** - ...sinn ech awer, an ech hat dat virdrun scho gesot,...

► **Une voix.** - Mam Häerz derbäi!

► **M. Jean Huss (déi gréng).** - ...sinn ech awer ganz aktiv dorunner interesséiert, datt och déi weider Ausbauprojeten, vun deenen ech virdrun geschwat hunn, och méiglechst séier entwéckelt ginn, datt déi méiglechst séier an déi zoustänneg Kommissiounen kommen an datt mer virun 2020 dann herno am Raum Esch eng komplett Universitéit wäerten do stoen hunn. Dat ass a mengen Aen e wichtige, wann net de wichtigste Feiler vun der wirtschaftlecher Diversifikatioun hei am Land.

Mir stinn op jiddwer Fall als Gréng ganz positiv do derzou an duerfir wäerte mer och derfir stëmmen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Jean Huss, an als nächste Riedner ass den Här Gast Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll vun eiser Säit aus och fir d'Éischt dem Kolleg Lucien Clement Merci soe fir déi méndlech wéi schréfflech Rapporten zu dëse véier Projeten, déi haut hei zur Diskussion an zum Vote stinn.

Ech mengen, och wa mer dat an engem Mëtting an an engem Siess hei maachen, sou ass dat dach awer eng important Investitioun, déi haut hei gemaach gëtt, an dat an zweefacher Hisiicht: engersäits, wat de finanziellen Impakt ubelaangt, mat ëmmerhin 237 Milliounen Euro,

wat awer an ale Frangen 9,5 Milliarden ausmécht, déi hei haut votéiert ginn an der Chamber, fir ze investéieren. 9,5 Milliarden, dat ware sengerzäit - an dat ass jo schon e bëssen zréck -, kéint ee soen, zwee Pei-Muséeën, déi mer haut investéieren an d'Zukunft vun eisem Land.

Et ass awer och eng Investitioun an d'Wëssensgesellschaft, et ass eng Investitioun an d'Zukunft vun eisem Land, an et ass eng Investitioun, déi sécherlech eise Betriber zeguttkënn, déi hei sécherlech vill Aarbecht fannen, déi eiser Ekonomie och wäert an dëse schwierigen Zäiten, wou mer am Abléck drasin, weiderhëllef, fir kënnen eis Betriber weiderhin ze beschäftegen.

Duerfir wëll ech och direkt vun Ufank u soen, datt et vun eiser Säit aus duerfir och nëmme normal ass, datt mer och wäerten d'Zoustëmmung zu dëse véier Projete bréngen.

Ech mengen, d'Cité des Sciences vun der Uni Lëtzebuerg, déi elo op d'Frichë vun ARBED/Belval kennt - et brauch een net méi elo dës Projeten am Detail virgestallt, sou datt een dat kann iwwersprangen.

D'Cité Belval, déi hëlt elo lues awer sécher Formen un. Et war laang eng Zäitchen, wou ee konnt vun de Frichë schwätzen, datt se net richtig un d'Rulle komm sinn. Mir kennen alleguerten déi Problemer, déi sech do presentéiert hunn, souwuel an der Geschäftswelt wéi am Wunnengsbau, déi nach net ganz beheweue sinn.

Sécherlech ass haut net dat Liewen op deem Site, dat ee muss hunn, fir eben hei kënnen déi Geschäftswelt an d'gesellschaftlecht Liewe fonctionnéieren ze loosse. Mä spëtstens dann, mengen ech, wann d'Uni eng Kéier bis op deem Site implantéiert ass, kann ee soen, ass definitiv d'Liewen op de Frichë vun ARBED/Belval hiergestallt.

Bis dohinner wäerten och nach eng Rei aner, souwuel administrativ wéi kommerziell Investitiounen gemaach ginn, a bis dohinner wäerten och nach eng ganz Rei, e puer Dausende vu Leit hire Wunnsätz op déi Frichë verluecht hunn, sou datt dann do wierklech e Quartier entsteet, dee sech wierklech weise léisst an dee kann eegestänneg eng Energie entwéckelen, déi dem ganze Süde wäert zeguttkommen.

Et ass e wichtige Projet fir de Süde vum Land, Frichen, déi op dem Terrain leie vun de Gemengen Esch a Suessem. Ech mengen, dee gréissten Deel läit souguer op der Gemeng Suessem, wa mer dat richtig géife kucken.

A wann een och weess, datt dës Uni, wéi mer se hei an der Chamber deemools gestëmmt hunn, och kritesch net nëmme hei an der Chamber, mä och an der Öffentlechkeet diskutéiert ginn ass, esou si mer eis haut awer alleguer - mengen ech - heibannen eens an iwwerzeegt, datt dee Vote, dee mer deemools geholl hunn, datt dat schon e richtige Vote war, fir hei zu Lëtzebuerg eng Uni ze maachen. A well mer et och gesinn déi Entwécklung, déi d'Uni mat sech bréngt, a wat fir een Notzen datt se fir eis Ekonomie huet, wat fir een Notzen datt se och fir d'Wëssensgesellschaft hei an eisem Land duerstellt, da kënnen mer eis allegueren nëmme op d'Schëller klappen, datt mer viru Joren där Uni Lëtzebuerg hei alleguer zougestëmmt hunn.

Op de Frichen, wann d'Uni eng Kéier wäert bis bezu sinn, da sinn do Dausende vu Studenten, déi do an d'Schoul ginn an déi dann och wäerten do liewen oder och an der Géigend dovunner liewen. An ech mengen, hei ass et enorm wichtig, datt een dat och mat engem positiven, mat engem objektive Bléck kuckt.

Et gëtt vill Leit, virun allem och an der Geschäftswelt, a vläicht do méi berechtigt wéi an anere Kreesser, déi Angscht hunn, datt, zum Beispill wann déi Frichen op Belval eng Kéier komplett fonctionnéieren, virun allem wat d'Geschäftswelt ubelaangt, dat kéint negativ Konsequenze fir d'Escher Geschäftswelt hunn, déi et haut jo schon net einfach huet, och vis-à-vis vun anere Grande-surfaces, déi an deem Beräich oder an deem Rayon ronderëm Esch an deene leschte Joren entstanen sinn.

Hei ass et also wichtig, datt een och als Esch versicht, déi Connexioun hierzestellen, fir datt déi Leit, a virun allem hei och déi Studenten, déi eben do op deem Site sinn, wat, wéi gesot, e puer Dausend Stéck kënnen ginn, datt een déi esou an d'Sociétéit integréiert, an déi kulturell Sociétéit, a virun allem dann och an där Hisiicht Investitiounen zu Esch, Suessem an an aneren Nopeschgemenge mécht, fir datt och do Liewen entsteet. E Liewen, wat bei enger Uni normal ass a wat och vun de Studenten verlaangt gëtt, fir hir Fräizäit och kënnen am Süden nützlich ze verbréngen.

Selbstverständlech ass och den öffentlichen Transport hei gefuerdert, fir datt déi och kënnen

vun der Stad profitéieren an och kënnen séier an d'Stad kommen. Mä ech mengen, et ass awer un deene Gemenge ronderëm dës Universitéit, och hei Investitiounen ze maachen an Aktivitéiten ze lancéieren, fir eben dat Studenteliewen am Süde vum Land ze fördern. Ech sinn iwwerzeegt, datt domadder kann eng Renaissance och am kulturelle Liewen entstoën, wa mer wierklech dat verstinn, déi Studenten esou doranner ze integréieren.

Et ass natierlech wichtig, datt mer dann och higninn, datt mer deen néidege Wunnraum schafe fir d'Studenten. Hei ass vum Stat aus virgesinn, datt de Stat - an et ass och schon amgaangen, esou Projete lafe jo schon -, datt vum Stat aus Studentewunnunge gebaut ginn, wat normal ass bei enger Universitéit. Mä ech mengen, et sollt een och hei higoen a méi d'Privatinitiativ encouragéieren, well wann een an aner Universitätsstied geet, do gëtt et wuel déi öffentlech Studentewunnungen, mä mir gesinn awer och, datt ganz vill Privatleit do Wunnungen u Studente verlouen.

An hei, géif ech mengen, wier et souwuel un der Regierung wéi un deene concernéierte Gemenge ronderëm de Site vu Belval, fir do och iergendwéi eng strukturéiert Organisatioun op d'Been ze stellen, déi eben engersäits de Studenten esou Wunnunge ka vermëttelen an och d'Konditiounen soen, mä awer op där anerer Säit och de Privatleit, déi wierklech Plaz doheem hunn a wëlle Studentewunnunge bei sech arichten, datt do och vu staatlecher, vu kommunaler Säit deene private Leit gehollef gëtt, sief et um administrative Plang an, ech kéint mer souguer virstellen, iwwert de Wee vu Subside vu staatlecher Säit, fir datt och d'Privatleit méi Initiativ ergräifen, fir Wunnraum do ze schafe fir Studenten, fir datt mer déi Leit och do net an engem Ghetto hunn, mä datt mer déi verdeelt duerch déi Stied ronderëm Belval kënnen do verdeelen, fir datt mer do wierklech e Liewe kréien, wat ronderëm eng Universitätsstied normal ass.

Wa mer dat alles zesumme fäerdeg bréngen iwwert déi nächst Joren, da sinn ech einfach dovun iwwerzeegt, datt mer do op ARBED/Belval, op dem Site vun de Frichë vun ARBED/Belval wäerten eppes bauen, eng Uni bauen, déi sech international ka weise loosse, déi eisem Land eng Renommée gëtt an déi op där anerer Säit och deene Studenten an deene Leit, déi do liewen, wäert kënnen eppes als positiv Ugesinnes bréngen.

Ech mengen, duerfir sollte mer an déi Richtung goen. Dat bedeit natierlech och, datt mer investéieren an den öffentlichen Transport. Et muss Verbindungsweeër hiergestallt ginn, niewent deenen, déi elo scho bestinn. Mir hu jo och schon déi nei Gare op Belval gebaut. Mir hunn also d'Zuchverbindung. Zuchverbindungen, och där misste mer vläicht nach déi eng oder déi aner kréien. Mir hunn also och schon Zuchverbindungen, déi optimal do sinn, mä ech mengen, et sollt een och den öffentlichen Transport, sief et de Bus, ausbauen, datt ee wierklech herno eng Connexioun mat deene Gemengen direkt zum Site mécht. Selbstverständlech och Velospisten, Foussgängerweeër, alles dat gehéiert dozou.

Ech mengen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat deem Projet, dee mer haut hei stëmmen, maache mer wierklech e ganz grouse Schrack an eng gutt Richtung, déi eisem Land wäert gutt zu Gesiicht stoen.

Ech wollt nach just zum Ofschloss eng Fro un den Här Minister stellen, wéinst dem Här Spautz senger Remarque, wou e gemengt huet, viru Joren hätten heibanne Leit sech kritesch vis-à-vis vun deem Projet do geäussert.

Déi Kritik ass virun allem déi Zäit drëms gaangen, wéi mer hei driwwer diskutéiert hunn, wéi de Stat déi Terrainen vun der ARBED ofkaaft huet. Et war, et muss ee wëssen, an enger Geschicht, wou d'Leit quasi deemools, d'Propriétaires do quasi enteegent si ginn, fir enger Sidérurgie Terrainen zur Verfügung ze stellen. Elo huet d'Sidérurgie, nodeems se hiert Geld domadder verdéngt huet, déi Terrainen fir gutt Geld un de Stat weiderverkaaft, a gläichzäitig ass och an deem Pak eng Enveloppe virgesi gewiescht, déi fir d'Sanéierung vun den Terrainen war.

An deemools war eng grouse Kritik, datt gesot ginn ass, dat Geld géif net duergoen. An der Zwëschenzäit hunn allegueren déi, déi deemools sech kritesch dergéint geäussert hunn, Recht kriit, well mer wëssen, datt an der Zwëschenzäit de Stat, dat heescht d'Allgemengheet, de Steierzueler, schonn, mengen ech, mat iwwer 50 Milliounen Euro - wann ech mech ka gutt erënneren, dat war dee leschte Chiffer, dee mer an der Comexub genannt kritt hunn - huet missen dru participéieren, fir der ARBED hir Terrainen ze sanéieren.

Wou all kleng Geschäftsmann, deen e Betrieb verléisst a wou den Terrain net propper ass, op seng eege Käschten dat muss sanéieren, muss hei d'Allgemengheet Terrainen sanéiere fir d'Ar-

celor, an dat net nëmme mat kleng Chifferen. Wéi gesot, et sinn elo scho 50 Milliounen doranner investéiert ginn. An ech hu sengerzäit gesot, wa mer fäerdeg sinn, wäerte mer bei 100 Milliounen landen, well an alle Projeten, déi kommen, sinn ëmmer erëm och Deeler Kreditter dran, fir dat Stéck Terrain ze sanéieren, wou dann déi nei Gebaier opgericht ginn.

Duerfir war meng Fro un den Här Minister, ech weess elo net, ob en de Chiffer kann herno aus dem Stee schloen, nennen, mä ech sinn iwwerzeegt, datt och an dëse véier Projeten... Ech war awer net, mir sinn net an där Kommissioun, duerfir, et hätt een et kënnen an der Kommissioun froen. Mä esou, wéi ech de Minister kennen, ass hien esou gentil, fir eis dann herno hei ze soen, wat dann an dëse véier Projete virgesinn ass vu Sanéierung vun den Terrainen, déi dann derbäikommen, bei all déi aner Terrainen derbäi. An da weess och den Här Spautz genau, wéi dee Chiffer ass, wat d'Allgemengheet bei der Sanéierung vun den Terrainen hei bäidréit,...

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Merci.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - ...an den Här Spautz ass sécherlech mir a virun allem dem Här Minister dankbar fir déi Informatioun.

(Hilarité)

► **Une voix.** - Dir hutt haut Gebuertsdag, Här Gibéryen, duerfir si mer brav.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Da soen ech lech Merci nach eng Kéier a bréngen d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Gibéryen. Als leschte Riedner ass den Här André Hoffmann agedroen.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Här President, ech dierf also dann och drun erënnere, dass mir zu deenen éischte Supportere vun enger Uni Lëtzebuerg zu Esch gehéiert hunn. Mir haten allerdéngs deemools, dat dierf ech awer och bemierken, éischer de Standuert „Terres-Rouges“, d'„Lentille Terres-Rouges“ a ronderëm am A. Firwat? Well dee Standuert direkt um Stadzentrum läit an och direkt bei engem zimlech attraktiven Noerhuelungsgebiet. Ob e grouss genuch gewiescht wär, ass natierlech eng aner Fro.

Mir sinn awer och ganz zefridde mat dem Standuert Belval. Virun allem, wann et geléngt, de Campus Uni net vun der Stad Esch ze isoléieren. An ech mengen, do sinn nach eng Rei vun Efforten effektiv verlaangt.

D'Cité des Sciences, d'Haus vun der Zuel, d'Haus vum Buch, d'Haus vun der Innovatioun direkt niewent de stëllgeluechten Héichwien, dat huet natierlech e staarke Symbolcharakter. Symbol zum Beispill fir dat, wat esou geleefeg als „Strukturwandel“ bezeecht gëtt. Dee Strukturwandel, deen huet allerdéngs net nëmme positiv Aspekter. An dofir ee Wuert dozou.

Um Enn schaffen op dem Site Belval wuel méi Leit wéi jeemools op der Schmelz Belval geschafft hunn. Awer et sinn net déiselwecht! E bësse vereinfacht ausgedréckt: Déi Kategorië vu jonke Leit, déi deemools op d'Schmelz schaffe gaange sinn, sinn haut zu engem groussen Deel aarbechtslos oder a prekären Aarbechtsverhältnissen. An dat dierf mer net vergiessen, wa mer iwwert dee Strukturwandel schwätzen, deen also och seng sozial Kollateralschied huet, wann een dat esou dozou dierf nennen.

Ech plädéieren natierlech net einfach fir „zréck an d'Vergaangenheet“. Ech mengen awer och, dass d'Héichwien als Denkmal niewent der Uni, dass dat net duerget. Eis Ustrengungen an där Fro vum Strukturwandel missten haut an eng duebel Richtung goen.

Éischtens: Mir mussen onbedéngt méi Aarbechtsplaze schafen, och fir déi Leit mat relativ wéineg Qualifikatioun. Do muss och de Stat, do mussen och d'Gemengen hir Verantwortung iwwerhuelen.

Zweetens: D'Uni bitt riseg Chancen. Déi mussen awer och genotzt ginn. Virun allem eng Chance, fir zu Lëtzebuerg den allgemenge Bildungs- a Qualifikationsniveau ze erhéien. Eng Chance, fir vill méi Kanner, och aus benodeelegte Schichten, Lëtzeburger an Ausländer, de Wee zu besserer Bildungs- a Berufschancen ze schafen. Och do sinn nach Efforté verlaangt.

A schliesslech eppes, wat mir am Zesummenhang vun der Uni relativ staark um Häerz läit. Dat ass dat, wat ee klassesch nennt „éducation populaire“. D'Uni leit och eng nei, eng aner Chance, fir deene Leit, déi net méi an d'Schoul ginn, Weiderbildungsméiglechkeeten ze bidden, am oppenen Dialog, an engem breede Spektrum vun Themen, am Sënn, an där Form vun enger „Université populaire“, an Zesummenaarbecht mat der Uni, wou et och schonn ureegend Beispiller am Ausland gëtt.

Ech soen lech Merci.



► **M. le Président.**- Merci dem Här Hoffmann. Elo kritt d'Wuert den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Merci, Här President. Ech soen all deenen, déi sech Aarbecht gemaach hunn, dem Rapporteur, de Leit aus der Kommissioun, de Membere vun der Kommissioun, all deenen, déi hei geschwat hunn, villmools Merci fir déi Ennerstëtzung bei deenen heite Projeten.

Heiansdo ass et esou, datt 237 Milliounen sech méi schnell stëmme loosse wéi 40 oder 50 Milliounen, wann de Projet esou gedeelt gëtt an all déi Ennerstëtzung fënnt, déi en haut fënnt respektiv och an deene leschte Jore souwisou scho fonnt huet.

Ech brauch lech net nach eng Kéier ze soen, wat Dir schonn all gesot hutt, wat dat hei fir d'Regierung fir e wesentleche Projet ass. Ganz einfach, well mer hei en Deel vun eiser Zukunft vun eisem Land gestalten, spillen, soen ech, well hei steet villen um Spill, datt dee Projet, deen hei am Steen entsteet, och Liewe kritt an duerno och esou schnell wéi méiglech an der Realitéit kann eis dat bréngen, wat e versprach huet ze bréngen. Dat heescht, e Lëtzebuerg, wat méi kompetitivitéit kritt, e Lëtzebuerg, wat méi dynamesch gëtt, e Lëtzebuerg, wat sech an d'Recherche kann aschaffen.

Déi Projeten, déi Der haut fir 237 Milliounen hutt, sinn natierlech net déi eenzeg Projeten. Et ass scho gesot ginn. Et ass och haaptsächlech dauernd vu jiddwerengem ëmmer drop gepocht ginn, datt mer misste méi schnell maachen. An do soen ech ganz kloer, ech maachen hei, an de Fonds Belval mécht hei wierklech enorm Vitesse, fir datt mer mat deene Projeten hei weiderkommen.

A fir déi Leit, déi Belval heiansdo besichen, déi d'Méiglechkeet hunn, dohinnerzagoen; all Kéiers, wann ech dohinnerkommen, an dat ass esou all Mount oder all zwee, dräi Méint, dann ass all Kéiers dee ganze Site anescht, well amgaangen ass, esou vill op allen Ecken ze geschéien, datt ech mer net ka virstellen, wéi mer et géife maachen, fir nach elo zousätzlech méi doranner ze leeën. Do gëtt mat Vollgas, mat Volldamp geschafft.

D'Maison du Savoir, d'Maison des Sciences humaines, déi sinn amgaangen, 2014 ass déi Planificatioun, fir se da fäerdeg ze hunn, fir se da fonctiounsbereet ze hunn, fir da kënnen éischt Servicer vun der Uni do ufänken ze loosse. Op där Schinn si mer drop, an ech ginn dovunner aus, datt mer déi och kënnen anhalen. Näischt weist haut drop hin, datt mer do e Problem hätten.

Vun den Héichwien hate mer eng gréisser Diskussioun och an deene leschte Joren. Och déi, déi elo op de Site ginn - an d'Chamberskommissioun war jo an der leschter Zäit do -, hu gesinn, datt se schéin agepaakt sinn, bal wéi beim Christo agepaakt ginn, well hannendru vill geschafft gëtt a well dee Projet nu wierklech och amgaang ass, emgesat ze ginn.

D'„Masse noire“, déi emgestallt ginn ass als e Centre d'accueil momentan, huet bis elo schonn 2.000 Visiteure gehat säit hirer Ouverture. De Bâtiment administratif, dee steet do, ass amgaang finaliséiert ze ginn a soll am Juli 2012 ausgelivwert ginn. De Lycée Belval, dee mécht seng Dieren am September 2011 op. Da wäerten och déi éischt Schüler op dee Site kommen. Da kréie mer nach eng aner Qualitéit vu Liewen um Site Belval selwer.

A mir halen och drop, datt zur selwechter Zäit an deeselwechten Dag, wou de Lycée Belval seng Dieren opmécht, och déi Haltestell Belval-Lycée net hir Dieren, mä hir Quaien da wäert opmaachen, well et evident ass - an do ass och drop gepocht ginn haut -, datt den öffentlichechen Transport op deem Site do soll, muss, wäert Prioritéit hunn. Duerfir muss och, wann esou e Lycée opgeet, deen zoustännegen Öffentlechen-Transport-Halt zur gläicher Zäit opgoen.

Den „Incubateur d'entreprises“, dee wësst Der och oder gesitt Der och, datt e ganz wäit am Bau ass: September/Oktobre 2011 ass do d'Date de livraison. An de Bâtiment vun de Biotechnen, vun der Uni soll och am September 2011 kënnen opgemaach ginn. Just fir lech ze soen, fir déi Leit, déi froen, datt soll schnell gemaach ginn, wollt ech just déi Daten nennen, fir ze weisen, wéi vill donidden um Site geschitt a wéi vill och niewent all deenen 237 Milliounen, déi mer elo haut stëmme, investéiert gëtt. Et kommen natierlech nach eng Rei aner Projeten no.

Mir haten - ech soen dat och hei, well et och évoquéiert ginn ass - eng Rei Problemer mat der Liaison Micheville, aus deem Grond vun dem Bulli, deen do louch, dee mer hu missen exportéieren. Do hate mer länger Diskussiounen an der Kommissioun driwwer. Ech si frou, datt eng Léisung do konnt fonnt ginn, déi eis

elo hëlleft, dee Projet erëm unzudreiwien, op deem Projet erëm weiderzekommen an och déi drëtt Phas vun der Liaison Micheville elo an eis Programmation eranzeginn, fir lech déi esou kuerzfristeg wéi méiglech hei an der Chamber kënnen ze déposieren.

Här Gibéryen, Dir hutt d'Fro gestallt, wéi et mat deene Bouen ass, déi elo bei deenen heite Projete sinn. Do ass am Prinzip de System e wéineg anescht. Déi Fraisën, déi ech awer elo net auswennege kennen, vun dem Transport vun deem, wat ausgegrieweg gëtt, op en anere Site, si selbsterständlech an dem Projet hei dran. Par contre ass et esou, an dat war och an der Kommissioun erkläert ginn, datt déi Volumen, déi mer hei brauchen, initialement virgesi ginn, fir op de Saint-Esprit ze déposieren, datt een also do déi Operatioun, déi mer bei der Liaison Micheville gemaach hunn, bei deem Projet net gebraucht, well de Volume disponibel ass, fir bei deenen heite Projeten dat esou ze maachen.

Mä d'Kommissioun krut sengerzäit de ganzen Tableau ausgedeeelt mat deene Meter Kibben, déi wouhinne gi bei wat fir engem Projet. Ech hu villes am Kapp, mä net grad alles, an net all Meter Kibb vu Bulli, dee mer mussen déplacéieren.

Ech soen lech villmools Merci.

Da war nach eng Fro gestallt ginn...

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Här President!

► **M. le Président.**- Här Minister, erlaabt Der, datt den Här Hoffmann lech eng Fro stellt?

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Jo.

► **M. le Président.**- Här Hoffmann, wann ech gelift.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Domadder ass d'Fro awer nach net beäntwert vun där ënnerschiddlecher Uwendung vun sougenannte Verursaacherprinzip, dee bei eis an engem Gesetz steet, dem „pollueur-payeur“. Dat ass awer eng prinzipiell Fro!

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Selbsterständlech, mä iwwert déi prinzipiell Fro hu mer och en long et en large an der Kommissioun sengerzäit geschwat, well et ass net fir d'Éischt, datt se gestallt gëtt. D'Antwort op déi Fro ass, datt an de Joren 2000 e Kontrakt ënnerschriwweg ginn ass mat der Arcelor op Basis vun deenen Étüden, déi sengerzäit gemaach gi sinn, wou Plaffonge festgehale gi sinn, wat de Finanzement vun deem engen a vun deem anere géif bedeiten.

An déi Kontrakter, déi sengerzäit ënnerschriwweg gi sinn - elo kann een dat haut contestéieren, mä sengerzäit ass dat en äme et conscience, denken ech, vun deene Leit, déi en place waren, gemaach ginn -, et sinn déi Kontrakter, wourop mir eis elo baséieren, fir de Rescht vun dem Projet esou ze maachen.

Da muss ee soen, datt de Projet jo ganz anescht evoluéiert huet, wann ee kuckt, wat sengerzäit och geplangt war, op dee Site ze bauen, a wat haut drop gebaut gëtt, well och sengerzäit nach dat Konzept vun der Uni respektiv alles, wat mer elo op deem Belval wëllen als Liewen erabréngen, guer net esou geduecht ginn ass, wéi kontraktuell déi Ofschlëss do gemaach gi sinn. Da kritt een och doduerch d'Erklärungen, firwat dee Volume haut ganz anescht ass, wéi dat sengerzäit war.

(Interruption)

Jo, sengerzäit war et initialement geplangt, seet den Här Braz mer, hei fir eng Industriezon ze bleiwen. Haut maache mer awer eppes ganz anescht domat. An haut respektéiere mer déi Kontrakter, déi sengerzäit ënnerschriwweg gi sinn.

Just fir op Är Fro ze äntwerten, wat dee Prinzip ass. Ech verstinn dee Prinzip. Als Ëmweltresponsabele sinn ech natierlech och derfir, fir dee Prinzip do an normale Fäll ëmzesetzen. Just hei hunn ech lech d'Geschicht erkläert, déi eis dozou féiert, datt mer an enger anerer Situatioun sinn, wéi an anere Fäll.

Ech wëll awer dann nach vläicht och e puer Saache soen iwwert dat, wat den Här Eugène Berger gesot huet, wat d'Mobilitéit um Site ugeet. Déi Zuelen, déi hie genannt huet, si richtig, mä awer net ganz richtig. Duerfir wëll ech probéieren ze erklären, wéi et u sech elo ass.

Dir hutt gesot, 3.600 Autosplazen, Parkingsplaze si fir d'Schüler do. Esou ass et awer net grad. Et sinn 3.600 Parkingsplazen net elo do a ginn och net elo gebaut, mä wa mer fäerdeg sinn, sinn déi dann do.

Elo muss ee wëssen: Wat gëtt haut gebaut? Haut ginn 1.200 Parkingsplaze mat gebaut, 400 iwwerdaachtener, 200 anerer, 600 provisio-

nescher, déi sollen dann och do sinn, wann d'Uni ufänkt, eng Uni, wou 1.000 Leit schaffen an tëschent 3.000 a 4.000 Studente wäerten sinn. Ech wëll lech just do d'Proportiounen soen. Do hu mer dann 1.200 Plazen.

A schlussendlech, wa mer fäerdeg sinn, hu mer 3.600 Parkplazen op deem Site fir tëschent 2.000, 3.000 Leit - ech weess net genau, do misst Der den Här Biltgen froen, deen lech déi Zuele méi prezis ka ginn -, tëschent 2.000, 3.000 Leit, déi do schaffen, a 5.000 bis 7.000 Studenten, déi do sinn. An duerfir géif ech gär déi Proportiounen kucken an där doter Korrespondenz, an da sinn Är Volumë ganz anescht.

Et ass en „modal split“ vu 60/40 virgesinn. Dat korrespondéiert absolut mat deem, wat hei gesot ginn ass. An do muss een awer nach derbaäifügen, datt en „modal split“ vun 20% zu 80% fir d'Studente virgesinn ass. Dat ass awer net een 20/80, wou 80% mam Auto kommen, dat ass wou 80% mam öffentlichechen Transport kommen. Esou ass den „modal split“ geplangt bei 3.600 Parkplazen, also net nëmme fir d'Studenten, mä fir d'Studenten - 5.000 bis 7.000 - plus 2.000, 3.000 Leit, déi do schaffen. Ech ginn lech also déi Proportiounen, an da gesäit een, wat fir eng Wichtegkeet den öffentlichechen Transport huet a firwat mer all déi Effortë mussen maachen, fir den öffentlichechen Transport esou hinzekréien, wéi mer dat wëllen.

Wat dann d'Motioun vum Här Berger ugeet, do géif ech gären e puer Wuert driwwer soen. Éischtens deet et mer elo leed, datt den Här Biltgen als responsabele Minister fir d'Uni net hei ass, well dat hei ass éischer elo eng Fro, déi sech un hie géif adresséieren. Ech géif also do och bieden, wann Der wëllt Detailler hunn, da sollt Der dat an der Kommissioun mat him diskutéieren.

Wann ech elo kucken, wat een hei mat der Motioun soll maachen, esou mengen ech, wann ee se wëllt nuhuelen, da muss ech lech awer froen, eng Rei Ännerungen dran ze maachen.

Dat Éischt, dat ass, datt een am éischten „invite“ schreiwe misst net: «pour faciliter l'implantation définitive de la Faculté de droit», mä ech géif da wierklech gär déi Termen zrëckhuelen, déi och an dem Regierungsprogramm tel quel stinn: «pour» - éischtens - «pérenniser l'implantation», well schlussendlech ass um Lampertsbiereg momentan schonn e groussen Deel vun der Uni. Mir brauchen net déi Implantatioun ze facilitéieren, well se schonn do ass.

(Interruption)

An da géif ech och net schreiwen: «la Faculté de droit», mä esou, wéi et an dem Regierungsprogramm steet: «du centre de compétence spécialisé pour les domaines du droit et des finances». Dann ass dat okay.

Dat Zweet, dat ass, do sinn ech e wéineg méi onsécher, mä ech hätt dann awer och gär, datt Der mer déi Onsécherheet géift mathuelen, well ech mengen, datt d'Uni, un där et ass, déi do Etüd ze maachen, och schonn amgaang ass, ze studéieren, wat se um Lampertsbiereg brauch oder net brauch.

Sous cette réserve, datt Der dat net esou enk als Text huet, géif ech deen Text gär dann änneren, soen: «faire dans les meilleurs délais une étude pour examiner, ensemble avec l'Université,...» - mä dat kann och heeschen, datt d'Universitéit dat da mécht, déi awer libre ass, fir et ze maachen; mä ech mengen, si mussen et souwisou maachen, duerfir stéiert dat mech manner - «...les divers besoins résultant de cette implantation sur le site actuel du Limpertsberg ou sur tout autre site approprié afin de garantir que la ville de Luxembourg puisse héberger dès 2015...», also dat, mengen ech, kann ech awer net akzeptéieren, well ech weess net, wéini mir...

Si ass, Här Bettel, si ass souwisou elo scho momentan amgaang, mat ville Schüler, Studente gutt ze fonctionnéieren, esou datt een déi Fro, wéini alles an den Émbaute fäerdeg ass, net kann hei esou stellen, well ech och lech keng Antwort kann dorobber ginn.

Donc: «...puisse héberger sur le long terme les activités du centre de compétence spécialisé pour les domaines du droit et des finances». Wa mer dat kënnen esou akzeptéieren, mengen ech, d'äerft keen e Problem hunn,...

► **Une voix.**- Dach!

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- ...oder huet d'Regierung op jidde Fall kee Problem, fir...

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Mir si flexibel, Här Minister.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**-...ënnert deene Reserven, déi ech elo gesot hunn, dat do ze maachen.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Mir si flexibel, Här Minister.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Ech soen lech Merci.

(Hilarité)

► **M. le Président.**- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler. Domadder wäere mer um Enn vun der Diskussioun a mir kéimen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6202 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi - dat hei ass also den 6202, iwwert dee mer elo ofgestëmmt hunn - ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmme.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner (par Mme Nancy Arendt), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Marcel Oberweis), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Jean-Paul Schaaf), Lucien Weiler (par M. Raymond Weydert), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Marc Spautz);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Scheuer), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Fayot), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helming (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Da komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6255.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6255 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. De Vote par procuration.

Och dese Projet ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmme.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Jean-Paul Schaaf), Lucien Weiler (par M. Raymond Weydert), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Ben Scheuer), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helming (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also och fir dese Projet esou décidéiert.

Da komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6256.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6256 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

Och dese Projet ass uegheoll mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Jean-Paul Schaaf), Lucien Weiler (par M. Paul-Henri Meyers), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Marc Spautz);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Scheuer), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Ben Fayot), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helmingier (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Da komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6260.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6260 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

Och dese Vote ass ofgeschloss mat folgendem Resultat: De Projet de loi 6260 ass uegheoll mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Marc Lies), Lucien Weiler (par M. Félix Eischen), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Scheuer), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Fayot), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helmingier (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Da komme mer elo zur Question avec débat N°17 vum Här André Bauler.

► **Plusieurs voix.** - D'Motioun!

► **M. le Président.** - Ah, entschëllegt, jo, d'Motioun. D'Motioun, hunn ech verstanen,

do freet den Här Fayot d'Wuert nach gär dozou.

Motion 1

► **M. Ben Fayot (LSAP).** - Här President, ech wollt eng Fro stellen. Am éischten Tret vum Dispositif, do steet: «sur son territoire». Ech huele jo un, dass dat «le territoire de la ville» ass? Et misst ee vläicht dat änneren, fir dass dat méi kloer ass. Ech weess net, wien den Auteur vun där Motioun ass,...

(Interruption)

...mä wann een einfach esou schreift: «invite le Gouvernement à entreprendre dans les meilleurs délais toutes démarches...» an esou weider «...pour pérenniser...» an esou weider «...sur son territoire». «Sur le territoire de la ville de Luxembourg?»

(Assentiment)

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Ben Fayot (LSAP).** - Gutt, dann hunn ech awer eng zweet Remarque, Här President. Mir hunn an der Commission de l'Enseignement supérieur e Gesetz virleien, wat och nach beim Conseil d'État ass an och héchstwahrscheinlech nach diskutéiert gëtt, an deem enner anerem steet, dass d'Uni soll Propriétaire vun hiren Immobilië ginn. Wann dat Gesetz dann duerchgeet, dann huet eigentlech d'Regierung mat deene Geschichte vun Immobilien näischt méi ze dinn. Dann ass et d'Uni, déi dat soll maachen, esou dass ech mech froen, ob déi Formulatioun, déi hei drasteet, ob dat en vue vun deem Gesetz esou kann oprechterhale ginn.

Ech hunn näischt dergéint, dass et esou oprechterhale bleift, mä ech wollt dat awer just remarquéieren, dass mer hei net an eng Contradictioun komme mat deem, wat op enger anerer Säit vun der Regierung gemaach gëtt.

► **M. le Président.** - Den Här Nohaltegkeetsminister huet d'Wuert.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Jo, ech mengen, dat ass genau déi Remarque, déi ech och virduer gemaach hunn „sous toute réserve“: datt ech mengen, éischstens, datt d'Uni schon amgang ass ze maachen, an zweetens, datt ech mengen, datt d'Uni dat soll maachen aus deene Grënn, déi den Här Fayot gesot huet, well si Propriétaire an enger zweeter Etapp vun de Gebaier wäert ginn. Mä déi Reserv ass hei mat uegheoll, hunn ech richtig verstanen, well ech elo net genau weess, wéi mer dat sollen anescht formuléieren. Mä et geet drëm, datt ee weess, wou mer do dru sinn.

Richtig ass awer och - well déi Fro ass net gestallt ginn an der ganzer Diskussioun -, datt de Stat respektiv de Fonds Belval jo elo déi hei Gebaier mécht, sou wéi dat virgesinn ass, an dann op Basis och vun deem Gesetz, wat elo bei lech do läit, wäerten déi Gebaier dann och eng Kéier vun enger Struktur, wou d'Uni sécherlech mat dran ass oder déi se leedend féiert, och iwwerholl ginn. Dat hei ass also eppes, wat mir elo fir d'Uni maachen, sou wéi et virgesinn ass.

► **M. le Président.** - Gutt, mir hunn also elo hei eng Motioun vum Här Berger virleien, wou den Här Minister proposéiert huet, verschide kleng Ännerunge virzehuelen. Den Här Fayot huet och elo nach eng kleng Ännerung virgeschloen.

Motion 1 modifiée

La Chambre des Députés,

- considérant que la Chambre des Députés vient d'autoriser le Gouvernement à entreprendre une nouvelle tranche d'investissements importants au bénéfice de l'Université du Luxembourg sur le site de Belval;

- rappelant que le programme gouvernemental prévoit que «Pour des raisons de proximité avec la place financière et les institutions judiciaires luxembourgeoises et européennes et en vue de pérenniser le site de la capitale, le centre de compétences spécialisé pour les domaines du droit et des finances sera localisé à Luxembourg-ville, y inclus les services de support nécessaires à son fonctionnement.»;

- considérant que l'implantation de ce centre de compétences revêt d'un enjeu stratégique pour le Luxembourg;

invite le Gouvernement à

- entreprendre dans les meilleurs délais toutes démarches utiles pour pérenniser l'implantation du centre de compétences spécialisé pour les domaines du droit et des finances sur le territoire de la ville de Luxembourg;

- faire dans les meilleurs délais une étude pour examiner, ensemble avec l'Université, les divers besoins résultant de cette implantation sur le site actuel du Limpertsberg ou sur tout autre site approprié afin de garantir que la ville de Luxem-

bourg puisse héberger sur le long terme les activités du centre de compétences spécialisé pour les domaines du droit et des finances.

(s.) Eugène Berger, André Bauler, Anne Brasseur, Fernand Etgen, Claude Meisch.

Vote sur la motion 1 modifiée

Kënne mer déi ëmgeännert Motioun zum Vote stellen? Ech mengen, dat kéinte mer à main levée maachen. Wien ass mat där Motioun d'accord? Dat schéngt mer d'Unanimité ze sinn.

(Interruption)

Ah, den Här Hoffmann enthält sech. Gutt, dann ass domadder déi Motioun mat enger Abstentation uegheoll. Ech ginn net dovun aus, datt den Här Hoffmann seng Abstentation nach eng Kéier wëllt justifiéieren.

Da kéime mer elo zur Question avec débat N°17 vum Här André Bauler iwwert de Logement encadré. Dem Auteur vun der Fro sti fënnf Minutten Zäit zou, fir seng Haaptfro ze stellen an no der Äntwert vum Minister seng Zousazfro virzedroen. An der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

2. Question avec débat n°17 de M. André Bauler sur le logement encadré pour personnes âgées

► **M. André Bauler (DP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ëmmer méi Leit liewen am fortgeschrittenen Alter, wann d'Kanner bis aus dem Haus sinn oder de Partner verscheet ass, eleng an engem fir hir Bedierfnisser vill ze groussen Haus. Dës Wunnfläche feelen op engem Wunnengsmarché, op deem d'Demande d'Offer largement iwwerschreit.

Virun allem awer ginn dës Wunnenge fir eeler Leit mat der Zäit selwer zur Laascht: eng Laascht, well d'Haus vun der Infrastruktur hier net méi hire Bedierfnisser entsprécht; eng Laascht, well se den Entretien vun hirem Haus net méi selwer kënnen maachen; eng Laascht, well se eleng an hirem Haus liewen an de Kontakt zu hirem sozialen Ëmfeld verléieren. Eng Laascht, déi letztlech dozou féiert, datt vill eeler Leit zu Lëtzebuerg an hiren Haiser vereinsamen.

Haut sinn 18% vun der Bevëlkerung 60 a méi Joer al. Dat si ronn 93.000 Leit. 2030 wäerten et awer aller Viraussicht no 24% sinn. Dat heescht, méi wéi 150.000 Awunner an eisem Land wäerten dann iwwer 60 Joer al sinn. Dës Entwécklung muss d'Politik antizipéieren. Mir brauchen zu Lëtzebuerg spezifesch Offere fir Seniorewunnengen, fir ze garantéieren, datt d'Leit am Alter an aller Dignitéit kënnen wunnen an hir Onofhängegkeet erhale bleift.

D'DP wëllt zesumme mat de Gemengen integrativ Offere fir Seniore schafen, déi dat generatiounenüwergreifend Zesummeliewen erméiglechen. Mir wëllen alternativ Wunnforme fir Seniore, wéi zum Beispill och Senioreresidenzen, schafen a fördern. Bei gréissere Siedlungsprojete plädéiert d'DP derfir, dës alternativ Wunnforme fir eeler Matbienger mat virzege-sinn. Et heescht deemno, derfir ze suergen, datt sozial a medezinesch Dëngschter an der Noperschaft zur Verfügung stinn.

Mir als DP sinn der Iwwerzeugung, datt betreit Wunnen och engem breede Public zougänglech gemaach muss ginn, datt dës Wunnform also net nëmmer enger Minoritéit, déi iwwert den néidege Pouvoir d'achat verfügt, reservéiert därëf bleiwen. Hei muss ee sech also d'Fro vun der sozialer Gerechtegkeet stellen. D'Subventionéierung muss awer un eng méi kloer Definition vun de Kritäre gebonne ginn. D'Subventionéierung soll spillen, wann d'öffentlech Hand am Kader vun betreit Wunnen och sozial Akzenter gesat wëllt gesinn. D'Anhale vun engem Label an den domat verbundene Méikäschte muss iwwert dee Wee belount ginn.

Dann ass d'DP der Meenung, datt den aktuelle legale Kader iwwerschafft muss ginn. Am Moment gëtt de Secteur iwwer e Règlement grand-ducal geregelt, deen op wesentlech Fro keng Äntwerte gëtt. Sou zum Beispill op d'Fro, bis wéini en eelere Mensch a betreit Wunnen dierf liewen an ab wéini en an e Fleegeheim iwwerwee gëtt a wéi dës konkret soll ausgesinn. Déi momentan Léisung schéngt eis do absolut inappropriéiert ze sinn.

Kënn Dir lech wierklech virstellen, datt eng Persoun zu deem Zäitpunkt, wou se méi wéi zwielef Stonnen d'Woch Fleg an Usproch hält, einfach hir Wunneng muss verlossen?

Eng zukunftsweisend Politik am Beräich vun Wunne fir Seniore muss iwwerleeën an duerno entscheeden, wéi an Zukunft d'Iwwergang tëschen dem Wunnen doheem, betreitem Wunnen, Altersheim a Fleegeheim organiséiert muss ginn.

Wéi soll d'Altersheim vun der Zukunft ausgesinn? Wéi kann d'Ennerbrénge vun Leit am Noutfall an engem Fleegeheim méi rapid organiséiert ginn? Wéi kann een den eelere Generatiounen méi Planungssécherheet an deem Beräich garantéieren?

Eis schéngt et, wéi wann d'Regierung zu deem Zäitpunkt keng Gesamtstrategie huet, fir op dës Froen eng kohärent Äntwert ze ginn. Als Chamber muss mer eis awer och d'Fro stellen, ob mer net méi staark an deem Beräich musse léigiféieren, fir méi Kloerheet an Transparenz an dese wichtige Politikberäich ze kréien an eng fest Grondlag ze schafen, op där sech e Marché vun betreit Wunnen zu Lëtzebuerg entwéckele kann.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här André Bauler, an elo kritt d'Madame Familljeministesch Marie-Josée Jacobs d'Wuert.

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech ka vill vun deene Saachen, déi den honorabelen Här Bauler hei gesot huet, matdroen. Mir wëssen, datt mer zu Lëtzebuerg eng Bevëlkerung hunn, déi ëmmer méi al gëtt.

Mir wëssen och, datt et e Risiko gëtt vu Vereinsamung, wann déi Leit an hiren Haiser vläicht ze vill laang bleiwen. Mir stellen awer op där anerer Säit fest, datt mer eng ganz fest an eng ganz - wéi soll ech dat soen? -, datt d'Leit et schwéier hunn, fir vun doheem fortzegoen. A wann ee selwer am Fall wier - heiansdo muss ee sech jo an déi Situatioun setzen -, da mierkt een, datt een dat och net esou schrecklech gäre selwer géif maachen. An da kann een och verstoen, datt déi eeler Leit dat net gäre maachen.

Mir haten eng Kéier virun enger engem, zwee Joer zu Ettelbréck eng Konferenz - de Jean-Paul Schaaf wor do derbäi gewiescht an den Här Bauler och - iwwer alternativ Wunnformen am Alter. Do hu mer och gemierkt, datt esou Propositionen a Projeten, déi jo do virgestallt goufen, et awer schwéier hunn zu Lëtzebuerg, fir och iwwerhaapt emol akzeptéiert ze ginn.

Mir hunn zum Beispill och d'Haus am Becheler elo zu Walfer, wat viru laange Joren ewell gebaut gouf a wat et am Ufank ganz schwéier hat, bis dunn eng Kéier eng prominent - ech wëll elo net soen, wien et wor - Damm vu Walfer an dat Haus gaangen ass. D'Wunnen déi aner fonnt, da kéinte se awer och dohinnergoen, wann deem seng Mamm géif dohinnergoen, da kéint hir Mamm an hire Papp och goen.

Dir gesitt also, datt dat, wat ee mengt, wat gutt wier fir d'Leit, awer ganz dacks dann herno Zäit brauch, bis et akzeptéiert ass a bis et dann och wierklech gefrot gëtt an d'Leit och dohinnerginn.

Wa vu Gemengesäit aus d'Fro kënnt, soe mer ëmmer zu de Gemengen: „Probéiert emol, eng Ëmro zu maachen, ob iwwerhaapt Intérêt vun der Gemengesäit do ass, fir iwwerhaapt esou eppes ze bauen.“ An do gesäit een dann, datt dat ganz ënnerschiddlech ass. Dat, wat mir eigentlech elo feststellen, datt ass, datt ganz vill privat Promoteuren do sinn, déi dat bauen, an datt d'Leit eigentlech léiwer hunn, si kënnen eppes kafen, wat natierlech op där enger Säit beweist, datt jo déi eeler Lëtzeburger Leit net esou schlecht dru sinn. Si hunn dat also gäre léiwer als hiert Eegentum, wéi wa se solle loune goen.

Dann op där anerer Säit awer, well Der och gesot hutt iwwert d'Reglementatioun, eng ganz Partie vu Gemengen, déi dat maachen - de Moment ass e ganz flotte Projet amgaange gebaut ze ginn zu Monnerech vun der Gemeng mat dem Fonds du Logement selbstverständlech -, déi soen awer als Konditioun dann - och eng vun deene Bemerkungen, déi Der am Ufank gemaach hutt -, fir dann och déi aner Haiser dann och fräi ze kréien.

Ech hunn am Gemeinderatsbericht gelies, datt den Här Hauptert gesot huet: „Dir musst de Leit awer e bëssen Zäit ginn, ier se do fortginn, net datt se, wann et hinne net gefält, net méi kënnen hanneschtgoen.“ Dat sinn also esou Kritären, déi een duerchaus kann als Konditioun dorannerstellen, mä wou een awer da muss gesinn, datt dat méiglecherweis dozou féiert, datt eng Partie vun de Leit awer dann net esou séier och ginn, wéi mir géife mengen, et wier gutt fir si.

Iwwert déi zwielef Stonnen, dat ass natierlech eng Diskussioun, wou et schwéier ass. Et kann ee sech jo bal alles virstellen, mä et muss een op där anerer Säit natierlech awer och wëssen, datt och zwielef Stonne Fleegebedierftegkeet, wann et iwwer zwielef Stonnen ass, kann een an esou engem Logement net dra bleiwen. Wann dat natierlech engem säin eegent ass, dann ass et wéi doheem. Do decidéiert Dir



selwer wéini datt Der fortgitt a wéini datt Der net fortgitt. Mä dat ass natierlech awer komplizéiert.

Wat mer och festgestallt hunn, ass, datt et net brauch ze vill grouss ze sinn. Servior huet zu Élwen Appartementer mat dräi Schlofzëmmeren, dat sinn déi, déi am allermannsten ze verloune sinn, well dat fir d'Leit ewell erëm ze grouss ass. Wa mir natierlech mengen, wa mir eng Kéier géife goen, da bräichte mir nach esou vill Plaz fir d'Leit a fir dat - wann et bis driwwer hiergeet, da brauch een net méi esou vill.

Duerfir, mengen ech och, ass dat eppes, wat ee muss mat a Considération zéien, fir och ze wëssen, wéi deier datt et selbstverständlech gëtt. Well alles dat, wat jo méi uegebuede gëtt, ob dat an engem Basisangebot ass vun Dingschtleeschungen, déi do sinn, oder ob dat an de Meter-carréen ass, do ass et jo kloer, datt dat da sougutt bei der Vente wéi bei der Locatioun dann awer eng Roll matspillt. Duerfir mengen ech, datt ee muss kucken, datt een do e Wee fënnt téschent deenen zwee.

Dat, wat mir feststellen, ass och, datt d'Leit ëmmer méi spéit an ëmmer manner laang sougutt an de Centres intégrés wéi an de Maisons de soins sinn. Déi lescht Mëtzelrechnungen, wann Der wëllt, déi mer esou kritt hunn, soen, datt mëtterweil d'Leit nach téschent sechs Méint an engem Joer do sinn. Et ass also haut net méi, datt ee kee Mënsch méi, esou wéi dat nach virun zéng, fofzéng Joer de Fall wor, d'Leit net géif an d'Haiser erakréien, mä et mierkt een, datt se ganz spéit kommen, ganz schwéier fleegebedierfteg sinn, wa se kommen, an dann natierlech och net méi ganz laang do sinn.

Duerfir mengen ech, muss ee wierklech - an do hutt Der Recht, fir ze soen, et dierf een net nach ëmmer esou viruplengen, wéi mer dat vläicht bis virun elo etlech Joer gemaach hunn -, mä et muss ee wierklech och soen, et muss ee probéieren, aner Formen ze fannen, ouni datt een awer och do ze vill beienee mécht, well een och muss kucken, ob dat effektiv dat ass, wat de Leit entsprécht.

Well ech mengen och, datt dat, wat net gutt ass, an dat hu mer an der Vergaangenheet erlieft, wéi d'Centres intégrés nëmmen d'Leit geholl hunn, soulaang wéi se nach selwer valid woren, a se dann erëm musste fortgoen, wa se fleegebedierfteg goufen, datt dat natierlech och fir d'Familljen a fir deen, dee betraff ass, awer och ëmmer en ellene Moment ass: Wann s de eng Kéier doheem eraus woors an nach eng Kéier hues missen doheem eraus aus deem, wou s de da woors. Sou datt een net ze vill dacks do muss awer och wiesselen, well dat natierlech awer och enorm negativ Auswierkungen op déi betraffe Persoun huet.

Do denken ech, datt et wichtig ass, datt een zwar Méiglechkeete fënnt, fir d'Leit kënne sou wäit wéi et geet doheemzehalen. Ech perséinlech géif mer et jo wënschen, datt mer et géife fäerdeg kréien - méi och wéi zum Beispill, Dir hat elo vill haut de Mëtteg hei vu Belval geschwat -, ob een et do géif fäerdeg kréien zum Beispill, och wierklech esou e Projet ze maachen, wou eben och eeler Leit mat jonke Leit zesammen do wieren, wou ee géif kucken, datt déi Logementer accessibel sinn. Dat huet jo dann net onbedéngt eppes ze di mat deem, wat als Fleeg dran ass, mä datt ee wierklech se emol wéinstens accessibel géif maachen.

Duerfir ass dat hei vläicht eng gutt Geleeënheet, fir och ze soen: Passt och op, jiddwereen, deen iergendwou eppes esou kafe geet, datt et da wierklech och de Konditiounen entsprécht. Well heiansdo kritt ee jo eppes verkaf, an dann heescht et, dat do ass alles altengerecht an dat ass mat Servicer, déi Der dobäi uegebuede kritt. A wann een da freet: „Wat sinn dann déi Servicer, déi Der dobäi uegebuede kritt?“ Ma et ass eng Infirmière, déi däerf fir näischt hei dra wunen an domadder soll déi da kucken. D'Infirmière schafft niewebäi am Spidol, ass wéinstens emol aacht Stonnen am Dag net do, déi Persoun huet jo Congé zegutt: Sou datt dat eppes ass, wat iwwerhaupt keen Angebot ass!

An dat anert, wou Dir och zu Recht - ech muss dat och nach soen, soss hunn ech et vergiess -, dat, wat Der och zu Recht gesot hutt, dat ass, datt et och wichtig ass ze kucken, datt een och hannendru Servicer huet oder Haiser huet, mat deenen een en Ofkommen huet.

Eent vun deenen éischten Haiser, wat jo esou gebaut gouf, wor zu Bartreng, vun der Gemeng Bartreng, an dann doniewent wor d'Fleegeheim. Mä deen, deen an dem Altersheim wor vun der Gemeng, wouss net, wien op där anerer Säit wier, an déi Haiser an déi Leit, déi sech dorëm gekëmmert hunn, och net. Dat huet natierlech dann dozou gefouert, datt déi, déi am Altersheim woren, sech zouginn hunn: „Ma wa mir eng Kéier eppes geschitt, da plënnen ech eriwier.“ Mä déi doiwier woussten awer net, wien op där anerer Plaz wier!

Duerfir mengen ech, ass et och wichtig, datt ee kuckt, datt déi Relais do entstinn a geförder ginn téschent deenen, déi an Altersheimer sinn, wat haut méi einfach ass, well jo awer ganz dacks nawell d'Servicer bei d'Leit heemginn, déi sech ëm se do këmmere, datt déi och kënne kucken a kënne soen: „Ma, et wier vläicht awer gutt, wann Der géift kucken, datt Der lech elo géif umellen, oder mir mellen lech un, fir datt Der dann awer och an dat Haus kommt, wou Der wëllt kommen, an ouni mussen ze vill wäit ewech ze goen.“

Här President, den Här Bauler wollt awer eppes soen. Ech weess net, ob...

► **M. le Président.** - Jo, mä Här Bauler, Dir hutt jo duerno d'Méiglechkeet, eng Zousazfro ze stellen. Loosst awer vläicht elo d'Madame Ministesch fäerdeg schwätzen. An duerno kënnt Der nach Är Zousazfro stellen.

(Brouhaha)

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Okay. Ech mengen, datt et wierklech eppes ass, wéi gesot, wou ech verstinn, datt mer solle kucken, fir virun doranner ze denken, virun doranner ze schaffen, ouni awer ze vill och alles ze reglementéieren.

Ech si jo e bëssen erstaunt, datt Der sot, mir mussen méi Gesetzer doriwwer elo maachen a mir mussen méi d'Leit an dat festschreiwen. Dat ass eppes, wann een et festschreift, dann ass et natierlech kloer, datt ee sech och muss drun halen. Dat hëlleft natierlech enger ganzer Partie vu Saachen. Wéi gesot, nach eng Kéier, et gëtt een Agrément fir dat, wat d'Accessibilité ubelaangt. Et gëtt een Agrément, wat ee muss hunn, wann ee wëllt betreutes Wohnen maachen. Mä ob een doriwwer eraus zousätzlech muss léigiféieren, dat - mengen ech - ass eppes, wou ee méi laang muss driwwer diskutéieren, wéi mer dat hei an zéng Minutte kënne maachen, fir sech wierklech och deenen Avantage an deenen Désavantages, déi och eng lwwerreglementéierung ka beinhalten, bewosst ze ginn.

Wéi gesot, nach eng Kéier, ech denken, datt et wichtig ass, datt een eng Partie esou Haiser zur Verfügung huet, datt een, wéi gesot, wa méiglech dat och fäerdeg kritt a Wunnquartieren. Dat ass jo wierklech fir mech eppes, wat ideal wier, wann och nach jonk Leit do derbäi wieren. Dat wier och géint d'Isolatioun.

Et gëtt Projeten an Däitschland, wou se mat jonke Famillje kucken, datt déi no deenen eelere Leit kucken, an datt déi eeler Leit, deemno wéi gutt datt se sinn, och heiansdo no deene Kanner hëlfele do kucken. Also, dat wier jo eppes, wat mer fréier am Selbstverständlechen hatten a jo elo amgaange sinn ze kucken, datt mer do elo esou künstlech Saachen do emol probéieren, erëm an d'Welt ze bréngen, fir d'Leit beieneenzekréien. Mä wéi wäit datt een dat awer kann organiséieren, ass méi schwierig.

Ech wëll vläicht just soen, well dat jo awer ëmmer eppes ass och, wat d'Leit interesséiert: Mir hunn de Moment ziviele Haiser, déi funktionéieren als betreitete Wunne mat am Ganze 583 Leit, déi do dra sinn. Et si 15 Haiser, déi amgaange si geplangt ze ginn, déi de Statut konnte kréien, also déi entweder wëllen och am Statut vum Logement encadré sinn, an ongeféier och nach zéng, déi wëlle bauen ouni awer de Statut vum Logement encadré. Dat heescht, déi da soen, et ass e Logement, wat accessibel ass a wat all deene Konditiounen entsprécht.

A wéi gesot, doriwwer eraus, ech si fir all Diskussiounen ze hunn, fir ze soen: Wéi solle mer et besser maachen? Mä ech mengen, datt ee muss wachsam sinn, wann een ze vill wäit geet an der Organisatioun an an dem Definéieren, datt ee sech dann eng ganz Partie vu Méiglechkeeten ewechhëlt, déi een huet, wann een dat net mécht.

A wéi gesot, d'Gemengen, déi selwer esou Haiser bauen - an do sinn der eng ganz Partie dovun, wou eben an der Gemengeregierung gefouert ginn -, datt déi och Kritäre festleeën, fir eben ze soen: Wie kënnt doran? Wéi vill Akommes, a wéi vill froe mer als Loyer och?

Am Regelfall, muss ee soen, ass dat am Fong net de Punkt, datt et de Leit ze deier ass, mä et ass éischer déi Hemmschwell fir een, deen ass engem Haus kënnt, wat säint ass, fir an eppes ze goen, wat en nëmme méi ka lounen, sou datt en dann op där anerer Säit léiwer bei e Privatpromoteur geet, wou en et selbstverständlech ka kafen. Wat awer dann natierlech herno och net ëmmer einfach ass, wann da bis déi Persoun net méi do ass, datt dat dann awer als e betreitete Logement bleift. An dat muss et jo, well soss herno geet dat jo ënnert dem Stréch ni méi eraus mat deem, wat bezuelt gëtt. Wann Der dann nëmme méi nach Leit do hutt, déi op eemol keng Fleeg méi brauchen, jo, da sinn natierlech déi Servicer iwwerflësseg.

Duerfir, wéi gesot, et ass alles e bësselche méi komplizéiert, wéi een dat an esou enger kuerzer Zäit hei ka mateneen diskutéieren. Mä ech si gäre bereet, och eng Kéier an d'Kommissioun ze kommen, wou mer méi Zäit hunn, fir nach eng Kéier méi laang doriwwer ze schwätzen.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci. Den Här Bauler huet d'Méiglechkeet, nach eng Zousazfro ze stellen un d'Madame Familljeministesch. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Bauler (DP).** - Neen, ech wollt am Fong geholl nëmme just soen, wann ech d'Madame Minister richteg interpretéiert hunn, da ginn ech dovunner aus, datt si awer och am Discours, dee se elo hei hat, fir eng Labellisierung plädéiert beziungsweis fir eng Präzisioun vun de Kritären, déi an deem aktuelle Reglement sinn, fir eben och deem doten Usproch méi no ze kommen. Wuel wëssend och, dass d'Besoin vun haut eben net d'Besoin vun iwwermer sinn, datt déi nach an Evolutioun sinn.

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Also, ech muss éierlech soen, datt ech mer net, wéi ech lech de Mëtteg héieren hat um Radio, d'Fro gestallt hu vun de Labelen, déi mer sollen ausdeelen. Et ass awer eng Diskussioun, déi ewell jorelaang gefouert gëtt an déi viru ganz laange Joren de Conseil supérieur des personnes âgées sech eng Kéier virgeholl hat. An déi woren net op e gréngen Zweig komm domadder, well se sech och net eens goufen, wat dann elo alles misst sinn, fir datt de Label drop géif kommen oder net drop géif kommen.

Mä ech mengen, datt ee wierklech muss och virun allem d'Leit besser informéieren, fir ze soen: „Passt op, wann Der lech elo an deem oder deem Haus akaaft, wat hutt Der da wierklech zegutt?“ An duerfir, wéi gesot, fannen ech, datt et wichtig ass, och fir heiriwwer ze schwätzen, datt ee wierklech seet: „Passt op, wat Der maacht, net datt bei engem Haus op der däitscher Grenz, wat kaf ginn ass an exploitéiert sollt ginn, festgestallt gëtt, datt awer eng ganz Partie Saachen net dem Reglement an net dem Agrément entsprechen, an dann also herno muss nogerüst ginn.“ An da seet deen, deen et gebaut huet: „Poh, ech hunn näischt domadder méi ze soen. Dir hutt dat esou kaaft, wéi et hei virgesinn ass, point - à la ligne.“

Elo woren dat nach Leit, déi gewinnt woren, d'Exploitatioun vun Haiser ze maachen an d'Servicer. Wann awer elo ee Privaten, deen elo mengt, dat do wier elo eppes, woumadder e sai Liewe kéint verdéngen, op esou ee Wee geet, dann ass et kloer, datt e sech séier do an eppes engagéiert, wou en herno senge Sue lass ass an awer net déi Servicer an emol net déi - wéi soll ech dat soen? -, och net déi architektonesch Gegebenheete fënnt, déi een eigentlech bräicht, fir och nach kënne do ze existéieren, wann een eben net méi mobil ass.

► **M. le Président.** - Merci der Madame Familljeministesch. Domadder hätte mer dese Punkt ofgeschloss. Mir kommen elo zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg, nämlech enger Motioun vun Här Félix Braz iwwert de Projet de loi 6261 iwwert d'Coopération au développement. Et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Nancy Arendt, den Här Negri, den Här Kartheiser an den Här Hoffmann. Här Braz, Dir hutt elo d'Wuert als Auteur vun der Motioun.

3. Motion de M. Félix Braz relative au projet de loi n°6261 modifiant la loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement

Exposé

► **M. Félix Braz (déi gréng), auteur.** - Merci, Här President. Et ass eng Motioun, déi mer déposéiert hunn am Mee, kuerz nodeem de Projet de loi vun der Regierung déposéiert ginn ass; dat war am März, den 9. März. Mir hunn och an der zoustänneger Kommissioun de 17. März eng éischte Kéier iwwert dee Projet geschwat.

Et ass e Projet de loi, deen eist Kooperationsgesetz aus dem Joer 1996 soll ofänneren. Dat Gesetz huet also elo mëtterweil 15 Joer um Bockel, an et sinn am Laf vun de Joren eng Rei Bedierfnisse entstanden, fir Verbesserungen ze maachen. Et gëtt och eng Proposition de loi vun der Madame Err a vum Här Angel, déi an déi dote Richtung gaangen ass, och wa se mat deels aneren Akzenter a Schwéierpunkte wéi de Regierungstext geschafft huet.

Mir hunn, nodeems mer deen Text eng éischte Kéier presentéiert kritt hu vun der Ministesch an och diskutéiert hunn an der Kommissioun, gemengt, dass et gutt wär, wann een deen Text och nach eng Kéier méi mat de concer-

néierten Acteure géif diskutéieren, well mer d'Gefill hatten - dat ass eis och bestätegt ginn -, dass am Virfeld vum Dépôt vläicht net genuch do diskutéiert ginn ass.

Bon, ech weess och aus eegener Erfahrung, dass een dat als Virwurf net gären héiert, well ee jo awer mengt, et hätt ee genuch diskutéiert an et kéint ee jo ëmmer méi diskutéieren, datt wär jo ëmmer richteg. N'empêche, ënnert dem Stréch mengen ech, dass awer nach e gewëssenen Diskussionsbedarf och bei den Acteure vum Terrain besteet.

Mir hu mat deser Motioun de Virschlag wëlle maachen, dass mer deen Text net nach séier géife virum Summer stëmmen, well an eisen Aen och dofir kee Besoin wär. Bon, deen Turet, dat war eng „self-fulfilling prophecy“, deen ass an Erfülling gaangen, dass den Text ees wéi ees eréischt am Hierscht wäert kënne gestëmmt ginn, wat och kee Problem duerstellt a wat eis och dann d'Méiglechkeet gëtt - an dat ass den Inhalt an de Virschlag vun eiser Motioun -, och op den „Assises de la coopération“ iwwert den Text selwer eng Debatt ze erméiglechen.

Déi „Assises de la coopération“ sinn eng Veranstaltung, déi an eisen Ae vill Sënn mécht, déi och an de leschte Joren, wéi ech fannen als een, deen all Joers och derbäi ass, wierklech produktiv Debatten erlaabt a méiglech mécht. Mir mengen, dass et net falsch wär, wann d'Regierung bei der Planung vun den Assises fir d'Leit Joer einfach d'Leit Gesetz, wat nach an der Diskussioun ass, och do géif op den Ordre du jour huelen, eng Diskussioun erlaben en public mat den Acteuren, fir vläicht och do nach eng Kéier e puer nei Impulser matzekréie fir d'Aarbecht vun der Regierung respektiv fir d'Aarbecht vum Parlament. Dat ass de Virschlag.

Et ass keng „motion de défiance“ vis-à-vis vun der Ministesch oder keng Rüg fir d'Ministesch. Esou ass dat net ze verstoen. Et ass e Virschlag, fir en Text, deen an der Diskussioun ass, duerch eng weider Diskussioun op enger Plattform, déi mer kennen, déi gutt funktionéiert, enger Diskussioun ze ënnerzéien an hofftelech dann am Hierscht eis Debatte kënne weiderzeféieren, mat engem Input, deen eis Aarbecht ka beräicheren.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Braz als Auteur vun der Motioun. Als éischt Riednerin ass d'Madame Nancy Arendt agedroen. Madame Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **Mme Nancy Arendt (CSV).** - Här President, ech soen dem Här Braz Merci fir seng Interventioun. Ech wollt just soen, datt am Numm vun der CSV mir déi Motioun leider net kënne matdroen, well déi Kompetenz jo, wat den Ordre du jour ubelaangt vun den Assisen, net bei der Chamber läit, mä bei der Regierung läit. D'Regierung huet deen Ordre du jour schon zënter Laangem festgeluecht, an et ass ganz schwierig, deen elo ze änneren.

Nichtsdestotrotz hunn awer selbstverständlech de Cercle des ONG oder d'ONGen d'Méiglechkeet, op den Assisen d'Wuert ze ergreifen a sech do natierlech an de Gesetzestext mat anzubringen. A mir hoffen och, datt dat gemaach gëtt. A selbstverständlech denken ech och, datt dat an deene spéideren Diskussiounen am Hierscht, wann d'Gesetz dann debattéiert gëtt an der Chamberskommissioun, datt mer dat zur Kenntnis huelen a wahrscheinlech och déi eng oder déi aner Saach mat aflësse wäerte loossen an de Rapport.

Ech mengen, et ass e ganz wichteg Gesetz a mir sollten hei näischt iwwert de Knéi brieren. Mir sollen eis hei net hetzen. A mir sollen am Oktober alleguer zesummekommen. Mir sti selbstverständlech och zur Verfügung, sämtlech ONGen och an de Fraktiounen, déi wëllen, zu Wuert kommen ze loossen, fir déi ze recevieren an hiren Afloss do mat eranzehuelen an dat zukünfteg Gesetz.

Merci, Här President.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci der Madame Arendt. Als nächste Riedner hunn ech den Här Bettel agedroen.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Merci, Här President. Ech muss lech soen, dass ech den Argumentaire vun der Madame Arendt elo konzentriert nogelauschert hunn...

(Interruptions et hilarité)

...an dass ech awer net zur selwechter Konklusioun kommen. Ech mengen, des Regierung hat gesot, si wier fir Dialog, fir Transparenz. Ech



mengen, et soll een elo net all... Dat wor vläicht eng Publicité mensongère.

(Brouhaha)

Ech ka just soen, Här President, dass mer bei den Assises vun der Association (veuillez lire: Coopération) wëllen eng wichteg Table ronde hu mat den Acteurs vun der Kooperatioun an dass et wierklech soll déi Plaz sinn, wou een och e Bilan mécht a kuckt, wat lass ass a wéi d'Zukunft och soll ausgesinn.

Dësen Text ass jo, esou wéi d'Ministesch et och presentéiert huet, awer e wichtegen Text am Kader vun der Kooperatioun. A mir fannen, dass et awer net inopportun wier, fir am Kader vun den Assisen dann en Atelier bäizefügen; du point de vue Kommunikatioun kann een dat nach maachen. Ech mengen, wann een iwwert d'Press et ukënnegt, dass dann och déi Leit, déi do wëllen deelhuelen an déi d'Madame Ministesch doudsächer vläicht awer aluet..., an d'Deputéiert si jo och invitéiert, déi da kënnen mat den ONGen do zesummekommen.

Ech fannen, de Prinzip ze hunn, dass een d'Leit soll an de Fraktiounen all eenzel empfänken, net dee richtegen. Ech mengen, et ass scho wichteg, dass een op der Place publique verschidde Saache kann diskutéieren mat de concernéierte Leit all zesummen.

D'ONGen hunn och jo verschidde Meenungen. De Virdeel vun den Assises vun der Association (veuillez lire: Coopération) ass jo, dass et och méi generell ass an dass et och net nëmme Leit sinn, déi an den ONGen do sinn, mä déi och aktiv Bénévolé sinn duerch aner Manéieren an deem Beräich. Dofir géife mir awer déi Motioun... Wann d'Ministesch eis géif soen, dass si en Atelier géif maachen am Kader vun deenen Assisen, kéinte mir domadder liewen. Da misst een dës Motioun net stëmmen.

Mä wa mer gesot kréien, dass et wéinst organisatoresche Grënn, well d'Invitatiounen schonn eraus sinn a well dat net dropsteet, net méiglech ass, géife mer dat net korrekt fannen. En einfache Communiqué de presse, eng einfach Ajoute ka gemaach ginn. An ech fannen et trotz der Formulariséierung, well d'Invitatiounen schonn eraus sinn an den Ordre du jour festgeleucht ginn ass, e bësse formalistesches.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bettel. Elo kritt d'Wuert den Här Marc Angel.

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, just fir op eng Remarque vum Här Bettel ze äntwerten, dass d'Regierung net do fir Dialog wär, do muss ech him widersprieche. Sait Joren, sait et d'Assisë gëtt, ass ëmmer een hallwen Dag op fir de Cercle des ONG, wou si selwer kënnen decidéieren, wat se gären op den Ordre du jour hätten. Ech hunn d'Gefill, wéi den Här Braz dës Motioun geschriwwen huet, dat war am Mee, hien hat eng Befierchtung, hei géif dat Gesetz elo séier derduerchgoen.

En huet Recht, wann e seet, dass Diskussionsbedarf ass. Mä dee Projet de loi an och d'Proposition de loi Err/Angel, déi wäerten hire Wee maachen hei am Parlament. De President Fayot vun der aussepolitichescher Kommissioun luet all Joers de Cercle des ONG och an d'Kommissioun an.

An ech mengen, all Partei ass och nach wellkomm, eng Table ronde ze organiséieren, fir deen dote Projet ze diskutéieren. Och de Cercle des ONG selwer kann dat maachen.

Dat schéngt jo dem Cercle des ONG ganz um Häerz ze leien, dat Gesetz hei, well si hunn en exzellenten Avis dozou geschriwwen a si hunn och schonn den Tour bei all de Fraktiounen gemaach. A si hu jo d'Fräiheet, e ganzen hallwen Dag op deenen Assisen ze gestalten, sou dass ech hoffen, dass si dat op den Ordre du jour setze wäerten op hirem Dag, dee si kënnen gestalten.

Dat gesot, hoffen ech, dass mer dëst Joer zu méi Deputéierten op deenen Assisë si wéi déi Jore virdrun. Ech freeë mech schonn, all déi Kollegen, déi heibanne sech zu deem Thema interesséieren, am September op den Assisen erëmzegesinn.

Merci!

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Angel. Als nächste Riedner ass den Här Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, villmools Merci. Ech mengen, mir als ADR, mir hu jo schonn dacks gesot, dass mir eis géife wënschen, dass d'Regierung d'Chamber an engem méi grouse Mooss respektéiert, a mir si selbstverständlech der Iwwerzeugung, dass d'Institutiounen vum Stat sech solle géigesäitig respektéieren.

Hei ass e Seminar, deen ënnert der Verantwortung vun der Regierung organiséiert gëtt, fir verschidde Sujeten ze diskutéieren, déi d'Regierung deen Abléck opportun fënn. D'ONGen hunn en Afloss op den Ordre du jour, wéi et elo och nach eng kéier gesot ginn ass.

Mir gesinn net an, firwat d'Chamber an esou enger Configuratioun soll der Regierung Rot-schléi ginn iwwert den Ordre du jour! Mir si saisiert mat deem Projet de loi hei als Chamber, mir kënnen an där Kommissioun, déi zoustänneg ass, déi Aarbecht esou organiséieren, wéi mir et hei an der Chamber fir gutt fannen. Am Respekt vun den Institutiounen kënnen mer d'Madame Minister invitéieren, fir eis Ried an Äntwert ze stoen iwwert déi Kommentaren, déi mir als Deputéiert wëlle maachen.

Mä ech mengen, et ass wichteg, dass mer hei wierklech déi jeeweileg Kompetenzen auserneenhalen an net op dee Wee ginn, deen déi gréng eis hei proposéieren.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Kartheiser. Als leschte Riedner ass den Här André Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Jo, ech ënnerstëtze par contre déi Motioun. Mir wësse jo, et ass och elo scho gesot ginn, dass eng Rei vun ONGen, déi bedeelegt sinn an der Entwécklungsproblematik, eng ganz Rei vu Kritiken a vu konkrete Propositionen hu par rapport zu deem Projet de loi.

Ech mengen, onofhängeg vun eise legislative Prozeduren hei an der Chamber respektiv an de

Kommissiounen wär et e schéint Beispill vu participativer Demokratie, vun där jo awer och emol esou oft dorëmmer geschwat gëtt, fir dass d'Regierung zesumme mat den ONGen nach eng kéier iwwert dee Projet de loi do diskutéiert an deene Propositionen, déi do gemaach ginn, probéiert Rechnung ze droen.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Hoffmann. Elo kritt d'Wuert d'Madame Minister, zoustänneg fir d'Kooperatioun.

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.** - Merci, Här President. Ech wëll just dem Här Braz soen, wann e mengt, mat deene Leit wier net geschwat ginn: A sechs Réuniounen...

► **Une voix.** - Aaahhh!

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.** - ...ass mam Cercle des ONG iwwert de Gesetzesprojet diskutéiert ginn. Ech hunn awer elo de Mëtteg d'Datumen net matbruecht, mä ech bréngen lech déi mat an d'Kommissioun, well ech denken, dass déi Aarbecht dohinner gehéiert. Duerfir ass net grad alles esou schwaarz an esou wäiss, wéi dat heiansdo gemaach gëtt.

Duerfir, mengen ech, wier et gutt, wa mer wierklech géifen och déi Debatten, déi elo virgesi sinn an den Assisen... Do muss ech, net, well dat elo Formalismus ass, mir hunn zwee Deeg, déi mer Zäit hunn a wou ënner anerem d'Madame Sheeran kennt. Dat ass d'Präsidentin vum Plan alimentaire (veuillez lire: Programme alimentaire) vun der UNO, déi ech dëser Deeg zu Roum begéint hunn an déi gesot huet, si géif och gären an d'Chamber kommen, wann dat de Wonsch wier. Duerfir froen ech de President vun der Kommissioun, wann deen do eng Utilitéit derfir gesäit, dass mer déi Fra, déi wierklech eppes ze soen huet, och kënnen dohinnerkomme loossen, dass déi der Chamber och ka soen, wéi si hir Aarbecht mécht.

Da kennt den Direkter, deen neien Direkter vum CAD, dat ass de Président du Comité vun der Aide au Développement, de Brian Atwood. Dat sinn natierlech Leit, déi hu mer misse froen am Ufank vum Joer. Do kanns de net waarde bis de Mee oder de Juli, wann ee gären am September hätt, dass déi Leit kommen. Do muss ee laang am Viraus kucken, dass déi Datumer mat deenen ofgemaach ginn.

Dat ass elo net, fir hei Formalismus ze maachen outre mesure, mä wéi gesot, Dir hat nach dee leschten Direkter och gesinn, den Här Deutscher, deen och bei lech an d'Kommissioun komm wor. Ech hunn elo net den Här Atwood gefrot, mä wann dat de Wonsch ass - iwwergens ee Mann, dee Lëtzebuerg gutt kennt, well en als Jugendlechen an engem Jugendprogramm hei zu Lëtzebuerg wor an zu Rëmeleng nach haut Relatiounen huet, also nach ëmmer a regelméisseg op Lëtzebuerg kennt -, kënnen mer also dee Mann gären eng kéier an d'Kommissioun ruffen, wann dat de Wonsch ass.

Dann ass et esou - wéi d'Madame Arendt gesot huet - dass jo een Nomëtteg, an dat ass freides nomëttes vun zwou bis fënnf, reservéiert ass fir d'ONGen, wou d'ONGen de Programm maachen, net d'Regierung de Programm mécht. Ech gi jo dovun aus, wann dat fir d'ONGen esou e wichteg Thema ass, dass se

dat dann och selwer eraussichen, fir eben doriwuer ze diskutéieren.

Wa se dat net maachen, dann ass dat natierlech... Ech schreiwen hinnen dat net vir, well ech och éischter e bëssechen denken, dass jiddwereen déi Aufgabe soll maachen, déi seng sinn. Duerfir, wann dat den ONGen hir Prioritéit ass, si mer selbstverständlech gäre bereet, fir doriwuer ze diskutéieren. Wa se awer en anert Thema auswielen, dann ass et eben dat anert Thema.

Duerfir also gesinn ech an deem Moment net d'Utilitéit, dass mer elo, mir als Regierung, dat alles mussen do änneren. Mä, wéi gesot, et ass wierklech eng Fënster do, wou dat ka mat den ONGen diskutéiert ginn. An dat ass dann eben hinnen iwwerlooss, ob dat fir si dat Wichtigst ass oder eben eppes aneschtens.

Voilà. Merci, Här President. Duerfir mengen ech, bräichte mer déi Motioun do net ze stëmmen.

► **M. le Président.** - Merci der zoustänneger Ministesch. Domadder ass dës Punkt ofgeschloss a mir kommen zum Vote iwwert d'Motioun.

Vote sur la motion

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun ass ofgelehnt mat 43 Nee-Stëmmen, géint 17 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Egen, Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Fernand Egen) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. André Hoffmann.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner (par M. Raymond Weydert), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Marcel Oberweis), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Jean-Paul Schaaf), Lucien Weiler (par M. Paul-Henri Meyers), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Ben Scheuer), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

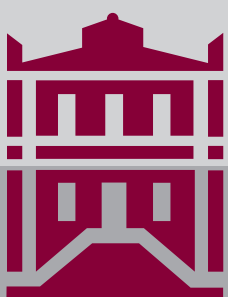
Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kennt muer um hallwer dräi nees zesummen.

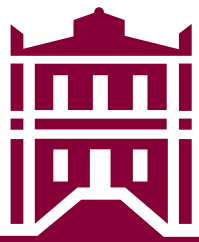
D'Sitzung ass opgehewen.

(Fin de la séance publique à 16.44 heures)

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**.
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.





Sommaire

- 5972 - Projet de loi portant organisation de l'Institut national de la statistique et des études économiques et modifiant la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État
 - Rapport de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire: M. Claude Haagen remplaçant M. Alex Bodry
 - Discussion générale: Mme Diane Adehm, M. André Bauler, M. Henri Kox, M. Jacques-Yves Henckes, M. André Hoffmann
 - M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 6271 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications
 - Rapport de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire: M. Claude Haagen
 - Discussion générale: Mme Diane Adehm, M. André Bauler, M. Henri Kox, M. Jacques-Yves Henckes, M. André Hoffmann
 - M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 5816 - Projet de loi relative à la concurrence
 - Rapport de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire: M. Claude Haagen
 - Discussion générale: M. Léon Gloden, M. André Bauler, M. Henri Kox, M. Jacques-Yves Henckes, M. André Hoffmann
 - M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- Débat de consultation sur le «Paquet climat»
 - Exposé: M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures
 - Débat: M. Marcel Oberweis (dépôt d'une motion), M. Eugène Berger, M. Roger Negri, M. Camille Gira (dépôt d'une motion), M. Jean Colombero, M. André Hoffmann
 - M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures
 - Motion 1: M. Jean Colombero, M. Eugène Berger, M. Camille Gira
 - Vote sur la motion 1 (adoptée)
 - Vote sur la motion 2 (rejetée)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Jeannot Krecké et Claude Wiseler, Mme Octavie Modert et M. Marco Schank, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.
Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **Une voix.**- Neen, Här President.

► **M. le Président.**- Merci. Dann hätte mer haut als éischte Punkt vun eisem Ordre du jour de Projet de loi 5972, d'Organisatioun vum Institut national de la statistique et des études économiques. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech ageschriwwen: d'Madame Adehm, den Här Bauler, den Här Kox, den Här Henckes an den Här Hoffmann. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Alex Bodry.

(Interruption)

Ah, den Här Haagen schwätzt am Remplacement vum honorabelen Här Alex Bodry. Här Haagen, da kritt Dir d'Wuert.

1. 5972 - Projet de loi portant organisation de l'Institut national de la statistique et des études économiques et modifiant la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

Rapport de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire

► **M. Claude Haagen (LSAP), remplaçant M. Alex Bodry (LSAP), rapporteur.**- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Reform vum Gesetz iwwert de Fonctionnement an d'Aktivitéit vum Stateg gouf schonn am Regierungsprogramm vun 2004 festgehalen. De Projet de loi, iwwert dee mer haut ofstëmme, ass den 10. Dezember 2008 vum Wirtschaftsminister an der Chamber déponéiert ginn. Den Alex Bodry, deen den 3. Juni 2010 Rapporteur vun deem Projet de loi genannt gouf, kann haut leider net do sinn. Duerfir presentéieren ech haut a sengem Numm

dëse Rapport.

Am Joer 2009 gouf de Gesetzesprojet vun de Berufschamber souwéi vun der Europäescher Zentralbank aviséiert. De Statsrot, dee bal zwee Joer gebraucht huet, fir säin Avis ze schreiwen, huet eng nei Textpropos gemaach, op Basis vun där d'Ekonomieskommissioun eng Rei vun Amendementer ausgeschaft huet. Dës Amendementer goufen de 17. März 2011 vum Statsrot aviséiert. Den 19. Mee huet d'Ekonomieskommissioun den Avis complémentaire analyséiert a konnt de 26. Mee de parlamentaresche Rapport unhuelen.

Firwat gëtt d'Gesetz iwwert de Stateg reforméiert? Momentan ass et esou, datt d'Organisatioun vum Stateg op engem Gesetz aus dem Joer 1962 baséiert. Dëse Rechtskader ass awer net méi zäitgeméiss a gëtt den Ufuerderungen un eng national modern statistesch Administratioun net méi gerecht.

D'Optauche vun ëmmer méi statisteschen Acteure souwéi ëmmer méi eng grouss Demande a villfältig Demande u statisteschen Daten an Analyse maachen et noutwendeg, en neie kohärente legale Kader ze schafen, deen der gesellschaftlecher, wirtschaftlecher an institutioneller Entwécklung Rechnung dréit. Aus dem Stateg, dem Service central de la statistique et des études économiques, gëtt an Zukunft den Institut national de la statistique et des études économiques. Den Akronym Stateg bleift awer aus praktesche Grënn weider bestoen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Reform bréngt natierlech vill méi mat sech wéi e rengen Etikettechangement. Et ass eng déif gräifend Reform, souwuel wat den Aufgabebereich, d'Organisatioun wéi och d'statistesche Prozeduren an d'Methode betrëfft.

Déi wichtegst Ännerungen, déi de Gesetzesprojet mat sech bréngt, loosse sech wéi folgend resüméieren: D'Attributioun vum Stateg, wat déi ubelaangt, sou gi verschidde Missiounen, déi de Stateg bis elo hat, confirméiert. Anerer gi preziséiert respektiv officialiséiert. Dat heescht, datt de Stateg dës Missiounen och schonn elo ausgefouert huet, mä déi awer net expressis verbis am Gesetz vun 1962 opgeléicht

sinn, zum Beispill d'Compte-nationales ze etabléieren, d'Volkszielung duerchzuführen, ekonomesch, sozial an demographesch Projektionen ze maachen.

Doriwwer eraus stellt de Stateg an Zesummenaarbecht mat der Lëtzebuerger Zentralbank d'Handelsbilanz souwéi d'Comptes financiers op.

Dëse Projet de loi verstärkt d'Etüd- an d'Recherchesmissioun vum Stateg, andeems en zum Beispill chargéiert gëtt, wëssenschaftlech Fuerschungsaarbechten am Beräich vun der Modélisatioun vum wirtschaftlechen, demographeschen a soziale Fakten ze bedreiwen. Iwwerhaapt gehéieren d'Verbesserung an d'Entwécklung vum statistesche Methoden a Prozeduren, déi op déi national spezifesch Gegebenheeten ugepasst sinn, zu deene wichtegste Missioun vum Stateg. An deem Kontext chargéiert dëse Projet och de Stateg, fir Etüden an Analysen am Beräich vun der Methodologie ze maachen.

Här President, zu deene wichtegsten neie Missiounen, déi de Stateg elo kritt, gehéiert sécherlech d'Opstellen an d'Gestioun vun enger Centrale des bilans. D'Centrale des bilans erlaabt et, d'Kontabilitéitsdate vun den Entreprises - Bilans, Comptes profits et pertes - ze zentraliséieren. Besonnesch a puncto Simplification administrative ass d'eng grouss Errungenschaft, well an Zukunft d'Entreprisé just eemol hir Joresbilanz deponéieren an d'Centrale des bilans sech ëm d'Informatiounsufree vun den Administratiounen an dem Public bekëmmert.

De Stateg ass och déi Instanz, déi Lëtzebuerg bei den auslänneschen, europäeschen an internationale statisteschen Autoritéite representéiert. Zesumme mam Comité des statistiques publiques assuréiert de Stateg och d'Koordinatioun vum nationale statistesche System.

Donieft ass de Stateg och zoustänneg, fir d'Harmonisatioun vun de statistesche Methoden, Definitiounen an Nomenklaturen ze assuréieren. E passt och drop op, datt d'europäesch an d'international Normen am Beräich vun der Statistik vun de verschidde Acteuren agehale ginn.

Wat elo d'Organisatioun vum Stateg ubelaangt, ass als éischt ze soen, datt d'Gesamtorientatioun vun den Aarbechte vum Stateg vum Wirtschaftsminister bestëmmt gëtt, an dat op Virschlag vum Direkter vum Stateg souwéi op Avis vum Conseil supérieur de la statistique.

Dës ministeriell Prerogativ ass souzesoen d'Géigepartie zu der wëssenschaftlecher a professioneller Onofhängegkeet vum Stateg.

Eng wesentlech Erneuerung am Beräich vun der Organisatioun ass d'Schafe vun engem Comité des statistiques publiques. Dëse Comité setzt sech aus alle staatlechen Administratiounen, Ministère, Établissements publics an öffentliche Observatoiren zesummen, déi eppes mat dem Erstellen, der Diffusioun vum Statistiken ze dinn hu respektiv déi statistesch relevant Date verwalten.

De Comité des statistiques publiques ënnersteet an deem Sënn och dem Wirtschaftsminister. Zu sengem Aufgabebereich gehéiert nottament, statistesch Programmer vun den einzelnen öffentliche Acteuren ze koordinéieren an de Suivi ze assuréieren, mam Zil, d'Effektivitéit an d'Qualitéit ze verbesseren an d'Charge de réponse esou gutt et geet ze verëngeren.

Dëse Gesetzesprojet gesäit och d'Kreatioun vun engem Conseil scientifique vir, dee wëssenschaftlech Aarbechten, Analysen an Etüden, déi de Stateg mécht, aviséiert. Des Weidere gëtt de Rôle vum Conseil supérieur de la statistique, dee sech aus Représentantéit vun den Utilisateurs des statistiques an de Fournisseurs de données zesummesetzt, opgewäert.

Dëse Gremium kann an Zukunft net nëmme d'Aarbechte vum Stateg aviséieren, mä och d'Aarbechte vum ganzen öffentliche statistesche System evaluéieren. Doriwwer eraus kann hien och Verbesserungsvirschléi ausschaffen a Propositione maachen, wéi eng Statistiken, déi vun öffentliche Interêt sinn, nach kéinten ausgeschafft ginn.

Komme mer nach zu de Prozedure vum Stateg.

Dëse Projet de loi preziséiert d'Kompetenze vum Direkter. Hie bestëmmt d'statistesche Methoden, d'Normen an d'Prozeduren. Den Direkter ass och zoustänneg fir de Contenu vun de statistesche Publikatiounen a wat den Timing vun der Veröffentlichung vun esou Publikatiounen ugeet.

De Stateg genéisst an der Ausübung vu bal all senger Missiounen wëssenschaftlech a professionell Onofhängegkeet. De Stateg gëtt sech och e Code de bonnes pratiques, dee konform ass zu den europäeschen an internationale Qualitätsnormen. Dëse Code ass öffentlech zougänglech.

De Prinzip vun der Obligation statistique gëtt confirméiert. Dat heescht, all physisch a moralesch Persoun, all Administratioun an Établissement public ass obligéiert, statistesch Renseignementer, déi de Stateg freet, och ze ginn. D'Verweigerung, fir esou Renseignementer ze ginn respektiv d'bewusst Ugi vu falschen Zuele ka mat enger Amende, déi tëschent 251 an 2.500 Euro läit, bestrooft ginn.

De Corollaire zu der Obligation statistique ass natierlech de Secret statistique, dee garantéiert, datt confidentiel Daten net verbreet ginn. Beim Ausübe vu senger Missiounen ënnerläit de Stateg selbstverständlech och der gesetzlecher Bestëmmung iwwert den Dateschutz.

Här President, ee ganz wichtege Volet ass deen iwwert d'Simplification administrative. De Projet de loi enthält vill Dispositiounen, déi de Prinzip vun der Réduction de la charge de réponse statistique verankeren. Hei e puer Beispiller: D'Kreatioun vun der Centrale des bilans wäert zum Beispill de Standardquestionnaire vun der Enquête structurelle, deen de Stateg all Joers un d'Entreprisé schéckt, ëm 80% reduzéieren. Den neie Comité des statistiques publiques, dee jo statistesch Programmer vun deenen enzele öffentliche Acteuren koordinéiert, wäert derfir suergen, datt net déiselwecht statistesch Donnéeën gläich e puermol gefrot gi bei den Entreprises.

De Stateg engagéiert sech och, nëmme dann op Enquêtes a Recensementen zréckzegräifen, wann déi néideg fiabel Informatiounen net an den Datefichiere vun de staatlechen Administratiounen ze fanne sinn.

Här President, beim Stateg schaffe ronn 160 Leit, an de Projet de loi regulariséiert och nach verschidde Situatiounen am Personalberäich vum Stateg. Notamment gi verschidde Carrière reconstituéiert.

Donieft gesäit de Projet de loi d'Fonction vum Directeur adjoint vir, un deen den Direkter verschidde Kompetenze kann delegéieren an deen den Direkter en cas d'absence vertritt.

Här President, all dës verschidde Erneuerungen, déi mir de Mëtteg stëmme, wäerten et dem Stateg souwéi och allen aneren öffentliche Acteuren am Beräich vun der Statistik erlaben, hir Missiounen an engem modernen an effikasse System auszeüben.

Duerfir ginn ech natierlech och am Numm vun der LSAP-Fraktioun den Accord zu deem Projet de loi.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Rapporteur Claude Haagen. Als éischt Riednerin ass d'Madame Diane Adehm ageschriwwen. Madame Adehm, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **Mme Diane Adehm (CSV).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Reform vum Stateg ass batter noutwendeg, schliesslech baséiert dësen Institut sech nach ëmmer op e Gesetz aus dem Joer 1962. 1971 gouf de Stateg du reorganiséiert mam Gesetz vum 14. Juli. Mat dem Gesetz, dat mir haut stëmme wäerten, kritt de Stateg endlech eng legal Basis fir déi villfältig Missiounen, déi hien an Tëschenzäit assuréiert, mä déi awer bis elo net explizit am Gesetz virgesi waren. Anerersäits kommen awer och nei Missiounen bäi, an do denken ech haaptsächlech un d'Mise en place vun enger Centrale des bilans, där hir Aufgab doranner bestoe soll, d'Donnéeën aus der Kontabilitéit vun Entreprises ze zentraliséieren.

Domadder gëtt och enger laangjähreger Fuereung vum Conseil Economique et Social Rechnung gedroen. 1996 nämlech schreift de Conseil Economique et Social schonn, dass de Stat vill Donnéeën huet an dass dës Donnéeën eigentlech missten de verschidde Acteurs économiques zur Verfügung gestallt ginn.

A sengem Dokument iwwert d'Roll vum Stat schreift de Wirtschafts- a Sozialrot am Joer 2001, dass de Stat eng gewësse Responsabilitéit

huet um Niveau vun - ech zitieren: «surveiller statistiquement les évolutions des prix et coûts, ainsi que la performance des entreprises dans une optique comparative, et mettre à disposition des partenaires sociaux les données et indicateurs statistiques pour les outiller à remplir effectivement...» (veuillez lire: efficacément) «...leurs missions dans le dialogue macroéconomique.»

A sengem Avis vun 2003 iwwert d'Prevention vum de Faillitë schreift dann nach ëmmer de Wirtschafts- a Sozialrot: «Le Conseil économique et social encourage la publicité systématique des bilans (...) Cette mesure devrait être mise en œuvre dans le cadre de la réalisation de la centrale des bilans.»

Duerch déi nei Centrale des bilans wäert mat Sécherheet den administrativen Opwand fir eis Entreprisë wesentlech zréckgoen. Bis elo hunn eis Entreprises nämlech ëmmer misse sëlliche Formularen ausfülle fir statistesch Zwecker, an dës Formulairë sinn dann un déi verschidde Verwaltunge geschéckt ginn. Déi nei Centrale des bilans wäert an Zukunft derfir suergen, dass d'Entreprises dëst net méi mussen selwer maachen, doduerjer, dass déi statistesch Donnéeën zentraliséiert ginn an doduerch och un déi verschidde Verwaltunge weidergereicht ginn.

Een anere wesentleche Punkt ass d'Kreatioun vum Comité des statistiques publiques, deen och mat dësem Gesetz a Plaz gesat gëtt. Duerch hie soll d'Zuel vun den Donnéeën, déi d'Entreprisë mussen un déi verschidde Verwaltunge weiderreechen, wesentlech zréckgoen. Dëst soll duerch d'Besetzung vun dësem Comité assuréiert ginn, well heiranner sinn déi verschidde Ministären, Verwaltunge, Établissements publics an Observatoires, déi mat Statistike schaffen, vertraueden.

Dëst Gesetz, dat mir elo stëmme wäerten, gëtt also net nëmmen dem Statec déi néideg legal Basis fir seng Aarbecht, mä et wäert och eng wesentlech Vereinfachung u Verwaltungsopwand fir eis Entreprisë mat sech bréngen.

Zum Ofschluss soen ech dem Rapporteur Merci fir säin detailléierte Bericht a ginn heimadder den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - An ech soen der Madame Adelm Merci. Als nächste Riedner ass den Här André Bauler agedroen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Bauler (DP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ënner Lëtzeburger EU-Présidence gouf 2005 e Code de bonnes pratiques vun der europäescher Statistik ausgeschafft, dee souwuel fir eng besser Qualitéit wéi iwwerhaupt fir eng Stärkung vun der Glafwierdegkeet vun der Statistik soll suergen.

An dësem Kontext gouf ersichtlech, dass och eist nationaalt Statistikinstitut sech misst enger Reform ënnerzëien. D'DP begréisst, dass mat dësem Projet de loi och a grad eng Koordinéierung vun nationale Statistiksystem erméiglecht gëtt. Et gëtt effektiv ëmmer méi Acteuren, déi Zuelematerial liwweren.

Et ass eigentlech schued, dass d'Handwierk als ekonomesche Secteur bis ewell net en tant que tel an den offizielle Statistike gefouert gëtt. D'Chambre des Métiers huet dofir virgeschloen, hir eegen Daten, déi aus dem Handwierk ervirginn, mat deene vum Statec ze recouperieren. Dës Approche, déi de Betriber keng zusätzlech Chargen operleeë géif, kéint sécherlech derzou bäidroen, déi ekonomesch Realitéit zu Lëtzebuerg besser duerstellen a soumat e méi komplett Wëssen iwwert dës wictege Secteur vun der Economie, dee ronn e Fënneftel vum gesamten Emploi duerstellt, ze kréien.

Et ass effektiv esou, dass an der statistescher Nomenklatur déi handwierklech Aktivitéiten engersäits an der Rubrik „Commerce“ an anersäits an der Rubrik „Industrie“ verspreet sinn. Dat ass schued, well déi öffentlech Statistik esou den Eegearte vun eiser nationaler Economie net Rechnung dréit.

Et ass mer awer elo zougedroe ginn, dass d'Handwierkskummer an de Statec sech eens gi sinn, dës Projet un d'Lafen ze kréien a soumat e bessert Bild iwwert de Mëttelstand ze kréien.

Eng aner wictege Saach - et gouf elo éinescht gesot - ass d'Schafung vun enger Centrale des bilans. Et bleift ze hoffen, dass d'Centrale des bilans ganz séier fonctionnéiere wäert, zemoos wann ee bedenkt, dass dës Institutioun et fäerdeg kéint bréngen, de Froebou, deen d'Betri-

ber am Kader vun der sektorieller Enquête auszufüllen hunn, ëm 80% ze reduzéieren.

D'Handwierkskummer hat och gefrot, fir besser Zuelen am Beräich vun der Schätzung vun der steierleche Recetten ze kréien. Hei schénge et och Bewegung ze ginn, well et ass e Comité de prévision geschaaft ginn, an deem all betraffe Verwaltunge vertrauede sinn. Nëmme esou léisst sech d'Budgetspolitik méi liicht virbereeden an definéieren.

Wichtig ass och ze ënnersträichen, dass d'Onabhängegkeet vum Statec par rapport zu der Politik garantéiert soll sinn. Et ass dofir gutt, dass de Statec an engem gewëssene Sënn a Konkurrenz mat der Zentralbank steet, enger Institutioun, déi jo zeg Statistiken opstellt a selwer och Recherche bedreift. Dat erlaabt et, d'Previsiounen vun deenen zwou Institutiounen mateneen ze vergläichen.

Mir als DP sinn och zefridden, dass dës Reform e wesentleche Schrëtt an d'Richtung vun enger administrativer Vereinfachung duerstellt. D'Praxis an d'Ëmsetzung vun dësem Gesetz wäerte weisen, ob et geléngt, duerch eng besser Koordinatioun Double-emploien ze vermeiden. Zil muss et ëmmer sinn, fir déi administrativ Charge vun de klengen a mëttelgrousse Firmen ze reduzéieren.

Et muss een awer ënnersträichen, dass et dem Statec gelongen ass, an de leschte Joren konkret Moosnamen an d'Wee ze leeden, fir déi administrativ Belaaschtungen ze drécken. D'Chargen, déi mat der Erhiewung vu Statistiken ze dinn hunn, géifen nach just 4% vun de Gesamtlaschten ausmaachen.

Mir als DP kënnen dësem Projet also zoustëmmen, well e virun allem - dat sief mäin éischte Punkt - den Akzent op d'Participatioun vun de Benotzer a vun de Liwwerante vun de Statistike leet. D'Opwärtung vum Conseil supérieur de la statistique ass an deem Kontext ze begréisen.

Zweetens: Dës Projet ënnerstëtzt den Zougank zu der öffentlecher statistescher Informatioun. Hei geet et ëm Chancéglichheet an ëm méi Opklärung vum Bierger.

Drëtens: Dat neit Gesetz soll d'Qualitéit vun de Statistike verbesseren. D'Statistike mussen u beschter Qualitéit sinn, well et soss zu politesche Feelentscheedunge kéint kommen. Hei geet et ëm d'Fiabilitéit vum System.

Dëst Gesetz, véiertens, stellt dem Statec déi Mëttel zur Verfügung, déi onerlässlech sinn, fir seng Aarbecht beschtméiglech duerchzuféieren. Hei geet et ëm d'Effizienz vum statistesche System.

Fënneftens: Mat dësem Text soll de Volet Fuerschung beim Statec opgewäert ginn. Zënter Jore schafft de Statec zesumme mat den öffentleche Fuerschungsinstituten. Et ass ze hoffen, dass duerch dës complémentaire Approche Synergien ausgebaut a systematiséiert kënnen ginn. Hei geet et kloer ëm d'Erausforderung, aus dem gesammelte statistesche Material déi pertinent Analysen opzestellen, déi erfuerdert sinn, fir d'Stärkten an d'Schwächte vun eisem nationale Wirtschaftssystem besser ze erklären.

Fuerschungsarbeitsverlaangt awer och, dass een internationaler Kontakter fleegt an iwwer e Staff vu Chercheurs verfügt, déi een exzellent Wësse vun der Fuerschungslandschaft hunn. D'Zentralbank liwwert eis do e gutt Beispill, an aus hiren Erfahrung geist sech nach bestëmmt munches léieren.

Zum Schluss wéilt ech dem Rapporteur, dem honorabele Claude Haagen, Merci soe fir säin ausféierleche schrëftlechen a mündleche Bericht a ginn heimadder och den Accord vu menger Fraktioun.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bauler. Als nächste Riedner ass den Här Henri Kox agedroen. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Merci, Här President. Ech wëll och direkt am Ufank dem Här Rapporteur, oder dem Här Haagen am Numm vum Här Bodry, Merci soe fir de schrëftleche wéi och de mündleche Rapport.

Iwwert d'Wichtigkeet vun de statisteschen Erhiewunge wëll ech net mech laang ausloosen; ech mengen, meng Virriedner hunn dat des Laangen an des Breeden hei elo schonn erkläert. Et ass och wictege an enger moderner Gesellschaft, Feelentwécklung matzäiten ze korrigéieren respektiv och dat, wat gutt leeft, bestätegt ze kréien a kënnen an eng gutt Richtung ze steieren.

Lëtzebuerg war net ëmmer bekannt fir ganz gutt Statistiken. Oft feelt et u konkreten Daten, oft war et e Verhedderen a verschidde Verwaltunge respektiv a verschidden industrielle Verwaltunge, sou dass et u sech wictege war, dass och dat Gesetz vun 1962 op de Leescht

gehall ginn ass an och nei reforméiert sollt ginn. An de leschte Jore si jo och eng ganz Rei gutt Effortë gemaach ginn, an dat wëll ech och hei ervirhiewen, dass dat, souwuel d'Datenerhiewung, d'Datenzentraliséierung an och d'Datenauswärtung, sech mëttlerweil op engem ganz gudden Niveau befënnt.

Do wëll ech dann och eng Kéier de Minister beluewen! Besonnesch am Energieberäich, do wësse mer, virun Ärer Zäit gouf et effektiv am Energieberäich net immens vill ze fannen, oder jiddefalls war et net esou koordinéiert, wéi et haut de Fall ass. Zumindest wat d'Datenerhiewung an d'Datenanalys ugeet, ass dat mëttlerweil op en Niveau komm, wou ee sech bal kann zréckfannen.

Natierlech, iwwert d'Interpretatioun dovunner, do léisst sech nach streiden. Mä zumindest fënnt ee mëttlerweil beim Statec eng Rei vun Donnéeën, déi een awer ka bewäerten an déi een och ka fiabel asetzen. Natierlech, d'Perfektion ass et nach net, mä do ass een, mengen ech, ëmmer amgang ze sichen, an dat, denken ech, dass dat och e gudden Challenge ass, fir dorunner ze schaffen.

Eppes, wat aus grénger Siicht awer nach feelt, an do, mengen ech, misste mer nach e bësse méi Effortë maachen, dat ass dee ganzen Ëmweltberäich. Mir mengen, dass et nach méi wictege wär, och an deem Beräich ze kucken, en éischte Monitoring ze maachen, wou mer d'Bestandsopnahme méi effektiv kënnen maachen, an do feelen eis och deels wictege Daten. Dofir, mengen ech, dass och de Statec an déi Richtung sollt méi verstärkt investéieren an och Recherche maachen, an dofir kënnen mer dat och nëmmen ënnerstëtzen, wa Recherchen an deem Beräich solle gemaach ginn.

Ech huelen ee Beispill eraus: den Tanktourismus. Mir hu schonn des Öfteren doriwuer debattéiert hei an der Chamber. Do et feelt eis nach ëmmer déi endgültig Ausso, wat et dann effektiv fir Lëtzebuerg bréngt. Mir wësse wuel iwwert d'Einnahmen, iwwert d'Brutto-Einnahmen am finanzielle Beräich Bescheed, awer wéi eng Auswierkungen et huet op d'Ëmwelt, op aner Infrastrukturen hei am Land, dat feelt eis nach ëmmer.

Ee Punkt wëll ech awer och nach hei ernimmen: Et ass e Gesetz emol endlech, wou mer och emol e bësse méi an d'Käpp investéieren an net ëmmer an de Bëton. Mir hunn oft, gëschter hu mer nach en immens grousst Gesetz hei - oder véier Gesetz - gestëmmt, wou mer massiv an de Bëton investéiert hunn. Hei ass e Gesetz, wou mer, mengen ech, méi an d'Leit investéieren, wat wictege ass, wat och gutt esou ass, an dat wëll ech och vu grénger Säit hei gesot hunn.

Ech mengen awer, mir mussen eis och bewusst sinn, dass, wa mer all dat wëllen ëmsetzen, wat an deem Gesetz elo mëttlerweil hei virgeschriwwen gëtt oder virläit, da brauche se nach ganz vill Ressourcen, net nëmme finanzieller Aart, mä och logistescher Aart, sou dass mer eis do och bewusst sinn, dass do Käschten op eis duerkommen an dass mer dat och gewëllt sinn, an der Zukunft esou ze ënnerstëtzen, well soss kréie mer net dat, wat mer u sech mat dësem Gesetz wéilt en errechen.

Zum Schluss vläicht eng Kritik. Bon, et gëtt vill mat Daten hantéiert an och vill Date gespäichert an och vill Daten hin an hier manövréiert. Sécherlech ass et wictege, dass déi Daten zentraliséiert ginn, mä wann déi Daten engem aneren zur Verfügung gestallt ginn, dass sécher gestallt gëtt, dass wierklech - wierklech! - de Secret bewahrt gëtt vun den Donnéeën. Do, mengen ech, ass et gutt, wann do akribesch drop opgepasst gëtt, fir net an eng falsch Richtung ze lafen an och Daten ze verbreedden, déi dat net solle ginn.

Zum Schluss den Accord vu menger Fraktioun. Mä wéi ass et mat der Statistik am Allgemengen? Ech gleewe just där Statistik, déi ech selwer gefälscht hunn.

Merci.

► **Une voix.** - Voilà, très bien!

► **Une autre voix.** - Ech gleewen dat!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Kox. Als nächste Riedner ass den Här Jacques-Yves Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Merci, Här President. Ech hoffe just nuren, dass déi gréng awer hir Statistiken, déi se zitieren, net fälschen. Mä, wat wictege ass, dat ass, dass mer effektiv d'Gesetzgebung iwwert de Statec nees eng Kéier adaptéieren, fir tëschent der Theorie an der Praxis eng eenheetlech Gesetzgebung ze hunn, fir op där anerer Säit och nei Domäne kënnen statistesch richtig ze erfassen a fir nei Missiounen kënnen unzegoen.

Et ass also eng wictege Reform, déi mer hei hunn, déi ganz oft méi en administrative Charakter huet a manner e politeschen, mä jidd-

were weess awer, dass ouni gutt Statistiken..., speziell an engem klengen Land wéi Lëtzebuerg - wou een, wann ee vun engem Fall op zwee eropgeet, dann ass dat eng Augmentatioun vun 100% -, ass et ëmmer wictege, dass ee prezis Statistiken an Donnéeën huet, souwuel fir politesch Décisiounen, ekonomesch Décisiounen, sozial Décisiounen. Dofir ass et wictege, dass een op esou Donnéeën kann zréckgräifen.

Bis elo ass och de Statec senger Missioun ganz gutt gerecht ginn, sauf an engem Gebitt, wou elo awer duerch d'Gesetz soll Remedur geschafe ginn, dat ass alles, wat déi ekonomesch Donnéeën ugeet, a notament soll dat geschéien iwwert déi Centrale des bilans. Eng Centrale des bilans huet den Avantage, dass all Donnéeën do op Basis vun engem Plan comptable unique sollen zesummegehallt ginn, dass een dann déi Informatiounen huet an dat déi eenzel Betriber, déi elo verschidde Bilanen hatten, verschidde Presentatiounen vu Bilanen hatten, dass dat domadder géif opgehewe ginn an dass een also fiabel Statistike kéint kréien.

Mä och do wollt ech d'Regierung awer froen, wéi et dann elo tëschent der Theorie an der Praxis ass. Kënnen mer déi Centrale des bilans effektiv vun dësem Joer un, oder vum nächste Joer u lafe loosser? Ass dee Plan comptable unique iwwerall elo duergelouert? Kann een op déi Donnéeën do zréckgräifen? Ech weess, dass d'Regierung higang ass a bei verschidde Établissements publics, déi kommerziellen Onuerdnungen ënnerworfen sinn, déi kommerziell Aktivitéiten hunn an déi och kommerziell Bilane mussen maachen, dass se deenen eng Dispens ginn huet, fir kënnen e Plan comptable unique ze maachen. Dat fannen ech net gutt, well justement de Stat sollt mam gudden Beispill virgoen!

Dofir meng Fro un de Minister, fir ze wëssen, ob déi Centrale des bilans och effektiv schonn dëst Joer fonctionnsfäeg ass oder eréischt d'nächst Joer. Dat gesot, wollt ech den Accord vun der ADR zu dësem Gesetzesprojet bréngen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Henckes. Als leschte Riedner ass den Här André Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Här President, e puer Bemierkungen och, fir meng Zoustëmmung ze begrënnen. Wéi mir virun zéng Joer zu Esch eisen éischte kommunale Sozialbericht probéiert hunn opzestellen, do ware mer op där enger Säit frou, iwwert déi Donnéeën vum Statec kënnen ze verfügen, deen eis och do tatkräfteg geholfen huet, an op där anerer Säit hu mer awer och misse feststellen - an d'Leit vum Statec selwer -, wéi schwéier et zu deem Moment nach war, fir u gewëssen Donnéeën iwwerhaupt erunzekommen.

Dofir ass menger Meinung no ee ganz wictege Punkt an dësem neie Gesetz, an där Reform vum Statec, fir d'Koordinatiounsméiglechkeete vun där Institutioun ze vergréisseren, fir dass een déi verschidde Datesätz, déi et hei zu Lëtzebuerg gëtt, accessibel mécht, dass ee se erwidert an dass ee se och mateneen ka verknäppen.

Zweetens, e puermol hei, a virun allem bei der Interpellatioun iwwert d'Aarmut, konnt ech zréckgräifen iwwer...

(**Brouhaha**)

► **M. le Président.** - Ech géif lech bieden, dem Här Hoffmann nozelauschten!

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Merci, Här President.

...konnt ech vill Donnéeën virun allem aus deem Rapport «Travail et cohésion sociale» vum Statec zitieren iwwert d'Entwécklung vun der sozialer Situatioun hei zu Lëtzebuerg. Mä och do - an och do seet de Statec et explizit oder implizit a sengem Rapport ëmmer selwer - feelt et nach un Donnéeën, zum Beispill wat d'Veerdeelung vum Verméigen hei zu Lëtzebuerg betrëfft. Dofir mengen ech, dass et och an deem Sënn noutwendeg ass, fir d'Aufgabe vum Statec ze erwidern an em awer och déi Mëttelen derfir ze ginn.

Ech hat deemools proposéiert, leider huet d'Majoritéit et refuséiert, fir en „Observatoire des inégalités“ ze schafen. Déi Aufgab kann natierlech och de Statec iwwerhuelen, wann e mat entsprechemend qualifizéierte Personal ausgestatt gëtt.

Drëtens dierf ech lech och drun erënneren, dass zënter a peu près engem Joer och am Opdrag vun der Regierung de Statec zesumme mat dem Wirtschafts- a Sozialrot a mat dem Nohaltegkeetsrot schafft un neien Indicateuren. Fir wat ze moossen? Also de Wuesstum ze moossen, de Wuulstand ze moossen an esou weider an esou fort. Dir wësst, wéi eng Diskus-

sionen dass do lafen, wéi wichteg dass dat och ass, fir ze erkennen, dass et net einfach de PIB ass, deen eise Wuelstand mässt, sondern dass een dofir aner Indicateure wierklech brauch, och iwwert d'Inegalitéiten. An och an där Hisiicht do vun Ausschaffung vun neien Indicateure brauche mer also méi Méttelen an eng besser Struktur vum Stateg.

Da brauch en awer och - an dofir wëll ech dat ennersträchen, wat den Här Kox gesot huet -, da brauch en awer och dat néidegt Personal, dat néidegt qualifizéiert Personal a vill Multidisziplinariéit. Well Stateg ass jo net einfach zielen, sondern Stateg ass Recherche. D'Statistike si Recherche, an an deene verschidde Domäne vun der Recherche brauch een enner-schiddlech Qualifikatiounen.

Eng lescht Remarque, Här President: Ech ennerstetzen och déi Bemierkung vun der Salariatschamber, déi seet, eis statistesch Recherchen an Analyse solle méi oft iwwert d'Grenzen ewechkucken a Richtung Groussregioun.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Hoffmann. Elo kritt d'Wuert den Här Wirtschaftsminister Jeannot Krecké.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt emol Merci deene Leit, déi déi Aarbecht um Niveau vun der Kommissioun gemaach hunn, net nëmmen de Bericht, mä ech mengen déi ganz Ausaar-bechtung an Emännerung och vun deem Projet. Do sinn ech lech dankbar.

Ech fannen, et ass och noutwendeg, an duerfir sinn ech och frou driwwer, dass mer eng grouss Zoustëmmung hunn hei. Wa mer hei géifen ufänken, d'Methode vun der Statistik ausena-nerzuehlen a mir géifen eis net eens ginn do-robber, dat géif no bausse wierklech e ganz schrecklecht Bild ginn. Ech si frou, wa mer eis kënnen eeneg sinn dorobber, op de Seriö och vun där ganzer Affär. An duerfir hunn ech och net gär, Här Kox, och wann Der mech dann eng Kéier lueft, wann Der hannendrun déi Ge-schicht vum Fälsche vu Statistiken sot, ech gleewen nëmmen déi! Et muss ee ganz gutt oppassen...

(Interruption)

Neen, ech weess, et ass eng Boutade. Mä ech sinn och scho mat Boutadé bäigelaf. Mä...

► **M. Henri Kox (déi grëng).**- Huelt eis dach net ëmmer esou eescht, Här Krecké! Huelt eis net ëmmer esou eescht!

(Interruptions et hilarité)

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Neen, neen, neen! Neen, mä wat ech mengen, wat wichteg ass, no bausse muss et kloer sinn: D'Statistik, do geet keen dru fummelen, och kee Minister! An et dierf keen! Mir sinn och déi Éischt wahrscheinlech, déi dat do ëmsetzen, an de Statecs-direkter...

(Interruption)

Jo, jo. Et ass jo elo eréischt decidéiert gi viru Kuerzem. Mä ech kann lech soen, et ass awer scho laang applizéiert ginn. Op alle Fall säit ech do sinn, kënnen de Statecsdirekter a sai Personal net eng eenzeg Kéier nowiesen, wou ech agegraff hunn an Zuelen. Mat Sécherheet net!

Well deen Dag, wou Der domat ufänkt... Ech war fénnef Joer am Eurogroup. Ech hunn déi griechesch Geschicht vun Ufank un e bësse materielief, wou deen Duerjenaner mat de Statistike war, wou munches schifgelaf ass a wou ech net ëmmer festgestallt hunn, wann dann elo wierklech Bescheed wouss. Duerfir, wat d'Statistik ubelaangt, muss et absolut sinn, dass se eng In-dépendance huet, wou keen dru fommele geet.

Do, wou et eng aner Saach ass, dat ass, wann et em Etüde geet. D'Opportunitéit vun Etüden an esou, do hunn ech bis elo och net agegraff. Awer do kann ech mer virstellen, ech kréien e Programm, dass ech soen, ech hätt awer och elo gären dat do an dat do, dass dat och nach gekuckt gëtt. Dat ass d'Prärogativ, déi e Minister ka weider halen, dee seet, ech wëll, dass Der dat do an dat do esou studéiert, wéi d'Regierung dat eventuell brauch. Dee Programm, dee geet och ëmmer an d'Regierung a gëtt vun der Regierung ofgeseent.

Mir müssen oppassen, dass, wéi den Här Hoffmann... Ech weess, dass Der u sech hei dem Stateg vill gehollef hutt, och einfach Ären Appui ginn hutt fir de Seriö vun där Aarbecht. Dir hutt geschwat vun deem Observatoire, deen Der lech gewünscht hutt. Ech muss lech soen, dat ass dee gréisste Problem, dee mer hunn u sech. Et stoung eng Kéier am „Monde“ en Titel: «À quand l'observatoire des observatoires?»

Et muss een oppassen, heiansdo hunn ech d'Impressioun, dass, wa mer net méi richtig wëssen, wou mer sollen erauskommen, da grënne mer en Observatoire. An dat bréngt héchstens eppes...

(Interruption)

Dat bréngt héchstens eppes, Här Hoffmann, dat ass, dass mer déi Donnéeën, déi mer sammelen, disparat sammelen. Dat heescht, och no Methodem, wou een eventuell herno näischt kéint domat ufänken.

Ech si frou, dass an deem Gesetz - mir schafe jo keen Observatoire of an esou weider -, mä dass mer d'Koordinatioun dovunner dem Stateg wierklech ginn a soen: „Wann elo am Logement dat do gefrot ass, da maacht et wann ech gelift no där do an där do Method, da kënn mir et nach fir aner Saache gebrauchen.“ Dat war beispillsweis bis elo net de Fall. Bis elo huet jiddweree gemaach, wat e wollt, net ëmmer no rigouröse Statistiken.

An ech hunn och en Observatoire. Also duerfir, ech gehieren och zu deenen. Den „Observatoire de la compétitivité“ ass och esou een! Mä deen, dee schafft an enker Zesummenaarbecht, scho vun Ufank un, vun 2004 aus un, mam Stateg. An et ass wierklech mäi Wonsch, dass all déi Observatoiren, déi mer elo hunn, an all déi Ministère an Administratiounen, déi déi Chiffere sammelen a bearbechten, dass do d'Koordinatioun vum Stateg spillt.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Här President, dierf ech dem Minister...

► **M. le Président.**- Den Här Hoffmann stellt lech gär eng Fro, Här Minister.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Här Minister, ech weess net, ob Der mech net mëss-verstanen hutt. Dir hutt awer héieren, wéi ech gesot hunn, ech hätt och näischt dergéint, wann déi Aufgabe vun deem, wat ech do genannt hunn „Observatoire des inégalités“, wann déi Aufgabe vum Stateg géifen iwwerholl ginn. Do dergéint hunn ech näischt.

Da muss awer déi Missioun entspreichend prezis definéiert ginn. Am Gesetz kann een dat net. Mä da muss een awer Impulser ginn, fir dass de Stateg iwwert dat, wat e bis elo mécht, also de Rapport «Travail et cohésion sociale», an deem doten Domän besser étofféiert gëtt, fir an déi do Richtung ze schaffen. Dat war meng Meenung.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Jo, et ass richtig, wat Der ennersträcht, dat ass richtig. Ech hunn et just als Beispill geholl, well Dir vun engem aneren Observatoire nach geschwat hutt, an ech wëll wierklech dat évitieren. Ech hätt léiwer, mir géifen eis dann eens ginn, dass de Stateg eng Extensioun mécht op eenzelne vu sengen Aktivitéitsfelder.

Ech mengen, dat ass och de Fall, wat den Environnement ubelaangt. Dat ass iwwregens scho geschitt. An et gëtt och elo quasi iwwert dat Gesetz hei verankert, dass et zu enger Extensioun kënn an deem dote Beräich, wat d'Zuel-material ubelaangt.

Dir hutt et scho gesot, an der Energie, dat stoung néierens geschriwwen. Mä dat hunn ech gefrot, well et kann een nu wierklech net schaffen, wann een net fiabel Chifferen huet, och wann ee vläicht herno an der Interpretatioun eben anerer Meenung ass.

Ech sinn och frou, Här President, dat weist heiansdo, dass d'Weeër hei zu Lëtzebuerg net kuerz sinn: Déi Centrale des bilans, huet eng Kéier e jonken Deputéierten an engem Rapport 1997 virgeschloen, dat wier e grouse Schrëtt no vir an do misste mer dru schaffen. An do ass gesot ginn, da schaffe mer drun. Also, ech hoffen, dass ech nach an där Period, wou ech Minister sinn, erlieden, dass déi Centrale des bilans steet. Dann hunn ech wéinstens eppes, wat ech 1997 eng Kéier, ech kann net soen, dass ech de Papp dovunner war, mä deen et wierklech deemools gedriwwen huet dozou, dass dat och Realitéit gëtt, an der Hoffnung,...

(Interruptions)

...dass och ähnlech Projeten, déi et nach gëtt, vläicht e bësse manner laang brauchen.

Mä ech hu selwer misse feststellen, dass et Zäit brauch. Well de Statecsdirekter weess, dass ee vu sengen Adjoints, dass dee vu mir permanent genervt ginn ass. All Kéiers, wann ech douewe war, hunn ech gefrot: „Wéi ass et mat der Centrale des bilans?“ Dat war ceterum censeo am Fong geholl e bëssen.

Bon, fir de Rescht mengen ech, huet... Ah, de Secret war nach ugeschwat ginn. Also, de Secret des statistiques, wann deen net garantéiert ass, dann ass de Stateg muer erleedegt! Ech mengen, mir ass net eng Kéier bewusst oder gesot ginn, dass do e Problem wier. An dat muss een och ganz eescht huelen. Mir haten och grad Rieds an enger Kommissioun iwwert de Secret des lettres an esou weider. Déi Saachen, déi si verankert per Gesetz oder souguer an der Verfassung, an do ass et och egal, wien den Handling mécht dovunner. Dee muss...

(Interruption)

Jo, Dir kuckt, Här Meyers... Ech denken un de Secret des lettres, deen an der Verfassung steet. Ech weess, deen aneren net. Mä ech hu gesot, souguer de Secret des lettres, il s'applique à tout le monde. Mir haten d'Diskussioun, ob et sech just op de Fonctionnaire applizéiert. Du sot ech: «De toute évidence, ce n'est pas possible.»

An de Secret bancaire, deen och nëmme per Gesetz definéiert ass, il s'applique à tout le monde, ob e Fonctionnaire oder net Fonctionnaire ass, ob en däitscher Herkunft, franséischer oder lëtzebuergescher Herkunft ass. An dat gëllt och fir déi Leit hei. An och déi Leit, déi dem Stateg zouarbechten, muss sech dorunner halen. Dat ass esou. Ech ginn och dovunner aus, dass dat bis elo ëmmer esou geschitt ass.

Fir de Rescht, Här President, mengen ech, huet de Berichterstatter déi eenzel Saachen alle-guerte propper duergeluecht, an ech si frou, dass mer eng breet Zoustëmmung hunn, well mir brauche fiabel Chifferen, net dass et eis geet wéi anere Länner, déi dorunner gefum-melt hunn!

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Wirtschaftsminister. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss, a mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5972 ass ugeholl mat 57 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi n°5972 est adopté à l'unanimité des 58 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Marc Spautz), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Marc Lies), Lucien Weiler (par M. Paul-Henri Meyers), Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Ben Fayot), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Lydia Mutsch), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri et Ben Scheuer;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch (par M. Fernand Etgen), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Félix Braz), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 6271, enger Ofännerung vum Postgesetz. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht, an et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Adehm, den Här Bauler, den Här Kox, den Här Henckes an den Här Hoffmann. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den hono-rabelen Här Claude Haagen. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

2. 6271 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications

Rapport de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire

► **M. Claude Haagen (LSAP), rapporteur.**- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dese Gesetzesprojet 6271 gouf de 7. Abrëll des Joer vum Wirtschaftsministerium am Parlament deponéiert. De Projet de loi gouf de 17. Mee vum Statsrot an den 18. Mee vum der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics aviséiert. Den Avis vun der Chambre des Salariés koom de 17. Juni vun deem Joer.

D'Ekonomieskommissioun huet an hirer Sitzung vum 26. Mee de Projet de loi, déi zwee Avisé souwéi och eng Prise de position vum Institut des réviseurs d'entreprises analyséiert. Den 9. Juni vun deem Joer huet d'Ekonomieskommissioun de Rapport ugeholl.

Dese Projet de loi erlaabt et der Post, hir kommerziell Aktivitéiten am Beräich vun der Téléphonie mobile a fixe zesummenzeleeën, souwäit et och schonns am strategesche Pa-beier, am Dokument „Agenda 2012“, dat an Zesummenaarbecht vun de Gewerkschaften, der Post an der Regierung ausgeschafft gouf, approuvéiert gouf.

Dës Konvergenz vun den Aktivitéite geschitt, andeems eng nei Sociéité gegrënnt gëtt: d'„Société de commercialisation télécom“, déi souwuel d'Commercialisatioun vun de Produk-ter an de Servicer vun der fixer a vun der mobi-ler Telekommunikatioun wäert bedriewen. D'LUXGSM, eng Duechtergesellschaft vun der Post, déi bis elo fir d'mobil Telekommuni-katioun zoustänneg war, gëtt an des nei Gesell-schaft incorporéiert.

Dese Gesetzesprojet erméiglecht et, dass d'Mat-aarbechter vun der Post, déi enner dem öffent-leche Statut schaffen, dass heescht d'Fonction-nairen an d'Employés de l'État, an déi nei pri-vatrechtlech Gesellschaft kënnen affectéiert ginn. D'Modalitéite vun deser Affectatioun ginn och duerch dese Projet de loi geregelt. Ech kommen herno nach dorobber zréck.

Ervirzestrichen ass, dass d'Post den Actionnaire unique vun deser neier privatrechtlecher Gesell-schaft ass.

Firwat ass et noutwendeg, dass d'Post hir mobil a fix Telekommunikatiousservicer a -produkter an enger privatrechtlecher Gesellschaft zesum-meleet?

Laut dem Exposé des motifs ware folgend Fac-teuren an Iwwerleeungen ausschlaggebend: den héijen Degré de flexibilité souwéi dat grousst Entwécklungspotenzial vun enger pri-vatrechtlecher Struktur; déi haart Konkurrenz um Telekommunikatiounsmarché; d'Ent-wécklung vun der Reglementatioun erfuerdert eng méi grouss Transparenz téschent den Infra-strukturen an de Produkter.

Déi praktesch Ëmsetzung vun deser Konver-genz geschitt am Respekt vu folgende Punkten:

1) D'Fonctionnairen an d'Employés publics, déi an d'„Société de commercialisation télécom“ affectéiert ginn, behalen hiren öffentlech-recht-leche Statut mat all deenen doraus entstandene Rechter a Flichten.

2) D'Fonctionnairen an d'Employés publics, déi fir esou eng Affectatioun a Fro kommen, kënn sech am Viraus dozou äusseren, ob se domad-der averstane sinn. Falls se net domadder aver-stane sinn, engagéiert d'Post sech, deene be-traffene Persounen eng Aarbecht innerhalb vun der Post ze offerieren, déi hirem Qualifika-tionsniveau entsprécht.

3) Et ginn och zwou Dispositionen an d'Post-gesetz geschriwwen, déi eng eventuell Partici-patioun vun engem Privatakionär an der neier Gesellschaft aschränken a genauestens kontrol-léieren. Éischstens, ier de Conseil d'adminis-tration vun der Post iwwer eng eventuell Partici-patioun vun engem Privatakionär entscheede kann, muss sech d'Personaldelegatioun, déi am Conseil d'administration vertrueden ass, via een Avis obligatoire innerhalb vun 30 Deeg dozou äusseren. Zweetens, eng Participatioun vun engem Privatakionär muss vum Regierungsrot guttgeheescht ginn.

Doriwwer eraus kann esou eng Participatioun och net reng finanzieller Natur sinn a kee Chan-gement am Contrôle vum Kapital bewierken. Esou eng Participatioun kann nëmmen dann erfollegen, wann deen industrielle Partner, po-tenzielle Partner deen néidege Savoir-faire mat-bréngt, deen et der „Société de commercialisa-tion télécom“ erméiglecht, sech kommerziell an technologesch weiderzuentwéckelen.

Ze bemierke bleift nach, dass de Gesetzesprojet e puer kleng Inkohärenzen, déi sech am Laf vun de legislative Modifikatiounen an d'Postgesetz ageschlach haten, aus der Welt geschaaft huet.

Wat elo d'Avisen ubelaangt, kann ee Folgendes festhalen: D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics ass der Meenung, dass d'Post parfaitement mam Privatsecteur rivalisierere kann, a gesäit deementspreichend keng Ur-saach, d'Konvergenz vu Mobil a Fix an enger privatrechtlecher Gesellschaft ze realisieren.

Duerfir plädéiert si, fir eng „Division produits télécom fixes et mobiles“ innerhalb vun der Post ze schafen. D'Chambre des Salariés schwätzt sech an hirem Avis och géint d'Schafe



vun enger privatrechtlicher Gesellschaft aus, well se notament fäert, datt d'Post tôt ou tard de Contrôle iwwert dës Gesellschaft wäert verléieren.

De Statsrot kënt a sengem Avis zur Konkluosion, datt d'Rechter vun de Beamten an Employéen, déi am öffentleche Statut schaffen, duerch déi nei Regeln zefridde stellend garantiéiert ginn.

D'Ekonomieskommissioun huet sech och nach mat enger Prise de position vum Institut des réviseurs d'entreprises auserneegeat, dee fuerdert, d'Geleeënheet ze notzen an ze preziséieren, datt et sech ëm Réviseurs d'entreprises agréés handelt, an net einfach ëm Réviseurs d'entreprises, geméiss dem aktuelle Vocabulaire aus dem Gesetz vum 18. Dezember 2009 relative à la profession de l'audit.

D'Ekonomieskommissioun huet awer keng Noutwendegkeet gesinn, een Amendement ze maachen, well et sous-entendu ass, datt d'Post op d'Servicer vu Réviseurs d'entreprises agréés zréckgräift, déi laut Postgesetz jo och vun der Chamber op Proposition vum Conseil d'administration vun der Post nominéiert ginn.

Här President, als Konkluosion kann ee soen, datt mat dësem Projet de loi déi néideg legal Basis geschaaft gëtt, déi et der Post erlaabt, sech esou ëmzestrukturieren, fir um Marché vun der Telekommunikatioun konkurrenzfähig ze bleiwen an esou hir Marchésundeeler ze behaapten respektiv ausbauen ze kënnen.

An dësem Sënn ginn ech och den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Rapporteur Claude Haagen. Als éischt Riednerin ass d'Madame Diane Aehm agedroen. Madame Aehm, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **Mme Diane Aehm (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi, iwwert dee mer elo ofstëmme wäerten, ass fir d'Entreprise des postes et télécommunications vu grousser Wichtigkeet. Si muss an engem Ëmfeld, dat vun ëmmer méi engem groussen Konkurrenzkampf geprägt gëtt, iwwerliewen. D'Post huet sech Gedanke gemaach, wéi et soll weidergoen, an duerfir huet si e strategesch Dokument ausgeschafft, déi sougenannt „Agenda 2012“.

Dës „Agenda 2012“ gesäit vir, dass d'Commercialisatioun vun der fixer Telefonie an der mobiler Telefonie soll zesummegeleucht ginn. Domadder geet d'Post ongewinnne Weeër, well ausser a Schweden an an Island den historeschen Operateur normalerweis eng Trennung tëschent fixen a mobilen Telekommunikations-servicer a Produkt gemaach huet, mä net tëschent Réseau a Commercialisatioun.

Fir dass d'Commercialisatiounsfirma gutt fonctionnéiert a sech net muss nei a kompetent Leit siche goen, ass virgesinn, dass déi Leit, déi dës Aarbecht bis elo bei der Post gemaach hunn, an déi nei Firma iwwerginn, awer nëmme, wa si domadder averstane sinn. Ausserdem behalen déi Leit, déi ënnert dem Droit public agestallt sinn, all hir Rechter a Flichten, déi hinne geméiss dem Statut général des fonctionnaires de l'État zoustinn.

Zousätzlech ass och am Projet de loi virgesinn, dass d'Post, déi de Moment eenzeg Aktiounär vun der Commercialisatiounsfirma vun der mobiler Telefonie ass, net einfach esou kann Undeeler un dëser Firma verkafen. D'Représentant vum Personal am Conseil d'administration souwéi d'Regierung mussen hire respektiven Accord ginn.

D'Sozialpartner hu mat un dësem Text geschafft an e gëtt doduerjer och mat vun hinne gedroen.

Zum Ofschloss soen ech dem Rapporteur villmools Merci fir säi Bericht an ech ginn heimat den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci der Madame Aehm. Als nächste Riedner ass den Här Bauler agedroen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Bauler (DP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Post ass an engem Prozess vu Restrukturierung. Et heescht, sech op d'Erausforderunge vun engem Maart anzustellen, dee sech permanent verännert. Dat trifft och a besonnesch op d'Telefonie zou. De Konkurrenzdruck wiest deemno an et heescht, sech nei opzestellen, fir matha-

len ze kënnen. Dofir soll d'Kommerzialisierung am Kader vun fixen Netz an enger eegeständiger Gesellschaft ofgewéckelt ginn.

D'Zesummeleueg vun de kommerziellen Aktivitéiten vun der mobiler an der fixer Telefonie an enger Gesellschaft sollen zu enger Verbesserung vun der Gestiou an der Vermaartung vun de betraffene Servicer féieren.

D'Objektiv ass, datt den Ubidder méi transparent vis-à-vis vun de Clientë gëtt, hire Bedierfnesser versicht gerecht ze ginn an de Kontakt mat hinne verbessert; dëst ënner anerem duerch d'Opstelle vun enger eenzegger Rechnung. An et soll der Post soumat erméiglecht ginn, sech vis-à-vis vun hire Konkurrenten esou opzestellen, datt si iwwer Strukture verfügt, déi sech duerch eng héich Leeschtungsfaegkeet auszeechen.

Am Kader vun dëser neier Organisatioun ass et jiddefalls begrëssenswäert, datt d'Agents de droit public, déi bei der Post schaffen an déi an déi nei Gesellschaft wiessele wëllen, hire Statut behalen. Sollten déi concernéiert Beamten net wëlle wiesselen, kréie se en anere Posten an der Post selwer, deen hire Qualifikatiounen entsprécht.

Et ass also de betraffene Leit iwwerlooss, ob si wëlle wiesselen oder net. Dat erlaabt eng Liberté de choix, déi mir als DP guttheesche kënnen. Et bleift awer ze hoffen, datt eng Rei vun hinne dee Choix och wierklech maachen an an déi nei Gesellschaft wëlle wiesselen. Wier deem net esou, da kéint et zu Startschwierigkeete kommen, déi dozou féieren, datt et eventuell am Ufank u qualifiziertem Personal feelt, dat déi nei Sociéitéit awer blutnéideg brauch. Et schéngt awer, wéi wann de Wiessel sech och um Niveau vun de Mataarbechter esou vollzéie wäert, datt et kaum zu grössere Retizenze kënn, well déi betraffe Leit jo hire Statut behalen därefen.

Mir als DP sinn interesséiert, datt mat dëser Gesetzesännerung den Déngscht um Client verbessert gëtt. Et besteet d'Méiglechkeet, méi Iwwersichtlechkeet an d'Facturatioun vun den Telefonater ze bréngen.

Et läit op der Hand, datt Privatfirmen no renger Performancekritäre fueren; un net profitabele Geschäfte si si net interesséiert. Bis ewell war et awer esou, datt d'Post hir eege Betribskultur afléisse gelooss huet, wann et ëm den Déngscht um Client gaangen ass. D'Post huet net automatesch de Profit un déi alleréischte Plaz gestallt, mä de Service um Client.

Et ass ze hoffen, datt dës Geschäftsphilosophie och an där neier Sociéitéit, an där d'Post zu honnert Prozent bedeelegt wäert sinn, weider Tromp ass an datt déi nei Gesellschaft grad op eng gutt Berodung Wäert leet, fir sech vun aneren Ubidder um Maart ze differenzieren.

Als exposéierte Betrib an engem méi a méi staark konkurrenzéierte Marché muss d'Post sech ënnerschiddlechen Erausforderunge stellen. Och wann een net laanscht Ëmgestaltungsprozesser kënn, heescht et dach, dës esou ze konzipieren, datt et net zu onnéideger Onrou am Postbetrieb kënn.

D'Défien, déi an Zukunft ze begéine sinn, sinn diverser Natur. Et stelle sech Froen iwwert d'Zukunft vun Service universel an och iwwert d'Qualitéit an den Ausbau vum digitalen Netz, deem sougenannt „Réseau à ultra-haut débit“, wou am Joer 2020 déi national Couverture erreicht soll ginn. Et gëtt och Froen ronderëm d'Entwécklung vun neien Déngschter fir dëst Netz. Zu gegebener Zäit wäerte mer sécherlech op dëser Plaz nach dorobber ze schwätze kommen, wann et heescht, d'Roll vun der Post an engem liberaliséierte Maart nei ze definieren.

Ofschléissend géif ech dem Rapporteur, dem honorabele Claude Haagen, villmools Merci soe fir säi Rapport an domadder dann och den Accord vu menger Fraktioun fir dëst Gesetz ginn.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bauler. Als nächste Riedner ass den Här Kox agedroen. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Merci, Här President. Och direkt am Ufank Merci un de Rapporteur, souwuel fir säi schrëftleche wéi och säi mündleche Rapport. Mir wëssen alleguer, dass de Marché vun der Telekommunikatioun extrem am Wandel ass. All Dag kommen nei Objeten op de Marché, fir méi performant kënnen ënnereneen ze kommunizieren. An dee Wandel ass extrem schnell an all Betrib, dee sech do wëllt positionieren, muss sech all Dag a Fro stellen an och upassen. Dofir huet sech d'Post deem missen och stellen an huet eng Rei Ëmstrukturierungen duerchgefouert, och am Kader vun der Zesummenaarbecht oder besser gesot, vun der Iwwernahm vu LUXGSM.

D'Konsequenz war eben, dass een eng Sociéitéit zesumme fonnt huet, déi dann d'Commercialisatioun vun Telekom soll vereenheetlechen, awer dann ënner engem Statut, deen dann net méi de droit public ass, mä de droit privé. Ech mengen, u sech hu mir kee Problem dermat, dat heiten ze ënnerstëtzen. Et ass och eng gutt Saach, dass mer an déi Richtung kënnen goen. Fir kënnen op deem Marché ze bestoen, brauche mer eng gewisse Flexibiliséierung a brauchen och do deen néidegen Dynamisme, fir do matzehalen, ouni awer dem Wahn vum Liberalismus oder där Logik stänneg ze ënnerfalen.

Mir mengen awer gläichzäiteg, dass déi Ännerunge jo u sech ganz minim elo sinn. Et betrëfft natierlech de Statut. A mir kënnen eis awer als Gréng ganz gutt virstellen, oder mir wëlle just an Erënnung ruffen, éischer eise Kollege vun der sozialistescher Bänk, insbesondere déi aus dem Stater Conseil, d'Stater Sozialisten, wat bei der Liberaliséierung, insbesondere bei der Liberaliséierung vum Stroum- a Gasmarché, wou et och ëm de Statut gaangen ass, wou mer och hu missen enger Liberaliséierung...

(**Brouhaha général**)

► **Une voix.** - Här Fayot, gitt net esou nervös!

(**Interruptions diverses**)

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - ...gerecht ginn - ech mengen, dass mer do eng ganz Rei Op-positiounen kann hunn,...

(**Interruptions diverses**)

...fir dee Projet kënnen an d'Liewen...

► **M. le Président.** - Ech géif lech bieden, dem Här Kox nozelauschten.

(**Interruptions diverses**)

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Bon, jiddefalls, wann ieren dann elo d'Majoritéit net do ass innerhalb vun der sozialistescher Fraktioun, mir bréngen dann déi néideg Stëmme mat erbäi, fir dass de Projet da kann duerchkommen.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Kox. Elo kritt d'Wuert den Här Jacques-Yves Henckes.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Merci, Här President. Ech wëll och dem Rapporteur, dem honorabele Här Claude Haagen, Merci soe fir säi schrëftlechen a mündleche Bericht. Et ass e Projet de loi, wou et effektiv drëm geet, fir méi effikass ze schaffen, well et ass logesch, datt den Téléphone fixe an den Téléphone mobile an darselwechter Gesellschaft sinn. De Choix huet sech gemaach, fir déi an eng Sociéité anonyme eranzesetzen, an net, fir se an d'Post eranzebrennen.

Ech mengen, wann ee gesäit, wéi important den Téléphone mobile ass par rapport zum Téléphone fixe an deen Développement, dann ass et evident, datt et muss an d'Richtung vun enger Sociéité anonyme goen, an e Regroupement. Dat wäert och an Zukunft erlaben, datt een net méi eng Offer kritt präislech iwwert den Téléphone fixe an eng Offer vum Téléphone mobile, mä et ass och elo méiglech, am Intérêt vun Konsument, fir Offeren ze maachen, wou déi zwee matenee verbundene sinn, wat natierlech och sech positiv wäert auswierke fir de Konsument a wou deen Ablack och ähnlech Offeren, déi vun anere private Firmae gemaach ginn, da méi liicht ze vergläiche sinn.

Wat ech och wëll ervirsträchen, dat ass, datt an dëser Affär, déi oft diskutéiert ginn ass, d'Gewerkschafte sech d'accord erkläert hunn, fir dësem Projet esou zoustëmme. Ech mengen, dat ass eppes, wat mer an anere Gebidder net fonnt hunn. Hei ass dat positiv ze bewäerten. An dofir wëllt d'ADR och hiren Accord zu dësem Gesetzesprojet bréngen.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Henckes. An elo kritt d'Wuert den Här André Hoffmann. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Här President, et deet mer leed, mä et fält mer awer schwéier, déi allgemeng Euphorie ze deelen.

► **Une voix.** - Dofir sidd Dir jo hei!

(**Hilarité**)

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Duerfir sinn ech hei - nach!

Also, wat ka geschéien, wann een e Service public par force no de Regele vun der Konkurrenz wëllt zurechtbéien, dat hu mer elo bei der Post erlieft.

D'Restrukturatioun bei de Bréifdréier, bei der Postverdeelung, den Ofbau, den all méiglechen Ofbau vum Statut vum Bréifdréier an d'Ersetze vum Bréifdréier duerch Leit am Niddreglounsecteur, dat heescht, déi am beschte Fall de Mindestloun verdéngen an emol net, well se nëmme eng 30-Stonnen-Woch hunn oder souguer nach manner, a wat dorauer gëtt, dat

hu mer dann erlieft, gellt! Do huet vun engem Dag op deen aneren op eemol näischt méi funktionéiert an et funktionéiert och haut nach net esou, wéi eigentlech de Bierger sech dat vu senger Post géif erwaarden. Dat also aus der Siicht vum Bierger.

Aus der Siicht vun de soziale Konsequenze bei där doter Fro: Dat heescht, mir ersetzen hei e relativ gutt bezuelte Fonctionnaire - an och, wann et kee Fonctionnaire gewiescht wär, e gutt bezuelte Salarié -, deen ersetze mer duerch Leit mat deenen niddregste Léin wahrscheinlech, déi et iwwerhaapt hei zu Lëtzebuerg gëtt an emol net, mat enger Vollaarbechtszäit. Wann dat net sozialen Ofbau ass, da froen ech mech, wat een dann als dat ka bezeechen!

Näischt dergéint ze soen, dass mir hei den Handel mat fixem Material a mat Mobiltelefon, dass mir dee konvergéiere loosse. Dat implizéiert awer net automatesch, dass mer eng privatrechtlech Struktur schafe mussen, an dat implizéiert och net, dass mer dann also d'Leit, déi Fonctionnaire sinn, dohinner affectéiere mussen. Enfin, si mussen et net akzeptéieren; mir kënnen se dohinner affectéieren.

Jiddweree weess heibannen, dass dat ëmmer nëmme deen éischte Schrëtt ass. Dass dat ëmmer nëmme deen éischte Schrëtt ass! Elo ginn eng Rei vu Fonctionnaire dohinner affectéiert; an Zukunft ginn an deem Beräich aller Wahrscheinlechkeet no, fir net ze soe mat grousser Sécherheet nëmme méi Leit am privatrechtliche Statut agestallt. An erëm eng Kéier: Wat ass dat dann anescht wéi sozialen Ofbau?

Iwwerens muss een drun erënnere: Bei der Post sinn an deene leschte Jore schonn eng ganz Rei vu Servicer ausgelagert ginn, déi also net méi an der Entreprise Post iwwerhaapt mat dra sinn. An ech kann lech soen aus eegener Erfahrung, wann ee kuckt, wat dat vun Effizienz mat sech bruecht huet, also respektiv um Service vum Bierger, dann huet ee wierklech keng Geleeënheet, fir do a grouss Euphorie auszebriechen.

Mir sinn hei am Iwwergang zum nächsten Thema, nämlech bei der Fro vun der Dominanz vun der Ideologie vun der Konkurrenz. Dat ass nämlech deen nächste Gesetzesprojet.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Hoffmann. D'Wuert kritt elo den Här Wirtschaftsminister Jeannot Krecké.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den André Hoffmann wier jo net den André Hoffmann, wann en an dëser Fro net déi Positioun geholl hätt, déi en elo geholl huet. Och wann ech se absolut net mat em deelen: Mir hunn et hei ze di mat enger Situatioun, déi Lëtzebuerg sech net erbäigewünscht huet, weder an der Bréifpost nach an anere Situatiounen.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Si ass awer net vum Himmel komm, Här Minister.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Neen, si ass vun entwousch anescht komm, mä si ass eis operleucht ginn. An, Här Hoffmann, mir liewen an enger Welt, déi ech och a ville Stécker net als - wéi soll ech soen? - ustriewenswäert ugesinn, mä leider ass et esou, dass mer eis do hu missen upassen. An ech hu fonnt, dass d'Post bis elo awer eppes fäerdeg bruecht huet...

(**Interruption**)

► **M. le Président.** - Här Gibéryen, wëllt Der eng Fro stellen?

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Jo, ech wollt den Här Minister froen: Dir sot, et wier eis operleucht ginn?

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Jo, mä ëmmer dann, wann et zu Ofstëmmungen iergendwou kënn, Dir kritt jo alles operleucht, wou Der dergéint stëmmt. Dat nennt een esou.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ma neen! Meng Fro ass: Vu wem hu mer et operleucht kritt?

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Vun där ganzer Liberalisatiounsbestimmung hu mer et operleucht kritt. Et ass jo dat, wat Der wollt wëssen.

► **Une voix.** - An dee sozialistesche Minister, deen hat derfir gestëmmt.

(**Brouhaha**)

► **La même voix.** - Den Här Goebbels hat derfir gestëmmt.

► **M. le Président.** - Hei, ech bieden lech, elo dem Här Minister emol nozelauschten!

► **Une autre voix.** - Wéi ëmmer dat béist Bréissel! Dat béist Bréissel, wéi ëmmer.

(Brouhaha)

► **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Mir sinn an engem Émfeld hei,...

► **M. le Président**.- Ech géif lech wierklech bieden, elo emol nozelauschteren!

► **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- ...wou am Ausland quasi ausschliesslech...

► **M. Ben Fayot** (*LSAP*).- Här President, ech wollt froen, wat den Här Bettel gär mat mir un-zefänken hätt?

(Hilarité)

Den Här Bettel ass déi ganzen Zäit amgaangen, hei Zwëscheriff ze maachen. Den Här Bettel soll mer emol soen, wat e gären hätt.

► **M. Xavier Bettel** (*DP*).- Ma, Här Fayot, et ass och interessant, emol Är Meenung ze héieren.

► **M. Ben Fayot** (*LSAP*).- En ass jo schlussendlech...

(Brouhaha général)

► **M. le Président**.- Ech bieden lech, Är Diskussioun virun der Dier ze féieren an net hei am Plenarsall!

► **M. Xavier Bettel** (*DP*).- Hie seet jo hei an der Chamber, e seet neen um Knuedler! Et wier interessant, ze wëssen, wat dertëscht geschitt ass.

(Brouhaha général)

► **M. le Président**.- Sou, den Här Bettel an den Här Fayot lauschteren elo emol dem Här Krecké no!

(Brouhaha général)

► **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Ech soen lech Merci, Här President. Ech wollt nach eng Kéier drop hiweisen, dass mir hei zu Lëtzebuerg eppes fäerdeg bruecht hunn... Här Hoffmann, ganz e bëssen Unerkennung misst een dozou trotzdeem deene Leit ginn, déi am Conseil sinn, an och der Direktioun vun der Post, dass mer dräi Métieren nach zesummegehale hunn, dass mer een eenzelnen Aktionär hunn, an zwar en öffentlechen. Jo, et huet keen anere méi hei an Europa déi do Situatioun! Punkt, fäerdeg!

Bon, dass dat lech schwéierfällt, fir dat unzëerkennen, dat gestinn ech och nach gären an, well et net Är Meenung ass, mä loosse mer eis awer an eppes kloer sinn: Wann dat net esou ass, wéi et bei eis ass, da mussen mir eis ganz liicht upassen. Dat probéiere mir net doduerch, dass mer d'Post opsplécken, net doduerch, dass mer friem Aktionären eranhuelen. Dat hu mer alles net gemaach! Mir hunn déi dräi Métieren zesummegehale.

Mä mir mussen eng Rei Adaptatiounen maachen, soss packe mer et definitiv net. Dat do ass eng vun deenen. D'Personalvertrieder am Conseil hunn och eng Rei Konditiounen gestallt a waren doropshin d'accord mat där do Virgehensweis, well se gemierkt hunn, dat Émfeld, wat mir hei hunn, ass e ganz anert ginn, a mir mussen eis trotzdeem esou drop astellen, dass mer kënnen reagieren.

A fir just ze behaupten, dass déi Situatioun vir-drun eng ganz glécklech war, do hunn ech déck Zweifel. Net méi spéit wéi e Méindeg - oder en Dënschdeg war et - hu mer zu Miersch en neie Postbüro opgemaach. De Buergermeeschter war glécklech driwwer, kënnen ze soen: „Endlech brauche mir fir an e LUXGSMs-Buttek net méi op Ettelbréck ze goen!“

Doduerch, dass mer alles op enger Plaz hunn, doduerch, dass mer alles op enger Plaz ubidden, doduerch, dass mer och probéieren, eben och um Niveau vum Personal d'Leit, déi zesummeschaffen, och zesummenzebréngen, huet, mengen ech, d'Post staark un Effektivitéit gewonnen. An an där doter Fro, mengen ech - et kann een iwwer alles diskutieren -, mä do ass hei zesumme mat de Personalvertrieder probéiert ginn, Léisungen ze fannen, déi anstänneg sinn.

Ech wëll lech soen, dat ass bis elo an der Post all Kéiers geschitt. Dass den Iwwergang net ëmmer einfach war, hu mer gesi bei deem leschte Punkt, deem Der évoquéiert hutt. Mä Dir hätt sollen an d'Kommissioun kommen. Dat huet net méi esou ausgesinn, wéi Dir dat duergeluecht hutt, wann Der héieren hätt d'Explikatiounen, déi mer dozou ginn hunn.

(Interruption)

An d'Effizienz, géif ech och soen, Här President, hunn ech nach net festgestallt, dass déi um Fonctionnairesstatut hänkt. Et deet mer leed, dat hunn ech nach net festgestallt! Dat Een-zegt, wat ech feststellen, dat ass effektiv: Wa Leit gutt ausgebilt sinn, wa se eng anstänneg Plaz hunn, wa se anstänneg bezuelt sinn, da

kann Effizienz sinn. Et ass net un engem Statut, wou ech d'Effizienz bis elo gesinn hunn. Deen Ënnerscheed hunn ech bis elo nach net festgestallt. A wann Dir dee festgestallt hutt, da gesitt Dir eppes, wat ech net gesinn!

Ech ka just feststellen, dass vill Leit hei am Land net Fonctionnaire sinn an eng exzellent Aarbecht maache par ailleurs. An et ass eng Saach vun enger anstänneger, gutt ofgesécherter Aarbechtsplaz, anstänneg bezuelt, an eng gutt Formatioun, déi gefrot ass, an déi ass an deem Beräich, wou hei geschaff gëtt, de Fall. Dat si jonk Leit zum Deel, jonk Leit, déi an engem Beräich mussen schaffen, wou nei Technologieueforderungen u si gestallt ginn. Hei sinn och eeler Kollegen. Am Moment vollzitt sech dee Wiessel do ouni iergende Problem. An duerfir sinn ech frou, dass, mat enger Ausnahme, awer de Gros vun de Leit d'accord ass, déi Situatioun, esou wéi mer se elo lues a lues verännert hunn, ze begleeden.

Hei geet et jo schlussendlech just drëm, ze verhéieren, dass mer an enger Form vun Illegalitéit sinn, an d'Postdirektioun huet den Engagement bei dem Conseil geholl vis-à-vis vun de Personalvertrieder, dass dat op eng anstänneg Aart a Weis geschitt. Dat ass och elo de Fall. Dir hutt keng Kloen doriwwer héieren. An duerfir soen ech all deene Merci, déi dee Projet hei ënnerstëtzen.

► **M. le Président**.- Merci dem Här Wirtschaftsminister. Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuracion. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6271 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen, géint 1 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: *Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, M. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Marc Lies), Lucien Weiler (par M. Lucien Thiel), Raymond Weydert et Michel Wolter;*

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Fayot), Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Ben Scheuer), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par Mme Lydia Mutsch), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Fernand Diederich);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helming (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Félix Braz), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

A voté non: *M. André Hoffmann.*

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 5816 iwwert d'Konkurrenz. Och hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. Hei hu sech ageschriwwen: déi Häre Gloden, Bauler, Kox, Henckes an Hoffmann. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Claude Haagen. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

3. 5816 - Projet de loi relative à la concurrence**Rapport de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire**

► **M. Claude Haagen** (*LSAP*), *rapporteur*.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den 10. Dezember 2007 huet de Wirtschaftsminister de Gesetzesprojet 5816 iwwert d'Konkurrenz am Parlament deponéiert. Am Joer 2008 gouf de Projet vun de Beruffschamberen aviséiert. D'Union luxembourgeoise des consommateurs an d'ABBH hunn och een Avis iwwert de Projet de loi geschriwwen. An d'Ekonomieskommissioun hat och een Échange de vues mam President vum aktuelle Conseil de la concurrence.

Op Basis vun all deenen Avisen huet d'Ekonomieskommissioun, ouni den Avis vum Statsrot ze hunn, eng ganz Rei vun Amendementer aus-geschafft, déi déi verschidde Bemierkungen a Suggestiounen vun deenen eenzelne Beruffssor-ganisatiounen opgräfen.

De Projet de loi 5816 relative à la concurrence, iwwert dee mir haut de Mëtteg ofstëmmen, huet schonns eng relativ laang Geschicht han-nert sech, notamment wéinst enger fundamen-taler Divergence de vue tëschent dem Statsrot engersäits an der Regierung anersäits. Dës fundamental Divergenz betrëfft de Statut vum Conseil de la concurrence an déi aktuell Op-spléckung vun de Konkurrenzautoritéiten an ee Conseil de la concurrence an eng Inspection de la concurrence.

Et ass scho méi wéi erstaunlech, dass de Statsrot vun Dezember 2007 bis Juli 2010, also elo, ge-brucht huet - also d'lescht Joer -, fir schluss-endlech een Avis ze ginn. De 16. Juli 2010 huet de Statsrot, wéi gesot, endlech den amen-déierte Gesetzesprojet aviséiert. Den Avis war ganz kritesch an huet och eng ganz Rei vun Oppositions formelles enthalen.

Nom Summer 2010 huet d'Ekonomieskom-missiou sech mam Avis vum Statsrot auserneeg-sat an den 20. Januar 2011 eng zweet Serie vun Amendementer un de Statsrot geschéckt. D'Ekonomieskommissioun huet awer nëmmen zum Deel den Oppositions formelles vum Statsrot Rechnung gedroen. Ech kommen herno nach am Detail dorobber zrëck.

Den Avis complémentaire vum Statsrot ass de 7. Juni 2011 komm a vun der Ekonomieskom-missiou den 9. Juni analyséiert ginn. D'Ekono-mieskommissioun huet de Rapport parlemen-taire de 16. Juni vun dësem Joer ugeholl.

D'Ekonomieskommissioun huet schlussendlech nach festgestallt, dass eng Dispositioun, wat den Affichage oder d'Indicatioun vun de Präis-ser betrëfft, duerch d'Gesetz vun 8. Abrëll 2011 portant introduction d'un code de la consommation abrogéiert gouf.

D'Kommissioun huet déi entsprechend Text-passage dunn och am Gesetzesprojet suppri-méiert an dem Statsrot dat an engem Bréif vun 22. Juni 2011 matgedeelt. Den 28. Juni 2011 huet de Statsrot dunn a sengem zweeten Avis complémentaire sech mat deem Amendement averstane gewisen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eist Konkurrenzrecht baséiert momentan op engem Gesetz aus dem Joer 2004. Well d'Konzeptioun vum Konkurrenzrecht awer déi lescht Jore staark evoluéiert huet, si gewësse Changemen-t néideg. D'Gesetz vun 2004 huet zwou Kon-kurrenzautoritéiten an d'Liewe geruff, déi haaptsächlech als Missioun haten, d'Verstëiss géint d'Konkurrenzrecht ze recherchieren an dann déi betreffen Entreprisë bei nogewisenen Abusen ze bestrofen.

Am ekonomesche Fachjargon ginn dës Verstëiss als „abus de position dominante“ respektiv als „entente“ bezeechent. Heidrënner falen zum Beispill illegal Präisofsproochen tëschent e puer Entreprises, fir sech duerch esou illegal Combi-nen een Avantage um Marché par rapport zu aneren Entreprises ze verschafen oder fir sech eng öffentlech Ausschreiwung ënnereneen op-zedeelen. Leidtragende bei dësem Spill ass ëm-mer de Konsument, well den da méi déif an d'Täsch gräife muss.

Andeems d'Gesetz vun 2004 eng Inspection de la concurrence souwéi ee Conseil de la concu-rence an d'Liewe geruff huet, gouf souzesoen eng Séparation organique tëschent der Unter-suchungsinstanz an der Décisionsinstanz ge-schaf. Ech erkläre mech kuerz: D'Aufgab vun der Inspection de la concurrence, es Service, deen an de Wirtschaftsministère agegliddert gouf, ass et, Infractiounen ze constatieren an ze recherchieren.

Nodeems d'Enquête ofgeschloss ass, geet den Dossier weider bei de Conseil de la concu-rence, eng onofhängeg administrativ Autoritéit, déi de Pouvoir de décision besëtzt. De Conseil de la concurrence analyséiert den Dossier an entscheet iwwer eventuell Strofen, déi d'Entre-prises ze bezuelen hunn, wann de Conseil zur Konkursioun koom, dass d'Entreprises illegal gehandelt hunn.

Ze bemierken ass, dass deemools opgrond vu staarken Awänn vum Statsrot dës Séparation organique agefouert gouf. De Statsrot ass de-mools wéi haut der Meenung, dass just duerch esou eng Séparation organique den Artikel 6 vun der Mënscherechtskonventioun respek-téiert ka ginn.

Här President, d'Hauptännerung, déi dese Ge-setzesprojet virgesäit, ass ebe just, dës Sépara-tion organique opzeléisen, andeems d'Inspec-tion de la concurrence an de Conseil de la con-currence integréiert gëtt. An Zukunft wäert et also just nach eng eenzeg Konkurrenzautoritéit, déi „Conseil de la concurrence“ genannt gëtt,

ginn, déi all Missiounen vun der Enquête bis zur Décision erleedegt.

D'Schafung vun enger Autoritéit unique huet verschidde Grënn, déi am Exposé des motifs vum Gesetzesprojet och opgeléicht ginn. Do ass vun «gaspillage de ressources, divergences de vue, blocages» an esou weider Rieds, wat drop hischleisse léisst, dass dës zwou Autoritéi-ten net optimal mateneen harmonéiert hunn.

Eng eenzeg Konkurrenzautoritéit schafft Syner-gien, dréit zur Simplification administrative bā a verbessert och d'Visibilitéit no baussen.

Doriwwer eraus muss een awer och nach erwännen, dass déi meeschten europäesch Län-ner och net de Wee vun enger Séparation or-ganique, esou wéi et de Statsrot wollt an nach ëmmer wëllt, gaange sinn. Momentan ass et just nach Lëtzebuerg, wat esou eng Séparation organique huet. Eisträich, d'Belsch an Irland hu sech op ee Modell geeenegt, wou d'Fonction d'instruction vun enger Administratioun erfëllt gëtt an de Pouvoir de décision vun engem Ge-riicht. An Dänemark, Finnland a Slowenien dé-cidéiert eng Administratioun, ob eng Illegalitéit virläit oder net, an een Tribunal decidéiert iwwer eventuell Amendemen, déi ze bezuele sinn.

All déi aner 20 EU-Länner hunn déi zwou Fonc-tiounen enger eenzeger Administratioun uver-traut.

Dem Gesetzesprojet war och eng déif gräifend juristesche Analys bäigeluecht, déi zur Konklu-sioun koom, dass eng Autoritéit unique „tout à fait compatible“ ass mam Artikel 6 vun der Eu-ro-päescher Mënscherechtskonventioun. D'Dé-cisioun vun dëser Autoritéit ass net ze verwies-sele mat engem Jugement en première instance vun engem Geriicht. Et ass eng administrativ Décisioun, déi engem Double degré de contrôle juridictionnel ënnerläit, wann eng En-treprise d'Décision vun der Konkurrenzautoritéit zum Beispill ufecht.

An deem Kontext wëll ech awer och nach pre-zisieren, dass d'Wiel, fir aus dem Conseil de la concurrence eng Autoritéit administrative indé-pendante ze maachen, och vun der héijer Kier-perschaft contestéiert gëtt, ouni awer 2004 oder elo bei dësem Projet de loi eng Opposi-tion formelle auszedrücken.

Här President, fir eng besser onofhängeg Pro-zedur innerhalb vum Conseil de la concurrence ze garantieren, hu mir an der Ekonomieskom-missiou via Amendements parlementaires eng Séparation fonctionnelle agefuerdert. D'Sépa-ration fonctionnelle garantéiert innerhalb vum Conseil de la concurrence, dass de Pouvoir d'instruction an de Pouvoir de décision ge-trennt sinn. Am Kloertext bedeit dat, dass dee Member vum Conseil de la concurrence, deen d'Enquête dirigéiert huet, net an der Instance décisionnelle derbā ass.

Fir dës Séparation fonctionnelle besser ze ga-rantieren, huet d'Ekonomieskommissioun dé-cidéiert, de Conseil de la concurrence personell opzestocken. Nieft dem President setzt sech de Conseil de la concurrence aus dräi Conseilieren, déi hir Missioun à plein-temps ausüben, ze-summen. Esou huet de Conseil ee méi grouse Choix, wann et drëms geet ze decidieren, wéi ee Conseiller wéi eng Enquêtes dirigéiert. Esou kann ee Conseiller sech och besser an deem Domän spezialisieren.

Dernieft sief nach bemierkt, dass dem Conseil de la concurrence beim Ausübe vu senge Mis-siounen ee Staff vu Statsbeamten zur Ver-fügung steet. Dernieft kann de Conseil de la concurrence awer och op Beamten aus anere Ministären an Administratiounen temporaire-ment zrëckgräfen. D'Fonctionnaires, déi d'En-quêtes duerchféieren, maachen dat an der Qualitéit vum Officier de police judiciaire.

Här President, niewent dësen organisationnelle Changementer gesäit de Projet de loi awer och nach eng Rei vu prozeduralen Aménagementen vir, mam Zil, d'Effektivitéit vum Conseil de la concurrence ze verbessern. Sou proposéiert de Gesetzesprojet zum Beispill, dass bei Enquê-ten an Décisionsprozeduren vill manner Akten, zum Beispill am Beräich vun der Communica-tion des griefs, mussen produzéiert ginn an hin an hier geschéckt mussen ginn, ouni dobā awer d'Rechter vun der Défense ze beschneiden. Dës prozedural Changementer sinn och am Sënn vun enger méi grousser Simplification adminis-trative.

Dernieft erweidert de Gesetzesprojet och d'Ak-tionsmëiglechkeete vum Conseil de la concu-rence. Sou kann de Conseil de la concurrence an Zukunft op seng eegen Initiativ oder op De-mande vum Minister hin Avisen ofginn zu alle Froen, déi a puncto Droit de la concurrence re-levant sinn. Besonnesch am legislative Prozess

kennen d'Considérations vum Conseil de la concurrence sech als nützlich erweisen.

De Conseil de la concurrence kann an Zukunft och Enquêtes de marchés a sektoriell Enquêtes maachen, wann en zum Beispill selwer Dysfunctionnement op engem Marché oder an engem Secteur mierkt. Dat ka sech zum Beispill duerch eng besonnesch staark Präisrigiditéit bemierkbar maachen.

Här President, wéi ech schonns um Ufank vu menger Ried ugedeit hunn, sinn déi ganz legislativ Aarbechte vum enger fundamentaler Divergence de vue tëschent dem Statsrot engersäits an dem Wirtschaftsministère an der Ekonomieskommissioun anerersäits geprägt. Eng ganz Rei vu Kritiken an Opposition-formellen, déi de Statsrot gemaach huet, sinn awer och an de Projet de loi agefloss. Anerer bleiwen awer bestoen, sou datt mir risikieren, datt de Statsrot seng Dispens zum zweete Vote net wäert accordéieren a mir de Projet de loi am Hierscht nach eng Kéier stëmme mussen.

Bei deenen Opposition-formellen handelt et sech engersäits ëm de Règlement interne vum Conseil de la concurrence, wou de Statsrot fuerdert, datt esou e Règlement interne vum engem Règlement grand-ducal sanktionéiert muss ginn. D'Ekonomieskommissioun ass awer net där Meenung. Am bestehende Gesetz vun 2004 geet och schonns vum engem Règlement interne Rieds, wat also elo scho besteet a wou de Statsrot 2004 keng Opposition formelle gemaach hat.

Iwwregens steet d'Notioun vum interne Règlement och an anere Gesetzestexten an et ass eng geleefeg administrativ Uwendung, wéi zum Beispill bei der CSSF, beim ILR, dem Commissariat aux assurances a souguer bei der Cour constitutionnelle.

D'Ekonomieskommissioun gëtt dem Statsrot awer Recht, datt esou ee Règlement interne op kee Fall dierf d'Rechter vum de betraffene Parteien aschränken.

Eng aner Opposition formelle betrëfft d'OPJen, d'Kompetenze vum de Beamten, déi fir de Conseil de la concurrence d'Enquêtes maachen. De Statsrot fuerdert hei eng speziell Formatioun fir déi betreffend Beamten. D'Ekonomieskommissioun deelt d'Appréciation vum Statsrot, wat d'Wichtigkeet vun esou enger Formatioun ugeet, mä wollt awer net mat dësem Gesetz eng nei Kategorie vum OPJen aféieren.

Aus Kohärenzgrënn fuerdert d'Ekonomieskommissioun d'Regierung op, eng transversal Lösung auszeschaffen, wat d'Formatioun vum deene Beamte betrëfft, déi d'Qualitéit vum Officier de police judiciaire hunn, mä déi net zum Corps selwer vum der Police judiciaire gehéieren.

Här President, zum Schluss erlaabt mer nach, e puer allgemeng Iwwerleeungen zum Konkurrenzrecht ze maachen. D'Konkurrenzrecht ass indispensabel fir all Ekonomie, well d'Violatioun vum Droit de la concurrence ass en heftege Coup géint all Ekonomie. Ech denken do och zum Beispill un öffentlech Ausschreibungen, wou de Conseil de la concurrence zur Iwwerwachung vum der Uwendung vu Steiergelder bäidréit.

Et soll een och drun denken, datt de Contrôle vum der Konkurrenz, vum Marché schlussendlech eng Protektioun vum de Betriber an och schlussendlech vum Verbraucher mat sech bréngt.

Wa mir no dësem Vote och elo déi reell Konkurrenz hei um Pabeier hunn, sou muss mer se och an der Praxis kréien. No der Mise en place 2004 vum Konkurrenzgremium, wat och eng bestëmmten Zäit brauch, fir ze funktionéieren, kann ee feststellen, datt d'Envergure vum den Affären, d'Zuel vum den Affären an och d'Komplexitéit vum den Affären ëmmer méi zouhelt.

Dëse Gesetzesprojet erlaabt et dem Conseil de la concurrence, sech esou ze organiséieren, datt seng Aarbecht méi effikass gëtt an allen Hisiichten, bei der Sensibilisation, an der Educatioun souwéi bei der Poursuite vum den Infractiounen.

Dat gesot, ginn ech natierlech och an dësem Sënn den Accord vum der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet de loi an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Rapporteur Claude Haagen. Als éischte Riedner ass den Här Léon Gloden agedroen. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Léon Gloden (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt dem Här Rapporteur e Merci fir säin ausféierleche schrëftlechen a mündleche Rapport.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Léon Gloden (CSV).** - Fräi Konkurrenz ass eng vun de fennéf grouse Fräiheeten am Traité vu Roum. D'Grënnungspäpp vum Europa ware sech bewosst, datt en ekonomesch Europa nëmme Succès hätt, wann nient der fräier Zirkulatioun vu Gidder, Persounen, Services a Kapital och d'fräi Konkurrenz garantéiert wier. Dëst, fir d'Attraktivitéit vum Marché commun, haut dem Marché unique, ze stäerken.

Laang Zäit war d'Konkurrenzrecht hei zu Lëtzebuerg en Embryo. Kaum ee konnt eppes mat den Termen „Entente“ oder „Abus de position dominante“ ufänken. Et war ee sech net bewosst iwwert den Impakt vum Konkurrenzrecht. Et war och laang kee richtige Contrôle do. Dobäi besteet an engem klengen Marché och de Risiko, datt ee bewosst oder onbewosst ganz séier d'Konkurrenzrecht violéiert huet.

D'Acteurs économiques begéine sech oft op verschidde Manifestatiounen, échangéieren hir Informatiounen, déi à première vue banal schéngen, schwätzen iwwer Präisser vum hire Produkter oder Services, hir Verkaufskonditiounen, concertéieren sech informell. Dat ka schon duergoen, datt e Comportement tëschent Entreprises zum Beispill als Entente qualifizéiert gëtt.

An enger vun de groussen Affären an europäesche Konkurrenzrecht haten e puer Entreprises op engem Stéck vum engem Béierdeckel hiren Accord iwwer d'Upassung vu Präisser festgehalten. Da war duergang, fir datt se condemnéiert gi sinn.

Besonnesch an engem klengen Marché kann et virkommen, datt eng Entreprise ganz séier eng Position dominante kritt. Wa se dann dovunner abuséiert, verstéisst se géint d'Konkurrenzrecht. De Problem ass, datt hei zu Lëtzebuerg bal keng Statistike gefouert ginn iwwert d'Parts de marché vum den Entreprises an de verschidene Secteuren. Sou ass et schwéier fir eng Entreprise ze wëssen, ob se an enger Position dominante ass oder net.

D'Violatioun vum Konkurrenzrecht ass kee Kavaléiersdelikt. D'Geldstrofen, déi kënnen infligéiert ginn, kënnen - fir dat ganz einfach ze soen - bis zu 10% vum Chiffre d'affaires mondial vum enger Entreprise sinn.

En éischte wichtige Schritt zu enger Prise de conscience vum der Wichtigkeet vum engem Konkurrenzrecht ass d'Gesetz vum 17. Mai 2004. Duerch dëst Gesetz sinn de Conseil de la concurrence an d'Inspection de la concurrence an d'Liewe geruff ginn. D'Gesetz vum 2004 hat haaptsächlech eng Approche punitive. Déi éischt Décisioun, wou Entreprisé condemnéiert gi sinn, ass déi berühmte Plätterchersaffär beim Bau vum Palais de Justice. Hei hate verschidde Plätterchersfirmaen am Kader vum enger Appel d'offre eng Präisofsprooch gemaach. De Conseil huet eng Entente tëschent vereenzelte Plätterchersfirmaen zréckbehalen, an dës Entente war net ze justifiéieren.

Mä d'Konkurrenzautoritéiten, ouni datt d'Gesetz vum 2004 dat expressis verbis virgesinn huet, hu schonns probéiert, d'Acteuren ze sensibiliséieren «en vue de promouvoir une véritable culture de concurrence», wéi et am aktuelle Projet de loi steet. Hir legal Moyenen dofir ware limitéiert. De Projet de loi, dee mer haut stëmmen, deen och weiderhi Strofe virgesäit, setzt och den Akzent op d'Missioun, fir d'Entreprises ze sensibiliséieren.

De Conseil de la concurrence kritt en Droit d'autosaisine. E kann Enquêtes an de verschidene Secteuren réaliséieren, en huet och en Droit consultatif an e kann d'Entreprises informéieren iwwert d'Interpretatioun vum Konkurrenzrecht.

Déi aner wesentlech Nouveautéit vum Projet de loi ass d'Fusioun tëschent dem Conseil de la concurrence an der Inspection an eng eenzeg Autoritéit. Eng Séparation fonctionnelle ass garantéiert. Dëst ass och an aneren EU-Länner de Fall.

Iwwert dëse wesentlechen Aspekt ass vill geschriwwen ginn, an de Conseil d'État huet, sech baséierend op säin Avis iwwert d'2004-Gesetz, seng Bedenken ausgeschwat.

Ech sinn awer dovunner iwwerzeegt, datt d'Fusioun tëschent dem Conseil an der Inspektioun méi Effikasitéit bréngt, ouni datt ee fäerte muss, datt et zu enger Violatioun vum der Europäescher Mënscherechtskonventioun kënnt.

Leider konnte mer net all Iddien an dësem nei Gesetz ëmsetzen. Wëschenswäert wier gewiesch, datt de Conseil och kéint Attestation négative op Ufro ginn. Dëst hätt zur Rechtsécherheet bäigedroen.

Et ass ganz kloer, datt nach vill Aarbecht am Kader vum der Sensibilisation muss gemaach ginn. D'ekonomesch Acteure muss sech bewosst ginn, datt d'Konkurrenzrecht wichteg ass. De Respekt vum Konkurrenzrecht garantéiert fräi Konkurrenz, an d'Garantie vum enger fräier Konkurrenz ass och en Element vum der Kompetitivitéit vum dësem Land.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren a ginn lech den Accord vum der CSV-Fraktioun.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Gloden. Als nächste Riedner ass den Här Bauler agedroen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Bauler (DP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt fir d'Éischt dem Claude Haagen Merci soe fir säin ausféierleche Bericht. Fir eis als DP ass et wichteg, datt déi national Gesetzgebung am Beräich vum der Konkurrenz et erlaabt, den Autoritéite genuch Moyenen ze ginn, fir datt d'Konsumenten beschtméiglech geschützt kënnen ginn.

Mir hunn haut hei mat engem Projet ze dinn, dee scho fir etlech Diskussiounen gesuergt huet. D'Konkurrenzautoritéite sollen enner een Hutt kommen, also an enger eenzeger Autoritéit matenee verschmolz ginn. Déi prozedural Regele solle vereinfacht an d'Aktiounsmittel vum der Konkurrenzautoritéit sollen erweidert ginn.

Ech wëll drun erënneren, datt d'Handels- an d'Handwierkskummer sech fir eng effektiv Trennung vun de Entscheidungs- an Instruktiounsfunktiounen ausgeschwat haten. Si hu sech och der Méiglechkeet opposéiert, datt sektoriell Enquêtes kënnen gemaach ginn op Basis vu Vermutungen, déi géifen unheule loosse, datt d'Konkurrenz an engem bestëmmte Secteur net géif zefridde stellend spillen.

Si haten deemools gemengt, esou Untersuchungen dierften nëmmen am Kader vum der Instruktioun vum enger bestëmmter Affär lancéiert ginn, nämlech dann, wann et genügend Indicien a konkret Elementer gëtt, déi zouloosen, drop ze schléissen, datt Entreprises déi gesetzlech Dispositiounen violéiert hunn. Si hu fir e konstruktiven Dialog tëschent der Konkurrenzautoritéit an de Firmae plädéiert.

Mir wëssen och, datt de Statsrot ganz kritesch mat dësem Gesetzesprojet ëmgaangen ass. Et ass virdrunner ugeklongen a gesot ginn. Ech ginn elo net an d'Detailler vu sengem Avis an, wëll awer virun allem drop hiweisen, datt de Statsrot sech ganz retizent gewisen huet, fir d'Pouvoirs d'instruction et de décision an engem eenzegen Organ ze konzentréieren. E war also fir déi sougenannt „Séparation organique“.

En anere wesentleche Punkt, wou de Statsrot Opposition gemaach huet, ass a war deen, datt dat internt Règlement vum der neier Autoritéit seng Basis am Gesetz muss fannen an datt et duerch, esou wéi d'Verfassung et virgesäit, e groussherzoglecht Règlement sanktionéiert muss ginn.

E weidere Punkt, wou de Statsrot sech immens gestéiert huet, ass dee vum Schafe vum enger onofhängeger administrativer Autoritéit, déi sougenannt AAI, e Konzept, sou de Statsrot, deen iwwerhaapt nach net an der Constitutioun verankert ass. Den Établissement public ass an der Constitutioun virgesinn, net awer d'Notioun vum der AAI. Den Artikel 108bis vum der Constitutioun autoriséiert just d'Kreatioun vum Établissements publics, déi eng juristesche Personalitéit hunn a vun deenen e Gesetz den Objet an d'Organisation regelt. D'Établissements publics verfigen och iwwer eng finanziell administrativ Autonomie.

D'Autorité administrative indépendante huet keng konstitutionell Basis, sou de Statsrot. Géif dës Institutionen agefouert ginn, géif d'Gesetz déi konstitutionell Dispositiounen iwwert de Koup geheien. An de Statsrot fiert weider - ech zitieren: «Comment alors une administration sans personnalité juridique pourra-t-elle être dispensée de la sanction de son règlement interne par règlement grand-ducal et cela notamment si ce règlement est appelé à être rendu opposable aux tiers?» En internt Règlement, dat iwwer e puer intern Organisationsfroen erausgéng, déi seng juristesche Struktur betreffen, misst obligatoresch d'Form vum engem groussherzogleche Règlement unheulen.

Och wa mir als DP kënnen mat der Séparation fonctionnelle liewen, well et eng pragmatesch Approche ass, déi a villen aneren europäesche Länner applizéiert gëtt an déi zu administrativen Entscheidungge féiert, déi dem Double degré de contrôle juridictionnel ënnerworf sinn, esou si beim Ausschaffe vum dësem Projet awer juristesche Malaisen opgedaucht.

Dat ass och dann d'Ursaach, firwat mer eis an der Kommissioun an och haut beim Vote hei an der Chamber enthalen, well mer der Meenung sinn, datt mer Gesetzter stëmme sollen, déi ver-

fassungstechesch einwandfräi sinn an och den Usproch hunn, keng juristesche Failen opzewiesse.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bauler. Als nächste Riedner ass den Här Kox agedroen. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e Merci och hei dem Rapporteur fir déi ausféierleche Berichterstattung. Hien ass am Detail op déi sëllegen Aarbecht an der Kommissioun agaangen. Et war jo, wéi de Virriedner och scho gesot huet, keen einfacht Gesetz, well et jo awer schlussendlech nach mat zwou Opposition-formellen vum Statsrot hei an d'Chamber kënnt.

Ech mengen, dass mer trotzdem an der Chamber iwwert déi Joren eng gutt Aarbecht gemaach hunn. Och, wa mir méi kritesch och zu där Séparation fonctionnelle sinn, mengen ech awer, dass et wichteg ass, e Gesetz ze hunn, wat an der Praxis funktionéiert an dann och dobausse vis-à-vis vum de Produzenten oder de Betriber, awer och vum Konsument richtig ukënn.

Do, wou mir e Problem hunn, dat ass, wéi den Här Bauler dat och erwähnt huet, et ass net ganz glécklech, wa mer hei verfassungsrechtlech Problemer opwerfe mat engem Gesetz, wat - ech kann et net esou jugéieren, an och mir an der Fraktioun konnt dat net am Endeffekt jugéieren inwiefern - Problemer do weiderhi schaaft.

Mir hätte vläicht gesinn, dass een, och well mer souwiesou scho méi laang hei mat deem Gesetz amgaange sinn, mir hunn iwwer zwee Joer, oder wéi laang hu mer schlussendlech geschafft - ech hunn et elo net grad nogekuckt -, awer mer hu scho laang dru geschafft, sou dass et och op eng weider Ronn mam Statsrot net ukomm wär, fir ze versichen, déi Opposition-formellen ewechzékriegen.

Dofir hu mir eis och an der Kommissioun enthalte gehat, well et wichteg wär fir eis, dass e Gesetz dobaussen och déi néideg juristesche Basis an och Sécherheet huet. Mir konnt dat net schlussendlech feststellen, dofir kann ech hei just eis Enthaltung zu dësem Gesetz bréngen.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Kox. Als nächste Riedner ass den Här Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Merci, Här President. De Conseil d'État huet dräi Joer gebraucht, fir säin Avis ofzeginn, an da bedauere mer, wann ee muss e Gesetz, wat ganz komplex ass, zimlech séier duerchbaatschen.

Et muss een och festhalen, dass mir als Lëtzeburger Land, als klengt Land, eng Autoritéit vum der Konkurrenz mussen opbauen, déi bal gläichwärtig soll schaffe wéi déi vun de grouse Länner, a ganz oft sti mer da mat praktesche Schwierigkeeten do, wéi, wéi vill Personal ee soll hunn, wat d'Qualitéit si vum Officier de police judiciaire, wien dat maache soll. An da kënnt och nach d'Fro vum de Prozeduren.

Ech wëll an deene puer Minutten, déi mer zur Verfügung stinn, just op zwee Punkten agoen. Dat eent ass de Statut vum der Autorité de la concurrence. Ech mengen, de Conseil d'État seet mat Recht, datt mer an där ablécklecher Gesetzgebung just stoen hunn, datt en Établissement public nuren därerf gegrennt ginn, wann en ënner der Autoritéit vum engem Minister ass.

Dofir wollt ech froen, datt notamment an der Chamber - an och eventuell op der Säit vum der Regierung -, also an der Chamber hirer Commission des Institutions sech sollt d'Fro gestallt ginn, ob een net sollt en Établissement sui generis en tant que tel virgesinn, formellement am Gesetz, fir ze erlaben, datt d'Chambre de Commerce, datt d'Chambre des Métiers, d'Chambre des Salariés an ähnlech Institutionen wéi hei d'Autorité de la concurrence, datt déi kéinte konform zu onser Gesetzgebung iwwert d'Établissements publics geschafte ginn.

Elo kann ee soen, dat heite wier eng Loi spéciale, mä et gesäit een awer, datt de Conseil d'État net onbedéngt déi Iddi do deelt, an dofir wier et gutt, wann hei um legislative Plang géif alles e bësse méi kloer gemaach ginn.

Déi zweet Problematik, déi de Conseil d'État mat Recht opgeworf huet, ass déi vum Règlement d'ordre intérieur, dat heescht, wéi déi ganz Prozeduren a Matière vum Enquête géint Violatiounen vum Konkurrenzrecht solle lafen. Do besteet elo e Règlement d'ordre intérieur, deen ass vum der Autoritéit indépendamment festgehalte ginn a kann à tout moment geännert ginn.

Do eleng gesäit een, wann dat Dispositiounen sinn, déi just nëmmen déi intern Organisatioun uginn, dann hunn ech domadder kee Problem. Mä ganz oft geet hei Rieds, zum Beispill am Kapitel 4, Artikel 22, datt Leit kënnen geruff ginn iwwer recommandéierte Brëif an datt déi da mussen an dee Concurrence de la concurrence kommen - dat kënnen Zeie sinn. Mä et gëtt net gesot, ob se eng Sanktioun hunn, wat hire Rôle ass, wat hir Rechter sinn, wat se dierfen; a wa se net dohinnerkommen, geschitt och näischt. Do ass also en totale Flou artistique.

Da gëtt mat Recht drop higewisen, datt et nach - also ech mengen, um Internetsite vun der Autorité de la concurrence, mä et weess een et awer - zwee europäesch Reglementer gëtt, déi iwwert d'Prozedure sinn. Zwou Kommunikatiounen hunn ech fonnt an eng Ligne directrice.

Dann hu mer um nationale Niveau eng Referenz am Règlement d'ordre intérieur, mä ech huelen un, datt dat awer och d'application de droit ass, iwwert d'Gesetz vum 1. Dezember 1978 sur les procédures contentieuses an iwwert de Règlement vum 8. Juni 1979 fir all Autoritéiten, Établissements publics, déi ënnert déi Gesetzgebung do falen.

Mä d'Autorité de la concurrence huet awer méi Pouvoir wéi alleguerten déi aner Administratiounen oder wéi alleguerten déi aner Établissements publics, well si kënnen Perquisitiounen maache goen, si kënnen Saisië maache goen. Do ass also eng ganz Prozedur, déi an onsen Aen net an der Rei ass, wann déi just nuren iwwer e Règlement d'ordre intérieur geholl gëtt. Déi misst deelweis iwwert d'Gesetz, deelweis iwwer e Règlement grand-ducal geholl ginn. Dat ass net de Fall. An dofir wäert d'ADR sech och bei deem Gesetzprojert enthalten.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Henckes. Als leschte Riedner ass den Här Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Här President, an ech wäert mech och enthalen, awer net aus Grënn, déi mat dem Detail vum Gesetz ze dinn hunn, sondern mat dem Begrëff vun der Konkurrenz insgesamt. Ech hunn näischt dergéint, dass ee gesetzlech Regelen opstellt, fir ze verhënneren, dass um sougenannte fräie Maart an der Konkurrenz gefuddelt gëtt. An dat ass jo dat, wourëm et an deem Gesetz eigentlech geet. Dat ass och net mäi Problem. Ech ginn och duerfir net an d'Detailer vum Gesetz an, ofgesinn dovunner, dass ech och d'Zäit net hunn.

Mäi Problem ass haaptsächlech deen - an ech bedauern e bëssen, dass mer an der Diskussioun do guer net driwwer geschwat hu bis elo -, wat fir e Stellwäert an enger Gesellschaft iwwerhaapt de Begrëff respektiv de Mechanismus vun der Konkurrenz kritt. Konkurrenz op engem Maart, dat ass op där enger Säit natierlech eppes ganz Banales an am Fong geholl och net Ëmstriddenes an dat gouf et och bal an all Gesellschaft.

Problematesch gëtt et, wann d'Konkurrenz zum quasi eenzege Prinzip oder groussen, dominierende Prinzip gëtt, deen e groussen Deel vun de gesellschaftleche Verhältnissen an e groussen Deel vun den zwëschemenschleche Bezéiunge bestëmme soll oder bestëmmt. An do si mer ukomm.

Den Edgar Morin, dat ass ee vun den interessantesten franséischen Denker am Moment - ee Saz vun deem aus sengem leschte Buch „La voie - Pour l'avenir de l'humanité“. Dat, wat am Moment déi Dominanz vun der Konkurrenz an eiser Gesellschaft am beschte bezeechent, dat ass dee Begrëff vun der Kompetitivitéit, un deem mir jo och hei ëmmer eis musse reiwen. Zitat: „La compétitivité est devenue la dérive perverse de la concurrence.“ An dat ass do, wou mer ukomm sinn.

Dat heescht, déi entscheidend gesellschaftlech Froen, net d'Detailfroen hei am Gesetz, awer déi entscheidend gesellschaftlech Froen, déi mer eigentlech hei missten diskutéieren an ëmmer erëm missten diskutéieren, dat sinn déi: Wat fir Beräicher sollt een aus der Logik vun der Konkurrenz eraushalen, aus soziale Grënn, aus kulturelle Grënn, aus wéi engen och ëmmer?

An zweetens: No wéi enge sozialen, kulturelle Regele sollt een de Beräich vun der Konkurrenz, deen dann nach bleibt, encadréieren, fir hir destruktiv Wirkungen ze verhënneren?

Dat ass fir mech eigentlech eng entscheidend zivilisatoresch Fro, déi natierlech wäit iwwert d'Detailbestëmmunge vun deem Gesetz ewechgeet, mä déi awer no der Kris eigentlech nach vill méi dréngend sech stellt wéi jee vir-drun.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Hoffmann. Elo kritt d'Wuert den Här Wirtschaftsminister Jeannot Krecké.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Här President, Dir Damm an Dir Hären, och wann ech an deem Projet net déiselwecht Unanimitéit scho bal erëmfanne wéi an deenen zwee vir-drun, wëll ech awer ausdrécklech net nëmmen dem Rapporteur, mä och de Leit an der Kommissioun Merci soe fir hir ganz grëndlech Aarbecht, déi awer hei gemaach ginn ass an engem Dossier, deen net einfach ass.

Ech verstinn och, dass een aus Prinzipiëfroe gesellschaftlecher Natur mam Prinzip vun der Konkurrenz e Problem huet. Dat kann ech duerchaus verstoen. Mä ech gleewen net, dass et hei de Moment ass an d'Plaz ass, fir dat ausgiebig ze diskutéieren.

Mir hunn et hei mat enger Autoritéit ze dinn, déi sengerzäit 2004 agesat gi war, kuerz virun de Wahlen. Deemools, wëll ech nach eng Kéier drun erënneren, ass dee Projet och eragereecht gi mat der Iddi, dass déi zwou Autoritéiten nëmmen an enger wieren. An deemools huet de Conseil d'État sech gewiert dergéint mat der Argumentatioun vun dem Procola-Uerteel. An ech hat d'Impressioun, de Conseil d'État ännert ganz oft seng Meenung an der Interpretatioun vun einzelnen Saachen, mä en ännert se net hei an deem Domän, well ech mengen, dass en hei net richtig läit.

Wann een elo op eemol dat eenzeg Land ass, wat nach déi Zweedeelung do misst hunn, da muss ee sech spëtstens dann awer Froe stellen, wann ee seet, dass dat e Problem fir d'Menscherechtskonventionen kéint sinn. Do hunn ech dann awer e Problem mat all deenen aneren Natiounen, déi et nach hei an Europa gëtt an déi net just Banannerepublike sinn an awer e System hunn, deen eben net eng Zweedeelung virgesäit.

Wéi ech dat do 2004 virfonnt hunn, war d'Mise en place nach net gemaach. D'Mise en place ass geschitt. Déi war net einfach, well net vun Ufank un effektiv d'Zuel vun de Leit, déi déi Autoritéit duerstellen, deementsprechend och virgesi war. Dat heescht, dat war e laange Wee.

Spëtstens 2006 hunn ech gesinn, dass déi Zweedeelung zu villen Diskussiounen innerhalb der Autoritéit selwer gefouert huet, déi eis net weiderbruecht hunn. Zäit, déi een duerchaus hätt kënnen besser notzen. An ech war mer dunn och eens gi mat deene Leit, déi och haut nach un der Spëtzt vun deem Conseil sinn, a mat där Experienz, déi mer do gemaach hunn, dass ee wierklech deen anere Wee erëm sollt goen a probéieren, d'Kräften ze bündelen.

Wann een net d'Méiglechkeet huet, dat esou auszestafféieren, da geet et scho guer net an d'Effikasitéit, fir, loosse mer soen, ënnerschiddleche Meenungen, déi do kéinten opkommen, e bëssen aus dem Wee ze goen. Dat bréngt och mat sech, dass een hei en anere Wee muss goen.

Ech wëll och drop hiweisen, dass mat där heiter Dispositioun de Wirtschaftsminister e ganze Koup vu senger Prärogativen opgëtt, déi en awer huet! D'Inspektioun ënnersteet em an déi gëtt en elo ganz op. Hie gëtt also am Fong geholl seng direkt Autoritéit of un eng Autoritéit, déi wuel vläicht besser - do sinn ech mat d'accord -, vläicht besser gewiescht wier, wann een en Établissement public oder eppes Ähnlech hätt kënnen doraus maachen.

Mä ech hat kuerz vir-drun d'Experienz gemaach mam ILNAS. Wann et nu wierklech eng Administratioun gëtt, déi en Établissement public hätt misse ginn, dann ass et den ILNAS! Ech hunn dat an där Form och als Projet eraubruecht. Et ass mer gesot ginn, et ass onméiglech, mat der Situatioun, déi mer virfannen, an den Accorden, déi mer mat der CGFP huelen, fir am Moment Établissement-publicen ze maachen, an ech sinn higaangen an ech hunn aus dem ILNAS erëm eng Administratioun gemaach. Mä ech wëll lech drun erënneren, déi éischt Mouture vum Text, deen Avant-projet, deen huet virgesinn, dass et sollt en Établissement public ginn. An eigentlech sinn ech och haut nach der Meenung, dass dat eng besser Situatioun gewiescht wier.

Mä da kënt Der awer liicht verstoen, dass, wann ech hei elo Ëmännerunge proposéieren an der Fro vun der Konkurrenz, ech net deeselwechte Wee nach eng Kéier ginn, well ech weess, dass ech ëmgedréit ginn, well säitdeem huet do nach net ganz vill geännert. Jiddefalls ass dat mir net zu Oüere komm.

Ech kann eng ganz Rei Kritike verstoen, déi haut komm sinn. Wat ech net ka verstoen, dat ass, wann ee seet, dass mer dat „duerchbaatschen“. Also, wann ech e Projet de loi deponéieren hei 2007, an dann op eemol 2011 komme mer zur Konkusioun, dass et vläicht awer Zäit wier - oder ech sinn zumindest zur Konkusioun komm, dass et Zäit wier -, fir elo en Text dem Parlament virzeschloen, an da muss ebe jiddwee seng Responsabilitéit huelen, da kann ee schwierig vun „Duerchbaatschen“ schwätzen, wéi gesot, wann deen Text

vun 2007 ass.

Ech sinn, wéi gesot, mat enger Rei Kritike wuel d'accord, mä iergendwa mussen déi Diskussiounen och en Enn hunn. An iergendwa muss een där Autoritéit och d'Gefill ginn, dass se elo eng seriö Basis huet, op där se ka schaffen.

Ech weess och, dass dat hei net fir d'Lescht ass, wou dat héicht Haus hei wahrscheinlech iwwert d'Konkurrenzrecht wäert schwätzen. Et sinn eng ganz Rei Domänen, déi sinn nach guer net virgesinn an deem heite Gesetz. Dat war och 2004 net de Fall. A wann ech richtig verstanen hunn, ware jo och Leit do, déi gesot hunn: „Loosse mer se elo net ze vill zoutippen! Wa se scho Schwierigkeeten hunn haut an der Aart a Weis, wéi se sech entwéckelt hunn, well se net esou mat Leit ausstafféiert sinn, wéi et misst sinn, da kommt, mir iwwerlueden d'Kar och elo net!“

Duerfir hu mer och eng Rei Iddien, déi wuel an anere Länner schonn ëmgesat sinn, hei nach net ëmgesat. Duerfir mengen ech och, dass dee Cadre légal fir déi Autoritéit doudsécher nach eng Kéier muss iwwerkuckt ginn.

Haut soen ech: „Et gëtt Zäit, dass mer zur Ofstëmmung kommen.“ Et deet mer leed, dass eng Rei Fraktiounen sech enthalten. Ech verstinn awer eng Rei Kritiken och dovunner. Mä verstitt mech och: Iergendwa muss een zur Konkusioun kommen! An et kann een net säit 2007 nëmmen diskutéieren.

Wéi gesot, et ass e groussen Tamtam och an der Press e Moment gewiescht, wat d'Menscherechtskonventionen ueget. Also, da schleefe mer awer 26 aner Länner virun d'Menscherechtsgericht! D'Kommissioun... Also, ech muss soen, et ass e bëssen héich gegräff gewiescht, dat Ganz, well mir waren nach déi Eenzeg quasi, déi op déi do Aart a Weis funktionéiert hunn. An anere Länner ass dat scho längst geännert.

Duerfir erhoffen ech mer e bësse méi Effikasitéit, e bësse méi Harmonie an der Virgehensart a -weis. An, wéi gesot, de Wirtschaftsminister hëlt sech hei e gudden Deel vu senger Responsabilitéiten an Autoritéiten ewech. Mä ech si frou, wa mer dee Projet hei kënnen stëmmen, dann ebe mat der Majoritéit, an der Hoffnung, dass de Conseil d'État awer vläicht trotzdeem zur Asiicht kënt, dass ee kéint zrëckkommen op eng initial Meenung an d'Dispens trotzdeem ginn.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Wirtschaftsminister. Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss, a mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann de Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5816 ass ugeholl mat 39 Jo-Stëmmen an 20 Enthaltungen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi n°5816 est adopté par 39 voix pour et 21 abstentions.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank (par Mme Nancy Arendt), MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Lucien Clement), Lucien Weiler (par M. Lucien Thiel), Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Scheuer), Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Ben Fayot), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roger Negri), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Fernand Diederich), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel).

Se sont abstenus: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helming (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch (par M. Fernand Etgen), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Félix Braz), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Wëllt ee seng Enthaltung begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Als leschte Punkt vun eise heitegen Ordre du jour hu mer eng Konsultatiounsdebatt iwwert de Klimapak. D'Riedezäit ass hei nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: den Här Oberweis, den Här Berger, den Här Negri, den Här Gira, den Här Colombero an den Här Hoffmann. Elo kritt als Éischten d'Wuert den delegéierten Nohaltegkeetsminister, den Här Marco Schank.

4. Débat de consultation sur le «Paquet climat»

Exposé

► **M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures.** - Här President, Dir Damm an Dir Hären, d'Regierungserklärung vun 2009 huet am Kontext Klimaschutz dräi gréisser Engagementer virgesinn: éischtens, en zweeten Aktiounsplang fir d'Erofsetze vun den CO₂-Emissiounen; zweetens, en nationale Plang fir d'Upassung un de Klimawandel, dee mer och mussen op Bréissel kommunizéieren; an drëtzens, de Pacte climat, dee mer wëlle mat de Gemengen ofschléissen.

De 26. Februar d'lescht Joer huet de Regierungsrat de Partenariat fir Ëmwelt a Klima beoptraagt, fir sech am Fong der Viraarbecht vun deenen dräi Engagementer unzuhuelen ënner der Koordinatioun vun dem Departement Ëmwelt vum MDDI. Deeselwechte Moment hu mer och zrëckbehalen, datt d'Chamber an dee ganze Prozess agebonne gëtt.

Eisen Débat vun haut soll dann den Diskussiounen, déi elo zënter iwwer engem Joer am Partenariat gelaf sinn, eng zousätzlech Dynamik ginn. Ech erwaarde mer nei Iddien, Recommendationen vun deene verschiddene Bänken, fir dann och zousätzlech, wa mer deen nächste Groupe de pilotage hu vum Partenariat, och kënnen dat Ganz nach ze verbesseren. D'Referenz fir eis Diskussioun vun haut ass dee sougenannte „Paquet climat“, wéi mer en och als Ministère viru Kuerzem virgestallt hunn.

E Merci vun deser Plaz aus un all déi, déi gehollef hunn, an deem Partenariat iwwer e Joer laang schaffen. Dat war net ëmmer esou einfach. Wann een eng Plattform huet, wou Gemengen-, Saliariats-, Patronatsvertreider, dann d'ONGen an de Ministère sech zesummefannen, dann ass dat net evident. Wann een och nach soll e Konsens sichen a fannen am Kontext vun neie Klimaschutzmesuren, dann ass dat net einfach. Mä et huet awer funktionéiert. Ech soen herno nach e Wuert dozou.

D'Sujete waren: Stadentwécklung, Mobilitéit, Energie, Ekotechnologien, Biodiversitéit, de Bësch, d'Waasser an d'Landwirtschaft, an e fënefte Grupp, deen op Wonsch vun den ONGe bäikoum, fir iwwer international Problemer am Kontext vun Klimaschutz ze diskutéieren. Dat huet deem Ganzen eng Dimension ginn, déi eigentlech ganz sënnvoll war, och wann net op all Fro do eng Äntwert fonnt ginn ass.

Mir gesinn déi Aarbechten eigentlech als Ufank. Et komme selbstverständlech nach weider Diskussiounen an deem Kontext, mä et geet elo drëm, wa mer esou wäit sinn, fir entsprechend Gesetzter ze maachen, ëmzënnere, Reglementer, Sensibiliséierungsaktiounen, nei Chantieren, finanziell Ënnerstëtzungen a viles méi ze konkretiséieren.

Mir wäerten och weiderhin d'Chamber an dee Prozess abannen, well ech mengen, datt déi Froen, déi sech hei stellen, vun enger esou grousser Relevanz sinn, déi am Fong d'Zukunft vun eise Land och hypothéqueieren kënnen, wat de Klimawandel ass, wat d'Erofgoe vun der Biodiversitéit ass, datt d'ëscht Haus déi richtig Plaz ass, fir och weider d'Diskussioun ze féieren.

De Claude Wiseler an ech, mir hunn am Fong véier Froen ausgemaach, fir den Débat vun haut ze strukturéieren. Éischtens, wat fir engen Erausforderunge musse mer eis stellen? Wat fir ee Bilan kënnen mer zéien aus deem éischten Aktiounsplang, fir den CO₂ erofzesetzen? Wat kënnen d'Regierung respektiv de Ministère vum MDDI an aner maachen? A wéi geet et weider mam Partenariat?

Beim Klimaschutz heescht et net méi an net manner, wéi datt mer musse Spillregele vun der Weltcommunautéit fir d'21. Jorhonnert fixéieren. Déi Aart a Weis, ze wunnen an ze schaffen, ze produzéieren an ze konsuméieren, an eis Mobilitéit musse mer fundamental anescht maachen, wa mer de Klimawandel wëllen ofwenden oder zumindest de Klimawandel

wëllen atténueieren. An dat kënne mer nëmmen erreechen - do sinn ech fest dervun iwwerzeegt -, wann all d'Länner gemeinsam och hir Verantwortung mat iwwerhuelen.

Et ass virun deem Hannergrond, wou mer viru fënnf Joer och, ënnert dem deemolege Minister Lucien Lux, deen éischten nationalen Aktionsplang arrétéiert hunn. Op där Grondlag hu sech och - muss ee soen - eng Partie Saache beweegt.

An deene leschte fënnf Joer huet sech awer och gewisen, datt déi klimapolitisch Erausforderunge weider an d'Luucht gaange sinn - dat ass evident - an nach méi Ustrengungen an Zukunft vun eis wäerte verlaangen.

E puer Prezisiounen dozou. D'CO₂-Emissiounen an der Welt erreechen ëmmer nei Rekordwäerter. Si huelen och pro Kapp zou, obwuel se missten dättelech reduzéiert ginn. No Tschernobyl huet Fukushima op eng dramatesch Manéier gewisen, datt d'Atomenergie eis Energieproblemer méi grouss mécht amplaz méi kleng, datt awer grouss Länner riicht virufueren, wéi wann näischt geschitt wier a wéi wann näischt kéint geschéien a puncto Nuklearenergie.

(Interruption)

Op där anerer Säit geet den Ausbau vun erneierbaren Energie weltwäit nëmmen a relativ klengen Etappe weider. An trotz desén Erkenntnisser an Entwécklungen hate mir bis elo keen internationalen Duerchbroch op Klimaschutzkonferenzen. Dat heescht, et ass nach ëmmer keen Ofkommen prett, wat mer kéinten ënnerschreiw.

Erlaabt mer vläicht, an deem Kontext eng Klammer opzemaachen. Et ass schued, datt déi dramatesch Evenementer vu Fukushima noutwendeg waren, fir den erneierbaren Energien eng nei Relance ze ginn, och hei zu Lëtzebuerg. Wann ee mat Entreprisé schwätzt, déi Solaranlagen opriichten, dann héiert een, datt eng ganz grouss Nofro do ass. Eigentlech misste Leit agestallt ginn.

Et sinn och vill Leit, déi sech bei eis mellen am Beräich vun neie Wandparken, am Beräich vu Fotovoltaikanlagen. A mir hunn och eigentlech vun Ufank un, datt ech déi Responsabilitéit hunn, zukünftig Bedreier vu Fotovoltaikanlagen, virun allem och vu Wandparke proaktiv begleet, fir et net esou ze maachen, datt d'Leit am Ufank eng Demande stellen an da geet d'Prozedur, an herno soe mer jo oder neen.

Ma neen, mir schwätzen direkt mat de Bedreier, fir kënnen déi Prozeduren ze beschleunegen. A souwuel am Beräich vun der Wandenergie wéi och bei de Fotovoltaikanlage kann een no siwen, aacht Joer, deemno wéi eng Anlag datt een huet, schwaarz Zuele schreiw, well d'Anlagen an deene leschte Joren ee gudder Krack méi bëlleg si ginn.

Ech wëll awer dann och soen, datt mer nei Accordé brauchen - fir op deen internationale Voleet zréckzekommen -, mat enger globaler Beedelegung. Ben, iwwert d'Halschent vun den Dreifhausgasen, déi haut an d'Atmosphär ginn, kommen aus Industrielänner. Mir hunn als Industrielänner eng grouss Verantwortung.

An déi hu mer eigentlech och am Kader vum Kyoto-Protokoll iwwerholl. Wann een emol d'USA do ausklamert an et kuckt een awer d'Emissiounen, déi nei derbäikommen, da weess een awer och, datt och net mir eleng kënnen de Match wannen. Den Undeel aus den Entwécklungslänner, aus de Schwellelänner gëtt ëmmer méi grouss. Do hu mer insgesamt scho 60%, an dat wäert och nach an d'Luucht goen, sou datt och do e Bäitrag muss geleescht ginn.

Bis elo konnt sech déi international Gemeinschaft nëmmen op ee globalen Objektiv eenegen. Dat ass - dee kennt Der -, datt d'Temperatur maximal zwee Grad dierf zouhuelen. Dat heescht awer eigentlech, datt d'Emissiounen vun Dreifhausgasen am Verglach zu 1990 weltwäit, also an den Industrie- an Entwécklungslänner, misste bis 2050 ëm d'Halschent reduzéiert ginn. Am Kloertext heescht dat, datt eis Emissiounen bis 2050 ëm 80 bis 95% missten erofgoen.

Dee fundamentale Strukturwandel, deen een awer dofir brauch, ass nëmme realistesch, wa mer haut schonn dermat ufänken a wa mer eis och ambitiéis Tëschenziler do ginn. An deem Sënn sollen d'Industrielänner gemeinsam hir Emissiounen bis 2020 géintwärt dem Referenzjoer vun 1990 ëm 25% bis 40% reduzéieren.

Bis elo huet eigentlech nëmmen d'Europäesch Unioun, wann een emol vun der Schwäiz a vun Norwegen ofgesäit, eng eendeiteg ambitionéiert a qualifizéiert Virgab fir d'Zäit bis 2020

formuléiert. Mat e puer „Wannen“ awer: Wann en internationalen Accord zustane kënn, wann aner Industrielänner vergläichbar Ustrengunge maachen a wann zumindest déi grouss Schwellelänner, ech nennen et emol „een ugemiesene“ Bäitrag leeschten an dem Spuere vun CO₂-Emissiounen.

D'Eenegkeet vun den Europäer beim Klimaschutz war bis elo an ass e Schlëssel, fir beim internationale Klimaschutz virunzekommen. Dofir bedauere mer et eigentlech, datt een d'lescht Woch um Conseil vun den Ëmweltministern hei zu Lëtzebuerg net zu enger gemeinsamer Konklusioun am Kontext vun där neier „Roadmap 2050“ komm ass, an éischer Linn wéinst dem Veto aus Polen.

Dir wësst, datt an der Roadmap d'Kommissioun sougenannt Meilesteng virschlëit fir virunzekommen, déi net verbindlech sinn, mä déi e Wee opmaachen: 40% Reduktioun bis 2030, 60% bis 2040 an 80% minus bis 2050 ze hunn.

D'EU huet fir de Beräich vu groussen Energiean- Industrienanlagen, déi am ETS zesummegefaasst sinn, a fir déi aner Emissiounssectoren - also Transport, Haushalter, Commerce, Landwirtschaft - ënnerschiddlech Spillregelen definéiert. Den ETS-Secteur, also den Industrie- a Stroumproduktiounssecteur ass vun 2013 u weltwäit geregelt, pardon, europawäit geregelt a muss seng Emissiounen par rapport zu 2005 ëm 21% kierzen. Déi sougenannten Net-ETS-Sectoren mussen hir Emissiounsniveaue bis 2010, pardon, 2020 ëm 10% am Verglach zu 2005 kierzen. Hei si fir all Land national Ziler och festgeschriwwen.

Et gëtt Länner - praktesch all déi nei Memberstaten, awer och Portugal -, deenen hir Emissiounen awer souguer nach dierfen zouhuelen. De Maximum gëllt fir Bulgarien mat plus 20%.

Op där anerer Säit bedréit déi maximal Reduktiounsemissioun (veuillez lire: Emissiounsreduktioun), déi e Land muss erreechen, minus 20%. An dat gëllt och fir Lëtzebuerg. Lëtzebuerg ass also an der éischer Phas vun der No-Kyoto-Period dat Land, dat relativ gesinn dee gréisste Klimaschutzbeitrag muss leeschten.

Gutt, wat heeschen elo déi 20% minus am Verglach zu 2005 fir Lëtzebuerg? 2013 dierf Lëtzebuerg laut EU-Direktiv net méi Emissiounen produzéieren wéi de gemëttelte Wäert vun de Joren 2008 bis 2010. Dat entsprécht engem Wäert vun 9,5 Milliounen Tonnen CO₂. Lëtzebuerg muss also vun 2013 u seng Emissiounen progressiv bis 2020 reduzéieren, fir dann een Niveau vun 8,2 Milliounen Tonnen ze erreechen.

Wa mer dat wëllen, brauche mer nei Strukturen, mir brauchen och weider d'Partenariat - ech soen herno nach eppes dozou -, well mer de Konsens mat der Zivilgesellschaft brauchen. Mir brauchen de Klimapakt mat de Gemengen - och do nach herno ee Saz dozou - a mir brauchen, e prioritäre Chantier a mengen Aen, eng Verbesserung vun eiser Informatiounsbasis, vun eiser Kommunikatioun. Mir brauchen dat, wa mer wëlle virukommen an eis Nohaltegkeetsproblemer an de Grëff kréien, da mussen mer dat kënne seriö registréieren, analyséieren an och doraus déi néideg Mesuren ofleeden.

Wat fir ee Bilan kënne mer aus dem éischten Aktionsplang fir d'CO₂-Minderung zéien? Am Verglach zum Joer 2006, wéi deen éischten Aktionsplang opgestallt ginn ass, hu sech d'Dreifhausemissiounen zu Lëtzebuerg dättelech reduzéiert. Si louchen am Joer 2010 ëm déi 8,2% ënnert den Emissiounen vum Kyoto-Referenzjoer vun 1990. D'Emissiounen pro Awunner konnt staark reduzéiert ginn. 1990 louchen déi nach bei 34 Tonnen; am Joer 2010 sinn et 24 Tonne pro Awunner, wat eng Reduktioun vu bal 30% duerstellt.

Een Deel vun deser Reduktiounsemissioun (veuillez lire: Emissiounsreduktioun) wäert op extern Facteur wéi Uelechpräisser selbstverständlech, aktuell Wirtschaftslag, technesche Fortschritt, Entwécklung am Ausland zréckzeféiere sinn. Mä de Réckgang ass awer och op national Mesuren zréckzeféieren, well dee Réckgang schonn zënter 2005 bemierkbar ass, trotz Croissance vum PIB an der industrieller Produktioun.

Et kann een opgrond vu Prognosen an Zeenarien, déi eis virleien, dovunner ausgoen, datt an de Joren 2008 an 2009 all Keier ronn 0,5 Milliounen Tonne manner ugefall si wéi ouni Aktionsplang.

Mir wäerten eis Kyoto-Verpflichtunge bis 2012 awer nëmmen dierf eng weider Nutzung vu flexibele Mechanismen erfëlle kënnen. Dodru wäert och deen zweeten Aktionsplang net vill änneren, obwuel mer eis do ganz vill virgeholl hunn. Och dorobber kommen ech nach zréck zum Schluss.

An deem Plang mussen mer konsequent un der Verbesserung vun der Situatioun vun de Joren

2013 bis 2020 schaffen. A fir des Phas gesäit d'Perspektiv bedeitend méi gënschteg ass. Mir wäerten, wa sech all déi allgemeng Rahmbedingungen net verschlechteren, eisen nationalen Defizit, an domat d'Noutwendegkeet vu flexibele Mechanismen, kontinuéierlech reduzéiere kënnen, an dat insgesamt mat Hëllef vun neien Aktionsplang, mat Hëllef vun de Mesuren aus dem Paquet logement, mat Hëllef vun de Mesuren aus dem Paquet climat, mat geplangten Investitiounen, scho geplangten Investitiounen aus dem Transportberäich, dem Usaz aus dem Energieeffizienzplang an dem Aktionsplang fir erneierbar Energien. Dat ass am Fong dee wesentleche Message, mat deem mir fir deen zweeten Aktionsplang untrieden.

Nun, wat kann d'Regierung konkret maachen? D'Kreatioun vun dem MDDI erlaabt eng Partie Synergien tëschen Ëmwelt, Landesplanung, öffentlechem Transport, öffentleche Bauten, an ech rechnen de Logement do derbäi. Mir brauchen do strategesch Instrumenter, konkret Projeten.

Ech soen lech der just e puer: Zum Beispill ass den Departement vun der Landesplanung amgaang, eng global Mobilitätsstrategie auszeschaffen, déi d'Iddien aus dem IVL konkretiséiert a weiderentwéckelt. Mir kënnen do op Iddien zréckgräifen, déi am Mobilitätsgrupp vum Partenariat entwéckelt goufen. Déi Strategie, déi Mobilitätsstrategie wäert am Oktober dëst Joer dann och virgestallt ginn.

Dann hu beispillsweis Ponts et Chaussées den Optrag, fir ze ënnersichen, ob mir op eiem Lëtzebuerger Autobunnréseau grouss Fotovoltaikanlage kënnen opriichten, kombinéiert mat Murs antibruit. An Däitschland gëtt et esou Projeten. Bâtiments publics kucken all Projeten, deen an Zukunft gemaach gëtt - awer och am Kontext vun der Albusanierung -, wat een zousätzlech ka maachen am Kontext vun der Notzung vun erneierbaren Energien, awer och vu méi Energieeffizienz.

Do kann ee just d'Beispill vun de Lycéeën huelen, Lycéeën, déi sech dierf déi grouss Daachflächen och gutt eegnen, an hei besteet zoliten Norüstungspotenzial. Do sinn och elo sechs Lycéeën definéiert ginn: den Atert-Lycée zu Réiden, den Athénée, de Michel Lucius, de Lycée technique du Centre, awer och déi nei Ackersbauschoul zu Gilsdref respektiv den neie Lycée zu Jonglënster.

Ech wëll op deser Plaz net méi op déi 21 Mesurë vum Paquet logement agoen, wou ganz substanzierlech derbäi sinn. Dir erënnert lech dorunner: d'Écobonificatioun, den Écoprêt à taux zéro fir Albusanierung, de Kontext vum bëllegen Akt, awer och den accélérierte fiskalen Amortissement fir d'Propriétaires an der Albusanierung, dann d'Wärmeschutzveruerdung, déi mer d'nächst Joer op de Wee ginn.

Dat heescht, de 15. Juli denken ech, datt mer se am Regierungsrat hunn, mat engem B am Wärmeschutz respektiv engem C am Primärenergiebedarf vum nächste Joer un, vun der Halschent vum nächste Joer un, mat engem Zweejoresrhythmus, wou mer dann 2018 bei quasi Nullenergiehaiser wieren. Och dat en Challenge. Dann eng Partie Pilotprojeten, déi amgaang sinn ze lafen, vu Promoteurs publics, fir Appartementshaiser aus de 50er Joren, fir doraus ee Passivhaus ze maachen. An dat ass e richtegen Challenge! Mir brauchen esou Beispiller, fir ze weisen, datt och dat fonctionnéiert.

Wéi geet et mam Partenariat weider? Déi nächst Réunioun vum Comité de pilotage ass déi nächst Woch, de 7. Juli. A bei där Geleeënheet wëlle mer och d'Jalone setze fir d'Weiderföerung vun deem Prozess, an och, wéi mer mat deenen dräi Engagementer aus der Regierungserklärung weider ëmginn.

Den zweeten Aktionsplang, wat deen ugeet, wäerte mer de Groupe de pilotage nach eemol befaassen, zesumme mat deenen Iddien, déi haut och hei an deem Haus op den Dësch kommen. Dann, wat d'Adaptatiounsstrategie ubelaangt, déi läit eigentlech schonn um Dësch, déi ass am Grupp véier ausgegeschaff ginn, de Grupp vu Biodiversitéit a Co. De Moment sinn an deem Dokument och d'Secteur vun der Biodiversitéit, dem Bësch, dem Waasser an der Landwirtschaft ofgedeckt. De Regierungsrat huet awer gefrot, nach aner Secteur bälzuehuelen, wat d'Upassung un de Klimawandel ubelaangt, ënner anerem d'Santé. Do wäerte mer och nach mam zoustännege Minister driwwer schwätzen.

Dat drëtt Engagement, wat fir mech ganz wichteg ass, dat ass de Pacte climat. Ech sinn der Meinung, datt d'Gemengen och an der Vergaangenheet ganz vill zu Lëtzebuerg gemaach hunn - virun allem d'Klimabündnisgemengen, awer net nëmmen -, fir dem Klimaschutz eng Visibilitéit ze ginn. Mir hunn elo mam Intérieur zesummen, mat dem Syvicol, mat de Klimabündnisgemengen, mat „myenergy“ e Konzept um Dësch leien, wat d'Strooss hält. A mir

wëllen nach virun der Sommervakanz och dem Regierungsrat déi noutwendeg gesetzlech Grondlag ënnerbreeden, fir an deem Prozess weiderzekommen.

Da wollt ech nach soen, datt mer sechs Pisten eigentlech definéiert hunn, fir an deene Richtungen, déi ech elo beschriwwen hunn, weiderzegen. Engersäits d'Neidefinéierung vun de bestehende Finanzierungsinstrumenter - dat ass e ganz wesentlechen Deel vun eiser Virgehensweis -, ënner anerem d'Diskutéieren iwwert den Zukunftsfong, respektiv an deem Zusammenhang denke mer och iwwer ee „Fonds climat et énergie“ no, well mer eis soen, mir wëllen d'Fongen insgesamt restrukturéieren.

En zweete Punkt ass deen, datt mer iwwert d'Grondsazfreen am Partenariat weider wëllen diskutéieren. An ech hoffen och, datt d'Gewerkschafte matmaachen, well ganz vill sozial Aspekter mussen ofgedeckt ginn.

Dat Drëtt ass den Débat iwwert déi international Aspekter, wou och schonns d'ONGen, wou d'Patronatsvertrieeder, wou d'Gemenge gesot hunn, datt se wëlle mat eis weiderfueren.

Da wëlle mer och als weider Pist d'Kollekt vun den Donnéeën weiderdreiw, wat ech virdu gesot hunn, well dat enorm wichteg ass. D'Schafte vun enger nationaler statistescher Databank am Klimaberäich - dat ass schonns am éischten Aktionsplang deemools gefuerdert ginn -, mir wëllen datt definitiv maachen, well mer et brauchen. Ouni fiabel Zuele kënn een do net virun!

Zum Schluss wollt ech soen, datt derbäikënn, datt et nieft deem seriö Monitoring, deen ech elo beschriwwen hunn, onbedéngt noutwendeg ass, datt mer um Niveau vum eise Minister, vum MDDI, d'Attributioun vum Ëmweltdepartement am Klimaschutz nei definéieren - ech hunn de Monitoring schonns erwähnt -, mä datt mer awer och d'Kritäre vun de Prozeduren definéieren, opgrond vun deenen déi finanziell Mittel fir de Klimaschutz verdeelt ginn.

Dann d'Nohaltegkeets-Checks an alle Beräicher begleeten, dat ass e wesentlechen Aspekt. An awer och déi sämtlech Aufgaben am Beräich vun der Kommunikatioun, vun der Sensibiliséierung vun de Leit, wat ee wesentlechen Aspekt ass, fir dat am Klimaschutz sécherzestellen. Ech denken, datt ech net extra muss betounen, datt mer déi Leit net hunn, fir dat do alles ze maachen, datt mer déi Leit och mussen kréien, fir datt mer deen Challenge do packen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn um Enn. Ech hu probéiert, mat deem Exercice eng ganz Partie Input ze gi fir deen Débat, deen eis elo bevirsteet. An ech wënsche mer, datt ech eng ganz Partie Saachen och wäert rafan haut de Mëtteg fir d'Weiderföerung vum Prozess vum Partenariat Ëmwelt a Klima.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här delegéierte Nohaltegkeetsminister. Als éischte Riedner ass den Här Marcel Oberweis agedroen. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Débat

► **M. Marcel Oberweis (CSV).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir Häre Ministeren, no den Ausféerunge vun dem Här Minister Marco Schank ass elo dann déi Rumm gespaant ginn, an där mir eis an de kommende Méint a Joren am Kader vun der nohalteger Entwécklung sollen a mussen bewegen. Ech betounen hei: mussen bewegen, well déi erhéichten Energieeffizienz an den Asaz vun erneierbaren Energien eng ganz seriö Optioun an eiser Energieversuergung duerstellen. D'Zäit vun de bëllegen Energien an der Verbëtzelung muss endlech eriwuer sinn!

Am Partenariat fir Ëmwelt a Klima gi vill lwwerleeunge virgestallt, mat deene manner Energie an den einzelne Secteur vum Wirtschaft verbraucht an domat manner Dreifhauseffekter oder Dreifhausgasen emittéiert ginn. Wann een den Ëmfroe Glawe schenke kann, da sinn iwwer 80% vun eiser Populatioun der decidéierter Meinung, dass d'Ëmwelt déi éischt Plaz an hire Préoccupatiounen anhëlt. Net nëmmen de Stat - d'Gemengen, d'Industriebetriber, déi Kleng- a Mëttelentreprisen, de Verkéiers-, de Bau- a Wunnungssecteur an déi eenzel Bierger stinn hei an hirer Responsabilitéit.

De Paquet Climat weist déi national Pisten op, wéi mir CO₂-Emissiounen reduzéiere sollen, notament iwwert d'Konventioun mat de Gemengen. Der Agence „myenergy“ fällt hei eng bedeitend Roll an der Berodung zou. Op déi flexibel Mechanismen dierf nëmmen dann zréckgegraff ginn, wann déi national Mesuren net méi dierf ginn.

Des Weideren ass de Paquet logement presentéiert ginn. Do ginn dann déi Mesurë virge-



stallt, wéi mir eng nohalteg Politik am Beräich vum Bauen a Sanéieren duerchféiere sollen.

Fir ons CSV bedeit d'Éducation vum eiser Jugend ee wichtige Punkt, net nëmmen an der Famill, mä och an der Schoul an an de Veräiner. Ee wichtige Message muss et sinn, de Bierger ze soen an och kloerzemaachen, dass den aktuellen Train de vie eng Pro-Kapp-Emission vum ronn 24 Tonnen CO₂ pro Joer ervirriff.

(Mme Anne Brasseur prend la présidence.)

Wann een d'Grenzpendler arechent, da fällt een op 17 Tonnen, wät nach ëmmer wäit iwwert der Moyenne an Europa ass. D'Klimawissenschaftler soen eis awer, dass dës Pro-Kapp-Emission op zwou Tonne pro Joer reduzéiert muss ginn, an dat am Horizont 2050, well soss irreversibel Schied un der Ëmwelt duerch déi erhéichten Äerdatmosfera geschéien.

Mir dierfen net zouloossen, dass dës Atmosphär sech méi wéi 2 Grad Celsius iwwert d'virindustriell Zäit erwierme wäert. An elo, een halleft Joer no der Konferenz zu Cancún muss mir feststellen, dass duerch déi wuessend Dreifhausgasemissionen dës Zil iwwerhaupt net erreicht ka ginn.

Déi International Energieagence huet matgedeelt viru 14 Deeg, dass d'Mënschheet am Joer 2010, also d'lescht Joer, ronn 30,6 Milliarden Tonnen CO₂ emittéiert huet. Dat si 5% méi wéi am Joer 2008. Dozou dréit de Verkéier ronn 33% bäi. Dobäi wor op der Konferenz zu Cancún gesot ginn am leschten Dezember, dass de Wäert vun 30 Milliarden Tonnen CO₂ eréischt am Joer 2020 erreicht dierft ginn. Déi opstriedend Schwelleländer - Indien, Brasilien, China - si fir 60% vun dësen Emissionen responsabel. An et kommen ëmmer méi Länner derbäi, déi hire Wuelstand duerch en erhéichten Energieverbrauch erophiewe wëllen.

Ee Beispill dozou: Eise Verbrauch un Äerduelech ass momentan ronn 88 Milliounen Barrel pro Dag, an d'Agence zu Paräis schätzt, dass deen op 97 Milliounen eropklëmmt bis d'Joer 2016. Dat si vun haut aus fénnef Joer. Deeselwechte Phenomeen stelle mir beim Aerdgas fest. A bëdes wësse mer awer, dass déi zwee Energievechteure lues a sécher zu Enn kommen.

An der leschter Woch ass vun der Energie-EU-Kommissärin, der Madame Connie Hedegaard, hei am Land matgedeelt ginn, dass sech déi Europäesch Union nach ëmmer fir d'Reduktioun vu 25% bis zum Joer 2020 géigeniwwer 2005 asetze wëllt. D'Roadmap vun der EU bis 2050 gesäit vir, dass dës Reduktioun 40% bis zum Joer 2030 bedréit a souguer 80% bis zum Joer 2050. Mir kënnen eis virstellen, welch gewaltig Aufgab virun der Europäischer Union läit.

Si huet awer och gesot, dass d'Europäesch Union mëttlerweil nëmmen nach fir 11% vun de globalen CO₂-Emissionen responsabel ass. Viru véier Joer woren et nach 14%. Dobäi gëllt awer: Déi erneierbar Energie woren am Joer 2010 zu 17% an der Stromproduktioun bedeelegt an decken awer eréischt 8,7% am gesamten EU-Energieverbrauch of. Also nach wäit ewech vun deene gesatene Ziler!

No dëse Bemierkung wëll ech dann zum Partenariat fir Ëmwelt a Klima kommen. Dësen Débat berout jo op deem Paquet Climat, deem am Mee 2011 virgestallt ginn ass. Do goufe véier Stoussrichtungen festgehale: déi nohalteg Entwécklung an der Landesplanung, am Bau, am Verkéier, an doriwwer eraus Mesuren am Energiesektor wéi an der Entwécklung vun den Ekotechnologien.

Am Fréijoer d'lescht Joer hat de Minister Marco Schank Vertrieber aus Industrie, de Gemengen, de Gewerkschaften an den OGNen zesummegeruff, fir mat hinnen iwwer eist zukünfteg Klima- a sécherlech och...

(Interruption)

...an den „ONGen“ zesummegeruff - Merci villmools -, fir mat hinnen iwwer eist zukünfteg Klima- a sécherlech och iwwert d'Ëmweltpolitik ze beroden. Verschidden ONGe schreiven haut dozou, dass dat en eenzegarteg Experiment fir déi Lëtzebuerger Politik wor an ass, well domat dee kloer Beweis vun der gesellschaftlecher Participatioun erbruecht ginn ass.

An deem virleienden Dokument si 35 konkret Mesuren opgeléist, déi de Kader späne sollen, an deem mir eis elo bewege mussen.

Et wor sécherlech keng einfach Aufgab an net all Erwaardunge konnten erfëllt ginn. Dat wier jo vill ze schéin. E puer Kärpunkte vun den Diskussiounen: Eise Wuesstum muss mat der nohalteger Entwécklung zesummegoen. Déi ugestriefte Klimaschutzmesurë müssen ënner sozialen Aspekter belicht ginn. Wéi sollen dann déi virgeschloe Mesurë finanziert ginn? Kann een op de gutt gefëlltene Kyoto-Fong zréckgräifen? Sollte mir de Courage huelen, eng ökologesche Steuerreform unzedenken, dat heescht, de Verbrauch vun Energie méi deier ze maachen an

aner Belaaschtung fir de Bierger ze reduzéieren, an dat nom Prinzip „pollueur-payeur“? An dat och nom Motto: Wien eis Ëmwelt belaascht, dee muss dat am Portmonni spieren.

Mat welche Mesurë soll dat sécher ambitiëst Zil vun den zwou Tonnen CO₂ bis 2050 op de Kapp erreicht ginn? Wéi gi mir dat Problem vun dem Tanktourismus oder - besser formuliert - vun dem Pendlertourismus un? Wuel wëssend, dass méi wéi eng Milliard Euro an de Statsbudget fléisst! D'Diskussioun iwwert d'Bäimésche vun Agrarstoffen an dem Tank muss mir mat Bléck op déi erhéichte Präisser vun de Liewensmëttel an der Welt och féieren. Mussen net an engem weidere Schrëtt den ETS-System vun den Industriebetriber an d'Landwirtschaft mat an dës Diskussiounen erbruecht ginn?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bevir ech déi eenzel Beräicher betruuechten, sollt ee vläicht nach déi national CO₂-Emissionen belichten. Dat si jo d'Ausgangszuele fir den zweeten nationalen Allocationsplang, dee jo an de kommende Méint elo ausgeschafft gëtt an deen eng enk Relatioun zu dësem Dokument huet.

Am Joer 1990 sinn 13,17 Milliounen Tonnen CO₂ emittéiert ginn an et wor am Kyoto-Protokoll festgehale ginn, dass dës Wäert ëm 28% bis 2012 reduzéiert sollt ginn. Dat wieren dann 9,43 Milliounen Tonnen CO₂. Am Joer 2005, also viru bal sechs Joer, war de Wäert op 13,3 Milliounen Tonnen eropgaangen, dovunner am Net-ETS 10,6 Milliounen.

A virun zwee Joer hate mir eng Emission vun nëmmen nach zweief Milliounen. Dat war bedéngt duerch d'Kris. Am ETS - dat sinn déi 19 Industriebetriber - woren et der 2,2 Milliounen an am Net-ETS woren et der 9,5 an dovun eleng 6,3 Milliounen am Verkéier.

No der neier Strategie vun der Europäischer Kommissioun muss Lëtzebuerg awer seng Emissionen ëm 20% bis zum Joer 2020 par rapport zu 2005 am Net-ETS reduzéieren, dat heescht, an de Beräicher Verkéier, Haushalter, Kleng- a Mëttelbetriber, an de Gebaier an den Haiser.

Während de Joren 2013 bis 2020 fale ronn 42 Milliounen Tonnen am Net-ETS un, an dovu muss mir 13 Milliounen Tonne wahrscheinlech iwwert déi flexibel Mechanismen akafen. Ma gesäit deemno: Lëtzebuerg muss an alle Beräicher vun der Wirtschaft seng Emissionen zréckschrauwen. Am Verkéier hu mir déi gréisste Schwierigkeeten, an dat haaptsächlech duerch den Tanktourismus.

Mir mussen deemno - et ass elo grad ugesprach gi vun Minister - eng volontäresch Energiean domat Klima- an Ëmweltpolitik opbauen, déi laangfristeg an eng CO₂-fräi Wirtschaft féiert. Dat heescht, et muss derfir gesuergt ginn, dass déi agesatene Energievechteure vill méi effizient agesat ginn, an all Potenzialen vun den erneierbaren Energien hei am Land mussen optimal genotzt ginn.

Ech kommen dann zu de puer Punkten aus dem ganze Partenariat, eischtens am Beräich vum Wunnengsbau. De Problem am Wunnengsbau sinn net déi Neibauten. Et gëtt haut bal keen, dee säin Haus oder Gebai mat enger Energieklass iwwer C baut. Ëmmer méi gëtt no de Klasse B a souguer A verlaangt.

Eis aktuell Wärmeschutzgesetzgebung ass net méi zäitgeméis a steet virun enger Revisioun. Mir applizéieren dann déi europäesch Veruerdning aus dem Joer 2009, a se schaffen zu Bréissel schon erëm en enger neier a méi verschäerfter Versioun. Am Joer 2018 dierfen déi nei öffentlech Gebaier nëmmen nach nom Modell vun den Energie-Plus-Haiser gebaut ginn. Dat heescht, si liiwieren da méi Energie, wéi se selwer notze kënnen.

Leider besteet de Lëtzebuerger Wunnenspark aus villen alen Haiser a Gebaier, déi méi wéi 20 Joer al sinn, an déi entsprechen dann net méi de modernen Energiestandarden. Dofir mussen all Hiewelen a Bewegung gesat ginn, fir dass duerch eng seriéis Albusanéierung hiren Energieverbrauch reduzéiert gëtt. D'Afféiere vun dem Energiepass war en eischte gudd Schrëtt. Mä et bleift nach vill ze maachen. Hei sinn eis Architekten an d'Ingenieure gefuerdert.

Iwwert de Wee vum Paquet logement ginn elo nach weider Schrëtt ausgewisen. Déi ausgedeelte Aidé ginn awer elo un déi ökologesche an nohalteg Kritären ugepasst. Fir dass dës Paquet iwwerhaupt en Erfolleg kennt - och aus Planungssécherheet - muss virun allem déi eenzel Plan-sectoriellen an och doriwwer eraus de Plan sectoriel «Logement» ganz séier mat Liewen erfëllt ginn.

An dësem wichtige Beräich vun der Energie- a Klimapolitik si virun allem och eis Gemenge gefuerdert. De Pacte climat mat hinne soll den nohaltege Bau duerch eng gutt Berodung ënnerstëtzen. 30 Milliounen Euro stinn dës Joer fir d'Sanéierung vun den öffentleche Ge-

baier zur Dispositioun. Dës Montant muss an de kommende Jore massiv wuessen, an déi Finanzmëttel sollte mir aus dem Kyoto-Fong huelen.

An deem Zesammenhang muss ënnerstrach ginn, dass déi erneierbar Energie beim Bau mat considéiert muss ginn. Dem Asaz vun de Solarkollektoren, de Wärmepumpen, de Brennwärtekesselen, den Holzverbrennungswäerten, de Fotovoltaikanlage muss eng héich Bedeitung bäigemooss ginn.

No der Energiestrategie vun der Europäischer Union muss mir 11% erneierbar Energien am Horizont 2020 asetzen. 4% kënnen mir hei am Land notzen, gëtt gesot. Am Joer 2009 louch dee Wäert just bei 1,7%. Et gëtt awer och gesot, dass an de kommende Joren 830 Milliounen hei investéiert kënnen ginn. Mir mengen, dës Wäert misste mir mëttelfristeg op 6% oder 7% erophiewen, fir hei d'Onofhängegkeet (veuillez lire: d'Ofhängegkeet) vum Ausland ze reduzéieren.

De Wirtschaftsminister huet a senger Ried op der Fréijoersfoire ganz couragéiert Wierder an deem Zesammenhang gesot: Bis 2020 sollen zum Beispill 20.000 Fotovoltaikanlagen anstatt haut 2.000, 30.000 Solarkollektorenanlagen anstatt haut 3.000, 125 Wandenergieanlagen anstatt haut 43 opgestallt ginn. Wann dës Wierder zu de Fotovoltaikanlage gesot ginn a sech dann dobaussen eng Euphorie breetmécht, dann dierf dës Beräich net e puer Woche méi spéit méi klenggeriet ginn. Dat ass kontraproduktiv.

A mengen Ae spillt d'Fotovoltaik eng wuessend Roll an der dezentraler Versuergung fir elektresch Energie. Déi rasant Entwécklung bei den Investitiounskäschten ënnersträicht dat, d'Anlage ginn ëmmer méi präiswäert an dofir fir vill Leit abordable.

Dofir mussen déi nei öffentlech an och déi bestehend Gebaier op den Asaz vun erneierbaren Energien ënnersicht ginn. De Stat an d'Gemenge mussen hei eng bedeitend Féierungsroll iwwerhuelen. D'Gebaier vun der Uni op Belval - mir hu gëscher véier Projeten dofir gestëmmt - mussen hei e Beispill ginn.

Zweete Punkt - am Beräich vun der Mobilitéit an dem Verkéier: De Succès vun de CAR-e- a CAR-e-plus-Primen a Richtung vu méi spuersamen Autoen ënnersträicht dat voll a ganz. Ma huet awer den Androck, dass munch Matbierger net wéinst der Ëmwelt op déi spuersam Autoe klammen.

Trotz de Primen, déi déi Emissionen reduzéieren, stelle mir fest, dass d'Zuel vun den nei immatrikulierten Autoen am Joer hei all Jore weider wisst. Dat heescht, de Verkéier bleift eist Suergekand a Saachen Dreifhausgasemissionen. Et gouf am Paquet climat dorop higewisen, dass d'Alkzise progressiv gehéicht kéinte ginn, an dat no enger Approche prudente et graduelle.

Eng wichteg Neierung an der Mobilitéit stellt sécherlech d'Elektromobilitéit duer. Mir kënnen nëmmen hoffen a wënschen, dass de Stat an d'Gemengen hei eng Virreideroll spillen. Ëmmerhi kënnen si duerch d'Fotovoltaikanlagen op den Diech vun hire Gebaier déi néideg Energie fir d'Bedreiwung vun den Elektromobiler zum Deel selwer produzéieren. Dat si Beispiller - „best practices“ -, wou d'Leit dobaussen da vläicht och da kopéiere kéinten.

Drëtte Punkt - am Beräich vun dem öffentleche Verkéier: Et gëtt vun dem „modal split“ 25/75 scho laang geschwat. Awer mir mierken näischt dovunner, op alle Fall net vill. Sécher klammen ëmmer méi Grenzpendler op de Bus an den Zuch ëm - do huet sech ganz villes gedoen -, awer well si mierken, dass si zumindest esou schnell, bequem a pünktlech op hir Aarbechtsplaz kommen.

An trotzdem sinn eis Stroosse moies an owes total blockéiert - d'Staulängen huele permanent zou -, awer keen hannerfreet, welch Retombéien dat fir d'Wirtschaft a ganz speziell fir d'Gesondheet vun de Mënschen huet. Dofir sollen nach weider Park & Ride-Parkingen an der Peripherie vun der Lëtzebuerger Stad an un de Grenze vun eisem Land ugeluecht ginn an d'Mënschen da mat dem öffentlechen Transport op hir Aarbechtsplaz bruecht kënnen ginn. Déi nei geplangten Eisebunnsgaren ënnerstëtzen dës Politik.

An déi nei Parkingsfläche muss mat Fotovoltaikanlage versi ginn: Engersäits ginn d'Autoen net dee ganzen Dag vun der Sonn beschéngt an aneren Intempérien ausgesat, a mir produzéieren domadder och nach elektresch erneierbar Energie. Ma brauch nëmmen e bësse gudd Wëllen!

Een anere wichtige Punkt an deem Zesammenhang: de Kaméidi laanscht eis Stroossen an notament laanscht d'Autobunnen duerch de wuessenden Trafic. Sollte mir net Schallschutzwänn op Basis vun Déchet-inerten, souwäit se

net recycléiert ginn, uleeën? Op dës Schallschutzwänn kënnen da Fotovoltaikanlagen installéiert ginn, mat deenen erëm eng kéier elektresch Energie produzéiert gëtt.

Ech wor elo frou ze héiere vum Minister Schank, dass en dat an d'Wee leet, ech si ganz houfreg dorobber. Dat wor meng lescht Iddi als Professor op der Uni. An elo no siwe Joer gesinn ech dann endlech Liicht am Tunnel. Ech danken all deene Mënschen, déi hei matgeholfen hunn.

(Interruptions)

Nach ee weidert interessant Beispill, och fir ze kopéieren: An der Belsch bei Antwerpen si se virun engem décke Mount higaangen a si hu 16.000 Fotovoltaikpanëilen iwwer 3,4 km Eisebunnstreck Amerstam-Antwerpen, pardon, Amsterdam-Paräis op enger Breet vu 50 m als Daachkonstruktioun gemaach. Domat hu se dann d'Eisebunn an en Tunnel geluecht, se hunn e Schallschutz gemaach fir d'Leit ronderëm a si maachen domadder elektresche Strom. Eng Leeschtung vun 3.400 kWp, an déi bréngen ronn 3.300 MWh elektresch Energie. Op 3,4 km, 50 m breed, dat spuert hinnen 2,4 Milliounen Tonnen CO₂. A copier!

Och mir hunn Autobunnen an Eisebunnstrecken, wou esou Projete realiséiert kéinte ginn. An erëm eng kéier: Mat e bësse gudd Wëlle kënnen mir och hei eppes maachen.

E wichtige Schrëtt stellt awer och fir ons déi douce Mobilitéit duer, dat heescht, den Asaz, ze Fouss ze goen an d'Invitatioun, mam Vélo ze fueren. Rezent an der Schwäiz gesinn, ee Beispill, do hänke grouss Plakater, do steet drop: „Dee leschte Kilometer ze Fouss goen“. Och dat kéinte mir eis zu Häerz huelen.

(Interruption)

Véiertens: den Émbau an der Energieversuergung mat elektrescher Energie. E puer Fakten: Hei am Land sinn d'Pétrolsprodukter zu 67% am Endenergieverbrauch bedeelegt, den Aerdgas 16%, elektresch Energie 13%. Mir hunn eng Ofhängegkeet vun 98,13%. 98,13% si mir hei am Land vum Ausland ofhängeg, wat ons Energieversuergung ubelaangt. Fir Remedium ze schafen, muss virun allem der effizienter Energieentzoug een héije Stellwäert ageraumt ginn. Den Émbau vun der Versuergung mat elektrescher Energie ass ee weidere Schrëtt, an dat ganz speziell elo am Bléck vu Fukushima.

Ma stellt fest, dass sech déi grouss Energieversuergungsunternehmen ëmmer méi vun der zentraler Produktioun vun elektrescher Energie distanzéieren an dofir op déi dezentral Produktioun setzen.

Wat de Verbrauch vun der elektrescher Energie hei zu Lëtzebuerg ubelaangt, esou läit de folgenden Energiemix vir: 23,4% erneierbar Energien elo schon, 52% fossil Energien an 21% Atomenergie. Duerch déi dezentral Produktioun vun elektrescher Energie - an dat duerch kommunal, regional, national a souguer groussregional Projeten - ginn d'Emissionen vun den Dreifhausgasen reduzéiert. De Pakt mat de Gemenge muss endlech hei dee richteg Stellwäert kréien an domat kënnen vill Projeten an de Gemengen ugestouss ginn.

D'Notzung vun den erneierbaren Energie muss souwuel am Beräich vun de Gebaier an Haiser wéi och bei de Kleng- a Mëttelentreprisen héijen Uklang fannen. Domat gi parallel déi intelligent Energienetze opgebaut. Dës Netzer verbannen den Transport vun der elektrescher Energie an d'Iwwerdroung vun den Informatiounen, an dat nom System vun de sougenannten „smart grids“. Et kënn hei zu enger enker Vernetzung vun de Produzenten mat de Verbrauchern.

D'Offer an d'Demande vun der elektrescher Energie ginn hei optimiséiert. Den Nutzungsgrad bei der Produktioun an d'Effizienz beim Verbraucher ginn domadder erhéicht. Do wäert dës eng grouss Aufgab nach gi fir de Comité de pilotage aus dem Partenariat, an déi eenzel Gruppen hei, déi mussen hire Bäitrag och do nach leeschten.

Der rezent Émfro am Juni no, ganz rezent elo, erkläre sech ëmmer méi Leit hei am Land bereet, déi erneierbar Energien ze ënnerstëtzen. 68% wëllen déi erneierbar Energie, elektresch Energie souguer notzen. 66% kënnen sech eng Fotovoltaikanlag op hirem Daach virstellen. A souguer 74% - erstaunlech - kënnen sech eng Wandenergieanlag bei hirem Duerf virstellen.

Dat si ganz nei Iwwerleeungen. Ma ass wierklech erstaunt doriwwer. Dat si jo ideal Virusatzungen fir den Opbau vun der erneierbarer Energieversuergung. Et gëllt dann awer, den Nimby-Syndrom bei munche Leit auszuschalten.



Fënneftens: den Tanktourismus. Erlaabt mer, fir d'Éischt op déi rezent Etüd vun der franséischer Agence ADEME anzegoen. Do gëtt also festgestallt, dass am Joer 2010 d'CO₂-Emissiounen vun den nei verkaften Autoen hei zu Lëtzebuerg an der Moyenne bei 150 g CO₂ op de Kilometer louchen. Domat leie mir awer nach ëmmer iwwer der EU-Moyenne vun 141 g CO₂ op de Kilometer. Eis bélsch Noperen: 138, a Frankräich 130, Holland 139, just Däitschland 152, Portugal - erstaunlech - 129.

De Groupement pétrolier Lëtzebuerg weist no, dass de Pétrosecteur ronn zwee Drëttel vun dem Energieverbrauch hei am Land duerstelt. 2010, d'lescht Joer, sinn dräi Milliarde Liter Diesel, Kerosin a Bensin verkaf ginn. Dräi Milliarden! Dovun 1,8 Milliarden Diesel an nëmme 358 Millioune Liter Bensin. De Verbrauch reduzéiert sech awer, esou de Groupement selwer, ënner anerem duerch eng méi héich Energieeffizienz an alle Beräicher vun der Wirtschaft.

Duerch de Verkaf vun dësen Energievektoren am Beräich vum Tanktourismus och sinn 2010 ronn 1,05 Milliarden Euro an d'Statskeess gefloss. D'Fro ass gestallt: Kënne mir op dës Recettë verzichten? Et gouf heibanne schon dacks iwwert dës Problematik geschwat, awer et weess keen esou richtig dat Rezept, dat mer bräichten, fir erauszeklammern. Ausser et seet een eis, mir brauchen déi Milliard Euro net a weist dann déi néideg Spuermoosnamen op.

Wat op alle Fall net geet: dass mir de Grenzpendler verbidden, hei ze tanken, hinnen, déi dach zum Wuesstum vun eisem Land bäidroen. Vlächtt sollt een awer drop oppassen, dass déi eenzel Différentiell bei den Akzisen net ze héich sinn. Vlächtt kann de Minister eis dorobber eng Äntwert liwweren.

Sechste Punkt: d'Ausbildung an d'Ekotechnologien. An der Rumm vun dem Partenariat gouf och der Ausbildung eng héich Bedeitung bäigemooss, an do am Speziellen dem Beräich vun der Energieeffizienz an, wéi ëmmer erëm, der Notzung vun den erneierbaren Energien.

D'CSV-Fraktioun begréisst all déi rezent Ustengungen an der schoulescher Ausbildung, bei de Berufschamberen, bei dem OAI, bei der Universitéit a bei de Centres de recherche publics. Eng vun de Konsequenzen aus dëser Ausbildung ass d'Kreatioun vu sougenannten „Eco-Clusteren“ hei am Land an och an der Groussregion.

D'Konklusiounen vun der Säit vun der CSV-Fraktioun: De Partenariat fir d'Ëmwelt an de Klima muss an de kommende Méint a Jore weidergefouert ginn a sech Benchmark setzen, fir esou selwer de Succès vun den Aarbechten ze dokumentéieren.

D'Industrië leeschten hire Bäitrag. Jo, si musse souguer héich Strofe bezuelen, wa se hire Verpflichtungen an der Rumm vun dem ETS net kommen.

Bei de PMEen ass och nach en Aspuepotenzial dran, mä déi passe gutt op, well déi Energie als Käscht bei hinnen an d'Produktionskäscht erageet. Villes ass scho geschitt, awer duerch eng gutt Berodung a Begleitung, duerch spezifesche Fördermesurë ginn nach weider gutt Id-dië lassgetrëppelt.

An de Beräicher Verkéier a Wunnen hu mir eng ganz Rei vu Mesuren ergraff, an et dierften der nach derbäikommen, fir de Verbrauch hei ze reduzéieren. Hei läit nach ee ganz grousst Aspuepotenzial. Ech sinn drop agaan.

D'CSV-Fraktioun begréisst all d'Piste vum Partenariat fir d'Ëmwelt a Klima a bréngt hir Ënnerstëtzung bei der Ëmsetzung eran. Si riff all eenzelnen Acteur op, hei eng Hand matunzepak. Well et dierf net méi esou weidergoen, dass d'Natur vum Mënsch aus Geld- an aus Muechtger rücksichtslos ausgebeut gëtt. Dat heescht, déi néideg Responsabilitéit iwwerhuelen a konsequent eis Verschwendung massiv reduzéieren!

Dofir ass dem vernetzte Beräich vun der Biodiversitéit, de Bëscher an der Agrikultur och eng besonnesch Bedeitung a Plaz ageraumt ginn. Grad am Beräich vun der Agrikultur musse mer feststellen, dass sech eng katastrophal Entwécklung bei der Produktioun an der Notzung vun de Liewensmëttel fir eng wuessend Populatioun ofzeechent. Dofir gëtt jo och am Partenariat déi ethesch Dimensioun vun eisem Handeln an der Zukunft hannerfrot.

De Professor Dokter Harald Welzer huet a sengem Virtrag am Mäerz dëst Joer gesot: „An enger endlecher Welt ass en onendleche Wuesstum einfach net méiglech. De Ressourcëverbrauch ass mëttlerweil u seng Grenze gestouss. Mir liewe ganz einfach op Käscht vun

der Zukunft.“ Ech mengen, op Käscht vun onse Kanner a Kandskanner!

Schonn de Victor Hugo huet gesot: „Et gëtt näischt méi Wichtige wéi eng Iddi, där hir Zäit komm ass.“ Ech denken, d'Iddi vun der nohalteger Entwécklung an dem Respekt virun der Ëmwelt ass eng, fir déi ee sech sollt asetzen!

Dofir, Här President, erlaben ech mer, am Numm vun der CSV/LSAP eng Motioun, Här President - oh, et ass eng Madame Presidentin! -, ze iwwerreechen.

► **Mme le Président.** - Déi hëlt awer déi Motioun och gären entgéint.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- *considérant le «paquet climat» qui a été élaboré dans le cadre du partenariat pour la protection de l'environnement et du climat;*

- *considérant que le «paquet climat» est le résultat d'un processus de concertation qui a rassemblé au sein d'un comité de pilotage les acteurs de la vie publique, à savoir les ministères concernés, les syndicats, les organisations patronales, les communes et les ONG;*

- *considérant que cinq groupes de travail thématiques ont discuté et élaboré des objectifs et des mesures pour les domaines suivants: développement urbain, logement et bâtiment; mobilité, énergie et écotechnologies; biodiversité et stratégies d'adaptation au changement climatique; aspects internationaux de la protection du climat;*

- *considérant qu'il y a eu des divergences entre les partenaires sur certains points et que tous les partis concernés désirent poursuivre et approfondir leurs discussions au sein du partenariat;*

- *considérant que le «paquet climat» est composé de cinq documents à savoir:*

- *un document de synthèse qui reflète l'état d'avancement actuel des discussions au sein du partenariat;*

- *un catalogue de 35 mesures prioritaires du Gouvernement développées par les groupes de travail thématiques;*

- *un projet de stratégie nationale d'adaptation au changement climatique élaboré par un des groupes de travail du partenariat;*

- *un rapport intermédiaire résumant l'état d'avancement des discussions relatives aux questions fondamentales (consensus et divergences);*

- *un projet pour un «pacte climat» avec les communes;*

- *considérant que le «paquet climat» devra servir de base à l'élaboration du deuxième plan d'action national de réduction des émissions de CO₂ ainsi que d'une stratégie d'adaptation aux conséquences du changement climatique;*

- *considérant qu'un deuxième plan d'action sur l'efficacité énergétique devra être établi conformément à la directive 2006/32/CE, et qui aura un impact sur l'évolution des émissions de CO₂;*

- *considérant que les émissions en provenance des transports routiers ont baissé de 800.000 t de CO₂ ou 11,5% entre 2005 et 2009;*

invite le Gouvernement

- *à élaborer le deuxième plan d'action national de réduction des émissions de CO₂ sur base du document de synthèse et du catalogue des mesures prioritaires, en mettant l'accent sur les mesures nationales menant à des réductions effectives des émissions, ceci en concertation étroite avec la Chambre des Députés;*

- *à préparer le pacte de collaboration avec les communes sur base des orientations identifiées dans le «paquet climat»;*

- *à discuter le deuxième plan d'action sur l'efficacité énergétique au sein du groupe de pilotage avant son adoption définitive par le Gouvernement;*

- *à poursuivre la discussion relative aux questions fondamentales au sein du groupe de pilotage;*

- *à poursuivre ses efforts en vue de parvenir à une réduction progressive des émissions de gaz à effet de serre notamment dans le secteur des transports routiers et dans le secteur du logement;*

- *à envisager à cet effet une augmentation prudente et graduelle de la contribution changement climatique «Kyoto-cent» sur les carburants routiers avant la fin de la présente législature, et à affecter les recettes supplémentaires ainsi générées au «Fonds climat et énergie» pour le financement de mesures en vue de réduire les émissions de gaz à effet de serre, et à continuer à investir prioritairement dans l'infrastructure ferroviaire.*

(s.) Marcel Oberweis, Fernand Boden, Roger Negri, Ben Scheuer, Marc Spautz.

► **M. Marcel Oberweis (CSV).** - Déi nohalteger Entwécklung, wéi se vum Partenariat fir...

(Interruptions)

Et kann och mir emol eng Kéier e Lapsus ënnerlafen, et ass ee jo net onfehlbar. Well si vum Partenariat...

► **Mme le Président.** - Et ass net schlëmm, Här Oberweis, fuert weider.

► **M. Marcel Oberweis (CSV).** - Ech si bal fäerdeg, Madame Presidentin. Déi nohalteger Entwécklung, wéi se vum Partenariat fir d'Ëmwelt a Klima definéiert ginn ass, huet awer nëmme dann eng éierlech Chance hei am Land, wann de politesche Kader gestréckt ass an d'Mënschen un dës Entwécklung gleewen! D'CSV-Fraktioun wëllt hiren Deel dozou bäidroen.

Ech soe Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme le Président.** - Merci dem Här Oberweis. Deen nächste Riedner ass den Här Berger. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Madame Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et gëtt en Zitat, dat seet: „Der Berg kreißte und gebar eine Maus.“ Riseg Erwaardungen sinn och an de Klimapartenariat geluecht ginn, mä ënner dem Stréch ass annerhaleft Joer duerno awer nach net vill Neies a Spektakuläres erauskomm an ëmgesat ginn. Kruzial Froen am Beräich Klimaschutz bleiwe weiderhi kontroverséiert an et gëtt kee Konsens op de Mesurë fir CO₂-Reduktiounen. An dobäi leeft eis d'Zäit fort! Dat ass leider deen éischte Bilan, deen ee muss maachen, wa mer iwwert de Klimapakt schwätzen. Et kann ee wierklech net do erausliesen, wéi dann elo konkret an effizient de Klimaschutz hei zu Lëtzebuerg soll ëmgesat ginn.

Madame Presidentin, d'Regierung hat d'Décioun fir esou ee Klimapakt direkt no dem Échec vum Sommet vu Kopenhagen geholl, dee sécherlech e Schock fir d'Politiker war, déi jo deemools ganz vill grous Erwaardungen an déi Réunion geluecht haten. An d'Ministère Wiseler a Schank hate sech virgeholl, trotz Échec op der Weltbühn hei zu Lëtzebuerg alles besser ze maachen an duerfir proposéiert, ganz vill Acteuren, vun den ONGen iwwert d'Gemenge bis zu de Vertrieeder aus de Beräicher Handwerk, Wirtschaft an esou weider an esou fort un een Dësch ze huelen, fir dann hei am Land nei Mesurë fir de Klimaschutz auszuschaffen, déi och vu jiddwengem géife gedroe ginn. Sou wäit, esou gutt.

Et ass och scho bal..., vun enger Aart lëtzebuergeschem „Grenelle de l'environnement“ war emol Rieds. Ech mengen, mëttlerweil soll dat awer keng Referenz méi sinn. Well, wann ee feststelle muss, wat a Frankräich aus de Grenellë ginn ass, da muss ee soen, dat war vill medialen „Bling-Bling“, wou dann de President Sarkozy sech wollt e gréng Mäntelchen, en ekologesche Mäntelchen ëmleeën. Mä wéi et dunn herno ëm d'Ëngemachte gaangen ass, wéi et drëms gaangen ass, fir konkret Mesuren ëmzesetzen, do ass ënnert dem Stréch net méi vill bliwwen. An et ass och ze fäerten, dat mer hei zu Lëtzebuerg och eng Kéier en ähnleche Bilan riskéiere mussen ze maachen.

Ech hat am Dezember 2010, also virun annerhaleft Joer, gesot, dass d'DP vun der Saach an der Form hier kee Problem mat esou engem Forum hätt. Ech hat awer och deemols drop higewisen, dass ee soll direkt eng Rei konkret Mesuren ëmsetzen am Beräich Klimaschutz, wou gewosst ass, dass se vu jiddwengem gedroe sinn, vun deene jiddweree schwätzt, zum Beispill déi vun der Albausanéierung. Ech wäert herno nach en détail op déi dote Mesure zrëckkommen.

Och hätt ee kéinten direkt eng Rei Mesuren, déi et schonn an der Vergaangenheet ginn ass, reaktivéieren. Ech denken do zum Beispill un Initiativen, déi zwëschen '99 an 2004 geholl gi waren um Niveau vun de Gemengen. Deemools ass eng ganz systematesch Berodung an de Gemengen initiéiert ginn; zum Beispill am Réidener Kanton ass dat ugaangen. Et sinn déi éischt Niddregenergieschoule gebaut ginn, zu Bour. Et sinn energieaarm Wunnquartieren, nei Lotissementer initiéiert ginn, wéi zu Pétscht, oder eng ganz Rei aner Mesuren am Beräich vun erneierbaren Energie sinn deemools an de Gemengen ëmgesat ginn.

Firwat? Well mer deemools och schonn d'Gesetz iwwert den Ëmweltfong geännert haten, ebe grad fir de Gemengen ze hëllef bei hire Klimaefforten, fir dat ze finanzéieren. Dat ware konkret an effizient Mesurë fir CO₂-Reduktiounen, déi mer deemools mat de Gemengen ëmgesat hunn. Dat war eigentlech deemools och schonn e Klimapakt, wéi en dann elo an deem Pabeier hei steet, mat de Gemengen, och wa mer dat deemools net esou pompös genannt hunn.

Déi nofolgend Regierungen hunn dat awer dunn nees zrëckgeschrauft, fale gelooss zum Deel, an da gëtt et elo op ëmmer erëm nei, zéng Joer duerno, aus den Äschen erausgehewen. Ech muss feststellen, dass do vill Zäit

verluer gaangen ass a vill Dynamik an deene leschte Joren do gebrach gi war.

Wann ech dat hei soen, dann hunn ech eigentlech och schonn dat ganz Kapitel iwwert dee spezifesche Klimapakt mat de Gemengen, hunn ech eigentlech dozou schonn alles gesot.

Ech hat am Dezember 2010 och viru gewarnt, dass een am Partenariat géif riskéieren, laang oder endlos ze diskutéieren, an dass een net géif op e gemeinsamen Nenner kommen. An an deem Zenario schéngt mer eis elo ze befannen. Annerhaleft Joer ass mëttlerweil duerch d'Land gaangen. Konkret ass nach keng eenzeg Mesure nei um Terrain ëmgesat ginn. An dobäi wësse mer jo, all Dag, dee mer am Klimaschutz verléieren, ass en duebel verluereenen Dag!

Et ass och nach keen allgemenge Konsens fonnt ginn an deem, wat ugeduecht oder wat proposéiert ginn ass am Klimapartenariat. Dat Zil also, dass d'Leit alleguerter herno darselwechter Meinung sinn, respektiv dass hei wierklech dee Konsens zwëschen all den Acteure kënn, dat ass wierklech net erreecht ginn. Zum enge sinn do eng Rei ONGen, net där mannster: de Mouvement écologique, Greenpeace, ASTM oder Caritas. Et waren der jo och nach haut de Mëtteg eng Rei hei virun der Dier, fir dat och nach eng Kéier kloer ze manifestéieren, déi verschidden Organisationsen hei, déi also och am Klimapartenariat sinn - ech hu se elo net all opgezielt -, mä déi sinn net d'accord mat deem, wat de Moment hei virläit als Dokument.

Si hunn dat - si waren haut de Mëtteg also virun der Dier hei, fir dat kloer ze soen - och an engem Communiqué scho virun e puer Wochen zum Ausdrock bruecht. Ech zitieren nëmme, wat do an deem Communiqué steet: „Das bislang erzielte Ergebnis stellt keine Strategie dar“ - „viele grundsätzliche Fragen bleiben ungelöst“ - „wird aber den Erfordernissen des Klimaschutzes nicht gerecht“ - „der Sofortmaßnahmenkatalog spiegelt jedoch nicht die Prioritäten der NGO's wider“, an esou virun an esou fort.

Ech mengen, dass ass ganz onzweedeiteg. An do kritt een och d'Gefill, dass dee Klimapartenariat eigentlech nëmme eng Alibifunktioun huet, fir ze mengen, dass herno jiddwengem domadder d'accord wier an dass mer alleguerter darselwechter Meinung sinn.

Da gëtt et och kee Konsens respektiv keen Accord zwëschen de Regierungsmemberen an hiren Departementer, insbesondere zwëschen dem Energieminister, dee jo awer och eppes domadder ze dinn huet,... An ech froe mech, wou den Här Krecké elo ass? Viru war e jo nach hei. Ass dat hei e Sujet, deen hien net interesséiert, dee ganze Klimapartenariat? Huet en näischt domadder ze dinn, dass den Här Krecké net hei sëtzt? Mä dat spigelt eigentlech och nëmme erëm, dass do och an der Regierung kee Konsens ass an deene wichtige Froen, wann et ëm Klimaschutz geet, wann et ëm Energiepolitik geet, an ech hunn elo héieren, och an der CSV - et ass just d'CSV do - an heiansdo och innerhalb vun de Parteien.

Ech wëll nëmme drun erënneren - den Här Kox war och an där Kommissioun derbäi -, wou de Fraktiounspresident vun der CSV gesot huet, dass ganz Fukushima, dat wier jo eigentlech nëmme Massepanik a Massenhysterie. Déi Klammer zou. Einfach...

► **Une voix.** - An dat huet hie gesot?

► **M. Eugène Berger (DP).** - Dat ass textuell esou an der Kommissioun vum Enseignement supérieur vum Fraktiounspresident vun der CSV gesot ginn.

► **Une voix.** - Dat ass awer gutt ze wëssen!

► **M. Eugène Berger (DP).** - Einfach nëmme, fir ze soen, dass also och an der Regierung kee Konsens ass, awer och innerhalb vun der CSV an der Regierung. Wat seet zum Beispill de Finanzminister heizou? Wat seet de Landwirtschaftsminister dozou? An dat ass natierlech...

(Interruptions)

Ah neen, dat huet geännert. Dat huet geännert. Richteg!

► **M. Jean Colombera (ADR).** - Mä dat kascht eis eng ganz Staang Geld, dat doten!

► **M. Eugène Berger (DP).** - Madame Presidentin, dat spigelt, Madame...

(Interruptions)

► **Mme le Président.** - Ech géif lech bieden...

(Interruptions)

► **M. Jean Colombera (ADR).** - Dat kascht eis eng ganz Staang Geld!

► **Mme le Président.** - Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, ech géif lech bieden Är Ener-



gie dorop ze verwenden, fir dem Orateur noze-lauschteren.

► **M. Eugène Berger (DP).**- Merci, Madame Presidentin.

► **Une voix.**- Mir redresséiere Feeler, déi hie mécht.

► **M. Eugène Berger (DP).**- Deen net beste-hende Konsens, dee spigelt sech nämlech och am Dokument vum Partenariat erëm, an et gesäit ee jo och, datt an der Praxis d'Regierung, déi enzel Memberen awer a verschidde Richtungen zéien!

Ech wëll nëmmen als Beispill den Aktiounsplang vun den erneierbaren Energien zitëieren, deen d'lescht Joer jo vum Energieminister op Bréssel geschéckt ginn ass. Dee Plang huet jo och direkt eppes mat dem Klimaschutz ze dinn. An deem ass deemools opgestallt ginn, ouni datt do awer vill am Klimapartenariat driwwer diskutéiert gi war.

An deem offiziellen Dokument, wat also d'Regierung dunn op Bréssel geschéckt huet, do stinn Ziler dran, déi eigentlech konträr sinn zu deem, wat hei am Partenariat ugestriift gëtt. Den Energieminister huet als Objektiv drage-stallt, datt den Energieverbrauch weider klëmmt bis 2020. Dobäi ass et jo evident, datt den Nohaltegekeetsminister sech jo awer muss setzen, fir datt den Energieverbrauch erofgeet. Den Energieminister setzt op massiven Asaz vu Biofuel. Dat ass och net vereinbar mat der Nohaltegekeet. An do huet och eben de Landwirtschaftsminister seng Bedenken.

Dest Joer soll also elo den Energieeffizienzplang ausgeschafft ginn. Dat gëtt awer dann erëm vum Energieminister gemaach - deen also elo net méi hei ass -, deen haut dann och nach e Forum hat, wou mer net konnten dann derbäi sinn, wou natierlech dann d'Leit aus dem Klimapartenariat gefrot ginn, mä wou awer am Endeffekt näischt vun hinnen zréckbehalde gëtt. Ech mengen, et stellt ee fest, datt den Energieminister virun allem vill Panik mécht, andeems en dann e Bild moolt vun onvermeidlechen honnerttausend Wandmillen, déi mer missten hei op Lëtzebuerg kréien, fir eis Ziler ze errechen.

Dann huet een déi Situatioun: De Premier huet hei an der Chamber eng Motioun vun eis akzeptéiert iwwert d'Klimabank - ech kommen herno nach eng kéier drop zréck -, an da seet awer an enger Plénière hei duerno den Energieminister, datt wier guer näischt an dat kéint een ebe schnell vergiessen. Einfach, fir nëmmen ze illustréieren, datt also keng Kohärenz an der Regierung do erëmzefannen ass an datt sech dat och eben an deem Pabeier hei erëmispigelt.

Madame Presidentin, bei deem Dokument, dat elo virläit, gëtt et eng Rei weider Schwaachstellen. An ech géif der do wierklech dräi, véier ervirhiewen, déi wierklech d'Achillesferse sinn an déi wierklech do net klappen.

Et gëtt keng Prioritéitléscht opgestallt, mä et ass éischer eng Wonschléscht. Et wier awer noutwendeg, hei kloer ze soen, wat Virrang misst hunn. Zum Beispill d'Bausanéierung, vläicht d'Mobilitéit. Et ginn zwar 35 Mesurë prioritär opgestallt, mä am Endeffekt ass et awer einfach nëmmen e Sammelsurium vun Iddien, ouni kloer Hierarchie.

Et gëtt och keng zäitlech Rumm - dat ass deen zweete Schwaachpunkt -, et gëtt keng zäitlech Rumm gesat, wéini wat fir eng Mesure muss ëmgemat ginn. Dat ass awer onbedéngt noutwendeg! Et gëtt eng gewëssen Urgence am Klimaschutz. Mir hunn international Engagemen-ter geholl mat kloren Datumer. Da misst een also och hei kloer draschreiven: Déi dote Mesurë muss bis deem Dag ëmgemat ginn. Och dat steet hei net dran, ob et muer, iwwermuer oder Mokuchsdag eng kéier soll ëmgemat ginn.

Et gi keng quantitativ Ziler fixéiert. Wann ee Mesuren hëlt, fir den CO₂-Ausstouss zu Lëtzebuerg ze reduzéieren, da misst et evident sinn, datt ee jo awer seet bei all Mesure: Dat do bréngt esou vill, mat deenen dote Mesurë kënne mer esou vill Tonnen, esou vill Kilo CO₂ aspueren. Wann een zum Beispill als Aktioun proposéiert - wat dat och ëmmer heescht: „planification coordonnée du développement urbain“, da misst een och kënnen hannendruschreiven: Dat bréngt - zum Beispill - 3,5 Milliounen Tonnen, 7 Milliounen Tonnen, wat weess ech. Dat géif dann och erméiglechen, datt ee kéint Prioritéite setzen. Mä och do feelen d'Ziele komplett. Do geet een dann an d'Blannt eran.

Wat och komplett feelt, dat ass de finanziellen Aspekt vun deenen eenzelne Mesuren, also wat se de Stat an de Bierger dann ënnert dem Stréch kaschten. Och dat misst ee kënnen chifféieren, fir eng kohärent Strategie am Beräich Klimaschutz opstellen. Dat ass, wéi d'Fran-souse géife soen, e bësselchen „le nerf de la guerre“. Mä och hei: Keng eenzeg Aktioun ass chifféiert!

Datt mer keng Zuelen un Dësch hunn, fir ze wëssen, wéi vill mer un CO₂ spuere bei deenen eenzelne Saachen; wéini, op wat fir enger Zäit-schinn dat kéint lafen, dat ass ee fundamentale oder dat sinn eng Rei fundamentale Schwaachpunkte vun deem Klimapak. An dat mécht och - fir da bei de Suen eigentlech ze bleiwen - dat mécht dee Klimapak do och e bësselche wäertlos.

De Problem ass, datt keng Donnéeë virleien - krute mer an der Kommissioun gesot -, datt mer keng Instrumenter eigentlech hunn, keng Servicer, fir esou Saachen, Donnéeën op-zustellen. Da muss ee sech d'Moyene ginn! Mir hunn haut de Mëtteg hei iwwert de Statec geschwat. Kann deen dat oder dierf deen dat vläicht net maachen, fir esou Donnéeën ze liwweren? Ech mengen, wa mer wëllen effizient, seriö Klimapolitik hei zu Lëtzebuerg maachen, muss mer och kloer Donnéeën um Dësch hunn, fir datt mer do dann och kënnen an déi richteg Richtung schaffen.

Et gëtt awer och nach eng aner Ursach, firwat ee keng Zuele kann hanner eng ganz Rei Mesurë schreiven - well een einfach do, och, wann ee Statistiken hätt, wierklech näischt kéint dohanner schreiven - well déi 35 Mesurë vun der Regierung, wuelverstane vun der Regierung - d'ONGen distanzéiere sech jo zum Deel vun deene Mesuren -, wann een déi liest, da sinn déi heiansdo vag bis extrem vag.

Ech wëll der e puer zitëieren, oder den Ufank. Do geet da Rieds vun: „examen des possibilités; réflexions à une utilisation; hier des mesures“, oder „vérifier les possibilités“. Eng, déi mer besonnesch gefall huet, wou ech gäre wëilt wësen, wéi vill CO₂ een da spuert, dat ass: „privilegier les piétons aux feux rouges“. Voilä, ech mengen, et sinn eng Rei Mesuren, wou ee sech wierklech freet: Wat kéint dat da konkret heeschen? Dat wëllt awer och heeschen, datt een et herno ganz schwéier huet, dann iwwerhaapt esou eppes ze chifféieren.

Et kënn och derbäi: Bei 22 Moosnamen, déi do ugeduecht ginn, misst ee fir d'Éischt légiféieren. Et bräicht een also nach ganz vill, laang Zäit, bis datt een déi am Endeffekt kéint ëmsetzen. Mir sinn och schon annerhaleft Joer amgang. Wann een also all déi Mesurë géif ëmsetzen, bräicht een nach vill aner Joren. An deem Klimapak sinn also vill méi Froen, wéi mer Äntwerte fannen!

Ech muss awer soen, an engem eenzegem Domän, an zwar deem vum Logement, fënn ee glécklecherweis e puer konkret Mesuren. Dat ass e klenge Liichtbléck am Klimapak. De Premier hat jo och déi Mesurë schonns am État de la nation skizzéiert. Sécherlech ass dee ganze Secteur Hausbau enorm wichteg fir eis Efforten an den CO₂-Reduktiounen. Do sinn also Usätz, mat deenen een zum Deel kann d'accord sinn.

Ech mengen, mir als DP, mir gi jo net midd fir ze soen, datt ee beim Energiespueren, datt een do enorm vill ka maachen an deem ganze Secteur vum Logement, wann een do investéiert. Hei ass jo praktesch een Drëttel vun eisen CO₂-Emissiounen, déi mer do kënnen aspueren. Mir ginn och net midd fir ze soen, datt mer sollen nieft den neien Niddregenergiehaiser, den ugestriiften Zéro-Energiehaiser, e konsequente Albusanéierungsprogramm durchzéien.

De Knackpunkt ass jo dee vum Finanzement. Wéi kréie mer d'Leit dozou, esou eng Sanéierung ze maachen? Wéi hëllefe mer de Bierger do derbäi? D'Konzept vun der DP läit um Dësch, mir soe kloer: „Kommt, mir virfinanzéieren de Leit déi Käschte mat enger staatlecher Klimabank, mam Energiespuer-Contracting.“ A mat de Suen, déi d'Leit dann herno bei der Energie spueren, bezuele se dat zréck. An herno, wa se dat ofbezuelen hunn, gewanne se nach Suen. Dann hätte mer och nëmme Gewënner! Ech hunn dat och schon oft gesot. D'Leit géife Suen spueren, de Stat spuert Suen, well e keng Kyoto-Strofe misst bezuelen, d'Handwerker géifen enorm Aarbecht fannen. D'Klima, ënnert dem Stréch, géif och eppes dobäi gewannen.

Mëttlerweil huet jo och dann de Premier dat erkannt an eis Motioun ugeholl gehat, duerfir hunn ech haut keng nei méi gemaach. Ech hoffen, datt also dat dann och wäert virgoen. Vir-drun huet de Minister Schank mer gesot, datt dat um Wee wier. Dat kënne mer op alle Fall begrëissen, wa mer dann do e Stéck virkommen an deem ganze Beräich vun der Klimabank, fir eben de Leit ze hëllefe bei der Albusanéierung.

Madame Presidentin, am Kontext vun dem Kyoto-Protokoll an eisem CO₂-Reduktiouns-plang stelle sech aner kruzial Froen, ënner anere mer ass dat déi vum Tanktourismus. Gewosst ass, datt dat den Hauptdeel ass vun eiser CO₂-Negativbilanz. Och hei weist de Klimapartenariat keng Pist op, gëtt keng Äntwerten. D'DP seet, datt mer muss kucken, kuerz- bis mëttelfristeg aus dem Tanktourismus erauszukommen.

Ech mengen, egal wéi wäert dat iergendeng kéier och Lëtzebuerg opgedrängt ginn, wann ee kuckt, wat um europäeschen Niveau geschitt mat der Harmoniséierung vun Akzisen an esou weider. Mir hunn zum Beispill proposéiert, datt mer solle virtuell schonns aus dem Tanktourismus erausklammen: déi Suen, déi mer elo nach do kréien, budgétiséieren, op d'Säit huelen, fir ze kucken, wéi een dann ouni déi Sue kéint an Zukunft fonctionnéieren, respektiv fir déi a Klimaschutzmesuren ze investéieren.

Dann ass jo och ëmmer déi Diskussioun beim Tanktourismus, wou dann och - wat rezent jo nach den Energieminister gemaach huet - ëmmer den Däiwel un d'Mauer gemoolt gëtt: Wa mer da géifen den Tanktourismus, wa mer deen net méi hätten, datt esou vill Honnert Milliounen, esou vill Milliarden da géife feelen. Dobäi misst ee fir d'Éischt emol eng kéier kloer rechnen, wéi vill dann effektiv u Recetten erakënnert duerch den Tanktourismus. Am Raum steet eng Milliard.

Et muss een awer soen, op där anerer Säit muss ee jo kucken, datt een och eng ganz Rei Dépenses huet: zum Beispill d'Kyoto-Strofen, déi ee muss bezuelen duerch den Tanktourismus. Dat mécht mëttlerweil och scho pro Joer - eleng dat - iwwer honnert Milliounen. Dann, wat kaschten déi ganz Infrastrukturen eis: d'Stroossen, d'Flécke vun de Stroossen, d'Accidenter vun de Camionen, an esou virun an esou fort? Dat heescht, et misst een eigentlech wierklech emol eng kéier do dat konkret rechnen.

Säit Jore läit eng Motioun vir an der Chamber, déi dat freet, de Bilan vum Tanktourismus; bis haut hu mer awer do keng kloer Zuelen um Dësch, wéi vill dat kascht. A soulaang een dat net huet, kënne mer also och net do soen, wat fir een anere Wee mer kéinte goen, kënne mer kee seriöen Débat iwwert den Tanktourismus féieren.

Eng aner kruzial Fro ass och déi: Wëlle mer wierklech esou weiderfuere, eis systematesch am Ausland dann elo fräizekafen? Hei zu Lëtzebuerg Tanktourismus, a mir ginn Tourismus maachen an d'Ausland, fir do CO₂-Quoten anzekafen, sief dat duerch ontransparent „carbon funds“, doduerjer, datt mer dräi armséileg Wandmillen an der Atomuecht China finanzéiere fir 20 Milliounen oder fir 35 Milliounen d'Bausanéierung an Estland finanzéieren.

Mir soen, datt ass de falsche Wee. D'DP wëllt, datt mer prioritär hei zu Lëtzebuerg eis Hausaufgabe maachen. Kommt, mir huelen zum Beispill déi 35 Milliounen, déi mer elo an Estland bezuelen, kommt, mir huelen déi, fir hei zu Lëtzebuerg an d'Albusanéierung ze investéieren! Kommt, mir huelen déi Suen, fir hei zu Lëtzebuerg den Handwerker an de Betriber déi Suen zoukommen ze loosser an fir datt mer dann och eppes hei fir eis Betriber maachen!

D'Regierung setzt leider weiderhin op Akafe vun CO₂ am Ausland. 2012 wäerten dat scho ronn 300 Milliounen Euro sinn. Wéi gesot, dat ass de falsche Wee. Sou kënne mer eis Kyoto-Ziler net errechen.

Madame Presidentin, ech hat mam Bierg ugefaangen, ech hale mat deem dann och op: De Bierg, dee riskéiert, nach zimlech laang wäerte missen ze kreessen, an et wäerten nach vill Mais gebuer ginn. Op Latäin seet den Horaz: „Nascetur ridiculus mus.“ An dee „ridiculus“ gefält mer besonnesch gutt, well wat do bis elo erauskomm ass, kéint een, schlecht iwwersat, op Lëtzebuergesch och soen: vill ridicule Mais sinn do derbäi erauskomm.

Et ass, Madame Presidentin, kloer: Soulaang mer keng konkret Moosname festleeën, déi kloer chifféiert sinn, déi kloer finanzierbar sinn, soulaang des Regierung net bei der Energiepolitik un engem Strang zitt, soulaang d'Regierung keng kloer Gesamtstrategie am Klimaschutz op den Dësch leet, soulaang muss een der Regierung Versoen an enger vun deene wichtigste Eerausforderunge fir Lëtzebuerg virwerfen.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **Mme le Président.**- Merci dem Här Berger. Den nächste Riedner ass den Här Negri. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Roger Negri (LSAP).**- Merci, Madame Presidentin. Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, an deem Débat de consultation ass d'Chamber gefuerdert, hir Meinung ze soen zu engem Paquet climat, dee vun enger breeder Basis vun Acteuren zesummen ausgeschafft ginn ass. Dee Klimapaquet enthält ënnerschiddlech Volete mat ënnerschiddlechen Zilsetzungen, op déi ech successiv wäert agoen.

Fir d'Éischt wëll ech awer nach e puer Wuert zur Prozedur soen. De Partenariat, dee gebilt gouf, fir zesumme mat allen Acteuren ze diskutéieren, wéi an deenen nächste Joren d'Priori-

téite muss gestallt sinn, fir dass mer eis Ziler am Klimaschutz errechen, dee Partenariat also ass richtungsweisend, wéi mer an Zukunft mat der Zivilgesellschaft besser kënnen ëmgoen a se besser kënne mat abannen.

Wéi mer am Juli 2005 d'Aarhus-Konventioun ënnerschriwwen hunn, huet de Statsrot eis drop opmierksam gemaach, dass d'Ëmsetzung dovun fir Lëtzebuerg grous Verännerunge géif mat sech bréngen, nämlech dass dat géif e Mentalitéitswandel verlaangen an dass dat e groussem Impakt op d'Décisionsprozesser am Ëmweltberäich wäert hunn.

De Partenariat, deen am Februar d'lescht Joer lancéiert gouf, ass sécher en Ausdrock vun de-ser neier Approche an en éischte Schrëtt zu méi participativen Décisionsprozesser, déi mir als LSAP besonnesch begrëissen.

Wichtig ass et, dass mer och an de-ser Ent-wécklung probéieren, méiglechst effizient ze sinn. D'Consultatiounen mussen esou organi-séiert an encadréiert ginn, dass wierklech eppes dobäi erauskënnert, dass nei Iddien eng Chance hunn, gehéiert ze ginn, sech durchzusetzen, an dass net ze vill Zäit verluer geet mat all-gemengen Diskussiounen, ouni dobäi Konklusiounen ze zéien.

Madame Presidentin, d'Konklusioun vum Partenariat fir Ëmwelt- a Klimaschutz leien eis haut vir. Reng materiell gesinn ass dat e beandrockende Pak vu bal 150 Säiten. Inhaltlech ass d'Resultat éischer duerchwuess. Et gëtt ganz vill allgemeng Iwwerleungen, déi net nei sinn a wéineg konkret sinn. Mir kennen dat scho vun anere vergläichbare Pabeieren iwwer Aktiounspläng a sollte vläicht driwwer nodenken, wéi mer an Zukunft déi wichtegst a konkret Punkte bei esou Exercice kënnen erauschaffen, ouni all kéiers e puer Honnert Säite Literatur ze produzéieren.

Am meeschte konkret Proposen enthält de Katalog mat den - wéi elo schonns ugeschwat - 35 prioritäre Mesuren. Ech wäert mech dofir haaptsächlech op des Mesuren elo konzentriéieren. Si sinn eng Äntwert op d'Fro, wat fir Mesuren am zweeten nationalen Aktiounsplang fir d'Reduktioun vun CO₂ solle Virrang hunn, a sollen der Regierung eng Orientéierung ginn, wa se bis Enn des Joers deesen Aktiounsplang ausschaffe soll.

D'Regierung huet am Virfeld d'Schwéierpunkte festgeluecht, esou dass déi meescht Mesurë sech ronderëm d'Theme Bauen, Wunnen a Mobilitéit dréien. Och bei den transversale Sujeten Energie an Ekotechnologie ginn des Beräicher ugeschwat. Dat ergëtt sech ganz einfach do-raus, dass hei dee gréissten Aspuepotenzial läit, wa mer méi effizient beim Verbrauch vun Energie wëlle ginn.

Wat ass also nei un deem Mesurëkatalog, ofgesi vun der Method, déi ech elo ugeschwat hunn, wéi en zustane komm ass? Nei si virun allem eng Rei vu Proposen, déi d'Aide financière vum Stat respektiv d'Steiere betreffen. Et geet hei drëm, bei den Haushalter a bei de Betriber e gewünschtent Verhalen ze ënnerstëtze respektiv déi ze sanktionéieren, déi wéineg Rücksicht op d'Ëmwelt an op eis Klimaschutzziler huelen.

Besonnesch gutt fanne mer als LSAP déi aller-éischt Mesure, déi een op all aner Beräicher iwwerdroe kann. Et geet do ënner anere Rieds vun „regroupement et simplification des aides financières“ a vun „contrôle de l'efficacité des aides financières“ am Kontext vun de funktionelle Bauten. Als LSAP si mer der Meinung, dass mer eis ganz generell en Iwwerbléck verschafe missten iwwer all déi bestehend Mesuren am Beräich vu Bauen a Wunnen, iwwer hiren Zweck, iwwer hir Effikasitéit, éier mer erëm nei Mesuren derbäimachen.

(**M. Laurent Mosar reprend la présidence.**)

Am Einzelne sinn déi Mesuren all gutt geduecht, mä am Cumul riskéiere se, zimlech ineffikass ze sinn. Et besteet d'Tendenz, och am Mesurëkatalog, deen eis hei virläit, ënnerschiddlech Zilsetzungen mateneen ze kombinéieren, wat am Resultat awer net ëmmer iwwerzeegend ass. Et gëtt eng Tendenz, ze soen: Mir bezuelen Hëllefe mat ekologescher Zilsetzung nach just un déi sozial Schwaach aus, well déi aner kënne sech dat och selwer leeschten. Oder mir soen: Sozialhëllefe soll et nach just ginn, wann ekologesch Kritäre berücksichtegt ginn. Dat ass eng Vermeschung, déi a mengen Aen net onbedéngt zilorientéiert ass a scho guer net sozial ass.

► **Une voix.**- Très bien!

► **Une autre voix.**- Jo!

► **M. Roger Negri (LSAP).**- Zum Beispill d'Mesure N°6, déi de bëllegen Akt betrëfft. Dee



soll an Zukunft nach just zougestane ginn, wann d'Energieklass vun deem Haus oder der Wunneng, déi kaaft ginn, héich ass. An der Praxis bedeit dat, dass just déi Leit, déi sech keng nei Wunneng mat héijen Energiestandardé kenne leeschten, de bëllegen Akt net méi kréien! Wou mer déi leschte Kéier iwwer eng Aschränkung vum bëllegen Akt diskutéiert hunn, hu mir als LSAP eis derfir staarkgemaach, dass weinstens déi manner betuuchte Leit de bëllegen Akt nach sollte behalen. Elo läit eng Mesure um Dësch, déi just de Contraire bewierkt!

► **M. le Président.**- Här Negri, erlaabt Der, datt den Här Gira lech eng Fro stellt?

► **M. Roger Negri (LSAP).**- Jo.

► **M. le Président.**- Här Gira, wann ech gelift.

► **M. Camille Gira (déi gréng).**- Ech sinn iwwerrascht iwwert d'Position vum der LSAP mat där Kombinatioun Ekologie a Soziale. Fannt Dir dann, dass et Sozialpolitik ass, wann ee Leit mat klengem Revenu Haiser baue léisst, déi extrem schlecht isoléiert sinn, fir dass se a 15 Joer net méi aus an net méi a wëssen, well de Pétrol dann esou deier wäert sinn, dass se emol keen Zëmmer méi kënnen hëtzen? Fannt Der dat da méi sozial?

► **M. Roger Negri (LSAP).**- De Problem ass deen hei, dass déi sozial manner bemëttelt Leit awer net déi Suen hunn, fir sech esou deier Haiser kënnen ze leeschten, déi op deem do Standard berouen. Dat ass de Problem!

► **M. Camille Gira (déi gréng).**- Mä da muss mer deenen hëllef, dat ze maachen!

► **M. Roger Negri (LSAP).**- Dat gëtt einfach ze deier!

► **Une voix.**- Dat ass jo dat, wat mer maachen.

► **M. Roger Negri (LSAP).**- Dat ass dat, wat ech hei uschwätzen.

► **Une autre voix.**- Wéi ass et dann an zéng Joer?

► **M. Roger Negri (LSAP).**- De Problem ass einfach, dass och déi sozial schwach Leit sech müssen en Energiehaus kenne leeschten. An do ass de Problem.

► **M. Camille Gira (déi gréng).**- Si kafe sech souwisou keen Haus méi an Zukunft. Déi lounen nach just.

► **M. Roger Negri (LSAP).**- Jo, mä...

(Brouhaha)

Gréng ass eben deier, ech kann et och net änneren.

(Brouhaha)

Et gëtt also déi Tendenz, wou mir eben net der Meenung sinn, dass dat eben esou ass. Wou mir déi leschte Kéier...

(Brouhaha)

Wéi gesot, mir hunn elo eng Mesure um Dësch, déi eben de Contraire dovunner bewierkt.

(Interruption)

Wie sech elo, zum Beispill, e komfortabelt Passivhaus ka bauen, dee kritt de bëllegen Akt, a wie sech just en aalt Appartement ka leeschten, muss d'Enregistmentskäschte voll bezuelen. Et wonnert mech deemno, dass esou eng Mesure...

(Brouhaha)

► **M. le Président.**- Ech bieden lech, dem Här Negri nozelauschteren!

► **M. Roger Negri (LSAP).**- Merci, Här President. Et wonnert mech, dass esou eng Mesure aus enger Concertatioun ervirgeet, bei där och Gewerkschaftsvertrieder mat um Dësch souzen!

Als Konklusioun doraus géif ech de Minister bieden, dass mer eng Oplëschtung krite vun alle bestehende Subventiounen, besonnesch am Beräich Logement, fir dass mer wierklech kënnen analyséieren, wat mer och elo hei e bësse kontrovers diskutéiert hunn, wie vun deesen Hëllef reell ka profitéieren, wéi déi sozial Komponent sech auswierkt a wat den administrativen Opwand ass, deen domat verbonnen ass.

Här President, op de Ministère komme se net no mat all deenen Dossieren, fir d'Assainissementsprimen, d'Autosprimen, d'Frigosprimen an esou weider ausbezuelen. Derbäi kennt, dass d'Gemengen dëselwecht Apparater oft nach eemol subsidiéieren. Hei kéint ee wierklech iwwer eng Simplification administrative nodenken, éier een nach eng Rei nei Subsiden

aféiert, besonnesch, wann een an deem Kontext d'ekologesch Primé wëllt vum sozialen Hannergrond vum Bénéficiaire ofhängeg maachen, wat nach méi e kompletten Informationsaustausch verlaangt, éier een dann Zomme vun 100 oder 200 Euro kann iwwerweisen, an dat no enger laanger Zäit.

Och beim Energiespuer-Contracting, wat eng interessant Iddi ass, misst een iwwerpräwen, wéi vill administrativen Opwand domat verbonnen ass. Ahnlech gëllt fir d'Fuerderungen no méi Monitoring an Evaluatioun, no neie Certificaten, déi den energetesche Standard bewäerten. Mir sollten dat do maachen, wou mer eis wierklech konkret Resultater erwaarden. Mir mussen gutt oppassen, dass mer net ëmmer méi bürokratesch Barriären opbauen an eis a laange Prozedure verstrécken, wann näischt Neies dobäi erauskënn.

Och bei deem Exercice, dee mer hei maachen, weist sech, dass mer a ville Beräicher scho Pläng hunn, déi just misste finaliséiert an ëmgesat ginn. Am Beräich vum der Mobilitéit hu mer e Plan „mobil 2020“, deen am Detail all Infrastrukturprojeten oplëscht mat enger Zäitschinn, aus där d'Prioritéiten ervirginn.

Zwou awer vun deene Mesuren, vun deene 35 Mesurë verweisen op de Plan sectoriel «Logement» an op de Plan sectoriel «Transports». An eiser Strategie sinn d'Plans sectoriels effektiv en extrem wichteg Instrument, fir eis zukünfteg Entwécklung ze steieren, an et ass e seriöse Problem, dass déi Plans sectoriels, no esou vill Jore Preparatiounsaarbecht a nodeems se schon 2008 presentéiert goufen, net méi virukomm sinn.

Do wollt ech de Minister froen, wéini mer an där Saach, mat de Plans sectoriels, virukommen.

Zënter März 2010 läit de Projet de loi iwwert den Aménagement du territoire vir, an deem och Dispositiounen drastinn iwwert d'Enteignungsprozeduren an iwwert d'Virkaufsrecht vun der öffentlecher Hand. Well mer d'Plans sectoriels en suspens hale soulaang wéi dës Dispositiounen net a Kraaft sinn, wär et gutt, Här Minister, wann d'Regierung dem Statsrot géif matdeelen, dass dës Projet de loi fir d'Regierung Prioritéit huet, mam Wonsch, dass de Projet de loi no iwwer engem Joer schnell sollt aviiséiert ginn.

Et ass net gutt, dass elo, wou all Gemengen amgaange sinn oder ufänken, hir nei PAgen auszeschaffen, d'Plans sectoriels net virleien. Et bedeit, dass eventuell nei Faiten um Terrain geschaf ginn, déi d'Realiséierung vun de Plans sectoriels erschwéieren. Ganz ofgesinn dovunner, dass déi ganz Neierungen am Aménagement communal mat engem risegen Opwand verbonne sinn.

All déi Ëmweltimpaktstudien, Études préparatoires an esou weider kaschte jo Suen! An déi Prozedure kaschten och vill Zäit. Do wär et gutt, wann déi grouss Orientéierungslinnen, déi de Stat wëllt virginn, matzäit géife festleien, amplat dass se automatesch all déi PAgen erëm änneren, déi mat grousser Méi bis 2013 ausgeschafft ginn an ausgeschafft solle ginn. Déi entsprecheend Recommandatiounen am Mesurékatalog kann d'LSAP-Fraktioun dofir nëmmeënnerstëtzen.

Här President, et ass richtig, dass mer héich energetesch Standarden usetzen, wann nei gebaut gëtt, well ee soss eng Chance verpasst an herno duebel muss investéieren. D'Mesure N°4 gesäit an deem Sënn vir, dass mer d'Mindestnorme fir d'Performance énergétique vu Wunnhaiser schrittweis bis 2018 vun der Klass C oder B op Passivhaus-Standard eropsetzen.

Dës Fuerderung muss onbedéngt zesumme mat der Mesure N°32 gekuckt ginn, déi ënner anerer d'Formatioun an eise Betriber betrëfft. Et ass net akzeptabel, streng Baustandarde anzeféieren, soulaang mer an eiser Baubranche net déi néideg Capacitéiten hunn, fir dat och ëmzesetzen. Mir kënnen de Bierger net zoumuden, méi deier fir e Passivhaus ze bezuelen, wann d'Ausféierung herno esou schlecht ass, dass se just um Pabeier e Passivhaus hunn an zousätzlech awer nach de Schimmelpilz muss bekämpfen. Eréischt wann an deene meeschte Baubetriber den Know-how, fir Passivhaiser ze bauen, zum Standard ginn ass, kënnen mer esou Obligatiounen eiser Meenung no aféieren.

Et ass dofir wichteg, d'Betriber massiv ze ënnerstëtzen, fir hir Leit weiderzebilden an dës Qualifikatioun och no bause siichtbar ze maachen op engem Marché, wou d'Konkurrenz grouss ass a wou mer gezwonge sinn, all auslännesch Handwerker-Certificaten unzëerkennen, onofhängeg vun hirem reelle Wäert. Mir sinn an der Pflicht, net ideologesch virzegoen, mä ëmmer ze iwwerpräwen, wat eng Mesure kascht a wat se reell bréngt.

Well iwwert de Präis vun deene Mesurë gëtt och net geschwat. Dobäi ass et kloer, dass grad am Logement nei ekologesch Standarden

d'Wunnen zousätzlech méi deier maachen, an enger Zäit, wou d'Wunnen déi gréisste finanziell Belaaschtung vun den Haushalter ausmécht. Mir dierfen net vergiessen, dass et vill Leit gëtt, déi sech nach just eng Wunneng kënnen doduerch leeschten, well se sech dofir bis un hir Limite an och doriwwer eraus verschelden. Souguer bei engem Taux 0 kënnen dës Leit net nach Schold ophuelen, fir hir Wunneng energetesch ze sanéieren.

De Klimapak geet och op d'Thema Energiearmut an, also dorop, dass besonnesch déi Leit, déi net kënnen an energieeffizient Haiser a Geräter investéieren, herno besonnesch staark drënner ze leiden hunn, wann d'Energiepräisser erëm klammen. Dat ass richtig, gräift awer d'Problematik ze kuerz.

Wann d'Energiepräisser klammen, gëtt alles méi deier, net nëmme de Stroum an de Gas, mä all Produkter, déi bei der Hierstellung, bei der Veraarbechtung a beim Transport Energie verbrauchen. Dat gëllt fir alles, wat mer am Alldag brauchen, och fir existenziell wichteg Gidder wéi Liewensmëttel.

Wa mer dovu schwätzen, dass mer eis op d'Konsequenze vum Klimawandel virbereeden, a wa mer gläichzäitig opgrond vu steigenden Energiepräisser mat enger genereller Präisdeirecht rechnen, muss mer onbedéngt vun eise Statsfinanze schwätzen, déi et och an Zukunft sollen erlaben, d'Aarmut ze bekämpfen a sozial Ongerechtegkeeten auszegläichen. Ouni eng gewësse Rigueur geet dat hei net!

Mir dierfen net ze vill Schold maachen a mir müssen eis Gedanken ëm eis Recettë vum Statsbudget maachen. An deem Kontext sollte mer et net drop uleien, fräiwëlleg op d'Recetten aus dem Tanktourismus ze verzichten, och wann dat eis Kyoto-Bilanz op ee Schlag enorm verbessere géif. Fir eise Statsbudget wär dat ee grouse Verloscht, deen a kengem Verhältnis zu den Auswierkungen op de Klimaschutz steet.

Mir müssen domat rechnen, dass dës Recetten eng Kéier ewechfalen. Dat ass an der Rei. Mä bis dohi muss mer derfir surgen, dass mer eng stabil Finanzsituatioun hei zu Lëtzebuerg hunn, déi dee Verloscht dee Moment kann opfänken. Dat bedeit net, dass mir d'Akzisen net virsiichteg weider kënnen eropsetzen, wann dat eis nei Recettë bréngt, ouni dass de ganze Marché awer ewechbrécht.

Och mat Verännerunge bei der Besteuerung vu Betriebsautoen ass d'LSAP d'accord. Dovunner gouf scho laang geschwat an et ass eigentlech net kloer, Här Minister, firwat dat net schonn ëmgesat gëtt.

Här President, wann een de Problem vum Klimaschutz mat e bëssen Distanz kuckt, stellt ee fest, dass et weder un Iddien nach un Dispositiounen a Pläng feelt. Et feelt éischer un der Iwwerzeegung, dass all déi Mesuren hiert Geld wäert sinn, an un der Bereitschaft, op aner Saachen ze verzichten, fir déi Mesuren a Pläng, déi um Dësch leien, kënnen ze realiséieren.

Et hëlleft och net, dass de Klimaschutz op internationalem Plang net méi dee Stelleväert huet, deen en nach virun zwee oder dräi Joer hat. Et ass während der Kris leider net gelongen, dës Sujet ganz uewen op der Prioritéitlëscht ze halen. Et ass bis elo net gelongen - weltwäit an esou och europäesch, wéi eisen Nohaltegkeitsminister eis et gëschter an der Kommissioun sot -, verbindlech Ziler ze vereinbare fir d'Zäit nom Kyoto-Accord, wou all déi grouss Verursacher vun CO₂-Emissiounen misste matmaachen.

An der Opinion publique stellt dat eis eege Klimaschutzpolitik mat a Fro. Schwierig ze vermëttelen ass dobäi den héijen Undeel un CO₂-Reduktiounen, déi mer op ënnerschiddleche Weeër am Ausland akafe müssen. Dës ass nun emol de Moment net aneschters méiglech, well kuerzfristeg eist Potenzial fir Aspuerung limitéiert ass an de staarke Wuesstum onweigerlech mat héijen CO₂-Emissiounen verbonnen ass.

Mir sollten awer probéieren, den nationalen Undeel un CO₂-Reduktiounen schrittweis ze erhéien, an dat geet net nëmme iwwert d'Sanéiere vun alen Haiser. De Partenariat fir de Klimaschutz bitt hei keng Wonnerléisungen un, an et gëtt sech e bëssen an deem Dokument domat zefridde ginn, dass een Deel vun den Acteuren sech onzefridde weist mat deem héijen Undeel vun Emissiounsrechter, déi mer am Ausland kafen.

Här President, mir muss kloer Prioritéite setzen an eis op déi Mesurë konzentréieren, déi noweislech eppes bréngen a wou d'Leit och d'Virdeeler dovu kenne gesinn.

E ganz positiven Usaz a vläicht déi daitlechste Neierung am Paquet Climat ass dofir de Klimapak mat de Gemengen, wéi den Här Minister et schonn ugeschwat huet. De Stat erkennt domat endlech un, dass d'Gemengen e wichtige Acteur sinn, déi op engem méi klengen Territoire oft eng Virreideroll spillen an Iddien entwéckelen, déi spéider vun aneren iwwerholl

ginn. Dass d'Gemenge scho laang interesséiert dorunner sinn, e Bäitrag zum Klimaschutz ze leeschten, weist d'Klimabündnis, bei deem eenzel Lëtzebuerg Gemenge schonn zënter 1995 matmaachen.

Am Géigesaz zu deene groussen nationale Pläng a Strategië sinn d'Gemenge ganz no beim Bierger, an hir lokal Aktiounen ginn och vill besser dofir wougerholl. D'Gemenge kënnen e wichtige Bäitrag leeschten zur Sensibiliséierung vun de Leit an Ureegung ginn, wéi een am Alldag wierklech konkret Energie spueren kann.

Doriwwer eraus sinn d'Gemengen e wichtige Investor och. Si si responsabel fir den Aménagement communal; si bauen a si kafe Servicer an. An där Approche muss een oppassen, dass de Klimapak Initiative vun de Gemengen ënnerstëtzt a se net aschränkt. Och hei muss een oppassen, dass d'Etüden, de Monitoring an d'Evaluatioun keen Iwwergewicht kréie par rapport zu den eigentleche Mesuren.

Här President, zesummefassend ënnerstëtze mir als (veuillez lire: d') CSV de (veuillez lire: beim) Klima-Paquet...

► **Plusieurs voix.**- Ohhh!

(Hilarité et interruptions)

► **Une voix.**- Et gëtt jo ëmmer besser! Et gëtt ëmmer besser.

► **Une autre voix.**- A wéi dann!

(Interruptions)

► **M. Camille Gira (déi gréng).**- Ech propo-séieren, d'LSAP soll sech opléisen an dann...

(Hilarité)

► **M. Roger Negri (LSAP).**- ...a si gespaant op den zweeten nationalen Aktionsplang fir d'Reduktioun vun den CO₂-Mesuren (veuillez lire: CO₂-Emissiounen), dee jo bis Enn dës Joers...

(Interruption)

...fäerdeg muss ginn.

Mir ënnerstëtzen d'Regierung weider bei der Opstellung...

(Brouhaha)

...vun deem zweeten Aktionsplang. Mir brauchen eng Klimawende, doriwwer si mer eis all eens. An als LSAP hëllef mir, dës...

► **Plusieurs voix.**- Aaaahhhhhhh!

► **M. Roger Negri (LSAP).**- ...och esou séier wéi méiglech ze errechen. Dat si mer deenen eis folgende Generatiounen ganz einfach schëlleg. An deem Sënn ënnerstëtze mer och déi virleidend Motioun vun der Majoritéit, an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Negri. Als nächste Riedner ass den Här Camille Gira agedroen. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Camille Gira (déi gréng).**- «La maison brûle et nous regardons ailleurs!» Dat waren dem fréiere franséische President Chirac seng berühmte Wieder 2002 zu Johannesburg, beim véierte Sommet iwwert de Planéit Äerd am Kontext Klimawandel. Dee Sproch gëllt sécherlech ganz besonnesch och fir Lëtzebuerg.

Zu Lëtzebuerg huet et scho jorelaang gedauert, bis eng Regierung iwwerhaupt gemierkt huet, dass d'Haus géif brennen. Wéi den Dampf net méi ze iwwersi war, ass op d'Säit gekuckt gi mam Argument: „Ah, dat do ass ee kleng Sickerbrand, dat wäert scho vum selwen ausgehen.“ An déi, déi wéi mir, déi gréng oder soss Organisatiounen, matzäit gewart hunn, krute gesot: „Wat Dir erëm eng opféiert, wat Dir eng Panik maacht, dat ass alles nëmme hallef esou schlëmm!“

Mä ech sinn awer iwwerrascht, dass esou Aussoen dann och nach haut vun engem CSV-Fraktiounschef am Kontext Fukushima solle gemaach si ginn an enger Kommissioun. Dat ass fir mech kee banale Fait, dat ass fir mech ganz erschreckend, muss ech soen.

Wéi d'Flamen awer dunn, Här President, schonn aus dem Rez-de-chaussée erausgeschloen hunn, huet deen een oder aneren Ëmweltminister mat engem Eemer Waasser probéiert, ze läschen. Natierlech ass dat Waasser scho verpufft, ier et beim Feier ukomm ass, well et wierklech net am Ausmooss war zu deem, wat an deem Haus geschitt ass. An d'Resultat vum Klimapartenariat ass, dass d'Partner op d'mannst elo eens sinn, dass e 60er Pompjeeschlauch net duergeet, fir ze läschen, mä dass mer emol vläicht sollten en 80er erbäihuelen.

Mä och, léif Kolleeginnen a Kolleegen, nom Klimapartenariat huet dës Regierung keng Strategie, wéi dem Feier bäizekommen ass. Virun allem ass se sech nach ëmmer net bewosst, wat eigentlech d'Ursach vun Feier ass. Jo, eenzel Regierungsmembere geheien nach ëmmer

monter Uelech op d'Feier - ech kommen herno dorop zrëck.

Dat ass fir unzufänken, an e puer Sätz, eis, deene Gréngen, hir Analys zur Situatioun am Beräich Klimaschutz. déi gréng hunn, mengen ech, d'Démarche vum Klimapartnariat ënnerstëtzt. Et wär jo och onlogesch gewiescht, wa mer eng aner Positioun gehat hätten. Ech kéint hei eng ganz Rei Motiounen, Bréiwer, Initiative weisen, wou mer ëmmer erëm drop gedrängt hunn, dass d'ganz Lëtzebuurger Gesellschaft sech emol sollt dësem Thema seriö uhuelen. Zukunftssécher aner Propositionen hu mer gemaach.

Mir hunn als Gréng awer och direkt am Ufank, wéi déi Iddi vun dëser Regierung, mengen ech, public ginn ass, gesot, dass et awer elo déi leschte Kéier misst sinn, dass mer géifen diskutieren iwwer eng Klimaschutzstrategie.

Abee, an ech mengen, dat hu meng Virriedner awer gesot an dat hunn och d'Verrieder vun der Majoritéit missen zouginn: Dat ass sécherlech net de Fall! Sécherlech ass dee Klimapartnariat awer wäit hanner eisen Erwaardungen zrëckbliwwen. Mir deelen do d'Meenung vun den ONGen, déi den Eugène Berger hei och schonn zitiiert huet.

An do gëtt et eng ganz Rei Ursachen. Ech mengen, et ass sécherlech net d'Schuld vum delegierten Nohaltegkeetsminister, deen déi Saach do an de Grapp geholl hat. Ech mengen, et ass och net d'Schuld vu senger Leit ass dem Ministère, déi probéiert hunn, dee Prozess do kohärent ze leeden. Et ass och net d'Ursach vun deene Leit, déi ronderëm déi Dëscher do setzen, a sécherlech och net dem Professor Ewringmann seng Schold, deen als Expert vu baussen erbäigegu gi war.

Ech mengen, et gëtt eng Rei méi fundamental Ursachen, fir dass mer awer no engem oder annerhallwem Joer Diskussiounen net méi wäit sinn. Déi éischt ass folgend: Mir sinn der Meinung, dass d'Objektiver an och de Fonctionnement net kloer genuch definéiert gi waren, wéi et lassgaangen ass.

De Jean-Claude Reding, President vum OGB-L, huet dat viru Kuerzem an engem Interview vum „Lëtzebuurger Land“ de 17. Juni esou trefend formuléiert, dass ech ganz einfach hie géif hei zitieren am Kontext Klimapartnariat: „Unklar war uns aber, was dieses Partnerschaft sein sollte: Eine Plattform zum Austausch mit der Regierung über deren Konzepte? Oder ein Gremium, das funktioniert wie der Wirtschafts- und Sozialrat oder der Nachhaltigkeitsrat, weil dort alle Beteiligten ihre Ideen einbringen und man sie anschließend diskutiert? Das Partnerschaft ist etwas Hybrides. Beamte spielen da eine große Rolle als «Fachleute». Aber letzten Endes können sie nicht völlig frei sein; sie müssen einer Linie der Regierung folgen. Wir konnten jedoch nie eine Linie der Regierung erkennen.“

Méi trefend - mengen ech - kann een net eng vun de fundamentalen Ursache beschreiwen, fir dass mer net méi wäit komm sinn. Ech hat dann d'Chance, an eenzelne Sitzungen als Verrieder vum Syvicol och kënnen an d'ärfen derbäi ze sinn, an duerfir kann ech awer och déi do Aschätzung vum ganze Prozess bestätegen. Dat ass och dat Gefill, wat ech hat. Do ware ganz vill Leit mat ganz vill guddem Wëllen, déi ronderëm en Dësch souzen. Mä et war net kloer, et war ville Leit net kloer, wat dann den Objet vun där ganzer Diskussioun sollt sinn.

Déi zweet Ursach, dass mer net méi wäit komm sinn, mengen ech, ass awer, dass de Stellwäert vum Partnerschaft net héich genuch ugesat gi war. Wann een op där enger Säit den Här Jean-Claude Reding an den Här Robert Weber wëllt setzen hunn, da geet et net duer, wa vis-à-vis och héijer Statsbeamte setzen.

Jo, et geet och net duer - a sidd mer net béis, Här delegierte Minister -, et geet dann och net duer, wann den delegierten Nohaltegkeetsminister op där anerer Säit sëtzt. Do hätten op d'mannst missen déi zwee Nohaltegkeetsministeren setzen an de Finanzminister an de Wirtschaftsminister. Jo, eigentlech hätt och de Premierminister missen op där anerer Säit setzen, hätt missen zumindest an de Sitzung vum Comité de pilotage setzen. Et hätt missen eng Tripartite plus si mat de Gemengen an den ONGen derbäi. Da wär och vläicht méi derbäi erauskomm.

Sou hat een dat Gefill, dass praktesch keng Représentanten, déi do souzen, mandatéiert ware vun hire Comitéen, fir iwwerhaupt kënnen Décisiounen ze huelen. Dann ass et schwéier wederzekommen.

Eng drëtt Ursach, déi awer - mengen ech - een der Regierung eleng kann ulaaschten, dat ass, dass et nach ëmmer en erschreckenden Datemangel gëtt. Well ech da selwer konnt bei eenzelne Réuniounen och vun den Aarbechtsgruppen derbäi sinn: Mir sinn ëmmer un dee Manktum do widdergestouss. Dat ass bal net ze gleewen, dass mer 14 Joer no der Ënner-

schrëft vu Kyoto nach ëmmer an enger ganzer Rei wichtige Beräicher kee verlässlecht Date-material hunn! Dat ass x-mol bedauert ginn an den Aarbechtsgruppen.

Wéi wëllt Der dann, Här President, eng Evaluatioun vun engem éischten Aktiounsplang, vun eenzelne legislativen oder och finanzielle Mesuren - déi an deene vergaangene Jore jo awer geholl si gi mat vill guddem Wëllen -, wéi wëllt Der dann eng Evaluatioun dovun maachen, wann Der kee verlässlecht Material hutt?

A wéi wëllt Der dann, an dat ass och scho vu menge Virriedner ugeschwat ginn, eng seriö Projektion an och eng Prioritéitelëscht opsetzen, wann Der net kennt virausgesinn a virausrechnen, wat da mat deenen Aktiounen geschitt?

A wa mer am Klimaschutz zu Lëtzebuerg net weiderkommen, ass dat, well dann natierlech och jiddwereen aus dem Bauch eraus seng Interpretatioun vun deem ka maachen, wat an deem Land dann hei geschitt.

Ech ginn lech e Beispill: Den Här Lux huet nach - mengen ech - virun de leschte Chamberswahlen duergestallt, wéi wa seng Aktiounen, seng Autossteuer an och eenzel Subsiden zu enger Reduktioun vum CO₂ am Verkäiersberäich gefouert hätten. Abee, d'Zuele weisen elo, dass dat net richtig ass. Zënter Joren, an trotz deene Primen an trotz enger Verschrottungsprime weisen d'Zuelen, dass am nationale Verkäier d'Emissiounen nach ëmmer an d'Luucht ginn. An obwuel bei den neien Autoen eng Rei méi kleng Autoen derbäi sinn, geet awer insgesamt d'CO₂-Emissioun vum Inlandverkäier nach ëmmer monter erop.

An dann ass et schwierig, wann déi Daten net ëmmer zur Hand sinn, wa se net iwwerall novollzéibar sinn. Ech keng nach viru Kuerzem keng Äntwert: Op meng Fro betreffend d'Differenz vun den CO₂-Emissiounen zum Beispill vun de Privatautoen an de Betriebsautoen konnt den Nohaltegkeetsminister mer net äntwerten, well en déi Donnéeën net huet.

Da muss ech soen: Wéi fonctionnéiere mer dann hei? Wéi wëlle mer da konkret Aktiounen maachen? Wéi wëlle mer dann effektiv och deen nächsten Aktiounsplang konkret ëmsetzen, wann esou basis-elementar Donnéeën feelen? Mir tappen hei monter weider am Däischteren. Ech fannen dat awer eng Katastroph!

Besonnenesch an Zäiten, wou manner Suen an de Statskeese sinn, misst ee jo awer och net nëmme kucken: Wat bréngt eng Mesure CO₂-méisseg? Mä, dass een e Verhältnis mécht: Wat bréngt am meeschte mam mannste Geld?

A wann ee keng esou Zuelen huet, dann ass et och logesch, dass et nach ëmmer nëmme eng Bottom-up-Politik ass, sou wéi d'ONGen dat och bedauert hunn. Et gi vun ennen eng Rei Mesurë mat vill guddem Wëllen, wéi ech gesot hunn, initiéiert. An dann hoffe mer, dass eppes geschitt. An deem hei Beräich misst een awer fir eng Kéier emol eng Top-down-Politik hunn. Mir hu Limiten, déi uewe si mat eisen CO₂-Emissiounen. Da misst een dat fir déi eenzel Secteuren erofdeklinéieren, fir dann enne kloer an däitlech ze soen, wat ze maachen ass. D'Basis dozou ass awer da wierklech e seriöt Date-material. An dat ass net do.

De Professor Ewringmann huet dat och nach eng Kéier bestätegt an der Nohaltegkeetskommissioun vum 8. Juni. A wat mech nach méi erféiert huet, dat ass, dass en nach eng Kéier bestätegt huet, dass dat net nëmme de Fall ass am Beräich Ëmwelt- a Klimadonnéeën, mä och ganz kloer an däitlech am Beräich Tanktourismus.

Den Här Professor Dokter Ewringmann huet wuertwärtlech an där leschter, an der Réunionen elo vum 8. Juni gesot: „Was den Bereich Tanktourismus anbelangt, haben wir überhaupt keine Ahnung.“

Ech muss lech froen, Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, fannt Dir dat normal, dass an Zäite vu knappe Keesen, vu jorelaangen Diskussiounen mat Gewerkschaften, fir hei oder do 30, 40, 50 Millionen Euro anzespieren, des Regierung, dese Finanzminister net weess, wéi seng 15% Stätsinnahmen zustane kommen? Ech fannen dat wierklech awer en erstaunleche Phenomeen.

Duerfir géif ech dann elo fir d'Xt meng llicht emgeännert Motioun erabréngen iwwert den Tanktourismus. Si ass wuel eng Kéier ugeholl ginn, mä de fréieren Ëmweltminister Lux huet mer misse bestätegen, dass nach ëmmer d'Donnéeën net zesumme sinn, fir dass mer awer endlech emol usazweis gewuer ginn, wéi vill dann elo wierklech den Tanktourismus op där enger Säit erabréngt a wat en op där anerer Säit dann awer och kascht, a ville Beräicher. A virun allem, dass mer och emol kënnen reagéieren!

Den Dokter Ewringmann sot, wa mer gären déi Saach am A halen, da misst mer praktesch e Monitoring all Dag maachen: Wat geschitt, wann a Frankräich den Diesel dräi Cent an d'Luucht geet? Wat geschitt, wann en an Däitschland véier Cent erofgeet? Wat geschitt, wann en an der Belsch konstant bleift? Mir missten all Dag praktesch d'Donnéeën vun den Tankstelle kréien, an esou weider an esou fort.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- *vu d'un côté les recettes accises pour l'État sur la vente des carburants aux personnes non résidents et de l'autre côté les répercussions de ce phénomène dénommé «Tanktourismus» sur le bilan des émissions de gaz à effet de serre, sur la santé publique et sur l'environnement;*

- *vu la motion que la Chambre des Députés avait adoptée le 23 février 2005 (I-2004- O-M-0417-01(253)) invitant le Gouvernement à faire une étude d'évaluation sur les conséquences économiques, écologiques et financières du phénomène «Tanktourismus»;*

- *vu que cette étude n'a pas été réalisée comme Monsieur le Ministre l'indique dans sa réponse à la question parlementaire n°2223 du 14 janvier 2008 du Député Camille Gira;*

- *vu les résultats du «Partenariat climat» publiés dans un rapport du 29 avril 2011 et notamment le cadre qui a été établi pour le 2^e plan d'action climat;*

- *vu que notamment dans le domaine des accises sur la vente des carburants le groupe de travail «mobilité» de ce partenariat «regrette ainsi l'absence de connaissances approfondies d'une étude empirique de l'élasticité des prix qui faciliterait au Gouvernement l'élaboration de sa politique d'accises en la matière»;*

- *vu que le rapport du 29 avril continue dans ce contexte à la page 51 «Auch der Verweis auf die noch ausstehenden Ergebnisse neuer Befragungen kann das generelle Informationsdefizit in dieser für die Luxemburger Politik so zentralen Frage nicht beheben. Für die weitere Diskussion bedarf es einer institutionalisierten Zusammenführung vorhandener Daten und einer Methodenentwicklung zur besseren Abschätzung der Wirkungen von Steuer- bzw. Preisänderungen.»;*

- *considérant que pour procéder à la mise en œuvre des mesures proposées dans le domaine des recettes fiscales et accises, il y a lieu d'améliorer et de systématiser la collecte et l'échange de données avec comme objectif de mieux évaluer les impacts des mesures;*

invite le Gouvernement

à faire élaborer une étude d'élasticité des prix des carburants et des recettes accises sur la vente de ces carburants et à faire également une étude d'évaluation sur les conséquences économiques, écologiques et financières du phénomène «Tanktourismus».

(s.) Camille Gira, François Bausch, Félix Braz, Jean Huss, Henri Kox.

Ech sinn elo frou, dass de Phenomeen Tanktourismus dann endlech awer bei der Majoritéit ukomm ass, wann ech hir Motioun liesen. Ech muss awer soen, dass - an duerfir wäerte mer eis och bei där Motioun enthalen, obwuel mer viles a bal alles ganz sympathesch fannen, wat do drasteet -, mä wa mer net wëssen, wat mat deem Phenomeen ass, fannen ech et elo dann e bëssen erstaunlech, dass mer elo wëlle konkret Mesuren huelen. Da solle mer fir d'Éischt déi Etüde maachen, an da kënnen mer iwwert déi Motioun, déi d'Majoritéit eraginn huet, ganz gäre schwätzen.

Ech wëllt just an enger Klammer och nach soen: Och déi gréng wëllen net vun haut op muer den Tanktourismus ofschafen an total do erausklammen. Mir wëssen, dass dat technesch net méiglech ass, an och, dass et finanziell net tragbar ass. Ech wëll lech awer zum Beispill soen, et geet emol net drëm, en ofzeschaffen.

De Professor Ewringmann huet virgerechent, wa mer emol 30% vum Tanktourismus manner hätten, hätte mer reng theoretisch eis ganz Obligatiounen fir 2020 elo schonn erfëllt.

Huet mech elo net an da sot Der, dat wier eis Visioun. Ech wëll dat just als Chiffer emol ee fir allemol hei an d'Diskussioun erabréngen.

Véiert Ursach, firwat dass mer net weiderkomm sinn: D'Regierung huet net nëmme keng Linn, wéi de Jean-Claude Reding gesot huet, mä och eng Rei Ministere geheie monter Uelech op d'Feier vum Klimawandel. Just e puer Beispiller: Den Nohaltegkeetsminister gehäit Uelech op d'Feier, wann en déi drëtt Spur op der Areler an der Diddenewener Autobunn baut. Den Ekonomiesminister gehäit Uelech op d'Feier, wann e Léiweng baue léisst. De Finanzminister gehäit Uelech op d'Feier, wann e beim geréngste Widerstand vun de Gewerkschaften d'Frais de déplacement dann awer net halbéiert an domat falsch Messagen erausgëtt.

An esou leed et mer och deet, well ech en an Tëschenzäit ganz staark apprécieren als President vun der Nohaltegkeetskommissioun, mä och de fréiere Logementsminister huet masseg Uelech op d'Feier gehäit mat sengem Pakt Logement. Well d'Realitäten no e puer Joer weisen dobaussen, dass dat alles...

► **M. Fernand Boden (CSV).**- De Contraire ass de Fall, Dir musst en emol liesen! De Contraire ass de Fall!

► **M. Camille Gira (déi gréng).**- Neen, Här Boden, Dir wësst,...

► **M. Fernand Boden (CSV).**- Frot emol den Här Schank! Frot den Här Schank elo!

► **M. Camille Gira (déi gréng).**- Mat Ärem Pakt Logement geschitt de Géigendeel vun deem, wat am IVL steet, nämlech, dass déi zentral Uertschafte sech sollen entwéckelen. Et geschitt genau de Géigendeel: Déi kleng Landgemenge wuesse wéi verréckt.

► **M. Fernand Boden (CSV).**- Ma déi aner kréie méi Suen...

► **M. Camille Gira (déi gréng).**- Am Éislek zum Beispill, dat Eenzegt, wat net wësst, ass Etelbréck, Dikrech a Wolz. Genau dat wollte mer.

► **M. Fernand Boden (CSV).**- Dat häntk awer net um Pakt Logement.

► **M. Camille Gira (déi gréng).**- Ech hu relativ wéineg Zäit haut.

► **M. Fernand Boden (CSV).**- Et ass gutt.

► **M. Camille Gira (déi gréng).**- Duerfir sinn ech gär bereet, dass mer dat do eng aner Kéier diskutieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, duerfir sinn déi gréng och net verwonnert, wann d'Klimapartnariat wäit hannert den Erwaardunge bliwwen ass, wéi ech et gesot hunn.

Déi 35 Fuerderungen, déi kann een droen. Mä et ass, wéi scho gesot, näischt revolutionär Neies dran. Et si sécherlech eng Rei Verbesserungen, et sinn och eng Rei Verdréiwungen dran. Dat Eenzegt, wat ee vläicht muss soen, dat ass, dass wierklech déi Mesurë besser koordinéiert sinn, dass se méi transversal openeen ofgeschwat sinn. A mir begrëssen och, dass de Lien gemaach ginn ass am Ufank vun der Prozedur mam Plan national du développement durable.

Mir bleiwen awer weiderhi skeptesch, wat d'Ëmsetzung vun eenzelne Mesuren ubelaangt. Ech mengen, de Virriedner Roger Negri huet et schonn opgeworf: Et existéiert scho laang eng Iddi, fir Betriebsautoen an iergendenger Form anescht ze besteieren. Mir selwer hu ganz konkret Iddien op den Dësch geluecht. Mir sinn da gespaant, wéini dass d'Regierung dann och do mat eppes Konkretes kennt.

Ech sinn awer och der Meinung - an do sinn ech net grad d'accord mam Eugène Berger -, ech mengen awer schonn, dass eppes ganz Positives bei deem Partnerschaft erauskomm ass: Dat ass awer dee Klimapakt. Ech mengen schonn, dass do awer e qualitative Sprong kennt, wann ee systematesch mat de Gemengen dat do wëllt maachen. Dat ass virdrun - an Dir hutt et selwer gesot - éischter spontan vun enne komm an de Klimabündnisgemengen an anere Gemengen.

Ech mengen, wann eng Regierung et awer eng Kéier fäerdeg bréngt, d'Gemengen alleguerter mat an d'Boot ze kréien, dann och awer eng qualitativ...

► **M. le Président.**- Entschëllegt, Här Gira, den Här Berger wëllt lech eng Fro stellen.

► **M. Eugène Berger (DP).**- Oh, et ass keng Fro. Also, ech wollt dem Här Gira eigentlech soen, datt ech deen Aspekt net a Fro gestallt hunn, de Partnerschaft mat de Gemengen. Ech hat eigentlech méi nach eng Kéier rappeliert, datt schonn eng ganz Rei Saachen an der Vergaangenheet gemaach gi sinn an deem Sënn an datt een eigentlech do e bëssen Zäit verluer huet.

► **M. Camille Gira (déi gréng).**- Ech mengen, ech erwaarde mer, dass dat do méi flächendeckend gemaach gëtt. Ech erwaarde mer, dass qualitativ eng aner Approche ass. An déi eenzeg Kritik, déi ech ze maachen hätt an déi ech dem delegierten Nohaltegkeetsminister géif wierklech wärmstens un d'Häer leeën: éischter wéi 2020 eng quantitativ Evaluatioun vun deene Mesuren am Klimapakt ze maachen.

Ech mengen, de Minister weess an Tëschenzäit, dass op Basis och vun e puer Pilotgemengen en Instrument existéiert, wat erprouft ass an anere



Länner. A mir sollten dat esou séier wéi méiglech maachen.

ler ech zum Schluss kommen, Här President: Wéi soll et an eisen Ae weidergoen? Ech wëll betounen, dass déi gréng och kee Problem hunn, wann de Klimaparteneriat weider soll goen. Duerch mäin Derbäisinn an eenzelne Réunions hunn ech awer festgestallt, dass et en absolut utilen Exercice war. Do souzen awer eng Rei Partner zesummen, déi net onbedéngt d'Traditioun hunn, zesummenzesetzen. Et huet ee vun deem anere geléiert. D'Leit hu sech och eescht geholl. Et si Leit, déi awer vläicht nei Id-dié kritt hunn, fir sech iwwer eenzel Saache Gedanken ze maachen.

Fir dass awer e bessert Resultat dobäi erauskënnt, si fir eis awer eng Rei Konditiounen klipp a kloer. Éischtens muss dës Kéier e kloer formuliert Mandat vun der Regierung erausgoen, wat déi Diskussiounen da sollen. Zweetens muss ee kloer Zäitvirgäbe ginn. Drëttes mengen ech, gehéiert eng Opwärtung vun der Compositioun dozou. Et ass haut scho gesot ginn, et ass eng transversal; et ass déi grouss Erausforderung fir eis Gesellschaft, an da geet et net duer, dass den Nohaltegkeetsminister do sëtzt, da gehéieren och aner Ministeren a Ministeschten derbäi.

An da muss mer endlech awer eng Rei Grondsaazfrouen ugoen. Mir mussen eis d'Fro stellen, ob deen exponentielle Wuesstum iwwerhaapt nach méiglech ass. Mir mussen dee wirtschaftleche Strukturwandel, dee souwisou wäert kommen, ugoen an da feststellen a probéieren erauszefannen: Wie wäert Gewënner, wie wäert Verléierer si bei deem wirtschaftleche Strukturwandel? Sou, wéi den OGB-L dat, mengen ech, zu Recht opgeworf huet. Mä da muss mer kucken, dass mer Moyene fannen, fir de Verléierer ze hëllef an de Gewënner d'Strooss fäerdeg ze maachen.

Mir mussen endlech eng ekologesch Steierreform ugoen. A mir mussen och iwwer international Gerechtegkeet a Kritären, iwwert de Lëtzebuurger Emissiounshandel diskutéieren.

A schlussendlech dierf et och keng Tabuthema ginn. Ech wëll just ee Chiffer emol eng Kéier an d'Diskussioun werfen. Ech mengen, mir hunn nach ni an deem Haus, och generell zu Lëtzebuerg, iwwert d'Roll vun der Landwirtschaft am Kontext Klimawandel geschwat.

Wann ech gesinn, dass d'Lëtzebuurger Landwirtschaft fir 0,7 Milliounen Tonne responsabel ass an d'ganz Haushalter plus den tertiäre Secteur nëmme fir 1,7 Milliounen, ouni de Verkéier, da muss mer och eng Kéier iwwert d'Landwirtschaft schwätzen. Ech wëll dat elo net hei bewäerten. Mä da mussen och do emol d'Donnéeën op d'Tapét. Wou kommen déi awer héich Zommen hier? An da muss mer kucken, ob do net och eppes ze maachen ass.

Mä virun allem ass eng Viraussetzung wichteg: dass d'Regierung emol mat enger Linn an net mat eidelen Hänne an dat nächst Klimaparteneriat erageet. Soss komme mer wierklech guer net weider!

Mä eent ass fir eis awer och kloer...

► **M. le Président.** - Här Gira, Dir misst zwar elo lues zum Schluss kommen.

► **M. Camille Gira (déi gréng).** - Jo, ech si bal um Schluss. Gitt mer nach zwou Minuten, wann Der wëllt. Ech huelle meng Zäit vun der Motioun mat eran. Dann hunn ech der jo 22 zegutt, mengen ech.

Ech wëll awer och eppes ganz kloer betounen: Egal wéi laang diskutéiert gëtt, iergendwéi eng Kéier kënnt och dës Regierung, kënnt eng Lëtzebuurger Regierung net derlaanscht, an hirer Responsabilitéit Décisiounen ze huelen. Duerfir ass se do. An duerfir ginn d'Ministere bezuelt.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann déi däitsch Regierung nëmme am Konsens hir Décisiounen hätt kënnen huelen, fir den Atomausstieg ze decidéieren, dann hätt se nach 15 Joer kënnen diskutéieren, dann hätt se nawell kee Konsens gehat. Si huet, an dat muss een hir héichhalen, och ënnert deenen Émstänn, déi elo waren, ganz kloer hir Responsabilitéit geholl, obwuel och do ganz vill Ongewéssheete sinn. Mir als Gréng sinn iwwerzeegt, dass d'Geschicht der däitscher Regierung wäert Rechnung droen.

A Lëtzebuerg muss eng Kéier gradesou courageiert Décisiounen huelen. Net nëmme wéinst dem Klimaschutz, mä och wéinst eiser wirtschaftlecher Zukunft, eleng wéinst der Energiefro.

Ech weess net, ob Der et matkritt hutt, dass déi International Energieagence eng ganz dras-

tesch Measure huet missen huelen a 60 Milliounen Barrel op den Uelechmarkt gehäit huet. Wat ass geschitt? Dräi Deeg sinn d'Präisser erofgaangen an elo gi se schonn erëm an d'Luucht. Ech mengen, dat ass dat, wat usteet!

Meng Konklusioun, Här President, Dir Dammen an Dir Hären: Mir riskéieren an deem Kontext, dass enges Dags och zu Lëtzebuerg keen Uelech méi op d'Feier vun Klimawandel gehäit gëtt, ganz einfach, well wuertwärtlech keen Uelech méi do ass.

déi gréng wëlle mat alle Moyenen dësen Szenario verhéieren, well dat gëtt eng eenzeg Katastroph. Da brennt eist Haus wuel net méi, mä dann ass awer och gläichzäiteg déi ganz Wirtschaft am Koup. Ech ginn emol dovun aus, dass eigentlech keen hei am Land dat wëllt. Da kommt, mir maachen endlech Neel mat Käpp!

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Gira. Als nächste Riedner ass den Här Jean Colombero agedroen. Här Colombero, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jean Colombero (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll meng Interventioun mat engem chineesesche Spréchwuert ufänken: „Prévisiounen si schwieereg, haaptsächlech am Beräich vun der Zukunft.“

(**Hilarité et brouhaha**)

Mir stellen hei fest: Mir hunn een Zuelekrich entfesselt. Mir hunn en Zuelekrich entfesselt, mat Prozenter jongléiere mer, baséierend op falsche Prémissen. Als gudden europäesche Schüler stelle mer eis d'Fro, ob mer eis net selwer d'Bee stellen - ekonomesch a sozial. A pseudogräng Mesurë wäerten eis deier kaschten!

Mir sinn als Partei sécherlech averstanen, wann iwwer Nohaltegkeet geschwat gëtt, mat konkreten Zilsetzungen, mat enger kohärenter Logik, mat laangfristegen Nohaltegkeetsplanungen, fir eng ökologesch, sozial a wirtschaftlech zukunftsfaeg Entwécklung unzestriewen. Mä erlaabt eis awer, eis Skepsis auszudrücken, wann hei iwwer Klimaschutz geschwat gëtt.

Et gëtt behaupt, d'Weltklima wier bedroht, an datt d'Maîtrise vun Klimachangement eng vun de gréissten Erausforderunge vum 21. Jorhonnert wier, well jo schliesslech an deene leschten 150 Joer d'Mitteltemperatur ëm 0,9 Grad Celsius geklomme wier.

A fir ze verhéieren, dass bis 2100 d'Temperatur net ëm 4 Grad Celsius klamme soll, muss een alles ënnerhuelen, fir datt d'Temperatur nëmme ëm 2 Grad Celsius eropgoe soll, soss géif et zu enger grousser Klimakatastroph kommen, mat Iwwerschwemmungen, grousser Periode vun Dréchenheet, d'Gletschere schmëlzen an de Waasserniveau géif bis zu 20 Meter steigen. D'Klimakatastroph wier dann haaptsächlech duerch den CO₂ bedéngt, an de Responsabele vun steigenden CO₂ ass déi mënschlech Aktivitéit. Dat gëtt vun der IPCC oder der GIEC behaupt, engem Grupp vun Experten, déi sech als Klimaretter profiléieren.

Déi éischt Constatatioun ass: Wéi arrogant muss ee sinn, fir ze behaupten, datt de Mënsch - dee jo bekanntlech dee Schéinsten an dee Flottsten um Planéit ass -, datt de Mënsch eist Klima verännere kann? Déi zweet Constatatioun ass: Op Basis vu welchen Donnéeën hunn déi Experte sech baséiert?

Ech wëll drun erënneren, datt d'IPCC-Experte virausgesot haten, datt d'Gletscherschmelz am Joer 2035 e Fait accompli wier. Et huet sech awer erausgestallt, datt si sech mat den Zuele geiert haten, well si eng russesch Etüd ofkopéiert hunn - an zwar falsch ofkopéiert hunn -, déi d'Gletscherschmelz fir 2350 prognostizéiert hat! Den IPCC, dësse Klimacomité, ass méi wéi eng Kéier désavouéiert ginn, an ouni politesch Konsequenzen. Dat muss een hei awer zitéieren.

Ech hu mech no dësem Lapsus mat aneren Etüde beschäftegt, fir mer eng gewëssen objektive Meinung ze bilden, a sinn op den Arctic Climate Research Center vun Illinois gestouss, deen eng Datebank iwwer Klima an Ozeanologie huet. Fir ze résuméieren: Et stellt ee fest, datt, wann een d'Klima an deene leschten 3.000 Joer analyséiert, da gouf et Periode vun Äerderwärmung an Äerdofkilling, an dat a Form vu regelméissegem Zyklen.

Den CO₂ gëtt an enger Kälteperiod vun den Ozeane gespäichert an enger Wärmepériod fräigesat, wat jo elo de Fall ass, well jo den CO₂ elo eropgeet. Et gëtt festgestallt, datt den déifste Punkt vun den Hurrikanen, wat d'Inzidenz ugeet, am Joer 2009 war; datt mer säit 30 Joer keen erhéichte Waasserspiegel vun den Ozeanen hunn; datt mer säit néng Joer eng Diminutioun vun der Temperatur hunn; an datt mir elo an enger Kälteperiod erakommen a vläicht an zéng bis 30 Joer souguer eng kleng Äiszäit duerchmaache wäerten!

(**Interruptions**)

Dat kënnt vum Arctic Climate Research Center vun Illinois. Dat kënnt Der jo nokucken, dat hunn ech net erfondt!

Déi drëtt Constatatioun ass: Hei gëtt et verschidden Interessengruppen, déi iergendeng irrwitzeg Behauptung opstellen, eng Behauptung, déi wëssenschaftlech net fundéiert ass, well se sech jo op potenziell Computermodeller baséiert, déi aléatoire sinn an net bewise kënnen ginn - alles an engem grénge Look agepaakt - an déi permanent de Leit e schlecht Gewësse maachen an eng Untergangsstimmung provozéieren; déi en plus doduerch alimentéiert gëtt, wa méi eng grouss Katastroph, wéi déi vu Fukushima zum Beispill, geschitt.

An dat gëtt dann esou laang behaupt, bis d'Politiker gleewen, hei ee Mainstream ze erkennen an doropshin Aktiounen starten. An do ass jo Greenpeace, eng 200 Milliounen schwéier Maschinn, federführend. Et besteet jo bekanntlech eng Connexioun tëschent IPCC a Greenpeace.

Véiert Constatatioun: Et huet een d'Impressioun, datt d'Europäesch Unions mat hirem Klimapak, dee jo vum Joer 2008 staamt, hei versicht, d'Rudder ze iwwerhuelen an den Takt virzeginn. Hei ass een Domän, deen et der Unions erlaabt, fir eng zentral Macht auszeüben, sech an déi verschidde staatlech Institutiounen anzemësche mat der Fuerderung vun enger CO₂-Tax an enger Rei vu Bremsen. Dat ass eng Form vu Kontroll, getarnt mat engem grénge Mäntelchen, an de Verdacht ass grouss, datt et hei net ëm Klimatologie geet, déi souwisou kee beaflosse kann, mä ëm d'Ofschaffung vun engem nationalen a perséinlechen Aktiounsradius.

Fënneft Constatatioun: De Klimapak, deen elo vun der Regierung virgestallt ginn ass, gouf vu verschidde Gruppen duerchdiskutiert, nämlech: d'Verrieder vun der Politik, dat heescht vun der staatlecher Verwaltung, d'Organisatiounen vun de Patronen, Salariaéen, d'Gewerkschaften, d'Gemengen an d'Netregierungsorganisatiounen. Hei ass et jo vu virera kloer, datt et nëmme zu Komproméssentscheidunge komme kann, esou datt jo déi allgemeng ugestriefen Ziler mam beschte Wëllen ni erreicht wäerte ginn!

Mir mussen 20% Reduktioun errechen. Et ass jo jiddwerengem kloer, datt mir dat ni erreche wäerten. Wat geschitt dann, wa mir vun der EU 30% imposéiert kréien? Dat ass net machbar. An da bleift souwisou nëmme eng Alternativ, nämlech d'Emissiounsrechter am Ausland opzekafen, mat finanziellen Méttelen, déi mir hei am Land néideg gebrauche kéinten, fir eis ëmweltfrëndlech Betriber ze fördern.

Déi sechst Constatatioun: Mir hu 35 Mesurë presentéiert kritt, mä mir wëssen net, wat déi 35 Mesurë bréngen. Wéi vill kascht dat? Wéi vill CO₂ gëtt domadder agespuert? Déi minimal Donnéeë sinn net do, a mir hu keng Leit fir e seriöse Monitoring an e Suivi. Eis schéngt et, wéi wa mir ee Pilotage à vue durerzéien. Mir zéien deen een oder anere méi grousser Projet duerch a mir kucke pragmatesch, wat méiglech ass. Mir hu keng Datebasis, fir eis Obligatiounen vis-à-vis vun der EU oder der UNO ze erfëllen. Dat Wichtigst ass fir eis d'Prioriséierung vun den Ziler.

D'Diskussioun muss weidergoen. Munch Problemer mussen intelligent geléist ginn. Zum Beispill: Ass et méi wichteg, fir op 15% vum CO₂ an op 1,2 Milliarden Euro vum Transittourismus ze verzichten, oder soll een déi zousätzlech Recetten dozou notzen, fir aner Moosnamen ze finanzéieren? Dat sinn Diskussiounen, déi ee muss féieren. Vu datt mir d'Wirkung vun de Moosnamen net ofschätze kënnen, ass et wichteg, fir alles zesummenzubündelen, mat der Uni, dem Stater an aneren Institutiounen wéi de CRPen - sous réserve natierlech -, wann een op esou e Wee wëllt goen.

Siwent Constatatioun: Am Joer 2008 hat Lëtzebuerg 12,25 Milliounen Tonnen an CO₂-Emissiounen. 2009 waren et 11,68 Milliounen an 2010 12,19 Milliounen. Do schéngt e Stéllstand, een Équilibrium entstanen ze sinn. Elo stellt sech d'Fro: Wat kann deen Einzelnen nach maachen? Deen Einzelne ka säin Haus sanéieren; he kann een Niddregenergiehaus bauen; he kann Apparater kafen, déi méi effizient sinn; he kann op den Auto verzichten, wann et méiglech ass, oder en Auto mat wéineg CO₂-Ausstouss fueren.

Wéi vill Spillraum huet deen Einzelnen an der Zukunft? An do stellt sech jo, éischtens, d'Fro vun der Informatioun, awer och, zweetens, d'Fro vun der individueller Fräiheet. Mir hu jo gesinn, datt d'Studente vu sech aus léiwer op den Zuch verzichten an éischer mam Auto fueren, well se iwwerall dohi kommen, wou se wëllen. Mir stoussen duerch eng reduziéiert Finanzéierungsméiglechkeet vum Stat an duerch eng reduziéiert individuell Fräiheet vum eenzelne Bierger op eis Grenzen. An deejéingen,

dee behaupt, datt bis zum Joer 2050 80% bis 95% vum CO₂ agespuert muss ginn - dann deet et mer leed -, dee muss op de Mound wunne goen, well hei ass dat net méiglech! Oder en ass einfach een onbeléierbare Fanatiker.

Als Konklusioun, Här President: Mir ënnerstëtzen alles, wat machbar ass, och der Regierung hir Mesuren. Mir weisen op eng interessant Pist, nämlech déi vun der Geothermie, déi hei nach net ugeschwat ginn ass. Mir sinn awer géint all Taxenerhéijung a Reduktioun vun eise Aktiounsradius. A mir wëllen net - haaptsächlech net - fir domm verkaf ginn am Numm vun enger hypothetischer CO₂-Intoxikatioun, déi hei als Problem duergestallt gëtt, déi awer net de Problem ass! An ech zitéieren zum Schluss den Abraham Lincoln fir all d'Politiker: „Manche Leute kann man immer belügen. Alle Leute kann man manchmal belügen. Doch alle Leute kann man nicht immer belügen.“

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Colombero. An elo kritt d'Wuert den Här André Hoffmann.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Här President, déi zwee Ministere verstinn, dass ech net an d'Detailer vun dem Klimapak an dem Partneriat kann agoen. Éischt Remark: D'Approche ass ze begrëssen. D'Approche vun dem Partneriat ass ze begrëssen: d'Abzeiung vun den Acteuren vun der Zivilgesellschaft am Beräich vun der Klimapolitik.

Eng aner Fro ass jo awer natierlech, wat da konkret um Niveau vun der Regierungspolitik derbäi erauskënnt. Wann déi ONGen, déi zesummegefaasst sinn am „Votum Klima“ an also an deem Partneriat mat bedeelegt sinn, schreiwen: „Die Regierung hat keine Strategie für ein klimafreundliches Luxemburg“, dann dierf ee jo hei an der Chamber op d'mannst seng Skepsis ausdrécke par rapport zu esou enger Strategie.

Ech géif awer och betounen - ech mengen, den Här Gira huet dat och scho gesot - esou en Net-Kompliment, dat trëfft eigentlech manner deen zoustännige Minister wéi d'Regierung als Ganz, a virun allem d'Koordinatioun an d'Kohärenz innerhalb vun der Regierungspolitik. Déi 35 Mesuren, déi hei virgeschloe ginn, déi kann een am Fong geholl alleguer méi oder wéiniger ënnerstëtzen. De Problem ass awer deen, wat dermat geschitt, wéi se ëmgesat ginn. A wann een d'Formuléierung kuckt, da muss ee soen, déi sinn oft esou vag, dass een eigentlech net weess, wat dann elo eigentlech konkret vun Aktiounen do ze erwaarden ass.

Wa mir hei zu Lëtzebuerg am Moment, wann ech déi Informatioun richteg interpretéieren, 80%, 90% vun eise Klimaschutzmoosnamen iwwer Emissiounsrechter an nëmme 15%, 20% iwwer ege Moosnamen ofdecken, dann ass dat eigentlech net konform jiddefalls zum Geescht vum Kyoto-Prozess. A wa mir den Opkaf vun deenen Emissiounsrechter och nach direkt oder indirekt aus eise Tanktourismus eraushuelen, da kann ee sech natierlech d'Fro stellen, wéi een dat dann elo soll nennen. Ass dat eng besonnesch klug Finanzpolitik? Oder ass dat esou eppes wéi ekologesch Schizophrenie?

Iwwerhaapt, dee Mechanismus vun dem Handel mat Emissiounsrechter ass äusserst bedenklech, an natierlech net nëmme hei zu Lëtzebuerg. Net nëmme, well mer wëssen, dass mat deem Handel gefuddelt gëtt, well oft Emissiounen bewosst falsch ageschat ginn, oft och dengen als en Alibi - an ech mengen, dat ass hei zu Lëtzebuerg awer och e bëssen esou -, fir am eegene Land net genuch ze maachen.

Iwwregens weisen eng Rei vun Ekonomisten drop hin, dass deen Handel mat den Emissiounsrechter entre-temps e Bestanddeel, e relativ wichtige Bestanddeel vun de Finanzmäert ass an dass sech eng Bloß do och ukënnegt, déi eng Kéier kéint platzen. An ech hu gelies, Euro-pol huet e Rapport erausginn, dass och an deem Handel mat den Emissiounsrechter e gudden Deel vun organisierter Kriminalitéit erëmzefannen ass.

Här President, mir brauchen e Strukturwandel. Dat ass hei scho gesot ginn. Dat kann natierlech net d'Aufgab vun engem Ministère sinn. Dat ass eng Fro vun der Kohärenz, vun der Koordinatioun - vun der gesamter Regierung - mat den Acteuren aus der Zivilgesellschaft. Awer et ass wéi ëmmer: Bei all deene Froen, déi d'Nohaltegkeet betreffen, feelt et un där Koordinatioun a feelt et un där Vernetzung an un där logescher Kohärenz.

Dee Strukturwandel verlaangt net manner wéi eng Afroststellung vun eise Wuesstumsmodell, also eng Afroststellung vun eise gesellschaftleche Strukturen an eiser Liewensweis. An dat ass vill verlaangt. Dat ass och vill verlaangt vun eiser



Bevölkerung. An dat geet och nëmmen, wa mer Klimapolitik mat sozialer Gerechtegkeet verbannen. Dat geet net, wa mer vun deenen enge Verzicht verlaangen an déi aner encouragéieren, weider op onbegrenzte Wuesstum ze setzen, de Konsum ze stimuléieren, deen och erëm eng Kéier net klimaverträglech an net nohaltgkeetsverträglech ass.

Zu deene sozialen Aspekter gehéiert zum Beispill d'Wunnengsproblem am Zesammenhang mat der Energieeffizienz, de Problem vun der Energiearmut. Do gëtt et eng Etüd, déi Der alleguete kennt, vun der Salariatschamber mam Mouvement écologique, mat der Caritas, mat souwuel interessanten, wichtegen Analyse wéi och interessante Propositionen.

Deen noutwendege Strukturwandel - dat ass fir mech déi entscheidend sozial Fro - d'äerf net zu méi sozialer Ongläichheet, sondern muss zu manner sozialer Ongläichheet féieren. Soss fanne mer net an der Bevölkerung dat Verständnis an déi Ennerstëtzung, déi mer onbedéngt brauchen, fir dee Strukturwandel do kennen duerchzuführen.

M. le Président. - Merci dem Här André Hoffmann. Elo kritt nach eng Kéier d'Wuert den delegierten Nohaltegkeetsminister Marco Schank.

M. Marco Schank, Ministère délégué au Développement durable et aux Infrastructures. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech probéieren dat elo ganz energieeffizient ze maachen, datt et net ze laang dauert,...

Une voix. - Très bien!

M. Marco Schank, Ministère délégué au Développement durable et aux Infrastructures. - ...an lech net ze strapazéieren.

Dat Éischt, wat ech wollt soen, den Eugène Berger huet op eng Rei Saachen higewisen. Do wëll ech vläicht ervirsträchen, hien huet gesot, datt hien am Kontext vum Émweltschutzfond deemools d'Viraussetzung geschaf hätt - wat och richteg ass, wat en och deemools gutt gemaach huet -, fir de Gemengen eng Rei Méiglechkeeten ze ginn och, wou Montanté geschaf si ginn, fir bei, ech soen emol, Energieetüden, bei der Schafung vun erneierbaren Energien an esou weider ze hëllefen.

Ech wëll him just soen, datt mir, datt ech probéieren, dat elo nach besser ze maachen - dat ass jo net verbueden - doduerch, datt mer de Pacte climat maachen, wou mer einfach eng aner Virgehensweis hunn, déi wesentlech méi strukturéiert ass. An ech wëll awer och derbäi soen: wou de Finanzminister zougesot huet, fir den Émweltschutzfond, wa mer et iwwert dee goe loosse - dat si mer amgaangen ze kucken -, wesentlech opzestocken, well mer méi Sue brauche fir d'Gemengen. Mir wëllen och ee Bonus schafen, nieft deenen normalen Hëllefen, fir Gemengen, déi méi maachen.

Dann hu mer wëlles, fir eng Équipe climat an all Gemeng, déi eng Konvention mat eisem Ministère ënnerschreift, en place ze setzen, wou Leit dra sinn zum Beispill aus dem Gemengerot, awer och aus de Kommissiounen, awer och Privatleit, Artisanen an esou weider, wou een Amateur figuréiert. Mir wäerten eis ënner anerem net nëmmen och un den „European Energy Award“ unhänken, fir dat qualitativ Management fäerdeg ze kréien, wat mer eis wënschen am Kontext vun den Ustrengungen, déi eenzel Gemengen da wäerten zousätzlech maachen.

Ech wëll och derbäi soen, datt deen Tool, deen de Camille Gira ugeschwat huet, fir och déi quantitative Approche, och do sinn ech fest iwwerzeugt, fir dat mat dranzehuelen. Dat ass net fir déi éischt zwee Joer méiglech, mä no enger Virlafzäit wäerte mer och do de Gemengen...

M. Camille Gira (déi gréng). - Awer virun 2020.

M. Marco Schank, Ministère délégué au Développement durable et aux Infrastructures. - Genau dat! ...de Gemengen entsprechend d'Méiglechkeet ginn.

An ech verspreche mer, ech soen dat ganz éierlech, ganz vill, well d'Gemengen awer e privilegéierte Partner sinn am Klimaschutz. Dat ware se an der Vergaangenheet, an dat wëlle mer nach verstärken. An ech mengen, datt dat eng vun de wesentleche Moosnamen och wäert sinn.

Da wollt ech soen, virun ass monéiert ginn, datt mer keng Ziler hätten. Mä mir maachen en Aktiounspang, grad fir eis eng Rei Ziler ze ginn! Fir dann och ze kucken, wéi vill Opwand datt mer brauchen, fir déi Mesuren ëmzesetzen. A wann ech virun vun der Wärmeschutzveruerdnung geschwat hunn, dann ass dat awer ganz kloer ee Moyen, wou mer eis prezis Ziler ginn hunn, wa vum nächste Joer u gesot gëtt, mir errechen elo déi Normen, déi ech och virun genannt hunn, B respektiv C. An en vue vun 2018 hu mer dann A+Haisernormen,

déi d'Europäesch Kommissioun nach muss fixéieren, also quasi Nullenergiehaiser.

An ech soen lech, ech war viru 14 Deeg bei der Chambre des Métiers, bei der Chambre de Commerce mat dem „Groupement des entrepreneurs“, déi si frou, fir déi Virgaben ze wëssen. Déi wëlle wëssen, wou se dru sinn. An ech soen lech, vill vun deene Promoteuren, Entrepreneuren, déi maachen dat elo schon, déi bauen ausschliesslech B, mat Optioun fir A. Dat ass bei deenen Entrepreneuren, déi wëssen, wat d'Zukunft virgëtt. Déi sinn elo schon iwwerzeugt, déi brauch een net ze iwwerzeugen am Kontext vun energieeffizient baue respektiv erneierbar Energien notzen.

Da wollt ech och dat kuerz ernimmen, wat de Roger Negri gesot huet am Kontext vun där Angscht, déi en eigentlech viruginn huet, datt mer géifen doduerch, datt am Paquet Logement mat sengen 21 Mesurén virun allem och op d'Durabilitéit respektiv op d'Ökologie hiweise gëtt... do wëll ech äntwerten: An der Vergaangenheet, all déi Primen, déi mer haten am kollektive Beräich, am individuelle Beräich, dat ware Primen, do war just d'Ökonomie an dat Sozialt. Ech soe „just“, well déi zwee Piliere do eng Roll gespilt hunn. An deen drëtten Piliere, dee war außen vor.

Elo probéiere mer déi dräi Piliere gläichberechtigt - an ech betounen dat Wuert „gläichberechtigt“ -, datt keen ze kuerz kënn. A virun allem - ech mengen och, ech brauch déi Mesuren net nach eng Kéier ze nennen -, probéiere mer och, déi Leit mat deene kleng Paien opzefänken. Firwat sollen déi an Haiser wunnen, wou vill Energie gebraucht gëtt? Just de Contraire muss de Fall sinn. An dat maache mer jo mat enger Partie Mesuren. Ech wëll nëmmen den „écoprêt à taux zéro“ nennen.

Awer och um Niveau vum bëllegen Akt, muss ech soen, verstinn ech d'Kritik net. Et war jo ee Moment gesot ginn, de bëllegen Akt wëlte mer ofschafe respektiv en upassen, Sélectivité sociale. Mä wat maache mer elo? Mir behalen e bái mat dem Sockel vun 10.000 Euro. An 10.000 Euro zousätzlech kritt da jiddwereen, deen ee B baut respektiv een D sanéiert. Ma dat mécht haut, ech wëll net soe jiddwereen, mä jiddwereen, deen et mécht, dee kritt 15.000 Euro vum Stat, wann en ee B baut respektiv 40.000, wann en een A baut. Et soll kee mir soen, datt déi Suen dat net ausgläichen! Vun dohier ass dat, mengen ech, eng flott an eng wichteg Virgehensweis.

Da sinn d'Plans sectoriels ugeschwat ginn. Ech si midd ze soen, datt ech... Ech hu jo och scho virgehäit kritt, ech géif dem Statsrot de schwaarze Péiter ginn. Ech weess net richteg, wem ech e soss soll ginn. Mir waarden... Am März 2010 huet d'Regierung dee Projet vun dem neie Landesplanungsgesetz op de Wee ginn. Ben gutt, de Statsrot weess, datt dee Projet wesentlech a wichteg ass an datt mer e brauche mat deem Instrument juridique, fir géint d'Spekulation ze wierken, soss kënnen mer d'Plans sectoriels net op de Wee ginn.

Mir hunn awer elo d'Zäit genotzt, fir d'Plans sectoriels esou wäit wéi et méiglech ass unzepassen. An ech weess och, ech hunn et scho virun zwee Joer gesot, datt dee Problem wäert Entstoen um Niveau vum de PAGES. Näischtdestotz wäerten d'Plans sectoriels priméieren. An da waarde mer, bis mer do prett sinn.

Da vläicht nach ee Saz och zur Wärmeschutzveruerdnung - ech hat déi virdrun nach eng Kéier erwähnt - an och, datt d'Promoteure gesot hunn, si wiere prett. Et ass ee Moment gesot ginn, datt d'Angscht géif bestoen, datt eisen eegenen Artisanat an d'Leit am Zesammenhang mam Energiespieren, mat erneierbaren Energien net prett wieren. Ech mengen, datt de Contraire de Fall ass.

Ech mengen, datt eis Betriber prett sinn, datt se fit sinn, fir déi Eraufuerderung do ze huelen. An ech soen et nach eng Kéier: Si si frou, datt se déi Virgaben hunn, datt se wëssen, wat mer wëlles hunn ze maachen am Kontext vun der Wärmeschutzveruerdnung, an da geet dat méi séier. Mir hunn eben de Pech gehat, datt déi Wärmeschutzveruerdnung vun 2008, déi ass ze spéit komm, déi haten déi Däitsch schon 2002!

(Interruption)

An da brauch ee sech net ze wonneren, datt awer op ville Chantieren an eisem Land Däitsch geschwat gëtt.

Ech wollt dann zum Schluss nach soen, datt...

Ah, de Pacte Logement! Dat hunn ech mer awer nach opgeschriwwen: Pacte Logement. Do wëll ech awer soen, datt ech profitéieren dovunner, datt ech iwwert de Pacte Logement un d'Gemenge kommen. Dat ass vläicht dee wichtegsten Effekt, ausser datt natierlech och d'Gemengen honoréiert kréien, wa Wunnenge geschaf ginn, iwwert d'Infrastructures collectives. Mä ech mierken awer, datt se verstärkt

un de Logementsminister eruntrieden, datt se verstärkt un déi aner Promoteurs publics eruntrieden, fir...

Une voix. - Dat huet awer näischt mam Pacte Logement ze dinn!

M. Marco Schank, Ministère délégué au Développement durable et aux Infrastructures. - Eh, ech weess dat net! Et huet e wahrscheinlech awer gebraucht.

Une voix. - Dir bezuelt Haiser, déi 2006 gebaut si ginn, Här Schank. Haalt dach op!

M. Marco Schank, Ministère délégué au Développement durable et aux Infrastructures. - Mä ech muss awer soen, datt elo d'Gemenge verstanen hunn, datt d'Wunnen eng Missioun ass vun de Gemengen. Virdu sinn et déi grouss Gemengen, déi üblech verdächtig, d'Stad Lëtzebuerg, Esch an all déi aner, déi woussten, wéi wesentlech dat ass. Mä aner Gemenge woussten dat net. An ech muss soen, ech profitéieren awer elo dovunner, an dofir wëll ech dat nach eng Kéier soen.

Zum Schluss - ech hat lech versprach, ech wier net ze laang - d'Konklusioun. Ech hat ee Moment, wéi ech nogelauschert hunn, d'Impressioun, d'Konklusioun wier déi, mir sollten net mam Partenariat virufieren. Elo weess ech awer - wéi ech zesumme mam Claude Wiseler d'Partenariat der Press virgestallt hunn, du waren all d'Partner derbäi, ausser an deem Moment d'Gewerkschaften -, datt jiddwereen gesot huet, hie géif drop halen, fir wéi viruzefieren.

An ech mengen, datt dat och gutt esou ass, an ech sinn och frou, datt d'CSV, d'LSAP, déi gréng..., an ech hunn och net den Eugène Berger héiere soen, datt dat net wichteg wier, wann ee géif virufieren. Sou datt ech denken, datt mer déi Virgaben, déi ech a mengen éischten 20 Minutte virginn hunn, datt mer Recht hunn, fir mat deem Partenariat, wou mer daitlech Virgaben hunn, fir domadder dann och weiderzemaachen.

Da wollt ech zum Schluss nach eppes zu de Motiounen soen. Et wäert lech net wonneren, wann ech lech soen, datt ech d'Motioun N°1 selbstverständlech am Numm vun der Regierung wëll unhuelen. Ech ginn net weider drop an. Dat ass déi richteg Virgehensweis och am Kontext mam Kyoto-Cent.

Da wollt ech soen, datt ech leider déi Motioun vun deene Gréngen net wollt akzeptéieren, awer aus deem Grond, well se superfétatoire ass.

(Brouhaha)

Ech wëll soen...

Une voix. - Dat ass net wouer.

M. Marco Schank, Ministère délégué au Développement durable et aux Infrastructures. - Ech wëll soen, datt mer... Ma neen, ausgerechent am Partenariat ass eng...

Une voix. - Dat ka jo awer net sinn!

(Brouhaha général)

M. Marco Schank, Ministère délégué au Développement durable et aux Infrastructures. - Ausgerechent am Partenariat ass d'Konklusioun vun enger vun den Aarbechtsgruppen, mir géifen eis en Instrument gi fir eng Informatiounsbasis. Ech liesen dat och vir, net datt Der sot, hei, dat do ass bëlleg: „...die Informationsbasis bezüglich der Wirkungen verbessert und transparenter gemacht werden muss, dass insbesondere die Wirkung des Treibstoffexports vor allem in Bezug auf Umwege und seine Verringerung durch Studien und ein statistisches Berichtssystem besser zu erfassen sind.“ Genau dat maache mer. Ech mengen, datt dat dat Wesentlech ass, datt dat eis weiderhëlft. An dofir wollt ech déi Motioun net unhuelen.

Ech soen lech Merci.

M. Camille Gira (déi gréng). - Oh, dat ass awer enttäuschend!

(Brouhaha)

M. le Président. - Merci dem Här Nohaltegkeetsminister. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss, a mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert d'Motiounen.

Motion 1

Fir d'Éischt d'Motioun N°1 vum Här Marcel Oberweis. Den Här Colombera freet zu där Motioun d'Wuert.

M. Jean Colombera (ADR). - Jo, Här President, et ass ganz viles gutt. Et ass ganz viles gutt an der Motioun. Leider kënnen mer awer net matdroen, dass vum Kyoto-Cent geschwat gëtt. Dat heescht, et gëtt erëm eng Taxerhéijung. An hei ass jo evident: Wien trifft dat? Natierlech déi Leit, déi net vill hunn! Dofir wäerte mir eis enthalen.

Merçi.

M. le Président. - Den Här Berger huet d'Wuert.

M. Eugène Berger (DP). - Merci, Här President. Ech wollt och matdeelen, datt meng Fraktioun sech enthält bei där Motioun. Et sinn eng Rei Saachen, déi eis e bëssen ze vag schéngen. Et kéint een och zum Beispill soen, elo deen - wat jo natierlech ze begrëssen ass -, datt dee Plang iwwert d'„efficacité énergétique“ soll am Groupe de pilotage diskutéiert ginn - firwat net hei an der Chamber?

An dann awer virun allem de leschte Punkt, wou do iwwert de Kyoto-Cent diskutéiert gëtt. Ech mengen, wann een dat wëllt seriö maachen, misst een eigentlech fir d'Éischt déi zweet Motioun stëmmen, déi vun deene Gréngen, wou eben da kloer Zuelen um Dësch leien, datt een do an déi Richtung eppes ka maachen. Dat ass jo ënner anerem d'Haaptursach, firwat mer eis hei wäerten enthalen.

(Brouhaha)

M. le Président. - Här Gira, hutt Dir eng...

M. Camille Gira (déi gréng). - Jo, ech wollt dem Här...

M. le Président. - Dir hätt eigentlech keng Zäit méi.

M. Camille Gira (déi gréng). - Ech wollt dem Här Berger...

M. le Président. - Maacht et also ganz kuerz!

M. Camille Gira (déi gréng). - Ech wollt dem Här Berger Merci soen. En huet nämlech d'Motivatioun matgeléiwert, firwat dass mir eis och enthalen.

M. le Président. - Gutt. Kënnen mer dann iwwert déi Motioun ofstëmmen? Ech proposéieren à main levée.

Vote sur la motion 1

Wien ass mat där Motioun d'accord?

(Brouhaha)

De Vote électronique gëtt verlaangt. Da geet d'Ofstëmmen direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun 1 ass uegell mat 32 Jo-Stëmmen, 1 Nee-Stëmm an 21 Enthaltungen.

Résultat définitif après redressement: la motion n°1 est adoptée par 33 voix pour contre 21 abstentions.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm (par Mme Nancy Arendt), Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Marcel Oberweis), Mme Marie-Josée Frank (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes (par M. Paul-Henri Meyers), Marc Lies (par M. Lucien Clement), Mme Martine Mergen (par M. Marc Spautz), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Lucien Thiel), Raymond Weydert (par Mme Sylvie Andrich-Duval) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Alex Bodry (par M. Ben Scheuer), Mmes Claudia Dall'Agnol (par M. Ben Fayot), Lydie Err (par M. Claude Haagen), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Roger Negri et Ben Scheuer.

Se sont abstenus: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen (par M. Carlo Wagner), Paul Helming (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch (par Mme Anne Brasseur), Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler), et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Félix Braz), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Ech ginn net dovun aus, datt een nach seng Enthaltung wëllt begrënnen.

Motion 2

Da komme mer zu der zweeter Motioun. Do ass sécherlech och de Vote électronique verlaangt. Duerfir fänke mer elo direkt mam Ofstëmmen un.

Vote sur la motion 2

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

(Interruptions)



► **Mme Anne Brasseur (DP).**- Entschëllegt! D'Madame Polfer votéiert fir sech selwer an net fir mech.

► **M. le Président.**- Si stëmmt awer d'selwecht, wéi Dir fir si gestëmmt hutt.

(Hilarité)

De Vote ass ofgeschloss.

(Interruption)

Jo, mir huelen Äre Vote mat, Madame Polfer.

(Brouhaha)

D'Motioun 2 ass ofgelehnt mat 32 Nee-Stëmmen, 19 Jo-Stëmmen a 4 Enthaltungen.

Résultat définitif après redressement: la motion n°2 est rejetée par 34 voix contre, 17 voix pour et 4 abstentions.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen (par M. André Bauler), Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch (par M. Eugène Berger), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Félix Braz), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. André Hoffmann.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm (par M. Marcel Oberweis), Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt), Mme Marie-Josée Frank (par Mme Christine Doerner), MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes (par M. Paul-Henri Meyers), Marc Lies (par M. Lucien Clement), Mme Martine Mergen (par M. Marc Spautz), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Jean-Paul Schaaf), Lucien Weiler (par M. Lucien Thiel), Raymond Weydert (par Mme Sylvie Andrich-Duval) et Michel Wolter;

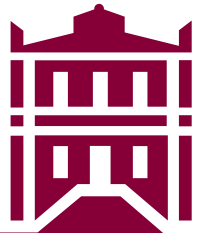
MM. Marc Angel (par M. Ben Scheuer), Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Ben Fayot), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Mme Lydia Mutsch (par M. Claude Haagen), MM. Roger Negri et Ben Scheuer.

Se sont abstenus: MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung si virgesi fir de 5. an de 6. Juli.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.49 heures)



SÉANCE 41

MARDI,
5 JUILLET 2011

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydie Err, Doyenne

Sommaire

- Communications
 - M. le Président
- Résolution relative à la proposition de directive du Conseil modifiant la directive 2003/96/CE du Conseil structurant le cadre communautaire de taxation des produits énergétiques et de l'électricité (document COM (2011) 169)
 - Art. 168 (5) du Règlement de la Chambre des Députés
 - M. le Président, M. Alex Bodry
 - Vote sur la résolution (adoptée)
- 6299 - Proposition de loi modifiant
 - la loi modifiée du 27 mars 1986 fixant les conditions et les modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut se faire changer d'administration,
 - la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État et
 - la loi électorale du 18 février 2003
 - Déclaration de recevabilité: M. le Président
- Ordre du jour
 - M. le Président
- Dépôt d'une motion par M. Fernand Kartheiser
 - M. Fernand Kartheiser
- 6023 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain et modifiant
 - la loi communale modifiée du 13 décembre 1988,
 - la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales,
 - la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles,
 - la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau
 - Rapport de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police: M. Ali Kaes
 - Discussion générale: M. Fernand Etgen, M. Jean-Pierre Klein, M. Camille Gira, M. Gast Gibéryen, M. André Hoffmann
 - M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région
- Hommage à M. Jean Huss
 - M. le Président, M. Jean Huss

Au banc du Gouvernement se trouve M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.**- Neen, Här President.

1. Communications

► **M. le Président.**- Ech hu par contre folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) Fir d'Éischt ass d'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten um Büro déposiert.

2) Folgend Projete goufen an der Administration parlementaire déposiert: de 27. Juni vun den Deputéierte François Bausch, Xavier Bettel, Lucien Lux, Lucien Thiel a mir selwer d'Proposition de modification de l'article 82 vun eisem Chambersreglement; den 1. Juli vum delegéierten Nohaltegeektsminister de Projet de loi 6302 iwwert de geologesche Stockage vun CO₂, a schliesslech de 4. Juli vum Ausseminister de Projet de loi 6303, en Traité iwwert de Bloc d'espace aérien fonctionnel «Europe Centrale».

3) Dann ass d'Petition N°309 géint d'Fermeture vun der Wolzer Maternité den 1. Juli vun der Initiativ „Neen zur Fermeture vun der Maternité Wolz“ iwwerrecht ginn.

Communications du Président - Séance publique du 5 juillet 2011

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) La proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés et les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

6301 - Proposition de modification de l'article 82 du Règlement de la Chambre des Députés

Dépôt: M. François Bausch, Député; M. Xavier Bettel, Député; M. Lucien Lux, Député; M. Laurent Mosar, Député; M. Lucien Thiel, Député, le 28.06.2011

6302 - Projet de loi

a) relative au stockage géologique du dioxyde de carbone

b) modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et la gestion des déchets

c) modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau

d) modifiant la loi du 20 avril 2009 relative à la responsabilité environnementale

Dépôt: M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, le 01.07.2011

6303 - Projet de loi portant approbation du Traité relatif à l'établissement du bloc d'espace aérien fonctionnel «Europe Centrale» entre la République fédérale d'Allemagne, le Royaume de Belgique, la République française, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas et la Confédération Suisse, fait à Bruxelles, le 2 décembre 2010

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 04.07.2011

3) En date du 1^{er} juillet 2011 l'initiative «Neen zu der Fermeture vun der Maternité Wolz» a introduit la pétition n°309 contre la fermeture de la maternité de l'hôpital de Wiltz.

2. Résolution relative à la proposition de directive du Conseil modifiant la directive 2003/96/CE du Conseil structurant le cadre communautaire de taxation des produits énergétiques et de l'électricité (document COM (2011) 169)

- Art. 168 (5) du Règlement de la Chambre des Députés

An hirer Réunioun vum Freideg, den 9. Juni, huet d'Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire eestëmmege décidéiert, en Avis politique un d'Europäesch Kommissioun ze riichten iwwert d'Proposition de directive COM (2011) 169, déi eng Taxatioun vun den energetesche Produkter souwéi dem Elektresche betrëfft.

D'Ekonomieskommissioun huet wuelverstane kee Problem, wat de Respekt vum Subsidiaritätsprinzip ugeet, mä wëllt politesch Bedenken zum Ausdrock bréngen, esou wéi et den nationale Parlamenten an der sougenanntener Barroso-Initiativ erlaabt ass. D'Prozedur, déi hei ap-

plizéiert gëtt, ass geregelt am Artikel 168 vun eisem Chambersreglement. Den Avis vun der Ekonomieskommissioun ass lech a Form vun enger Resoloutioun verdeelt ginn. E Vote sans débat gëtt virgeschloen.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

Den Här Bodry freet d'Wuert.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Jo, Här President, wann et just erlaabt ass, als President vun der Kommissioun wollt ech just e kleng Punkt rectificieren. Et ass esou, dass déi gréng Fraktioun eis matgedeelt huet, dass si u sech sech géifen enthale bei deem Text, dee mer festgeluecht hunn. Déi aner Fraktiounen stinn hannert deem Text.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Bodry.

Résolution

La Chambre des Députés,

- considérant l'article 168 du Règlement de la Chambre des Députés;

- rappelant que la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire a été saisie d'une proposition de directive du Conseil modifiant la directive 2003/96/CE du Conseil structurant le cadre communautaire de taxation des produits énergétiques et de l'électricité (document COM (2011) 169);

- constatant que la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire a adopté, lors de sa réunion du 9 juin 2011, un avis politique au sujet de la proposition de directive précitée;

décide de faire sien cet avis politique de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire ayant la teneur suivante:

«La proposition de directive du Conseil modifiant la directive 2003/96/CE du Conseil structurant le cadre communautaire de taxation des produits énergétiques et de l'électricité s'inscrit dans la stratégie „Europe 2020“ de l'Union européenne qui prévoit une modification du cadre communautaire existant de la taxation de l'énergie destinée à rendre celui-ci davantage conforme aux objectifs de l'Union en matière d'énergie et de lutte contre le changement climatique. Cette modification a été demandée par le Conseil européen dans ses conclusions de mars 2008.

La Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire rappelle que le domaine politique sur lequel porte l'initiative législative précitée ne relève pas de la compétence exclusive de l'Union européenne.

Bien que la commission parlementaire ait pu constater que cette proposition de directive semble conforme aux principes de subsidiarité et de proportionnalité, elle tient à rendre attentif au fait que cette initiative vise à modifier un cadre légal qui règle une matière sensible pour le Luxembourg en ce qu'elle a une forte influence sur la structure fiscale du pays. Actuellement, ces recettes, sans prendre en compte la taxe sur la valeur ajoutée, représentent à elles seules un ordre de grandeur d'environ 10% des recettes fiscales brutes du Luxembourg.

En ce qui concerne la mise en œuvre de la nouvelle directive, la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire partage la volonté de la Commission européenne de différencier la taxation de l'énergie en fonction de critères objectifs, fondés à la fois sur les émis-



sions de CO₂ et sur le contenu en énergie d'un produit énergétique donné. Elle donne toutefois à considérer que l'assiette de taxation prévue est de nature à compliquer substantiellement la tâche de l'administration, en raison, notamment, de facteurs de conversion peu clairs. La commission parlementaire juge donc hautement utile que le niveau communautaire s'accorde sur une liste des nouveaux taux minimaux applicables aux différents produits énergétiques.

Par ailleurs, la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire constate que, conformément à la logique de la directive, la catégorie du diesel professionnel, prévue dans le cadre communautaire de taxation des produits énergétiques actuellement en vigueur, disparaîtra. Elle approuve ce choix tout en rappelant que le Luxembourg n'a jamais usé de son droit d'appliquer un taux professionnel plus avantageux pour le diesel.

En ce qui concerne l'échéancier proposé pour l'adaptation de la taxation du gazole, la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire insiste sur la fixation d'un échéancier permettant une adaptation progressive de l'accise perçue sur le diesel.

Finalement, la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire exprime ses réserves non seulement quant aux taux proposés pour le diesel, mais également en ce qui concerne le taux positif proposé pour l'utilisation agricole du gazole et le mazout chauffage. En effet, en période de croissance économique molle et de chômage élevé, il paraît risqué de mener une politique de renchérissement du prix de l'énergie, facteur influant fortement le rendement de maintes activités économiques et représentant une part non négligeable des dépenses des ménages.

La Commission demande donc à ce que, dans ses modalités d'application, cette proposition de directive tienne compte de l'aspect „coût“ pour les entreprises et les ménages. Dans ce même ordre d'idées et de manière tout à fait générale, elle recommande vivement de prévoir une mise en œuvre progressive de ces adaptations fiscales, qui devra permettre aux assujettis d'ajuster de manière souple leur comportement énergétique.»

(s.) Alex Bodry, Fernand Boden, Claude Haagen, Lucien Lux, Marc Spautz.

Vote sur la résolution

Wien also mat dëser Resolutioun d'accord ass, ass gebieden, d'Hand ze hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder wier déi Resolutioun dann ugehall. Ech leeden den Avis dann un déi zoustänneg europäesch Instanz weider.

3. 6299 - Proposition de loi modifiant

- la loi modifiée du 27 mars 1986 fixant les conditions et les modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut se faire changer d'administration,

- la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État et

- la loi électorale du 18 février 2003

Déclaration de recevabilité

An hirer Réunioun vum 30. Juni huet sech d'Präsidentekonferenz fir d'Recevabilitéit vun enger Proposition de loi ausgeschwat. Et handelt sech ëm d'Proposition de loi N°6299 iwwert de Changement d'administration, déi vun den Häre François Bausch, Xavier Bettel, Lucien Lux, Lucien Thiel a mir selwer de 27. Juni deponéiert gouf.

Schléisst d'Chamber sech dem Virschlag vun der Präsidentekonferenz un?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

4. Ordre du jour

D'Präsidentekonferenz schléit fir dës Woch folgenden Ordre du jour vir:

Haut de Mëtteg hu mer de Projet de loi 6023 iwwert de Gemengenamangement, nom Modell 2.

Muer de Mëtteg um hallwer dräi hält d'Chamber fir d'Éischt en neie Member op; duerno de Projet de loi 6238 iwwert d'Reorganisatioun vun der Chambre des Métiers, nom Basismodell; dann de Projet de loi 6171 iwwert d'Établissements classés, nom Modell 1, an dann d'Interpellatioun vum Här Camille Gira iwwert d'Waasserversuergung, och nom Modell 1.

Ass d'Chamber domadder averstane?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Da freet den Här Kartheiser d'Wuert, fir eng Motioun ze deponéieren.

5. Dépôt d'une motion par M. Fernand Kartheiser

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmools Merci, Här President. Ech wollt hei nach eng Kéier eng Motioun deponéieren, déi iwwert d'Situatioun am Moyen-Orient an Nordafrika geet. Mir haten déi an der aussepolitichescher Kommissioun schonn eng Kéier diskutéiert. Et sinn eng Rei Kommentare vu verschiddene Parteie gemaach ginn. Ech hunn déi Motioun an deem Sënn komplettéiert, fir déi Kommentaren, déi gemaach goufen, mat opzehuelen.

Se betrëfft enner anerem, an duerfir wär ech lech dankbar, Här President, wa se géif eenegermoosse séier zum Vote kommen, sief et dës Woch, sief et awer da spéitstens d'nächst Woch, well et sinn esou aktuell Problemer dran ugeschwat, wéi zum Beispill d'Ennerstëtzung vun der Chamber fir d'Aktioun, déi d'Regierung jo och a Libyen matféiert mat eisen aneren Al-liéierten.

Ech soen dem Här Hoffmann vun deene Lénken ausdrécklech Merci fir seng Ennerschrëft och, déi e puer appui ginn huet. An ech dierf lech heimadde dës Motioun iwwerreechen.

Motion

La Chambre des Députés,

- rappelant ses motions et résolutions des dernières années appelant à une paix globale, juste et durable entre Israël et les Palestiniens, appelant en outre au respect de la sécurité d'Israël et la création d'un État palestinien viable et démocratique;

- saluant le mouvement populaire dans les pays arabes pour la démocratie et le respect des droits de l'Homme qui devrait également ouvrir de nouvelles perspectives pour la paix dans le conflit israélo-palestinien;

- profondément inquiète de la violence contre les minorités religieuses dans un grand nombre de pays dans la région et du non respect continu de la liberté de religion, notamment à l'encontre des Chrétiens, des Bahais et des Alaouites;

- indigné par la violation continue des droits de l'Homme dans quelques États de cette région y compris par des actes de torture et des exécutions capitales;

- inquiète de la non-application de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes;

- se félicitant de l'engagement de l'Alliance atlantique en Libye dans l'intérêt de la protection de la population civile;

- exprimant sa profonde inquiétude face à la situation dans certains pays arabes et, en particulier, en Syrie et au Yémen où les mouvements démocratiques sont actuellement cruellement réprimés par les Gouvernements en place;

invite le Gouvernement

1. à soutenir les mouvements démocratiques dans les pays islamiques et à faire valoir son influence auprès des Gouvernements syrien, yéménite et iranien pour qu'ils renoncent à la violence et afin de les faire incliner vers un dialogue pacifique avec l'opposition;

2. à continuer en particulier à soutenir l'action de l'Alliance atlantique en Libye conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de Sécurité des Nations Unies;

3. à faire tout son possible pour soutenir le processus de paix au Moyen-Orient en demandant au Gouvernement israélien comme aux représentants palestiniens de reprendre au plus vite les négociations sur la base des propositions du Quartet;

4. à inviter l'Union européenne à soutenir généreusement les pays arabes en voie de transition démocratique, en particulier sur le plan économique, et à contribuer également à titre national à cet objectif;

5. à intervenir, à titre national et conjointement avec ses partenaires et alliés, auprès des Gouvernements des États où des Chrétiens ont été victimes de violence pour des raisons religieuses, afin qu'ils garantissent désormais la sécurité des populations chrétiennes et de leur clergé, comme également celle de toutes les autres minorités religieuses, et qu'ils s'engagent pour le respect plein et entier de la liberté religieuse.

(s.) Fernand Kartheiser, Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, André Hoffmann.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Kartheiser. Mir kéimen dann elo zum Projet de loi 6023 iwwert de Gemengenamangement. D'Riedezäit ass hei nom Modell 2 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Hären Etgen, Klein, Gira, Gibéryen an Hoffmann. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Ali Kaes. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

6. 6023 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain et modifiant

1. la loi communale modifiée du 13 décembre 1988,

2. la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales,

3. la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles,

4. la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau

Rapport de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police

► **M. Ali Kaes (CSV), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, ech brauch kengem heibannen, virun allem net de Kollege Buergermeeschteren, d'Envergure an d'Wichtegkeet vun dësem Projet de loi ze erklären.

Éier ech awer mäin Exposé vum neien Text ufänken, wëll ech ausdrécklech alle Memberen aus der Intérieurskommissioun e ganz grouse Merci soen. Mir hunn iwwer Méint an e sëlliche Sëtzungen un Text geschafft, bis an de leschten Detail dru gefeilt, an et waren déi ganzen Zäit iwwer gutt a konstruktiv Diskussiounen, an dat iwwert d'Parteigrenzen ewech, an enger ganz agréabeler Aarbechtsatmosphär.

(Interruption et hilarité)

Dëst ass wuel enner anerem awer och drop zrëckzeféieren, datt d'Memberen aus der Kommissioun all iergenden Amt um kommunale Plang ausüben oder ausgeübt hunn. Si wëssen also ganz genau, wat dëst Gesetz um Terrain heescht a wéi a wou et huet misse verbessert ginn, fir der Praxis besser ugepasst ze ginn.

Bon, da wëll ech awer och nach e ganz besonnesche Merci adresséieren un d'Madame Marianne Weycker, d'Sekretärin vun der Kommissioun, den Här Max Hengel vun der CSV-Fraktioun, d'Häre Cyrille Goedert an Arno van Rijswick aus dem Ministère, an zur gudder Lescht och un lech, Här Minister, fir Aert Versteesdemech an deene Situatiounen, wou d'Kommissioun net oder net grad ëmmer direkt mat lech averstane war.

D'Gesetz vun 2004, a besonnesch d'Philosophie hannendrun, waren u sech net schlecht, mä et hu sech am Laf vun de leschte siwe Joer an der Praxis e puer Problemer gestallt, an elo geet et drëm, dës Problemer ze behiewen. Ech mengen, ech wäert elo näischt virewechhuelen, wann ech soen, datt mer mam neien Text eng ganz Rei vu substanzuelle Verbesserungen aféieren, an dat notamment am Beräich vun den Délaïen.

Et ass och wichteg, datt mer dësen Text nach virun der Sommervakanz stëmmen, well soss wieren all déi PAGen, déi nach nom 37er Gesetz fonctionnéieren, ab dem 8. August verfall, dat heescht, et géif ee sech integral an der Gréngzon befannen. D'Gemenge kréien elo iwwert dëst Gesetz eng Verlängerung vun zwee Joer, fir hire PAG un dat 2004er Gesetz unzepassen. An Ausnahmefäll kann dës Frist dann ëm weider zwee Joer maximal verlängert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer dann, datt ech weider op de Projet de loi elo aginn. Well ech just gesot hunn, mir hätten eng sëlliche Sëtzunge gehat, wëll ech da vollstännegkeetshallwer kuerz op d'Virgeschicht vum Projet agoen.

Den 30. März 2009 huet den Innenminister de Projet an der Chamber déposéiert. De 6. Abrëll ass vum Här Innenminister de Projet der Intérieurskommissioun - de 6. Abrëll 2009 war dat - virgestallt ginn. Mir kruten dunn dräi Avisen, engersäits dee vun der Chambre des Métiers, dee vun der Chambre de Commerce an och dee vum Syvicol.

Den éischten Avis vum Statsrot ass vum 23. März 2010. De 15. Abrëll 2010 sinn ech dunn zum Rapporteur vun der Kommissioun ernannt ginn. Tëschent Abrëll 2010 a Januar 2011 hate mer u sech net manner...

(Brouhaha)

► **M. le Président.** - Ech bieden lech, dem Här Kaes nozelauschteren! Et ass e ganz wichteg Gesetz!

► **Une voix.** - Très bien!

► **Une autre voix.** - Jo, très bien!

► **M. Ali Kaes (CSV), rapporteur.** - ...hate mer net manner wéi 21 Réuniounen, an deene mer den Text Artikel fir Artikel duerchgeholl hunn. Derniewent hate mer eng ganz Rei vun Entrevuë mam Syvicol, mam Klimabündnis, mat Gaart an Heem, mam OAI, mat dem Ordre vun de Geometeren an och mam Mouvement écologique.

De 27. Januar hu mer eng ganz Rei vun Amendementen ugehall. De 7. Juni huet de Statsrot säin Avis complémentaire ofginn. De 15. Juni ass dësen Avis vun der Kommissioun analyséiert ginn, a schlussendlech den 29. Juni huet d'Kommissioun de virleiende Rapport ugehall.

Dir gesitt, mir hunn eis vill Méi ginn, fir dësen Text gutt an am Detail ze behandelen.

Här President, léif Kollegeinnen a Kollegen, erlaabt mer awer elo nach e kuerze Réckbléck op den Aménagement communal an den Développement urbain hei am Land.

Éier mer d'Gesetz vun 2004 haten, waren dës Domäner vum Gesetz vum 12. Juni 1937 regéiert, dat sech mam Aménagement vun de Stied an de gréisseren Agglomeratiounen befaasst huet. Dësen Text war deemools d'Basisinstrument fir d'Politik vum Urbanismus hei am Land. Prinzipiell war festgehalen, datt d'Gemenge responsabel wiere fir den Aménagement vun hirem Territoire, a fir d'Éischte Kéier sinn déi kommunal Aménagementspläng agefuert ginn.

An der Zäit virun 1937 ass et awer kee spezifesch Gesetz ginn. Alles, wat den Urbanismus an d'Wunnamer hei am Land ugaangen ass, ass iwwert d'Gesetz vum der Circulatioun an der Sécherheet op der Voirie publique geregelt ginn. Wat d'Haiser an den eenzelnen Dierfer ugaangen ass, sou war et jiddwengem Einzelne ganz einfach iwwerlooss, wéi a wou en op sengem Territoire oder op senger Propriétéit eng Konstruktionsopgericht huet.

Duerch d'Reform vun 2004 ass d'Gesetz vun 1937 abrogéiert ginn. D'Grënn heifir louche ganz kloer op der Hand. Eppes, wat an den 30er Jore vläicht nach Sënn hat, konnt onméiglech nach den Ufuerderunge vum 21. Jorhonert gerecht ginn. Eis Bevölkerung ass gewuess, d'Dierfer an d'Stied si méi grouss ginn, de Verkéier ass explodéiert an esou weider. Et war also un der Zäit, fir sech dat néidegt Instrument ze ginn, fir eng modern Städeplanungspolitik ze maachen.

Do ass an de leschte Jore jo och ganz viles geschitt. A wann ech zum Beispill d'1999er Gesetz iwwert den Aménagement vum Territoire oder den IVL respektiv de Programme directeur vum Aménagement du Territoire soen, ech mengen, dann ass dat fir jiddwengem heibannen e Begrëff.

Duerch all déi nei Ufuerderunge war d'2004er Gesetz also néideg, fir dës fundamentale Adaptatiounen duerchzesetzen an nei Prinzipie festzehalen. War zum Beispill bis 2004 fir e Bauprojet d'Realisatioun vun engem PAP d'Ausnahm, sou ass et duerno d'Regel ginn.

Iwwregens, d'Gesetz vun 2004 ass schonn dräimol geännert ginn: Am Juli 2005 sinn, op Basis vun engem administrativen Uerteel, e puer Prezisiounen zu den Dispositions transitoires an d'Gesetz abruucht ginn; am Oktober 2008 duerch de Pacte Logement, deen d'Obligatioun vu Logementer à coût modéré bei PAPen iwwer engem Hektar agefuert huet; an am Dezember 2008 duerch d'Waasserkadergesetz.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ee groussen Deel vun den Ännerungen, déi mir am neien Text festhalen, hu jo zum Zil, eng administrativ Vereinfachung erbäizeféieren an eng besser Lisibilitéit vum Text ze garantéieren. D'Regierung, déi aus de Wahlen 2009 ervirgaang ass, war sech dëser Noutwendegkeet bewusst an huet dowéinst och am Regierungsprogramm ugekënnegt, am Kader vun der Simplification administrative d'Gesetz vun 2004 op de Leescht ze huelen.

D'Zil vum 2004er Gesetz war et jo, eng méi kohärent an eng besser strukturéiert Politik vum Aménagement communal ze maachen. Ech hat et scho gesot, am Laf vun der Zäit huet sech awer erausgestallt, datt den Text e puer schwéierfällg Prozedure mat sech bruecht huet. Et muss een awer och soen, datt d'Gesetz vun 2004 iwwerhaupt fir d'Éischte Kéier emol



Délaie fir déi verschidde Prozeduren agefouert huet.

Och d'Tatsaach, dass aner Prozeduren aus dem Beräich vum Natur- an Ëmweltschutz, der Evaluatioun vun den Ëmweltpakter oder nach dem Kommodo-Inkommodo en Afloss op den Aménagement communal hunn, mécht d'Prozedure bäi Wäitem net méi einfach an zitt se doduerch och nach fatzeg an d'Längt.

Et soll awer op kee Fall heeschen, dass déi grad genannte Prozeduren net richtig a wichteg wieren. Et muss ee just kucken, fir dat Ganz ganz einfach ze vereinfachen. Haaptzil ass et, déi sougenannte Charge administrative a virun allem d'Délaie fir eng Autorisatioun ze verkieren.

Kuerz a knapp gesot huet d'Regierung zréckbehalen, dass d'Prozeduren, fir e PAG an e PAP unzehuelen, muss vereinfacht ginn. Esou ass dann och virgesinn, dass d'Maximaldauer vun den Adoptiounsprozeduren vun deenen zwee Pläng jo ëm bal d'Halschent gekierzt gëtt doerch, dass e Parallelismus vun de Consultatiounen, dat heescht vun de kompetenten Ulafstellen - Aménagementskommissioun, Ëmweltminister - an natierlech och dem Public agefouert ginn ass.

Am selwechte Sënn ass bei de PAPen déi dubel Reklamatiounsméiglechkeet ofgeschafft ginn, dat heescht, d'Méiglechkeet, fir géint de Vote vum Gemengerot beim Minister ze reklamieren, ass gestrich ginn, sou dass déi Pläng elo direkt vum Minister kënnen approviiert ginn. D'Reklamatiounsméiglechkeet beim Schafferot virum Vote unique bleift awer bestoen.

Dëst ass doduerch ze erklären, dass jo e PAG, zesumme mam Schéma directeur, dee jo Partie intégrante vun der Étude préparatoire ass, schonn de Prinzip vun der Bebaubarkeet vun enger definierter Zon an och déi grouss Linne vun der Orientation urbanistique festhält. D'Exekutioun vum PAP-Projet gëtt an engem eenzegem Dokument regroupéiert, dat dem Gemengerot an dem Minister fir d'Approbatoun virgeluecht gëtt.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Revisioun vum Gesetz vun 2004 unzegoen, sinn déi verschidden Dispositiounen vum Text am Detail analyséiert ginn an och déi verschidde concernéiert politesch an ekonomesch Acteuren sinn hei consultéiert ginn. Wann ech soen, politesch Acteuren, da sinn hei natierlech virun allem déi Gemengeresponsabel am Vierdergrond. Dernieft sinn evidentereis och d'Bureaux d'études concernéiert, déi déi Pläng dann ausschaffen.

Dobäi huet sech erausgestallt, dass d'Koeffiziente vun der Flächennutzung an déi maximal Flächennutzung, déi an de PAG Versioun 2004 festgehale ginn, keng verlässlech Parametere sinn, fir eng kohärent urbanistesche Entwécklung ze garantieren an deene Quartieren, déi schonn urbaniséiert sinn.

Dës bestehend Quartiere bestinn oft aus onregelméisseg Parzellen an net homogene Bauten drop. Dat mécht natierlech op ganz ville Plazen den eenzegaartege Charme vun engem gudden Deel vun Dierfer an Uertschaften aus, déi sech iwwer honnerte vu Joren esou entwéckelt hunn. Wann een hei natierlech just déi virdru genannte Kritäre géif applizéieren, wier dat fir dës pittoresk Uertschaften ganz dramatesch, well dee ganze Cachet vun deenen Dierfer kéint ganz einfach zerstéiert ginn.

Aus deem Grund gëtt an Zukunft entschedtëscht dem sougenannten „Quartier existant“ an dem „Nouveau quartier“. Et muss ee wëssen, dass d'Quartiers existants sech dora kennzeechnen, dass se wéinstens zu 50% bebaut sinn an déi öffentlech Infrastruktur quasi all realiséiert sinn. Déi scho bebauten Zone fallen also zukünftig, wéi ech et scho gesot hunn, ënnert de PAP Quartier existant. Dës PAPen, déi an enger gewëssener Weis den Artikel 27 ersetzen, ginn op Initiativ vun de Gemengen ausgeschafft.

Déi éischte Kéier ginn dës Pape parallel mam Erneiere vun de 37er PAGen ausgeschafft, fir dass et hei net zu enger Blockad vun de Bauten an de Quartiers existants kënn. D'Limité vun dese Pape ginn an der Partie graphique vum PAG festgehale.

E PAP Quartier existant besteet aus enger Partie écrite, déi d'Regle fir künftige Bauten am Quartier existant klipp a kloer festleet, an och aus enger Partie graphique, falls de Baubestand am Quartier esou komplex ass, dass dat néideg ass, fir dat ganz kloer ze illustréieren. De Contenu vun der Partie écrite an och vun der eventueller Partie graphique gëtt per Règlement grand-ducal festgehale.

A sengem Avis complémentaire hat de Statsrot d'Ophiewe vu senger Opposition formelle dovunner ofhängeg gemaach, dass de Contenu vun der Partie écrite a graphique via Règlement grand-ducal festgehale gëtt, deen dann och esou nom Conseil d'État muss festhalen, wéini eng Partie graphique u sech iwwerhaupt néideg ass.

Hei wëll ech awer soen, dass am leschte Moment nach e Corrigendum, no Récksprooch mam Statsrot, ze maachen ass, an zwar gëtt de Saz am Artikel 29 (1) vum Gesetz: «Le Plan d'aménagement „quartier existant“ se compose d'une partie écrite et d'une partie graphique.» gestrich. Effektiv, wann een dat vergläicht mat deem, wat ech elo virdru gesot hunn, dann ass do keng Kohärenz dran, well an deem Fall misst all Kéiers jo eng Partie graphique erstallt ginn.

Nach net erschlossen Terrainen an Zonen ënnerleien zukünftig dem PAP Nouveau quartier. Dës PAPen iwwerhuelen deelweis de Contenu vun de PAPen esou, wéi se am aktuelle Règlement grand-ducal vum 25. Oktober 2004 festgehale sinn a bestinn aus engem schréftlechen an engem grapheschen Deel. Dës PAPen exekutieren a prezisieren d'Dispositiounen vum PAG a vum Schéma directeur fir déi Zonen, déi eben nach net bebaut goufen. An dese Quartiere spillen och d'Regelen vun enger optimaler Nutzung vum Buedem.

Här President, PAgen a PAPen ausschaffe verlaangt natierlech eng ganz grouss Fachkompetenz. Aus deem Grund hält d'Gesetz och fest, wien déi Pläng dierf ausschaffen. Zougelooss sinn hei Leit mat engem Universitätsdiplom, deen den Accès zum Beruff vum Urbanist an Aménageur erlaabt, esou wéi et vum Gesetz vum 28. Dezember 1988 festgeluecht ass.

E wichtegen Aspekt vun deem Gesetz ass awer och, dass am Objektiv ënnert dem Punkt C vum Artikel 1 d'„utilisation rationnelle de l'énergie, des économies d'énergie et une utilisation des énergies renouvelables“ festgehale gëtt. Mir hu relativ laang iwwert deen do Punkt diskutéiert a mir waren eis herno alleguerten eens, dat an där Form ëmzënnere. Dat erméiglecht de Gemengen, an Zukunft am Beräich vun der Energieversuergung e Lotisseur unzehalen, op niddreg Energie respektiv alternativ Energie zréckzegreifen. Et gëtt och de Gemengen d'Méiglechkeet, sech méi wéi bis elo an alternativ Energien ze lancieren.

Wichtig ass och nach ze ënnersträichen, dass déi nei Bautereglementer, déi keng dimensionnell Prescriptiounen méi virschreien, nieft der Solidaritéit, der Salubritéit, der Sécherheet, der Commoditéit och d'Durabilitéit muss virgesinn, zu där notament energietechnesch Punkte gehieren.

E weidere wichtege Punkt ass déi nei Commission d'aménagement, déi sech elo nimm méi aus fennef Leit zesummesetzt, mat engem President an engem Vizepräsident. Hei gi véier Membere vum Innenminister genannt an ee Member vum Minister, deen den Aménagement du Territoire ënner sech huet. D'Commission d'aménagement befaasst sech an Zukunft haaptberufflech mat den Avisé vum de PAgen, während d'Cellule d'évaluation, déi sech aus dräi Leit vun deene fennef aus der Commission d'aménagement zesummesetzt, d'Avisen zu de Pape gëtt.

Wann zousätzlech Experte gebraucht ginn, kënnen d'Kommissioun oder d'Cellule sech des jee no Bedarf erunzelen. Wann d'Kommissioun respektiv d'Cellule hiren Avis net bannent véier Méint ofginn hunn, da kann de Gemengerot zum Vote vun engem PAG kommen, ouni dass den Avis virläit.

Zum Artikel 10 vum Aménagement-communals-Gesetz sief nach ze soen, dass de PAG zesumme mat der Étude préparatoire, mam Rapport de présentation a mam Rapport iwwert d'Incidences environnementales dem Gemengerot virgeluecht gëtt, net fir en ze approviiere, mä fir duerch e Vote gréng Luucht ze ginn, fir d'Élaboration weiderzefieren an d'Consultatiounsphas ze entameieren, dat alles am Sënn vun der internationaler Aarhus-Konventioun.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et géif nach ganz viles ze soen, mä fir all aner Adaptatiounen verweisen ech op mäi schréftleche Rapport.

Här President, erlaabt mer awer nach zum Schluss e puer Wuert zu den Avisen, déi zu deem Projet de loi komm sinn. Ech limitéiere mech heibäi awer op déi Haaptiddien a verweisen lech fir d'Detailer un déi jeeweileg Documents parlementaires.

De Syvicol begréisst ganz kloer d'Initiativ, mécht sech awer eng ganz Rei vu Gedanken. Engersäits ass de Syvicol besuergt iwwert d'Autonomie communale, anersäits fennef et et schued, dass elo e PAG net méi iwwer e PAP ka modifizéiert ginn, esou wéi dat am 37er Gesetz méiglech war.

Och d'Chambre des Métiers fennef de Projet ganz sénnvoll am Hibleck op d'Simplification administrative. D'Beruffschamber fennef awer, dass een nach méi wäit hätt kënnen goen a puncto Reformen, well se mengt, dass et nach ze vill Blockade gëtt fir d'Aktivitéiten am Bauberäich.

Fir d'Chambre de Commerce ass d'Afféiere vun deenen zwee Type vu PAPen de richtige Schrëtt. Ähnlech wéi d'Chambre des Métiers ass och d'Handelskummer der Meenung, dass een nach méi hätt kënnen verbessere a reformieren.

Ofschléissend e Wuert zum Statsrot. Op den éischten Avis hi vun der héijer Kierperschaft hu mir an der Kommissioun den Text ganz iwwerschaaft a mir hu ganz vill Iddien vum Statsrot iwwerholl. A sengem Avis complémentaire huet de Statsrot sech mat dem gréissten Deel vun eisen Amendementer averstane gewisen an hat just nach e puer Punkten unzemerken. Hei konnt d'Kommissioun awer jeeweils eng Lösung fannen, sou dass mer haut u sech iwwert de Projet kënnen ofstëmmen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als ee vun deenen, deen all Dag mat deem Gesetz konfrontéiert ass, hoffen ech, dass mer all déi Bremsen an Onkloerheeten, déi bis elo bestanen hunn, aus dem Text erausgeholl hunn an dass domadder den Aménagement communal an Zukunft méi einfach gëtt. Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren a ginn och den Accord vun der CSV-Fraktioun.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Rapporteur Ali Kaes. Als éischte Riedner ass den Här Fernand Etgen agedroen. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Fernand Etgen (DP).** - Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, mat enger Bevölkerung, déi all Joer ëm 10.000 Unitéite wiisst, ass Lëtzebuerg dat Land an der EU mat deem stärksten demographesche Wuesstum. D'Demande u Wunnraum ass also enorm grouss. Dat ass awer net fir d'Offer am gläichen Ausmooss de Fall.

Ech brauch net ze widerhuelen, dass eist Land ee seriöse Wunnengsbauproblem huet. Et feelt un erschwéngleche Wunnengen, et feelt u bezuelbaren Terrainen insgesamt. D'Regierung huet des Problemer um Wunnengsbau verschlof.

D'Évolutioun an deene leschten 20 Joer huet eis gewisen, dass mer de Problem muss wirtschaftlech ugoen, dass mer eng Steigerung vun der Offer brauchen, well - esou léiert et eis eng Basisregel vun der Ökonomie -: „Alles, wat ze vill deier ass, ass och ze vill rar.“ Also muss mer d'Offer an d'Luucht drécken, fir eisen heitegen Awunner an deene vu muer bezuelbar Terrainen méi no ze bréngen.

Dës héich Präisser um Immobiliemarché belaauchte besonnesch déi jonk Leit a jonk Famillien am Land, deenen heiansdo soss kee Choix bleift, wéi de Wee an d'Grenzregioun, fir sech do eng Wunneng ze leeschten.

Fir d'Zil, dass mer zu engem méi bëllege Wunne kommen, ze erreechen, gëllt et de Problem vun den onendlech laange Prozeduren bei der Erschleissung vu Bauland ze léisen.

De Wunnengsbauminister schwätzt vun 840 Hektar, déi a kierzester Zäit solle valoriséiert ginn, wou ongeféier 12.000 Wunnenge kéinte gebaut ginn. Mir brauchen also ee Gesetz iwwert d'kommunal Bebauung, wat de Gemengen d'Méiglechkeet gëtt, deen doten Défi Meeschter ze ginn.

Och hunn d'Paradigmen an der Landesplanung sech geännert. Eisen Territoire ass definitiv net vergréisserbar, an duerfir muss mer mat Beduecht a Verstand un déi Erausforderungen erugeen, déi sech am Beräich vun der Gestaltung vun eisen Dierfer an eise Stied stellen.

Kohärent Bauen ass ouni Zweifel haut eppes, wat gefrot ass, an de kontrolléierte Wuesstum muss och enger Rei vu Regeln ënnerworff ginn, besonnesch wat den Territoire ubelaangt.

Et gëllt och, dem Prinzip vum Développement durable ouni jeglech Konzessioun Rechnung ze droen. Mir müssen haut vill méi op ökologesche Aspekter bei Lotissementer oppassen. D'Gesetz verléieren hir Wierkung, wa se net mat deem richtigen an deem néidegen Esprit gesi ginn.

D'Gesetz vun 2004 war sécherlech ee Schratt no vir an der kohärenter Urbaniséierung. Bei der Ëmsetzung awer gouf et eng Hällewull vu Schwierigkeiten. Et waren d'Iwwergangsbestimmungen, déi staark kritiséiert goufen, eng Rei onprezis Formuléierungen am Gesetz wéi och an den Ausféierungsreglementer, déi Rechtssécherheet mat sech bruecht hunn, déi 25%-Klausel, wéini muss e PAP gemaach

ginn, sou dass d'Gesetz net konnt ëmgesat ginn.

Et koom zu enger Rei vu Jurisprudenzen, déi deem kohärenten Urbanismus awer net onbedéngt Satisfaktioun ginn hunn. D'Gesetz gouf e puermol punktuell geännert. Et war awer séier kloer, dass dat kommunaalt Bebauungsgesetz ee Laangzäitchantier géif ginn.

Dëst Gesetz, wat mer haut virleien hunn, ass d'Resultat vun den Experienzen, déi an deene leschte Jore gemaach goufen. Et ass awer schonn déi véiert Modifikatioun, an esou wéi et ausgesäit wäert et och fir d'Zukunft eng éiweg Baustell bleiwen. Wien d'Zukunft awer wëllt gestalten, muss oppassen, dass en net am Stau stoe bleift. An et ass ze fäerten, dass mer mat deem Gesetz am Stau stoe bleiwen.

Här President, et ass richtig, dass allgemeng Prozeduren méi einfach a méi kuerz ginn. Als Demokratesch Partei wëlle mer dat ausdrécklech begréissen. Dat ass zum gréissten Deel d'Resultat vu konstruktiven Avisen: een éischten, méi schaarf Avis vum Conseil d'État, een iwweraus konstruktiven Avis complémentaire, fundéiert Avisé vum de Beruffskummeren a vum Syvicol an, last but not least, vun engem konstruktiven Zesummeschaffen an där zoustänneger Kommissioun.

Luef an Unerkennung un all Bedeelegt aus der Regierung, fir déi flott Kooperatioun! Merci och dem Rapporteur fir säi prezise schréftleche wéi och säin engagéierte mëndleche Rapport!

Här President, den Allégement vun de Prozeduren ass awer net nimm néideg, fir méi a virun allem méi séier Bauplazen op de Maart ze kréien. D'Verkierzung vu Prozeduren an d'Afféiere vu bindenden Délaïen ass awer och aus ekonomesche Grënn onerlässlech. D'Betriber hätte gäre Planungssécherheet, eng Planungssécherheet, déi och ee positiven Impakt op de Präis soll hunn.

Erlaabt mer hei aus dem Rapport vun 2009 vun der Commission spéciale «crise économique et financière» ze zitieren: «Les procédures administratives, qui se caractérisent en règle générale par une certaine lenteur et un manque d'efficacité correspondent, empêchent trop souvent la machine de tourner à fond et sont sources de pertes de temps, d'énergie et d'argent considérables.» An hei ass ëmmer erëm op eng dréngend Revisioun vum Gesetz vun 2004 higewise wéi och op de Respekt vun den Délaïen, wat d'PAGen an d'PAPen ubelaangt, vun de staatlechen Autoritéiten.

D'Chambre des Métiers schwätzt vun «procédures extrêmement complexes, longues, onéreuses et incertaines» a freet eng «simplification radicale». Eng Revisioun vum 2004er Gesetz ass och an allen anere Pabeieren a Punkten, fir d'Konjunktur ze stäipen, gefuerdert ginn.

Här President, et ginn also grouss Erwaardungen un dëst Gesetz gestallt. Erwaardungen, déi leider awer nimmem zum Deel erfëllt ginn. Et ass nämlech verfeelt ginn, alles, wat den Aménagement communal ubelaangt, ofzestëmmen. Sou hätte mir als Demokratesch Partei zum Beispiel gäre gesinn, dass déi virgeschriwwene Prozedur vum Waassergesetz fir d'PAPen an d'Prozedur vum Aménagementsgesetz integréiert gi wier, anstatt dass all Gesetz seng eege Prozedur huet, mat eegene Reklamatiounsdelaien, mat eegenen administrativen a formalen Uspréchen.

Hei hätt eng Gläichschaltung ee reellen Zäitgewënn mat sech bruecht. An der Praxis huet sech nämlech erweisen, dass d'Reklamanten an deenen zwou Prozeduren ganz ofdieselwecht sinn, mat deeneselwechten Argumenten. Hei hätt ee kënnen Zäit an administrative Formalismus spueren.

De Statsrot hat a sengem Avis zum Waassergesetz schonn am Virfeld droberhigewisen a geroden, alles, wat mat Aménagement communal vum Waassergesetz ze dinn huet, an d'Gesetz vum Aménagement communal dranzeschreien an esou eng wesentlech Erliichterung vun de Prozeduren ze erreechen: «L'ensemble des règles envisagées pêche par un excès de formalisme bureaucratique défavorable à une gestion flexible et aisée des obligations à assumer par le pouvoir local. C'est pourquoi le Conseil d'État recommande vivement de revoir les dispositions dans le sens d'un allègement du fardeau procédural dont les auteurs du projet de loi entendent charger les communes.»

Här President, d'Gesetzter mat den entspreche Prozeduren sollen net nimm verständiglech si fir d'Fachleit, fir d'Juristen, fir d'Beamten, fir d'Technokraten, fir d'Gemengeresponsabel, mä virun allem och fir d'Bierger. Demem demokratesche Grondsaz fille mir als Demokratesch Partei eis besonnesch verflucht. Wann een Avis public am Reider hânt, ass et fir deen einfache Bierger schwéier, ze détectieren, ëm wéi eng Prozedur et sech schlussendlech soll handelen.

Duerfir hätt ee sollen an eisen Aen eng eenzeg Prozedur virgesi fir Waasserautorisatioun an Ap-



probatioun PAP u sech. Dat wier eng reell Simplification administrative gewiescht, déi ee reellen Zäitgewinn mat sech bruecht hätt.

Och wann den Innenminister den Ament säin neit Gesetz iwwert den Aménagement communal lueft an ervirhieft, datt domadder d'Prozedursdelaie vun engem PAP vun 18 op zéng Méint zrëckginn, vergësst hien awer ze ernimmen, datt hie verpasst huet, d'Prozeduren aus dem Waassergesetz an d'Aménagementsgesetz ze integréieren. Dës Prozeduren hänken nach ëmmer hanner engem PAP, sou datt mer nach ëmmer bei engem Minimum vun 18 Méint sinn, ier een eng Zill op déi aner baut.

Här President, ech hat virdu gesot, datt et ze fäerten ass, datt mer mat dësem Gesetz am Stau stoe bleiwen. D'Gemengen an d'Bureaux d'études waarde mat Schmäerzen op dëst Gesetz a si hunn d'Virarbechten, fir d'PAGen ze erneieren, net virgedriwwen, bis dëst Gesetz do ass. Elo awer wäerte se d'Aarbecht net packen. Nei PAGen opstellen, PAPE fir Quartiers existants opstellen, an dat fir d'Gemenge quasi alleguer beieneen.

Loosse mer eis näischt virmaachen! Dat neit Gesetz kann nëmmen optimal funktionéieren, an dat war 2004 net anescht, wann déi respektiv Gemengen hire PAG ugepasst hunn. Ech brauch net drop hinweisen, datt bis elo, siwe Joer nom Gesetz, nach keng Handvoll Gemengen hire PAG nom 2004er Gesetz approuvéiert hunn.

(Interruption)

Awer och d'Cellule d'évaluation wäert am Stau, am Avisstau bleiwen. Et kann ee sech net virstellen, wéi se mat hirer ze klenger personeller Besetzung dës Erausforderung kënnen meeschteren. Dat seet net nëmmen d'Demokratesch Partei, dat soen och d'Chambre des Métiers an den OAI an hire Positionen: «La Chambre des Métiers estime cependant qu'il renferme un risque de blocage de l'activité du secteur de la construction, et ce à deux niveaux différents. Blocage au niveau de la cellule d'évaluation et blocage au niveau de la commune.»

Et muss ee wierklech soen, datt d'Regierung net am Stau steet. D'Regierung ass de Stau!

(Interruption)

Här President, hei läit d'Responsabilitéit awer net nëmme beim Innenminister, mä besonnesch och beim Landesplanungsminister. Et gëtt ëmmer erëm op d'Plans sectoriels verwisen, déi nach net do sinn. Siwe Joer laang gëtt elo schon un dës Pläng erëmgedoktert, ouni datt mir e koordinéiert Konzept hunn. Eent vun den Objektiv vum Gesetz ass et, déi verschidde Planungsinstrumenter ze harmoniséieren an openeen ofzestëmme, opgrond vun enger klorer a logescher Hierarchie.

Erlaabt mer hei, den heitegen Innenminister drun ze erënnere, wat en 2004 als mandatierte Spriecher vu senger Partei gesot huet: „Stat a Gemenge mussen Hand an Hand schaffen. Dat Ganz gëtt op Basis vun deenen aktuelle Gesetzgebunge koordinéiert, an hei, géif ech soen, muss op lokalem, regionalem an nationalem Niveau eng kohärent Wiesselwierkung vun deene verschidde Instrumenter stattfannen. Et muss eng real Situatioun gekuckt ginn, déi déi sektoriell Komponente bréngt, déi d'Objektiv setzt an eng Hierarchie an deem Ganze mécht. Eng Hierarchie, déi esou ass, dass déi Elementer, déi den IVL duerstellen, d'Entwécklung vu Stad a Land, Transport, Telekomunikatioun, d'Ëmwelt an déi natierlech Ressourcen an engem globale Konzept ëmgesat ginn.“ Fin de citation.

Als Demokratesch Partei deele mir dës Approche. Mä haut, siwe Joer méi spéit, wësse mer nach ëmmer net, wat op engem bestëmmte m² een dierf maachen, well d'Plans sectoriels fir deeselwechte m² verschidde an awer contraire Méiglechkeete virgesinn. Wann deen ee Plang virgesäit, op dësem m² muss d'Natur geschützt ginn, an deen anere Plang seet, op deemselwechte m² geet eng Strooss driwwer oder do soll ee Betrib sech kënnen installéieren, dann ass de Fiasco virprogramméiert. Dann ass et schwéier, e wichtege Pion am Ganzen, déi kommunal Bebauungspläng ëmzesetzen.

D'Plans sectoriels huelen eng Schlüsselstellung am Ganzen an, an et hätt ee sech wierklech gewënscht, datt déi verschidde Pläng mam Akraafttriede vun dësem Gesetz um Dësch geléien hätten. An een, zwee oder ech weess net wéi vill Jore mussen d'Gemengen erëm frësch ufänken. Deen Duerjerneen hätte mir eis dës Kéier wierklech kënnen spueren!

Här President, dat kommunalt Bebauungsgesetz ass par définition een immens technesch Gesetz an huet awer een extrem héijen Impakt op d'Liewe vun de Bierger. Et hätt ee sech duerfir e Gesetz gewënscht, wat laang Jore d'Strooss géif halen. Wann all puer Joer nei Prozedure kommen, nei Begrëffer definéiert ginn,

ass et fir de Bierger schwéier, sech erëmzefannen. 2004 waren et besonnesch d'Iwwergangsbestimmungen, déi eis vill Suerge gemaach hunn, an dat wäert och elo net aneschters sinn. Et wäert bei verschidde Cas de figure schwéier sinn, erauszefannen, wéi eng Léglislatioun a Kraaft ass.

Als Demokratesch Partei hätte mir eis gewënscht, wann ee PAG pilote ausgeschafft gi wier, fir déi verschidde Zeenarien duerchzespielen. Am selwechte Gedankenweg wier et sécherlech ubruecht gewiescht, d'Ausföhrungsbestimmungen an dës Simulatiounen afléissen ze loossen. Op dës Manéier hätt een Inkohärenze kënnen am Keim ausbigelen.

Ech fäerten, mir hunn elo ee Gesetz virun eis leien, wou vun Ufank u schon de Wuerm dran ass. Ee Gesetz, dat net zu méi Rechtssécherheet wäert féieren, mä wou et, esou wéi gläich no 2004, eng Hällewull vu Prozesser wäert ginn. Modernen Urbanismus misst awer d'Saach vun den Urbanisten an Architekture sinn, an net vun den Affekoten!

De Minister wouss vun Ufank un, wéini dëst Gesetz rechtlich misst a Kraaft trieden: am August vun dësem Joer. Et war also eng vun de virdrénglechten Aufgaben, dës Echéance am A ze behalen. Wien awer zur rechter Zäit Zäit verschenkt, kënn mat der Zäit béis ënner Zäitdrock.

Här President, ech hat et schon ernimmt, viles hänt och vun deene ville groussherzogleche Reglementer of, där hiren definitiv genaue Contenu mer net kennen. Dës Reglementer sinn entscheidend, ob mer déi ambitiéis a vill-schichteg gesaten Ziler erreechen. Et wier ze wënschen, datt déi wierklech gutt Usätz am Gesetz vu Simplification administrative net duerch schwéierfällg an onnëtz Dispositiounen an de Reglementer futti gemaach ginn.

An der Öffentlechkeet ass schon op eng Rei Onzouglängecheeten higewise ginn, déi da bei der Ëmsetzung Problemer kéinte mat sech bréngen. An duerfir wënsche mir eis, datt dës Reglementer an hiren Schlussversionen nach eng Kéier mat allen Acteuren zesumme sollen duerchgekuckt an iwwerpréift ginn. Mir mussen hei den Duerch- an Iwwerbléck op allen Niveaue behalen. Et war, et ass an et bleift wichtig, datt zentral Elementer vu sektorielle Gesetze, déi en Impakt op d'kommunal Gesetzgebung hunn, an dësse Reglementer integréiert bleiwe respektiv ginn.

Wann ee scho mam PAG en Instrument ausschafft, wat ee kohärenten Urbanismus soll erméiglechen, muss dëst Instrument och een Utill intégré sinn, mat alle relevanten Donnéeën beieneen. De PAG ass dat Handwierksgeschier, wou de Buergermeeschter oder Gemengentechniker op deen éischte Bléck muss gesinn, wat op engem bestëmmte m² Saach ass.

Här President, eent vun den Haaptobjektiver vun dëser Modifikatioun war jo, fir en Dispositif ze fannen, fir eng Baugenehmung fir klenger Projete kënnen ze erdeelen, ouni datt misst extra ee PAP gemaach ginn. Beim 2004er Gesetz war et net ëmmer kloer, wéini, wou an ënner wéi enge Konditiounen misst ee PAP gemaach ginn. Muss fir e Gardenhaischen, e Carport, en Ûbau, e Wantergaart, eng Garage e PAP gemaach ginn?

Mat der Aféierung an der Festleegung vun de PAP Quartier existant kritt dës Froefächer gréisstendeels eng zefridde stellend Antwort. De PAP Quartier existant gëtt an enger erlichterter Prozedur op Initiativ vun der Gemeng zesumme mam PAG opgestallt a kann op Initiativ vun de Propriétaires ëmgeännert a modifizéiert ginn.

An der Praxis wäert et hei sécherlech Interpretationsschwieregkeete ginn, wou de Quartier existant ophält a wou de Quartier nouveau ufänkt. Am städtesche Raum wäert hei d'Façon de voir aneschters si wéi am ländleche Raum. An der Stad sinn déi grous Wunquartieren een eenzege PAP Quartier existant. Um Land gëllt et, an de Quartiers existants d'Regelen esou ze bündelen, fir al Bausubstanz, déi grous Bauvolumé vun eidel stoende Bauerenhäff a Wunraum ëmzefonctionnéieren, ouni déi bestehend wäertvoll Architektur ze verletzen. Hei muss mer éischt Erfahrungen ofwaarden, fir definitiv Konklusiounen ze zéien. Dës Neierung geet awer sonner Zweifel an déi richteg Richtung.

Doriwwer eraus bleiwen a bestëmmte Fäll awer Interpretationsschwieregkeeten, ob ee PAP oder net muss gemaach ginn. Et ass absolut luewenswäert, datt de PAP Quartier existant enger vereinfachter Prozedur ënnerworfen ass. Et ass dëst eng immens grous Verbesserung.

Här President, deen anere Punkt, deen no 2004 fir vill Diskussiounen an uschléissende Gerichtsaffäre gefouert huet, ass dee vun Pourcentage, deen ofgetruede muss gi fir öffentlech Infrastrukturen. Duerch d'Distinction teschent „quartier existant“ an „quartier nouveau“ gëtt

hei scho viles méi kloer. Dee Kompromëss, dee fonnt ginn ass, dréit deene gréisste Bedenke Rechnung a féint d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei.

Mat enger Cessioun vun Terrain bis zu 40%, wéi se am initiale Regierungsprojet virgesi war, hätt d'Demokratesch Partei e Problem gehat, well dat, esou wéi de Statsrot sech ausgedréckt hat, enger „expropriation cachée“ gläichkomm wier. Déi zrëckbehalte Formulatioun léisst genuch Spillraum, fir urbanistescht gutt Léisungen am géigesäitegen Averstännis erbäizeféieren.

Här President, ee weidere Punkt, deen Opmierksamkeet verdéngt, ass dee vun der Qualifikatioun fir kënnen ee PAG oder ee PAP, souwuel „quartier existant“ oder och „quartier nouveau“, opstellen. Hei muss mer leider feststellen, datt hei net glécklech léigiféiert gëtt, well mer verschidde Vuen iwwer Stage an net Stage an dësem Gesetz an am Projet iwwert d'Néierloossungsrecht hunn.

Och gëllt et op en Neits ee Blocage am Bausecteur wéinst enger reduzéierter Unzuel vu qualifizéierte Büroen ze évitéieren. Souwuel de Statsrot, «qu'un nombre suffisant de personnes qualifiées soit disponible pour répondre aux tâches qui leur sont confiées», wéi och d'Chambre des Métiers, «la Chambre est d'avis qu'il faudra disposer d'une masse critique de personnes détenant les qualifications requises pour éviter des goulets d'étranglement au niveau des procédures», hunn op dës Gefor higewise.

Et geet an dësem Punkt awer ëm méi. Mir mussen hei zu Lëtzebuerg oppassen, datt den Urbanismus net nëmmen an den Hän vum e puer Einzelne läit. Dat wier a méifacher Hisiicht net gutt. D'Qualitéit géif och dorënner leiden. Keen huet an dësem Domän d'Wourecht gepacht! Dat gëllt och fir déi staatlech Kommissioun oder déi eenzel Beamten aus de verschidde Statsservicer. Mir mussen oppassen, datt net ze vill doctrinéiert gëtt op ee Schema, wou ee Büro oder eng Equipe am Ministère hire Stempel ze vill opdréckt.

Wat ass de Rôle vun der staatlecher Kommissioun? Kontrolléiere se d'Anhale vun de Gesetze oder kontrolléiere se d'Gestaltung? Am Moment ass et éischer esou, datt se e bëssen d'Gesetze kontrolléieren a si schwätze vill an d'Gestaltung eran. De perfekte Plang ass ëmmer ganz einfach, heescht et: Einfach Bebauungspläng si Pläng, déi d'Viraussetzunge vun engem qualifizéierten a qualitative Plang erfüllen. Si regelen d'Bebauung awer grondsätzlech net bis op dee leschten Detail a loossen eng gewësse Gestaltungsfräiheit.

De Contrôle, wuelverstanen, ass néideg, awer net nëmmen, wat Urbanismus an Architektur ubelaangt. Fir d'Qualitéit ze garantéieren, besonnesch am Energeteschen, brauch ee Leit, déi dat Ganz kontrolléieren. Beispill hei: d'Wärmeschutzveruerdungen. Wann déi vun engem Architekt oder engem Ingenieur erstallt ginn, muss och duerno een de Suivi vun deem Dossier maachen. Och hei brauche mer e Mentalitéitswandel.

Här President, vu datt et sech hei wierklech ëm eng ganz komplex Matière handelt, muss natierlech awer och eng adequat Informationspolitik gemaach ginn. Ech denken hei virun allem un de Bierger dobaussen. De Bierger, dee vill Problemer huet - an dat ass och lücht nozevollzéien -, fir duerch déi vill Prozeduren a Virschrëften duerchzekucken.

Och dat ass net péjoratif gemengt. Mir hunn eben eng ganz komplex Léglislatioun a ganz ville Beräicher, a mir wësse jo och, besonnesch als Kommunalpolitiker, datt vill Décisiounen, déi vu Gemengeréit geholl gi sinn, besonnesch wann et sech elo ëm méi schwéierfällg Prozeduren handelt, der Öffentlechkeet zu engem groussem Deel net bekannt sinn. Duerfir mussen also nach weider Ustrengeunge vu Gemengesäit a vu staatlecher Säit gemaach ginn, fir d'Bierger optimal ze informéieren.

Här President, d'Demokratesch Partei ka sech mat villen Neierunge vun dësem Gesetz identiféieren, kann dësem Gesetz seng Zoustëmmung awer net ginn, well et ee Gesetz vun de verpasste Chancen ass. An dësem Gesetz feelt de Katalysator, fir kuerzfristeg méi erschlossend Bauland op de Maart ze bréngen a fir d'Ziler vun enger nohalteger Entwécklung am Urbanismus sécherzestellen. Den Innenminister huet et net fäerdeg bruecht, ee Ruck an dës Politikberäich ze bréngen. An och am Gesetz feelt de Ruck, fir der Bebauungsolitik e qualitative Sprong no vir ze ginn. Schued, wierklech schued!

D'Gesetz vun 2004 ass ni richteg aus de Startbléck erauskomm, an et ass ze fäerten, datt et dësem Gesetz, aus all deenen Ursachen, déi ech virdu developpéiert hunn, d'selwecht geet. Et ass jiddefalls kee Gesetz, dat et den Awunner hei zu Lëtzebuerg méi einfach mécht, fir hei zu Lëtzebuerg ze wunnen. Et ass kee Ge-

setz, wat den Accès zu enger bezuelbarer Bauplaz garantéiert. Wéinst dem administrativen a prozedurale Stau muss mer hei zu Lëtzebuerg oppassen, datt mer net geschwënn am Stau wunnen!

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► Plusieurs voix.- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Etgen. Als nächste Riedner ass den Här Jempy Klein agedroen. Här Klein, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jean-Pierre Klein (LSAP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif virop dem Här Rapporteur fir säi schrëftlechen a mündleche Rapport Merci soen. Eier ech op d'Detailer vum Projet de loi aginn, dee mer haut virleien hunn, wéilt ech kuerz zrëckblécken op d'Evolutioun vum Gesetz iwwert den Aménagement communal.

Fréier hate mer d'Gesetz vun 1937 iwwert den Aménagement des villes et autres agglomérations importantes. An deene bal 70 Joer, wou et a Kraaft war, ass et ganz seele geännert ginn, an zwar véiermol; Modifikatiounen, déi net vu grousser Envergure waren.

Dat ass net esou beim Gesetz iwwert den Aménagement communal vun 2004. Bei all deenen Diskussiounen a Verännerungen, déi mer bis elo zu deem Gesetz haten, vergësst een heiansdo, sech ze froen, firwat mer d'Gesetz vun 1937 iwwerhaapt duerch en neit Gesetz ersat hunn. Ech wëll drun erënnere, dass 2004 mir als Fraktioun dat Gesetz iwwert den Aménagement communal net gestëmmt haten. Mir haten eis dobäi enthalen.

D'Praktiker an der Verwaltung, an der Juristerei bezeien, dass d'1937er Gesetz kee schlecht Gesetz war, au contraire, e gutt Gesetz, an dass et seng Prouf bestanen hat. Dat Gesetz hätt ee kënnen verbesseren a bäibehalen, andeems dass een d'Jurisprudenz mat afléisse gelooss hätt. Et hätt een et och missen un déi heiteg urbanistescht Ufuerderungen upassen, andeems dass een de Geescht vum aktuelle Gesetz erabruecht hätt. Dat ass awer ze spéit!

A wann ee scho gemengt huet, missen 1937 aus dem Wee ze raumen, wier dem Statsrot seng Propositioun vum 14. Juli 2000 eng Iwwerleegung wäert gewiescht, fir een eenzege legale Kader ze schaffen, an deem all Instrumenter a Prozedure festgehale wieren, déi d'Planifikatioun an den Aménagement du Territoire géife betreffen. Dat laut dem Beispill vun der Belsch.

Zil ass a bleibt et, eng harmonesch Stad- a Gemengenentwécklung ze garantéieren an trotz intensive Bauaktivitéiten d'Landschaft net ze zersiedelen. Mir wëlle besser plangen, fir dass de staarke Wuesstum vun der Bevölkerung, dee mer an deene leschte Jorzéng kannt hunn, esou mann wéi méiglech zu Laaschte vum Ëmwelt- a Landschaftsschutz geet. An dëser Hisiicht goufen an der Vergaangenheet heiansdo - aus kuerzsiichtegen Interessen eraus - Feeler gemaach, déi een haut net méi ka réckgäenge maachen.

Mir wollten dofir e Gesetz mat méi Contrainten, fir esou Feeler an Zukunft ze verhënnere. Gläichzäitig wollte mer e Gesetz, dat de Prinzipie vun der Aarhus-Konvention gerecht gëtt an e bessert Matbestimmungsrecht vun de Bierger an der Décisionsprozedur garantéiert.

Et ass tatsächlech net esou einfach, dës Objektiv verbindlech an engem Gesetz festzeschreiwene, ouni laang a komplizéiert Prozeduren ze kréien, déi och nach lücht ugräifbar si fir Leit, déi grondsätzlech géint e Projet sinn. Mir hunn also op där enger Säit Prozeduren, déi sech iwwer Méint a Jore kënnen hinzéien, a gläichzäitig e gesetzleche Kader, dee sech dauernd verännert, well mer schrëttweis ëmmer méi Aspekter an der Planung wëlle berücksichtigen.

Während mir dat Gesetz vun 2004 déi éischte Kéier am Joer 2005 opgrond vu prakteschen Erfahrung geännert hunn, waren et 2008 de Pacte Logement an d'Waassergesetz, déi eng Modifikatioun néideg gemaach hunn. Iwwerschnéidungen an der Prozedur gouf et zousätzlech mat neie Bestëmmunge beim Naturschutz am Joer 2007. De Projet de loi, iwwert dee mer haut ofstëmme, soll d'Kohärenz teschent deene verschiddeenen Texter verbessere an d'Prozedure vereinfachen a méi transparent maachen.

Ausserdeem muss mer mat dësem Gesetzesprojet nach eemol d'Frist verlängere, déi d'Gemengen hunn, fir en neie PAG auszuschaffen. Et ass jo net zulescht deene ville Modifikatiounen vum Gesetz vun 2004 ze verdanken, dass bis elo esou wéineg Gemengen e PAG no

deem neie Modell hunn. Och wa si bis spéits-
tens 2013 alleguer en neie PAG mussen hunn,
esou wéi et elo virgesinn ass, mussen mer eis
wuel dru gewinnen, dass et ëmmer erëm zu
Ännerunge kënn, no deenen d'Gemengen hir
Pläng erëm mussen änneren.

Dat gëllt zum Beispill fir déi nei Plans sectoriels,
dés e seriösen Impakt wäerten hunn, wa se eng
Kéier a Kraaft trieden. Och eventuell de Klima-
pakt, deen elo soll mat de Gemenge geschloss
ginn, ka Modifikatioune bedéngen.

Wa mer wëllen, dass d'Gemenge sech regel-
méisseg un nei Entwécklungen upassen, mussen
mer d'Prozedure méi kuerz a méi einfach ma-
achen. Dat hu mer an dësem Projet versicht.
Den Aménagement communal ass a bleift wei-
der ausschliesslech an der Responsabilitéit, an
der Kompetenz vun de Gemengen.

Am Géigesaz zu deem initiale Gesetzesprojekt
ass de Minister net bedeelegt um Ausschaffe
vun de kommunale Pläng. Hien iwwerpréift,
wéi bis elo, um Enn vun der Prozedur, ob all
legal Bestëmmungen agehale goufen, a gëtt
doropshi seng Approbatioun oder net. En ass
nëmme habilitéiert, fir e Contrôle de légalité
ze maachen, ob den Aménagement communal
konform ass zum Gesetz, wat elo modifizéiert
gëtt, oder zu anere legale Instrumenter, wéi
zum Beispill d'Gesetz vun 1999 iwwert den
Aménagement du Territoire oder d'Plans sectoriels,
déi en vigueur sinn. Et ass kee Contrôle
d'opportunité. Et ass also keng Atteinte op
d'Autonomie communale, an an deem Sënn
ass och déi berechtigt Kritik vum Syvicol be-
rücksichtigt ginn.

An deem Kontext ass d'Reorganisatioun vun
der Commission d'aménagement, déi elo eng
Cellule d'évaluation derbäikritt, fir d'PAPen ze
aviséieren, e Schrëtt an déi richteg Richtung.
D'Gemenge behalen hir Autonomie, kënnen an
Zukunft awer hoffentlech méi schnell en Avis
kréien, deen op all wichteg Problemer oder
Froen ageet. An der Commission d'amé-
nement wäert eng besser Koordination iwwert
d'Kompetenze vu verschiddene Ministèren
eraus méiglech sinn, an d'Schafe vun enger
Cellule d'évaluation erméiglecht et, méi schnell
en Avis zu engem Projet vu PAP ze kréien.

E wichteg Element vun dësem Gesetzesprojekt
ass jo de Versuch, verbindlech a kohärent Dé-
laien anzusetzen, déi zesummegeholl dozou
féieren, dass d'Prozedure méi kuerz ginn.
D'Schemaen, déi am Rapport opgezeechent
sinn, loosse den wichtegste viragesinn.
Soulaang déi wichteg Plans sectoriels, déi am
Moment a Form vun Avant-projete virleien,
nach net a Kraaft sinn, soll d'Commission
d'aménagement ënner anerem d'Gemengen
esou beroden, dass net scho Faité geschaf ginn,
déi dësen iwwerregionale Pläng virgräifen an
interessant Optiounen ausschalten.

Nei ass an deem Kontext d'Méiglechkeet, fir
provisorische Parkraum ze schafen. Hei kann
eng Gemeng eng Genehmegung ginn, fir pro-
visorische Parkraum ze schafen, déi nëmme
eng begrenzten Zäit gëllt. Dat ass am Kader
vum Parkraummanagement ze gesinn, wou
d'Zuel vun de Parkplaze limitéiert gëtt, wann
Alternativen zum individuellen Transport do
sinn. Au fur et à mesure wou de Plan sectoriel
«Transports» a Kraaft trëtt an ëmgesat gëtt
respektiv wou d'Projeten zum öffentlechen Trans-
port aus dem Konzept „mobil 2020“ realiséiert
ginn, sollen dës provisorisch Parkingen erëm
ewechfale. Dës Iddi ass nozevollzëien, et muss
een awer an der Praxis kucken, wéi gutt dat
funktionéiert.

D'Gesetz regelt net nëmme d'Relatioun të-
schent Stat a Gemengen, mä och d'Aart a Weis,
wéi d'Gemengen hir Bierger informéieren a
consultéieren mussen, wa se en neie PAG oder
PAP ausschaffen. Et war eng Suerg vun eiser
Fraktioun, dass d'Verkierzung vun de Prozedu-
ren net zu Laaschte vun dem Recht vun de
Bierger sollt goen, déi sech wëllen informéieren
a Stellung zu engem Projet huelen. Mir begréis-
sen et och, dass beim Ausschaffe vun engem
PAP, no engem Amendement vun der Cham-
berskommissioun, weider all interesséiert
Bierger kënnen hir Reklamatiounen eraginn, an
dass dat net - wéi am initiale Projet virgesinn -
limitéiert gëtt op Persounen, déi en direkten,
perséinlechen a gesécheren Intérêt hunn.

Op deene meeschte Punkten handelt et sech
bei dësem Projet de loi ëm eng Konsolidatioun
vun deem Bestehenden. Et gëtt awer och e
puer nei Elementer. Dozou gehéiert, dass Froe
ronderëm d'Energieeffizienz ausdrécklech mat
an de Gesetzestext komm sinn. Dat fällt ze-
summe mat der Propos, fir e Klimapakt të-
schent dem Stat an de Gemengen ofze-
schléissen. De Stat erkennt domat, dass d'Ge-

mengen e wichtegen Acteur sinn a beim Klima-
schutz eng Virreideroll spillen an Iddien ent-
wéckele kënnen, déi spéider vun aneren iwwer-
holl ginn.

Nei ass do dernieft de Begrëff vun den „quar-
tiers existants“. Dësen neie Konzept gëtt méi
Rechtssécherheet wéi deen aktuellen Artikel 27,
no deem d'Gemeng selwer muss decidéieren,
ob e PAG muss gemaach ginn oder net, an do-
mat eng Décisioun hält, déi ufechtbar ass. An
enger éischer Etapp ass dat méi Aarbecht.
Wann den neie PAG zesumme mat de PAPen
„quartiers existants“ awer bis gemaach ass,
huet een eng verlässlech Basis, fir Baugeneh-
megunge kënnen ze ginn.

Manner zefridde stellend gouf - an den Ae
vun der LSAP - de Problem ronderëm d'Berufs-
bezeichnung vum Urbanist an Aménageur ge-
léist. An där Fro, wien dann elo däerf e PAG
oder e PAP ausschaffen, gouf et zënter 2004 jo
schon e puer Modifikatiounen. D'Zil, dat mer
wëllen errechen, ass dobäi kloer an einfach ze
verstoen. Et soll engersäits eng gutt Qualitéit
vun de Projete fir e PAG oder e PAP garantiert
ginn, fir dass dës Projeten ouni ze vill Modifi-
katioune kënnen duerch d'Prozedur goen. Dat
setzt viraus, dass se vu Leit ausgeschafft ginn,
déi kompetent sinn.

Anerersäits mussen mer sécherstellen, dass et
genuch Leit gëtt, fir déi Aufgaben ze erfëllen,
déi mer iwwert d'Gesetz obligatoresch a mat
engem Zäitlimit festleeën. Wa mer de Gemenge
virschreiw, dass si bannent enger bestëmmt
Frist hir PAGe mussen erneieren, mussen ge-
nuch Professioneller do sinn, fir dës Demande
kënnen Rechnung ze droen.

Mir verlängere den Délai, deen am Prinzip
scho virun engem knappe Joer ofgelaf ass, elo
nach eemol bis den August 2013. Et bleift awer,
dass am Iwwergang vum Regime vun 1937 op
deem vum Gesetz vun 2004 an engem relativ
kuerzen Zäitraum ganz vill Aarbecht muss ge-
leescht ginn! Mat dem Projet de loi, deen eis
hie virläit, schränke mer de Krees vu Leit erëm
an, déi dës Aarbecht maache kënnen, par rap-
port zu den aktuelle Bestëmmungen.

De Statsrot hat a sengem Avis vum Mäerz 2010
d'Fro opgeworf, ob et duerno nach genuch
kompetent Leit um Marché géif ginn, fir dass
d'Gemengen hire Verplichtungen ouni Pro-
blemer kéinten nokommen. D'Membere vun
der Commissioun waren der Meenung, dass
dat misst méiglech sinn, wann een Iwwer-
gangsbestëmmung géif virgesi fir all déi Ge-
mengen, déi amgang sinn, hire PAG ze iwwer-
schaffen.

Dat ass esou am Gesetzesprojekt festgehal-
en ginn, esou dass déi méi restriktiv Definitioun
just fir nei Projete gëllt. Woubäi jo domat ze
rechnen ass, dass d'Zuel dovunner erofgeet,
nodeem dass all Gemeng e PAG no deem neie
Modell huet.

Esou vill zum Prinzip an zu den Absichte
vun der Commissioun a vun den Auteurs vum
Projet de loi.

Ëmgesat ginn ass d'Zil, fir genuch a gläichzäi-
tig gutt qualifizéiert Urbanisten anzusetzen,
iwwert d'Definitioun vun enger neier Berufs-
grupp. Den initiale Projet de loi, deen den 30.
Mäerz 2009 déposéiert gouf, huet an dësem
Sënn eng Modifikatioun virgesi vum Gesetz
vum 28. Dezember 1988 iwwert den Accès zu
de Beruffer vun Handwierker, Commerçant,
Industriellen an zu anere liberale Beruffer. Et
gouf eng nei Berufsgrupp vun Urbanisten an
Aménageuren definéiert, déi e Master an dës
Beräicher mussen nowiesen an zousätzlech soll-
ten e Stage maachen, ënnert der Form vun
engem Joer Beruffspraxis ënnert der Opsicht
vun engem erfuerene Professionellen.

A sengem Avis vum 23. Mäerz 2010 war de
Statsrot mat dëser Dispositioun d'accord, huet
awer net agesinn, firwat dës Leit missten e
Stage maachen, a proposéiert dës ewechze-
loossen. Dat huet d'Commissioun am Kader
vun hiren Amendement am Februar dëst Joer
gemaach.

De Problem ass deen, dass an der Tëschenzäit
- an zwar den 8. Juli 2010, fir genau ze sinn -
d'Mittelstandsministesch en anere Projet de loi
déposéiert huet, deen d'Gesetz vun 1988 of-
schaaft an duerch en neien Text ersetzt. Och an
dësem neien Text gëtt et eng Definitioun vum
Urbanist an Aménageur. Allerdéngs ass déi net
ganz deckungsgläich mat där aus dem Projet
de loi iwwert den Aménagement communal.
Während d'Intérieurskommissioun, no der Re-
commandatioun vum Statsrot, déi eejähreg Be-
ruffspraxis ofgeschafft huet, gëtt eng zwee-
jähreg Beruffspraxis iwwert deen anere Projet
de loi erëm agefouert.

Hei hätt et um Niveau vun der Regierung on-
bedéngt missen eng besser Koordination
ginn, fir eng eenheetlech Definitioun a béide
Projeten ze kréien! Am Resultat bedeit dat, dass
mer haut e Projet stëmme, laut deem en Ur-
banist, en Aménageur oder säin Équivalent

keng Beruffspraxis muss virweisen. Duerno
wäerte mer hei an der Chamber e Projet stëm-
men, deen d'Obligatioun vun enger zweejähre-
ger Beruffspraxis aféiert. Dat ass keng zefridde
stellend Situatioun!

Kloerheet ass och an der Commissioun geschaf
ginn, wat d'Engagement vun engem Urbanist
oder engem Aménageur an enger Gemeng, déi
nach keen huet, vun iwwer 10.000 Awunner
ubelaangt. Fir déi Gemengen ass deen Enga-
gement eng Obligatioun. Et ass allerdéngs, laut
dem Commentaire vun deem Artikel, net nout-
wendig, dass dee Professionelle muss à plein
temps agestellt ginn. E kann och à temps par-
tiel agestellt ginn, wéi gesot laut dem Com-
mentaire vum betreffend Artikel. Et ass net
evident, dass am Sträitfall dat dem Richter
duergeet, dass et nëmme am Commentaire
zum Artikel steet.

De Projet de loi, ëm deen et haut geet, huet
eng ganz Rei vu positiven Aspekter, déi hoffent-
lech dozou bäidroen, dass mer an absehbarer
Zäit an alle Gemenge modern PAGen hunn,
dass d'Quartiers existants esou ausgewise sinn,
wéi mer eis dat haut virstellen, an dass nei
PAPe kënnen gemaach ginn, ouni dass laang
Zäit verluer geet.

Wa mer déi Iwwergangsphas hannerun eis
hunn, sollt et méiglech sinn, schnell an op eng
transparent Manéier Baugenehmegungen ze
ginn. A virun allem hoffen ech, dass mer bis
dohin eisen Ziler an der Landesplanung, am
Natur- an am Landschaftsschutz e gutt Stéck
méi no komm sinn.

Dëst sinn nëmme Modifikatioune vun engem
Deel vum Gesetz, deen Deel, wou mer bis elo
praktesch Expéienz domat gemaach hunn.
Also si mer nach net um Enn vum Tunnel a
wëssen net, wat an Zukunft nach vu weidere
Modifikatioune sech opdrängt.

Ëmmerhi muss ee sech froen, wéi an Zukunft
duerch d'Séparation des compétences eng Mi-
nistère deem aneren am Wee steet, wat verhin-
nert, fir an der Bebauung a rasonablen Délaie
weiderzokommen. Ech denken do besonnesch
un d'Naturschutzgesetz an un d'Waassergesetz.
Wann déi an der Praxis eng Brems géifen duer-
stellen, wier dat sécherlech net am Intéressi
vun den Acteuren, déi dëst neit Gesetz emsetze
sollen; an och net am Intéressi vun deenen,
déi solle lotisséieren, bauen; an net am Intéressi
vum Bausecteur.

Hoffentlech erschwéieren d'Réglemets grand-
ducaux d'Prozeduren net, mä dass d'Ausféie-
rungsbestëmmungen am Sënn vun dësem Ge-
setz sinn, wat d'Simplification administrative an
d'Kierzung vun den Délaie ubelaangt. Well
trotz allem dës Projet de loi punktuell Verbes-
serungen am Aménagement communal ent-
hält, ginn ech den Accord vun eiser Fraktioun
dozou.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem honorablen
Här Jean-Pierre Klein. Als nächste Riedner ass
den Här Camille Gira agedroen. Här Gira, Dir
hutt d'Wuert.

► **M. Camille Gira (déi gréng).** - Här Pre-
sident, Dir Dammen an Dir Hären, déi gréng
bleiwen derbäi, d'Gesetz vun 2004 war an ass
e gutt Gesetz. E gutt Gesetz fir all déi, déi eng
nohaltig Entwécklung vun eisen Dierfer a Stied
wëlle garantéieren; fir déi, déi eng Banaliséie-
rung vun eisen Uertschafte wëlle verhin-
neren; fir déi, déi d'Wuessen an hire Gemenge
wëlle selwer steieren; fir déi Leit, déi der Meenung
sinn, dass Privatbesëtzer net nëmme Rechter,
mä och Flichte mat sech bréngt; fir déi, déi och
déi un de Käschte wëlle bedeelegen, déi sech
eng gellen Nues mat Bauterrainen amgang
sinn ze verdéngen an deem Land hei; fir déi,
déi d'Bierger an d'Biergerinnen aus enger
Gemeng och wëllen un der Gestaltung bedeele-
gen, wou déi Leit schlussendlech decidéiert
hu wunnen ze goen. Ech mengen, dat ass dat
Normaalst vun der Welt, dass se dann och
kënnen matschwätzen, wéi hir Uertschaft,
wou se dann elo wunnen, sech entwéckelt. A
virun allem ass dat Gesetz vun 2004 e gutt
Gesetz fir déi Leit, déi d'Gesetz vun 1937
och scho konsequent applizéiert hunn.

D'Gesetz vun 2004 ass natierlech e schlecht
Gesetz fir déi, déi am léifsten, wat den Amé-
nement communal ubelaangt, Gottes Waasser
iwwer Gottes Land lafe loosse; fir déi, déi de
Promoteuren d'Feld iwwerloossen; fir déi
Promoteuren, déi just een Zil hunn, séier räch
ginn; fir déi Architekten, deenen d'Zuel
vun hire Projete méi wichteg ass wéi d'Qualitéit
vun deem, wat se an eis Landschaft an eis
Dierfer setzen. An et ass e schlecht Gesetz
fir déi, bei deenen d'Propriété privée iwwer
alles steet. Et ass e schlecht Gesetz fir all
déi, déi all kritesche Bierger als NIMBY
tituléieren. An et ass natierlech e schlecht
Gesetz fir all déi, déi schonn d'37er
Gesetz während Joren a Jorzéng-
ten net korrekt ugewannt hunn.

An all déi Lobbyen, déi ech elo grad hei
erwähnt hunn, Här President, Dir Dammen
an Dir Hären, hu profitéiert vun enger Rei
Ëmsetzungsproblemer, déi natierlech, no
esou engem qualitative Sprong no 70 Joer,
virauszegesi waren - an déi hate mir och
virausgesot; mir haten eis awer duerchgeron-
gen, dat Gesetz ze stëmme -, mä déi
Lobbyen hu vun deenen Ëmsetzungsproble-
mer profitéiert, fir Drock ze maachen
op allen Niveauen, fir eng ganz Rei
positiv Errungenschaften aus deem
Gesetz vun 2004 esou séier wéi méiglech
erëm réckgängeg ze maachen.

An et war hinnen deelweis och bal
gelongen. Ech muss soen, mir waren awer
guer net „amused“, wéi een dat esou
schéin haut seet, als Gréng, wéi mer de
Projet de loi gesinn hunn. Notamment,
dass do awer op wesentleche Plazen
d'Biergerrechter sollten zréckge-
stuft ginn; dass d'Leit och bei gréis-
seren neie PAPen nëmme méi dierften
en Asproch hannerleeën, wa se en
direkten Intérêt personnell hätten.
Deelweis sollt och d'Gemengenautono-
mie nach méi staark ageschränkt
ginn; och nach eng Rei aner Punkten,
op déi ech hei net wëll weider
agoen.

Ech sinn dann awer ganz frou, dass
d'Chamberskommissioun e gudden
Deel zréckgerudert ass, wann ech dat
esou dierft soen. An ech muss och
soen, dass den Innenminister awer
och komproméssbereit war, fir eng
Rei Saachen, déi hie selwer an de
Projet de loi geschriwwen hat, awer
erëm réckgängeg ze maachen. Ech
fannen, dat éiert hien och an dësem
Kontext.

An ech si ganz frou, dass mer als
Chamberskommissioun et och fäerdeg
bruecht hunn, eng Rei - an eisen Ae
wesentlech - Verbesserungen an dat
heute Gesetz eranzekréien. Wat mech,
wat eis als Gréng ganz vill freet, dat
ass den Artikel 2 C. Dat ass deen,
wou mer eng Base légale fir Aktivitéit
fir d'Gemengen am Energieberäich
schafen.

Dir Dammen an Dir Hären, Dir kennt
eis Positioun. déi gréng sinn der
Meenung, dass d'Energiefro déi Fro
schlechthin an deenen nächste 15,
20, 30 Joer wäert ginn. An et wier
dramatesch gewiescht, wa mer elo
uganks des 21. Jorhonnerts en neit
Gesetz iwwert den Aménagement
communal gemaach hätten, wou mer
eis awer wierklech emol net usazweis
Gedanke géife maachen, wéi mer da
mat der Energieproblematik ëmgin-
nen.

Mir hunn als Gréng laang derfir
gekämpft. Mir hunn, zesumme mat
de Kollege vun der DP, souguer eng
Proposition de loi eragi gehat, déi
leider net ugeholl ginn ass. Mä ech
sinn awer frou, dass endlech a lues a
lues, souwuel am Innenministère
wéi an der Regierung insgesamt,
d'Asiicht kennt, dass egal wéi eng
Regierung egal a wéi engem ziviliséiert
Land et net wäert fäerdeg bréngen,
hir Energiepolitik, hir Klimapolitik
an de Grëff ze kréien, wa se d'Ge-
mengen net als Alliiierter bei sech
huet. An duerfir ass dat hei ganz
wichtig!

Et wier jo e bësche verréckt gewiescht,
wann op där enger Säit den Nohalteg-
keetsminister eis d'lescht Woch
erkläert huet, dass e relativ gutt
virukomm ass mam Klimapakt mat
de Gemengen, an op där anerer
Säit géif beim éischte Projet, deen
dann eng Gemeng an deem Pakt
wëllt maachen, d'Brems an der rue
Beaumont erëm ageluecht gi mam
Argument, fir ze soen, ma Dir hutt
jo iwwerhaupt keng Base légale!
An duerfir mengen ech, dass et ganz
wichtig ass an dass et ze begréis-
sen ass, dass endlech déi Base lé-
gale hei fir d'Energiepolitik gemaach
ginn ass.

Ech wëll net nach eng Kéier de
ganzen Historique vun deem Gesetz
hei maachen. Ech hunn dat alles
scho bei där éischer Ëmännerung
vun 2005 gesot. Dat ka jiddwereen,
dee sech interesséiert, do noliesen.
Eigentlech gouf et an eisen Aen,
an ech kann dat awer vum Terrain
an confirméieren, nëmme dräi
Problemer bei der Ëmsetzung
vun deem Gesetz vun 2004. Meng
Virriedner hu se och schonn
deelweis hei erwähnt. Dat éischt
war eben déi systematesch
Applikatioun vu PAPen an de
Quartiers existants, mat deene
generellen Normen vu CMU a
COS.

Fir de Rescht wëll ech awer drun
erënnere, dass eigentlech awer de
Prinzip vum PAG schonn am
Gesetz vun 1937 festgesat war. Een,
deem d'Gesetz vun 1937 liest, dee
stellt fest, dass deemools schonn
am Artikel 2 stoung, dass eigentlech,
soubal en Terrain an zwee
gedelt gëtt, hätt missen deemools
schon e PAG gemaach ginn. Dass
et vläicht bis 2005 do zu kenger
Jurisprudenz komm ass, dat ass
net d'Schold vum Gesetz vun 2004.
An duerfir hunn ech eigentlech
ni déi ganz Opreegung verstan,
déi bei där ganzer Saach geschitt
ass.

Ech muss lech ganz éierlech soen,
soulaang wéi ech Buergermeeschter
war, hu mir dat zum Beispill bei
eis an der Gemeng applizéiert.
Dat war scho laang eng Garantie,
dass mer Meeschter géife bleiwen,
wat an eisen Dierfer géif ge-



schéien. Et ass fir eis och ëmmer eng Garantie gewiescht, dass och Leit, déi esou Terraine lo-tisséieren, sech kënnen un den Infrastruk-turkäschte bedeelegen.

Et huet sech awer ganz kloer gewisen, dass a Stied haaptsächlech, wou schonn eng enk Be-bauung do war, eng Rei Virschreften aus dem Règlement grand-ducal net ze applizéieren wa-ren. An duerfir, mengen ech, ass et net méi wéi richtig, dass déi Ännerung kënn. Do muss ee sech natierlech elo froen, firwat mer esou laang gebraucht hunn, fir a mengen Aen den Haapt-problem, deen iwwerhaapt mat deem Gesetz bestanen huet, fir deen net éischter geléist ze kréien. Mä besser spéit wéi ni! An an deem Sënn hu mir och kee Problem mat där Disposi-tion.

Dann ass ëmmer erëm d'Fro vun den Délaien opgeworf ginn. Dat ass richtig. Ech mengen, elo si méi kuerz Délaien gesat. Mä och do muss een awer och fairerweis soen, den eigentleche Problem war awer net d'Gesetz vun 2004, mä deen eigentleche Problem war, dass déi Re-gierung, dass den Innenminister - dass duerch dat neit Gesetz, wou et manifest war, dass méi Aarbecht fir seng Verwaltung, fir säi Ministère géif kommen - net derfir gesuergt hunn, dass se mat Zäit déi néideg Leit hätten.

Dat ass en typesche Phenomeen, dee mer hei erliewen. Dat ass eis esou gaang bei Subsiden an Émweltberäich, och am Logement bei der TVA zrëckzebezuelen. Hei gëtt décidéiert, d'TVA zrëckzebezuelen, da kommen e puer 10.000 Demanden, an da wunnere mer eis, wann herno d'Leit e Joer, annerhalleft Joer, zwee Joer op hir Sue musse waarden!

An da kann et jo awer net d'Äntwert sinn: Ma et ass e schlecht Gesetz! Neen, dat ass net d'Schold vun Gesetz, mä dat ass eigentlech d'Schold der Regierung, déi net en prévi-sion eigentlech derfir gesuergt huet, dass se déi néideg Ressources humaines huet, fir dat Ge-setz dann och ëmzesetzen.

Ech muss lech awer och op där anerer Säit soen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif et awer och net normal fannen, dass, wa mer gréisser PApé maachen, 60, 70, 80 Hä-ser bei Uertschaften, déi vläicht nëmmen 1.000, 1.200 Awunner hunn, sidd Dir der Meenung, dass dat a sechs Méint muss iwwert d'Bühn goen? Sidd Dir der Meenung, dass esou e gewaltigen Agréif, dee méi duerstelt wéi vläicht an deene leschten 1.500 Joer an deem Duerf geschitt ass, dass dat bannent sechs Méint muss iwwert d'Bühn goen? Dat ass fir eis keng nohalteg Entwécklung!

Ech mengen, esou wichteg Projeten, déi en Duerf, déi eng Stad och kënnen iwwer Joren, Jorzéngten, Generatioune prägen, wou e ganz soziaalt Gefüge eventuell op d'Kopp gehäit gëtt, do muss et jo awer nach méiglech sinn, dass all Instanz, déi esou e Projet virgeluecht kritt, déi néideg Zäit, déi néideg Rou huet, fir sech mat de concernéierte Leit driwwer ze ën-nerhalen.

Ech mengen, wann ech déi lescht 15, 20 Joer d'Präsentwécklung vun den Terrainen hei no-kucken, dann huet jo bis elo nach kee Promo-teur Schued gelidden, wa vläicht säi Projet e Joer méi spéit fäerdeg war, mä dann huet en éischter nach méi Benefiss op senge ganzen Terrainen gemaach.

Duerfir verstinn ech deelweis och déi ganz Oprouen net. An ech fannen, wann ech duerch d'Land fueren, hunn ech dat Gefill, dass hei eng Rei PAPen, déi do entstinn, nach vill ze séier bâcléiert gi sinn, an dass et vill méi wichteg gewiescht wier, dass souwuel de Schäfferot wéi d'Commission d'aménagement wéi dann awer och de Gemengerot sech méi Zäit geholl hätten, fir uerdentlech Projeten aus deem ze maachen, wat do gemaach ginn ass.

Drëtt Ursach, déi zu Problemer gefouert huet, dat waren effektiv relativ komplizéiert Iwwer-gangsbestëmmungen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et fiert ee schlecht mam Jangeli op enger norma-ler Eisebunnstreck, d'Gleis ass do nämlech e bësse méi breet. An dat ass e bëssen dat, wat hei geschitt ass an deem Gesetz. Wéi soll ee verlaangen, dass Leit, déi nach mam Jangeli ën-nerwee sinn, awer eigentlech sech missten esou lues dru winnen, mat engem Gesetz ëmze-goan, wat awer e bësse méi eng breet Spur-breet huet, wéi sollen déi iergendwéi eens ginn? Do rubbelt a knubbelt et dauernd.

Wat ee méi laang déi zwee Parallelschen do be-stoe léisst, wat d'Problemer sécherlech net méi kleng ginn. An ech mengen, dat huet zu ganz vill Problemer dobause gefouert. D'Leit hunn 20, 30, 40 Joer, och Beamten a Beamtinnen, op de Gemenge mat engem Gesetz geschafft. Elo kréie se wuel en neit, mä si schaffen awer nach weider mat engem ale PAG, mat ale Bestëm-mungen, an an engems solle se sech un dat neit Gesetz gewinnen. Ech mengen, do ass viles schifgaangen.

Ech muss och dem Minister de Virwurf maachen, dass deemools, ausser véier Regionalver-sammlungen, déi gehale gi sinn, net genuch Oplklärung, och net genuch Werbung, och net genuch positiv Werbung fir dat Gesetz ge-maach ginn ass. Ech hu selwer erlieft, dass Leit, wou an esou Réunioune komm sinn, herno net méi gescheit ware wéi virdrun. Do hätt ee vill méi intensiv, mengen ech, op allen Niveaue misse sensibiliséieren, informéieren an erklären, wat dann d'Philosophie vun deem neie Gesetz ass.

Mä duerfir verst mir als Gréng awer nu wier-lech guer net, dass mer elo déi problematesch Situatioun, déi fir eis, an eisen Ae mat déi pro-blematescht ass, dass mer déi elo nach verlän-geren! Mir hu kee Verständnis, dass elo d'Ge-mengen nach Sputt kréie bis 2013 an, wa se dann och nach vläicht e léiwe Bréif schreiwten, theoretisch nach zwee Joer hannendrun, fir mat deem Parallelismus do weiderzefueren.

Ech froen lech, Här President, ech froen lech, Här Minister, wat hunn dann déi Schäfferéit an deene leschte siwe Joer gemaach, wou se 2004 gesot kritt hunn, spéitstens a sechs Joer muss Äre PAG fäerdeg sinn? Do sot Der mir awer net, dass do d'Ursach nëmmen ass, dass anscheinend net genuch Büroen do sinn an dass dat do esou komplizéiert ze maachen ass. Do soen ech lech awer och ganz kloer an d'Leit, Här President, do sinn awer Leit, déi net hir Res-ponsabilitéit geholl hunn, déi se hunn als Schäf-ferot, derfir ze suergen, an déi ëmmer erëm nei Ursache sichen.

Mir bedauern et wierklech, dass elo den Drock net erhéicht gëtt an dass elo wierklech bis 2013 an deemno wéi nach bis 2015 nach Sputt ge-looss gëtt. Dat heescht, déi onsécher Situa-tioun, déi bleibt elo nach eng Kéier à la limite véier Joer. An dann hu mer eef Joer gebraucht, wou mer e Gesetz gestëmmt hunn, bis dann déi lescht Gemeng an deem Land hei en neie PAG huet. Da solle mer eis awer wierklech selwer mat der eegener Nues huelen! Do ma-ache mer eis awer wierklech lächerlech!

An da soll een nach engem auslänneschen In-vestisseur erklären, mir wieren d'Land vun deene kuerze Weeër a mir géifen et fäerdeg bréngen, relativ séier Reformen hei ëmzeset-zen! Ech ka mech ëmmer nëmme wonneren, wéi séier mer et fäerdeg bréngen, wann et heescht, op der Finanzplaz nei Saachen a Bewe-gung ze bréngen. Wann et drëms geet, do-baussen um Terrain och emol eng Kéier e bësse Restrictionen ze setzen, de Leit e bëssen um sakrosankte Prinzipium vum „droit privé“ an „droit de propriété“ réckelen ze goen, da si mer schrecklech lues.

Duerfir wollt ech lech soen, Här President, dass dat do eng vun deenen Ursachen ass, firwat dass mir eis wäerten enthalte bei deem Gesetz. Fir eis wier et dréngend gewiescht, den Drock ze erhéien an derfir ze suergen, dass schnellst-méiglech déi Gemengen am Lëtzebuurger Land alleguerten um selwechte Level wieren, dass och jiddwereen, all Architekten, all Urbanisten, mat deem neie Genre vu PAGen ze dinn hätt.

Mäi Virriedner, den Här Etgen, huet hei gesot, et misst een och sensibiliséieren no baussen. Dat ass richtig, dass d'Populatioun dat do ver-steet, dass Leit, déi eng Bauplaz hunn, dat do verstinn, dass Leit, déi wëllen en Haus bauen, dat do verstinn. Mä, Här Etgen, wéi wëllt Der dat dann elo maachen, wann elo nach während véier Joer de Risiko besteet, dass mer zweespur-reg fueren? Déi eng fueren nach ëmmer mat engem PAG vun 1937 an déi aner fueren mat engem neien. Ech sinn iwwerzeegt, dass mer déi véier Joer nawell keng uerdentlech Aarbecht dobause kënnen maachen. An duerfir ass dat fir eis onverständlech.

Et hätt een zumindest misse soen, dass aller-spéitstens 2013 Schluss wier. Mä mir mengen, a wann ech mat de Kollegen aus der Stad Lët-zebuerg a vun Esch schwätzen, soen déi mer awer, dass mat ganz e bësse gudder Wëllen et souguer vläicht méiglech gewiescht wier, fir August nächst Joer oder vläicht spéitstens Ene 2012 misst dat awer machbar sinn. Da verstinn ech net, dass mer elo hei nach esou vill Sputt loossen. Wat mer méi Sputt loossen, wat den Drock méi kleng ass a wat nach méi Leit erëm Ursache sichen, fir näischt ze ënnerhuelen.

Déi zweet Ursach, firwat mer eis wäerten ent-halen, déi ass och schonn hei erwähnt ginn. Déi leschte Kéier, an och do ass et net richtig, wa gesot ginn ass an der Zäit, dat Gesetz wier bâcléiert ginn, an et hätt kee gewosst, wat op se géif duerkommen. Dat ass formell net rich-teg! Déi leschte Kéier - 2004 - war eng exem-plärescht Aarbecht geleescht ginn. D'Regierung hat eis sechs Méint... Sechs Méint virum Vote vum Gesetz louche sämtlech Règlements grand-ducaux um Dësch an déi konnte mer an der Kommissioun begutachten.

Et soll haut keen nodréiglech soen, 2004 hätt en net gewosst, wat duerno géif geschéien, well déi Règlements grand-ducaux waren alle-

guerte bekannt. Wann ee se natierlech net ge-lies huet, da brauch ee sech herno net ze won-neren. Dës Kéier ass et awer leider, muss ech soen, ëmgedréit.

Ech hat och am Numm vun eiser Fraktioun ganz am Ufank vun der Prozedur e puermol drop higewisen an och gesot, dass mir gäre vi-rum Vote déi Règlements grand-ducaux hätten. Dat ass leider net de Fall. A grad an deem hei Gesetz, mat där Virgeschicht a mat deem Ri-siko, wat soll kommen, wäerten déi gréng op jidde Fall keng Kaz am Sak hei kafen. An duerfir ass dat déi zweet Ursach, dass mir eis entha-len.

A wann ech dann déi awer relativ schaarf Kritik vum Mouvement écologique zu de Règlements grand-ducaux liesen, déi soen, et wieren Inko-härenzen do mam Gesetz, et wiere widder-spréichlech Aussoen an deenen eenzelne Règle-ments grand-ducaux an et wier keng Integra-tioun vu bestehende Règlements grand-ducaux respektiv Gesetzter, da fillen ech mech awer an där Angscht do bestätegt. A wann och nëmmen d'Halschent wouer sollt sinn, wat de Mouvement écologique behaupt, da sinn awer eng ganz Rei Problemer virusprogramméiert.

Ech weess dann och net, an da schwätzen ech als President vun der Petitiounskommissioun, mir haten eng Entrevue mam Gaart an Heem, do war gesot ginn, deenen hir Doléance, fir erëm Méiglechkeeten ze schafen, fir „Schreber-gärten“ an deenen eenzelnen, besonnesch an de Landgemengen, mä och an de Stadgemen-gen ze maachen, sollt a Form vun de Règle-ments grand-ducaux Rechnung gedroe ginn. Ech kann elo net bei deem Vote hei ofgesinn, ob dat dann esou ass oder net.

Ech kann och net ofgesinn, ob dann zum Bei-spill déi fir eis ganz wichteg Bestëmmung am Artikel 2, dass mer Kompetenz am Energiebe-räich hunn, ob dat sech dann och zum Beispill an där Form an de Règlements grand-ducaux erëmfënnt. Gesäit de Règlement grand-ducal vir, dass ech zum Beispill kann eng Zon defi-néieren, wou ech en Anschlusszwang un dat bestehend Nahwärmenetz maachen? Weess ech net!

Wann an de Règlements grand-ducaux guer näischt vun der Energiefro sech zrëckfënnt, da froen ech mech schlussendlech awer, wat dann dee Saz am Artikel 2 wäert ass. Duerfir ass dat do eis awer e bësse vag an duerfir ass dat eng zweet wichteg Ursach, firwat dass mir eis wäerten enthalen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, egal wéi géif ech awer dem Innenminister recom-mandéieren, fir relativ fréi no de Wahlen bei deenen neie Schäfferéit, deenen neie Geme-ngeréit ganz aktiv an intensiv a besser wéi déi leschte Kéier Oplklärung, Sensibiliséierung, Wer-bung fir dat Gesetz hei ze maachen an dann awer wierklech och keng Ausnahme méi ze maachen an derfir ze suergen, dass dann awer wierklech am August 2013 all Lëtzebuurger Ge-meng en neie PAG no deem heite Gesetz huet. Dann hale mer de Schued vläicht eeneger-moossen a Grenzen.

Well, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir brauchen dréngend eng kohärent Landes-planung an deem Land. Mir brauchen dréngend eng kohärent Entwécklung vun eisen Dierfer a Stied. Well jiddwereen, dee mat oppe-nen Aen duerch Lëtzebuerg fiert, mengen ech, misst mer do Recht ginn.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Camille Gira. Als nächste Riedner ass den Här Gast Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här Pre-sident. Léif Kolleginnen a Kollegen, ech wëll ufanks dem Rapporteur, dem Kolleg Ali Kaes, Merci soen, net nëmmen als Rapporteur, mä och als President vun der zoustänneger Kom-missioune. Ech mengen, dee Rapport, deen hie gemaach huet, souwuel dee schréftleche wéi dee mündlechen, geet an all d'Detailer vun de-sem dach komplizéierte Projet eran. E Projet, deen den 30. März d'lescht Joer, virum zwee Joer, 2009 déposéiert ginn ass an zënterhier an iwwer 20 Kommissiounssëtzunge behandelt ginn ass.

Et ass eng gutt Aarbecht an där Kommissioun gemaach ginn. Ech mengen, dat muss jidd-waree soen. Mir hu wierklech an allen Detailer an deenen iwwer 20 Kommissiounssëtzungen Artikel fir Artikel duerkundéiert. Et ass een op deem anere seng Iddien a Propositionen agaangen. Et war wierklech eng konstruktiv Diskussioun, net nëmmen tëscht de Mem-bere vun der Kommissioun, mä och tëscht de Membere vun der Kommissioun an dem zoustänneger Minister. Ech wëll duerfir aus-drécklech haut dat hei ervirsträchen, well et einfach der Realitéit entsprécht, och wa mer net an alle Punkten eng Eestëmmegkeet hunn.

D'Zil vun deem Gesetz ass haaptsächlech, d'Prozeduren am Zesammenhang mam Amé-nagement communal ze vereinfachen. Iwwer Jorzéngte sinn d'Gemengen am Prinzip mam Gesetz vum 12. Juni 1937 eens ginn. Et ass ëm-mer vum 37er Gesetz geschwat ginn. Dëst Ge-setz ass 2004 geännert ginn, fir den neie Kritäre vun engem modernen Urbanismus ze entspre-chen.

(**Mme Lydie Err prend la présidence.**)

D'2004er Gesetz ass awer schonn erëm dräimol ofgeännert ginn, an zwar duerch d'Gesetzter vum 19. Dezember 2008, d'Waassergesetz; den 22. Oktober, d'Gesetz iwwert de Pacte Lo-gement; an den 19. Juli 2005 si Prezisioune iwwer Iwwergangsbestëmmunge geholl ginn.

Mir müssen also feststellen, dass eis Virgänger, déi d'37er Gesetz gemaach hunn, net esou schlecht waren. Dëst Gesetz war ëmmerhi 67 Joer d'Basis, op där d'Gemengen an de Stat déi national a kommunal Bauten an hir Aména-gementpolitik baséiert hunn. 1937 muss e gudder Joergank gewiescht sinn, well mir hunn och zwee Kollegen Deputéiert heibannen, déi 1937 gebuer goufen.

D'Gesetz vun 2004 ass an der Zwëschenzäit, wéi gesot, scho véiermol ofgeännert ginn, an d'Gesetz vun haut kann een als Ergänzung zu dem 2004er Gesetz ugesinn. Sécherlech ass d'Welt an deene 60, 70 Joer, wou mer mam 37er Gesetz gefuer sinn, net méi einfach ginn. Mä nach muss mer festhalen, dass mer haut, gewollt oder net gewollt - et kann een och soen, gezwongen oder net gezwongen -, an eng Zäit eragelieft sinn, an där d'Tendenz zum Iwwerreglementéieren d'Regel ginn ass.

Sécherlech sinn opgrond vun neien Erausfuer-derungen - landesplanerescher Natur, ëmwelt-politescher Natur, de Versuch vun enger Kom-binatioun vu Wunnen, Liewen a Schaffen ze-summen, d'Problematik vun engem gudden öffentlechen Transport - d'Haaptursachen, fir ze légiféieren. D'Iwwerreglementéierung geet awer och dorop zrëck, dass mer an eiser Gesell-schaft an enger Gesellschaft liewen, wou net onbedéngt méi de kloer Mënscheverstand do-minéiert, mä eng bestëmmten Euphorie am Pa-ragraphereiden entstanen ass.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Vill Leit - Pro-fessioneller, Privatleit, Promoteuren, Architek-ten, Urbanisten, Affekoten - schwätze mat, dé-cidéiere mat, streide mat, an net ze vergiesse, verdéngen och gäre mat! An no all opriedende Problemer oder Prozesser gëtt an der Regel alt erëm versicht, duerch eng Ännerung vum Ge-setz, oder bei de Gemengen duerch eng Än-nerung vun de Reglementer, dese Problem an de Grëff ze kréien.

Een ëmmer méi grousst Matsproocherecht vun eenzelne Bierger - wat an enger Demokratie als selbstverständlech vun eis all ugesi gëtt - an Or-ganisatioune mécht dëst net alles méi einfach. D'Resultat ass, dass Prozedure mussen opge-baut ginn, déi all deem solle Rechnung droen. Prozeduren, déi oft als Resultat hunn, dass d'Projeten iwwer Méint a ganz oft iwwer Jore verschleeft ginn.

Iwwer Joren diskutéiere mer heibannen iwwert den Noutstand, dee mer am Wunnengsbau hunn. Nach ëmmer ass et esou, dass an enger fräier Maartwirtschaft d'Offer an d'Demande de Präis bestëmmen. A soulaang wéi mer net genuch Wunnen op de Maart bréngen, soulaang kréie mer de Problem vum Wun-nengsbau och net geléist. D'Vergaangenheet huet och bewisen, dass all staatlech Mooss-namen net oder nëmme wéineg gegriff hunn. Den Haaptproblem ass a bleibt d'Offer!

Déi oft iwwerdräiwwe laang Prozeduren hunn net nëmmen zur Konsequenz, dass d'Projeten net kënnen an engem rasonablen Délai reali-séiert ginn, mä doriwuer eraus sinn dës iwwer-driiwwe Prozeduren och zu engem gudden Deel schold un deenen enorm héije Baupräis-ser. All Dag, Woch, Mount oder Joer, wou e Projet muss waarden, wou e verschleeft gëtt, lafen d'Zësen op der Bank a maachen d'Bau-landpräisser zousätzlech méi deier.

Dese Problem ass zënter Jore gewosst, an awer huet weder dës nach déi viiregt Regierung ep-es Konkretes hei ënnerholl. Et ass ëmmer erëm gebastelt a gefléckt ginn, mam Resultat, dass d'Präisser weider a weider klammen - dat sou-guer och a Krisenzäiten! -, an dann an der Zwë-schenzäit dausende vu Lëtzebuurger hu misse an d'Grenzregioun auswanderen an zum Grenzgänger gi sinn. Dat ass alles d'Resultat vun enger gewosster Problematik, déi mer hei am Land hunn, a wou d'Politik net verstanen huet, déi richtig Äntwerten op déi Froen ze ginn.

Madame President, dësse Projet huet zum Haaptziel, wéi scho gesot, eng Vereinfachung an, nach méi wichteg, eng Verkürzung vun de Prozeduren, dat souwuel wat den Aménagement général wéi den Aménagement particulier ubelaangt. Dat ass och zu engem gudden Deel a dësem Projet gegläicht. Déi zwou Prozeduren sinn am Prinzip op d'Halschent vun der Zäit gekierzt ginn. 24 Méint war d'Regel, wann et normal gelaf ass. An Zukunft soll et sech tëschent zéng an 13 Méint ofspillen.

Et gëtt e Parallelismus agefuert tëschent deenen eenzelne Consultatiounen, dat souwuel wat de Public wéi och déi concernéiert a kompetent Organer ubelaangt. Och ass d'Méiglechkeet bei engem Aménagement particulier ewechgefall, fir beim Minister Recours géint d'Décisioun vum Gemengerot ze maachen.

Wichteg, mengen ech, ass et, dass an eiser komplizierter Gesellschaft et wichteg gëtt, dass déi Leit, déi grouss Projeten uginn - a mir brauche Leit, déi dee Risiko aginn, fir Projeten unzegoen -, dass déi Leit eng Planungssécherheet kréien. Et ass net ze verantworten, dass Leit Projeten uginn, vill Geld dran investéieren oder Geld mussen bei Banke léine goen an net wëssen, wéini dass dee Projet iergendwann eng Kéier zu engem gudden Enn kënnt, dass e ka realiséiert ginn. D'Planungssécherheet ass duerfir méi wéi jee wichteg an där heiteger Zäit.

Et ass awer och wichteg, dass dat heite Gesetz kënnt - meng Virriedner hunn dat och schon ugeschwat -, fir eben d'Verlängerung de Gemengen ze accordéiere bei der Erneuerung vun hire PAgen, déi, wa mer d'Gesetz net géife maachen, elo am August an eng gelunge Situation géife kommen. Et gëtt elo an enger éischter Etapp em zwee Joer, an et kann em zwee Joer weider verlängert ginn.

Ech mengen, wa mer éierlech heibanne sinn, mussen mer soen, wéi mer dat deemools 2004 an d'Gesetz geschriwwen hunn, ware mer eis alleguer heibanne bewosst, dass et méi wéi schwéier géif ginn, dass d'Gemengen an deem duerch d'Gesetz gesaten Délai hir PAgé géifen alleguer iwwerschafft an erneiert kréien. Deemools ass gesot ginn, kommt, mir setzen awer deen Délai dran, domadder maache mer e gewëssenen Drock op d'Gemengen, fir dass se wierklech derhannert bleiwen, fir dass déi PAgen erneiert ginn!

Mir wossten et. Ech hat allerdéngs, muss ech lech éierlech soen, deemools och net gemengt, dass an deem gesatenen Délai nëmmen esou vill, oder nëmmen esou wéineg, besser gesot, esou wéineg Gemengen d'Prozedur duerchlafé kéinten, fir dem Gesetz gerecht ze ginn.

Haut sti mer also elo virun där Situatioun, wéi mer se 2004 virgesinn haten, an duerfir, mengen ech, soll dat eis och net verwonneren. Ech sinn och iwwerzeegt, dass déi meescht Gemengen et och nach net wäerten an deenen nächsten zwou Joer realiséieren. Mir wëssen alleguer, dass et net nëmmen eng onheemlech kompliziert Prozedur ass, mä mer wëssen och alleguer, dass mer net genuch Leit an där Branche hei zu Lëtzebuerg hunn, Büroen, déi dat kënne maachen.

A mer mussen och wëssen, dass dësen Hierscht Gemengerotswahle sinn,...

(Interruption)

...an och déi Gemengerotswahle wäerten déi eng oder déi aner Répercussiounen nach erëm mat sech bréngen op d'Ausschaffung vun deenen neie PAgen. Dat ass eng Realitéit. Déi muss een einfach an engem Land, wou et nach ëmmer fräi Wahle gëtt, och esou gesinn.

Dann ass e wichtige Punkt, wou mer eis an der Kommission eens gi sinn, den Avis vun der Kommission d'aménagement. Ech mengen, d'Zesummesetzung vun der Kommission, do hate mer verschidde Variatiounen virleien. Ech mengen, mir hate souguer eng vum Conseil d'Etat virleien. Dat wier scho bal esou eng kleng Vollversammlung ginn, déi do proposéiert ginn ass, déi ee sollt asetzen.

D'Kommission huet sech am Accord mam Minister, mengen ech, awer do op engem gutt Léiung géeneegt, fir eng relativ kleng awer effikass Kommission zesummesetzen, déi sech ka mat Experten ergänze loosse, an deenen déi Haaptleit dat dann och haaptberufflech maachen, esou dass een och... Doropshin hu mer jo och decidéiert, fir déi Délaien, wou d'Kommission muss hiren Avis ofginn, op véier Méint erofzesetzen.

Ech mengen, dass ass eng wichteg Erneuerung, mä och déi war vill diskutéiert, esou dass mer den Délai relativ kuerz gemaach hunn. Mä ech mengen, wann een do Leit hisetzt, déi wierklech Fachleit sinn, déi dat sollen haaptberuff-

lech maachen, da mussen mer och zu enger Situatioun kommen, dass mer op deem Niveau do Délaien gesat kréien.

Délaien, wou eng Gemeng, wann d'Commission d'aménagement keen Avis ofgëtt, nom Offafe vun deem Délai dann awer kann diskutéieren an decidéieren a weider an der Prozedur fuere. Et kann een och vläicht gesinn, dass dat heiten eng Prozedur gëtt, wou eng Kommission sech vläicht herno seet: „Ma, an deem Dossier do ass alles an der Rei. Kommt, mer verléieren net vill Zäit mat Avisë schreiwen, mir schreiwen einfach keen Avis!“

Och dat léisst elo dës Prozedur zou. A wann no de véier Méint keen Avis geschriwwen ass, da kënnen d'Gemenge jo doriwuer befannen. Ech géif zwar mengen, dass esou eppes misst d'Ausnahme sinn. Wichteg schéngt et mir awer ze sinn, dass déi zoustänneg Kommission zu alle Projeten, déi erakommen, och wa se dermat averstanen ass, dat an engem schrëfflechen Avis festhält.

Ee weidere Punkt, dee vill diskutéiert ginn ass - ech versichen elo d'Punkten erauszehuelen, déi meng Virriedner hei nach net esou diskutéiert hunn, fir net alles nach eng Kéier nei ze soe respektiv fir dat eent oder dat anert nach bäizebréngen -, dat ass déi Autorisation de construire provisoire. Ech mengen, mir wëssen alleguer, firwat dass déi Autorisation dragesat ginn ass. Mir wëssen awer och, dass an der Vergaangenheit näischt besser gehalen huet, wéi eng provisoiresch Autorisation.

Hei ass am Fong geduecht ginn, dass ee kéint provisoiresch och zum Beispill Parkplazen um Kierchberg autoriséieren, a wann dann eng Kéier spéiderhin en Tram kënnt, dass dann eben déi Parkplaze kéinten ewechfalen. A vu dass mer wëssen, dass keen Tram dohinner kënnt, wësse mer also och, dass déi Autorisation, déi hei als provisoiresch ugekënnegt gëtt, da mat der Zäit wäert eng definitiv...

(Interruption)

► **Une voix.** - E kënnt esou sécher wéi den Amen am Gebiet.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Jo, jo. Neen, ech mengen, dass ass méi sécher. Mir kënnen also sécher sinn, dass dat heiten och mat der Zäit wäert eng definitiv Autorisation ginn. Ech mengen, Dir erlieft et net, an ech och net, an eis Kanner och net, fir mam Tram duerch d'Stad ze fuere.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Mir huelen lech mat. Dir kritt en Abo.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ech verzichte gären drop.

Ee weidere Punkt: Et wier wichteg gewiescht, dass mer all Prozeduren...

(Interruption)

Vu Fréiseng an d'Stad fiert ee ganz gudden öffentliche Transport, do brauche mer duerfir keen Tram.

Wichteg wier och, dass all d'Prozeduren an engem eenzelne Gesetz gläichgestallt wiere ginn. Ech mengen, dass hunn och scho Virriedner gesot. Alles misst an engem Gesetz sinn. Wat d'Autorisation an och dat, wat d'Waassergesetz ubelaangt, misst eiser Meenung no alles an engem eenzege Gesetz sinn. Mir misste quasi, wéi mer sot, e Guichet unique kréien, deen de ganzen Aménagement communal géif beinhalten.

Een anere Punkt, Madame President, ass den Artikel 44 (1) iwwert d'Astelle vun Urbanisten an de Gemengen. Hei ass och eng grouss Diskussion gewiescht, well d'Gesetz am Fong seet, dass eng Gemeng, déi iwwer 10.000 Awunner huet, misst en Urbanist oder een duerch d'Gesetz - ech weess et elo net auswendeg - gläichgestallte Professionellen astellen. A Gemengen ënner 10.000 Awunner, déi kënnen esou en Urbanist astellen, an déi kënnen och mat anere Gemengen zesummen ee gemeinsam astellen, deen da muss d'Autorisation vum zoustännegem Minister kréien.

Dës zwou Bestëmmunge féiere sécherlech zur Kontradiktioun, wa mer soen, dass eng Gemeng iwwer 10.000 Awunner muss en Urbanist astellen, an ënner 10.000 Awunner kann eng oder méi Gemengen zesummen en Urbanist astellen. Dorausser leet een of, dass déi iwwer 10.000 missten en Urbanist à plein temps astellen. Et ass awer an der Kommission kloer gesot ginn, dass et net esou am Gesetz géif stoen. Dat heescht also och, eng Gemeng iwwer 10.000 Awunner kann en deelzäitbeschäftegten Urbanist astellen. An duerfir, mengen ech, ass déi Formulierung, déi mer hei am Gesetz hunn, onglécklech, well déi sécherlech zur lëfegung ka leeden.

Ech wëll awer och kloer soen, dass mir als ADR léiweger gesinn hätten, wa mer an deem dote Punkt d'Autonomie communale spille gelooss hätten. Ech mengen, d'Gemenge si grouss an

al genuch. Et ass haut, mengen ech, keng Gemeng méi, déi net an enger gewëssener Gréisenuerdung e Service technique huet. Verschidde Gemengen, déi méi grouss sinn, hunn hir Architekten, anerer stelle sécherlech Urbanisten an. Ech mengen, do hätt een de Gemenge kënnen d'Fräiheet loosse.

Hei gi mer am Fong elo e Monopol géieren, ouni ze wëssen, ob déi Leit och wierklech eng Beschäftegung à plein temps hunn. Ech wier der Meenung gewiescht, mir hätten dat net brauchen an d'Gesetz ze schreiwen an et hätt ee kënnen higoen an einfach d'Gemengenautonomie spille loosse. D'Gemengen hätte scho gewosst, wéini se wat fir eng Persoun ënner wat fir enge Konditiounen astelle sollten.

Dës Gesetz soll den 1. August, wéi gesot, a Kraaft trieden. An der Kommission ass och matgedeelt ginn, dass all déi Projeten, déi um Instanzeweie sinn, dat heescht déi agereecht si gi bei der Commission d'aménagement, fir en Avis unzeferen, dass déi Projete géife laut der aler Gesetzgebung lafen, an dass all déi, déi nach net deen Avis bei der Commission d'aménagement ugefrot hätten, ënnert dat neit Gesetz falen.

D'Règlements grand-ducaux, mengen ech, sinn och a virun allem an der leschter Kommissionssetzung eng Kéier diskutéiert ginn - wierklech diskutéiert ginn -, wou den Här Minister eis matgedeelt huet, dass déi alleguer am Prinzip virum 1. August do wieren, wann d'Gesetz a Kraaft trëtt. Mir sollten och nach eng Kéier an der Kommission zesummekommen, da virum dem 1. August. Dat ass relativ kuerzfristeg fir dach awer e relativ voluminösen Deel vun all deene Règlements grand-ducaux do.

Ech mengen, hei wier et scho wichteg gewiescht, wa mer déi hätte kënnen éischer gesinn an diskutéieren. Ech mengen, mir sinn awer elo praktesch zwee Joer amgang, un deem Gesetz hei ze schaffen, a mer wëssen, dass mer un engem Délai houngen, deen August 2011 heescht, esou dass am Fong jiddweree sech hätt kënnen drop astellen.

Ech wëll och drop hiweisen, dass de Mouvement écologique viru kuerzem elo an engem Schreiwes eng relativ staark, staark Kritik un der Virgehensweis vum Minister respektiv wat den Inhalt vun deene Règlement-grand-ducaux ubelaangt zum Ausdrock bruecht huet. Den Här Minister huet eis an der Kommission gesot, dass déi zum groussen Deel net berechtigt wier. Ech ginn och dervun aus, dass de Minister dann herno hei a senger Stellungnahm dozou wäert Stellung bezéien.

Mä wéi gesot, et ass eng Regel heibannen an deem Haus ginn, dass, wa mer Gesetze stëmmen, dann d'Règlements grand-ducaux solle virleien. Hei bei dësem Gesetz wier et sécherlech ganz wichteg gewiescht.

Dann ofschléissend wëll ech nach soen, dass ech mech mengem Virriedner, dem Camille Gira, uschlëssen, dass de Minister gutt berode wier, elo kuerzfristeg... Bon, elo ass kuerzfristeg duerch d'Gemengewahle vläicht... Mä wat d'Fonctionnairen ubelaangt, kann een awer kuerzfristeg Informatiounsversammlunge maachen, fir déi an d'Bild ze setze vun deem neie Gesetz.

An dann no de Gemengewahle wier et och net schlecht, wann eben déi nei Schaffen- a Gemengeréit och déi néideg Informatiounen kréien, wat d'Applikatioun vun dësem Gesetz ubelaangt. Do misst een, mengen ech, awer och higoen an iergendwéi e vereinfacht Schema oder Struktur kënnen presentéieren. Well mer wëssen alleguer, wann en dat an där Kompliziertheit, wéi d'Gesetz et virgesäit, virdréit, dann ass et esou wéi mäi Virriedner gesot huet, da ginn déi meescht Leit herno fort a si hunn awer net ganz villes Matkritt.

Madame President, Dir Dammen an Dir Hären, ofschléissend wëll ech soen, dass dat heiten ee Gesetz ass, wat an enger gudder Zesummarbecht ausgeschafft ginn ass, wou wierklech vill positiv Punkten dra sinn. Mä et sinn och eng Rei Punkten, vun deenen ech der elo e puer ernimmt hunn, déi derzou féieren, dass mir eis als Partei beim Vote wäerten enthalen.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme la Présidente.** - D'Wuert huet elo den nächsten a leschte Riedner, den Här Hoffmann.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Madame Presidentin, den Här Gira huet Recht. Dat Gesetz vun 2004 war e prinzipielle Fortschritt par rapport zu deem Gesetz vun 1937, well et nei Perspektiven opgemaach huet, well et nei Obligatiounen, mä awer och nei Méiglechkeete fir d'Gemenge geschafen huet, fir deene villfältigen Aspekter vun der lokaler Entwécklung Rechnung ze droen.

Dass et bei der Ëmsetzung vun deem Gesetz Schwierigkeete gi sinn, dass ass haut schon e puermol gesot ginn. Mir kenne se also. Dass dat och eng Neioplage suggéiert huet, dass ass och kloer, gläichzäitig mat den Ufuerderunge vun enger sougenannter Simplification administrative, woubäi ee bei där natierlech ëmmer muss oppassen, dass et net zum Nodeel vun den Interesse vun de Bierger respektiv vun der Ëmwelt geet.

Allerdéngs si mat deem neie Gesetz, esou schéngt et, nach Schwierigkeete virprogramméiert, virun allem dann, wann net déi eenzel Règlements grand-ducaux nach eng Kéier seriö iwwerschafft ginn, esou wéi dat de Mouvement écologique jo am Detail och virdemonstréiert huet, an och u konkrete Fäll getest ginn, wéi dat dann an der Praxis ausgesäit.

Leider, muss ech soen, ass awer och bei der Neioplage vun deem Gesetz d'Geleeenheet net genotzt ginn oder net genuch genotzt ginn, fir d'Reflexioun iwwert d'Entwécklungsplanung vu Stied a Gemenge weiderzedreiwen. Vun engem kohärente Konzept, vun enger iwwergräifender, vernetzter, dynamescher an nohalteger Stad- an Duerfentwécklungsplanung si mer awer nach e Stéck ewech. Do besteet also nach Nohuelbedarf.

Ganz wichteg ass fir mech an där heiter Fro d'Fro vun der Bedeelegung vun der Bevökerung un der Planung, also d'Fro vun der Demokratie um kommunale Plang. An do geet mir dat Gesetz och net wäit genuch. Demokratie ass jo net einfach d'Recht op Asproch, ëmsou méi, well deen Asproch jo awer net ëmmer, awer oft duerch méi oder wéineger berechtigt Partikularinteresse motivéiert ass.

Dat, wat an der Gemeng geschitt, dat, wat sech an der Gemeng entwéckelt, dass ass awer eng Fro vun allgemengem Intérêt an dat verlaangt also, mengen ech, och en oppenen an demokrateschen Débat. Dat verlaangt och eng Sensibiliséierung vun der Bevökerung, fir sech un deem Débat ze bedeelegen. Dat heescht konkret, dass scho bei der Ausarbechtung vun der Étude préparatoire, zum Beispill bei öffentlichen Entwécklungsfroen an ähnleche Formen vun öffentlichen Debatten, d'Bierger sollten agebonne ginn, hir Usichten iwwert déi bestehend Situatioun kënnen ausdrécken, hir Iddien iwwert déi künfteg Zeenarien och kënnen zum Ausdrock bréngen.

Dat sollt een och legislativ festhalen. Dat ass awer bei der Reform vun dësem Gesetz net geschitt. An da muss natierlech och ofgeséichert ginn, dass déi demokratesch Participatioun och eescht geholl gëtt, dass heescht, dass se bei der Ëmsetzung, bei der Entwécklungsplanung selwer och tatsächlech hiren Nidderschlag féint.

Entscheidend ass fir mech eng Fro, déi haut awer wierklech nach guer net ugeschnidde ginn ass. Dat ass d'Fro vun der Verfügungsgewalt iwwert de Buedem. An de 60er a 70er Jore gouf et a ganz Europa, a praktesch alle Länner vun Europa eng zimlech intensiv Diskussion iwwert d'Buedemrecht, dass heescht iwwert d'Problematik an d'Konsequenze vun private Buedembesetz.

Dobäi geet et net nëmmen ëm d'Präisspekulation, well souguer wann d'Gemeng iwwert d'Planungshoheit verfügt, wéi mer dat nennen, ass et dach esou, dass de private Buedembesetz déi Planung beaflosst, behënnert oder blockéiere kann. Gemengt ass hei net den Terrain vun engem Eefamiljenhaus, gemengt si grouss Immobilienbesëtzer. An ech wëll dat un engem konkrete Beispill illustréieren, fir dass ee weess, ëm wat et geet.

Der ARBED, haut der ArcelorMittal, gehéiert ënner anerem zu Esch e grousst Areal direkt beim Escher Stadzentrum, wat sech wonnerbar géif eegne fir en attraktiven öffentliche Stadgaart zum Beispill mat Waasserflächen - där sinn iwwregens do -, eventuell nach mat Wunnengen. Awer et geschitt näischt. Et geschitt näischt an déi Richtung, well de Grundbesëtzer näischt ënnerhëlt, dat net wëllt oder seng eege Projeten zréckhält aus Grënn vu spéiderer méi grousser Rentabiliséierung.

Där Beispill kéint een eng ganz Rëtsch nennen. An dofir mengen ech, dass och den Débat iwwert d'Buedemrecht misst onbedéngt gefuert ginn.

Zur Wunnengsproblematik. Duerch de Pacte Logement ass déi nei Dispositioun an d'Gesetz vun 2004 erakomm. An et gëtt och an deem neie Gesetz iwwerholl, dass bei engem neie Lotissement vun engem Hektar op d'mannst 10% Wunnenge mussen ënner d'Bedéngunge vun der sozialer Subventioun falen. Ech sinn och domadder d'accord.

Awer dat geet manifestement net duer, well déi Leit, déi am meeschte Problemer hunn hei zu Lëtzebuerg um Wunnengsmaat, dat sinn déi, déi sech dat Haus oder dat Appartement de toute façon net kënnen leeschten, fir dass se eventuell eng Subventioun kéinte kréien. Ech



mengen also, et misst zousätzlech an der Législation och e bestëmmte Prozentsaz, op d'mannst fir eng bestëmmte Gréisst vu Lotissementer, vu soziale Mietwunnenge respektiv soziale Miet-/Kafwunnenge festgesat ginn.

Fir ofzeschleissen ee Wuert: D'Sozialentwécklung vun eise Stied a vun eisen Dierfer am wäite Sënn vun Wuert hätt méi e grouse Stellwäert verdéngt, wéi dat och an där neier Oplag vun deem Gesetz virkënt. Ech kann net drop agoen. Ech erlabe mer einfach ze verweisen - wann Dir mir dat och erlaabt - op deen Avis, dee mir an der Zäit ausgeschafft hunn iwwert d'Sozialhëllefgesetz a wou mer probéiert hunn, eis auszedecklen iwwert dat, wat mir eis iwwer eng Sozialentwécklung um Niveau vun de Stied a vun de Gemenge virstellen.

An dat ass awer elo vläicht eng Déformation professionnelle. Ganz zum Schluss zwou Klenggekeen. Zwou kleng Formfroen, déi mer opgefäll sinn. Am Artikel 25, mengen ech, misst et heeschen: „Chapitre 3 du Titre 4“, mengen ech, well soss eng Interpretationsschwierigkeit besteet. Dat kann emol vläicht deen een oder deen aneren nach nokucken, vläicht de Rapporteur.

An da weess ech net, ob, wann een e Passé simple dohinneretzt, wou e Présent higehéiert, dat zu juristesche Schwierigkeiten kéint féieren. Mä jiddefalls misst et am Artikel 20, zweeten Alinea net heeschen „revêt“ - Passé simple -, sondern „revê“.

Merci am Virus fir eventuell Verbesserungen.

► **Mme la Présidente.** - Merci, Här Hoffmann. D'Regierung huet elo d'Wuert. Den Här Minister Halsdorf, wann ech gelift.

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieure et à la Grande Région.** - Merci, Madame Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, d'Gesetz vum Aménagement communal vun 2004 hat jo eng nei Philosophie an d'Urbaniséierung vun eise Gemenge bruecht. 67 Joer hat d'Gesetz vu '37 gedauert, deem de Jean-Pierre Klein haut e bëssen nogetrauert huet. Mä mat deem neie Gesetz hu mer eng Hierarchie kritt, an zwar déi, dass de PAG exekutiert gëtt duerch d'PAPen, fir ebe Schandaten oder Sënnen, wéi et se dobausse gëtt, urbanistesche Sënnen ze vermeiden, an och déi Nullachtfünzehen-Lotissementer, wéi et der genuch am Land gëtt, fir och domat opzehéieren.

Duerfir ass dat iwwerschaffent Gesetz, wat haut hei ofgestëmmt gëtt, wat ech d'ailleurs annonciéiert hu bei deenen Ännerungen, déi mer virdu gemaach hunn. Ech hunn ëmmer gesot: „Mir setzen eis eng Kéier zesummen an da maache mer wierklech eng gutt iwwerschaffent Gesetz.“ An ech wëll direkt dann och elo soen, dass ech all deene vun der Chamberskommission wierklech Merci soe fir déi konstruktiv gutt Zesummenaarbecht, déi mer hatten.

Ech sinn och iwwerzeegt, dass, wa mer an e puer Joer e Bilan maachen, dee sécherlech net wäert esou schlecht ausfallen, well dat Gesetz hei beriff sech op déi Grondphilosophie, déi richtig ass an déi ubruucht ass. Well mir versiche jo, d'Applikation oder d'Applicabilitéit an d'Praticabilitéit ze verbessern, fir eben esou méi eng effizient Organisation vun dem Gemengenterritoire ze kréien. An dat geet natierlech och nëmme, wann déi Gemengeresponsabel d'accord sinn an déi Entwécklung am Esprit vum Gesetz weiderdreien.

De Wee sécherlech, dee war laang. Mir hu vill nogelacht. Et war schwierig, well vill Interessengruppen do sinn. Dat hu mer jo och de Mëtteg e puermol hei héieren. Mä den Terrain vum Urbanismus an eise Gemengen ass ee schwierigen Terrain, an et war net einfach, déi richtig Kompromësser ze fannen.

Mir hunn also op déi verschidden Acteure wierklech gelauscht. Dat waren: de Syvicol, d'Planer, d'Urbaniste si mat agebonne ginn, d'Architekten, déi justament des Reformen mussen an d'Praxis ëmsetzen. An hir Erfahrung an Iwwerleeunge si wesentlech - ech soen dat kloer: wesentlech! - an deen neien Text agefloss.

Datselwech gëllt d'ailleurs och fir d'Reglementer. Et ass net esou, wéi de Mouvement écologique elo kierzlech an engem Communiqué geschriwwen huet, dass mir dat Ganzt géifen iwwert de Knéi brieden, mä mir hu mat de Beruffsverbänn, mat de Gemenge geschwat. De Contraire ass wierklech wouer, an ech wäert och herno kuerz dorop agoen. Ech mengen, den Här Gibéryen huet dat jo och opgeworf. Ech wäert dat och maachen.

Ech soen eppes: Ech sinn dovun total iwwerzeegt, dass et wuel selten esou war, dass groussherzoglech Reglementer esou akribesch mat allen Acteuren diskutéiert goufen oder ausgeschafft goufe wéi des Kéier. Duerfir wëll ech hinnen och Merci soen: dem OAI, der Aula, dem Syvicol, déi während ronn zwee Joer beim

Opstelle vun deenen Texter bis an den Detail mat begleet hunn. Wéi gesot, ech kommen dorop ze schwätzen.

Et ass haut och opgeworf ginn, et sinn net vill Gemengen, déi et fäerdeg bruecht hunn, effektiv mam Gesetz vun 2004 hir PAG-Prozedur fäerdeg ze maachen. Sechs un der Zuel: Esch-Sauer, Bäerdref, Réimech, Conter, Walfer a Stengefort. Eng Gemeng huet e Vote définitif, Schëffleng; eng Gemeng e Vote provisoire, Kie-len. An da sinn aacht Gemengen, wou den Avis vun der Commission d'aménagement do ass: Dat ass Schengen, Manternach, Noumer, Reisdorf, Eschweiler oder Eeschweiler, Dippech, Béiwen un der Atert a Mompech. An dann nach zwou Gemengen, wou den Dossier erakomm ass: Dat ass d'Gemeng Réiser an d'Gemeng Nidderaanwen.

Sécherlech, bei deenen zwou leschten ass d'Fro opgeworf ginn notament iwwert déi sougenannten „strategesch Umweltprüfung“, déi jo am Fong geholl nei agefouert ginn ass iwwer eng Direktiv op den 22. Mee 2008 hei zu Lëtzebuerg, gesetzlech. Dat ass eng Problematik, déi net einfach ass, well wéi mer gesot hunn, wann et esou eppes gëtt, eng „strategesch Umweltprüfung“, muss déi iwwerhaupt bei PAGen agesat ginn? Mir sinn zur Konkursion komm: jo.

Da kënt d'Fro: Wéini muss se agesat ginn? Muss se agesat ginn, ier ech d'Prozedur maache vum Aménagement communal? Ka se während der Prozedur agesat ginn? Wéi eng PAGen, wéi eng Bebauungspläng falen drëner? Déi, déi virdu am Fong geholl schonn an der Prozedur waren, mussen déi nach eng SUP gemaach kréien oder net? Dir gesitt, dat war also eng problematesch Geschicht. An dat erkläert och warscheinlech, firwat dass net méi Gemengen oder dass esou wéineg Gemengen, 19 un der Zuel, sech bis elo mat deem Gesetz, wat mer hatten, vläicht op den Instanzewee beginn hunn.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Mä et sinn awer och aner Problemer, déi opgefäll sinn. Zum Beispill Problemer, wou d'Bierger opgeworf hunn, wou d'Büroen opgeworf hunn, d'Interpretation vum Gesetz, den Artikel 27, deen huet och vill Froen opgeworf.

Last but not least nach eng Kéier, wat och de Mëtteg scho gesot ginn ass, d'Plans sectoriels sinn och ugefouert ginn a gesot ginn: Wéi sollen déi Plans sectoriels am Fong geholl an d'Gesetz afléissen? Dat ass wierklech eng Fro gewiesch, déi mer och geléist hunn, mengen ech, well mir hunn et fäerdeg bruecht, zesumme mam Aménagement du Territoire, mat der Landesplanung vum MDDI, also vum Ministère du Développement durable et des Infrastructures, eng kloer Démarche opzestellen, déi also ofgeschwat ass a wou mer mengen, dass mer do, wat dee Volet ueget, och an Zukunft eng kloer Linn wäerte kréien.

E wesentlech Problem war awer besonnesch deen, dat war fir d'Bauen am Bestand, also am Tissu bâti, fir dat am Fong geholl hienzkréien. Well mam Gesetz vun 2004, den Här Gira hat déi Fro opgeworf, hate mer jo déi Kritäre festgeluecht fir d'Bebaubarkeit a bestehende Quartieren, fir dat ze maachen. An do hu mer missen am Fong geholl dat besonnesch bei PAPen maachen, an déi waren am Artikel 27 opgefouert. Majoritär ass dat esou interpretéiert ginn, dass ee misst permanent e PAP maachen. Anerer soen, et muss een net permanent ee maachen. Gutt, et war do eng gesetzlech, géif ech soen, Onkloerheet, an déi hu mer, mengen ech, geléist kritt mat dësem Projet de loi.

Mir hunn et och fäerdeg bruecht do, wou d'Schong eis am meeschten drécken: An den administrative Prozeduren ass et eis, mengen ech, gelongen, dat Wuert „simplification administrative“ mat Inhalter ze fëllen. Mir hunn d'Approbationsdelaie vun de PAPen an de PAGen, also de Bebauungspläng an den Deelbebauungspläng, erfogesat, andeem mer eng besser Vernetzung gemaach hu mat de Prozeduren vum Émweltberäich, a mir hunn esou och d'strategesch Umweltprüfung an d'Prozedur vum PAG integréiert, an den Avis vum Émweltminister kënt an der Prozedur vum Aménagement communal. Doduerch kréie mer eng méi schnell, eng méi kohärent an eng méi einfach Prozedur.

Am Detail hu mer also Folgendes gemaach: Éischtens, am Tissu bâti, wéi ech et virdu gesot hunn, am Baubestand hu mer et fäerdeg bruecht, doduerch, dass mer elo déi Prozedur vun dem PAP an deene Quartiere parallel geschalt hu mat deem vum Bebauungsplang - oder anescht ausgedréckt, mir definéiere scho beim Opstelle vum Bebauungsplang, wéi an dem Tissu bâti gebaut gëtt -, kënnen herno direkt vum Buergermeeschter d'Baugenehmungen ausgestallt ginn. Mir spueren also do eng Étapp, mir wanne vill Zäit, mir kréie mander Prozeduren. An dese Quartieren, déi souge-

nannten „quartiers existants“, ass d'Baugenehmung also elo d'Regel. Dat ass ganz wichtig.

Zweetens hu mer den Délai, bis e Bebauungsplang ugeholl gëtt, och erfogesat, andeem mer éischtens - et ass de Mëtteg scho gesot ginn, mir hunn och an der Chamber doriwier diskutéiert -: Déi Zäit, wou d'Commission d'aménagement respektiv de Minister hunn, fir déi Projeten ze kucken, war soss sechs Méint. Déi hu mer op véier Méint erfogesat kritt. An et ass ganz wichtig, dass mer also do zwee Méint wannen. Gradesou wichtig ass et awer och, wann déi Avisen net do sinn, da kann d'Prozedur weidergoen. Dat ass ganz wichtig. Sou kréie mer also keng Blocagé méi do. An ech mengen, dass dat dee richteg Wee war.

Bei PAGe kënnen jo d'Leit reklaméieren. Si mussen obligatoresch convoquéiert ginn. Mä et ass awer net, se mussen awer net obligatoresch dohinnergoen. Dat heescht, wann et freier esou war, dass een net komm ass, dann huet de Schäfferot nees misse reconvoquéieren a reconvoquéieren, bis d'Persoun komm ass. Dat ass haut net méi. Do kënnen mer also och e Blocage vermeiden.

A schliesslech ass de Vote provisoire, deen existéiert huet, ofgeschafft ginn. De Gemengerot gëtt elo nach just en Accord, fir dass déi Délébération, déi se geholl hunn, kann an d'Consultation goen. De Gemengerot beschäftegt sech nach just eemol inhaltlech mam PAG.

Duerfir ass d'Prozedur vun de PAGen - de Rapporteur, den Här Kaes, huet et gesot -, déi haut bei 24 Méint läit, wann op all Niveau reklaméiert gëtt, wéi d'Gesetz dat erlaabt, brauch haut e Bebauungsplang 24 Méint. Muer, wann dat neit Gesetz do ass, also nom 1. August, wäert dat nach 14 Méint maximal sinn. Mir hunn also do zéng Méint praktesch gewonnen. A wa keng Reklamatioun komme bei engem PAG, wann et méi kleng Geschichte sinn, da këint souguer e PAG an zwee Méint iwwert d'Bühn sinn. Dir gesitt also, dass dat e flott Resultat ass, wat mer do fäerdeg bruecht hunn.

Datselwech ass bei de PAPen. Do hu mer et och fäerdeg bruecht, d'Prozedur méi kleng ze maachen. An ech wëll dem Här Gira soen, wann e PAP an enger Gemeng gemaach gëtt an et ass e grouse mat 60 oder nach méi Häiser, da gëtt normalerweis emol virdu mam Buergermeeschter geschwat an eventuell och informell mat der Kommission, ier deen op den Instanzewee geet. Also, mengen ech awer, dass, wann do wierklech en Dialog besteet tëschent de Promoteuren, tëschent de Bauhären, tëschent de Gemengen an tëschent dem Ministère, da kann een awer wierklech och mat enger reduzéierter Prozedur weider wierklech anstänneg PAPe maachen.

Déi Prozedur hu mer elo. Mat deem Wee, dee mer hei gesicht hunn, hu mer och am Fong geholl aacht Méint gewonnen. Mir hunn et esou gemaach, dass d'Consultationen och parallel geschalt ginn. Dat heescht, déi Cellule d'évaluation, déi am Ministère ass, déi elo an der Commission d'aménagement ass, déi huet dräi Méint Zäit. An dann d'Enquête publique dauert 30 Deeg, wou d'Leit kënnen reklaméieren.

Mä zousätzlech hu mer awer et esou gemaach, dass net méi muss, dass am Fong geholl d'Reklamanten net méi mussen gehéiert ginn. An d'Méiglechkeet, fir beim Minister ze reklaméieren, déi ass ofgeschafft ginn. Mir sinn der Meenung, ech sinn der Meenung, dass d'Rechter vun eise Biergerinnen a Bierger bestoe bleiwen. Si ginn net beschnidden, well entretemps ass et jo esou, dass Recours kënnen bei den administrative Gerichter gemaach ginn, wat et virun 1996 net gouf. Also nom 37er Gesetz gouf et déi Méiglechkeet net.

Also 18 Méint haut bei enger Prozedur vun engem PAP, wou maximal reklaméiert gëtt, sinn haut nach just maximal zéng Méint, wou esou e PAP an der Prozedur bleift. A wa keng Reklamatioun bei engem PAP sinn oder wéineg, da kann dat bis op fënnf, sechs Wochen, a fënnf, sechs Woche kann en Teilbebauungsplang schonn iwwert d'Bühn sinn.

Da wëll ech nach eng Kéier soen, dass doduerch, dass mer d'SUP parallel geschalt hunn, déi strategesch Umweltprüfung aus dem Gesetz vum 22. Mee 2008, mat der Prozedur vum Aménagement-communal-s-Gesetz, kréien d'Leit d'Méiglechkeet, op där enger Säit 30 Deeg ze reklaméieren an der Prozedur vum Bebauungsplang a 45 Deeg an der Prozedur vun der SUP. Et ass also och e Parallelismus. Do wanne mer Zäit.

Wichtig ass och - dat ass haut nach net gesot ginn, duerfir soen ech et nach eng Kéier -, dass mer bei engem sougenannten Teilbebauungsplang, engem PAP, den Exekutivprojet, fir dee PAP ze exekutieren, mat der Konvention zesummeféieren. Doduerch wanne mer och

nees eng Kéier Zäit. Doduerch, dass mer vu sechs op véier Méint erfogt mat den Avisen, wanne mer Zäit.

Also, Dir gesitt, hei si vill - wéi géif ech soen? -, vill Elementer beienebruecht ginn. An ee wichtegt Element, mat dat wichtegst ass dat, dass elo den Innenminister an den Émweltminister deeselwechte Moment hir Décisioun huelen. Dat war bis dato net de Fall. Duerfir hate mer zum Beispill zu Ettelbréck oder zu Schieren PAPen, wou d'Décisioun jorelaang ausernee waren, wat décke Kuddelmuddel bruecht huet, juristesche Kuddelmuddel, dat gëtt et elo net méi.

Also, ech menge wierklech, dass mer et fäerdeg bruecht hunn, de Minister zesumme mat der Kommission, hei eppes ze ficelieren, wat an deem Beräich eng Verbesserung wäert bréngen.

Eng aner grouss Verbesserung fir mech ass awer och eis Commission d'aménagement, déi nei Commission d'aménagement, déi steet och fir eng administrativ Vereinfachung. Deen neie Modell, dee mer elo hunn - et ass schonn ugeschwat gi vu verschiddene Riedner -, deen ass mat der Chamberskommission ausgeschafft ginn.

Ech mengen, dass déi nei Kommission méi Kohärenz huet, dass dat praktesch e Paradigmewiessel ass. Si ass méi kleng, si ass méi flexibel, si passt sech vill besser de Gegebenheeten un, si ass permanent, an duerch hir Ausrichtung a Konzeption kréie mer och eng Vereinfachung an der Zesummenaarbecht, well hei hu mer also et fäerdeg bruecht, dass déi Kommission net nëmme, wéi et bis elo war, d'PAGen, d'Bebauungspläng, kuckt, mä och d'PAPen, och d'Teilbebauung.

Och wa mir eng Hierarchie hunn, ass et awer wichtig, dass een déi zwee kennt, well da weess déi lénks Hand, wat déi riets mécht. An hei wësse mer elo dann, well an deeselwechte Gremium déi zwee gekuckt ginn, ass et wichtig, dass ee weess, wat am PAP a wat am PAG geschitt, wat bis elo de Fall net war.

Mir si vu siwe Leit an der Kommission op fënnf Leit erfogaangen; de President, de Vizepräsident an déi aner Memberen am Sekretariat, déi sinn elo haaptberufflech, dat ass ganz wichtig. Mir hunn eng schlank Struktur mat manner Leit, dat bedeit och manner Bürokratie. An doduerch, dass déi Leit haaptberufflech dat maachen, hu mer en institutionaliséiert Organ, wat ëmmer disponibel ass, wat accessibel ass fir d'Gemengen an och d'Initiateure vu Privatprojeten.

Déi Institutionaliséierung, dat heescht och Kontinuitéit, Kontinuitéit an der Präsenz, an dat bedeit och, dass d'Aarbechte wäerte permanent weidergoen, mir kréie keng Temps-morté méi, ech géif soen, déi Leit sinn ëmmer disponibel. A sou ass et, wann et néideg ass, kann d'Kommission eng Plattform duerstellen, fir an engem fräie Stadium vun engem Projet schonn Divergenzen tëschent verschiddene Statsverwaltungen, déi concernéiert sinn, aus dem Wee ze raumen. Dëst ass eng Approche, ech géif se nennen „guichet unique“.

A grad do kann ech op dat agoen, wat den Här Etgen gesot huet. Hien huet d'Fro opgeworf: Jo, déi ganz Geschichte mam Waasser, firwat hu mer dat net hei an d'Gesetz gemaach? Ma ech stelle mer vir, dass, wann dat heiten, déi Kommission, gutt fonctionnéiert, da ginn all déi Elementer, déi bei engem PAG respektiv bei engem PAP spillen, hei opgeworf, wou Autorisation sinn, an da kënnen déi do horizontal diskutéiert ginn.

Déi gi mat an den Avis erabruucht, mat an d'Diskussion erabruucht, an da verléiere mer weider keng Zäit, da geet dat schéi kohärent, horizontal aus der Kommission eraus, sou dass ech mengen, dass dee Modell, dee mer hei am Fong geholl opgestallt hunn, doduerch, dass e wéi e Guichet unique fonctionnéiert, wierklech eng Vereinfachung ka bréngen.

D'Optioun, déi Dir opgefouert hutt, déi hu mer deemools verworf, well mer gesot hunn, mir hätte gär alles, wat Waasser ass, an engem Gesetz. An ech mengen, dass dat och net falsch ass, well wa mer dee Wee ginn, wou Dir elo sot, da misste mer och mengetwegen d'Permissioun de voirie, da misst déi och an dat Gesetz hei kommen. An da missten déi Dispositione vum Kommodo a vun der Émwelt och heira kommen. An dat si lauter individuell Genehmigungen. Ech mengen, dass dee Wee hei, dee Modell hei, dass dee sech bewähre wäert an dass dat richtig ass, wat mer hei opgestallt hunn.

Well wann esou Fäll sinn, kommen d'Experte vun de Verwaltungen dohinner. All potenziell Acteure gi mat agebonnen, an ech denken effektiv un d'Waasserwirtschaft, un den Environnement, u Ponts & Chaussées, all déi Leit, déi sinn hei concernéiert. Mä och de Kulturministère ka concernéiert sinn iwwer Sites et Monuments, den Transport iwwer Travaux publics a last but not least och de Syvicol, wou d'Gemengen och mat an där Kommissioun um Dësch sëtzen.

A schlussendlech nach eng Neierung ass de Vizepräsident, dat muss e Verrieder si vum Département vun der Landesplanung, fir dass och hei gekuckt gëtt, dass d'Virgäbe vun der Landesplanung, déi jo besonnesch an de sektorielles Pläng sinn, och hiren Nidderschlag fannen. Mir kréien also hei eng ofgestëmmten, harmoniséiert Planung tëschent dem Stat an tëschent de Gemengen, an déi national landesplaneresch Iwwerleeunge ginn hei kohärent an déi lokal Gemengen-Urbaniséierung afléisse gelooss. Ech mengen, dass dat ee gudd Modell ass, dee gutt wäert funktionnéieren.

En anert neit Element, wat och nach net vill ugeschwat ginn ass, ass dat vum Schéma directeur. Bis elo hate mer e Plan directeur. Dee Plan directeur, dat ass en Element gewiescht vum PAP, vum Teilbauprogramm, an deen ass am Wesentleche vu Promoteuren a vu Privatleut ausgeschafft ginn. D'Aufgab war, fir an deenen neie PAPen déi zukünfteg Baulanderschléissung ze orientéieren, do Virgäben ze maachen, déi konkret sollte weisen, wéi d'Notzung, d'Er-schléissung, Gréngflächen an esou weider, wéi déi géife gemaach ginn, fir eng optimiséiert Nutzung vum Raum ze kréien.

Mä fir dat an d'Hänn vun de Gemengen ze ginn, mengen ech, dat ass richteg, e Niveau driwwer, well hei kréie mer eng global Vue, hei kréie mer déi urbanistesche Iwwerleeungen, déi gi virrangeg. An d'Ausarbechten, déi wäerte sech an deem Sënn esou maachen, dass dann an Zukunft, net wéi et bis elo war, a wat ech och normal fannen, dass vläicht, wa Privatleut esou Pläng ausschaffen, éischter wirtschaftlech Iwwerleeungen a perséinlech Interesse wäerte beim Schaffen a Plange virrangeg sinn. Hei wäerten urbanistesche Iwwerleeungen dann de Virrang kréien.

Doduerch kréie mer eng Planungshoheit vun de Gemengen, déi gëtt heimat wesentlech confirméiert. Déi urbanistesche Qualitéit an de Gemenge wäert sech verbessern, an dat erlaabt dann och de privaten Investisseuren eng Verbesserung, well da wësse se kloer, wat op se zoukënn. Dat heescht, et ass fir si och méi einfach, fir hir Suen am Fong geholl ze investéieren a fir dann e Projet ze realiséieren.

En anere Punkt, deen ugeschwat ginn ass, deen ech kuerz wollt uschwätzen, dat ass deen, deen de Camille Gira notament ugeschwat huet vun den Objektiv vum Gesetz, wou mer d'accord waren, fir déi rationell Nutzung vun der Energienutzung, vun der erneuerbarer Energie an och Energiespueren an d'Gesetz ze setzen. Ech fannen, dat ass eng richteg Dispositioun. An der Regierung ware mer där Meinung och, mat de Minister Schank a Wiseler. Dat ass richteg, well d'Gemenge mussen eis hëllef, dass mer d'Kyoto-Ziler erreechen. Duerfir war dat schonn och richteg, dëst an eist Gesetz hei eranzebréngen.

Sou kann, wou Beispill, d'Energieeffizienz, déi soll an de Bauteglementer vun deenen eenzelne Gemengen do preziséiert ginn. Mir hunn also eng kloer Démarche do, wéi dat soll weidergoen.

D'Verlängerung vun den Délaien: Dir wësst, den 8. August 2011 war den Délai. Ech mengen, well déi Problemer ware mat de strategeschen Umweltprüfungen, mat de Plans sectoriels, fannen ech et normal, well mer hei Neiland hunn, well mer keng Erfahrungswärter hunn, dass een hei éischter virsichteg virgeet, dass een näischt iwwert de Knéi brécht an dass een de Gemengen zwee Joer gëtt, méi gëtt, fir am Fong geholl hir PAGen ze realiséieren. Ech ginn och dovun aus, dass a praktesch all Gemenge wuel d'Virarbechte fäerdeg sinn. Den Délai vun 2013 kann ee realistesch considéieren, mä si kréien awer d'Méiglechkeet, zweemol ee Joer ze verlängeren, wa se e motivéierten Avis eraginn.

Dann nach just e puer Wieder iwwert d'Réglemets grand-ducaux, wou ech virdu gesot hunn, et ass exzeptionell, dass mer d'Gesetz mat den Exekutivreglementer hunn, well meeschtens ass dat net esou. Et gëtt oft vun der Dispositioun gefuerdert. Mir gesinn also d'Dispositiounen, wéi se solle funktionnéieren, an déi goufen och en long et en large mat den institutionaliséierten Partner élaboréiert.

Ech well eng Kéier da verschidde chronologesch Datume bréngen, fir ze weisen, wéi mer fonctionnéiert hunn. Op enger Journée de réflexion am Mee 2009, virun zwee Joer also, ass mat de Membere vun der Commission d'aménagement, mam OAI, mat der Aula, mat der Chambre des Métiers, mat der Stad Lëtzebuerg an der Stad Esch geschwat ginn, diskutéiert gi betreffend des Règlements grand-ducaux an och betreffend d'Gesetz. Duerno ware Sitzungen, an zwar vum Dezember 2009 un, well deemools hu mer schonn déi Avant-projets de règlements grand-ducaux un déi Leit geschéckt.

Also Dezember 2009, virun 18, 19 Méint, sinn déi Reglementer, déi mer elo fäerdeg hunn, un déi Leit geschéckt ginn, an de Mäerz 2011 ass den Avis vun der Chambre des Métiers gefrot ginn, dee krute mer dëst Joer am Juni. Firwat si mer net éischter heihinnerkomm?, dat ass de Mëtteg opgeworf ginn. Majo, den Avis vum Statsrot war eréischt do am Juli, an zwar de 7. Juli 2011, duerfir konnte mer net éischter domat eraus. An de Syvicol ass kloer mat agebonne ginn, well hien huet säin Accord ginn den 9. Mee 2011.

Dir gesitt also, chronologesch huet dat geklappt, iwwer zwee Joer hu mer déi Reglementer an der Prozedur gehat. An ech fannen et schonn e staarkt Stéck, ech fannen et kee gudd Stil fir de Mouvement, wann de Mouvement schreift, mir géifen alles duerchbaatschen, an ech fannen et och kee gudd Stil iwwerhaapt, wéi de Communiqué geschriwwen war a wéi dat Ganz do iwwert d'Bühn gaangen ass. Wa mir esou fonctionnéiert hätten ennereneen, wéi an deem Communiqué hei, da wiere mer net esou wäit komm!

Ech sinn der Meinung, dass mer et fäerdeg bruecht hunn, mat dese Reglementer, mat dem Gesetz, wou mer ëmmer de Prinzip vun der Simplification administrative grous geschriwwen hunn, duerfir hu mer an de Reglementer keng Double-emploien, an duerfir wäert ech den nächste 14. Juli an enger Sitzung am Ministère mat dem Mouvement écologique hinnen Detailer ginn iwwert déi Reglementer.

Wann d'Chamberskommissioun d'accord ass, sinn ech och nach d'accord, nom 14. Juli mat hinnen eng Kommissioun ze maachen, fir hinnen och ze weisen, dass déi Virwürf, déi hei kommen, am Fong geholl net richteg sinn.

Et gëtt gesot, mir missten Tester maache vun de Reglementer. Ma mir hunn Tester! Siwe Joer sinn déi Reglementer elo a Betrib, kann ee soen, a mir hunn déi Reglementer erausgeholl, duerfir brauche mer hei net laang Tester ze maachen. An ech mengen, et sollt ee kucken hei konstruktiv weider zesammenzeschaffen. Mir hunn déi Reglementer nach eng Kéier mam Brëll gelies vum Mouvement a mir sinn zur Konklusioun komm, dass se gutt a kohärent sinn.

Ech kann lech soen, ech wäert och am Hierscht, wann et... jo, am Hierscht, wann d'Gesetz rechtskräfteg ass, op d'Gemengen zougou, si informéieren, kommuniquéieren. Ech sinn net d'accord mat deenen, déi soen, mir hätten net gutt kommuniquéiert déi leschte Kéier. Et war eng nei Matière, et war eng schwierig Matière, et huet net jiddweree se direkt verstanen. Mir hunn eist Bescht gemaach, mir wäerten och elo eis Bescht maachen.

An duerfir nach eng Kéier ofschléissend Merci dem Rapporteur fir säi schrëftlechen a säi mündleche Rapport. Merci nach eng Kéier un d'Chamberskommissioun, ech hat dat virdu scho gemaach, alle Leit aus dem Ministère an de Verwaltungen, déi eng Hand mat ugepaakt hunn, och deenen Organisatiounen an Institutionen, déi duerch hir konstruktiv a proaktiv Mataarbecht zum Ausschaffe vun dem Projekt bäigedroen hunn.

Ech sinn der Meinung, dass mer mat dem Gesetz e Stéck ginn a Richtung vun engem Lëtzebuerg, ee Land mat kuerze Weeër, doduerch, dass mer déi Simplification administrative aféieren, awer och doduerch, esou wéi et am IVL gefuerdert gëtt, wou gëtt am Land geschafft, wou gëtt am Land gewonnen. A mat dem Gesetz, mengen ech, wou vill Erfahrungswärter aus de leschte siwe Joer agefloss sinn, wou vill Leit mat um Terrain geschwat hunn, gëtt et méiglech, d'Strategie um Terrain an der Proximitéit zesumme mat eise Gemengen op eng nohalte, optimiséiert Fassong ëmzesetzen. Mir kréie mat dem Gesetz e bessert Instrument, fir festzeleeën, wéi a wou hei zu Lëtzebuerg gewonnen gëtt.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Innenminister. Domadder wiere mer um Enn vun der Diskussioun. Well awer do e Problem besteet, deen och virdu vum honorabelen Här Hoffmann hei opgeworf ginn ass, wat verschidde Erreurs matérielles betrëfft, géif ech lech propo-

séieren, dass mer haut net géifen iwwert de Projet ofstëmmen, mä dat do nach eng Kéier a Rou haut de Mëtteg respektiv muer kucken, an da wier de Vote iwwert de Projet muer de Mëtteg.

Wann Der domat d'accord sidd, géife mer also de Vote op muer verleeën, well ech mengen, et wier elo net gutt, wa mer en Text géife stëmmen, wou herno nach déi eng oder aner Erreur matérielle mat dra wier.

7. Hommage à M. Jean Huss

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, haut de Mëtteg ass déi lescht öffentlech Chamberssitzung, un där eise Frënd a Kolleeg Muck Huss deelhält. Hien huet nämlech decidéiert, säi Mandat zur Verfügung ze stellen an domadder enger méi jonker Kolleegin d'Chance ze ginn, an d'Chamber nozeréckelen. Erlaabt mir dofir, bei Geleehtheit vu senger leschter Sitzung e puer Wuert an all Ärem Numm un hien ze richten.

De Muck Huss huet seng éischt politesch Spore bei de Jonksocialiste verdéngt, wou hie sech haauptsächlech...

(**Interruption**)

...vun 1970 bis '78 fir eng méi ökologesch Komponent vun der sozialer Gerechtegkeet agesat huet. Well en d'Gefill hat, dass hie sech hei mat sengen Iddien net géif duerchgesat kréien,...

(**Interruption**)

...huet hien dann 1984 zesumme mat eise fréiere Kolleeg a Frënd Robert Garcia d'Gréng Alternativ Partei gegrennt, mat där hien dann och datselwecht Joer an d'Chamber gewielt ginn ass.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Hien ass mat e puer wéinegen Ennerbriechunge praktesch 23 Joer Member vun dem Haus gewiescht an huet während all deene Jore seng Kompetenz an Erfahrung a ville Beräicher, mä ganz besonnesch an deene vun der Gesondheet an der Ëmwelt agesat.

Hien ass awer net nëmme an dem Haus fir seng Kompetenz a säin Engagement geschat, mä och op internationalem Niveau, wou hie ganz besonnesch an der Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe eng Rei Rapporte geschriwwen huet, déi vill international Resonanz kritt hunn. E Beispill heifir ass ee ganz rezente Rapport iwwert d'Schiedlechkeet vun den Handyen, dee vill, och an internationale Medien, diskutéiert ginn ass.

De Muck Huss huet awer och um eegene Leif erfuer, wat Amalgam fir Konsequenzen op d'Gesondheet kann hunn, an hien huet vun deem Moment u sech onermiddlech derfir agesat, d'Öffentlechkeet fir d'Ëmweltbelauschungen a verstoppte Gefore ze sensibiliséieren. Déi logesch Konsequenz heivun ass dann och säin Asaz an der Associatioun „Akut“, där hire President hien ass, an déi sech ganz besonnesch asetzt fir méi öffentlech Sensibiliséierung, fir op déi negativ Konsequenze vun Amalgam op d'Gesondheet vun de Mënschen opmierksam ze maachen.

Ganz besonnesch op dem Gebitt ass de Muck Huss net midd ginn, och an eise Haus ëmmer erëm op d'Gefore vu verschidde Produiten anzegoen. An hien huet sech iwwer Joren an dem Beräich zu engem unerkanntenen Expert eropgeschafft.

Perséinlech hunn ech de Muck Huss kennen an apprécieiere geléiert als laangjährege Member vun der COSAC an duerno vun der OMC-Delegatioun vun der Chamber. Och hei huet hie sech iwwer Jore mat deem fir hien typesche Fläiss an Engagement an Dossiererageknéit, déi virdu net onbedéngt zu senger Prioritéit gehéiert hunn.

Nieft deene ville gudden Eegeschafte vum Muck Huss gëtt et awer eng, déi mech ëmmer erëm perséinlech beandrockt, nämlech déi, dass wann hie sech an en Dossier erageknéit huet, hien deen net méi lassléisst...

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - ...a fir seng Ziler an Ideale kämpft, bis dat hien dat erreecht huet, wat e sech virgeholl huet. Hie mécht dat ëmmer erëm mat enger Begeeschterungsfaegkeet, déi an deene leschte Joren a Méint nach kee Millimeter nogelooss huet, wann ech mech nëmme u seng Interventioun virun e puer Deeg an dem Haus erënneren.

Dëst huet dann och an der Vergaangenheet derzou gefouert, dass wann eise Frënd Muck Huss op der Riednertribün sech mat engem vun dese Sujeten auseruesetzt, déi him besonnesch um Häerz leien, hien dat mat esou enger Begeeschterung mécht, dass een als President

heiansdo seng Problemer huet, fir hien a sengem Wortschwall ze bremsen. An och déi routste Luucht bréngt hien net dervun of, um Riederpult seng Gedanken op en Enn ze bréngen.

De Muck Huss huet also decidéiert, sech zrëckzeziehen an domat enger Kolleegin d'Chance ze ginn, an d'Chamber nozeréckelen, an domat och eppes ze maachen, dass den Undeel vun de Fraen an dem Haus eropgeet.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Léiwe Muck, vu muer u geet eng nei Etapp an dem Liewen un. Du hies decidéiert, dech erëm méi an der Gemeengepolitik ze engagéieren, an där Stad, déi dir ganz besonnesch um Häerz läit, nämlech Esch. Derniewent wäerts du dech sécherlech weider asetze fir déi Themen, déi dir besonnesch um Häerz leien, an hei denken ech an éischter Linn un d'Ëmweltmedezin.

Ech sinn iwwerzeegt, dass s du dech gradesou wéi an der Chamber mat deemselwechten Engagement och hei wäerts asetzen, a mir wäerte sécherlech an Zukunft nach vill vun dir an deem Gebitt héieren. Ech hoffen awer och perséinlech, dass d'Äin Agenda vläicht an deenen nächste Wochen a Méint e bësse muer geféllt wäert sinn, esou dass s du dech erëm e bësse méi demgem anere grous Hobby, denge Gäert, déi dech sécherlech an der leschter Zäit e bëssleche vermësst hunn, kanns méi intensiv zouwenden.

Mir sinn op jidde Fall houfreg, dech als kompetenten Deputéierten esou laang an eise Reien hunn dierfen ze zielen, a mir wënschen dir all Guddes an hoffen, dass nach all deng Wënsch, déi s du hies, souwuel privat wéi politesch, sech wäerte realiséieren. Mir wäerten dech sécherlech vu muer un alleguerten e bëssleche vermessen a sinn iwwerzeegt, dass mer dech op anere Plazen an Zukunft erëm wäerten erëmgesinn.

Merci, Muck, an „bonne chance“!

(**Applaudissements**)

► **M. Jean Huss (déi gréng).** - Merci, Här President, fir déi schéi Wieder a fir déi positiv Aschätzung vu mengem Aktivitéiten hei an der Chamber. Ech halen haut also, well ech an d'Pensioun ginn, meng lescht Ried hei op deser Tribün. Ech hat meng Parteikolleeginnen a -kolleeg virun de Wahle gesot, dass ech net sécher wier, ob ech déi ganz Legislaturperiode géif bleiwen. Haut, no zwee Joer, maachen ech elo dese Schrëtt, dee mer net liichtfällt, a vu muer u wäert meng Kolleegin, d'Josée Lorsché, mech an der Chamber ersetzen.

Kolleeginnen a Kolleegen, mat 64 Joer un d'Pensioun ze denken, dat dierft am Fong bal jiddwereen als normal emfannen, och wann dat net automatesch esou muss sinn. Hei am Sall sätze Kolleegen, déi souguer eng Partie Jore méi al si wéi ech, an trotzdem gehéiere si deelweis zu den Aktivisten an eise Kommissiounen an hei am Plenum.

Wann ech also mäin Abschied hei huelen, dann huet dat net haauptsächlech mat mengem Alter oder mat Gesondheet ze dinn, mä éischter, wéi Der gesot hutt, mam Fait, dass ech schonn zënter '84, also ronn e Véiersjorhonnert, hei sëtzen. Ech sinn der Meinung, dass ech hei um parlamentareschen Niveau eigentlech genuch erreecht hunn, an ech gesinn elo hei fir mech keng nei Erausforderungen, deenen ech mech wéilt oder kéint stellen.

Dir Dammen an Dir Hären, ier ech ufanks den 80er Joren zesumme mam Robert Garcia en Appel lancéiert hat, fir eng gréng Partei ze grënnen, an dunn 1984 fir d'Éischt gewielt gouf, war ech zimlech staark engagéiert a verschidde ONGen. An dat ass eng politesch Aarbecht, déi ech no mengem Départ hei natierlech erëm wäert verstärkt ophuelen.

Ech wäert mech also kengfalls aus där aktiver Politik zrëckziehen, dat kann ech guer net. Am Géigendeel! D'Kommunalwahle sti virun der Dier, an ech wëll mech, wéi Der gesot hutt, eng leschte Kéier zu Esch a fir Esch engagéieren. An ech denken doriwuer eraus och drun, fir mech vun Zäit zu Zäit, wann et muss sinn, och iwwert d'Press oder d'Medien zu nationalen oder europäeschen Themen zu Wuert ze mellen, iwwer Tribune-libren oder Carte-blanchen, selbstverständlech an éischter Linn zu Theme wéi Ëmwelt a Gesondheet, mä zum Beispill och zu de politeschen Hanergrënn vu villen Entwécklungen, déi haut an Europa ganz schiflaffen.

Här President, wa muer den Nomëtteg meng Kolleegin Josée Lorsché hei vereedegt gëtt, da wäert des Chamber net nëmme eng ganz aktiv an engagéiert Deputéierten derbaikréien, mä et wäert - wat jo méi wéi positiv ass, Dir hutt et ervirgehuewen - dann och eng Fra méi an eiser Fraktioun an och hei an der Chamber sinn. D'Josée Lorsché wäert, dovu sinn ech iwwerzeegt, säi Mandat op iwwerzeegend Aart a



Weis ausüben a sech zu enger grousser Beräicherung vun dëser Chamber entwéckelen.

Kolleegen a Kolleeginnen, erlaabt mer fir meng lescht Ried just e kuerze Réckbléck. Keng Angscht, just ee ganz kuerze Réckbléck...

(Hilarité)

...mat just e puer Stéchwierder.

Et war an eisen éischte Joren, no 1984, hei an der Chamber net lücht fir eis. Mir haten et eis selwer net lücht gemaach. Stéchwuert: Spaltung a GAP a GLEI. A mir haten et och vun den deemools am Parlament vertrueneden etabléierte Parteien net lücht gemaach kritt. Stéchwierder: Büroen a Sekretariatsméiglechkeeten, Riedezäiten an esou virun.

Eréischt no enger eng Iddi méi onkonventioneller Aktioun, enger Sätzaktioun an der Trap vun eiser Chamber zesumme mat aneren Non-inscriten, huet sech dunn an den 90er Joren d'Situatioun schrittweis verbessert, iwwregens zu Gonschte vun enger Revaloriséierung vun der Chamber insgesamt.

Dir Dammen an Dir Hären, mir haten et, réckbléckend gekuckt, an den 80er Joren och politesch inhaltlech net lücht gemaach kritt, well mer ëmmer erëm mat der Polemik konfrontéiert goufen, mir Gréng wiere jo souwisou just eng Ee-Punkt-Partei, déi gefällegst am beschten erëm ze verschwannen hätt, an dat obschons mer vun Ufank un an eise Programmer och op d'Noutwendegkeet vun demokrateschen, gesellschaftspoliteschen a soziale Reformen opmierksam gemaach haten a fir eng wirtschaftlech Rekonverssioun am Sënn vun Ëmwelttechnologien, vu rationeller Energienotzung, vun Innovatioun a Recherche plädéiert haten. Alles nozeliesen am éischte grénge Wahlprogramm virun 1984.

Nun, déi gréng sinn net nëmme net vun der Bildfläch verschwonne, si sinn am Géigendeel schrittweis ëmmer méi staark ginn, an d'Sujete vun Ëmwelt a Gesondheet, vun enger anerer Energie-, Klima- oder Transportpolitik, vun enger durabler a sozialverdréiglecher Wirtschaftsentwicklungspolitik stinn zënter Jore schonn, an net eréischt zënter Fukushima, op der internationaler politescher Dagesuerdung, nientder Verscholdungs- a Sozialkris, déi virun allem duerch déi dereguléiert Finanzmarchéen a skrupellos Bankieren a Spekulate verursaacht an ausgeléist gouf.

Béid Aspekter, déi ekologesch Kris an déi aktuell Wirtschafts- a Sozialkris, hunn am Fong déiselwech Ursachen, déi do sinn: Egoismus, Wuesstum a Profit kuerzfristeg an ëm jiddwer Präis, an och eng ongesond Muechtkonzentratioun vu multinationale Banken a Firmen, déi net nëmme de sozialen Zesummenhalt, mä haut och d'Demokratie insgesamt ëmmer méi beschiedegen an a Fro stellen.

Géint dës Entwécklung missten dofir a mengen Aen am Fong all demokratesch gesënnte Politiker, egal vu wellecher politescher Couleur, vill méi staark aktiv ginn, wa mer net da géint déi berühmte Mauer, an dat sinn déi ganz grouss Maueren, wëlle rennen.

Eng lescht politesch inhaltlech Remarque sief mer op dëser Plaz nach erlaabt. Et ass mer eng Satisfaktioun iwwert d'Gesetz vun der Depenaliséierung vun der aktiver Stierfhëllef, der Euthanasie, wou mech net nëmme meng Fraktioun gutt ënnerstëtzt huet, mä wou ech och mat menger Kolleegin Lydie Err vun der LSAP an anerer Kolleegen a Kolleeginnen heibannen eng exzellent Kooperatioun hat. Esou datt iwwert d'Parteigrenzen eraus dat Gesetz duerchkomm ass an de Mënschen doduerjer e klengt Stéck mat un der Selbstbestëmmung bei hirem leschte groussen Départ zudeel ka ginn.

Kolleeginnen a Kolleegen, meng parlamentaresch Aarbecht ass, wéi schonns gesot, vu muer un eriwwer. An ech wäert mech nientengem kleng Plus u Fräizäit op aneren Niveau weiderhi fir meng Idealer asetzen.

Domadder wier ech och um Schluss vun dëser kuerzer Abschiedsried ukomm. Ech wéilt awer net vun dëser Tribün oftrieden an dës Chamber verloossen ouni Merci ze soen. Merci ze soen lech, Här President, datt ech d'Geleeënheet kritt hunn, eng lescht Kéier hei ze schwätzen. A Merci natierlech och meng Fraktiounskolleegen a -kolleeginnen, mä och allen anere Kolleeginnen a Kolleegen hei am Sall.

Och wa mer heiansdo oder alt méi oft net d'accord matenee waren, insgesamt hunn ech awer déi ronn 25 Joer, wou ech bei dësen Debatten derbäi war, als relativ fair an ziviliséiert a bei allen Divergenze souguer als relativ kolleegial ëmfonnt, esou datt mer dësen Départ eigentlech elo guer net méi esou einfach fält, wéi ech dat virun e puer Wochen nach geduecht hätt.

Merci wéilt ech och soen der Chamberspress, déi et verständlecherweis net einfach huet, fir wierklech op eng pluralistesche Aart a Weis ëmmer ze berichten, wat hei an der Chamber geschitt. Ee besonnesche Merci soe wéilt ech awer dem Här Frieseisen a senger ganzer Chambers-équipe, ob hei am Sall, an de Kommissiounen oder an der Administratioun, déi hir Aarbecht ganz gutt maachen, déi ganz engagéiert an och ganz gentil sinn an déi et engem Deputéierte ganz lücht maachen, fir senger eigentlecher Aarbecht nozekommen. Deeselwechte Merci géllt selbstverständlech och fir d'permanent Mataarbechter vun eiser grénge Fraktioun.

Et bliewen um Schluss nach zwee lescht Mercien auszedrécken. Ee Merci alle Wieler, déi mer zënter 1984 ëmmer erëm an ëmmer méi staark hiert Vertrauen ausgedréckt hunn. An ech kann nëmme hoffen, datt ech hir Erwaardungen net enttäuscht hunn.

An zu Lescht wéilt ech dee gréisste Merci soe menger Fra, dem Viv, wat haut hei op der Tribün sëtzt, genau wéi deemools 1984, wéi ech fir d'Éischt hei den Eed ofgeluecht hunn. Ouni meng Fra, déi mer ëmmer de Réck gestäipt huet, grad och a méi schwierregen a méi stressegen Zäiten, an där sinn et der genuch ginn, hätt ech dës laang Chamberszäit net gepackt. An de Sproch, datt hanner jiddwer aktivem oder erfollegräichem Politiker eng staark Fra steet, trifft a mengem Fall ganz sécher zou.

Mä, Kolleeginnen a Kolleegen, staark Frae gehéiere verstärkt och hei op dës Tribün selwer an och op Décisiounsposten. An dofir sinn ech frou, fir dem Josée Lorsché vu muer u vill Erfolleg mat menger Successioun hei kënnen ze wënschen.

Här President, dat war et. Merci nach eng Kéier, datt ech dës Saachen nach eng Kéier konnt hei zum Ausdrock bréngen. Dat war fir mech ganz wichteg. An ech wënschen lech alleguerter vill Erfolleg fir Är Zukunft.

Merci.

(Applaudissements)

► **M. le Président.** - Léif Kolleeginnen a Kolleegen, domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm.

D'Chamber kënt muer um hallwer dräi nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehewen.

(Fin de la séance publique à 17.36 heures)

Sommaire des séances publiques n^{os} 38, 39, 40 et 41

Communications	p. 526-527
Ordre du jour	p. 527
Heure de questions au Gouvernement	
- Question n°118 du 28 juin 2011 de M. Félix Eischen relative au transfert d'une partie de l'Agrocenter à Perl en Allemagne, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures	
et	
- Question n°119 du 24 juin 2011 de M. Fernand Etgen relative à l'implantation de l'«Agrarcenter», adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures	p. 527-528
- Question n°120 du 28 juin 2011 de Mme Claudia Dall'Agnol relative à la réforme des services de secours, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région	p. 528
- Question n°121 du 28 juin 2011 de Mme Viviane Loschetter relative au projet de directive européenne relative au congé de maternité, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration	p. 528-529
- Question n°122 du 28 juin 2011 de M. Norbert Hauptert relative à l'incidence de la réduction du contingent de l'armée belge en Afghanistan sur le contingent luxembourgeois, adressée à M. le Ministre de la Défense	p. 529
- Question n°123 du 27 juin 2011 de M. André Bauler relative à la prise en charge des élèves subissant des mesures disciplinaires, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle	p. 529
- Question n°124 du 28 juin 2011 de M. Roger Negri relative à la liaison ferroviaire entre Bruxelles et Bâle, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures	p. 529
- Question n°125 du 28 juin 2011 de M. Claude Haagen relative au problème des champs électromagnétiques autour du Centre de radiodiffusion de Marnach, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration	p. 530
6046 - Projet de loi portant:	
1. approbation	
a) de la Convention du Conseil de l'Europe pour la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels ouverte à la signature à Lanzarote les 25-26 octobre 2007	
b) du Protocole facultatif à la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants	
2. modification de certains articles du Code pénal et du Code d'instruction criminelle	p. 530-532
6273 - Projet de loi	
1) portant approbation de l'Amendement à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires, adopté à Vienne, le 8 juillet 2005;	
2) modifiant la loi modifiée du 11 avril 1985 portant approbation de la Convention sur la protection physique des matières nucléaires, ouverte à la signature à Vienne et à New York en date du 3 mars 1980	p. 532-533
6276 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération concernant la navigation par satellite entre l'Union européenne et ses États membres et le Royaume de Norvège, fait à Bruxelles, le 22 septembre 2010	p. 533
6275 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de sécurité entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume d'Espagne concernant l'échange et la protection réciproque des Informations classifiées, signé à Luxembourg, le 12 novembre 2009	p. 533-534
Heure d'actualité du groupe déi gréng au sujet de l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes	p. 534-537
6202 - Projet de loi relative à la construction de la Maison du Nombre, de la Maison des Arts et des Étudiants, du Centre de calculs et de la première unité de production de froid à Belval,	
6255 - Projet de loi relative à la construction de la Maison du Livre à Belval,	
6256 - Projet de loi relative à la réalisation des aménagements urbains et à la création d'espaces de parcage dans la Cité des Sciences à Belval	
et	
6260 - Projet de loi relatif à la construction de la Maison de l'Innovation à Belval	p. 538-544
Question avec débat n°17 de M. André Bauler sur le logement encadré pour personnes âgées	p. 544-545
Motion de M. Félix Braz relative au projet de loi n°6261 modifiant la loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement	p. 545-546
5972 - Projet de loi portant organisation de l'Institut national de la statistique et des études économiques et modifiant la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État	p. 547-549
6271 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications	p. 549-551
5816 - Projet de loi relative à la concurrence	p. 551-553
Débat de consultation sur le «Paquet climat»	p. 553-562
Communications	p. 562
Résolution relative à la proposition de directive du Conseil modifiant la directive 2003/96/CE du Conseil restructurant le cadre communautaire de taxation des produits énergétiques et de l'électricité (document COM (2011) 169)	
- Art. 168 (5) du Règlement de la Chambre des Députés	p. 562-563
6299 - Proposition de loi modifiant	
- la loi modifiée du 27 mars 1986 fixant les conditions et les modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut se faire changer d'administration,	
- la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État et	
- la loi électorale du 18 février 2003	p. 563
Ordre du jour	p. 563
Dépôt d'une motion par M. Fernand Kartheiser	p. 563
6023 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain et modifiant	
1. la loi communale modifiée du 13 décembre 1988,	
2. la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales,	
3. la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles,	
4. la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau	p. 563-570
Hommage à M. Jean Huss	p. 570-571

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuurger Journal, Zeitung vum Lëtzebuurger Vollek

Contenu rédactionnel:

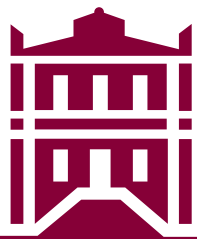
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg



Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
1446	Fernand Kartheiser	Introduction d'une monnaie alternative dans le canton de Redange
1448	Jean Colombera	Promotion de la profession d'infirmier
1450	Fernand Kartheiser	Musique militaire grand-ducale
1456	Marcel Oberweis	Inclusion de l'aviation dans le système d'échange de quotas d'émission (SEQE) de l'Union européenne
1461	Fernand Kartheiser	Tests de résistance des centrales nucléaires européennes
1467	Fernand Kartheiser	Informatisation des répertoires à tenir par les agences immobilières
1472	Fernand Kartheiser	Remaniement de la zone de l'autel de la Cathédrale
1476	Fernand Kartheiser	Reconnaissance du stage pédagogique fait dans le secteur privé par l'État luxembourgeois
1480	Roger Negri	Conséquences de la promotion d'une ligne directe pour le fret entre Anvers et l'Allemagne et de la fermeture du triage de Ronet
1483	Gilles Roth	Accès aux concours de recrutement pour conducteur de locomotive organisés par les CFL
1485	Marcel Oberweis	Système communautaire d'échange de quotas d'émission
1487	Jean Huss	Rayonnements cancérogènes des portables
1488	Marcel Oberweis	Projets du Mécanisme de développement propre (MDP)
1490	Jean Colombera	Formulaire R4 envoyé par la CNS après un congé de maladie de plus de six semaines
1492	Jean Colombera	Utilisation de titres académiques par les infirmiers spécialisés
1493	Xavier Bettel	Participation de membres du personnel médical de l'armée à des missions à l'étranger
1494	Félix Braz	Contrat d'accueil et d'intégration
1495	Marc Spautz	Réforme des services postaux
1496	Viviane Loschetter	Aide à l'enfance et à la famille
1498	Fernand Etgen	Formation continue pour les forestiers
1499	Fernand Etgen	Heures supplémentaires des forestiers
1502	Nancy Arendt	Cybercriminalité

1503	Jean Colombera	Recherche dans le domaine du cancer du poumon
1504	Jean Colombera	Private-Public Partnerships dans le domaine de la santé
1505	Jean Colombera	Luxembourg Centre for Systems Biomedicine
1506	Jean Colombera	Consentement éclairé
1508	Camille Gira	Mesures de compensation suite au déboisement dans la zone industrielle «Haneboesch» à Differdange
1509	Claude Adam	Transition graduelle du protocole Internet IPv4 à la version IPv6 au Luxembourg
1513	Claudia Dall'Agnol	Assurance en cas d'accident des volontaires de la police et de l'armée
1515	Fernand Kartheiser	Enseignants de religion
1518	Fernand Diederich et Claude Haagen	Frais d'inscription dans le cadre du stage pédagogique des stagiaires de l'enseignement postprimaire
1519	Jean Colombera	Cambriolages
1520	Marcel Oberweis et Gilles Roth	Distribution à titre préventif de comprimés d'iode
1522	Marc Spautz	Méthode de l'écholocation utilisée par les non-voyants comme méthode d'orientation et mode de déplacement
1523	André Bauler	Congé culturel
1524	Marcel Oberweis	Programme «Vom Meister zum Master»
1525	Nancy Arendt	Congé linguistique
1527	Martine Mergen	Officier de police judiciaire
1528	Fernand Etgen	Assermentation des officiers de police judiciaire de l'Administration des Douanes et Accises
1529	Jean Colombera	Télé médecine
1530	Jean Colombera	Remboursement des dispositifs médicaux
1531	Jean Colombera	Informatique médicale
1532	François Bausch	Retenue à la source de l'impôt sur les revenus de l'épargne que le Luxembourg doit transférer à l'État de résidence fiscale des résidents fiscaux d'un autre État membre de l'Union européenne
1533	Félix Eischen	«Littering»
1534	Félix Braz	Évaluation par la Commission des accords de réadmission que l'UE a conclus avec des pays tiers
1538	Alex Bodry	Règles de succession au trône
1539	André Bauler	Rémunération des stagiaires entrés en service en date du 1 ^{er} avril 2011

Question 1446 (17.5.2011) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant l'introduction d'une monnaie alternative dans le canton de Redange:

Den honorabelen Deputé-Maire vu Biekerech proposéiert - anscheinend am Eescht - am Kanton Réiden eng nei «Regionalwährung» anzeféieren, de «Beki».

An deem Kontext géif ech gär dem Här Finanzminister dës Froe stellen:

- Ass et zu Lëtzebuerg, oder méi allgemeng an der Eurozone, privaten oder öffentlichen Associatiounen oder Entitéiten - wéi zum Beispill engem Kanton - erlaabt eng eege parallel Währung anzeféieren?

- Wa jo, wat ass déi legal Basis a wat fir Rahmbedingunge mussen dofir respektéiert ginn? Wéi gétt den Avoir vun de Leit an dëser Währung ofgeséichert?

- Wann dës Iddi rechtlech an an der Praxis duerchzesetze wär, kéint den Här Finanzminister sech esou eng Iddi op nationalem Plang virstellen?

- Am Fall vun enger Iwwerverscheldung vum Kanton Réiden, kënnen den Eurogroup an den internationale Währungsfond dem Kanton esou ënnert d'Äerm gräifen, wéi si et elo am Fall Griichenland, Portugal oder Irland maachen?

- Kéint d'Iddi vun enger paralleler Währung am Kanton Réiden zum Deel bei der Léisung vun de Problemer vu Griichenland, Portugal oder Irland bäidroen?

Réponse (5.7.2010) de M. Luc Frieden, Ministre des Finances:

Depuis le 1^{er} mars 2002, l'euro est la seule monnaie ayant cours légal au Luxembourg.

La loi n'interdit pas l'émission par des associations ou entités privées de monnaies locales ou privées telles que le «Beki». Or, ces monnaies locales ou privées n'ont pas cours légal et ne sont pas garanties par l'État.

L'introduction d'une monnaie locale ou privée équivaut en fait à un contrat entre l'émetteur de la monnaie et son possesseur ou porteur par le biais duquel l'émetteur s'engage à échanger la monnaie contre des biens ou services, le cas échéant en spécifiant les conditions auxquelles cet échange peut avoir lieu. Il en découle qu'afin d'être accepté comme moyen de paiement, l'émetteur de la monnaie locale ou privée doit, aux yeux du porteur, offrir des garanties suffisantes.

Cette question fait actuellement l'objet d'une étude par le Ministère de l'Agriculture. Une conclusion sera tirée le moment venu à la lumière de cette étude et des expériences à l'étranger.

En tout état de cause, il ne saurait être question de l'introduction d'une monnaie alternative ayant cours légal - ce qui serait par ailleurs contraire au Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (article 128.1) - mais tout au plus d'un instrument d'échange dans un cadre limité.

Question 1448 (18.5.2011) de M. Jean Colombera (ADR) concernant la promotion de la profession d'infirmier:

Die Gesundheitsreform stellt den allgemeinen Anspruch, Verbesserungen in der Patientenversorgung herbeizuführen. Dieser Anspruch müsste sich insbesondere auch auf das Arbeitsumfeld und die spezifischen Arbeitsbedingungen der Pflegekräfte auswirken. Die Arbeitsbedingungen sind von jeher komplex und schwierig. Reformen stellen allerdings auch bestehende Versorgungssysteme in Frage. So kann man sich vorstellen, dass die Einführung der elektronischen Patientenakte so ein Ereignis sein wird, das herkömmliche Art und Weisen des Arbei-

tens, des Versorgens, des Informationsaustausches oder des Kommunizierens verändert.

In der kürzlich von der ANIL (Association Nationale des Infirmiers et Infirmières Luxembourgeois) initiierten Kampagne zur Promotion des Berufes der Pflegefachkraft wird auf viele positive und interessante Aspekte dieses Berufes hingewiesen. Allerdings wird kaum über die Problematik, die mit dem Wandel in diesen Berufen und Berufsfeldern einhergeht, eingegangen. Nun muss es doch Gründe geben, die dazu führen, dass es einen Mangel an neuen Berufungen als „Pflegekraft“ gibt. Hier stellen sich Fragen im Bereich der Arbeitsbedingungen in diesem nationalen Sektor.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen an die Ministerin für Erziehung und an den Minister für Gesundheit und soziale Sicherheit stellen:

1) Gibt es nationale Studien, die belegen, welche genauen und objektivierbaren Gründe dazu führen, dass junge Menschen, die auf der Suche nach einem paramedizinischen Beruf sind, sich gegen das Studium der Pflegefachkraft entscheiden? Was sind geläufig angeführte Gründe, wieso bei allen interessanten und positiven Aspekten dieser Beruf nicht genügend ergriffen wird?

2) Wie viele Studienabbrecher gibt es in den Klassen des „Lycée technique pour professions de santé“, die auf den Beruf des Krankenpflegers (Krankenpflegerin) und des „aide-soignant“ vorbereiten?

3) Wie viele Studierende des Berufes „Pflegekraft“ bestehen die einzelnen Examina im Rahmen ihrer mehrjährigen Studien nicht?

4) Wie wird hierzulande der Wandel in der Versorgung in den Kliniken und in der ambulanten Pflege gesteuert und gehandhabt? Gibt es spezielle Programme, die „Change Management“ zum Thema haben und Versorgungssysteme progressiv umbauen, um den kürzlich beschlos-

senen Reformen Rechnung zu tragen und sie konkret umzusetzen (z. B. neue Informations- und Kommunikationstechnologien in der medizinischen und pflegerischen Versorgung)?

5) Wie erklärt der Minister sich den undankbaren Spitzenplatz des Gesundheits- und Sozialsektors bei der vor kurzem vorgestellten Studie der Mobbing a.s.b.l. (1. Platz und 15% der Mobbing-Fälle im Bereich „Santé et action sociale“)?

6) Denkt der Minister nicht auch, dass eine objektive Bestandsaufnahme der Arbeitsbedingungen im Gesundheits- und Sozialsektor die Vorarbeit darstellen müsste, bevor eine Kampagne zur Promotion und Förderung des Berufes der Pflegekraft gestartet wird?

Réponse commune (12.7.2011) de Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, et de M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

Die Frage Nr.1448 des ehrenwerten Abgeordneten befasst sich mit der Thematik der Pflegeberufe, sowohl was deren Ausbildung als auch was deren Ausübung angeht.

Im „Lycée technique pour professions de santé (LTPS)“ wird gegenwärtig eine Studie über die Anzahl der Studienabbrecher (sowie über die Gründe für diesen Abbruch) in den Klassen, die auf den Beruf des Krankenpflegers und des „aide-soignant“ vorbereiten, durchgeführt. Die Resultate dieser Studie liegen allerdings zurzeit noch nicht vor.



Wie folgende Zahlen verdeutlichen, hat in den beiden letzten Schuljahren die Mehrzahl der angehenden Pflegefachkräfte ihr Abschlussdiplom erhalten:

	Admission				Refus			
	2008/ 2009		2009/ 2010		2008/ 2009		2009/ 2010	
	élèves	%	élèves	%	élèves	%	élèves	%
Infirmier	70	98,6%	81	96,4%	1	1,4%	3	3,6%
Aide-soignant	106	86,2%	81	83,5%	17	13,8%	16	16,5%

Eine Datenerhebung aus dem „fichier élèves“ für das Schuljahr 2010/2011 ergibt eine Gesamtzahl von 42 Studienabbrechern in den Klassen 12^e - 14^e SI (infirmier), SR (assistant technique en radiologie) und SL (assistant technique en laboratoire) von 614 Schülern insgesamt, sowie von 32 Studienabbrechern von 305 insgesamt in den Klassen, die auf den Beruf des „aide-soignant“ vorbereiten.

Eine „Akademisierung“ der einzelnen Pflegeberufe sollte im gesamteuropäischen Kontext der Richtlinie 2005/36/EG über die Anerkennung der Berufsqualifikationen ergründet werden, da luxemburgische Einzellösungen im Zuge der europäischen Freizügigkeit als wenig zweckdienlich erscheinen. Als Beispiele für eine solche europäische „Akademisierung“ kann man die Berufe der Hebamme sowie der Krankenschwester und des Krankenpflegers hervorheben.

Gemäß Artikel 5 des Gesetzes vom 26. März 1992 über die Berufsausübung und Revalorisierung verschiedener Gesundheitsberufe können Personen, welche eine Ausübungserlaubnis erhalten haben, das Tragen ihres jeweiligen akademischen Titels beantragen (titre licite de formation). Eine Erlaubnis, den „titre licite de formation“ zu tragen, kann vom Minister für Gesundheit nur gegeben werden, wenn kein Verwechslungsrisiko mit einem anderen Gesundheitsberuf besteht.

Des Weiteren wird zurzeit an einer öffentlich zugänglichen Datenbank gearbeitet, welche es dem Patienten erlauben soll, die einzelnen Fachrichtungen der Gesundheitsberufler zu konsultieren.

Bei den Gesundheitsberufen ist die Einführung neuer Technologien stets mit Lehrgängen verbunden, sodass die Patientensicherheit gewährleistet ist.

Der lokale Arbeitsmarkt kann gegenwärtig nicht der nationalen Nachfrage in puncto Pflegefachkräfte nachkommen. So lässt sich auch erklären, dass verschiedene Berufsgruppen - begrüßenswerterweise - zu einer aktiven Promotion mittels Informationskampagnen übergegangen sind, um den Jugendlichen ihren Beruf näherzubringen.

Ohne die Probleme, die durch Mobbing im Pflegesektor entstehen können, relativieren zu wollen, müssen die vorgelegten Zahlen jedoch mit einer gewissen Vorsicht betrachtet werden. Zudem sind die Fallzahlen zu gering (insgesamt 114 Anzeigen, davon 15% aus dem Gesundheitssektor), um eine repräsentative Aussagekraft zu haben. Statistisch gesehen sind sie deshalb nicht voll verwertbar und können somit auch kein wirkliches Bild vom Arbeitsklima im Pflegesektor geben. Folglich lässt sich aus diesen Daten nicht schließen, ob der Pflegesektor anfälliger für Mobbing-Phänomene ist als andere Arbeitssektoren.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 1450 (18.5.2011) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant la **Musique militaire grand-ducale**:

Si la qualité des prestations musicales de la Musique militaire grand-ducale (MMGD) est généralement de bonne, voire de très bonne qualité, il en est malheureusement autrement de sa prestance en tant qu'unité militaire lors des parades, prises d'armes ou autres cérémonies militaires.

Les principales critiques portent sur une négligence par trop manifeste de l'école du soldat. Les déficiences sont multiples et apparaissent en particulier à la lumière des évolutions de la MMGD en marche cadencée, de l'exécution

des mouvements commandés ainsi qu'à travers des manquements à la discipline lors des périodes d'immobilité. Les tenues militaires ne sont pas toujours portées de façon correcte.

De toute évidence, la MMGD n'atteint pas le niveau de la plupart des corps de musique militaire étrangers, sans pour autant être meilleure sur le plan musical. Pour arriver à ce constat, il suffit de comparer les prestations des différents corps de musique militaire, par exemple à l'occasion de festivals internationaux.

Une deuxième critique à l'encontre de la MMGD porte sur un manque de compréhension du sens de certaines cérémonies militaires, telle que la relève solennelle de la garde devant le Palais grand-ducal. Ainsi, depuis plusieurs années, la MMGD semble confondre cette cérémonie militaire, appelée précisément «solennelle», avec un concert public servant à interpréter non seulement des marches militaires et patriotiques, mais en plus des airs de jazz ou autres pièces de divertissement.

C'est pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Défense:

1) Quelles sont les mesures que Monsieur le Ministre prendra pour améliorer le niveau de la Musique militaire grand-ducale en tant qu'unité militaire?

2) Monsieur le Ministre estime-t-il que la MMGD devrait au moins pouvoir évoluer en formation à un niveau comparable à celui d'autres corps de musique militaire professionnels et de taille similaire dans nos pays alliés?

3) Monsieur le Ministre assurera-t-il le respect des traditions et de l'honneur lors des cérémonies militaires, en veillant, en particulier, à éviter dorénavant toute confusion entre un concert et une cérémonie officielle, en particulier lors de la Fête nationale et des reèves de la garde devant le Palais grand-ducal?

Réponse (13.7.2011) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de la Défense*:

Je partage l'avis de l'honorable Député que les prestations musicales de la Musique militaire grand-ducale sont en règle générale d'une très grande tenue et contribuent ainsi de manière importante au rayonnement de la musique dans la vie culturelle luxembourgeoise. La qualité de ses concerts reflète le professionnalisme des musiciens qui la composent et de sa direction.

De par son statut particulier la MMGD est appelée à assurer à titre principal l'encadrement d'un nombre important de cérémonies militaires et patriotiques. Il m'importe personnellement que dans ce cadre, la prestation générale de la musique militaire soit à la hauteur des attentes que l'on peut légitimement avoir de la part d'une unité militaire pour de telles manifestations et ce dans le plein respect des traditions militaires.

C'est la raison pour laquelle j'ai demandé au chef d'état-major de veiller personnellement à ce que tant au niveau du drill individuel qu'au niveau de l'évolution de la musique en tant que formation militaire, le soin nécessaire soit apporté de sorte que le caractère militaire de la MMGD ressorte pleinement lors de ces manifestations officielles. Il est évident que ces observations s'appliquent également au programme musical.

Question 1456 (19.5.2011) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant l'**inclusion de l'aviation dans le système d'échange de quotas d'émission (SEQE) de l'Union européenne**:

Le 14 juillet 2010, la Chambre des Députés a voté le projet de loi qui intègre les activités aériennes dans le système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre.

Le 7 mars 2011, la Commission européenne a franchi une étape importante dans la préparation de l'inclusion intégrale de l'aviation dans le système d'échange de quotas d'émission de l'Union européenne à compter du 1^{er} janvier 2012. Elle a fixé le niveau des émissions historiques de l'aviation qui sera utilisé pour calculer

le nombre de quotas pour l'aviation disponibles à partir de 2012 à 219.476.343 tonnes de CO₂.

Ce chiffre correspond aux émissions annuelles moyennes de l'aviation pendant la période 2004 à 2006. Sur base de ces estimations, le nombre de quotas pour l'aviation à créer en 2012 s'élève à 212.892.052 tonnes de CO₂ et le nombre de quotas à créer chaque année à partir de 2013 s'élève à 208.502.525 tonnes de CO₂.

À partir de 2012, près de 4.000 exploitants d'aéronefs arrivant dans l'Union européenne ou partant de celle-ci seront couverts par le SEQE. Avec l'inclusion de l'aviation dans le système ETS, les compagnies aériennes devront acheter les quotas manquants sur le marché. Le système ETS obligera les compagnies aériennes à acheter des quotas d'émissions si elles émettent un volume de CO₂ supérieur à un peu moins de 85% de la moyenne des émissions 2004-2006.

Il faut noter que la distribution se fait entre compagnies sur base du volume de trafic en 2010. Représentant 1% du volume de trafic, l'aviation se verra allouer 1% des permis disponibles en 2012.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quel est le nombre de quotas alloués aux compagnies aériennes luxembourgeoises pour l'année 2012 et au-delà?

Réponse (6.7.2011) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député, Monsieur Marcel Oberweis, j'ai l'honneur de vous informer que le nombre de quotas alloués aux compagnies aériennes luxembourgeoises pour l'année 2012 et au-delà n'est pas encore connu à ce stade-ci.

En effet, les États membres sont tenus de soumettre à la Commission européenne au plus tard le 30 juin 2011 les demandes d'allocation de quotas reçues de la part des compagnies aériennes. Ces demandes comportent les données vérifiées relatives aux tonnes-kilomètres effectués pendant l'année 2010. La Commission quantifiera ensuite, d'ici le 30 septembre 2011, le référentiel à utiliser pour allouer à titre gratuit les quotas aux compagnies dont les demandes lui ont été soumises. Ce référentiel, exprimé en quotas par tonnes-kilomètres, est calculé en divisant le nombre total de quotas à délivrer gratuitement par la somme des tonnes-kilomètres consignés dans les demandes soumises à la Commission. Il reviendra enfin aux États membres d'appliquer ce référentiel et de délivrer les quotas aux compagnies au plus tard le 28 février 2012.

Question 1461 (20.5.2011) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant les **tests de résistance des centrales nucléaires européennes**:

Dans l'enceinte de la Chambre des Députés, Monsieur le Premier Ministre a notamment déclaré, dans le cadre du discours sur l'état de la nation: «Ainsi, par exemple, nous avons le droit qu'on nous prouve qu'un jumbo-jet aux réservoirs pleins puisse tomber sur la Centrale nucléaire de Cattenom sans provoquer de catastrophe nucléaire. Si cette preuve ne peut pas être apportée, alors Cattenom doit être mis à l'arrêt».

Les spécialistes insistent sur le fait que durant ces derniers jours les membres de l'ENSREG (European Nuclear Safety Regulators Group) ont élaboré un «compromis réellement minimaliste» qui n'inclut que partiellement les risques liés aux erreurs humaines, aux attaques terroristes, aux cyberattaques ou à la chute d'un avion. Selon la presse, le représentant du Luxembourg dans cette enceinte aurait déclaré que le Luxembourg peut souscrire «à ce compromis sur les stress tests». Le Luxembourg aurait notamment renoncé à l'exigence de la résistance d'une centrale nucléaire à la chute d'un avion commercial.

Une ONG affirme avoir des informations fiables selon lesquelles seules l'Allemagne et l'Autriche auraient plaidé pour des critères plus sévères pour ces stress tests.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre:

1) Quelle est la position actuelle du Gouvernement concernant le stress test de la Centrale nucléaire de Cattenom, plus particulièrement en ce qui concerne la chute d'un avion commercial?

2) Les informations selon lesquelles le Luxembourg n'aurait pas soutenu la position plus rigoriste de l'Allemagne et de l'Autriche en matière de contraintes supplémentaires pour les stress tests sont-elles exactes? Si oui, pourquoi le Luxembourg a-t-il accepté de céder sur cette position?

3) Le Gouvernement est-il prêt à se rallier à une position plus exigeante en matière de sécurité nucléaire, telle que souhaitée par tous les partis politiques, syndicats et autres forces vives de la nation réunies au sein du comité d'action «Nationales Aktionskomitee géint Atomkraaft»?

Réponse (13.7.2011) de **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*:

Comme les questions de Monsieur le Député se recoupent avec les questions soulevées par Monsieur le Député Marc Spautz dans ses questions parlementaires n°1418 du 4 mai 2011 et n°1458 du 19 mai 2011 (cf. *compte rendu n°14/2010-2011*), je voudrais renvoyer à ma réponse à ces deux questions parlementaires. De même, je me permets de renvoyer à ma réponse à la question parlementaire n°1317 de Monsieur le Député Gast Gibéryen concernant le Centre nucléaire de production électrique à Cattenom (cf. *compte rendu n°10/2010-2011*).

Les questions liées à l'organisation de tests de résistance des centrales nucléaires européennes ont donné lieu à de longues négociations au niveau de l'Union européenne.

Il est à noter que le texte finalement adopté dans ce contexte contient les éléments de la position luxembourgeoise - notamment en ce qui concerne l'impact de la chute d'un avion commercial sur une installation nucléaire - telle que cette position a été défendue par les représentants luxembourgeois dans les différentes enceintes de négociation conformément au mandat leur conféré.

Question 1467 (23.5.2011) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant l'**informatisation des répertoires à tenir par les agences immobilières**:

Immobilienagencé muss laut engem Gesetz vum 28. Januar 1948 zwee Répertoire féiere vun alle Mandaten, Compromisen, an esou weider, wou se Intermédiaire oder Propriétaire waren.

D'Form vun deene Répertoiren, déi an der Annex festgeschriwwen ass, seet, datt all Répertoire muss, op all Sait, vun engem Inspekter vum Enregistrement paraphéiert sinn, wat mat sech bréngt, datt déi Répertoire müssen op der Hand geschriwwen ginn.

Dës Prozedur ass mat enormem Zäitopwand verbonnen an am Zäitalter vun der Informatik iwwerlief.

Dowéinst erlaben ech mer dem Här Minister vun der Economie an der Madame Ministesch vun dem Mëttelstand folgend Froen ze stellen:

1) Ass et am Kader vun der „simplification administrative“ net ubruecht, dës Prozedur ze vereinfachen?

2) Sinn d'Ministere bereet d'Gesetz esou ze änneren, datt zum Beispill esou e Répertoire an enger informatischer Datei gefouert ka ginn, oder datt e virtuelle Répertoire besteet, wou ee sech zum Beispill iwwer Luxtrust aloggen an do Donnéeën aschreiwwe kann?

3) Kënnen d'Ministere sech virstellen, datt esou eng Vereinfachung och zu enger Verbesserung vun der Kompetitivitéit vun de Lëtzebuerger Betriber bäidréit?

Réponse commune (5.7.2011) de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*, et de **Mme Octavie Modert**, *Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative*:

Il est tout d'abord à noter que les agents immobiliers ne sont pas la seule profession obligée de tenir un répertoire dans l'intérêt du contrôle fiscal. En effet, tant les notaires que les huissiers de justice, les greffiers et les secrétaires des administrations centrales et municipales doivent tenir un tel répertoire fiscal.

Si l'idée d'une simplification de la procédure par la voie de l'informatisation des répertoires est tout à fait nécessaire, il est évident qu'une telle mesure devra englober tous les professionnels tenus de tenir un répertoire fiscal et qu'un fichier central immédiatement accessible à l'administration avec des autorisations d'accès personnelles et sécurisées sera de mise, de sorte que l'authenticité de l'origine des données et l'intégrité de leur contenu soient garanties.

Des réflexions en ce sens doivent bien évidemment être approfondies et mises en œuvre dans le moyen terme et ceci en considération des ressources disponibles et d'autres priorités en



cours d'exécution, comme par exemple l'accès en ligne des répertoires et autres données hypothécaires.

Question 1472 (25.5.2011) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant le **remaniement de la zone de l'autel de la Cathédrale**:

Derzeit scheinen Pläne ausgearbeitet zu werden, um den Altarbereich der Kathedrale neu zu gestalten. So soll unter anderem geplant sein, das hölzerne Chorgestühl durch eine modernistische Metallkonstruktion zu ersetzen.

Sollten diese Informationen sich als zutreffend erweisen, stellen sich gleich mehrere Fragen, sowohl im Hinblick auf die Ästhetik der Kathedrale als auch auf die Möglichkeit, die beiden Messordnungen der katholischen Kirche dort mit der gebotenen Würde zu feiern.

Die in letzter Zeit vorgenommen Renovierungen an der Kathedrale bieten außerdem die Möglichkeit, die Frage nach dem Verbleib des historischen Hochaltars der früheren Jesuitenkirche zu stellen.

Seit der Vergrößerung der Kathedrale in den sechziger Jahren des vorigen Jahrhunderts wurde dort ausschließlich, oder zumindest fast ausschließlich, die Heilige Messe im Novus Ordo Missae zelebriert, der unter Paul VI. eingeführt wurde. Dementsprechend steht seither auch kein richtiger Hochaltar mehr im Altarraum. Lediglich während der Muttergottesoktave scheint der für diese Zeit errichtete Prunkaltar den Ansprüchen eines traditionellen Hochaltars zu entsprechen.

Mit dem Motu proprio Summorum Pontificum aus dem Jahre 2007 und dessen vor kurzem erlassenen Ausführungsbestimmungen in der Instruktion Universae Ecclesiae hat Papst Benedikt XVI. nun den usus antiquior wieder als außerordentliche Form des Ritus gleichberechtigt neben die neue Messe gestellt und ihn sogar als „wertvollen Schatz, den es zu bewahren gilt“ bezeichnet. Dieser Ritus soll den Gläubigen großzügig zugänglich gemacht werden und wurde dementsprechend auch wieder am Hauptaltar des Petersdoms zu Rom gefeiert.

Aufgrund dieser Überlegungen möchte ich dem Herrn Minister für öffentliche Bauten folgende Fragen stellen:

1. Stimmt es, dass derzeit an einem Umbau des Altarraums der Kathedrale zu Luxemburg geplant wird? Wenn ja, kann der Herr Minister die diesbezüglichen Pläne der Öffentlichkeit zugänglich machen?
2. Wo befindet sich derzeit der frühere Hochaltar der Jesuitenkirche? Sollte dieser Hochaltar, wenn dies noch möglich sein sollte, nicht wieder seinen Platz in der Kathedrale bekommen?
3. Wäre es angesichts der beiden Riten der katholischen Messordnung und der jüngst erfolgten Aufwertung der Tridentinischen Messe, also des usus antiquior, nicht angebracht, den Altarraum der Kathedrale sichtbar und deutlich so zu gestalten, dass beide Formen der Heiligen Messe dort in Würde gefeiert werden können?

Réponse commune (25.7.2011) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*, et de **M. François Biltgen**, *Ministre des Cultes*:

Die Regierung kann auf keine der drei Fragen eine legitimierte Antwort geben.

Die beiden ersten Fragen betreffen die Beziehungen zwischen Gemeinde und Kirchenfabrik der Kathedrale beziehungsweise, weil es sich hier um die Kathedrale handelt, das Erzbistum. Die dritte Frage ist rein kultureller Natur und betrifft ausschließlich die angesprochene Religionsgemeinschaft.

Question 1476 (26.5.2011) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant la **reconnaissance du stage pédagogique fait dans le secteur privé par l'État luxembourgeois**:

Un certain nombre d'enseignants, qui ont fait leur stage pédagogique dans le secteur privé luxembourgeois, passent, pour une raison ou pour une autre, au cours de leur carrière à la fonction publique pour continuer à y travailler comme enseignant. Or, le stage que ces personnes ont fait dans le secteur privé n'est pas reconnu, du moins pas dans son entièreté, par l'État luxembourgeois. Ceci signifie que ces personnes doivent alors refaire tout ou partie d'un stage pédagogique qu'elles avaient déjà complété avec succès au début de leur carrière d'enseignant dans le secteur privé.

Cette pratique est difficilement compréhensible et ce pour au moins trois raisons:

- le stage pédagogique est en principe identique dans le secteur privé et dans le secteur public et les examens se font dans les deux secteurs devant un jury composé exclusivement de représentants assermentés du secteur public luxembourgeois;
- des enseignants en provenance d'un autre pays-membre de l'UE, qui ne possèdent pas la nationalité luxembourgeoise et qui n'ont jamais fait un stage pédagogique au Luxembourg, ni dans le secteur privé ni dans le secteur public, ne sont pas soumis à une telle exigence. Il suffit qu'ils aient eu l'autorisation d'enseigner dans leur pays d'origine pour pouvoir continuer à exercer leur profession au Luxembourg et ce sans devoir faire un stage pédagogique dans notre pays. Dans ce cas, le stage étranger est tout simplement reconnu comme équivalent au stage luxembourgeois dans le secteur public.
- Dans le cas où un fonctionnaire-stagiaire du secteur public est élu à la Chambre des Députés au cours du stage pédagogique, le Gouvernement lui fait cadeau du stage et le nomme directement au moins au grade initial de sa carrière dans l'enseignement public. On peut dès lors se demander si les qualifications professionnelles d'un tel professeur sont supérieures à celles d'un professeur entièrement formé qui passe du secteur privé au secteur étatique?

Notons encore qu'il appartient bien évidemment à l'État de réglementer l'accès à la fonction publique, y compris par l'organisation d'un examen-concours à l'admission aux fonctions enseignantes. La présente question parlementaire ne vise donc nullement à remettre en question le principe de l'examen-concours, mais elle vise exclusivement à étudier la question de la reconnaissance du stage pédagogique des personnes en provenance du secteur privé qui rejoignent ultérieurement la fonction publique.

Ainsi, j'aimerais poser les questions suivantes au Gouvernement:

1. Le Gouvernement est-il d'avis que la pratique actuelle en matière du stage pédagogique pour les enseignants passant du secteur privé au secteur public est discriminatoire au vu du fait que les mêmes exigences ne sont pas applicables aux enseignants ayant fait un stage pédagogique à l'étranger?
2. Combien de personnes travaillant dans l'enseignement sont dans une situation telle que décrite plus haut, c'est-à-dire qu'elles ont dû refaire leur stage pédagogique au moment de passer du secteur privé luxembourgeois à la fonction publique?
3. Combien de personnes travaillent dans l'enseignement public luxembourgeois sans avoir dû faire un stage pédagogique au Luxembourg du fait qu'un stage fait précédemment à l'étranger a été entièrement validé?
4. Le Gouvernement est-il d'avis que le stage pédagogique accompli dans l'enseignement privé luxembourgeois et contrôlé par l'État luxembourgeois est toujours inférieur en qualité à un stage pédagogique fait dans n'importe lequel des autres 26 pays membres de l'Union européenne? Si non, pourquoi les personnes en provenance du secteur privé sont-elles forcées à devoir refaire leur stage?
5. Le Gouvernement est-il prêt à changer la pratique actuelle en la matière et à reconstituer la carrière des personnes sujettes par le passé aux pratiques décrites ci-dessus?

Réponse commune (7.7.2011) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*, et de **Mme Octavie Modert**, *Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative*:

Avant de passer aux réponses, il convient de rectifier certaines affirmations contenues dans les remarques préliminaires aux questions posées par l'honorable Député.

Ad tiret 1: La loi du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'État et l'enseignement privé stipule à l'article 19, point 1, paragraphe b: «Pour ce qui est des établissements privés d'enseignement postprimaire appliquant les programmes de l'enseignement public luxembourgeois, les enseignants doivent être détenteurs des diplômes requis dans l'ordre d'enseignement correspondant au secteur public, à l'exclusion des titres sanctionnant la formation pédagogique. L'établissement d'enseignement postprimaire s'engage à organiser une formation pédagogique de son personnel enseignant selon les modalités approuvées par le Ministre».

Certaines écoles privées visées ci-dessus ont fait le choix d'aligner la formation pédagogique qu'ils organisent pour leur personnel enseignant sur les modalités de la formation pédagogique telles qu'elles font partie intégrante du stage pédagogique. Pour les employés des écoles privées, la formation pédagogique est une condition imposée par leur futur employeur; pour les fonctionnaires, le stage pédagogique est en même temps le stage pour accéder à la fonction visée au sens de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État. Dans le cas des employés des écoles privées, la formation est supervisée par la direction et le conseil d'administration de l'école, tandis que pour les enseignants fonctionnaires, la supervision ainsi que la nomination des commissions d'examen incombent au Ministre ayant l'éducation nationale dans ses attributions.

On ne peut donc pas parler d'un stage pédagogique «identique» aux secteurs privé et public.

Ad tiret 2: Pour être admis au stage pédagogique, outre les conditions d'études et la réussite au concours de recrutement, il faut être ressortissant d'un État membre de l'Union européenne, jouir des droits civils et politiques, offrir les garanties de moralité requises et satisfaire aux conditions d'aptitude physique requises pour l'exercice de la fonction. La nationalité luxembourgeoise n'est plus requise depuis 1999. Ainsi, chaque année, des candidats non luxembourgeois postulent pour être admis au stage. Certains d'entre eux ont obtenu, dans leur pays d'origine, toutes les qualifications requises pour y enseigner. Dans ce cas, ils reçoivent une dispense ou une réduction du stage pédagogique au Luxembourg. Cependant, la plupart ne possèdent pas de formation pédagogique antérieure à leur recrutement et participent donc au stage pédagogique dans les mêmes conditions que les ressortissants luxembourgeois.

Ad tiret 3: Dans le cas évoqué, il faut remarquer que les dispositions de l'article 129 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 ne permettent pas au Gouvernement de donner une interprétation divergente de celle qui a été retenue.

Passons aux réponses aux questions:

- 1) Les dispenses et réductions du stage pédagogique sont réglées par le règlement grand-ducal du 3 août 2010 concernant la formation théorique et pratique ainsi que la période probatoire des enseignants de l'enseignement postprimaire. L'article 23 stipule que: «Peuvent bénéficier de cette dispense les stagiaires qui, à l'entrée du stage pédagogique, peuvent se prévaloir d'une formation pédagogique théorique et pratique intégrale axée sur l'enseignement postprimaire, auprès d'un établissement d'enseignement public ou privé luxembourgeois ou appartenant à un autre État membre de l'Union européenne.» Il n'est donc pas correct de prétendre que les titulaires du certificat de formation pédagogique issus des écoles privées luxembourgeoises soient discriminés par rapport aux ressortissants européens non luxembourgeois.
- 2) Les enseignants qui, avant d'être au service de l'État, travaillaient dans une école privée luxembourgeoise appliquant les programmes de l'enseignement public luxembourgeois et qui y ont accompli leur formation pédagogique, ont jusqu'à présent tous reçu une dispense, du moins partielle, au stage pédagogique. La dispense a été intégrale dans le cas où la formation pédagogique était identique à celle qui est dispensée actuellement aux stagiaires; elle a été partielle, avec une formation réduite à un trimestre, pour les titulaires d'une autre formation pédagogique (par exemple une formation dispensée avant la réforme de 1999). Aucun enseignant n'a donc dû refaire son stage pédagogique au moment de passer du secteur privé luxembourgeois au public. Au total, une dizaine d'enseignants ont bénéficié d'une dispense intégrale ou partielle au moment du passage de l'enseignement privé au public.
- 3) Certains enseignants peuvent se prévaloir d'une formation pédagogique accomplie au moment de leur entrée en stage. Dans tel cas, une commission consultative prévue à cet effet examine le dossier introduit par le candidat et propose au Ministre de l'éducation nationale d'accorder une dispense intégrale ou une dispense partielle au candidat. Une dispense intégrale lui est accordée s'il peut se prévaloir d'une formation pédagogique théorique et pratique équivalente à celle couverte par le diplôme de formation pédagogique luxembourgeois, une dispense partielle lui est accordée si sa formation pédagogique théorique et pratique portait sur des matières différentes de celles couvertes par le diplôme de formation pédagogique luxembourgeois. Une dispense partielle est combinée avec l'obligation de se soumettre à des activités sous tutorat et à une formation à l'Institut de formation qui visent à familiariser le stagiaire avec les objectifs et la pratique de l'en-

seignement luxembourgeois. Au total, une quinzaine d'enseignants ont bénéficié d'une dispense intégrale ou partielle en vertu de ces dispositions. Remarquons qu'un certain nombre d'entre eux sont des ressortissants luxembourgeois.

4) Les modalités de la formation pédagogique telle qu'elle est dispensée par les écoles privées doivent être, d'après les dispositions de la loi du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'État et l'enseignement privé, approuvées par le Ministre de l'Éducation nationale, elles ne sont pas jugées inférieures à la formation pédagogique des enseignants-fonctionnaires luxembourgeois ou européens.

5) Actuellement, le Gouvernement ne voit pas de nécessité à reconsidérer les dispositions concernant les dispenses intégrales ou partielles au stage pédagogique.

Question 1480 (27.5.2011) de **M. Roger Negri** (LSAP) concernant les **conséquences de la promotion d'une ligne directe pour le fret entre Anvers et l'Allemagne et de la fermeture du triage de Ronet**:

Selon des médias belges, les dirigeants du rail belge voudraient promouvoir une ligne directe pour le fret entre Anvers et l'Allemagne, ce qui remet en cause la ligne Athus-Meuse. Parmi les arguments avancés figure entre autres le fait que cet axe passe par le Grand-Duché où une homologation serait nécessaire. De plus, B Logistics annoncerait la fermeture du triage de Ronet pour fin 2011.

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations? Dans l'affirmative, quelles seraient les conséquences pour le fret et plus particulièrement pour la société CFL cargo?

Réponse (8.7.2011) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par la question parlementaire n°1480, l'honorable Député Roger Negri souhaite s'informer au sujet de l'avenir de l'axe de fret ferroviaire Athus-Meuse et du triage de Ronet en Belgique.

Les renseignements pris auprès de la direction de la SNCB Logistics permettent de réfuter les craintes au sujet de la pérennité de l'axe Athus-Meuse.

En effet, les rumeurs sur la promotion d'une ligne directe pour le fret entre Anvers et l'Allemagne, qui remettrait en cause l'axe Athus-Meuse passant par le Luxembourg, remontent à l'époque des plans de restructuration de la société SNCB Logistics, qui incluaient également un réexamen du rôle du triage de Ronet.

Or, entre-temps, la direction de SNCB Logistics insiste sur l'importance de l'axe Athus-Meuse et confirme l'engagement de sa société au sein de la société de production commune SIBELIT, gestionnaire du trafic fret sur le corridor Anvers-Suisse, incluant l'axe Athus-Meuse.

Question 1483 (27.5.2011) de **M. Gilles Roth** (CSV) concernant l'**accès aux concours de recrutement pour conducteur de locomotive organisés par les CFL**:

Il me revient que les conducteurs de locomotive occupés par la société CFL cargo se voient systématiquement refuser l'accès aux concours de recrutement pour conducteurs de locomotive organisés par la société-mère CFL, pour la seule raison que ces candidats sont en poste auprès de CFL cargo alors même que les candidats remplissent par ailleurs toutes les conditions d'accès aux concours.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Est-ce que le Gouvernement peut confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, est-ce que le Gouvernement n'est pas d'avis que cette pratique de refuser même l'accès aux concours de recrutement est en violation avec le principe de l'égalité de traitement des personnes?

Réponse (8.7.2011) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par la question parlementaire n°1483, l'honorable Député Gilles Roth souhaite s'informer sur le droit des conducteurs de locomotive de la société CFL cargo de se présenter aux concours de recrutement pour conducteurs de locomotive auprès de la société CFL.

À préciser tout d'abord que les sociétés CFL et CFL cargo n'ont arrêté aucune disposition juridique contraignante qui ferait obstacle à l'exercice du droit individuel des conducteurs de locomotive, actuellement occupés par la société CFL cargo, de participer aux concours de recrutement pour conducteurs de locomotive organisés par la société-mère CFL. En outre, il n'existe pas de réglementation interne s'opposant de quelque manière que ce soit à cette option.

En pratique, il existe peu de cas de salariés occupés par la filiale CFL cargo ayant voulu participer à de tels concours, étant donné qu'il existe des différences notables entre le métier de conducteur ferroviaire pour le fret et celui de conducteur de trains de voyageurs. Ainsi, l'expérience professionnelle acquise est très différente.

Certes, la mutation des agents de CFL cargo auprès des CFL risquerait de poser de réelles difficultés pratiques, notamment eu égard aux frais de formation professionnelle exposés par CFL cargo à destination de leurs salariés.

Dans cet ordre d'idées, CFL cargo a repris dans ses contrats de travail l'obligation du remboursement des frais de formation en cas d'un départ prématuré, conformément aux dispositions des articles L.542-15 et L.542-16 du Code du Travail.

Question 1485 (31.5.2011) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant le **système communautaire d'échange de quotas d'émission**:

Im Rahmen des Europäischen Emissionshandelsystems für Treibhausgasemissionen (EU-ETS) wird ab 2013 die Versteigerung als Grundprinzip für die Zuweisung der Emissionszertifikate eingeführt. Es ersetzt das gegenwärtige System, bei dem der größte Teil der Zertifikate von den Regierungen unentgeltlich vergeben wird.

Laut einer Studie des Zentrums für Europäische Wirtschaftsforschung können die deutschen Unternehmen in Zukunft den Zukauf von Emissionszertifikaten als Aufwand steuerlich geltend machen.

In diesem Zusammenhang möchte ich den Herrn Minister für nachhaltige Entwicklung und Infrastrukturen die folgenden Fragen stellen:

- Entspricht die steuerliche Geltendmachung des Aufwandes der Unternehmen für den Erwerb von Zertifikaten den allgemeinen Prinzipien und Regeln des EU-Emissionshandelssystems?

- Sollte dies der Fall sein, bitte ich den Herrn Minister, mir weiterführende Informationen zur steuerlichen Geltendmachung für luxemburgische Unternehmen zukommen zu lassen.

Réponse (8.7.2011) de **M. Marco Schank**, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*:

La directive 2003/87/CE, telle que modifiée successivement par les directives 2004/101/CE, 2008/101/CE et 2009/29/CE, détermine le fonctionnement du système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, et en particulier les méthodes d'allocation de quotas aux entreprises concernées. Il n'existe cependant pas de règles au niveau communautaire en matière de taxation directe pour ce qui est du traitement fiscal des quotas d'émission.

La Direction générale de la Fiscalité et de l'Union douanière de la Commission européenne a publié fin 2010 une étude intitulée «Traitement fiscal des droits d'émission dans le cadre du système d'échange de droits d'émission - options pour améliorer la transparence et l'efficacité». Cette étude aborde les risques de distorsion découlant des diverses pratiques nationales et suggère des solutions pour améliorer la transparence des règles en place pour tous les acteurs impliqués. Il convient de souligner que le Luxembourg, contrairement à plusieurs autres États membres, ne recourt pas à la vente aux enchères des quotas d'émission durant la phase 2008-2012.

Question 1487 (1.6.2011) de **M. Jean Huss** (*déi gréng*) concernant les **rayonnements cancérogènes des portables**:

1) Le 11 avril 2011, le Comité national russe de protection contre les rayonnements non ionisants avait déconseillé l'utilisation du portable par les enfants et les jeunes en dessous de 16 ans, par les femmes enceintes et par certains types de malades souffrant surtout de maladies neurologiques.

2) Le vendredi, 27 mai 2011, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a voté une résolution mettant en garde devant les risques environnementaux et sanitaires potentiels des portables et autres applications des hautes fréquences électromagnétiques en insistant surtout sur la nécessaire protection des enfants et des jeunes et en recommandant aux gouvernements l'application du principe de précaution en la matière. L'Assemblée parlementaire a recommandé dans le cadre de cette résolution une utilisation très stricte du portable dans l'enceinte de l'école.

3) Ces derniers jours, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) siégeant à Lyon, vient de classer officiellement les rayonnements des portables en classe 2A des cancérogènes possibles.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants:

- Face à ces nouvelles inquiétantes, comment Madame et Monsieur les Ministres entendent-ils réagir pour protéger la santé des personnes les plus sensibles et notamment les enfants et les jeunes?

- Ne faudrait-il pas intensifier les efforts d'information et de sensibilisation des enseignants, des parents et des enfants concernant les risques sanitaires possibles des portables et d'autres applications techniques des hautes fréquences?

- Concernant surtout les salles de classes et les écoles, ne faudrait-il pas appliquer des réglementations très strictes relatives aux risques sanitaires possibles de la télécommunication sans fil?

Réponse commune (14.7.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*, et de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

Les informations rapportées par l'honorable Député reposent sur des études qui sont connues et publiées depuis un certain temps déjà. Ainsi, le rapport du Conseil de l'Europe fait suite aux auditions d'experts, dont la première a eu lieu en septembre 2010. Les études interphone sont à l'origine du classement du CIRC (IARC en anglais) en catégorie 2B menées dans treize pays différents confluant depuis 2004 et ont été publiées en 2010.

Le Ministère de la Santé n'a toutefois pas attendu le classement de l'OMS pour appliquer le principe de précaution. En effet, au printemps 2009 fut édité, conjointement avec le Ministère du Travail et de l'Emploi, un dépliant intitulé «Informations relatives au rayonnement des téléphones mobiles et des stations de base», publié en trois langues (français, anglais et allemand) et distribué entre autres dans les lycées. Ce dépliant porte par ailleurs un certain nombre de conseils aux utilisateurs de téléphones portables dans le but de minimiser dans un esprit de précaution l'exposition aux ondes électromagnétiques.

Étant donné que les adolescents et les enfants constituent de plus en plus un public cible concernant la téléphonie mobile, le Ministère de la Santé encourage une sensibilisation ciblée à destination respectivement de leurs parents ou enseignants, ceci en collaboration avec le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle. Une telle sensibilisation s'inscrirait par ailleurs dans le cadre de la politique du «Plan d'Action Environnement Santé pour enfants CEHAPÉ» de l'OMS, tel que défini et adopté à Parme en 2010; plan d'action auquel le Ministère de la Santé participe d'ailleurs activement.

Le Ministère de la Santé, dont les experts ont suivi de près ces études respectivement leurs résultats depuis des années, a tenu à rappeler à maintes reprises à la vigilance en cette matière.

Au niveau des écoles, l'utilisation des technologies de l'information et de la communication s'est grandement accentuée ces dernières années. Les développements technologiques ont fait que tous les lycées disposent aujourd'hui de réseaux informatiques internes et de laboratoires d'informatique. Ils installent aussi de plus en plus souvent des ordinateurs dans des salles de classe pour appuyer l'enseignement, l'apprentissage et l'administration scolaires.

Lors de la planification de nouveaux bâtiments scolaires ou de la rénovation des bâtiments existants, l'équipement technique des salles de classe prévoit toujours des réseaux informatiques câblés. Certaines écoles utilisent la connectivité WIFI pour des projets-pilote d'innovation pédagogique de type «Cyber ou Notebook classes».

En règle générale, il est recommandé de prendre des mesures afin de limiter l'exposition des élèves aux ondes des téléphones portables et autres technologies tel le WIFI respectivement d'en faire une utilisation raisonnable.

Dans ce contexte, le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle conseille aux directions des écoles d'appliquer le «principe de précaution» propre à beaucoup de pollutions environnementales et de suivre les recommandations de nombreux scientifiques:

- ne pas laisser fonctionner les antennes WIFI 24 heures/24, mais seulement en cas de besoin,

- ne pas mettre d'antenne WIFI trop près des jeunes de façon permanente,

- ne pas abuser des téléphones portables WIFI, qui sont de plus en plus nombreux.

Question 1488 (1.6.2011) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant les **projets du mécanisme pour un développement propre (MDP)**:

Le secrétariat de la Convention-cadre sur les changements climatiques (CCNUCC) a communiqué début mai 2011 que trois mille projets ont été validés dans 71 pays dans le cadre du mécanisme pour un développement propre, un instrument de lutte contre le changement climatique lancé en 2005.

Le 3.000^e projet MDP porte sur l'installation de 41 centrales éoliennes en Mongolie intérieure en Chine. Ce pays est celui qui a le plus bénéficié des MDP avec 1.361 projets, devant l'Inde avec 650 et le Brésil avec 191. Il est à noter que seulement 61 projets MDP ont été enregistrés en Afrique. Le nombre de crédits d'émission (un crédit équivaut à une tonne de CO₂) émis s'élève à 600 millions.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Combien de projets MDP ont été réalisés par notre pays respectivement des entreprises luxembourgeoises?

2. Combien de projets MDP ont été réalisés respectivement sont envisagés dans nos dix pays cibles?

Réponse (7.7.2011) de **M. Marco Schank**, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*:

1. Le Luxembourg a conclu à ce stade huit transactions bilatérales utilisant le mécanisme pour un développement propre (MDP) pour un volume d'achat correspondant en principe à 4.722.000 tCO₂. Quelques projets indiquent une performance réduite et le volume ajusté de tCO₂ basé sur ces indications de performance sera plutôt de 3.700.000 tCO₂. Le Luxembourg n'est pas réalisateur des projets en question.

La majorité des réductions d'émission des huit projets MDP proviennent de projets éoliens (43%), suivis par des projets d'efficacité énergétique (23%), des projets de captage et combustion/utilisation du biogaz issu des décharges à ordures ménagères (16%) et des projets de biomasse (8%). Le plus grand nombre de projets sont localisés en Amérique latine et dans la région des Caraïbes (44%), suivi par l'Asie de l'Est notamment la Chine (43%) et de l'Asie du Sud (3%).

Le tableau ci-dessous résume les projets MDP dans le cadre desquels le Luxembourg va acquérir des droits d'émission. Mon département ne dispose pas d'informations sur la réalisation éventuelle de projets MDP par des entreprises luxembourgeoises.

(tableau à consulter auprès de l'administration parlementaire)

2. Du tableau ci-dessus on constate qu'un projet est situé dans un de nos pays partenaires, à savoir au Salvador.

Toutefois, nous participons également dans cinq fonds carbone (BioCarbon Fund de la Banque Mondiale, Community Development Carbon Fund de la Banque Mondiale, Asia Pacific Carbon Fund de l'ADB, Multilateral Carbon Fund de la BERD, Carbon Fund for Europe de la Banque mondiale et BEI), qui développent des projets MDP, dont une partie est située dans certains de nos pays partenaires. J'avais déjà

fourni de plus amples renseignements à ce sujet dans ma réponse à la question parlementaire n°2722 en 2008 (cf. *compte rendu n°1/2008-2009*) et dans ma réponse à la question parlementaire n°0989 en 2010 (cf. *compte rendu n°7/2010-2011*).

Question 1490 (1.6.2011) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant le **formulaire R4 envoyé par la CNS après un congé de maladie de plus de six semaines**:

Im Rahmen eines Antrags auf Gewährung von Lohnersatzleistungen bei einer Arbeitsunfähigkeit, welche sechs Wochen überschreitet, erhält der bei der luxemburgischen Gesundheitskasse versicherte Arbeitnehmer ein Formular für den ärztlichen Bericht „R4“ zugesandt. Dieses Formular ist vom behandelnden Arzt auszufüllen und an die Gesundheitskasse zurückzusenden.

Neben Fragen zur Art der Erkrankung, der Diagnose, der Behandlung und eventuellen weiteren notwendigen Untersuchungen wird dem Arzt außerdem folgende Frage gestellt:

„Steht der Antragsteller im Verdacht, seine Symptome zu übertreiben?“

Hierzu möchte ich den Herrn Gesundheitsminister folgende Fragen stellen:

1) Was sind die Beweggründe der Gesundheitskasse, eine derartige Frage zu stellen?

2) Liegen Erkenntnisse vor, dass Antragsteller häufig ihre Symptome übertreiben, um irgendwelche ihnen nicht zustehende Leistungen unrechtmäßig zu beantragen?

3) Wird der Antragsteller mit dieser Frage nicht dem Generalverdacht ausgesetzt, irgendwelche ihm nicht zustehende Leistungen unrechtmäßig zu beantragen?

4) Wird mit dieser Frage nicht auch die medizinische Kompetenz des behandelnden Arztes in Frage gestellt oder dem Arzt sogar eine Art Komplizenschaft mit dem Antragsteller unterstellt?

5) Erhält jeder in Luxemburg krankenversicherte Arbeitnehmer ein solches Formular mit dieser Frage, wenn die Arbeitsunfähigkeit sechs Wochen überschreitet?

Réponse (20.7.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

Der Fragebogen R4 besteht seit mehr als 20 Jahren in der derzeitigen Form. Ursprünglich wurde der Fragebogen ausgefüllt, wenn man einen Antrag auf Invalidenrente stellte, später wurde seine Verwendung dann ausgeweitet auf die Antragstellung auf Krankengeld.

Die Frage „Steht der Antragsteller im Verdacht seine Symptome zu übertreiben?“ unterstellt nicht per se, dass der Antragsteller ein Simulant sein könnte. Um jedoch allen Missverständnissen vorzubeugen, sollte eine andere Formulierung gefunden werden.

Der behandelnde Arzt wird hier seine Verantwortung übernehmen und auf Grund seines Befunds den Fragebogen ausfüllen, oder auch nicht. Seine medizinische Kompetenz wird dadurch sicher nicht in Frage gestellt.

Laut Artikel 173, Absatz 1 der Statuten der Gesundheitskasse, welcher lautet:

„Article 173. Si les périodes d'incapacité de travail déclarées conformément aux articles qui précèdent atteignent six semaines au cours d'une période de référence de 16 semaines, la Caisse Nationale de Santé invite l'assuré par simple lettre à lui retourner le formulaire à utiliser par son médecin traitant pour l'établissement du rapport médical circonstancié prévu par l'article 14, alinéa 1 du Code de la sécurité sociale. Un rappel non recommandé lui est adressé à la fin de la huitième semaine d'incapacité le rendant attentif aux conséquences découlant pour lui du non-envoi dudit rapport. (...)“

wird jedem Versicherten, der innerhalb von einer Periode von 16 Wochen mehr als sechs Wochen krankgemeldet war, der Fragebogen zugestellt, den er nach Erstellen des medizinischen Berichts an die Gesundheitskasse zurückschicken soll.

Question 1492 (1.6.2011) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant l'**utilisation de titres académiques par les infirmiers spécialisés**:

Seit den 80er Jahren wird die „Revalorisierung“ der Pflegefachberufe politisch vorangetrieben. Eine Reihe von Maßnahmen wurden seitdem getroffen, um diesen Beruf attraktiv zu gestalten.



ten. Ein Teil dieser neuen und verstärkten Anerkennung könnte die öffentliche Verwendung von akademischen Titeln sein. Diese Praxis ist hierzulande wenig verbreitet, obwohl es in der Pflegegemeinschaft eine Reihe von Pflegekräften gibt, die akademische Titel aufweisen.

In einigen angelsächsischen Ländern tragen Pflegefachkräfte demgegenüber quasi systematisch ihre Titel in den verschiedenen beruflichen Kontexten. So fällt es beispielweise in Foren auf dem Internet auf, dass Diskussionsteilnehmer/innen immer wieder ihre akademischen Titel hinter ihren Namen stellen, aber auch ihre pflegespezifischen Spezialisierungen, die sie mit einem anerkannten Titel abgeschlossen haben, mitteilen.

Hierzu möchte ich dem Herrn Gesundheitsminister folgende Fragen stellen:

1) Würde der Gesundheitsminister eine Akademisierung der Pflegefachberufe hierzulande begrüßen?

2) Würde der Gesundheitsminister es unterstützen, dass Pflegefachkräfte ihre akademischen Titel sowie ihre Spezialisierungen mit ihrem Namen veröffentlichen?

3) Denkt der Minister nicht auch, dass sich der Status der Pflegefachberufe in der Öffentlichkeit verbessern ließe, wenn es den Pflegefachkräften erlaubt wäre, ihre akademischen Titel oder Spezialisierungen mit ihrem Namen zu veröffentlichen?

4) Ist der Minister nicht auch der Meinung, dass die Veröffentlichung von akademischen Titeln und der zusätzlichen, durch ein Diplom belegten Qualifikationen und Spezialisierungen die Kompetenz der Pflegefachkräfte unterstreichen könnte?

5) Denkt der Minister gegebenenfalls daran, eine öffentlich zugängliche Datenbank einzurichten, in der die staatlich überprüften Träger von akademischen Auszeichnungen und pflegebezogenen Spezialisierungen aufgelistet sind?

Réponse (13.7.2011) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé:

Die Frage Nr.1492 des ehrenwerten Abgeordneten befasst sich mit der Thematik der Anerkennung und Verwendung von akademischen Titeln im Bereich der Pflegeberufe.

Eine „Akademisierung“ der einzelnen Pflegeberufe sollte im gesamteuropäischen Kontext der Richtlinie 2005/36/EG über die Anerkennung der Berufsqualifikationen ergründet werden, da luxemburgische Einzellösungen im Zuge der europäischen Freizügigkeit als wenig zweckdienlich erscheinen. Als Beispiele für eine solche europäische „Akademisierung“ kann man die Berufe der Hebamme sowie der Krankenschwester und des Krankenpflegers hervorheben.

Gemäß Artikel 5 des Gesetzes vom 26. März 1992 über die Berufsausübung und Revalorisierung verschiedener Gesundheitsberufe können Personen, welche eine Ausübungserlaubnis erhalten haben, das Tragen ihres jeweiligen akademischen Titels beantragen (titre licite de formation). Eine Erlaubnis, den „titre licite de formation“ zu tragen, kann vom Minister für Gesundheit nur gegeben werden, wenn kein Wechselungsrisiko mit einem anderen Gesundheitsberuf besteht.

Des Weiteren wird zurzeit an einer öffentlich zugänglichen Datenbank gearbeitet, welche es dem Patienten erlauben soll, die einzelnen Fachrichtungen der Gesundheitsberuflicher zu konsultieren.

Question 1493 (6.6.2011) de M. Xavier Bettel (DP) concernant la participation de membres du personnel médical de l'armée à des missions à l'étranger:

Dans sa réponse du 26 mai 2011 à une question parlementaire afférente (cf. ci-dessus - question parlementaire n°1370), Monsieur le Ministre a affirmé que «les membres du personnel médical ne participent en règle générale pas aux déploiements en mission à l'étranger» et que «certains militaires de carrière individuels ont été dans de très rares occasions envoyé en mission».

D'aucuns contestent toutefois les affirmations de Monsieur le Ministre. Ainsi, des membres du service médical auraient, depuis 2003, régulièrement participé à des missions à l'étranger.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Défense:

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des détails sur les participations du personnel médical à des missions à l'étranger (missions humanitaires et/ou OMP) ainsi que sur les absences prolongées dues à la participation à des exercices de

longue durée et à des cours ou stages à l'étranger?

- De quelle manière a été assuré le soutien médical pour les membres de l'armée par le service de santé au centre militaire de Diekirch pendant ces absences?

- Comment Monsieur le Ministre entend-il éviter d'éventuelles situations critiques en matière de personnel au sein du service de santé à l'avenir?

Réponse (11.7.2011) de M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de la Défense:

Comme indiqué dans ma réponse du 26 mai dernier, il demeure exact que le personnel médical de l'armée luxembourgeoise ne participe que très rarement à des missions à l'étranger. Sur un total de 1.535 militaires ayant participé jusqu'à présent à l'ensemble des missions OMP, quatre étaient issus du service médical.

Ainsi, un officier a participé pendant deux mois en 2008 à l'opération de la Finul au Liban et deux sous-officiers infirmiers ont également fait partie du contingent luxembourgeois au Liban pour chaque fois deux mois et cela de manière individuelle. Un sous-officier infirmier était par ailleurs intégré à la contribution luxembourgeoise dans le cadre de l'aide humanitaire au Pakistan en 2010 de septembre à octobre d'une durée d'un mois.

Le médecin de l'armée et un infirmier militaire ont par ailleurs participé en 2009 à un exercice pour cadres en zone désertique à Djibouti pendant trois semaines, ce qui s'inscrit parfaitement dans le cadre de leur mission.

Quant à la formation continue du personnel médical, notamment sous la forme de cours et de stages à l'étranger, celle-ci s'inscrit d'une part dans des obligations légales liées à la profession médicale et d'autre part répond aux besoins opérationnels spécifiques de l'armée.

Le soutien médical a été assuré pendant ces périodes par les autres membres du service de santé de l'armée.

Enfin, il reste à mentionner que l'armée bénéficie en cas de nécessité également de la proximité du Centre Hospitalier du Nord d'Etterbruck.

Question 1494 (6.6.2011) de M. Félix Braz (dél. grèng) concernant le Contrat d'accueil et d'intégration:

La loi d'intégration du 16 décembre 2008 prévoit entre autres la mise en place d'un Contrat d'accueil et d'intégration (CAI). Cette volonté du législateur a eu des retombées budgétaires immédiates et conséquentes, puisque les budgets de l'OLAI de 2009 et 2010 ont été dotés d'un total de 334.411 euros, et l'année en cours en évoque encore 176.000 euros. D'ici la fin de l'année 2011 un demi-million d'euros auront donc été investis dans le CAI. Selon un hebdomadaire, un premier contrat pourrait être signé en automne.

Dans ce contexte, je souhaite avoir les renseignements suivants:

- Dans quelle mesure l'organe consultatif national a-t-il été associé à l'élaboration de ce CAI?

- D'autres acteurs de la société civile ont-ils été consultés, et si oui lesquels?

- Comment expliquer que 30 mois se soient écoulés sans que le CAI n'ait vu la lueur du jour?

- Dans son avis de 2006 le Conseil Économique et Social avait souligné la nécessité d'un aspect attractif fort. Quelle sera l'attractivité du CAI?

- Pourriez-vous me faire savoir les affectations des moyens budgétaires par année et par bénéficiaire?

- Quels sous-traitants ont été chargés de quelles missions et pour quels montants?

- Quelles seront les caractéristiques essentielles du CAI, pour autant qu'elles soient fixées à ce stade-ci?

Réponse (11.7.2011) de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Le 24 novembre 2010, le projet de règlement grand-ducal fixant les conditions d'application et modalités d'exécution relatives au Contrat d'accueil et d'intégration (CAI) a été soumis pour avis au Conseil national pour étrangers (CNE). Le 7 janvier 2011, un groupe de travail chargé d'élaborer cet avis a été constitué au sein du CNE. L'avis, adopté par les membres du CNE lors de la séance du 17 février 2011, a été transmis début mars aux autorités compétentes.

- Oui, le projet de règlement grand-ducal relatif au CAI a été avisé le 1^{er} décembre 2010 par la

plateforme Migration & Intégration. J'aimerais rajouter que ledit projet de règlement grand-ducal a également été transmis aux chambres professionnelles, ainsi qu'à la Commission nationale pour la protection des données qui a rendu un premier avis le 6 mai 2011 et un avis complémentaire en date du 10 juin.

- Au-delà de la rédaction proprement dite du règlement grand-ducal portant sur CAI - qui est de la responsabilité de deux ministres - je tiens à rappeler que depuis 2009, de nombreuses démarches nécessaires à la mise en œuvre du CAI ont été prises, telles que l'élaboration d'un contrat type d'accueil et d'intégration, le développement d'un outil de gestion dudit contrat et l'analyse des offres de cours de langues existants en étroite collaboration avec le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, ainsi que l'élaboration de cours civiques et d'une formation de formateurs des cours d'instruction civique, pour n'en citer que certaines.

- La personne qui souscrit le contrat se verra offrir:

- un tarif d'inscription réduit pour les cours de langues suivis pendant la durée du contrat,

- une formation d'instruction civique et journée d'orientation gratuite,

- la dispense d'un des cours civiques facultatifs prévus pour l'acquisition de la nationalité luxembourgeoise,

- la prise en compte du CAI pour l'obtention du statut de résident de longue durée.

- Année: 2009

Description	Montant	Bénéficiaires
Conceptualisation et production de matériel de publicité/promotion	69.233,46 €	Agences de publicité
Traduction du matériel de promotion	11.914,00 €	Sociétés de traduction
Concept de la Journée d'orientation et élaboration des cours civiques	33.263,00 €	Sociétés de consultance
Total:	114.410,46 €	

Année: 2010

Description	Montant	Bénéficiaires
Impression et mise en page/matériel de promotion/site Internet pour bénéficiaires du CAI	90.383,61 €	Agences de publicité
Élaboration et développement de la formation de formateurs	39.547,00 €	Consultants
Traduction du matériel de promotion et notamment des cours civiques	8.826,20 €	Sociétés de traduction
Appui à la mise en place d'un référentiel pour la gestion du CAI	29.900,00 €	Sociétés de consultance
Total des dépenses en 2010:	168.656,81 €	
Budget voté:	176.000,00 €	
En économie:	7.343,19 €	

- La principale caractéristique du CAI est son caractère facultatif. Ainsi, le contrat est proposé à toute personne de nationalité étrangère, âgée d'au moins 16 ans, séjournant légalement sur le territoire luxembourgeois et souhaitant y rester de manière durable. Le contrat constitue un engagement réciproque entre l'État et l'étranger. Conclu pour une durée maximale de deux ans, ce nouveau dispositif d'intégration comporte diverses prestations, dont notamment une formation linguistique en langues luxembourgeoise, française ou allemande au tarif réduit, une formation d'instruction civique gratuite, ainsi qu'une journée d'orientation sur la vie au Luxembourg. Le contrat est respecté dès lors que ces prestations ont été accomplies par le candidat signataire au plus tard dans les deux ans suivant son entrée en vigueur.

Question 1495 (7.6.2011) de M. Marc Spautz (CSV) concernant la réforme des services postaux:

Au cours des dernières semaines, la réforme des services postaux a été le sujet de maintes discussions, que ce soit dans la presse ou dans les milieux politiques. Il s'avère que depuis l'entrée en vigueur de la réforme, les services postaux n'ont pas encore atteint le seuil de qualité exigé.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- La réforme a-t-elle été discutée avec les syndicats représentés au sein de l'entreprise des P&T?

- Le secret de la correspondance est-il garanti?

- Le problème des nombreux colis et lettres délivrés à de mauvaises adresses, a-t-il été redressé?

- Les nouveaux porteurs sont-ils engagés à temps plein et à durée indéterminée?

- Quel est l'avenir du métier de facteur?

- L'entreprise des P&T répond-elle toujours à sa fonction sociale?

Réponse (6.7.2011) de M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- La réforme de la distribution postale a été discutée depuis presque deux ans et à maintes reprises avec les représentants syndicaux. Depuis septembre 2010, la cadence de ces réunions a encore été accélérée afin de débattre les mesures prévues, les demandes formulées par les syndicats et les possibilités de compromis.

Les syndicats ont donc, de manière exhaustive et transparente, eu l'opportunité de prendre connaissance du projet de réorganisation de la distribution postale et d'exprimer leur position dans le cadre des nombreuses réunions de concertation. In fine, les plans initiaux du projet de réorganisation de la distribution postale ont été significativement amendés afin de justement refléter au mieux les desiderata des syndicats.

- Le secret de la correspondance continue à être garanti, et ceci à plusieurs niveaux:

- La Constitution précise dans son article 28 que «Le secret des lettres est inviolable».

- La loi modifiée du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux précise dans son article 3 (1) que: «Les opérateurs ainsi que les membres de leur personnel sont tenus de respecter (...) le secret des

correspondances», un «opérateur» étant défini comme «toute personne physique ou morale exploitant un service postal».

Le secret des correspondances s'applique donc à tous les opérateurs postaux, et à toutes les personnes y actives, indépendamment de leur statut salarial.

En plus de ces dispositions constitutionnelles et légales, les contrats de travail, les formations internes et les contrats de sous-traitance de l'Entreprise des Postes et Télécommunications (EPT) font référence au secret des correspondances, que les agents respectifs soient des fonctionnaires, des employés publics, ou des salariés.

Le secret de la correspondance est donc bel et bien garanti.

- Il est d'abord à préciser qu'on ne peut certes pas parler de problèmes significatifs en termes de distribution à de mauvaises adresses, les irrégularités observées se limitant à quelques cas isolés.

Il est cependant dans la logique des choses que toute réorganisation nécessite un certain temps de rodage, indispensable afin que les facteurs et les assistant-facteurs puissent s'habituer à et se familiariser avec leurs nouvelles tournées de distribution afin de justement éviter des erreurs de distribution.

- Souhaitant offrir un cadre de travail stable à son personnel et éviter des pratiques précaires observées dans d'autres pays, l'EPT a expressément choisi de recruter ses porteurs de journaux et les assistant-facteurs sous forme de contrat à durée indéterminée.



Les porteurs de journaux sont ainsi, depuis le lancement de la messagerie postale en 2006, recrutés avec des tâches de 20 à 25 heures par semaine, tandis que les assistant-facteurs ont des tâches de 35 à 38,75 heures par semaine. Ces horaires résultent de critères opérationnels (p. ex. les volumes à distribuer, les heures de préparation et de distribution) et, pour ce qui est des quotidiens, d'obligations contractuelles (p. ex. un niveau de qualité très élevé, une heure-limite pour la distribution des quotidiens) etc.

Enfin, et sachant que l'actuelle phase de lancement de la distribution postale nécessite des aménagements et renforcements provisoires et temporaires, et suite aux discussions avec les syndicats, quelques personnes supplémentaires ont été engagées en CDD de six mois pour des tâches hebdomadaires variables, mais supérieures à 20 h/semaine.

- Cette question est directement liée à l'avenir du secteur postal dans son ensemble. L'essor des nouveaux moyens de communication électronique a fondamentalement bouleversé les habitudes de communication des consommateurs, et cette tendance se renforce actuellement encore davantage. Conséquence: le secteur postal se retrouve, à travers le monde, en déclin structurel. Mise à part l'exception des colis qui profitent du succès continu de l'e-commerce, les volumes postaux diminuent dans certains pays européens jusqu'à 15% par an!

Les opérateurs postaux ainsi que leur personnel sont contraints à faire face à ce défi de taille et s'adapter à ce contexte difficile. Il serait illusoire de penser que P&T Luxembourg pourrait échapper à cette évolution.

- L'EPT répond absolument à sa fonction sociale, et ceci à deux niveaux.

D'abord, l'EPT continue à assurer sa mission historique de prestataire du service postal universel via:

- une gamme étendue de services postaux, financiers et de télécommunications;

- des tarifs abordables et très compétitifs;

- un niveau de qualité parmi les plus élevés en Europe, 97,99% du courrier étant distribué le lendemain de son dépôt;

- un réseau étendu de bureaux de postes et de PostShops;

- et, partant, un service de proximité pour les citoyens.

Par ailleurs, l'EPT est, en tant que cinquième employeur du Grand-Duché, consciente de son rôle social envers son personnel:

- entreprise publique, l'EPT offre des emplois sûrs à des conditions au moins équivalentes au marché, et, chose de plus en plus rare, ouverts à une large population de salariés de moindre formation et expérience;

- la majorité de son personnel bénéficie du statut de fonctionnaire ou d'employé public, régi par les dispositions légales et sociales de la fonction publique;

- en complément, des conventions collectives ont été négociées pour d'autres carrières, comme par exemple pour les porteurs de journaux;

- l'EPT et les syndicats ont convenu d'élaborer une nouvelle convention collective avant la fin de l'année en cours, qui s'appliquera rétroactivement aux nouveaux assistant-facteurs.

Enfin, l'EPT est membre de l'Institut pour le Mouvement Sociétal au Luxembourg (IMS) et se positionne, via son comité de développement durable et la participation à des projets de réduction des gaz à effet de serre et de son empreinte environnementale, comme un acteur clé dans la protection environnementale et le développement durable.

On peut donc constater que l'EPT est absolument consciente de son rôle social et sociétal, et qu'elle entreprend tout afin de le renforcer et développer davantage.

Question 1496 (7.6.2011) de Mme Viviane Loschetter (déi gréng) concernant l'aide à l'enfance et à la famille:

Face aux profonds remaniements qu'introduit la loi relative à l'aide à l'enfance et à la famille au niveau de l'organisation du secteur social et suite aux critiques du Conseil d'État quant au

bien-fondé de certaines mesures envisagées dans les règlements grand-ducaux y afférents, je souhaite poser à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration les questions suivantes:

- Est-ce que Madame la Ministre envisage d'obliger toutes les familles souhaitant accueillir de façon temporaire ou permanente, de jour ou de nuit un ou plusieurs enfants mineurs ou de jeunes adultes au sein de leur famille, à introduire auprès de l'État une demande de reconnaissance comme service d'aide sociale à l'enfance?

- Si tel est le projet de Madame la Ministre, est-ce que l'idée de donner le statut de service d'aide sociale à l'enfance à des personnes privées émane des acteurs impliqués dans ce mode de garde?

- Est-ce qu'une demande explicite dans ce sens a été adressée dans le passé aux responsables politiques?

- Quels moyens ont été employés au préalable pour impliquer, informer et préparer les familles d'accueil à se constituer en service d'aide sociale à l'enfance?

- Est-ce que les acteurs professionnels en place ont favorablement réagi face à cette évolution?

La loi ASFT et la loi ONE fixent un certain nombre de critères, d'obligations, de procédures de contrôles ministériels, de moyens de recours, de sanctions, inhérents à l'obtention d'un agrément comme service d'aide sociale à l'enfance.

- En tenant compte de ces dispositions qui réglementent entre autres la qualification du personnel, l'état des locaux, les conditions d'accessibilité et de transparence, comment et par quel biais Madame la Ministre envisage-t-elle d'adapter ces logiques institutionnelles aux réalités familiales tout en restant conforme au dispositif fixé par la loi?

La famille se définit comme communauté de divers membres liés par un lien de parenté. Si une famille d'accueil est censée devenir un service d'aide sociale à l'enfance:

- À quel membre de cette famille reviendra la tâche de demander l'agrément, puis la reconnaissance, de rédiger les rapports que la loi réclame, de participer à la lutte contre la violence et la toxicomanie, de promouvoir la participation des enfants et de leurs parents?

Dans le système actuel, la mère ou le père d'accueil est affilié(e) à la Caisse de Pension par le service de placement familial pour lequel il ou elle travaille et qui lui verse les indemnités fixées par les barèmes ministériels. Ces services se chargent de déclarer à la caisse les montants des heures individuellement prestées par les familles et paient ensuite les cotisations dues.

- Vu que cette affiliation à la Caisse de Pension est obligatoire, quelle serait la procédure à adopter à partir du moment où une famille d'accueil a le statut d'un service d'aide sociale à l'enfance?

- Les indemnités des familles d'accueil sont pour l'heure actuelle exemptes d'impôts. Si dans l'avenir les familles deviennent directement prestataires de l'Office national de l'enfance, est-ce que cette exemption est automatiquement reconduite?

Une des réglementations fixe les modalités pour lesquelles les institutions et centres d'accueil sont en droit de facturer des forfaits journaliers à l'État lorsque l'enfant en charge séjourne en dehors de l'institution pour une certaine période (retours dans sa famille, colonies de vacances...). L'enfant continue à occuper une place dans l'institution liée à des frais même s'il n'est physiquement pas présent au centre d'accueil.

- Est-ce que les mêmes règles seront appliquées pour le placement familial et l'accueil en famille? Est-ce que des dispositions ont été prises dans ce sens?

Finalement, en tenant compte du nombre important d'agréments et de reconnaissance à attribuer dès la mise en application de la loi (318 familles d'accueil ont été répertoriées en 2010, ces familles ont gardé 580 enfants pendant cette période):

- Est-ce que le Gouvernement a prévu d'augmenter l'effectif du personnel notamment au niveau des équipes techniques censées contrôler la conformité de l'infrastructure des familles d'accueil candidates, pour venir à bout de cette tâche?

Réponse (8.7.2011) de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration:

Les changements qui interviennent au niveau du placement d'enfants auprès de familles d'accueil sont dus à la mise en œuvre des mesures prévues à l'article 11 de la loi du 16 décembre

2008 relative à l'aide à l'enfance et à la famille qui prévoit notamment à son point c la mesure d'accueil socio-éducatif en famille d'accueil. Cette mesure trouve son corollaire à l'article 15, point 4 par l'attribution d'un forfait journalier spécifique pour le placement familial. Il est important de signaler qu'ainsi le législateur n'a pas fait de différence au niveau de la loi entre l'accueil en famille et l'accueil institutionnel, ce qui procure à ces familles une reconnaissance particulière pour leur engagement.

Les fonctionnaires du Ministère de la Famille et de l'Intégration et de l'Office national de l'enfance (ONE) ont été en contact permanent avec les services professionnels traditionnellement actifs au niveau du placement familial (Croix-Rouge; Fir ons Kanner (FOK); Antenne familiale Lëtzebuurger Kannerduerf (LKD); SEFIA. Lors de plusieurs réunions de concertation les dispositions de la loi, ainsi que leurs implications ont été discutées. Ces services qui sont en contact journalier avec les familles d'accueil n'ont certainement pas failli à leur tâche de préparer les familles d'accueil aux changements à venir. En outre toutes les familles d'accueil ont été invitées par le Ministère et l'ONE à deux séances d'information pour évoquer les nouvelles procédures administratives et financières. Après ces séances un courrier d'information supplémentaire va être adressé à chaque famille. Notons qu'il y a eu aussi plusieurs entretiens avec les représentants de l'association des familles d'accueil «Fleegelteren an hir Kanner» (FLEK a.s.b.l.).

Il est vrai que face à ces changements certains services d'accompagnement professionnels se sont posés des questions par rapport à leur rôle futur. Mais pour les services d'accompagnement professionnel, ce qui va changer c'est surtout le mode de financement comme pour l'ensemble du secteur social. Au vu du volume de travail déclaré ceci ne devrait pas poser de problème particulier. En effet, une obligation des familles d'accueil continuera à être suivie par un service professionnel d'accompagnement de l'accueil en famille.

Le Ministère entend appliquer des mesures semblables à celles prévues actuellement au niveau des assistants parentaux. En effet, au vu des répercussions d'une mesure de placement pour un enfant, les dispositions et contrôles pour un placement familial ne sauraient être inférieures dans leur qualité à celles réalisées au niveau des assistants parentaux.

C'est à la famille de choisir en son sein la personne de contact privilégiée pour l'ONE et les services professionnels d'accompagnement de l'accueil en famille.

Au niveau de ces mesures les nouvelles dispositions ne vont pas affecter le système actuel qui reste inchangé en ce sens que ce sera toujours la responsabilité des services professionnels d'accompagnement de l'accueil en famille de valider pour la Caisse de Pension les montants des heures individuellement prestées par les familles d'accueil. L'exemption d'impôt ne sera pas touchée, la source des indemnités payées ainsi que leur destination et affectation demeurant inchangées.

Les dispositions réglant les prises en charge des forfaits journaliers dans les différentes situations se doivent d'être cohérentes pour des situations comparables et se doivent d'être divergentes dans un souci de bonne gestion des finances publiques pour des situations où les coûts ne sont pas identiques pour les différentes catégories de prestataires.

Afin de pouvoir affronter ces nouveaux défis, le Ministère a procédé à plusieurs réorganisations internes et continuera à adapter ses services aux besoins constatés.

Question 1498 (7.6.2011) de M. Fernand Etgen (DP) concernant la formation continue pour les forestiers:

Lors de l'assemblée générale de l'Association des Forestiers Luxembourgeois (AFL) en date du 6 juin 2011 a été soulevé le manque de formation continue pour les forestiers. En effet, le programme de l'INAP ne prévoirait pas de cours adaptés aux besoins spécifiques de la tâche des forestiers.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de ce problème?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre est-il disposé à mettre en place avec les responsables de l'INAP des cours adaptés aux besoins des forestiers? Si oui, dans quels délais?

Réponse (11.7.2011) de M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:

Dans le cadre des moyens budgétaires disponibles, l'Administration de la Nature et des Forêts (ANF) organise chaque année pour l'ensemble de ses agents des cours de formation continue. Ainsi, en 2010 l'ANF a organisé huit cours de formation continue auxquels ont participé 86 agents. D'autre part, elle a soutenu financièrement la participation d'environ une vingtaine d'agents à des séminaires ou colloques organisés par d'autres institutions nationales ou étrangères.

Quant à la planification des cours de formation continue, l'ANF doit réagir à des demandes spécifiques qui se posent au courant de l'année, comme par exemple pour le moment la formation des agents en matière de la nouvelle loi de la chasse. Chaque année l'ANF propose donc quelques cours prévus de longue date ainsi que des cours organisés au fur et à mesure des besoins spécifiques. Pendant les deux dernières années l'ANF a mis l'accent sur la formation continue de ses agents dans le domaine des relations publiques. Pour les années prochaines, l'ANF envisage d'établir un plan de formation continue avec l'aide de l'INAP, instrument qui lui permet d'identifier encore mieux les besoins en formation continue et de s'assurer d'investir dans le développement des compétences qui méritent une amélioration pour répondre au mieux aux besoins de l'ANF.

Depuis plusieurs années l'ANF demande à l'INAP une assimilation de tous les cours de formation continue qu'elle organise, afin que les participants reçoivent un certificat de perfectionnement qui leur est utile dans la progression de leur carrière. Comme les moyens budgétaires de l'INAP sont fort réduits, l'ANF ne demande qu'occasionnellement à l'INAP d'organiser des cours, et ce surtout dans le domaine administratif.

Par ailleurs, il faut soulever que les ressources humaines pour l'organisation des cours de formation continue sont limitées à l'ANF. L'organisation de cours techniques sur le terrain est difficile à réaliser et nécessite beaucoup plus de temps que l'organisation de cours purement administratifs.

Question 1499 (7.6.2011) de M. Fernand Etgen (DP) concernant les heures supplémentaires des forestiers:

Lors de l'assemblée générale de l'Association des Forestiers Luxembourgeois (AFL) en date du 6 juin 2011 a été soulevée la question du paiement des heures supplémentaires. En effet, malgré des jugements du Tribunal administratif, les forestiers n'ont pas encore eu satisfaction et n'ont pas encore bénéficié du paiement de ces heures prestées en supplément. En outre, il semble avoir eu des problèmes avec les allongements de grade.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des faits relatés ci-dessus?

- Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre n'estime pas que les forestiers méritent d'être honorés de façon correcte pour leur engagement et que, par conséquent, une situation telle que décrite ci-dessus est intenable?

- Comment et dans quels délais Monsieur le Ministre entend-il remédier à cette situation?

Réponse (11.7.2011) de M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:

Vers le milieu des années 90 du siècle dernier le Gouvernement avait décidé de confier la formation des futurs préposés forestiers au Lycée technique Agricole d'Ettelbruck. Auparavant la formation des préposés forestiers de l'Administration des Eaux et Forêts se faisait dans le cadre d'une formation interne de l'administration.

Le transfert de cette formation vers le Ministère de l'Éducation nationale devait être précédé d'une modification de la loi militaire, étant donné qu'auparavant les futurs préposés de l'administration forestière devaient transiter obligatoirement par l'armée.

Pendant cette période de transition entre la formation interne et la formation dans le cadre du Lycée technique Agricole un certain nombre de vacances de poste dans la carrière du préposé forestier s'accumulaient avec la conséquence que des triages n'étaient pas occupés. Vu que l'administration devait exercer ses missions officielles vis-à-vis de nos citoyens (gestion des forêts communales et domaniales, autorisations



en matière de la conservation de la nature, subside en forêt privée, missions de police, etc.) la gestion journalière des triages vacants était confiée à un ou plusieurs préposés des triages voisins. Cette même procédure est actuellement utilisée dans le cas d'une absence prolongée pour maladie. Il est important de mentionner que seulement le remplacement de longue durée occasionne des dépenses budgétaires.

Actuellement la somme accordée à un préposé remplaçant est de 480 € par mois. Dans certains cas, le montant de l'indemnisation s'élève à 10% du traitement de l'agent remplacé. Si plusieurs agents remplacent leur collègue absent, ces sommes sont divisées par le nombre des agents remplaçants.

Afin d'honorer l'engagement des agents qui exercent un surplus de travail important l'on devrait songer à relever considérablement l'indemnité de remplacement. Une seconde solution définitive consisterait dans une augmentation du nombre des préposés forestiers, ce qui permettrait à l'Administration de la Nature et des Forêts de constituer une réserve qui serait mobilisée en cas d'absence prolongée.

Dans le cadre de la fixation de l'indemnité de remplacement, conformément aux décisions des tribunaux administratifs, des informations concrètes avaient été demandées concernant une évaluation de la durée des travaux, de la fréquence des séances, du nombre des cas à traiter, de la nécessité des travaux préparatoires et du degré de difficulté de la mission assignée au demandeur. La direction de l'administration a signalé des difficultés à fournir des informations détaillées au vu de la complexité des missions exercées par les préposés et par les divergences de ces missions à travers le territoire national.

La pondération des missions des triages diffère considérablement suivant la situation géographique: La région septentrionale de notre pays héberge une partie importante de notre population, les activités économiques et les infrastructures ont un impact important sur le paysage, de sorte que l'aspect protection de la nature et des paysages y est plus important que dans la partie nord de notre pays.

Les missions confiées aux préposés locaux sont définies dans la loi organique de l'administration et concernent principalement trois volets:

1. Gestion des forêts

Mission	Niveau national	Niveau triage
Gestion des forêts publiques (11.000 ha État/30.000 ha communes)	41.000 ha	630 ha
Abattage, façonnage et débardage des bois récoltés dans les forêts publiques	200.000 m ³ /an	3.100 m ³ /an
Gestion des ouvriers forestiers	260	4
Surveillance des forêts privées	47.000 ha	Oesling
Dossiers de subvention à la forêt privée	1.200/an	Oesling
Sensibilisation du public		
Surveillance de l'état sanitaire des forêts	88.000 ha	1.350 ha

2. Conservation de la nature

Mission	Niveau national	Niveau triage
Traitement des dossiers d'autorisation suivant la loi sur la protection de la nature	2.000	31
Gestion des réserves naturelles		
Mission de police sur le territoire situé en dehors des agglomérations	240.000 ha	3.700 ha
Dossiers de subvention en matière de conservation de la nature		
Réseau Natura 2000	40.000 ha	

3. Chasse

Mission	Niveau national	Niveau triage
Contacts avec 400 syndicats de chasse	400	6
Surveillance de 600 lots de chasse	600	10
Mission de police sur les territoires situés en dehors des agglomérations	240.000 ha	3.700 ha
Dommages causés aux cultures agricoles et forestières	2.000 dossiers/an	31

La plupart des missions importantes constituent des missions à caractère saisonnier, de sorte que ces dossiers doivent être évacués dès leur apparition. Ainsi, les travaux de récolte des bois et les travaux de plantations sont exécutés en hiver, alors que les dommages de gibier causés aux cultures agricoles doivent être traités immédiatement pour ne pas gêner l'exécution des travaux agricoles.

D'autre part, le traitement des dossiers d'autorisation suivant la loi sur la protection de la nature ne peut pas être retardé, étant donné que le requérant n'acceptera pas que son dossier ne soit pas traité pour cause d'absence d'un fonctionnaire.

Il y a lieu de prendre en compte également le fait que le préposé remplaçant son collègue ne possède pas les connaissances concrètes du terrain du triage qu'il est appelé à remplacer. Ce manque de connaissance engendre un surplus de travail non négligeable.

Tous ces arguments démontrent que l'exécution de ces missions dans deux triages constitue une surcharge de travail importante pour le préposé remplaçant. La direction est d'avis que cette surcharge devrait faire l'objet d'une indemnisation de 55 Pl par triage remplacé conformément à la décision de la Cour administrative.

Question 1502 (8.6.2011) de Mme Nancy Arendt (CSV) concernant la cybercriminalité:

L'interconnectivité qui est aujourd'hui indispensable au fonctionnement de notre État et de son économie, le rend en même temps plus vulnérable à toutes formes d'attaques propagées via Internet.

L'État, l'économie et aussi nos données privées sont les cibles de prédilection de cette nouvelle forme de criminalité. Internet est par nature vulnérable, étant donné qu'il a été conçu comme une simple activité d'échange d'informations, comme une mosaïque décentralisée de systèmes qui assure un anonymat relatif.

Le développement des systèmes de communications, de l'informatique et des systèmes de stockage des structures de la société en évolution pose une série de défis d'ordre politique, culturel, économique et affecte la sécurité nationale.

Malgré les avantages incontestables de l'interconnectivité internationale, la dépendance croissante à la technologie de l'information qui en résulte, rend l'État et la société beaucoup plus vulnérables à divers types d'attaques: intrusions informatiques, programmes de brouillage de logiciels ou cyberterrorisme.

Or, en Europe, beaucoup de pays, y compris le Luxembourg, se sont dotés d'une importante infrastructure informatique et pourraient subir des attaques coordonnées contre les sites des

C'est dans ce contexte que j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre des Communications et des Médias, de Monsieur le Ministre de la Défense et de Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Est-ce que le Luxembourg est aujourd'hui doté de moyens suffisants pour lutter contre la cybercriminalité, en particulier celle qui vise les points névralgiques de notre pays comme par exemple l'approvisionnement en énergie ou encore le secteur financier, mais aussi les données personnelles des habitants?

- Comment le Gouvernement entend-il protéger les nouveaux services administratifs qu'il offre via Internet contre d'éventuelles attaques?

- Est-ce que, dans le cadre des tests de résistance des centrales nucléaires européennes, il est également prévu de vérifier la résistance des centrales nucléaires aux cyberattaques?

Réponse commune (11.7.2011) de M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias, de M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de la Défense, et de M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

Les infrastructures et réseaux de communications électroniques sont aujourd'hui le moteur principal de la croissance économique, tant nationale qu'internationale.

Ce rôle vital et essentiel que les technologies de communications électroniques jouent non seulement au niveau économique mais également au niveau sociétal crée, hélas, comme l'a souligné l'honorable Députée dans sa question, une certaine dépendance des citoyens, des entreprises et des autorités publiques de ces infrastructures. Cette dépendance est synonyme de vulnérabilité et expose les utilisateurs, privés comme publics et professionnels, à des risques non négligeables, comme des attaques malveillantes ou des défaillances accidentelles.

Garantir le bon fonctionnement des infrastructures et assurer une protection adéquate contre des attaques de tout genre doit dès lors être une priorité pour le Gouvernement.

Ce constat n'étant pas nouveau, le Gouvernement a mis en place, il y a quelques années déjà, des mécanismes de prévention et d'action qui ont fait leurs preuves (Cases; Circl; section spécialisée au sein de la police pour combattre le cybercrime)

Il s'agit aujourd'hui de renforcer les mécanismes de protection existants et de les compléter à la lumière des expériences acquises.

Toutefois, il faut être conscient qu'une protection efficace contre les cyberattaques présuppose que les initiatives nationales soient relayées par des mécanismes de prévention et d'action communautaires voire internationaux. La coopération européenne et internationale est la clé du succès des opérations de lutte anti-cyberattaques.

À ce sujet, il convient de signaler:

- qu'une déclaration d'intention sur la coopération dans le domaine de la cybersécurité entre les trois pays du Benelux a été signée récemment, qui a pour objet d'optimiser la coopération entre les acteurs de ces pays;

- que la Commission européenne a lancé un certain nombre de propositions qui portent notamment sur la modernisation de l'Agence européenne chargée de la sécurité des réseaux et de l'information, (ENISA), la protection des infrastructures critiques ainsi que l'adaptation des dispositions pénales complémentaires en matière de cybercriminalité;

- que les experts du groupe des régulateurs européens dans le domaine de la sûreté nucléaire (ENSREG) ont récemment abouti à une déclaration de compromis sur l'étendue et les modalités des tests de résistance. Cette proposition retient la mise en place de tests de résistance complets, y compris la prévention et l'impact des attaques informatiques.

- qu'en novembre 2010, lors du Sommet de Lisbonne, l'OTAN a adopté le nouveau concept stratégique qui met l'accent sur le développement de la capacité de l'Alliance de prévenir et de détecter les cyberattaques. En application de ces instructions, l'OTAN vient d'adopter une version révisée de sa politique de cyberdéfense. Cette politique propose une approche coordonnée de la cyberdéfense dans l'ensemble de l'Alliance. Une attention particulière devra être accordée à la prévention des cybermenaces, notamment par la protection des systèmes d'information et de communication.

- que les ministères et administrations concernés préparent actuellement, sous la coordination du Ministre des Communications et des Médias, une stratégie de lutte contre les cyberattaques qui devrait permettre une réaction encore plus efficace contre ces attaques dont la complexité et la fréquence augmentent. Je sou-

mettrai mi-juillet des propositions au Conseil de Gouvernement et informerai de suite la Chambre des Députés des décisions prises.

Question 1503 (8.6.2011) de M. Jean Colombera (ADR) concernant la recherche dans le domaine du cancer du poumon:

Seit 2008 leitet Dr. Lee Hartwell aus Seattle, verschiedene Forscher von TGen aus Arizona und vom Bionodesign Institute at Arizona State University ein Projekt über Lungenkrebs, an dem auch Luxemburg beteiligt ist. In diesem Rahmen soll Luxemburg ein Forschungsprojekt im Bereich des schwer zu behandelnden Lungenkrebses vorantreiben und eine molekularbasierte Diagnose entwickeln. Dafür sollen neue, personalisierte proteinbasierte diagnostische Werkzeuge zum Tragen kommen. Diese molekularbasierten Daten sollen von der IBBL (Integrierte BioBank Luxemburg) geliefert werden.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Wie steht es mit diesem von Prof. Lee Hartwell geleiteten Projekt?

2) Wie lange wird es noch dauern, bis positive Resultate für Patienten mit Lungenkrebs erreicht werden?

3) Wie hoch ist bisher der finanzielle Anteil Luxemburgs an diesem Projekt?

4) Wie viel wird in dieses Projekt von luxemburgischer Seite noch in Zukunft investiert?

5) Wie stehen die Chancen für ein neues, wirksames personalisiertes Anti-Lungenkrebsmedikament?

Réponse (15.7.2011) de M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

Dieses Forschungsprojekt beruht auf der Zusammenarbeit zwischen einer Forschungsgruppe um Nobelpreisträger Prof. Dr. Lee Hartwell, Seattle, und einer Forschungsgruppe des CRP-Santé. Nach einem etwas schwierigeren Start, im Wesentlichen bedingt durch eine Verzögerung bei der Einführung der Probenentnahme sowohl auf europäischer als auch auf amerikanischer Seite, ist das Lungenkrebs-Forschungsprojekt jetzt „auf Kurs“ und die Phase der eigentlichen Proteomikforschung konnte im Herbst 2010 angestoßen werden. Ursprünglich war geplant, diese Phase der Forschung ausschließlich in den Vereinigten Staaten, d. h. in Seattle, durchzuführen. Aufgrund des Aufbaus des Proteomiklabors in Luxemburg (Leitung: Prof. Bruno Domon) werden die Arbeiten nun auch parallel in Luxemburg durchgeführt; der Aufbau dieses Labors ist zu einem großen Anteil der Zusammenarbeit mit dem amerikanischen Partner zu verdanken. Die ersten Forschungsergebnisse bezüglich möglicher Proteomik-Biomarker wurden Anfang Dezember 2010 erzielt; diese werden zurzeit durch neue Versuche ergänzt, die im wesentlichen auf Proben beruhen, die in der überwiegenden Mehrheit von der BioBank IBBL in Luxemburg gesammelt wurden. Ungefähr 80% der Proben kommen dabei aus zwei Krankenhäusern, dem Centre Hospitalier de Luxembourg und der Zithaklinik. Seit einigen Monaten haben sich auch andere Krankenhäuser dieser Initiative angeschlossen.

Die Suche nach neuen Biomarkern anhand der Proteomikforschung ist eine längerfristig ausgegerichtete Anstrengung, bei der nicht unbedingt kurzfristige Ergebnisse zu erwarten sind. In der Tat müssen alle potenziellen Biomarker zunächst anhand einer Gruppe von etwa 300 bis 500 Patienten getestet werden, bevor sie schließlich in einer zweiten Phase auf eine größere Testgruppe von Tausenden von Patienten angewendet werden können. Zurzeit wird eine entsprechende größere Testgruppe gemeinsam in Europa und in den Vereinigten Staaten erstellt. Diese Phase dürfte jedoch den Zeitraum von fünf bis acht Jahren in Anspruch nehmen, bevor Ergebnisse in der Therapie angewendet werden können.

Aus diesem Grund wurde kürzlich eine Änderung des Projekts beschlossen, die es ermöglicht, den Patienten in Luxemburg die Forschungsergebnisse schneller zugänglich zu machen. Aufgrund der technischen Möglichkeiten der IBBL werden einer Gruppe von Luxemburger Kliniken im Bereich des Lungenkrebses Biomarker zur Verfügung gestellt, die ansonsten noch nicht der klinischen Routine in Luxemburg zugänglich sind. Diese stehen den Ärzten und Patienten kostenlos zur Verfügung.

¹ Voir, Lord JOPLING, Information et sécurité nationale, Projet de rapport général présenté à Assemblée parlementaire de l'OTAN, session de printemps 2011.

Von öffentlicher Seite werden für dieses Forschungsprojekt 11,35 M€ über einen Zeitraum von 3,5 Jahren zur Verfügung gestellt. Entscheidungen über zukünftige Forschungsmittel werden aufgrund der Ergebnisse des laufenden Projektes und anhand konkreter Vorschläge zur Projektweiterführung getroffen.

Ständig werden neue krebsbekämpfende Arzneimittel im Bereich des Lungenkrebses auf den Markt gebracht. Diese Arzneimittel können in der Regel jedoch nur bei einem kleinen Anteil der Patienten (manchmal nur 2 bis 5%) angewandt werden. Die Herausforderung besteht darin, Biomarker zu bestimmen, die es ermöglichen, diejenigen Patienten zu identifizieren, welche besonders gut auf eine bestimmte Behandlung ansprechen. Diese Vorgehensweise entspricht den Prinzipien der „personalised medicine“, zu deren Auf- und Ausbau dieses Forschungsprojekt beiträgt. Wie bereits erwähnt, liefert dieses Projekt vor allem die Möglichkeit, bei Patienten in Luxemburg Biomarker anzuwenden, die in anderen Ländern noch nicht zur Verfügung stehen.

Question 1504 (8.6.2011) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant les **Private-Public Partnerships dans le domaine de la santé**:

Luxemburg und die Universität haben 2008 drei Partnerschaften eingeleitet, und zwar mit PPM (Partnership for personalized medicine) aus Arizona, mit ISB aus Seattle und TGen aus Arizona. Darüber hinaus ist das LCP (Luxembourg Proteomics Center) mit ThermoFisher Scientific aus Maryland eine Private-Public Partnership eingegangen. ThermoFisher Scientific zum Beispiel - mit elf Milliarden Dollar dotiert - kann getrost als „Big Player“ in diesem Geschäftsbereich angesehen werden, so dass sich die Frage des wirtschaftlichen Interesses solcher Gesellschaften stellt.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

- 1) Wie werden die finanziellen Mittel verwaltet und was hat Luxemburg an finanziellen Mitteln beigesteuert, um in diesen Gesellschaften mitzuzentscheiden?
- 2) Wie hoch ist die Gewinnbeteiligung Luxemburgs bei einem hypothetischen wissenschaftlichen Erfolg durch Wissenschaftler der Luxemburger Universität z. B. bei der Entwicklung eines neuen Medikaments?
- 3) Was ist für diese „Big Player“ abgesehen vom finanziellen Impact hier in Luxemburg noch von Interesse?

Réponse (15.7.2011) de **M. François Biltgen**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

Das LCP- Zentrum (Luxembourg Clinical Proteomics) am CRP-Santé unterhält eine rein wissenschaftliche Kooperation mit der Firma ThermoFisher Scientific. Dies ermöglicht den wissenschaftlichen Mitarbeitern des LCP einen direkten Zugang zu den neuesten Instrumenten (z. B. zu Massenspektrometern für Eiweißbestimmungen), bevor diese überhaupt auf dem Weltmarkt zum Verkauf angeboten werden. Diese Zusammenarbeit verschafft dem LCP einen Wettbewerbsvorsprung gegenüber anderen Forschungszentren im Ausland, wodurch u. a. wissenschaftliche Publikationen ermöglicht werden, welche auf Daten basieren, die anderen Einrichtungen technisch bedingt noch nicht zugänglich sind. Der Forschungspartner ThermoFisher hat dabei den Vorteil, seine neuesten Instrumente unter der Obhut von hochrangigen Forschern (z. B. Prof. Bruno Domon, Leiter des LCP) testen zu lassen, um gegebenenfalls Verbesserungsvorschläge entgegenzunehmen und die Entwicklung weiterzutreiben. Von öffentlicher Seite fließen keine finanziellen Mittel in diese Partnerschaft ein, im Gegenteil profitiert das Forschungszentrum indirekt von den Entwicklungsinvestitionen des Privatpartners.

Bezüglich der Partnerschaft mit Partnership for personalized medicine (PPM) wird von öffentlicher Seite über den Weg eines üblichen Leistungsvertrags ein Gesamtbetrag von 11,35 Millionen Euro über einen Zeitraum von 3,5 Jahren für die Durchführung eines Forschungsprojekts bezüglich Lungenkrebs bereitgestellt. Bei diesem Forschungsprojekt steht die Entwicklung neuer Biomarker im Vordergrund. Die dabei vom amerikanischen Partner erbrachten Forschungsleistungen werden nach einer detaillierten Berechnung abgegolten.

Der Partnerschaftsvertrag mit PPM sieht vor, dass eventuelle Erträge aus der Vermarktung des geistigen Eigentums aus dem gemeinsamen Forschungsprojekt zur Hälfte dem CRP-Santé zukommen.

Die verschiedenen amerikanischen Partner haben sicherlich unterschiedliches Interesse an der Partnerschaft mit luxemburgischen Einrichtungen. Für die gemeinnützigen (non-for-profit) Einrichtungen (wie PPM, ISB, und TGen) steht sicher die wissenschaftliche Kooperation im Vordergrund. Luxemburg bietet diesen Instituten eine gute Möglichkeit, eine wissenschaftliche Präsenz in Europa aufzubauen. Ein Unternehmen (wie ThermoFisher) ist beispielsweise auch an der effizienten Vermarktung seiner Produkte in Europa interessiert und zeigt daher über die wissenschaftliche Zusammenarbeit hinaus weiteres längerfristiges Interesse (z. B. im Bereich Logistik) an einem Standort wie Luxemburg. Meines Wissens wurden diesbezüglich erste Kontakte bereits mit dem Wirtschaftsministerium geknüpft.

Question 1505 (8.6.2011) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant le **Luxembourg Centre for Systems Biomedicine**:

Ziel des LCSB (Luxembourg Centre for Systems Biomedicine) ist es, ein qualitativ hohes, fachübergreifendes Umfeld und ein Exzellenzzentrum für Forschung und Bildung in der Biomedizin zu schaffen, eine neue Technologie für Bioinformatik und computerisierte Biologie zu entwickeln, neue Strategien für die Vorbeugung und Behandlung von neurodegenerativen Krankheiten zu entwickeln und Anziehungspartner für industrielle Kooperation zu sein. Des Weiteren ist die Forschung im Bereich der Parkinsonkrankheit und der neurodegenerativen Krankheiten eines der großen Ziele des LCSB. Bis dato hat es jedoch sehr wenige Publikationen diesbezüglich gegeben. Aufgrund der Tatsache, dass rund 25 Forscher am Campus Limpertsberg in diesem Bereich forschen, besteht diesbezüglich ein Erklärungsbedarf.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

- 1) Warum werden nur wenige Publikationen gemacht?
- 2) Warum ist die Publikationsquote was degenerative Krankheiten im Allgemeinen und Parkinson im Einzelnen angeht praktisch inexistent?
- 3) Ist das Forscherteam um den leitenden Professor adäquat besetzt und wie lange wird es noch dauern, bis konkrete Erfolge zu verzeichnen sind?
- 4) Ist das Warten auf die neue Infrastruktur am Campus Belval ein Faktor, um die relative Ineffizienz zu erklären?
- 5) Wie ist konkret die Marschroute und das Timing in Bezug auf die Forschung im neurodegenerativen Krankheitsbereich?

Réponse (15.7.2011) de **M. François Biltgen**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

Es ist richtig, dass es das Ziel des Luxembourg Centre for Systems Biomedicine (LCSB) ist, ein Exzellenzzentrum für Forschung und Bildung in der Biomedizin zu schaffen. Es ist ebenfalls richtig, dass durch den Fokus auf neurodegenerative Erkrankungen, insbesondere im Bereich der Parkinson-Erkrankung, neue Strategien für die Vorbeugung und Behandlung neurodegenerativer Erkrankungen entwickelt werden sollen.

Der Aussage, dass nur wenige Publikationen gemacht wurden, kann ich nicht zustimmen. Das LCSB hat in den letzten zwölf Monaten bereits 13 wissenschaftliche Artikel publiziert, darunter Veröffentlichungen in „PNAS“ und „Current Opinion in Biotechnology“. Weitere Publikationen sind in Vorbereitung bzw. zur Veröffentlichung eingereicht. Die erste Arbeit zur Parkinson'schen Erkrankung ist ebenfalls bereits „in press“. Diese unzutreffende Kritik an einer angeblich geringen Publikationsquote verkennt dabei sowohl die Aufbauarbeit, die für die Etablierung eines international agierenden Forschungszentrums notwendig ist, als auch die üblichen Vorlaufzeiten bei wissenschaftlichen Veröffentlichungen.

Die Anzahl der Veröffentlichungen einer Forschungseinrichtung ist eng mit der Zahl der wissenschaftlichen Mitarbeiter verbunden. Dabei ist zu beachten, dass die Mehrzahl der 25 Forscher des LCSB erst zwischen Oktober 2010 und März 2011 ihre Tätigkeit aufgenommen haben. Ich erinnere in diesem Zusammenhang daran, dass die Gründung des LCSB im September 2009 erfolgte, verbunden mit der Berufung des designierten wissenschaftlichen Leiters des Zentrums, Prof. Dr. Rudi Balling. Zu diesem

Zeitpunkt gab es mit Ausnahme des Gründungsleiters und einer durch die Universität zur Verfügung gestellten Assistenz weder Mitarbeiter noch eingerichtete Forschungslabors. Innerhalb weniger Monate gelang es also dem Leiter, ein Forschungskonzept zu entwickeln und die ersten Mitarbeiter für das Zentrum zu rekrutieren. Vergleiche mit dem Aufbau ähnlicher Institute weltweit zeigen, dass der Aufbau des LCSB überdurchschnittlich schnell und erfolgreich vorangegangen ist.

Der Erfolg des LCSB lässt sich auch daran erkennen, dass es dem Zentrum innerhalb eines Jahres gelungen ist, als Partner in drei europäischen Forschungs-Konsortien die Federführung in der Bioinformatik und Computational Biology zu übernehmen und dadurch fast eine Million Euro an Drittmitteln nach Luxemburg zu holen.

Die Fertigstellung der neuen Infrastruktur in Esch/Belval stellt selbstverständlich einen wichtigen Faktor für den langfristigen Erfolg des LCSB dar. Das Zentrum hat allerdings die Wartezeit sinnvoll für die Entwicklung einer nachhaltigen Strategie, für die Rekrutierung qualifizierter Mitarbeiter und für die Einwerbung von Drittmitteln genutzt.

Die weitere Marschroute ist in einem 4-Jahresplan niedergelegt. Darin ist ein Wachstum des LCSB bis Ende 2013 auf etwa 70 Mitarbeiter vorgesehen. Die Forschung im Bereich der neurodegenerativen Erkrankungen wird insbesondere Fragen der molekularen und zellulären Grundlagen der Parkinson'schen Erkrankung und der damit zusammenhängenden „Komorbiditäten“ umfassen. Ein zentrales Element der LCSB-Forschungsarbeit ist die enge Verbindung von experimentellen, bioinformatischen und klinischen Forschungsmethoden. Es gibt aus den oben dargelegten Gründen für mich keinerlei Anlass, daran zu zweifeln, dass das Forschungsteam des LCSB adäquat besetzt ist und dass die eingeschlagene Forschungsstrategie mit einer Priorisierung auf neurodegenerative Erkrankungen zum Erfolg führen wird.

Question 1506 (8.6.2011) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant le **consentement éclairé**:

Bei anstehenden Interventionen, seien es Untersuchungen oder chirurgische Eingriffe, geht es in erster Linie darum, den betroffenen Patienten zu informieren und im Rahmen eines Gesprächs zwischen Arzt und Patient sein aufgeklärtes Einverständnis und die „informierte Einwilligung“ einzuholen.

Der Inhalt dieses Aufklärungsgesprächs und das diesbezügliche anschließende Einverständnis für den Eingriff werden immer öfter schriftlich festgehalten und eine Kopie wird den medizinischen Unterlagen einer Patientenakte beigefügt.

Hierzu möchte ich dem Herrn Gesundheitsminister folgende Fragen stellen:

- 1) Wie ist das Einholen des Einverständnisses eines Patienten bei anstehenden Untersuchungen und chirurgischen Eingriffen in Luxemburg geregelt?
- 2) Gibt es entsprechende nationale Gesetze und Reglemente, die das Einholen des Einverständnisses obligatorisch machen?
- 3) Gibt es eine einheitliche Vorgehensweise, basierend auf einer vom zuständigen Ministerium ausgehenden Prozedur, nach der Ärzte Patienten unterrichten, aufklären und ihr Einverständnis schriftlich festhalten sollen?
- 4) Gibt es für bestimmte Untersuchungen, Interventionen und Eingriffe einheitliche Vordrucke, die dem Patienten vorgelegt werden können, sowohl als Informationsquelle als auch als Grundlage für die Einverständniserklärung?
- 5) Wie viele Gerichtsprozesse wurden in den letzten zehn Jahren in Luxemburg geführt, in denen über „Einverständnis“ und „Verantwortlichkeit“ verhandelt wurde? Was sagt die nationale Jurisprudenz zur Notwendigkeit von schriftlichen und obligatorischen Einverständniserklärungen vor Eingriffen und Untersuchungen mit Risikocharakter?
- 6) Was gedenkt der zuständige Minister noch zusätzlich zu unternehmen, um die Informationen, die Rechte sowie schlussendlich die Sicherheit des Patienten im nationalen Gesundheitssystem zu stärken?

Réponse (25.7.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Die Fragen des ehrenwerten Abgeordneten befassen sich mit der Thematik der Information der Patienten, des Einholens des Einverständnisses des Patienten sowie generell mit der Thematik der Stärkung der Rechte des Patienten im nationalen Gesundheitssystem.

Am 5. Mai 2011 habe ich den Gesetzesvorentwurf über die Rechte und Pflichten der Patienten im Rahmen der Sitzung des Gesundheitsausschusses der Abgeordnetenkammer, in Anwesenheit des Herrn Abgeordneten, vorgestellt.

Die Artikel 7 bis 10 dieses Gesetzesvorentwurfs befassen sich im Detail mit den Fragen des Abgeordneten in Bezug auf das Informationsrecht des Patienten sowie mit der Frage des Einholens des Einverständnisses des Patienten. Diese Vorlage verankert auch (Artikel 4) das Recht des Patienten auf sichere sowie qualitativ hochwertige Leistungen.

Was die aktuelle Rechtslage angeht, möchte ich auf die entsprechenden Artikelkommentare verweisen, welche diese im Detail erläutern.

Ziel des vorerwähnten Gesetzesvorentwurfs über die Rechte und Pflichten des Patienten ist ausdrücklich, die Rechte und Pflichten des Patienten in einem kohärenten Rechtsrahmen zu verankern. Mit der ebenfalls geplanten Schaffung von Schlichtungsstellen sollen Beschwerden und Konflikte im Dialog mit den Leistungserbringern einer Lösung zugeführt werden.

Weiter möchte ich darauf hinweisen, dass die 6. Nationale Gesundheitskonferenz am vergangenen 15. Juni in Mondorf stattfand. Schwerpunkt der Konferenz war die Rolle des Patienten im nationalen Gesundheitssystem. Es wurden unter anderem der Inhalt des Gesetzesvorentwurfs über die Rechte und Pflichten des Patienten sowie die Wege zur Stärkung der Rolle des Patienten im Gesundheitssystem mit einem breiten Publikum erörtert. Programm und Referate sind über die Internetseite des Gesundheitsministeriums erhältlich: <http://www.ms.public.lu/fr/actualites/2011/06/cns-2011/>.

Question 1508 (9.6.2011) de **M. Camille Gira** (*déi gréng*) concernant les **mesures de compensation suite au déboisement dans la zone industrielle «Haneboesch» à Differdange**:

Dans la zone d'activité nationale dénommée «Haneboesch» entre Sanem et Niedercorn se trouve la surface boisée du «Haneboesch». Suivant les dispositions du PAP du 8 avril 1988 en relation avec cette zone industrielle, une parcelle boisée de 7,5 ha a récemment été utilisée pour l'agrandissement de la surface d'exploitation d'une entreprise implantée dans cette même zone d'activité.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Est-ce que, en relation avec le déboisement susmentionné, des mesures compensatoires ont été réalisées ou planifiées? Dans l'affirmative, lesquelles?

- Dans la négative, qui est en charge de planifier et de réaliser les mesures de compensation imposées par la loi? Quand est-ce que ces mesures seront-elles réalisées?

Réponse (25.7.2011) de **M. Marco Schank**, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*:

En sa séance du 28 février 2011 le Gouvernement en Conseil a décidé de lever le statut de réserve d'une partie de la zone d'activité «Haneboesch», telle que définie par règlement grand-ducal du 8 avril 1988.

La surface en question est occupée par une forêt de feuillus du type «stellario carpinetum» et constitue un biotope protégé au sens de l'article 17 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.

Actuellement le MDDI est saisi d'une demande de défrichement de la part du Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur en tant que maître d'ouvrage, mais aucune autorisation y afférente n'a encore été délivrée.

À l'heure qu'il est, le MDDI reste cependant en attente de propositions concernant la localisation des surfaces compensatoires adéquates.

L'envergure exacte des mesures en question sera déterminée sur base d'un bilan écologique détaillé et leur réalisation devra être effectuée au plus tard parallèlement aux travaux de défrichement d'une partie du «Haneboesch».

Question 1509 (9.6.2011) de **M. Claude Adam** (*déi gréng*) concernant la **transition graduelle du protocole Internet IPv4 à la version IPv6 au Luxembourg**:

Vu l'absence de communiqué ou de déclaration ministérielle à l'occasion du «World IPv6 Day»

de hier, il me semble utile de demander des informations précises sur l'avancement de la transition graduelle du protocole Internet IPv4 à la version IPv6 au Luxembourg. Le passage à la version 6 est urgent en raison d'une pénurie d'adresses Internet encore disponibles en IPv4. Grâce à l'utilisation d'adresses 128bits au lieu de 32bits, la version IPv6 dispose désormais d'une réserve confortable d'adresses IP. Son introduction est néanmoins compliquée par des incompatibilités et une importante phase de transition a donc été prévue. En conséquence le réseau des réseaux mondial se divise actuellement au niveau du protocole IP dans des parties uniquement accessibles par la nouvelle version du protocole Internet (IPv6), des parties uniquement accessibles par la version précédente (IPv4) et enfin des parties - de plus en plus nombreuses - accessibles par les deux versions du protocole Internet.

Malgré deux plans d'action européens, peu de progrès furent enregistrés jusqu'ici. Lors de la présentation du plan d'action 2008, la commissaire luxembourgeoise, alors en charge de la société de l'information et des médias, avait appelé «à faire en sorte qu'IPv6 soit largement employé par les autorités publiques et les entreprises d'ici à 2010». Le plan visait notamment un objectif de 25% d'utilisateurs capables de se connecter via IPv6 en 2010.

Dans ce contexte, je souhaite avoir des informations relatives à l'avancement de la transition d'IPv4 à IPv6 au Luxembourg:

- Quel est l'état d'avancement de la transition vers IPv6 au Luxembourg? Est-ce qu'il y a une échéance pour un fonctionnement en IPv6?

- Combien de serveurs luxembourgeois sont «IPv6 ready», c'est-à-dire capable de fonctionner en parallèle sous IPv4 et v6?

- Combien de serveurs et d'ordinateurs personnels de l'État sont déjà «IPv6 ready»? Y a-t-il une échéance pour le basculement complet en IPv6?

- Combien d'utilisateurs finaux luxembourgeois peuvent déjà se connecter sous IPv6?

Réponse (13.7.2011) de **M. François Biltgen**, *Ministre des Communications et des Médias*:

- Internet joue un rôle crucial pour l'économie luxembourgeoise et européenne et est devenu un facteur-clé pour la compétitivité, la croissance et l'emploi au Luxembourg encore plus qu'ailleurs.

Il est donc indispensable pour notre pays de pouvoir anticiper les développements technologiques liés à Internet.

Le protocole Internet IPv6 est un pas important, voire indispensable, vers l'internet de l'avenir.

C'est pourquoi le Gouvernement encourage depuis plusieurs années le déploiement de ce nouveau protocole.

En effet, une première conférence sur IPv6 a été organisée en 2005 par le Gouvernement et l'Université du Luxembourg.

En 2007, le Luxembourg IPv6 Council, la section luxembourgeoise du Conseil international IPv6, a été créée sous la présidence de Prof. Dr. Thomas Engel (Université du Luxembourg, Centre de Recherche Interdisciplinary Centre for Security, Reliability and Trust SnT) et Jean-Marie Spaus (Entreprise des P&T) et sous l'impulsion de Latif Ladid, Fondateur et Président du IPv6 Forum et Senior researcher à l'Université du Luxembourg.

Le IPv6 Council a ensuite développé une roadmap, présentée à la conférence «Les futures tendances de l'internet» qui s'est tenue le 28 janvier 2009 au Centre culturel de rencontre (Abbaye de Neumünster) sur initiative du Gouvernement, avec la collaboration de l'Université du Luxembourg.

Par ailleurs, l'Université du Luxembourg a été choisie par la Commission européenne pour piloter le consortium européen, u-2010 («Vision 2010, prochaine génération de réseaux omniprésents pour gouvernement et entreprise, centrés sur le protocole Internet IP»), dans lequel IPv6 joue un rôle-clé. Ce réseau travaille à relier les systèmes de communication en IPv6, notamment dans des scénarios de crises. Le choix du Luxembourg comme premier site d'essai confirme l'avancement du Luxembourg en ce qui concerne la transition vers IPv6.

Enfin, un workshop sur IPv6 a été organisé dans le cadre de la conférence «Future Internet Summit» qui a eu lieu le 6 juin 2011 au Luxembourg, organisé par l'Université du Luxembourg (SnT) avec le soutien du Gouvernement.

De son côté, le Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE) a entrepris les démarches suivantes:

Fin 2008, le CTIE a fait la demande auprès de RIPE (Réseaux IP Européens) de devenir LIR (Local Internet Registry), une condition pour pouvoir demander une gamme d'adresses IPv6. Le 3 avril 2009, le CTIE a obtenu le statut de LIR.

Une fois le statut de LIR obtenu, le CTIE a soumis la demande de se voir attribuer une gamme d'adresses IPv6.

Actuellement, l'on estime que, parmi tous les noms de domaines actifs sous .lu (ca. 58.500), ca. 875 affichent une adresse IPv6, ce qui correspond à peu près à un taux de 1.5%.

En tout, 24 organisations luxembourgeoises ont obtenu des préfixes IPv6. Les principaux fournisseurs d'accès à Internet à Luxembourg offrent déjà aujourd'hui à leurs clients la possibilité de se connecter par le biais d'IPv6 à Internet. Le nombre total des teneurs IPv6 croît rapidement.

Tous ces efforts portent déjà leurs fruits: le Luxembourg se positionne désormais au 2^e rang des pays à réseaux IPv6 selon une étude de l'OCDE (OECD Communications Outlook 2011-Preliminary Version).

Comme dans les autres États membres de l'Union européenne aucune date de basculement vers l'IPv6 n'est prévue. Tous les fournisseurs d'accès à Internet prévoient une longue période de coexistence des deux protocoles.

Question 1513 (10.6.2011) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant l'assurance en cas d'accident des volontaires de la police et de l'armée:

Selon le Syndicat national de la Police grand-ducale Luxembourg un problème qui concerne les volontaires de la police et de l'armée reste sans réponse depuis des années. Ces volontaires, sous l'autorité de policiers confirmés, participent à des exercices de la régulation de la circulation ou de contrôles routiers, sans être couverts par le Code de la Route. Le SNPGL craint que la responsabilité civile de l'élève et de l'instructeur soit engagée en cas d'accident.

Déjà en 2006, le SNPGL avait proposé de compléter l'article 6 de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, afin de régler ce problème.

- Monsieur le Ministre partage-t-il l'interprétation du SNPGL que les volontaires ne seraient pas correctement assurés en cas d'accident lors d'un exercice sur la voie publique? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre est-il d'avis qu'une modification de la loi précitée telle que proposée par le SNPGL en 2006 s'impose?

Réponse (13.7.2011) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

Le 13 mai 2011, le Gouvernement en conseil a adopté le projet de règlement grand-ducal modifiant l'article 115 de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 et qui disposera que ... «les usagers doivent s'arrêter à toute réquisition des candidats aux carrières de l'inspecteur de police et du brigadier revêtus de leur uniforme qui opèrent dans le cadre d'un exercice pratique en matière d'accidents de la circulation ou d'un stage pratique en unité faisant partie de leur formation de base...».

En annexe une copie du texte de l'article 115 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 1515 (14.6.2011) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant les enseignants de religion:

Et schéngt esou ze sinn, datt fir eng Rei vu Leit, déi an der Vergaangenheet als Katecheten am Primärschoulsunterrecht geschafft hunn, keng Contributiounen an d'Pensiounskeess bezuelt goufen. Dofir stelle sech eng Rei Froen iwwert déi Regelungen, déi fir d'Katecheten applicabel sinn, an doriwwer eraus misst och gekuckt ginn, ob déi bestehend Regeln da vun alle Concernéierten, also vum Stat, mä och vun der kathoulescher Kierch, ëmmer gewëssenhaft a korrekt applizéiert goufen a ginn.

Dowéinst wëllt ech dem Här Kultusminister an dem Här Minister vum öffentlechen Déngscht dës Froe stellen:

1) Wéi sinn déi rechtlech Dispositionen iwwert d'Pensiounsrechter vun de Katecheten an eise Primärschoulen? Ass séchergerstellt, datt fir all déi Leit Contributiounen an eng Pensiounskeess

bezuelt goufen, respektiv bezuelt ginn, oder awer datt si iwwert de Wee vum Statsbudget eege Pensiounsrechter hunn?

2) Ass deenen Här Ministere bekannt, datt et Katechete gëtt, déi fréier Schoul gehalen hunn, an déi fir déi Zäit keng Pensiounsrechter unerkannt kruten? Wat ass d'Position vum deenen Här Ministere zu där Problematik a wéi erkläre si sech esou Zoustänn? Wéi vill Leit si vun där Problematik betraff?

3) Wéi kontrolléiert de Stat, datt all d'Katechete vun der kathoulescher Kierch sozialrechtlech korrekt ugemellt sinn (Pensiounsrechter, Krankkeess, etc...)?

4) Wat wëllen déi Här Ministere ënnerhuelen, fir datt déi betraffe Leit hir Pensiounsrechter och nodréiglech a kuerzfristeg kënnen unerkannt kréien?

Réponse commune (15.7.2011) de **Mme Mady Delvaux-Stehes**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*, **Mme Octavie Modert**, *Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative*, et de **M. François Biltgen**, *Ministre des Cultes*:

Les catéchistes en activité de service ont le statut de salariés et relèvent du droit privé. Leur salaire par contre est versé, pour des raisons de simplification administrative, par l'Administration du personnel de l'État, pour le compte de l'Archevêché. Par le biais des cotisations, le droit à pension est assuré auprès de la Caisse Nationale d'Assurance Pension.

Le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative n'a jusqu'à présent pas encore pris connaissance de doléances éventuelles des intéressés concernant leurs droits à pension. Si effectivement problème il y a, les intéressés sont évidemment invités à contacter nos services pour analyse de leurs dossiers respectifs et proposer, le cas échéant avec le concours de l'Archevêché et de la Caisse Nationale d'Assurance Pension, des solutions appropriées.

En tout état de cause, un droit à pension ne saurait en principe exister qu'auprès de ladite Caisse du régime général de pension alors que le régime de pension des fonctionnaires de l'État n'est pas applicable pour les cas d'espèce qui relèvent d'un régime de pension non public.

Il y a encore à relever que les enseignants en question ne relèvent administrativement pas du département des cultes, mais notamment du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et encore de celui de la Fonction publique.

Question 1518 (14.6.2011) de **MM. Fernand Diederich** et **Claude Haagen** (LSAP) concernant les frais d'inscription dans le cadre du stage pédagogique des stagiaires de l'enseignement postprimaire:

Selon un récent communiqué de presse du Syndicat Éducation et Sciences (SEW), le stage pédagogique des stagiaires de l'enseignement postprimaire donnant accès à la profession peut uniquement être effectué à l'Université du Luxembourg (UdL). Or, le SEW soulève que l'UdL demande aux futurs enseignants des frais d'inscription de 500 euros par an. Le SEW conclut que les futurs fonctionnaires doivent donc payer eux-mêmes leur formation initiale et obligatoire.

Dès lors, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Quand et par qui a été pris la décision de fixer le montant des frais d'inscription à l'UdL à 500 euros par an? Cette décision a-t-elle été prise d'un commun accord avec le Ministre de l'Enseignement supérieur? La question des futurs enseignants qui sont obligés de suivre les cours à l'UdL dans le cadre de leur stage a-t-elle été discutée dans ce contexte?

- Est-ce que le stage pédagogique en question peut être proposé par une autre université que l'UdL?

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que l'UdL reçoit une dotation de la part de l'État pour l'organisation de la formation pédagogique? Dans l'affirmative, à quel montant s'élève cette dotation budgétaire? Comment Monsieur le Ministre explique-t-il le fait, que d'un côté, l'UdL est subventionnée pour organiser la formation pédagogique et de l'autre côté, elle demande des frais d'inscription aux stagiaires?

- Est-il prévu d'exonérer les stagiaires des frais d'inscription à l'UdL?

Réponse (21.7.2011) de **M. François Biltgen**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

En réponse à la question parlementaire n°1518 des honorables Députés Fernand Diederich et Claude Haagen, je tiens à préciser que la réponse à cette question n'est pas de la compétence du Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche mais qu'elle relève exclusivement de l'Université du Luxembourg et du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.

Ceci étant, et après concertation avec le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, j'ai l'honneur de vous informer que l'Université du Luxembourg a fixé à 500 euros les frais d'inscription pour la totalité de la formation pédagogique. Pour rappel: la loi du 12 août 2003 autorise l'Université du Luxembourg à fixer et à prélever les droits d'inscription.

L'organisation du stage pédagogique des enseignants de l'enseignement secondaire est régie par une convention signée entre le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et l'Université du Luxembourg. Cette convention prévoit une prise en charge financière par le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle couvrant les dépenses encourues pour l'organisation du stage pédagogique. Dans le cadre de cette convention, l'Université du Luxembourg a reçu 834.204 euros au titre de l'année budgétaire 2010, montant qui équivaut à 0,7% des recettes totales de l'université.

Il a été décidé que les frais d'inscription relatifs à la formation pédagogique allaient être pris en charge dans le cadre de cette convention.

Question 1519 (14.6.2011) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant les cambriolages:

A leschter Zäit heefe sech d'Kloe vun de Leit am Land, speziell am Norden, iwwer Abréich an hir Haiser respektiv hir Gebaier, déi leider immens zougeholl hunn. Dëst féiert zu enger grousser Veronsécherung bei de Bierger.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un d'Här Ministere:

1) Bei wéi vill Abréich ass d'Police dëst Joer geruff ginn, fir ze intervenéiere respektiv eng Enquête ze maachen?

2) Wéi verhält dës Zuel sech mat den Zuelen aus de leschte fënnf Joer?

3) Wéi verhält dës Zuel sech no Regiounen?

4) Wéi ass d'Opklärungsquot dëst Joer respektiv déi lescht fënnf Joer?

5) Wéi eng Konklusioun kann een zéien aus der Opklärungsquot respektiv der Net-Opklärungsquote?

Réponse (20.7.2011) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

D'Police huet dëst Joer (bis den 21. Juni 2011) 1.492 Abréich an Abrechsversich festgestallt. 58% dovunner sinn a bewunnten Haiser, a bei 40% vun de Fäll constatéiert d'Police grand-ducale ee Versuch.

An der Annex fannt Dir déi vun lech gefrotten Donnéeën.

Den Opklärungstaux iwwert déi lescht fënnf Joer läit bei 7,69%.

Am Kader vun deene rezenten Abréich, esou wéi iwwert dat ganz Joer erduerch, féiert a mécht d'Police preventiv Patrullen an engagéiert natierlech all disponibel Mëttel, haapt-sächlich och aus dem Beräich vun der Spuresécherung an der Spureauswärtung, déi zur Verfügung stinn.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 1520 (15.6.2011) de **MM. Gilles Roth** et **Marcel Oberweis** (CSV) concernant la distribution à titre préventif de comprimés d'iode:

Il nous revient que les plans d'intervention d'urgence élaborés par les autorités fédérales belges prévoient l'approvisionnement gratuit en com-

primés d'iode de la population habitant dans le périmètre de sécurité d'une centrale nucléaire (rayon de +/- 25 km) auprès des pharmacies de la région. Le stockage des comprimés peut dès lors se faire au niveau de la résidence de la population à risque.

Il s'avère qu'au Luxembourg le stockage des comprimés d'iode est centralisé au niveau des communes, ce qui poserait des problèmes non négligeables de distribution en cas d'accident.

Dans ce contexte, nous voudrions poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Est-ce que le Gouvernement ne s'entend pas aligner sur la pratique belge en approvisionnant directement la population avec des comprimés d'iode dont la durée de validité est de dix au moins?

Réponse commune (21.7.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

La distribution d'iode stable est une des principales mesures de protection mises en œuvre dans le cadre du plan particulier d'intervention en cas d'un accident à la Centrale électronucléaire de Cattenom. Cette mesure de protection est une mesure efficace pour protéger notamment les enfants et adolescents et pour éviter des cancers de la thyroïde en cas d'exposition élevée à l'iode-131 radioactif rejeté lors d'un accident nucléaire.

La politique de mise en œuvre de cette mesure de protection variait pourtant fortement d'un pays à l'autre. Étant donné que cette situation risque de poser problème en cas d'un accident nucléaire aux confins d'un État, un groupe d'experts fut chargé en 2007 avec la mission d'élaborer des suggestions pour une meilleure harmonisation de ladite mesure entre la France, le Luxembourg, l'Allemagne, la Belgique et la Suisse. Cette harmonisation est en train d'être réalisée par ces pays.

Ce groupe d'experts a proposé des stratégies minimales communes, même si dans certains détails, ces stratégies, souvent pour des raisons administratives ou historiques, peuvent encore présenter de légères différences.

Ainsi, ce groupe d'experts a élaboré des références communes, comme par exemple:

- la définition des groupes cibles les plus vulnérables,
- les niveaux d'intervention communs pour les différents groupes d'âge,
- une posologie et une présentation uniforme des comprimés à distribuer à la population,
- une méthodologie d'évaluation commune en cas d'accident nucléaire,
- une politique de mise en œuvre cohérente et coordonnée.

En ce qui concerne le programme de distribution des comprimés d'iodure de potassium, les experts ont retenu certains principes communs, même si des différences subsistent entre ces différents pays:

- une distribution au préalable à la population est obligatoire pour la population vivant dans un rayon de 5 km autour d'une centrale électronucléaire,
- une distribution au préalable ou un système de stockage et des programmes de distribution sont à prévoir pour les groupes critiques vivant dans un rayon allant jusqu'à 20 km autour d'une centrale électronucléaire,
- une disponibilité de comprimés doit être garantie pour les groupes critiques vivant dans un rayon allant jusqu'à 100 km autour d'une centrale électronucléaire.

Dans une zone de 20 km autour des sites nucléaires de Doel, Tihange, Mol-Dessel (Belgique), Borssele (Pays-Bas) et Chooz (France), ainsi que de 10 km autour du site de Fleurus (Belgique), des comprimés d'iode sont préventivement mis à disposition des ménages et collectivités. Ces comprimés peuvent être retirés auprès d'une pharmacie locale. De grands stocks décentralisés se trouvant à l'extérieur de cette zone peuvent être rapidement amenés sur place afin d'être distribués à la population.

En France, la dispensation gratuite de comprimés à la population est assurée dans le rayon de 10 km autour des sites. La population est invitée à retirer leurs comprimés gratuitement dans les pharmacies. Au-delà d'un rayon de 20 km, les autorités détiennent des stocks centralisés.

En Allemagne, la gestion de crise est du ressort des différents «Länder» et les pratiques varient selon chaque «Land». La commission de radioprotection allemande (Strahlenschutzkommission) recommande la distribution au préalable à tous les ménages endéans un rayon de 5 km autour d'une centrale électronucléaire. Dans un rayon de 5 à 10 km, elle recommande soit une distribution au préalable, soit un stockage décentralisé dans les communes. Dans un rayon compris entre 10 et 25 km, elle recommande un stockage centralisé dans les communes, ainsi que pour un rayon allant de 25 à 100 km le stockage centralisé dans les régions.

Au Luxembourg, le plan particulier d'intervention en cas d'incident ou d'accident à la Centrale électronucléaire de Cattenom prévoit depuis 1986 que des comprimés d'iodure de potassium sont stockés dans les communes situées dans un rayon de 25 km autour de Cattenom. Pour les communes situées au-delà de ce rayon, des comprimés sont stockés dans les centres de secours respectifs de l'Administration des Services de Secours.

Il incombe aux responsables des administrations communales d'organiser la distribution de ces comprimés en cas de besoin, et de définir, voire d'organiser à l'avance la distribution dans leurs communes respectives.

Les conséquences de l'accident nucléaire survenu en 1986 à la Centrale nucléaire de Tchernobyl ont montré que les enfants et les adolescents sont les sujets les plus sensibles à l'iode radioactif, élément très volatil rejeté en quantités importantes dans l'environnement lors de cet accident. Pour garantir une meilleure disponibilité de ces comprimés pour les groupes d'âge les plus sensibles, le Ministère de la Santé a procédé depuis 2001 à la distribution de comprimés d'iodure de potassium dans les établissements scolaires du pays (garderies, crèches, écoles, lycées, etc.). De plus, une distribution au préalable de comprimés d'iode aux parents des nouveau-nés est établie dans les maternités du Grand-Duché. Ces dispositions sont complémentaires à celles qui sont décrites ci-dessus et ne sont pas susceptibles de remplacer la distribution à effectuer par les administrations communales respectives en cas d'urgence radiologique déclenchée par le plan particulier d'intervention de Cattenom.

Le Luxembourg ne procède pas à une distribution généralisée à la population de comprimés d'iodure de potassium à l'avance pour les raisons suivantes:

- une distribution à l'avance ne garantit nullement une meilleure disponibilité de ces comprimés en cas de situation accidentelle, puisqu'un bon nombre de ménages égare ses comprimés au cours des années,
- une distribution à l'avance peut poser le problème d'une absorption incontrôlée par exemple en cas d'incident ne justifiant pas une telle mesure de protection,
- l'expérience dans les pays européens montre que seulement une partie de la population se déplace pour retirer effectivement les comprimés dans les pharmacies.

Ces désavantages ont d'ailleurs été constatés dans le programme luxembourgeois de mise à disposition des comprimés au domicile des parents. Ces observations remettent non seulement l'efficacité du programme en question, mais peuvent également engendrer des risques de santé. En particulier, plusieurs pédiatres ont fait part de leur inquiétude concernant un nombre grandissant de nouveau-nés qui se sont vu administrer un ou plusieurs comprimés en dehors du contexte de l'urgence nucléaire. En réaction, la division de la radioprotection de la direction de la Santé a modifié en coopération avec des acteurs du terrain l'information liée à la distribution directe des comprimés aux parents des nouveau-nés.

En raison de la complémentarité des programmes luxembourgeois, les ministres soussignés, chargés de la mise en œuvre de la prophylaxie d'iode, estiment que l'accessibilité aux comprimés d'iode en cas d'urgence serait optimisée par rapport à un seul mode de distribution.

Question 1522 (15.6.2011) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant la **méthode de l'écholocation utilisée par les non-voyants comme méthode d'orientation et mode de déplacement**:

L'écholocation est la capacité à détecter et localiser des objets dans leur environnement à travers d'échos reçus de ces objets. Cette technique est similaire dans son principe au sonar actif et à l'écholocation employée par certains animaux comme les chauves-souris ou les

dauphins. Elle a été développée comme méthode d'orientation et de déplacement pour mal-/non-voyants par Daniel Kish. À noter que l'utilisation de l'ouïe par les personnes non voyantes n'est pas nouvelle. La première mention de cette technique remonte au 18^e siècle et les premières expériences scientifiques ont, quant à elles, débutées vers la moitié des années '40. Cette méthode a le mérite de favoriser l'autodétermination et l'indépendance des personnes mal-/non-voyantes. Elle permet à celles-ci de se déplacer n'importe où, de faire du mountain-bike comme le prouve son «inventeur» Kish, bref de s'adonner à la plupart des activités qui constituent pour une personne mal-/non-voyante en temps normal un vrai défi.

Or, cette méthode révolutionnaire est peu connue, quand bien même elle a de plus en plus d'adeptes à travers le monde. Il semblerait aussi que plus son apprentissage se fasse tôt, plus les personnes mal-/non-voyantes arriveraient à mieux s'adapter à toute sorte d'environnement.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et de Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- S'ils sont au courant de l'existence de cette méthode?
- Si elle est déjà appliquée au Luxembourg?
- Dans l'infirmative, s'ils estiment qu'elle mérite d'être promue?
- Dans l'affirmative, par quels moyens le Gouvernement entend-il promouvoir cette technique ou méthode?

- L'apprentissage d'une telle méthode notamment à l'étranger pourrait-elle être remboursée par la sécurité sociale du moins aussi longtemps qu'une telle offre n'existe pas au Luxembourg, respectivement aussi longtemps que celle-ci ne couvre pas de manière adéquate une éventuelle demande?

Réponse commune (27.7.2011) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*, et de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale*:

La technique de l'écholocation peut être appliquée en principe tant aux êtres humains qu'aux animaux à titre d'aide à l'orientation. Elle ne représente pas une technique particulière ni pour les personnes ayant une déficience visuelle, ni pour les non-voyants.

L'orientation avec l'aide de l'audition ou le sens du toucher est déjà renforcée chez les non-voyants dans le sens d'une compensation et n'exige généralement pas une formation technique spéciale et intensive. Ceci vaut surtout lorsque la longue vision est déjà diminuée depuis l'enfance.

L'on peut distinguer entre la perception naturelle des échos, qui est très développée auprès des personnes aveugles et malvoyantes qui ont une ouïe très sensible, et la technique de l'écholocation qui n'est possible qu'après un entraînement poussé lors d'une formation assez longue. La méthode s'utilise surtout conjointement avec une canne blanche, un chien guide d'aveugle ou avec la vision résiduelle.

En conséquence, l'application de l'écholocation est déjà utilisée dans un certain sens par des non-voyants.

En Belgique la technique de l'écholocation fait partie intégrante des cours de mobilité de la Ligue Braille. Au Grand-Duché de Luxembourg cette technique n'est pas expressément enseignée par les entraîneurs de mobilité, mais l'entraînement de mobilité d'une personne aveugle ou malvoyante inclut aussi le développement de l'ouïe en vue de la perception des échos pour s'orienter.

Le Ministère de la Famille et de l'Intégration n'a connaissance d'aucune personne au Grand-Duché de Luxembourg qui est spécialement entraînée dans cette méthode. Certaines personnes aveugles et malvoyantes utilisent la technique de la perception des échos pour s'orienter tout naturellement, si les conditions extérieures le permettent. En effet le bruit, la pluie etc. réduisent la fiabilité de la méthode de l'écholocation pour l'être humain.

Le temps nécessaire pour le perfectionnement de cette méthode semble toutefois être disproportionné par rapport à l'avantage attendu.

Jusqu'à la réévaluation scientifique, l'utilisation de cette méthode peut donc être utile dans certains cas précis, mais pour le moment elle semble inadéquate pour une application généralisée.

Conformément à l'article 3 du règlement grand-ducal modifié du 18 décembre 1998 fixant les modalités de la détermination de la dépendance, toute personne atteinte d'une

grave malvoyance peut bénéficier actuellement d'une prestation en espèce forfaitaire équivalente à six heures d'aide par semaine, ce qui revient approximativement à une valeur monétaire de 150 € par semaine. Ce forfait peut être utilisé pour le financement du coût d'un tel apprentissage à l'étranger.

En tout cas l'écholocation peut être un outil complémentaire, mais elle ne peut être promue outre mesure, car les personnes capables de se servir de cette méthode à un niveau poussé, comme Daniel Kish, sont assez rares. Les entraîneurs en mobilité peuvent enseigner cette technique aux personnes aveugles et malvoyantes afin de compléter leur entraînement, mais l'usage exclusif de la technique est quand même limité à un nombre restreint de personnes et reste toujours soumis à des influences externes.

Question 1523 (15.6.2011) de **M. André Bauler** (DP) concernant le **congé culturel**:

Le Gouvernement peut octroyer un congé culturel à des artistes créateurs, des interprètes de haut niveau, des experts en matière de culture et à des représentants des fédérations, des syndicats et des associations de travailleurs culturels résidant au Luxembourg. Ce congé a pour objet de permettre aux acteurs culturels de participer à des manifestations de premier plan, tant au Grand-Duché qu'à l'étranger, parallèlement à une activité professionnelle.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture:

- Madame la Ministre peut-elle fournir des informations sur le nombre de personnes qui ont pu bénéficier d'un congé culturel depuis l'introduction de ce dernier tout en indiquant les domaines artistiques les concernant?

- Madame la Ministre peut-elle retracer l'évolution des dépenses budgétaires liées à ce type de congé en différenciant selon le genre d'activité?

- Madame la Ministre peut-elle donner des précisions sur la composition de la commission consultative et sur la procédure selon laquelle elle recommande au Ministre d'accepter ou de refuser un congé culturel?

- Madame la Ministre n'estime-t-elle pas qu'il serait opportun d'évaluer la politique en la matière afin d'opérer, le cas échéant, des corrections de tir permettant d'assurer, si besoin en était, une répartition plus équitable des ressources destinées à financer le congé culturel? Dans l'affirmative, pour quand Madame la Ministre croit-elle pouvoir réaliser une telle évaluation?

Réponse (27.7.2011) de **Mme Octavie Modert**, *Ministre de la Culture*:

La loi portant institution d'un congé culturel a été votée le 12 juillet 1994 dans le but de soutenir la professionnalisation du secteur et des artistes. Le règlement grand-ducal qui fixe les modalités d'exécution de ladite loi est en vigueur depuis le 13 janvier 1995. De 1995 à début 2011, le Ministère de la Culture a traité 1.174 demandes en obtention de congé culturel. 823 requérants ont reçu une réponse positive et 3.294 jours de congé culturel ont été accordés.

Le tableau suivant reprend le nombre de demandes de congé culturel par domaine artistique.

1995-2010	total	accordé	refusé	jours accordés
musique	793	537	256	1.908
arts plastiques	25	17	8	89
photographie	13	9	4	61
littérature/livres	12	8	4	26
animation/spectacle	27	17	10	60
audio-visuel	15	13	2	64
danse	73	71	2	294
théâtre	150	107	43	582
autre	66	44	22	210
total	1.174	823	351	3.294

Les domaines les plus représentés sont la musique, le théâtre et la danse. Ceci s'explique par le fait que les projets impliquent souvent des ensembles musicaux ou théâtraux et, par conséquent, il y a forcément un certain nombre



de demandes regroupées par projet. Dans les domaines des arts plastiques, de la photographie ou encore de la littérature, les divers projets n'engendrent en général qu'une à deux demandes.

En ce qui concerne l'évolution des dépenses budgétaires, une ventilation selon les différents domaines artistiques n'étant pas possible, le tableau suivant retrace l'évolution des budgets et des dépenses effectuées dans le cadre de la loi portant institution d'un congé culturel. Les chiffres avant 2001 ne sont plus disponibles (2001: introduction du système SAP pour la gestion de la comptabilité de l'État).

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Budget voté (début d'année)	12.395	13.500	13.500	13.500	13.500	20.000	5.000	25.000	25.000	10.000
Budget total de l'année	12.395	43.500	13.500	38.500	13.500	20.000	6.629	25.000	25.000	10.000
Dépense totale de l'année	7.741,67	43.400,11	13.405,95	38.400,82	10.983,94	12.208,96	6.620,41	3.701,22	3.326,59	4.801,05

La commission consultative est composée de trois membres, dont deux fonctionnaires du Ministère de la Culture et un fonctionnaire du Ministère de l'Éducation nationale. Lorsqu'une demande en obtention d'un congé culturel parvient au Ministère de la Culture, il est tout d'abord vérifié si la demande est complète. Si tel est le cas, la commission étudie le dossier et vérifie si toutes les conditions légales pour l'obtention d'un congé culturel sont remplies. Puis, elle entend un expert quant à la manifestation pour laquelle un congé culturel est sollicité. L'avis final de la commission consultative se fait d'après l'évaluation de l'expert et d'après les dispositions budgétaires du Ministère de la Culture. Une fois l'avis formulé, celui-ci est transmis, avec la demande, à la Ministre de la Culture pour décision.

Le Gouvernement ne compte pas modifier actuellement les principes directeurs qui régissent certains types de congés extraordinaires existants comme le congé culturel.

Question 1524 (16.6.2011) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant le **programme «Vom Meister zum Master»:**

Die Hochschule Darmstadt beabsichtigt, zum Wintersemester 2011/12 im Rahmen eines Pilotprojektes einen „Meister zum Master“-Studiengang im Fachbereich Elektrotechnik einzuführen. Hierbei handelt es sich um einen direkten Studieneinstieg ohne vorgelagerten Bachelorabschluss, mit der Aussicht auf ein „Master of Science“-Diplom. Dabei werden insbesondere berufserfahrene Personen in Besitz eines Meisterbriefs im Bereich der Elektrotechnik visiert. Darüber hinaus können Personen zugelassen werden, die über Abschlüsse verfügen, die mit der Meisterprüfung gleichgestellt sind oder eine berufliche Aufstiegsfortbildung beziehungsweise eine Berufsausbildung vorzeigen können.

Das Programm „Vom Meister zum Master“ bedingt zunächst einen sich über zwei Semester ziehenden Vorbereitungskurs, mittels welchem die spezifischen Kenntnisse in den Bereichen Mathematik, Naturwissenschaften und Programmierertechnik sowie Methoden des wissenschaftlichen Arbeitens vermittelt werden. Nach erfolgreichem Abschluss dürfen die Teilnehmer mit den Bachelorabsolventen im Fernstudiengang Elektrotechnik teilnehmen. Das Studium kann mittels einzelner Module durchgeführt werden, wobei jedes Modul mit einem Hochschulzertifikat abschließt, das Studium kann sich demzufolge über mehrere Jahre verteilen.

In diesem Zusammenhang möchte ich dem Herrn Hochschulminister folgende Fragen stellen:

- Herr Minister, wäre es nicht sinnvoll, ein ähnliches Pilotprojekt an der Universität Luxemburg anzubieten, da neben der Wissensvermittlung und Forschung die berufsbegleitende Weiterbildung ein weiteres wichtiges Standbein darstellt?

- Könnte beim Aufbau eines solchen Fernstudiengangs „Vom Meister zum Master“ in Elektrotechnik nicht auf die Zusammenarbeit mit den Hochschulinstitutionen der Großregion, die sich in der Universität der Großregion (UdG) zusammengeschlossen haben, zurückgegriffen werden?

Réponse (21.7.2011) de **M. François Biltgen**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Die Frage des Herrn Abgeordneten betrifft die Einführung eines Studienganges an der Universität Luxemburg. Hier muss hervorgehoben werden, dass die Einführung neuer Studiengänge in der Autonomie der Universität verankert ist. Es obliegt also nicht dem Minister für Hochschule und Forschung zu entscheiden, ob ein solches Projekt sinnvoll ist, oder gar der Universität vorzuschreiben, ein solches Pilotprojekt anzubieten.

Des Weiteren sollte man feststellen, dass es sich bei der Universität der Großregion um ein Interreg-Projekt handelt, das nicht zum Ziel hat, neue Studiengänge einzuführen.

Question 1525 (16.6.2011) de **Mme Nancy Arendt** (CSV) concernant le **congé linguistique:**

La loi du 17 février 2009 porte introduction d'un congé linguistique dont peuvent bénéficier les salariés normalement occupés sur le territoire luxembourgeois et les personnes exerçant une activité professionnelle indépendante ou libérale. Sachant que la non-maîtrise de la langue luxembourgeoise dans certains secteurs comme par exemple celui de la santé ou du commerce peut causer des problèmes réels pour une partie de la population résidente, le congé linguistique constitue incontestablement un pilier important tant de l'intégration sur le marché de l'emploi que de l'intégration dans la société luxembourgeoise.

C'est dans ce contexte que j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Quel est le pourcentage de travailleurs au Luxembourg maîtrisant la langue luxembourgeoise?

- Combien d'entreprises ont eu recours au congé linguistique?

- Combien de salariés ou autres professionnels ont profité d'une formation en luxembourgeois? Quelles sont les nationalités qui profitent le plus de cette mesure? Quelle est leur moyenne d'âge?

- Combien de demandes ont recueilli un avis défavorable de l'employeur et combien de ces demandes ont été reportées?

- Est-ce que le Ministre est d'avis qu'il serait nécessaire de sensibiliser davantage les personnes de la possibilité de profiter des congés linguistiques?

- Est-ce que les professionnels qui ont profité du congé linguistique utilisent fréquemment la langue luxembourgeoise dans leur vie professionnelle?

- Y a-t-il des informations sur la mise en pratique et les répercussions sur le terrain de cette mesure?

Réponse (21.7.2011) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

Concernant le pourcentage de travailleurs au Luxembourg maîtrisant la langue luxembourgeoise, le Ministère ne possède malheureusement pas d'informations.

Comme le droit au congé linguistique est un droit individuel du salarié respectivement de l'indépendant, ce ne sont pas les entreprises qui ont recours au congé linguistique mais les individus.

Jusqu'à présent le total des dossiers de demandes d'octroi d'un congé linguistique est de 823, dont 17 indépendants, et les demandeurs salariés travaillent auprès de 165 entreprises différentes.

La nationalité des personnes bénéficiant d'un congé linguistique n'est pas connue, mais concernant le lieu de résidence, les données suivantes peuvent être fournies:

Belgique	Allemagne	France	Luxembourg	Inconnu
147	20	343	700	9

Concernant les tranches d'âge les plus représentées, il y a lieu de donner les informations suivantes:

1940-1949	1950-1959	1960-1969	1970-1979	1980-1989	1990-1995
2	48	212	374	175	2

Un nombre total de 41 demandes d'octroi au congé linguistique ont dû être refusées.

La majorité de ces refus ont été motivés par le fait que les cours n'avaient pas lieu pendant le temps normal de travail et ne donnaient donc pas lieu à un congé spécial.

Seules trois demandes ont été avisées défavorablement par l'employeur concerné, mais sur le report éventuel d'une demande de congé linguistique il n'y a pas de données disponibles.

Afin de faire profiter un maximum de personnes du congé linguistique, il serait effectivement opportun de réfléchir à lancer une nouvelle campagne d'information sur le sujet et ce éventuellement dans le cadre plus global de la promotion de la formation professionnelle continue.

Quant à l'utilisation de la langue luxembourgeoise dans la vie professionnelle, il n'y a pas d'informations concrètes disponibles.

Néanmoins, le fait que le principal domaine d'activité des entreprises encourageant leurs salariés à recourir au congé linguistique est celui de la santé et des soins laisse conclure à une répercussion positive sur le milieu du travail.

Question 1527 (17.6.2011) de **Mme Martine Mergen** (CSV) concernant l'**officier de police judiciaire:**

De nombreuses lois éparses et diverses ont, ces dernières années, accordé la qualité d'officier de police judiciaire à des fonctionnaires.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut m'indiquer le nombre total de fonctionnaires ayant à ce jour cette qualité et leur répartition par ministère et administration?

Réponse commune (18.7.2011) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Justice*, et de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Le tableau en annexe datant de 2009 renseigne sur le nombre de fonctionnaires par ministère ayant la qualité d'officier de police judiciaire.

Si l'on entend actualiser ces chiffres, il faudra procéder par lettre circulaire adressée à tous les ministères et administrations, ce qui entraînerait des retards pour l'élaboration de la réponse.

(tableau à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 1528 (20.6.2011) de **M. Fernand Etgen** (DP) concernant l'**assermentation des officiers de police judiciaire de l'Administration des Douanes et Accises:**

Actuellement les officiers de police judiciaire de l'Administration des Douanes et Accises doivent à chaque modification des dispositions légales qui les concernent à nouveau prêter serment. Or, de plus en plus de personnes concernées ne résident plus au Luxembourg et, selon mes informations, leur assermentation semble poser certains problèmes.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me dire où et par qui sont assermentés les officiers résidant à l'étranger?

- Existe-t-il des dispositions légales prévoyant l'assermentation d'officiers de police judiciaire résidant à l'étranger?

- Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d'avis que les officiers de police judiciaire de l'Administration des Douanes et Accises devraient, à partir d'un certain grade, prêter serment une seule fois seulement?

Réponse (27.7.2011) de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances:*

Pour certaines missions légales, les fonctionnaires de l'Administration des Douanes et Accises (ADA) doivent justifier, d'une part, d'un grade d'ancienneté défini et, d'autre part, prêter un serment spécifique devant le tribunal d'arrondissement de leur résidence afin d'acquiescer la qualité d'officier de police judiciaire (OPJ) en vertu de l'article 15 du Code d'instruction criminelle. Au cas où les fonctionnaires de l'ADA n'ont pas leur résidence au Luxembourg (à l'heure actuelle environ 15 fonctionnaires sont concernés), l'ADA affecte ces fonctionnaires prioritairement à des missions ne requérant pas nécessairement la qualité d'OPJ. L'impact de cette mesure ne perturbe pas outre mesure le bon fonctionnement des services de l'ADA et une modification des dispositions législatives ne s'impose pas. Toutefois, afin de tenir compte de la vie en Grande Région, je compte prévoir dans le cadre d'une réforme future la compétence du tribunal d'arrondissement du lieu de travail pour la prestation de serment.

Question 1529 (20.6.2011) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant la **télé médecine:**

Ein Beitrag in der Luxemburger Presse berichtet von einer kürzlich in die Praxis umgesetzten Initiative in der sogenannten „Kannerklinik“ des Centre Hospitalier de Luxembourg.

So wird berichtet, dass Eltern ihre Neugeborenen fast ununterbrochen im Internet beobachten können, mittels einer über Internet geschalteten Verbindung zu einer Webkamera, die Bilder des Neugeborenen überträgt. Dabei sollen die übertragenen Bilder datengeschützt und der Zugang für die Eltern nur mit speziellen angelegten Benutzernamen und Passwort möglich sein.

Es wird ersichtlich, dass hier eine integrierte Dienstleistung geschaffen wurde, die sich das Potenzial von modernen Informations- und Kommunikationstechnologien im Bereich der medizinischen Versorgung zunutze macht, um auf eine neuartige Art und Weise einen Mehrwert in der „telemedizinischen“ Versorgung von Patienten und Angehörigen „auf Distanz“ zu generieren.

Auf der Basis dieser neuartigen Dienstleistung könnten weitere und ähnliche telemedizinische Initiativen genommen werden, beispielsweise für die Einholung von Zweitmeinungen, für interaktive telemedizinische Beratungen und Sprechstunden - ein Blick auf die vielfältigen Dienstleistungen des Schweizer Zentrums für Telemedizin (www.medgate.ch) genügt, um sich ein umfassendes Bild zu machen.

Deshalb möchte ich folgende Fragen an den Herrn Minister stellen:

1) Wie finanziert sich diese Dienstleistung nunmehr im tagtäglichen Betrieb der Kinderklinik? Müssen Eltern, die diese Dienstleistung nutzen wollen, die anfallenden Kosten selbst tragen?

2) Welche öffentlichen Träger haben bei der Umsetzung dieses Projektes finanzielle Mittel zur Verfügung gestellt? War es ein Pilotprojekt?

3) Wird es nunmehr nach den ersten Erfahrungen zu einer landesweiten Ausweitung dieses Dienstes für alle Abteilungen der „Neonatalogie“ kommen?

4) Inwiefern hat der Minister die Idee und die Konkretisierung dieser Initiative unterstützt? Wird der Minister diese Initiative als gelungenes Beispiel verwenden, um weitere Internetanwendungen in der nationalen Gesundheitsversorgung bei den einzelnen Dienstleistern im Gesundheitswesen einzufordern?

5) Wie sieht der Minister diese neue Entwicklung von Überwachung auf Distanz für das nationale Gesundheitswesen?

6) Gibt es eine nationale Strategie für die zukunftssträchtigen Dienstleistungen der Gesundheitsversorgung „auf Distanz“ unter Verwendung des Internets?

7) Wenn ja, wie sieht sie aus und wo können die einzelnen Zielsetzungen und ihre konkreten Umsetzungsmaßnahmen nachgelesen werden?



Réponse (27.7.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

Die Gesundheitskasse stellt den Spitälern im Rahmen des jährlichen Gesamtfinanzierungsvolumens Gelder zur Verfügung, um Investitionen zu tätigen, welche nicht einer vorherigen Erlaubnis seitens der Gesundheitskasse bedürfen.

Das Angebot des Centre Hospitalier de Luxembourg, das den Eltern von in der Kinderklinik hospitalisierten Kindern die Möglichkeit bietet, via Internet mit diesen zu kommunizieren, wurde auf diese Weise finanziert.

Grundsätzlich ist es den einzelnen Spitälern überlassen, welche Investitionen sie als notwendig und vorrangig im Interesse der Patienten ansehen und tätigen. Die Gesundheitskasse interveniert nicht in diesen Entscheidungsprozessen.

Question 1530 (20.6.2011) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant le **remboursement des dispositifs médicaux**:

In einer vor kurzem vorgetragenen parlamentarischen Frage (cf. *compte rendu n°12/2010-2011 - question parlementaire n°1312/Remboursement des sondes urinaires à usage unique*) wurde indirekt die Problematik der Finanzierung von Material für die Versorgung von Kranken durch die CNS angesprochen. In seiner Antwort geht der Minister auf die derzeitige Praxis ein, die darin besteht, einen Referenzpreis festzulegen, nach dem die Kosten des Materials von der CNS übernommen werden, wobei gewusst ist, dass der tatsächliche Verkaufspreis in der Apotheke höher liegt und der Patient eine Zuzahlung in Kauf nehmen muss. Bei chronischen Krankheiten ergibt sich somit über die Zeit ein nicht zu unterschätzender Anteil an Eigenbeteiligungen und Zuzahlungen.

In Kliniken, wo dasselbe Material verwendet wird, steht dieses dem Patienten, der stationär behandelt wird, gratis zur Verfügung. Logisch wäre, dass dieselben Regeln für Patienten in stationärer wie in ambulanter Behandlung gelten.

Deshalb möchte ich folgende Fragen an den Herrn Minister stellen:

- 1) Denkt der Minister nicht auch, dass es einfache Wege geben kann, ausgewählten Gruppen von Patienten, die an Langzeitpathologien leiden, diese Zusatzkosten zu ersparen?
- 2) Wäre es denkbar, dass über eine einfache administrative Verfügung diesen Patienten beispielsweise Material aus den Klinikapotheken für den regelmäßigen Bedarf der Versorgung zu Hause zur Verfügung gestellt werden könnte, genauso wie dies bereits heute für Patienten, die über die „Soins palliatifs“ versorgt werden, geschieht?
- 3) Würde, über den gemeinsamen Einkauf von Materialien im Rahmen des EHL-Projektes, auch und vor allem der betroffene Patient mit chronischen und multimorbiden Leiden in den Genuss günstigerer Einkaufspreise kommen?
- 4) Kann der Minister über entsprechende Hochrechnungen anhand der CNS-Datensätze errechnen lassen, was die jährliche Summe an Zuzahlungen/Eigenbeteiligungen am Erwerb von notwendigem Material aller Patienten, die zu Hause versorgt werden und für die das Material „auf dem freien Markt“ erworben wird, ergibt?

Réponse (27.7.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

1) Bei der Festlegung des Referenzpreises, von dem die persönliche Beteiligung des Patienten abhängt, bezieht die Gesundheitskasse sich auf die in Luxemburg üblichen Preise sowie auf jene, welche in den Nachbarländern festgelegt werden, und auf die Höhe der dort gültigen Patientenzuzahlungen. Da diese Preise in Luxemburg nicht reglementiert sind, können sie von einem Lieferanten zum anderen stark variieren und demzufolge ist es für die Gesundheitskasse schwierig, die persönliche Beteiligung des Patienten genau einzuschätzen.

2) Die geographische Verteilung der dem Publikum zugänglichen Apotheken und der anderen Lieferanten garantiert den Versicherten einen optimalen Zugang zu medizinischen Materialien sowie eine professionelle diesbezügliche Beratung und durchgehende Öffnungszeiten. Die Rolle der pharmazeutischen Abteilungen der Spitäler beschränkt sich auf die Versorgung mit jenen Materialien, welche bei Behandlungen

gen innerhalb der Spitäler benötigt werden. Strukturell und organisatorisch sind die Spitäler nicht darauf ausgerichtet, die pharmazeutische Versorgung außerhalb ihres Wirkungsbereiches abzusichern, umso mehr als die Auswahl der im Spitalbereich benutzten Materialien von denjenigen Materialien abweichen kann, welche außerhalb des Spitals benutzt werden.

3) Die Eigenschaften des im Spitalbereich benutzten Versorgungsmaterials, welches ausgelegt ist, um Patienten in einer akuten Phase oder in einer postoperativen Phase zu versorgen, können sich stark von jenen unterscheiden, welche das außerhalb des Spitals benutzte Material haben sollte. Die Arbeitsprozesse, die hygienischen sowie die finanziellen Auflagen sind weitere Faktoren, welche die Auswahl der Versorgungsmaterialien in den Spitälern beeinflussen.

4) Die Gesundheitskasse prüft in regelmäßigen Abständen die Höhe der jeweiligen Patientenzuzahlungen.

Question 1531 (20.6.2011) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant l'**informatique médicale**:

Im Rahmen der praktischen Umsetzung der Reform zur Gesundheitsversorgung geht es unter anderem um die Einführung einer elektronischen Patientenakte (dossier de soins partagé). Um das erfolgreiche Gelingen dieses Vorhabens zu garantieren, müssen notwendige Kompetenzen aufgebaut werden und genügend Experten zur Verfügung stehen. Der Aufbau einer solchen Datenbank und der notwendigen Informationssysteme kann nur gelingen, wenn an der Basis eine integrierte und interaktive Zusammenarbeit zwischen Medizinern, Pflegefachkräften und anderen Experten im Gesundheitswesen auf der einen Seite, sowie IT-Spezialisten auf der anderen Seite stattfindet.

Deshalb möchte ich folgende Fragen an den Herrn Minister stellen:

- 1) Gibt es konkrete Ansätze, um in den hiesigen Kliniken medizinische Informatikabteilungen aufzubauen, in denen „Medizin-Informatik-Projekte“ von qualifizierten Experten, die sich sowohl aus den Gesundheitsberufen wie aus IT-Spezialisierungen rekrutieren, umgesetzt werden?
- 2) Gibt es Initiativen in den einzelnen Kliniken des Landes, die darin bestehen, alle relevanten Interessengruppen an einem solchen „Medizin-Informatik-Projekt“ im Rahmen einer solchen medizinischen Informatikabteilung zusammenarbeiten zu lassen?
- 3) Gibt es hierzulande nationale Vorgaben, solche Abteilungen nach bestimmten einheitlichen Rahmenbedingungen innerhalb eines bestimmten vorgegebenen Zeitrahmens aufzubauen?
- 4) Gibt es beispielsweise in den für das nationale Klinikwesen anwendbaren Besoldungstabellen Funktionen, die spezifisch Qualifikationen und Fähigkeiten im Bereich der medizinischen Informatik abdecken? Sind diese Karrieren bereits im nationalen Gesundheitssystem definiert und offiziell anerkannt? Sind sie im Kollektivvertrag der EHL für die Kliniken des Landes bestimmt und tarifiert?
- 5) Falls nicht, wird der zuständige Minister dafür schnellstmöglich bei Bedarf die konkreten regulatorischen Grundlagen definieren wollen und die entsprechende politische Initiative vornehmen?

Réponse (27.7.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

Alle luxemburgischen Spitäler verfügen über eine eigene IT-Abteilung, die sowohl die EDV-Bedürfnisse der Verwaltung als auch jene der Ärzte und des medizinischen Fachpersonals des Spitals begreift.

Es gibt eine Initiative seitens der Entente des hôpitaux luxembourgeois, welche darauf hinauszielt, verschiedene EDV-Anwendungen zusammenzulegen (Schaffung eines sektorgebundenen Informatikzentrums). Durch diese Zusammenlegung könnte eine Spezialisierung der bestehenden Abteilungen unterstützt werden und die Entstehung von medizinisch ausgerichteten EDV-Abteilungen gefördert werden.

Zurzeit werden die medizinisch ausgebildeten Informatiker nicht separat in der Gehälterliste der Spitäler aufgeführt. Es handelt sich normalerweise um Mitarbeiter, welche ein Universitätsstudium abgeschlossen haben und die dementsprechend bezahlt werden.

In der medizinischen Informatik kommt es genau wie in anderen Bereichen darauf an, dass der Informatiker nicht nur auf ein umfassendes EDV-Wissen zurückgreifen kann, sondern zu-

gleich auch über die benötigten fachlichen, sprich medizinischen Kenntnisse verfügt. In dieser Hinsicht ist also der medizinische Informatiker eine Fachrichtung des Informatikers schlechthin und nicht anders zu behandeln als jeder andere Informatiker, der sich in ein berufliches Fachgebiet einarbeiten muss.

Question 1532 (20.6.2011) de **M. François Bausch** (*déi gréng*) concernant la **retenue à la source de l'impôt sur les revenus de l'épargne que le Luxembourg doit transférer à l'État de résidence fiscale des résidents fiscaux d'un autre État membre de l'Union européenne**:

Par la loi du 21 juin 2005 transposant en droit luxembourgeois la directive 2003/48/CE du 3 juin 2003 de l'UE, l'État luxembourgeois a introduit une retenue à la source de l'impôt sur les revenus de l'épargne. Pour les résidents fiscaux d'un autre État membre de l'Union européenne les montants de ces retenues sont transférés à 75% de façon agréée à l'État de résidence fiscale.

Selon des articles de la presse locale, le Luxembourg - contrairement à d'autres pays pratiquant la retenue à la source - n'a pas rendu public les montants dus aux différents pays membres de l'UE pour les années 2009 et 2010.

Pour cette raison, je me permets de demander les informations suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Quels sont les montants dus aux différents pays membre de l'UE en matière de retenue à la source des impôts sur les revenus d'épargne pour les années 2009 et 2010?
2. Quelles mesures sont prévues pour rendre la publication de ces chiffres automatique?

Réponse (27.7.2011) de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*:

Les tableaux de 2009 et 2010 renseignant sur les recettes perçues dans le cadre de la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts sont joints en annexe. Une ventilation des différents États membres de l'Union européenne, des territoires dépendants ou pays de résidence y est également prévue. Les données y contenues sont accessibles sur le site du Ministère des Finances.

(*annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire*)

Question 1533 (20.6.2011) de **M. Félix Eischen** (CSV) concernant le **«littering»**:

Le «littering», l'abandon sauvage de déchets au bord des routes, est un phénomène qui a pris de plus en plus d'ampleur au Luxembourg. En 2008, 89 kg de déchets par km ont été collectés le long des routes nationales et 309 kg de déchets par km le long des autoroutes. Dans le cadre de la présentation du nouveau projet de loi relatif aux déchets, Monsieur le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures a annoncé une série de campagnes d'information et de sensibilisation dont une sur le phénomène du «littering».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:

- Comment et par quelles mesures Monsieur le Ministre entend-il résoudre le problème du «littering»?
- Est-il prévu d'instaurer des amendes pour sanctionner les auteurs du «littering» à l'instar du modèle wallon (existence d'amendes administratives pouvant être infligées directement aux contrevenants par la «police domaniale») et, le cas échéant, qui pourrait être habilité à prononcer et percevoir de telles amendes (agents municipaux, police etc.)?
- Afin de sensibiliser et de responsabiliser les pollueurs ainsi que le grand public, est-il prévu d'installer des panneaux d'information le long des routes à l'instar des panneaux de la «sécurité routière»?
- De façon générale, Monsieur le Ministre estime-t-il que les poubelles dans les villes et villages et au bord des routes sont en nombre suffisant pour assurer la propreté dans les lieux publics?

Réponse (25.7.2011) de **M. Marco Schank**, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*:

La question parlementaire de Monsieur le Député Félix Eischen relève la problématique du «littering» en bordure de route. De manière générale on entend par «littering» le dépôt ou le fait de jeter de manière inattentive des déchets en dehors des contenants réservés à cet effet, ce qui peut avoir lieu aussi bien dans la nature que sur le bord des routes ou dans des espaces publics.

En date du 5 juillet 2011 la campagne, «antilittering» 2011 «Keen Dreck op d'Strooss» a été présentée lors d'une conférence de presse. La campagne a pour objectif de sensibiliser les usagers du réseau routier luxembourgeois au littering et d'encourager à une démarche plus respectueuse de l'environnement naturel. Les supports de la campagne sont les affiches le long des autoroutes et des routes nationales, des affiches à l'intérieur des autobus du réseau RGTR, des affiches dans les lieux publics (communes, administrations, ...), des affiches sur les bus «Full back», un concours de jeux et une installation de sensibilisation sur l'aire de Berchem.

La première phase de la campagne se déroulera du 4 juillet au 31 juillet 2011 avec les partenaires suivants: Société Nationale de Contrôle Technique, Automobile Club Luxembourg, Sécurité routière et le Syvicol. Une deuxième phase est prévue pour 2012.

Le Ministère du Développement durable et des Infrastructures a par ailleurs déjà lancé les initiatives suivantes en la matière:

- Un soutien financier a été accordé par le Fonds pour la protection de l'environnement à la ville de Luxembourg en 2011 dans le cadre du projet-pilote «Manifestations respectueuses de l'environnement - Summer in the City». Le projet-pilote vise la mise en place de récipients réutilisables avec consigne lors des manifestations publiques. Ce projet-pilote fournira un exemple pour d'autres communes et éventuellement pour une réglementation future en la matière.

- Un soutien financier a également été accordé par ledit fonds à la ville de Dudelange pour sa campagne «antilittering» en milieu urbain en 2008.

- L'étude «Ausmaß, Qualität und Implikationen von Littering im Großherzogtum Luxemburg» sur commande de l'Administration de l'Environnement a été réalisée en 2009 analysant le «littering» le long des autoroutes et des routes nationales.

- Les campagnes sont téléchargeables du site Internet du portail de l'environnement <http://www.environnement.public.lu/dechets/dossiers/littering/index.html>

- Le projet «gobelets réutilisables», projet commun de l'Administration de l'Environnement et de la Fondation ÖkoFonds a été réalisé en 2007 dans le cadre de «Luxembourg et Grande Région, capitale européenne de la culture».

La loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets ne prévoit pas d'avertissements taxés. Conformément à l'article 25 de cette loi, toute infraction est constatée par procès-verbal faisant foi jusqu'à preuve du contraire.

Or, l'article 36 de la directive européenne 2008/98/CE relative aux déchets dit que «Les États membres prennent les mesures nécessaires pour interdire l'abandon, le rejet ou la gestion incontrôlée des déchets». Ce même article précise que des sanctions effectives proportionnées et dissuasives soient mises en œuvre. Afin de satisfaire à ces obligations, le projet de loi n°6288, transposant en droit luxembourgeois cette directive européenne, prévoit dans son article 42 que tout abandon, rejet ou gestion incontrôlée des déchets sont interdits. Dans son article 48 la base juridique pour d'éventuels avertissements taxés est prévue. Outre la police, les agents en charge de la recherche et de la constatation des infractions envers les dispositions de la loi «déchets» seraient alors également habilités à dresser des avertissements taxés.

Dans le cadre de la campagne antilittering 2011 «Keen Dreck op d'Strooss» les 45 panneaux mis en place le long des autoroutes et des routes nationales sont utilisés. À ceci s'ajoutent également des affiches sur les bus «Full back».

Bien que les individus évoquent souvent un manque de poubelles comme cause du littering, ceci n'est pas vérifié par les observations dans de nombreux cas. En effet, les études démontrent qu'en milieu urbain plus de 50% des actes de littering se situent à moins de cinq mètres d'une poubelle non pleine et 10% des actes de littering se situent à moins d'un mètre d'une poubelle.



Question 1534 (20.6.2011) de **M. Félix Braz** (*déi gréng*) concernant l'évaluation par la Commission des accords de réadmission que l'UE a conclus avec des pays tiers:

La Commission européenne a présenté le 23 février une évaluation des accords de réadmission que l'UE a conclus avec des pays tiers (Document COM(2011) 76 final) qui a été à l'ordre du jour du Conseil Justice et Affaires intérieures le 9 juin dernier. Cette évaluation se base sur un questionnaire adressé aux pays membres et un autre adressé aux pays tiers. Selon le rapport de la Commission, elle a reçu des réponses de 21 pays membres, mais pas du Luxembourg.

Le rapport fait une évaluation critique de la mise en œuvre des accords notamment dans les pays tiers et ceci particulièrement pour ce qui concerne le suivi des personnes réadmissibles.

Dans ce contexte, je souhaite avoir les renseignements suivants:

1. Quelle est l'appréciation du Ministre de l'évaluation faite par la Commission de l'UE?
2. Pourquoi est-ce que le Luxembourg n'a pas participé au processus d'évaluation entrepris par la Commission?
3. Concernant le suivi de la mise en œuvre de ces accords faite dans les «comités conjoints en matière de réadmission», est-ce que le Gouvernement participe aux réunions de ces comités pour les pays tiers vers lesquels le Luxembourg refoule un nombre particulièrement important de personnes?
4. Est-ce que le Gouvernement est prêt à remettre les rapports de ces réunions à la Commission parlementaire en charge du dossier?
5. Est-ce que le Gouvernement est d'accord avec la présence de représentants-observateurs du Parlement européen dans lesdits comités?
6. Est-ce que le Gouvernement soutient la proposition de la Commission d'admettre des représentants d'ONG en tant qu'observateurs dans lesdits comités?

Réponse (21.7.2011) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*:

Aux différentes questions j'aimerais répondre comme suit.

1. Je partage entièrement l'analyse faite par la Commission européenne dans le cadre de l'évaluation des accords de réadmission conclus par l'UE. Ces accords apportent une valeur ajoutée réelle en tant qu'instruments d'une politique efficace en matière de retour contribuant ainsi à la lutte contre l'immigration illégale. Par ailleurs, il importe de chercher à intégrer à l'avenir, comme le précise la Commission, les questions de réadmission dans un cadre plus large et cohérent de coopération avec les pays tiers. Les directives de négociation devront dorénavant prévoir des mesures d'incitation spécifiquement conçues (p. ex. assouplissement des régimes des visas) pour le pays tiers concerné, afin de lui offrir une contrepartie politique. Les difficultés rencontrées lors des négociations avec certains pays tiers montrent clairement que sans contrepartie il restera difficile de faire avancer ces dossiers. Nonobstant la prise en compte de mesures incitatives, je persiste à croire qu'il faut continuer à observer le principe «pas d'accord à tout prix». Au vu de ce qui précède, il appartient dès lors à la Commission européenne de poursuivre les dialogues engagés avec certains pays tiers et d'étudier la possibilité de lancer de nouvelles négociations avec d'autres pays tiers en fonction de l'importance, voire de l'urgence des flux migratoires provenant de ces pays.

2. Si le nombre de demandes de protection internationale évoluait lentement au courant des trois dernières années (463 personnes en 2008, 505 personnes en 2009 et 786 personnes en 2010), ce nombre a connu une progression inquiétante pendant le premier semestre de l'année en cours (895 personnes de janvier à juin 2011). Malgré un léger renforcement des effectifs par des agents engagés à durée déterminée, mes services ont de plus en plus de difficultés face à cette augmentation massive des demandes. Il va par ailleurs sans dire que le nombre de recours déposés devant les juridictions administratives, ainsi que le nombre de questionnaires envoyés par les institutions européennes (ou d'autres instances) ont également augmenté ces dernières années. Tous ces facteurs ne font qu'alourdir davantage la charge de travail de mes services qui essayent de gérer prioritairement les urgences. Il faut donc établir des priorités compte tenu des ressources humaines disponibles.

3. Je considère que les comités conjoints en matière de réadmission sont à considérer comme des instruments essentiels dans le cadre

du suivi de la mise en œuvre des accords de réadmission conclus par l'UE. Il va de soi que la contribution des experts nationaux est pertinente en raison de la technicité de cette matière. Le Luxembourg participe au cas par cas aux réunions de ces comités, en fonction de l'ordre du jour, notamment si celui-ci concerne des pays tiers qui, en matière de réadmission, ont leur importance pour le Luxembourg.

4. Questionnée sur le caractère public des rapports de réunion, la Commission européenne précise que le règlement intérieur de tous les comités conjoints en matière de réadmission mis en place dispose que les rapports et autres documents des comités sont à traiter de manière confidentielle. En conséquence, ces documents ne sont pas rendus publics. Ces documents ne concernent pas exclusivement l'UE. Leur propriété est partagée avec les pays tiers concernés. Il faudrait donc au moins demander l'accord de ces pays avant de rendre les documents publics.

5. Cette mesure est envisageable dans un esprit de transparence. Je ne m'y oppose pas dès lors qu'une telle mesure dégage une valeur ajoutée, ne retarde pas les travaux des comités conjoints, le tout dans un cadre de travail clairement délimité.

6. Je donne à considérer que cette pratique existe déjà dans les différents groupes de travail au sein du Conseil. À ma connaissance, les ONG ne sont pas systématiquement invitées à participer auxdits groupes de travail, mais plutôt au cas par cas en fonction de l'agenda et de l'opportunité de les y convier. Cette méthode de travail pourrait également être conçue pour les réunions des comités conjoints en matière de réadmission sous réserve d'un accord préalable des experts nationaux, ainsi que de la coprésidence, à savoir la Commission européenne et le pays tiers concerné et, évidemment, d'une plus-value qui s'en dégagerait. Enfin, en ce qui concerne les ONG susceptibles de participer en tant qu'observateurs, j'entends par là des acteurs compétents sur le terrain, notamment des organisations non gouvernementales reconnues dans les pays tiers en question.

Question 1538 (21.6.2011) de **M. Alex Bodry** (*LSAP*) concernant les règles de succession au trône:

La Cour grand-ducale vient d'annoncer que le pacte de la famille de la Maison Nassau a été modifié en ce qui concerne les règles de succession au trône.

Si l'on peut se féliciter que soit mis fin à la discrimination des femmes dans l'ordre de succession au trône, se pose la question de la valeur légale d'une telle modification.

- 1) J'aimerais savoir de la part du Ministre d'État, si le Gouvernement estime que cette modification du pacte de famille de la Maison Nassau est suffisante pour produire les effets légaux souhaités.
- 2) Ne faudrait-il pas faire approuver ce changement du pacte de famille par une loi alors que c'est une loi du 16 août 1907 qui a conféré force de loi à l'ancien texte?
- 3) Le principe du parallélisme des formes en matière de droit public n'impose-t-il pas de suivre la voie législative?
- 4) Le Gouvernement ne partage-t-il pas l'avis que la solution la plus satisfaisante tant du point de vue juridique que démocratique réside dans l'inscription dans le texte même de la Constitution des règles fondamentales régissant l'accès à la fonction de Chef de l'État?

Réponse (27.7.2011) de **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*:

Ad 1)
Au vu du libellé de l'article 3 de notre Loi fondamentale, le Gouvernement est d'avis que la modification du pacte de famille, qui a par ailleurs été publiée au Mémorial B du 23 juin 2011, est suffisante pour produire les effets légaux voulus. Pour plus de détails, le Gouvernement se permet de renvoyer aux développements qui figurent sous la réponse apportée à la deuxième question.

Ad 2)
L'article 3 de la Constitution se réfère expressément au pacte de famille. La disposition en question prévoit que «La Couronne du Grand-Duché est héréditaire dans la famille de Nassau, conformément au pacte du 30 juin 1783, à l'article 71 du traité de Vienne du 9 juin 1815 et à l'article 1^{er} du traité de Londres du 11 mai 1867». D'après la conception de notre Loi fondamentale, le pacte de famille constitue une sorte de Constitution bis dont le contenu est déterminé proprio motu par le Grand-Duc.

Pour modifier le pacte, il n'y a pas lieu de modifier la Constitution qui a conféré une délégation constitutionnelle au Grand-Duc pour le faire. Ainsi, tant le pacte, que les modifications subséquentes, valent par eux-mêmes. D'ailleurs, force est de constater que ni la Chambre des Députés, ni le Gouvernement, n'interviennent dans le choix du chef de l'État, fonction qui est transmissible dans la même famille de génération en génération.

Le précédent auquel se réfère l'honorable Député, à savoir la loi du 16 août 1907 (il y a lieu de lire loi du 10 juillet 1907), à l'occasion duquel la modification au pacte de famille décidée par le Souverain a fait intervenir le législateur, s'insère dans un contexte historique bien particulier. Les discussions parlementaires de l'époque font d'ailleurs clairement ressortir que la voie législative qui fut empruntée à ce moment n'avait pas fait l'unanimité. Dans son avis relatif au projet de loi de 1907 précité, le Conseil d'État a notamment donné à considérer ce qui suit: «Les nouvelles dispositions sont obligatoires par le seul effet de l'autorité réservée au Grand-Duc, leur validité ne dépend pas d'une consécration législative». La thèse défendue alors par le Président du Gouvernement Paul Eyschen pour soutenir la voie législative était que la loi avait pour objet d'accepter la modification apportée au pacte, modification appelée à entraîner une modification dans les règles de succession au trône, et de conférer au changement décidé par le Souverain, à tous égards, la stabilité dans toutes ses conséquences.

En tirant argument de la nature constitutionnelle du pacte de famille, le Gouvernement est cependant d'avis que le pacte a un effet équivalent à la Constitution. En cette qualité les dispositions échappent bien évidemment au contrôle du législateur et ne sauraient partant être soumises à une quelconque approbation par la loi. Pour être opposables, le Gouvernement est cependant d'avis qu'il est souhaitable que les dispositions du pacte soient publiées au Mémorial.

Ad 3)
Le Gouvernement renvoie aux développements sous le point 2 ci-avant pour soutenir qu'une loi ordinaire, dont le vote est soumis pour le surplus à la majorité simple, ne saurait cadrer avec la valeur constitutionnelle du pacte de famille, pacte qui dans la hiérarchie des normes a une valeur équivalente à la Constitution. Au vu de ce qui précède, et en application du principe du parallélisme des formes en droit public, la voie législative ne s'impose pas en l'espèce.

Ad 4)
Afin de conférer plus de stabilité au corps de règles fondamentales qui régissent l'accès à la fonction de chef de l'État, le Gouvernement peut se rallier à la démarche suggérée consistant à inscrire ces dispositions, actuellement contenues dans le pacte de famille, dans le texte de la Constitution.

Question 1539 (22.6.2011) de **M. André Bauler** (*DP*) concernant la rémunération des stagiaires entrés en service en date du 1^{er} avril 2011:

Il me revient de la presse que les jeunes stagiaires entrés en service en date du 1^{er} avril 2011 n'auraient toujours pas reçu la moindre rémunération. Du fait que certains stagiaires avaient un contrat en tant que chargés d'éducation depuis septembre 2010, les avances leur seraient systématiquement refusées et ils continueraient à se voir octroyer leur indemnité de chargés d'éducation. D'autres, qui n'avaient pas travaillé comme chargés d'éducation depuis septembre passé, n'auraient reçu ni traitement ni avances. Le contrôle financier leur refuserait le versement des avances en raison d'une disposition du règlement grand-ducal du 3 août 2010. Sous ces conditions certains stagiaires se verraient obligés de contracter des prêts afin de faire face à leurs dépenses courantes.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

1. Madame la Ministre peut-elle confirmer ces informations et, dans l'affirmative, m'expliquer les raisons de ces problèmes de paiements?
2. Comment se fait-il que l'Université du Luxembourg oblige les stagiaires à payer une taxe d'inscription de 500 € pour une formation obligatoire, alors qu'on ne leur verse pas encore le moindre traitement et qu'on ne leur délivre pas une reconnaissance académique sous forme de points ECTS?
3. Est-il juste que certains stagiaires, dont le contrat en tant que chargés d'éducation a ex-

piré le 31 mars dernier ou qui n'avaient jamais travaillé en tant que chargés d'éducation, aient subi un refus de la part du contrôle financier et de l'Administration du personnel de l'État pour régulariser leur situation en tant que fonctionnaires de l'État et qu'ils se retrouvent à l'heure qu'il est sans sécurité sociale?

4. Est-il vrai que certains stagiaires, qui ont reçu une déclaration de sortie de la Caisse de Maladie (Santé) leurs parents ou en tant que chargés d'éducation (sans nouvelle déclaration d'entrée auprès de la Caisse de Maladie des Fonctionnaires et Employés publics), se seraient déjà vu refuser le remboursement de consultations médicales?

Réponse (27.7.2011) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

Ad 1)
Le règlement grand-ducal du 3 août 2010 concernant la formation théorique et pratique ainsi que la période probatoire des enseignants de l'enseignement postprimaire détermine entre autres le montant de l'indemnité de stage spécifique à verser aux stagiaires pendant la première période du stage pédagogique, en l'occurrence à partir de cette année scolaire-ci du 1^{er} avril au 14 septembre 2011.

Ad 2)
Pour ce qui est des frais d'inscription pour la formation pédagogique des enseignants de l'enseignement secondaire, il est à noter que mon département est en concertation avec les responsables de l'Université du Luxembourg afin de pouvoir convenir d'une adaptation de la procédure actuelle pour la prochaine rentrée académique, suite à la majoration substantielle des droits d'inscription pour les étudiants.

Ad 3)
Le contrôle financier du Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative avait d'abord une interprétation différente de la définition de la durée de cette première période de stage par rapport à l'interprétation du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, ce qui a obligé l'Administration du personnel de l'État de tenir en suspens le paiement de l'indemnité en cause.

Finalement, le contrôle financier a accordé en juin le visa pour l'ensemble des dossiers.

En conséquence, l'APE a effectué les recalculs nécessaires début juillet et les indemnités de stage seront versées fin juillet, ensemble avec les autres traitements des fonctionnaires de l'État.

Pendant toute cette période, les stagiaires sous contrat de chargés d'éducation pour l'année scolaire en cours ont continué à recevoir cette rémunération comme avance, tandis que pour les autres, le paiement d'avances a été demandé auprès de la Trésorerie de l'État.

Dès lors, tous les enseignants en stage pédagogique ont reçu des avances et/ou leur indemnité de stage définitive au mois de juin ou au plus tard le 21 juillet 2011.

Ad 4)
Il est vrai que dans quelques cas rares, la réaffiliation au Centre commun de la sécurité sociale ne s'est pas faite de façon automatique. L'APE a néanmoins redressé manuellement ces situations sur demande des concernés, de même que pour le seul cas de refus de remboursement de consultations médicales qui a été signalé au MENFP.

d'Chamber
online op
**www.
chd.lu**